

**ARCHIVES  
DIPLOMATIQUES**

**1896**



# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL  
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

**M. LOUIS RENAULT**

Professeur de Droit des gens  
à la Faculté de droit de Paris et à l'École libre des sciences politiques  
Membre de l'Institut de Droit international

Fondé en 1861

---

DEUXIÈME SERIE

---

**TOME LX**

OCTOBRE, NOVEMBRE, DÉCEMBRE,

---

## ABONNEMENTS

France et Algérie.....	50 francs.
Union postale.....	55 —
Autres pays.....	60 —
Un exemplaire { simple.....	5 —
double.....	9 —

---

PARIS

---

KRAUS REPRINT  
A Division of  
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED  
Nendeln/Liechtenstein

1970

Reprinted from a copy in the collections of the  
University of Illinois Library

Printed in Germany

Lessingdruckerei Wiesbaden

# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

---

## PREMIÈRE PARTIE

---

### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

---

CHINE — FRANCE

Convention commerciale.

25 avril 1886 (1).

Le Président de la République française et S. M. l'empereur de Chine, désirant conclure, conformément aux dispositions de l'article 6 du traité du 9 juin 1885, une convention pour régler les conditions dans lesquelles s'effectuera le commerce par terre entre le Tonkin et les provinces méridionales de l'empire, et prenant, d'autre part, en considération l'article 10 du même acte, qui maintient les anciens traités, accords et conventions, conclus entre la France et la Chine, ont nommé pour leurs plénipotentiaires savoir :

Le Président de la République française, le sieur François-Georges Cogordan, Ministre plénipotentiaire, sous-directeur des Affaires politiques au Ministère des Affaires étrangères, officier de l'ordre de la Légion d'honneur, grand officier de l'ordre de la Couronne d'Italie, etc., envoyé en mission extraordinaire en Chine.

Assisté du sieur François-Edmond Bruwaert, Consul de France, commandeur de l'ordre de Gustave Wasa de Suède, chevalier de l'ordre de Léopold de Belgique, etc. ;

Et S. M. l'empereur de Chine, Li-Hong-Tchang, commissaire impérial, premier grand secrétaire d'Etat, grand précepteur honoraire de l'héritier présomptif, surintendant du commerce des ports du Nord, directeur adjoint des armées navales, gouverneur général de la province Tché-Li, appartenant au premier degré du troisième rang de la noblesse, avec le titre de Sou-Yi ;

(1) Les ratifications ont été échangées à Pékin, le 7 août 1896. Promulgation dans le *Journal officiel* du 22 octobre.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, qui ont été reconnus en bonne et due forme, sont convenus des stipulations suivantes :

**Art. 1<sup>er</sup>.** — Aux termes de l'article 5 du traité du 9 juin 1885, les H. P. contractantes conviennent qu'il y a lieu, quant à présent, d'ouvrir au commerce deux localités, l'une au nord de Langson et l'autre au-dessus de Laokaï.

La Chine y établira des bureaux de douane et la France aura la faculté d'y nommer des Consuls qui jouiront de tous les droits et priviléges concédés en Chine aux Consuls de la nation la plus favorisée.

Les travaux de la Commission chargée de la délimitation des deux pays ne se trouvant pas terminés au moment de la signature de la présente convention, la localité à ouvrir au commerce au nord de Langson devra être choisie et déterminée dans le courant de la présente année, après entente entre le Gouvernement impérial et le Représentant de la France à Pékin. Quant à la localité qui devra être ouverte au commerce au-dessus de Laokaï, elle sera également déterminée d'un commun accord, à la suite des travaux de reconnaissance de la frontière entre les deux pays.

**Art. 2.** — Le Gouvernement impérial pourra nommer des Consuls à Hanoï et à Haiphong. Des Consuls chinois pourront aussi être envoyés plus tard dans d'autres grandes villes du Tonkin, après entente avec le Gouvernement français. Ces agents seront traités de la même manière et auront les mêmes droits et priviléges que les Consuls de la nation la plus favorisée établis en France. C'est avec les autorités françaises chargées du protectorat qu'ils entretiendront tous leurs rapports officiels.

**Art. 3.** — Il est convenu de part et d'autre que, dans les localités où des Consuls seront envoyés, les autorités respectives s'emploieront à faciliter l'installation de ces agents dans des résidences honorables.

Les Français pourront s'établir dans les localités ouvertes au commerce à la frontière de Chine dans les conditions prévues par les articles 7, 10, 11, 12 et autres du traité du 27 juin 1858. Les Annamites jouiront dans ces localités du même traitement privilégié.

**Art. 4.** — Les Chinois auront le droit de posséder des terrains, d'élever des constructions, d'ouvrir des maisons de commerce et d'avoir des magasins dans tout l'Annam. Ils obtiendront pour leur personne, leurs familles et leurs biens, protection et sécurité, à l'égal des sujets de la nation européenne la plus favorisée, et comme ces derniers, ils ne pourront être l'objet d'aucun mauvais traitement. Les correspondances officielles et privées, les télégrammes des fonctionnaires et commerçants chinois seront transmis sans difficulté par les administrations postale et télégraphique françaises.

Les Français recevront de la Chine le même traitement privilégié.

**Art. 5.** — Les Français, protégés français ou étrangers établis au Tonkin, pourront franchir la frontière et pénétrer en Chine, à la condition d'être munis de passeports. Ces passeports seront délivrés par les autorités chinoises de la frontière, à la requête des autorités françaises, qui les demanderont seulement en faveur de personnes honorables : ils seront rendus au retour et annulés. Lorsqu'un voyageur devra traverser une localité occupée par des aborigènes ou des sauvages,

il sera mentionné sur le passeport qu'il n'y a pas dans cette localité de fonctionnaire chinois qui puisse le protéger.

Les Chinois qui voudront se rendre de Chine au Tonkin par voie de terre devront de la même manière être munis de passeports délivrés par les autorités françaises à la requête des autorités chinoises qui les demanderont seulement en faveur de personnes honorables.

Les passeports ainsi délivrés de part et d'autre serviront simplement de titres de voyage et ne pourront pas être considérés comme des certificats d'exemption de taxe pour le transport des marchandises.

Les autorités chinoises sur le sol chinois et les autorités françaises au Tonkin, auront le droit d'arrêter les personnes qui auraient franchi la frontière sans passeport et de les remettre aux mains de l'autorité respective pour être jugés et punis s'il y a lieu.

Les Chinois habitant l'Annam pourront rentrer du Tonkin en Chine en obtenant simplement des autorités impériales un laissez-passer leur permettant de franchir la frontière.

Les Français et autres personnes établis dans les localités ouvertes à la frontière, pourront circuler sans passeport dans un rayon de 50 lis, autour de ces localités.

Art. 6. — Les marchandises importées dans les localités ouvertes au commerce à la frontière de Chine par les négociants français et les protégés français peuvent, après acquittement des droits d'importation, être transportées sur les marchés intérieurs de la Chine dans les conditions fixées par le 7<sup>e</sup> règlement annexe du traité du 27 juin 1858, et par les règlements généraux de la douane maritime sur les passes de transit à l'importation.

Dès que des marchandises étrangères seront importées dans ces localités, déclaration devra être faite en douane de la nature et de la quantité de ces marchandises ainsi que du nom de la personne qui les accompagne. La douane fera procéder à la vérification et percevra le droit du tarif général de la douane maritime chinoise diminué d'un cinquième. Les articles non dénommés au tarif resteront passibles du droit de 5 % *ad valorem*. Ce n'est qu'après que le droit aura été payé que les marchandises pourront sortir du magasin, être expédiées et vendues. Le négociant qui voudrait envoyer dans l'intérieur des marchandises étrangères devra faire une nouvelle déclaration en douane, et payer, sans réduction, le droit de transit inscrit dans les règlements généraux de la douane maritime chinoise. Après ce payement, la douane délivrera une passe de transit qui permettra au porteur de se rendre dans la localité désignée sur la passe pour y disposer desdites marchandises.

A ces conditions, aucune perception nouvelle ne sera faite au passage des barrières intérieures et des bureaux du likin.

Les marchandises pour lesquelles des passes de transit n'auraient pas été demandées seront passibles de tous les droits de barrière et de likin imposés aux produits indigènes dans l'intérieur du pays.

Art. 7. — Les marchandises achetées par les Français ou des protégés français sur les marchés intérieurs de la Chine peuvent être amenées dans les localités ouvertes de la frontière pour être, de là, exportées au Tonkin, dans les conditions fixées par le 7<sup>e</sup> règlement annexe du traité du 27 juin 1858 sur le transit des marchandises d'exportation.

Lorsque des marchandises chinoises arriveront dans ces localités pour être exportées, déclaration devra être faite en douane de la nature et de

la quantité de ces marchandises, ainsi que du nom de la personne qui les accompagne. La douane fera procéder à la vérification. Celles de ces marchandises qui auraient été achetées à l'intérieur par le négociant muni d'une passe de transit, et qui n'auraient, dès lors, acquitté ni taxe de likin, ni taxe de barrière, auront d'abord à payer le droit de transit inscrit au tarif général de la douane maritime chinoise. Elles payeront ensuite le droit d'exportation du tarif général diminué de 1/3. Les articles non dénommés au tarif resteront passibles du droit de 5 0/0 *ad valorem*. Après l'acquittement de ces taxes, les marchandises pourront sortir librement et être expédiées au-delà de la frontière.

Le négociant qui, ayant acheté des marchandises dans l'intérieur, ne sera pas muni d'une passe de transit, devra acquitter au passage des bureaux de perception les taxes de barrière et de likin ; des récépissés devront lui être délivrés. A son arrivée à la douane, il sera exempté du paiement du droit de transit sur le vu de ces récépissés.

Les commerçants français et protégés français important ou exportant des marchandises par les bureaux de douane de la frontière du Yunnan et du Kouang-si et les commerçants chinois important ou exportant des marchandises au Tonkin n'auront à acquitter aucune taxe de péage pour leurs voitures ou leurs bêtes de somme. Sur les cours d'eau navigables franchissant la frontière, les barques pourront être, de part et d'autre, soumises à un droit de tonnage, conformément au règlement de la douane maritime des deux pays.

En ce qui concerne les dispositions du présent article et du précédent, il est convenu entre les Hautes Parties contractantes que, si un nouveau tarif douanier vient à être établi, d'un commun accord, entre la Chine et une tierce puissance pour le commerce par terre sur les frontières sud-ouest de l'Empire chinois, la France pourra en obtenir l'application.

Art. 8. — Les marchandises étrangères qui, n'ayant pu être vendues, seraient, dans un délai de trente-six mois, après avoir acquitté le droit d'importation à l'une des douanes frontières chinoises, réexpédiées vers l'autre douane frontière, seront examinées à la première de ces douanes, et si les enveloppes en sont restées intactes, si rien n'en a été distrait ou changé, elles recevront un certificat d'exemption du montant de la taxe primitivement perçue. Le porteur de ce certificat d'exemption pourra le remettre à l'autre douane frontière à l'acquit du nouveau droit qu'il aura à payer. La douane pourra également délivrer des bons valables pendant trois ans, pour tout paiement ultérieur à faire au même bureau. Il ne sera jamais rendu d'argent.

Si ces mêmes marchandises sont réexpédiées vers un des ports ouverts de la Chine, elles y seront, conformément à la règle générale de la douane maritime chinoise, soumises au droit d'importation, sans qu'on puisse y faire usage de ces certificats ou bons de douanes frontières. Il ne sera pas non plus possible d'y présenter à l'acquit des droits les quittances délivrées par les douanes frontières lors du 1<sup>er</sup> versement. Quant aux droits de transit, une fois acquittés, ils ne pourront jamais, conformément aux règlements appliqués dans les ports ouverts, donner lieu à la délivrance de bons ou certificats d'exemption.

Art. 9. — Les marchandises chinoises qui, après avoir acquitté à l'un des bureaux de la frontière les droits de transit et d'exportation, seraient

réexpédiées vers l'autre donane frontière pour être vendues, ne seront soumises, à leur arrivée à cette seconde douane, qu'au paiement, à titre de droit de réimportation, de la moitié du droit d'exportation déjà perçu. Ces marchandises ne pourront alors, conformément aux règlements établis dans les ports ouverts, être transportées dans l'intérieur par les commerçants étrangers.

Si ces marchandises chinoises sont transportées dans un des ports ouverts de la Chine, elles seront assimilées à des marchandises étrangères, et devront acquitter un nouveau droit entier d'importation, conformément au tarif général de la douane maritime.

Ces marchandises seront admises à payer le droit de transit pour pénétrer dans l'intérieur.

Les marchandises chinoises exportées d'un port de mer de Chine vers un port annamite, pour être, de là, transportées à la frontière de terre et rentrer ensuite en territoire chinois, seront traitées comme marchandises étrangères, et devront payer le droit local d'importation. Ces marchandises seront admises à payer le droit de transit pour pénétrer dans l'intérieur.

Art. 10. — Les déclarations en douanes chinoises devront être faites dans les trente-six heures qui suivront l'arrivée des marchandises importées ou exportées, sous peine d'une amende de 50 taëls par chaque jour de retard, sans que cette amende puisse excéder 200 taëls.

Une déclaration inexacte de la quantité des marchandises, s'il est prouvé qu'elle a été faite dans l'intention d'échapper au paiement des droits, entraîne pour le marchand la confiscation de ses marchandises. Les marchandises qui, non munies du permis du chef de la douane, seraient clandestinement introduites par des chemins détournés, déballées et vendues, ou qui seraient l'objet d'un acte intentionnel de contrebande, seront intégralement confisquées. Toute fausse déclaration ou manœuvre tendant à tromper la douane, sur la qualité, la quantité, la réelle provenance ou la réelle destination des marchandises appelées à bénéficier des passes de transit, donnera lieu à la confiscation des marchandises. Ces pénalités devront être prononcées dans les conditions et selon la procédure fixées par le règlement du 31 mai 1868.

Dans tous les cas où la confiscation aura été prononcée, le négociant pourra libérer ses marchandises moyennant le versement d'une somme équivalente à leur valeur dûment déterminée par une entente avec les autorités chinoises.

Les autorités chinoises auront toute liberté d'aviser aux mesures à prendre en Chine, le long de la frontière, pour empêcher la contrebande.

Les marchandises descendant ou remontant les voies navigables à bord de bateaux français, annamites ou chinois, ne devront pas être nécessairement débarquées à la frontière, à moins qu'il n'y ait apparence de fraude ou divergence entre l'état de la cargaison et les déclarations du manifeste. La douane ne pourra qu'envoyer à bord desdits bateaux des agents pour en faire la visite.

Art. 11. — Les produits d'origine chinoise importés au Tonkin par la frontière de terre auront à acquitter le droit d'importation du tarif franco-annamite. Ils ne payeront aucun droit d'exportation à la sortie du Tonkin. Il sera donné communication au Gouvernement impérial du nouveau tarif que la France établira au Tonkin.

S'il est établi au Tonkin des taxes d'accise, de consommation ou de garantie sur certains articles de production indigène, les produits similaires chinois auront à subir à l'importation des taxes équivalentes.

**Art. 12.** — Les marchandises chinoises qui seraient transportées à travers le Tonkin d'une des deux douanes frontières vers l'autre douane frontière ou vers un port annamite, pour être de là exportées en Chine, seront soumises à un droit spécifique de transit qui ne dépassera pas 2 0/0 de la valeur ; au point de sortie du territoire chinois, ces marchandises devront être reconnues par l'autorité douanière française de la frontière, qui en spécifiera la nature, la quantité et la destination dans des certificats d'origine destinés à être produits à toute réquisition des autorités françaises, durant le parcours à travers le Tonkin, ainsi qu'au port de transbordement.

Afin de garantir la douane franco-annamite contre toute fraude possible, ces produits chinois acquitteront à l'entrée du Tonkin le droit d'importation.

Un passe-debout les accompagnera jusqu'à la sortie, soit par le port de transbordement, soit à la frontière terrestre, et les sommes versées par le propriétaire des marchandises lui seront, déduction faite du droit de transit, restituées à ce moment, s'il y a lieu, en échange du récépissé délivré par les douanes du Tonkin.

Toute fausse déclaration ou manœuvre tendant d'une manière évidente à tromper l'administration française sur la qualité, la quantité, la réelle provenance ou la réelle destination des marchandises appelées à jouir du traitement spécial applicable aux produits chinois qui traverseront le Tonkin en transit, donnera lieu à la confiscation des marchandises.

Dans tous les cas où la confiscation aura été prononcée, le négociant pourra libérer ses marchandises moyennant le payement d'une somme équivalente à leur valeur dûment déterminée par une entente avec les autorités françaises.

Les mêmes règles et la même taxe de transit seront applicables en Annam aux marchandises chinoises qui seraient expédiées d'un port de Chine vers un port annamite pour gagner, de là, les douanes frontières chinoises à travers le Tonkin.

**Art. 13.** — Les articles suivants :

L'or et l'argent en barres ;

La monnaie étrangère ;

La farine, la farine de maïs, le sagou ;

Le biscuit ;

Les conserves de viandes et de légumes ;

Le fromage, le beurre, les sucreries ;

Les vêtements étrangers ;

La bijouterie ;

L'argenterie ;

La parfumerie ;

Les savons de toute espèce ;

Le charbon de bois ;

Le bois à brûler ;

Les bougies et la chandelle étrangères ;

Le tabac ;

Le vin, la bière, les spiritueux ;  
 Les articles de ménage ;  
 Les provisions pour les navires ;  
 Les bagages personnels ;  
 La papeterie ;  
 Les articles de tapisserie ;  
 La coutellerie ;  
 Les articles de droguerie et les médicaments étrangers ;  
 La verrerie ;

Seront vérifiés par la douane chinoise à l'entrée et à la sortie ; s'ils sont réellement de provenance étrangère et destinés à l'usage personnel des étrangers, et s'ils arrivent en quantité modérée, un certificat d'exemption des droits sera délivré, qui en permettra le libre passage à la frontière.

Si ces articles sont soustraits à la déclaration, à la formalité du certificat d'exemption, leur introduction clandestine les rendra passibles d'amendes, au même titre que les marchandises passées en contrebande.

A l'exception de l'or, de l'argent, de la monnaie et des bagages qui resteront exempts de droits, les articles ci-dessus mentionnés destinés à l'usage personnel des étrangers et importés en quantité modérée, payeront, lorsqu'ils seront transportés à l'intérieur de la Chine, un droit de transit de 2 1/2 % *ad valorem*.

Les douanes franco-annamites de la frontière ne percevront, à l'entrée comme à la sortie du Tonkin, aucun droit sur les objets suivants d'usage personnel que les Chinois transporteront avec eux : monnaie, bagages, vêtements, ornements de coiffure de femme, papiers, pinceaux, encre de Chine, livres, mobilier et aliments ; soit sur les produits que les Consuls de Chine du Tonkin feraient venir pour leur consommation personnelle.

Art. 14. — Les Hautes Parties contractantes conviennent d'interdire le commerce et le transport de l'opium de toute provenance par la frontière de terre entre le Tonkin, d'une part, et le Yunnan, le Kouangsi et le Kouang-Tong, d'autre part.

Art. 15. — L'exportation du riz et des céréales sera interdite en Chine. L'importation de ces articles s'y fera en franchise de droits. Il sera interdit d'importer en Chine :

La poudre à canon ;  
 Les projectiles ;  
 Les fusils et canons ;  
 Le salpêtre ;  
 Le soufre ;  
 Le plomb ;  
 Le spelter ;  
 Les armes ;  
 Le sel ;  
 Les publications immorales.

En cas de contravention, ces articles seront intégralement confisqués. Si les autorités chinoises faisaient acheter des armes ou des munitions, ou si des négociants recevaient l'autorisation expresse d'en acheter, l'importation en serait permise sous la surveillance spéciale de la douane.

chinoise. Les autorités chinoises pourront, en outre, après entente avec les Consuls de France, obtenir pour les armes et munitions qu'elles voudraient faire transporter en Chine à travers le Tonkin, l'exemption de tout droit à la douane franco-annamite.

L'introduction au Tonkin d'armes, de munitions de guerre, de publications immorales, est également interdite.

Art. 16. — Les Chinois résidant en Annam seront, sous le rapport de la juridiction en matière criminelle, fiscale ou autre, placés dans les mêmes conditions que les sujets de la nation la plus favorisée. Les procès qui s'élèveront en Chine dans les marchés ouverts de la frontière entre les sujets chinois et les Français ou Annamites, seront réglés, en cour mixte, par des fonctionnaires chinois et français. Pour les crimes ou délits que les Français ou protégés français commettraient en Chine dans les localités ouvertes au commerce, il sera procédé conformément aux stipulations des articles 38, 39 du traité du 27 juin 1858.

Art. 17. — Si, dans les localités ouvertes au commerce à la frontière de Chine, des Chinois déserteurs ou prévenus de crimes qualifiés tels par la loi chinoise se réfugient dans les maisons, ou à bord de barques appartenant à des Français ou à des protégés français, l'autorité locale s'adressera au consul qui, sur la preuve de la culpabilité des prévenus, prendra immédiatement les mesures nécessaires pour qu'ils soient remis et livrés à l'action régulière des lois.

Les Chinois coupables ou inculpés de crimes ou délits qui chercheraient un refuge en Annam seront, à la requête des autorités chinoises, et sur la preuve de leur culpabilité, recherchés, arrêtés et extradés dans tous les cas où pourraient être extradés de France les sujets du pays jouissant du traitement le plus large en matière d'extradition. Les Français et protégés français coupables ou inculpés de crimes ou de délits, qui chercheraient refuge en Chine, seront, à la requête des autorités françaises et sur la preuve de leur culpabilité, arrêtés et remis auxdites autorités pour être livrés à l'action régulière des lois ; de part et d'autre, on évitera avec soin tout recel et toute connivence.

Art. 18. — Pour toute difficulté non prévue par les dispositions précédentes, on recourra aux règlements de la douane maritime qui, conformément aux traités existants, sont actuellement appliqués dans les villes et dans les ports ouverts.

Dans le cas où ces règlements seraient insuffisants, les agents des deux pays en référeraient à leurs gouvernements respectifs.

Les présentes stipulations pourront être, aux termes de l'article 8 du traité du 9 juin 1885, revisées dix ans après l'échange des ratifications.

Art. 19. — La présente convention de commerce, après avoir été ratifiée par les deux gouvernements, sera promulguée en France, en Chine et en Annam.

L'échange des ratifications aura lieu à Pékin dans le délai d'un an à compter du jour de la signature de la convention, ou plus tôt si faire se peut.

Fait à Tien-Tsin, en quatre exemplaires, le 25 avril 1886 (correspondant au 22<sup>e</sup> jour de la lune de la 12<sup>e</sup> année Kouang-Sin).

*Signé : G. GOGORDAN.*

Ed. BRUWAERT.

Signature et cachet chinois (Li-Hong-Tchang).

## CHINE — FRANCE

## Convention additionnelle de Commerce et de délimitation.

26 juin 1887 (1).

Le Président de la République française et Sa Majesté l'Empereur de Chine, désireux de favoriser le développement des relations commerciales entre les deux pays et d'assurer la bonne exécution du traité de commerce signé à Tientsin le 25 avril 1886, ont décidé de conclure une convention additionnelle modifiant quelques-unes des dispositions contenues dans ledit acte.

A cet effet, les deux Hautes Parties contractantes ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

Le Président de la République française, Monsieur Ernest Constans, député, ancien ministre de l'Intérieur et des Cultes, commissaire du Gouvernement, envoyé extraordinaire de la République française en Chine,

Et Sa Majesté l'Empereur de Chine, Son Altesse le prince K'ing, prince du second rang, président du Tsoung-li-Yamen,

Assisté de

Son Excellence Souen-Yu-Ouen, membre du Tsoung-li-Yamen, premier vice-président du ministère des Travaux publics ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, qu'ils ont reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>r</sup>. — Le traité signé à Tientsin le 25 avril 1886 sera, immédiatement après l'échange des ratifications, fidèlement mis à exécution dans toutes ses clauses, sauf, bien entendu, celles que la présente convention a pour but de modifier.

Art. 2. — En exécution de l'article premier du traité du 25 avril 1886, il est convenu entre les Hautes Parties contractantes que la ville de Long-Tcheou au Kouang-Si, et celle de Mong-tseu au Yunnan sont ouvertes au commerce franco-annamite : il est entendu, en outre, que Manhao, qui se trouve sur la route fluviale de Lao-Kai à Mong-tseu, est ouvert au commerce comme Longtcheou et Mong-tseu, et que le Gouvernement français aura le droit d'y entretenir un agent relevant du consul de cette dernière ville.

Art. 3. — En vue de développer le plus rapidement possible le commerce entre la Chine et le Tonkin, les droits d'importation et d'exportation stipulés dans les articles 6 et 7 du traité du 25 avril 1886 sont provisoirement modifiés ainsi qu'il suit :

Les marchandises étrangères importées en Chine par les villes ouvertes auront à acquitter le droit du tarif général de la douane maritime, diminué des trois dixièmes.

Les marchandises chinoises exportées au Tonkin payeront le droit d'exportation dudit tarif général diminué des quatre dixièmes.

Les marchandises chinoises exportées au Tonkin payeront le droit d'exportation dudit tarif général diminué des quatre dixièmes.

(1) Les ratifications ont été échangées à l'ékin le 7 août 1896. Promulgation dans le *Journal officiel* du 22 octobre.

**Art. 4.** — Les produits d'origine chinoise qui auront acquitté les droits d'importation, conformément au § 1<sup>er</sup> de l'article 11 du traité du 25 avril 1886, et seront transportés à travers le Tonkin vers un port annamite, pourront être soumis, à la sortie de ce port, s'ils sont à destination d'un autre pays que la Chine, au droit d'exportation fixé par le tarif des douanes franco-annamites.

**Art. 5.** — Le gouvernement chinois autorise l'exportation de l'opium indigène au Tonkin par la frontière de terre moyennant un droit d'exportation de 20 taëls par picul ou 100 livres chinoises. Les Français ou protégés français ne pourront acheter l'opium qu'à Long-Tcheou, Mong-tseu et Manhao. Les droits de likin et de barrières que les commerçants indigènes auront à payer sur ce produit ne dépasseront pas 20 taëls par picul.

Les commerçants chinois qui auront apporté l'opium de l'intérieur remettront à l'acheteur, en même temps que la marchandise, les reçus constatant que le likin a été intégralement acquitté, et l'acheteur présentera ces reçus à la douane, qui les annulera au moment où il effectuera le paiement du droit d'exportation.

Il est entendu que cet opium, dans le cas où il rentrerait en Chine, soit par la frontière de terre, soit par un des ports ouverts, ne pourra être assimilé aux produits d'origine chinoise réimportés.

**Art. 6.** — Les bateaux français et annamites, à l'exception des bâtiments de guerre et des navires employés au transport de troupes, d'armes ou de munitions de guerre, pourront circuler de Lang-Son à Cao-bang, et réciproquement, en passant par les rivières (Song-Ki-Kong et rivière de Cao-bang) qui relient Lang-Son à Long-Tchéou et Long-Tchéou à Cao-bang.

Il sera prélevé sur ces bateaux, pour chaque parcours, un droit de tonnage de 5 0/0 de taël par tonneau, mais les marchandises composant le chargement n'auront à acquitter aucun droit.

Les marchandises à destination de Chine pourront être transportées par les rivières dont il est question dans le § 1<sup>er</sup> du présent article, aussi bien que par les routes de terre, et notamment par la route mandarinale qui conduit de Lang-Son à Long-Tcheou ; mais, jusqu'au jour où le gouvernement chinois aura établi un poste de douane à la frontière, les marchandises qui passeront par ces routes de terre ne pourront être vendues qu'après avoir acquitté les droits à Long-Tcheou.

**Art. 7.** — Il est entendu que la France jouira de plein droit, et sans qu'il soit besoin de négociations préalables, de tous les priviléges et immunités, de quelque nature qu'ils soient, et de tous les avantages commerciaux qui pourraient être accordés dans la suite à la nation la plus favorisée par des traités ou conventions ayant pour objet le règlement des rapports politiques ou commerciaux entre la Chine et les pays situés au sud et au sud-ouest de l'empire chinois.

**Art. 8.** — Ayant arrêté d'un commun accord les dispositions ci-dessus, les plénipotentiaires ont apposé leur signature et leur sceau sur deux exemplaires du texte français de la présente convention, ainsi que sur la traduction chinoise qui accompagne chacun de ces exemplaires.

**Art. 9.** — Les stipulations de la présente Convention additionnelle seront mises en vigueur comme si elles étaient insérées dans le texte même du traité du 25 avril 1886 à partir du jour de l'échange des ratifications desdits traité et convention.

Art. 10. — La présente convention sera ratifiée dès à présent par Sa Majesté l'Empereur de Chine, et, dès qu'elle aura été ratifiée par le Président de la République française, l'échange des ratifications aura lieu à Péking.

Fait à Péking, le vingt-six juin huit cent quatre-vingt-sept.

(L. S.) Signé : CONSTANS.

(L. S.) Signé : Prince K'ING.

#### ANNEXE

**Lettre officielle de Son Altesse le prince K'ing et des Ministres du Tsoung-li Yamen à M. Constans, Envoyé extraordinaire de la République française en Chine.**

A la suite de plusieurs conférences, nous avons arrêté, d'accord avec vous, les termes d'une convention additionnelle en dix articles et d'un procès-verbal de clôture des travaux de la Commission de délimitation, ayant pour but de compléter ou de modifier certaines stipulations du Traité de Paix du 9 juin 1885 et du traité du 23 avril 1886, qui règle les rapports commerciaux entre la Chine et de l'Annam.

A la veille de prendre jour pour signer ces deux actes, nous devons nous entendre sur trois points laissés indéterminés et nous proposons de les régler de la manière suivante :

1<sup>o</sup> Aux termes du traité précédent, le Gouvernement chinois peut installer des consuls dans les principales villes du Tonkin. Nous sommes déjà convenus que le Gouvernement chinois consent à ajourner la nomination de ces consuls, jusqu'au jour où les deux gouvernements estimeront que les circonstances permettent de les établir.

2<sup>o</sup> Il est entendu que, lorsque le Gouvernement chinois établira des consuls à Hanoï et à Haiphong, le Gouvernement français pourra en nommer dans les capitales des provinces du Yun-Nan et du Kouang-Si.

3<sup>o</sup> Les consuls français dont le Gouvernement chinois a consenti la nomination à Long-tcheou et à Mong-tseu, ainsi que l'agent relevant du Consul de Mong-tseu, qui sera établi à Manhao, n'auront pas le droit d'établir dans ces villes, ouvertes seulement au commerce de terre, des concessions, comme celles qui existent dans le port de Chang-Hai et dans quelques autres ports ouverts.

Il est entendu que ces trois articles auront la même valeur que s'ils étaient insérés dans le texte même de la Convention additionnelle.

Tel est l'objet de la présente communication, à laquelle nous vous prions de vouloir bien répondre.

Péking, le troisième jour de la cinquième lune de la treizième année de Kouang-Sin (23 juin 1887).

**Réponse de M. Constans, envoyé extraordinaire de la République française en Chine, à son Altesse le Prince K'ing et leurs Excel- lences les Ministres du Tsoung-li Yamen.**

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre en date du 23 juin 1887, par laquelle vous me proposez le règlement suivant des trois points qui n'ont pu être fixés dans la Convention additionnelle.

« 1<sup>o</sup> Nous sommes déjà convenus que le Gouvernement Chinois consent à ajourner la nomination de Consuls qu'il peut installer, aux termes du traité précédent, dans les grandes villes du Tonkin, jusqu'au jour où les deux Gouvernements estimeront que les circonstances permettent de les établir.

« 2° Il est entendu que, lorsque le Gouvernement Chinois établira des « suls à Hanoï et à Haiphong, le Gouvernement français pourra en nommer « dans les capitales des provinces du Yun-nan et du Kouang-Si.

« 3° Les consuls français dont le Gouvernement chinois a consenti la nomi- « nation à Long-tcheou et à Mong-tseu ainsi que l'agent relevant du consul « de Mong-tseu qui sera établi à Manhao n'auront pas le droit d'établir dans « ces villes, ouvertes seulement au commerce de terre, des concessions « comme celles qui existent dans le port de Chang-hai et dans quelques « autres ports ouverts. »

Votre Altesse et vos Excellences ajoutent que « ces trois articles auront la même valeur que s'ils étaient insérés dans le texte même de la Convention additionnelle ».

La dépêche de Votre Altesse et de vos Excellences confirme très exactement les conventions intervenues au cours de nos conférences. J'ai, en conséquence, l'honneur de leur donner acte de notre accord sur tous ces points.

Pékin, le 23 juin 1887.

**Convention relative à la délimitation de la frontière entre la Chine et le Tonkin, signée à Pékin le 26 juin 1887.**

Les commissaires nommés par le Président de la République française et par Sa Majesté l'empereur de Chine en exécution de l'article 3 du traité du 9 juin 1885 pour reconnaître la frontière entre la Chine et le Tonkin, ayant terminé leurs travaux,

M. Ernest Constans, député, ancien Ministre de l'Intérieur et des Cultes, commissaire du Gouvernement, envoyé extraordinaire de la République française, d'une part,

Et son Altesse le prince K'ing, prince du second rang, président du Tsoung li-Yamen, assisté de,

Son excellence Souen-Yu-Quen, membre du Tsoung-li-Yamen, premier vice-président du Ministère des travaux publics,

Agissant au nom de leurs Gouvernements respectifs,

Ont décidé de consigner dans le présent acte les dispositions suivantes destinées à régler définitivement la délimitation de ladite frontière :

1° Les procès-verbaux et les cartes y annexées qui ont été dressés et signés par les commissaires français et chinois sont et demeurent approuvés ;

2° Les points sur lesquels l'accord n'avait pu se faire entre les deux commissions, et les rectifications visées par le deuxième paragraphe de l'article 3 du traité du 9 juin 1885 sont réglés ainsi qu'il suit :

Au Kouang-Tong, il est entendu que les points contestés qui sont situés à l'est et au nord-est de Monkaï, au-delà de la frontière telle qu'elle a été fixée par la commission de délimitation, sont attribués à la Chine. Les îles qui sont à l'est du Méridien de Paris 105°43' de longitude est, c'est-à-dire de la ligne nord-sud passant par la pointe orientale de l'île de Tch'a-Kou ou Ouan-chan (Tra-co) et formant la frontière, sont également attribuées à la Chine. Les îles Go-tho et les autres îles qui sont à l'ouest de ce méridien appartiennent à l'Annam.

Les Chinois coupables ou inculpés de crimes ou délits qui chercheraient un refuge dans ces îles, seront, conformément aux stipulations

de l'article 17 du traité du 25 avril 1886, recherchés, arrêtés et extradés par les autorités françaises.

Sur la frontière du Yun-Nan, il est entendu que la ligne de démarcation suivra le tracé suivant :

De Keou-teou-tchai (Cao-dao-trai) sur la rive gauche du Siao-tou-tcheou-ho (Tien-do-chu-ha), point M de la carte de la deuxième section, elle se dirige pendant cinquante lis (vingt kilomètres) directement de l'ouest vers l'est en laissant à la Chine les endroits de Tsui-kiang-cho ou Tsui-y-cho (Tu-nghia-xa), Tsui-meï-cho (Tu-mi-xa), Kiang-fei-cho ou Y-fei-cho (Nghia-fi-xa), qui sont au nord de cette ligne, et à l'Annam, celui de Yeou-p'ong-cho (Hu bang-xa) qui en est au sud, jusqu'aux points marqués P et Q sur la carte annexe où elle coupe les deux branches du second affluent de droite du Heï-ho (Hac ha) ou Tou-tcheou-ho (Do-chu-ha). A partir du point Q, elle s'infléchit vers le sud-est d'environ 15 lis (6 kilomètres) jusqu'au point R, laissant à la Chine le territoire de Nan-tan (Nam don) au nord de ce point R ; puis à partir de ce dit point, remonte vers le nord-est jusqu'au point S, en suivant la direction tracée sur la carte par la ligne R-S, le cours du Nan-teng-ho (Nam-dang-ha) et les territoires de Man-meï (Man-mi), de Meng-tong-chang-ts'oun (Muong dong truong-thon), de Meng-toung-chan (Muong-dong-son), de Meng-toung-tchoung-ts'oun (Muong-dong-truong-thon), et de Meng-toung-chia-ts'oun (Muong-dong-ha-thon) restant à l'Annam.

A partir du point S (Meng-toung-chiat'soun ou Muong-dong-ha-thon), le milieu du Ts'ing-chouei-ho (Than-thuy ha) indique jusqu'à son confluent, en T, avec la rivière Claire, la frontière adoptée.

Du point T, son tracé est marqué par le milieu de la rivière Claire jusqu'au point X, à hauteur de Tch'ouan-teou (Thuyen-dan).

Du point X, elle remonte vers le Nord jusqu'au point Y, en passant par Paiche-yai (Bach-thach ghai) et Lao-ai-k'an (Lao-hai-kan), la moitié de chacun de ces deux endroits appartenant à la Chine et à l'Annam ; ce qui est à l'Est appartient à l'Annam, ce qui est à l'Ouest, à la Chine.

A partir du point Y, elle longe, dans la direction du Nord, la rive droite du petit affluent de gauche de la rivière Claire qui la reçoit entre Pien-pao-kia (Bien-bao-kha) et Pei-pao (Bac-bao) et gagne ensuite Kao-ma-pai (Cao-mi-bach), point Z, où elle se raccorde avec le tracé de la troisième section.

A partir de Long-po-tchaï (cinquième section), la frontière commune du Yunnan et de l'Annam remonte le cours du Long-po-ho jusqu'à son confluent avec Ts'ing-chouei-ho, marqué A sur la carte ; du point A, elle suit la direction générale du Nord-Est au Sud-Ouest jusqu'au point indiqué B sur la carte, endroit où le Saï-kiang-ho reçoit le Mien-chouei-ouan ; dans ce parcours, la frontière laisse à la Chine le cours du Ts'ing-chouei-ho.

Du point B, la frontière, à la direction est-ouest jusqu'au point C où elle rencontre le Teng-tiao-tchiang au dessous de Ta-chou-tchio. Ce qui est au Sud de cette ligne appartient à l'Annam, ce qui est au Nord, à la Chine.

Du point C, elle redescend vers le Sud en suivant le milieu de la rivière Teng-tiao-Tchiang jusqu'à son confluent au point D avec le Tsin-tse-ho.

Elle suit ensuite le Tsin-tse-ho pendant environ 50 lis et continue dans la direction est-ouest jusqu'au point E où elle rencontre le petit ruisseau qui se jette dans la rivière Noire (Hei tsiang ou Hac giang) à l'est du bac de Meng-pang. Le milieu de ce ruisseau sert de frontière du point E au point F.

A partir du point F, le milieu de la rivière Noire sert de frontière à l'Ouest.

Les autorités locales chinoises et les agents désignés par le Résident général de la République française en Annam et au Tonkin seront chargés de procéder à l'abornement, conformément aux cartes dressées et signées par la commission de délimitation et aux tracé ci-dessus.

Au présent acte sont annexées trois cartes en deux exemplaires, signées et scellées par les deux parties. Sur ces cartes, la nouvelle frontière est tracée par un trait rouge et indiquée sur les cartes du Yun-nan par les lettres de l'alphabet français et les caractères cycliques chinois.

Fait à Péking, en double expédition, le 26 juin 1887.

(*Signature et cachet du Plénipotentiaire chinois.*)

*Signé : CONSTANS.*

(*Cachet de la Légation de France à Pékin.*)

— *Rapport fait par M. Dureau de Vaulcomte, député, au nom de la Commission chargée d'examiner les Conventions qui précèdent :*

Messieurs,

Le Gouvernement a déposé sur le bureau de la Chambre, le 26 juin 1886, un projet de loi portant approbation de la convention commerciale signée à Tien-Tsin, le 25 avril 1886, entre la France et la Chine.

La Commission chargée de l'examen de ce projet de loi a voulu, avant de vous en proposer l'adoption, entendre M. le Ministre des affaires étrangères.

Des modifications lui semblaient devoir être apportées à quelques articles de la convention du 23 avril 1886, qui — nous devons le rappeler — avait été négociée dans les circonstances les plus difficiles, et alors que pour les deux Parties contractantes, les intérêts commerciaux avaient pu être subordonnés à des intérêts politiques d'un ordre supérieur.

Il n'était pas possible d'amender le texte du traité. D'autre part, il ne convenait pas d'en retarder indéfiniment la ratification. Mais la Commission demandait, qu'avant l'expiration du délai de dix années, fixé pour la révision éventuelle de la Convention, certaines de ses dispositions pussent être modifiées, d'accord avec le Gouvernement de la Chine.

Les modifications, réclamées par la Commission, concernaient notamment : le remaniement du tarif des droits établis, à l'importation et à l'exportation du Tonkin, en Chine, et vice versa; et les clauses relatives au commerce du sel et de l'opium, par la frontière du Tonkin. De plus, il était fait observer que, contrairement aux dispositions formelles de l'article 5 du Traité du 9 juin 1885, la Convention ne désignait pas les localités devant être ouvertes au commerce français, sur le territoire des provinces chinoises limitrophes du Tonkin. Et dès lors, il était permis de craindre que les relations commerciales qu'elle avait pour but de créer, entre les deux pays, ne pussent pas s'établir.

M. le Ministre des affaires étrangères, président du Conseil, ayant déclaré :

que les points commerciaux seraient désignés avant la fin de l'année 1886 ; que, conformément au voeu de la Commission, la convention de Tien-Tsin pourrait être complétée et améliorée, à la suite des négociations nouvelles que le Gouvernement était disposé à ouvrir ; mais qu'il convenait, en raison des résultats acquis, de ratifier, dès ici, l'acte soumis à la Chambre ; la Commission conclut à cette ratification, et un premier rapport fut déposé, en son nom, à la date du 13 juillet 1886.

Par suite de la reprise immédiate des négociations projetées, l'impression et la distribution de ce rapport ont dû être ajournées, sur un avis transmis à la Commission par le Ministre des affaires étrangères.

Ces négociations, confiées à notre honorable collègue M. Constans, ont abouti à la conclusion d'une convention additionnelle qui a été signée à Pékin, le 26 juillet 1887, et qui est aujourd'hui soumise à votre approbation, en même temps que celle du 23 avril 1886.

Ces deux actes doivent clore la série des traités intervenus entre la France et la Chine, à la suite des événements qui se sont accomplis en Extrême-Orient.

Le traité du 9 juin 1885, en mettant fin au conflit armé entre les deux nations, n'avait réglé définitivement que leurs rapports politiques.

Il restait à déterminer les conditions dans lesquelles pourraient s'établir, sur la frontière commune, entre les citoyens, sujets ou protégés des deux Etats limitrophes, les relations de voisinage et de commerce que comporte l'état de la paix.

A cet effet, le traité du 9 juin avait prévu l'établissement de deux conventions additionnelles, et relatives, l'une au règlement spécial, applicable au commerce entre le Tonkin et la Chine, l'autre à la délimitation de la frontière sino-annamite.

A la faveur des troubles et des guerres qui ont désolé si longtemps le Tonkin, les gouverneurs du Kouang-ton, du Kouang-si, et du Yunnan avaient, avec ou sans l'assentiment de l'Empereur d'Annam, fait avancer des troupes, et établi des garnisons, sur le territoire tonkinois. Le premier devoir qui incomba à la France, dont le protectorat venait d'être établi, et reconnu, sur l'Annam et le Tonkin, était de mettre fin à cet état de choses, et de reconstituer la frontière historique du Tonkin.

Dans ce but, l'article 3 du traité du 9 juin 1885 disposait :

“ Art. 3. — Dans un délai de six mois, à partir de la signature du présent traité, des commissaires désignés par les Hautes Parties contractantes se rendront sur les lieux pour reconnaître la frontière, entre la Chine et le Tonkin. Ils poseront, partout où besoin sera, des bornes destinées à rendre apparente la ligne de démarcation. Dans le cas où ils ne pourraient se mettre d'accord sur l'emplacement de ces bornes, ou sur les rectifications de détail qu'il pourrait y avoir lieu d'apporter à la frontière actuelle du Tonkin, dans l'intérêt commun des deux pays, ils en référeraient à leurs Gouvernements respectifs. »

Conformément à ces dispositions, une Commission franco-chinoise de délimitation des frontières du Tonkin, fut constituée au mois d'août 1885. Le Gouvernement français désigna comme délégués, MM. Bourcier de Saint-Chaffray, président; Scherzer, le colonel Tisseyre, le commandant Bouinais, et le docteur Neis; et comme délégué adjoint, M. Haitce.

Le Gouvernement chinois constitua deux délégations spéciales et indépendantes.

L'une, sous la présidence du commissaire impérial Tchéou, était dirigée, dès le mois de novembre, vers la frontière du Yunnan.

L'autre, présidée par le commissaire impérial Meng-Tcheng-Sieou, auquel était adjoint le gouverneur du Kouang-Si, Li-Ping-Heng, était chargée des opérations sur la frontière des deux Kouangs.

Cette dernière Délégation vint rejoindre les commissaires français à Dong-Dang, province de Lang-Son. Les conférences officielles s'ouvrirent le 12 janvier 1886.

Si limité, et si bien défini qu'ait été le mandat de la Commission, par les termes de l'article 3 du traité du 9 juin, l'accord ne fut pas facile à établir entre les deux Délégations.

Les Commissaires chinois, s'attachant exclusivement à l'application de la clause relative « aux rectifications de détail qu'il pourrait y avoir lieu d'apporter à la frontière du Tonkin », pretendaient établir une nouvelle ligne frontière, entre le Tonkin et la Chine.

La Délégation française, estimant que la Commission était chargée d'appliquer et non de réviser le traité du 9 juin 1885, voulait que la frontière historique et actuelle fût reconnue et par là délimitée.

Pour triompher des résistances des commissaires chinois, il fallut recourir à l'intervention du Gouvernement de Pékin, qui dut, à deux reprises différentes, transmettre au commissaire Teng des décrets impériaux, lui enjoignant impérativement « de reconnaître la frontière ».

Grâce à l'attitude loyale du Gouvernement chinois, la Commission de délimitation put se mettre à l'œuvre.

Les opérations, sur le terrain, ont été commencées le 20 mars 1886. Mais déjà elles étaient rendues plus difficiles, en raison de l'état avancé de la saison.

Le 13 avril, la Commission se sépara, après avoir décidé qu'elle se réunirait à Hai-Ninh, au retour de la bonne saison — du 13 octobre au 1<sup>er</sup> novembre 1886 — pour la continuation de ses travaux.

Du procès-verbal qui a été dressé et signé, afin de fixer les résultats de ses opérations, il résulte que la ligne de démarcation, entre les deux frontières, a été établie de la porte de Chi-Ma, au point où le Song-ki-Kong entre en Chine, soit sur une longueur de 120 kilomètres environ.

Ces résultats ne sembleront pas considérables, si l'on n'envisage que l'étendue de la frontière reconnue et déterminée. Mais il faut tenir compte des difficultés, et même des dangers que présentait cette première partie des travaux de délimitation, dans une région où n'existant aucune force militaire organisée. L'œuvre accomplie par la Délégation française n'aura pas eu pour seule conséquence la reconnaissance de quelques kilomètres de frontières.

Lang-Son, That-Ké et Dong-Dang ont été occupés : la défense de ces places a été organisée; les bandes de pirates ont été refoulées au delà de la frontière. Toute cette région du Nord a été pacifiée et définitivement placée sous l'autorité française.

Cette œuvre poursuivie et accomplie, en dépit de tant d'obstacles qui devaient l'entraver, fait le plus grand honneur à tous ceux qui y ont coopéré : au général Warnet qui, par les mesures militaires qu'il a prises, en a assuré l'exécution; aux membres de la Délégation française, et aux officiers topographes qui leur ont été adjoints. Tous ont apporté à l'accomplissement de la mission qui leur incombaient un talent, un dévouement, et un patriotisme, auxquels il n'est que juste de rendre hommage.

Les principes et les règles suivant lesquels devaient être continués les travaux de délimitation, ayant été ainsi définitivement fixés, par suite des opérations effectuées sur la frontière du Kouang-si, la Commission, conformément au programme qui avait été arrêté, se prépara à entreprendre la délimitation du Yun-nan. M. Dillon, résident supérieur de Hué, fut appelé à prendre la présidence de la Délégation française, en remplacement de M. Bourcier de Saint-Chaffray, malade et rentré en France.

Le 21 juin 1886, les délégués et les officiers français arrivaient à Lao-Kai. Et, le 23 juillet, la Commission constituée put tenir sa première réunion.

Au Yunnan, plus encore qu'au Kouang-si, les travaux de la Commission

devaient être rendus difficiles et pénibles. Dans cette région, la frontière n'est pas, comme au Kouang-si, déterminée dans sa plus grande étendue, par une ligne bien connue, et presque ininterrompue, de portes, de défilés et passages qui en marquent officiellement la limite.

Peu de temps avant l'arrivée de la Commission le vice-roi du Yun-nan avait cru pouvoir établir, de sa seule autorité, une délimitation de frontières, entre cette province et le Tonkin, méconnaissant ainsi les attributions de la Commission franco-chinoise instituée par le traité de Tien-Tsin.

Dans le pays des Shans, il avait fait placer des bornes-frontières au Lai-Chan et au Phong-Thô. Et par une proclamation affichée au Phong-Thô, il avait déclaré ce territoire dépendant du Yun-nan.

Du côté de la rivière Claire, il avait envoyé des soldats réguliers à Ho-Yan, pour établir, sur la rivière Tan-Thuy, en plein pays annamite, des bornes sur lesquelles était gravée une inscription portant que « le territoire du Yun-nan commence là. »

D'autre part, les commissaires impériaux — Tchéou et Ten — ne semblaient pas mieux disposés à assurer une loyale application du traité de Tien-Tsin.

Autour de Lao-Kai, tout le pays avait été soulevé contre les étrangers. Des bandes armées le parcouraient librement, comme si elles avaient eu l'assentiment ou l'appui des autorités du Yun-nan.

Dans ces conditions, la mission confiée aux commissaires français ne manquait pas d'être difficile et périlleuse.

Dès le 19 août, se produisit un incident qui établit l'impossibilité de procéder, sur le terrain, à la reconnaissance et à la détermination des points-frontières. Et la Commission, enfermée dans le Lao-Kay, dut se borner à les déterminer, sur cartes.

La frontière du Yun-nan fut divisée en cinq sections :

La première, s'étendait du confluent du Long-Pô et du fleuve Rouge, jusqu'à Muong-Kong, au nord-est de Lao-Kai.

La 2<sup>e</sup>, allait de Muong-Kuong à Cau-Ma-Bac, village situé au nord-est de la rivière Claire.

La 3<sup>e</sup>, suivait de Cau-Ma-Bac, jusqu'au Fou-Mei-Ho.

La 4<sup>e</sup>, allait du Fou-Mei-Ho, au Kouang-Si.

La 5<sup>e</sup>, comprenait la zone située à l'ouest du fleuve Rouge, entre le confluent du Lon-Pô et le Laos.

Les 1<sup>re</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> sections furent délimitées sans trop de difficultés. Mais l'entente ne put s'établir en ce qui concerne les 2<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> sections, par suite des empiétements déjà signalés du vice-roi du Yun-nan, et conséquemment des prétentions émises par les commissaires chinois.

Ces résultats furent consignés dans un dernier procès-verbal, signé le 19 octobre 1886, et réservant aux deux Gouvernements, le règlement définitif des points contestés, et la désignation des nouveaux commissaires chargés de l'abornement de la frontière, en conformité de l'article 3 du traité du 9 juin 1885.

Il restait à reconnaître la partie de la frontière qui, de la mer, sépare le Tonkin des deux provinces du Kuang-Tong et du Kouang-Si, jusqu'à la porte de Chi-Ma, point où s'était arrêtée la première délimitation du Kouang-Si.

Les troubles suscités au Yun-nan, en vue d'entraver les opérations de la Commission, devaient se renouveler dans le Sud, sinon avec plus de succès, du moins avec des conséquences plus malheureuses.

Dans cette région, étaient venus se grouper, depuis longtemps, des bandits que l'établissement d'un pouvoir régulier, et d'une police forte, devait troubler dans l'exercice des deux seules industries dont ils vivaient : la piraterie, et la traite des femmes et des enfants. Ils se soulevèrent et assassinèrent, à Hai-Ninh, un des membres de la Délégation, le regretté M. Haitce. Il fallut occuper militairement la région, et notamment l'enclave de Paklung, sur laquelle les commissaires chinois avaient tout d'abord affirmé leurs prétentions.

Le 6 janvier 1887, la Commission tint sa première séance et décidait que : « La reconnaissance et fixation de la frontière, sur la partie des deux Kouangs qui n'est pas encore délimitée, s'opéreraient par la comparaison de cartes. »

Toute la frontière, de la porte de Chi-Ma, à la mer, fut ainsi déterminée, sur une étendue de plus de 400 kilomètres. Seulement les contestations relatives aux îles, et au territoire désigné sous le nom d'« enclave de Packlung », ne furent pas tranchées. Sur ce point, la Commission dut en référer aux deux Gouvernements.

La Commission de délimitation avait terminé ses travaux.

A Pékin, se poursuivaient pendant ce temps, entre notre Ministre plénipotentiaire et le Gouvernement chinois, les négociations tendant à la révision de la convention commerciale du 25 avril 1886. Il parut naturel de rattacher, au règlement définitif de nos rapports commerciaux avec la Chine, le règlement des points sur lesquels la Commission de délimitation n'avait pu s'entendre, et qui, en conséquence, avaient été réservés pour être soumis aux Gouvernements. Et ainsi la question de frontières se trouva liée à la question commerciale.

Le 26 juin 1887, fut conclue à Pékin une convention (1) aux termes de laquelle, l'enclave du cap Packlung, et une partie des territoires contestés, situés, soit dans le bassin de la rivière Claire, soit sur la rive droite du fleuve Rouge, étaient attribués à la Chine.

Le même jour était signée la convention commerciale.

Le Gouvernement a pensé que les concessions faites à la Chine, en ce qui concerne les territoires, peuvent être compensées par les avantages qui résultent de la convention commerciale additionnelle au traité du 25 avril 1886. Quoi qu'il en soit, il était nécessaire et urgent d'établir, entre le Tonkin et les provinces chinoises limitrophes, une ligne frontière, bien reconnue et incontestée.

Une telle mesure n'était pas seulement destinée à faciliter, entre les deux pays, les rapports commerciaux. Elle a une portée plus haute.

Elle confirme, dans l'une de ses dispositions essentielles, le traité du 9 juin 1885. Elle implique la reconnaissance formelle, par la Chine, du nouvel état de choses qui en résulte.

Elle impose aux deux Etats, aujourd'hui voisins, l'obligation de remplir les devoirs de police que le traité de Tien-Tsin met à leur charge. Et ainsi elle assure la pacification du pays.

A tous ces titres, elle s'imposait, même au prix de quelques sacrifices.

Nous avons rappelé que le traité de Tien-Tsin du 9 juin 1885 avait réservé l'établissement d'un règlement spécial, applicable au commerce, par la frontière de terre, entre le Tonkin et la Chine. Les conditions dans lesquelles devait être autorisé le commerce, avaient été déterminées par les articles 3, 6, 7, 8 et 10, ainsi conçus :

Art. 5. — Le commerce d'importation et d'exportation sera permis aux négociants français ou protégés français et aux négociants chinois par la frontière de terre entre la Chine et le Tonkin. Il devra se faire toutefois par certains points qui seront déterminés ultérieurement et dont le choix ainsi que le nombre, seront en rapport avec la direction comme avec l'importance du trafic entre les deux pays. Il sera tenu compte, à cet égard, des règlements en vigueur dans l'intérieur de l'empire chinois.

En tout état de cause, deux de ces points seront désignés sur la frontière chinoise, l'un au-dessus de Lao-Kai, l'autre au delà de Lang-Son. Les commerçants français pourront s'y fixer dans les mêmes conditions et avec les mêmes avantages que dans les ports ouverts au commerce étranger. Le

(1) Voir plus haut, p. 16.

Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur de Chine y installera des douanes et le Gouvernement de la République pourra y entretenir des consuls dont les priviléges et les attributions seront identiques à ceux des agents de même ordre dans les ports ouverts.

De son côté, Sa Majesté l'Empereur de Chine pourra, d'accord avec le Gouvernement français, nommer des consuls dans les principales villes du Tonkin.

Art. 6. — Un règlement spécial, annexé au présent traité, précisera les conditions dans lesquelles s'effectuera le commerce par terre, entre le Tonkin et les provinces chinoises du Yun-Nan, du Kouang-Si, et du Kouang-Tong. Ce règlement sera élaboré par des commissaires qui seront nommés par les Hautes Parties contractantes, dans un délai de trois mois après la signature du présent traité.

Les marchandises faisant l'objet de ce commerce seront soumises, à l'entrée et à la sortie, entre le Tonkin et les provinces du Yun-Nan et du Kouang-Si, à des droits inférieurs à ceux que stipule le tarif actuel du commerce étranger. Toutefois, le tarif réduit ne sera pas appliqué aux marchandises transportées par la frontière terrestre, entre le Tonkin et le Kouang-Tong, et n'aura pas d'effet dans les ports déjà ouverts par les traités.

Le commerce des armes, engins, approvisionnements et munitions de guerre de toute espèce, sera soumis aux lois et règlements édictés par chacun des Etats contractants sur son territoire.

L'exportation et l'importation de l'opium seront régies par des dispositions spéciales qui figureront dans le règlement commercial susmentionné.

Le commerce de mer, entre la Chine et l'Annam, sera également l'objet d'un règlement particulier. Provisoirement il ne scra innové en rien à la pratique actuelle.

Art. 7. — En vue de développer, dans les conditions les plus avantageuses, les relations de commerce et de bon voisinage, que le présent traité a pour objet de rétablir entre la France et la Chine, le Gouvernement de la République construira des routes au Tonkin, et y encouragera la construction de chemins de fer.

Lorsque, de son côté, la Chine aura décidé de construire des voies ferrées, il est entendu qu'elle s'adressera à l'industrie française, et le Gouvernement de la République lui donnera toutes les facilités pour se procurer en France tout le personnel dont elle aura besoin. Il est entendu aussi que cette clause ne peut être considérée comme constituant un privilège exclusif en faveur de la France.

Art. 8. — Les stipulations commerciales du présent traité, et les règlements à intervenir pourront être revisés après un intervalle de dix ans révolus, à partir du jour de l'échange des ratifications du présent traité. Mais, au cas où six mois avant le terme, ni l'une ni l'autre des Hautes Parties contractantes n'aurait manifesté le désir de procéder à la révision, les stipulations commerciales resteraient en vigueur pour un nouveau terme de dix ans et ainsi de suite.....

Art. 10. — Les dispositions des anciens traités, accords et conventions entre la France et la Chine, non modifiés par le présent traité, restent en pleine vigueur.....

Les nouvelles conventions commerciales conclues avec la Chine ne pourraient avoir pour objet, que la réglementation, sur ces bases, du trafic, sur

la frontière de terre, entre le Tonkin et les provinces méridionales de l'Empire.

Quant au commerce maritime de la France, il ne cesse pas d'être soumis au régime résultant, pour le commerce étranger en Chine, des traités et règlements antérieurs qui restent en vigueur, et qui placent sur un pied d'égalité absolue, les étrangers de toutes nationalités.

Pour la France, les rapports commerciaux avec la Chine sont réglés par les Actes suivants :

1<sup>o</sup> Le traité du 24 octobre 1844, conclu à Wampoa, et suivi du Tarif des droits imposés aux marchandises d'importation et d'exportation dans les cinq ports ouverts : Canton, Fou-Chou, Amoy, Ning-Pô et Chang-Hai;

2<sup>o</sup> Le traité du 27 juin 1858, conclu à Tsin-Tsin, complété par la convention de paix additionnelle, signée le 23 octobre 1860, comportant le Tarif des droits établis, et 10 règlements commerciaux applicables dans les cinq ports déjà cités, et dans les six autres ports suivants, déclarés ouverts au commerce français : King-Tchau et Chaou-Chaou, dans la province de Kouang-Tong; Taiwan et Tasswy, dans l'île de Formose; Tan-Tchan, dans la province de Chan-Tong ; et Nanking, dans la province de Kiang-Nan.

Sous ce régime, les relations commerciales de la France avec la Chine, comme avec les autres pays d'Extrême-Orient, n'ont pas pris toute l'extension qui semblait leur être réservée. L'ouverture de ces vastes marchés aux Puissances maritimes et industrielles de l'Europe, avait fait concevoir des espérances qui, pour nous, ne se sont pas entièrement réalisées.

Au moment même où ces Puissances venaient d'acquérir le droit de commercer avec la Chine, il se produisait deux faits considérables, et de nature à modifier les conditions dans lesquelles se développait le commerce international. D'une part, le principe de la liberté commerciale était proclamé, et inscrit dans les traités. Au vieux système commercial, basé sur la protection reciproque des produits, les nations industrielles substituaient le libre-échange.

D'autre part, la guerre de sécession en Amérique, et les mesures douanières qui en ont été la conséquence, venaient apporter un nouveau trouble dans les rapports économiques de l'Europe avec les Etats-Unis d'Amérique.

Grâce à l'incidence de ces deux événements, les traités de commerce, signés avec la Chine, prenaient une importance considérable. Pour tous les Etats placés sous le régime nouveau de la liberté commerciale, l'industrie nationale, condamnée à lutter, sur ses propres marchés, contre la concurrence étrangère, devait, pour ne pas succomber dans cette lutte, retrouver, sur les marchés extérieurs, le placement d'une partie de ses produits. Une politique d'expansion commerciale — c'est-à-dire d'expansion coloniale — était la conséquence forcée de la réforme économique accomplie en 1860.

La France ne pouvait échapper à cette fatalité. Elle avait conclu, avec l'Angleterre, le traité du 23 janvier 1860. Et peu après, elle avait signé successivement, avec les nations voisines, des conventions analogues.

De plus, par la nature de son commerce spécial avec les Etats-Unis, elle avait particulièrement à souffrir des rigueurs du système protectionniste issu de la guerre de sécession. Il était donc permis de penser qu'elle aurait recherché, et trouvé des compensations, sur ces marchés de l'Extrême-Orient, offrant à son activité commerciale et industrielle, un champ nouveau et illimité.

Malheureusement il n'en fut pas ainsi.

Le commerce spécial de la France, avec l'Extrême-Orient, représente à peine aujourd'hui un mouvement de 175 à 200 millions de francs. Dans ce chiffre, les exportations ne sont comprises que pour un huitième environ, — de 20 à 24 millions de francs, sur lesquels, 14 millions sont dirigés vers

notre colonie de Cochinchine, et les pays de Protectorat. Le commerce avec l'étranger ne comporte donc que dix millions d'exportations.

Voici d'ailleurs les résultats consignés par l'administration des douanes, pour les deux dernières années, 1885 et 1886.

### Commerce spécial de la France en Extrême-Orient.

*Valeurs en millions de francs.*

PAYS de provenance et de destination	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	TOTAUX
<b>Année 1885.</b>			
Indes néerlandaises..	49.0	2.6	51.6
Philippines .....	2.0	0.4	2.4
Siam .....	2.8	0.8	3.6
Chine .....	62.8	3.9	66.7
Japon .....	26.3	3.1	29.4
Cochinchine .....	2.8	14.7	17.5
Annam-Tonkin .....			
	<u>148.5</u>	<u>24.7</u>	<u>173.2</u>
<b>Année 1886.</b>			
Indes néerlandaises..	28.0	2.4	30.4
Philippines .....	1.6	0.9	2.5
Siam .....	19.8	9.0	28.8
Chine .....	118.7	4.3	123.0
Japon .....	36.7	5.0	41.7
Cochinchine .....	1.5	4.0	5.5
Annam-Tonkin .....	0.0	5.0	5.0
	<u>187.3</u>	<u>21.6</u>	<u>208.0</u>

Pour apprécier exactement l'importance de ce mouvement commercial, et les conditions dans lesquelles il s'est développé, il convient de se reporter à quelques années en arrière; c'est-à-dire à l'époque où, à la faveur des traités récemment conclus, les relations commerciales de la France avec l'Extrême-Orient commençaient à s'établir. Le chiffre des échanges effectués était ainsi établi, en 1864 et 1865, suivant les statistiques de la poste :

### Commerce spécial de la France en Extrême-Orient.

*Valeurs en millions de francs.*

PAYS de provenance et de destination	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	TOTAUX
<b>Année 1864.</b>			
Indes néerlandaises..	7.9	0.9	8.8
Philippines .....	0.2	0.0	0.2
Chine .....	3.2	5.4	8.6
Japon .....	0.2	0.1	0.3
Siam .....	0.1	2.9	3
Cochinchine .....			
	<u>16.7</u>	<u>9.3</u>	<u>26.0</u>
<b>Année 1865.</b>			
Indes néerlandaises..	2.1	0.2	2.3
Philippines .....	0.6	0.1	0.7
Chine .....	22.2	1.6	23.8
Japon .....	0.0	0.0	0.0
Siam .....	0.1	0.1	0.2
Cochinchine .....			
	<u>39.9</u>	<u>2.2</u>	<u>40.1</u>

De l'examen comparatif de ces deux tableaux, il résulte qu'un écart considérable subsiste, au désavantage de la France, entre les importations et les exportations. Cependant, la valeur des opérations commerciales, prises dans leur ensemble, a sensiblement progressé.

Cette extension est due, en grande partie, au commerce direct de la France avec la Cochinchine, et les pays de protectorat.

Ce sont des résultats qu'il n'est pas inutile de constater. Mais ils perdent beaucoup de leur importance, si on les compare à ceux qui ont été obtenus, dans la même période, par d'autres Puissances commerciales, et notamment par l'Angleterre.

A ce point de vue, et pour ce qui concerne particulièrement le commerce avec la Chine, il nous a paru utile de consulter les dernières statistiques officielles publiées par l'Administration des douanes chinoises.

Pour l'année 1884, le commerce extérieur de la Chine se chiffre par 313,692,660 fr. à l'importation, et 474,864,880 fr. à l'exportation : soit ensemble près d'un milliard.

Dans cette somme, la France ne compte que pour 4 millions de francs à l'importation, et 87 millions à l'exportation.

L'Angleterre et ses colonies y figurent pour 464,368,883 fr. à l'importation, et 270,092,400 fr. à l'exportation, ensemble 734,461,283 fr., c'est-à-dire pour les trois quarts environ du commerce général de la Chine.

Assurément, l'opium et les cotons de l'Inde tiennent une place importante dans ce mouvement d'échanges. Cependant, en écartant ces éléments de trafic étrangers au commerce européen, et en éliminant de ce tableau les chiffres des importations et exportations de l'Inde, de Hong-Kong, de Singapoure et des autres colonies anglaises, il reste encore, pour les échanges effectués directement, entre la Chine et l'Angleterre, un mouvement de 363,625,000 fr., importations et exportations réunies, suivant le tableau du commerce extérieur de la Grande-Bretagne, pour l'année 1884.

Mis en regard des 91 millions afférents à la France, ces chiffres attribuent au commerce anglais une prépondérance qui a besoin d'être expliquée et justifiée.

On admet trop facilement — même en France quelquefois — que cet état de choses résulte d'une supériorité écrasante qui serait déployée par l'industrie anglaise, sur les marchés extérieurs, partout où elle se présente en concurrence avec l'industrie française.

Nous devons accueillir avec d'autant plus de réserve ce jugement, qu'il émane volontiers de nos rivaux eux-mêmes, et qu'au surplus, il n'a pas été partout confirmé par les faits.

Quand fut inaugurée la réforme commerciale consacrée par le traité du 23 janvier 1860, cette même comparaison ne pouvait manquer d'être faite entre la puissance commerciale et industrielle des deux pays. Et alors, plus encore qu'aujourd'hui, la concurrence anglaise apparaît comme redoutable, et devant être désastreuse pour notre industrie.

Or, des tableaux publiés par les Administrations des douanes, en France et en Angleterre, il résulte que le régime de la libre concurrence, sur les marchés de l'intérieur ou de l'extérieur, n'a pas été défavorable au commerce français.

Voici quel a été le mouvement du commerce extérieur de la France et de la Grande-Bretagne, pendant un même nombre d'années, et pour les deux périodes ayant précédé, et ayant suivi immédiatement la réforme économique accomplie en 1860.

De 1854 à 1859, le commerce général de l'Angleterre s'est élevé de 6,706 millions de francs à 8,372,000,000 : soit une augmentation de 1,666,000,000. Dans ces conditions, les importations avaient acquis un accroissement proportionnel de 17 fr. 80 0/0, et les exportations de 34 0/0.

Pour la même période, — de 1854 à 1859 — le commerce général de la

France qui est de 3,497 millions, en 1834, atteint le chiffre de 4,904 millions, en 1859, gagnant ainsi 1,407 millions. L'accroissement proportionnel qui en résulte représente, pour les importations 30,50 0,0 ; et pour les exportations 36,50 0,0.

Pour une égale période de six années, ayant suivi immédiatement le traité de 1860, le commerce général de l'Angleterre est de 9,376 millions, en 1860, et de 12,248 millions, en 1865 : soit une augmentation de 2,872 millions, comportant un accroissement proportionnel de 29 0,0 à l'importation, et de 22 0,0 à l'exportation.

Le commerce général de la France est de 5,341 millions, en 1860, et de 7,614 millions, en 1865 : d'où une augmentation de 2,273 millions, et un accroissement proportionnel de 32,66 0,0 à l'importation, et de 30 0,0 à l'exportation.

Ainsi l'accroissement de valeur du commerce extérieur de la France a été plus considérable, de 1860 à 1865, que de 1834 à 1839. La réforme commerciale de 1860 n'aura donc pas été funeste à l'industrie nationale. Mais il faut encore observer que cet accroissement s'est produit, sous le régime de la libre concurrence, dans une proportion au moins égale à celle qui a été constatée pour le commerce de l'Angleterre. Et de là, on ne saurait conclure assurément à une prépondérance supérieure de l'industrie anglaise.

Il serait plus exact d'attribuer à d'autres causes cet état d'infériorité dans lequel restent placés l'industrie et le commerce français, par rapport au commerce anglais, sur certains marchés spéciaux, comme ceux de la Chine et de l'Extrême-Orient. Ces causes, si nous ne serions pas difficile de les déterminer, si nous recherchions quelle a été, jusqu'ici, la situation commerciale de la France dans cette partie du monde. Et cet examen peut n'être pas sans intérêt pour nous, aujourd'hui que les événements ont modifié si profondément les rapports économiques et politiques de la France avec la Chine, et avec les peuples de l'Extrême-Asie.

Les premières relations commerciales régulièrement établies, entre la France et la Chine, datent des guerres qui ont été entreprises contre cet Empire, par l'Angleterre, en 1841 et en 1858, et qui ont conservé le nom de guerres de l'opium.

Avant cette époque, la France ne s'était point révélée en Extrême-Orient, comme Puissance commerciale, mais seulement comme Puissance catholique. Elle n'y était connue que par ses missionnaires.

Le premier traité franco-chinois, signé à Wampoa, le 24 septembre 1844, par M. de Lagrené, avait principalement pour objet d'assurer la sécurité des missionnaires français, et le libre exercice du culte catholique, dans tout l'Empire chinois.

Quant aux stipulations relatives au commerce, et qui toutes ont été empruntées au traité anglais du 29 août 1842, elles émanaient de l'initiative de la Chine, plutôt que de la volonté du Gouvernement français.

Condamnée par le sort des armes à subir la loi de l'Angleterre victorieuse, à céder Hong-Kong et une partie de son territoire, à ouvrir cinq ports au commerce anglais, la Chine se sentit menacée, en se trouvant en contact immédiat avec cette Puissance qui s'était rendue maîtresse de l'Inde, et qui, étendant indéfiniment ses conquêtes sur le continent asiatique, marchait vers ses frontières. Elle crut ne pouvoir mieux se défendre contre l'influence dangereuse de l'Angleterre, qu'en appelant indistinctement toutes les Puissances européennes, à participer également aux avantages concédés à l'une d'entre elles. Elle pensait ainsi les contenir les unes par les autres.

A la faveur de cette politique qui consistait à établir, en Chine, une sorte d'équilibre européen, — et qui d'ailleurs n'a jamais cessé d'être la politique du Tsong-li-Yamen à l'égard des Puissances occidentales — le Gouvernement du roi Louis-Philippe obtint alors facilement un traité de commerce, là où il n'avait en vue que la défense d'intérêts d'un autre ordre.

Il ne faut pas méconnaître les services rendus à la civilisation, par les missions catholiques dans l'Extrême-Orient. La France, surtout, peut être fière du rôle historique qui appartient, à cet égard, à ses missionnaires. Les premiers, ils ont fait connaître et respecter son nom, dans cette partie du monde. C'est à eux que sont dues les connaissances les plus exactes et les plus précises sur ces pays; sur la Chine notamment, sur son histoire, ses arts, son commerce et son industrie.

Mais la politique officielle, mise au service de la propagande religieuse, dans un pays comme la Chine, ne pouvait manquer de créer des sources de conflit, où jusqu'alors il n'en existait pas.

Aussi, quand éclata la seconde guerre de l'opium, en 1858, la France fut entraînée à y prendre part. Elle n'avait pas encore de grands intérêts commerciaux à sauvegarder. Elle n'avait ni opium ni colon à vendre obligatoirement aux Chinois. Son importation, en thés, n'excédait pas 300,000 kilogrammes par année, contre 25 millions de kilogrammes, importés par l'Angleterre, 8 millions par les Etats-Unis, et 4 millions par la Russie.

Elle n'avait pour grief, que la violation du traité de Wampo, c'est-à-dire les persécutions et les massacres des chrétiens.

Pour ces causes, la France s'associa à la seconde guerre de l'opium faite par l'Angleterre. Mais comme s'il importait de bien déterminer les motifs et le but de cette participation à une guerre réprouvée par l'opinion publique, en Europe, l'Empereur prit soin de dire, dans le discours qu'il prononça à l'ouverture de la session législative, le 4 février 1861 :

... « Pour venger notre honneur à l'Extrême-Orient, notre drapeau uni à celui de la Grande-Bretagne a flotté victorieusement sur les murs de Pékin, et la Croix, emblème de la civilisation chrétienne, surmonte de nouveau, dans la capitale de la Chine, les temples de notre religion, fermés depuis plus d'un siècle. »

La guerre de Chine ne fut donc, pour la France, qu'une guerre religieuse. Pour l'Angleterre, ce fut une guerre commerciale. Procédant de principes contraires, la politique suivie par les deux Puissances européennes, ne pouvait manquer de produire des résultats différents. A l'une de ces Puissances, est échue une incontestable suprématie, en matière commerciale; à l'autre, un Protectorat qu'elle exerce encore, à Pékin, sur les catholiques, résidant en Chine.

Les mêmes causes qui avaient provoqué l'intervention armée de la France, en Chine, à côté de l'Angleterre, avaient aussi rendu nécessaire une expédition entreprise, avec le concours de l'Espagne, contre l'Empire d'Annam.

Ce dernier conflit ne se termina pas seulement par la signature d'un traité, assurant la protection des chrétiens, en Annam, comme en Chine; il entraîna l'occupation de la basse Cochinchine, et peu après, l'annexion des trois provinces de Vinh-Lon, Chaudoc et Hatien. De plus, l'Empire d'Annam était placé sous le protectorat de la France.

De ce jour, le rôle de la France va changer dans les mers de Chine. Elle devient une puissance coloniale, et son influence s'exercera pour la défense d'intérêts matériels. Alors aussi vont s'établir, entre elle et les pays d'Extrême-Orient, des rapports commerciaux plus suivis, et plus importants.

On a parfois contesté l'utilité des établissements coloniaux, au point de vue du développement du commerce et de l'industrie des Métropoles.

On rappelle alors que le négoce est, de son essence, une institution éminemment pacifique. Point n'est besoin, pour le créer et le développer, d'occuper des territoires, et par conséquent de recourir à la violence et à la conquête. Il suffit de faire œuvre de commerçant, en répudiant toute idée d'extension territoriale, ou de domination politique.

Ainsi doivent être réglés, en effet, les rapports commerciaux, entre nations policiées, et parvenues à un même degré de civilisation. Mais il est malheu-

reusement établi, qu'ailleurs, le commerce a eu besoin d'autres garanties, et de plus de sécurité, que celles qui pouvaient lui être offertes par les mœurs et coutumes des populations.

C'est ainsi que, dans la plupart des pays hors d'Europe, là où s'est créé un centre commercial, il a fallu tout d'abord construire un fort, sous la protection duquel les marchandises pouvaient être entreposées et échangées en toute sécurité. On commençait ainsi à fonder un comptoir de commerce, on possédait bientôt une colonie.

En ce qui concerne l'Extrême-Orient, il est exact de dire que la prépondérance, en matière commerciale, a toujours été acquise à la puissance qui y avait fondé des colonies d'une certaine importance, habitées par une population européenne.

Les Colonies, succursales de leurs Métropoles, ne constituent pas seulement pour celles-ci, les premiers débouchés, et les plus assurés. Elles ont aussi, elles ont surtout pour mission de faire rayonner, autour d'elles, l'influence et la civilisation de la Mère-patrie.

Au point de vue économique, un établissement colonial contribue au développement de l'industrie métropolitaine, non pas seulement parce qu'il offre aux produits nationaux un marché privilégié, et qui est limité à son étendue et à l'importance de sa population, mais parce qu'il devient comme un entrepôt où, sous la protection des lois et des institutions nationales, les marchandises de la Métropole sont admises, dans des conditions de sécurité absolue, pour être plus facilement écoulées sur les territoires étrangers voisins. La colonie favorise ainsi des relations commerciales qui, sans elle, seraient rendues ou plus difficiles, ou impossibles.

Aussi, dans les mers de l'Inde et de la Chine, pour les nations maritimes de l'Europe, la suprématie commerciale a toujours été en rapport direct avec la puissance coloniale.

Tour à tour, ou le Portugal, ou les deux Royaumes-Unis de la Péninsule hispanique, ou la Hollande, ou l'Angleterre ont exercé, dans cette partie du monde, un monopole commercial facilité, favorisé par le nombre, par l'étendue et par l'importance de leurs possessions territoriales.

Il n'y a été donné à aucun peuple d'atteindre au degré de prospérité et de puissance, auquel l'Angleterre a porté son commerce et son industrie, parce qu'aucun d'eux n'avait pu édifier ce colossal empire colonial, qui s'accroît encore chaque jour.

Dans ce puissant mouvement d'expansion, ininterrompu depuis plus de deux siècles, et qui caractérise la politique anglaise en Extrême-Orient, on constate un développement parallèle et simultané de la colonisation et de l'exploitation commerciale.

Longtemps les villes maritimes de l'Inde, et notamment les deux grands ports du golfe du Bengale, — Madras et Calcutta, — ont suffi à l'Angleterre, pour assurer à son commerce la prépondérance jusqu'à dans les mers de Chine et du Japon. Mais à mesure que s'établissaient et se développaient les relations commerciales, entre ces pays et les puissances étrangères concurrentes, l'Angleterre, afin de conserver sa suprématie, donnait successivement à son commerce, pour points d'appui et de protection, des territoires annexés.

C'est ainsi que, de la côte orientale du golfe du Bengale, pour point de départ, la Birmanie avec les ports de Rangoon et de Moulmein, puis les districts de Wellesley et de Malacca, puis Singapore, et enfin Hong-Kong, marquent les étapes du commerce britannique, vers les marchés de la Chine et de l'Extrême-Asie.

Aujourd'hui, il est le maître de la mer, par Singapore et Hong-Kong; maître des voies qui conduisent actuellement, par terre, vers les marchés intérieurs du continent; et sa puissance, établie sur les bases les plus larges et les plus solides, lui assure un véritable monopole.

Singapore et Hong-Kong restent les deux vastes entrepôts, où se concentre tout le mouvement maritime et commercial de l'Extrême-Orient. Toutes les

places de commerce en sont tributaires. Il n'est donc pas étonnant que, pour la Chine seulement, sur un mouvement d'échanges d'un milliard environ, l'Angleterre et ses colonies absorbent 734,401,285 fr.

Le commerce français n'a pas joui, jusqu'ici, des avantages et de la protection qui résultent d'une organisation coloniale aussi puissante. Sa part, dans le commerce de l'Extrême-Orient, ne pouvait être considérable.

Nous avons dit qu'elle représentait, en 1884 et en 1885, 173 millions environ. En 1886, elle s'est élevée à 210 millions, atteignant au commerce général, le chiffre de 297,851,973 fr.

Encore faut-il tenir compte du trafic effectué par les ports étrangers d'Europe. Les statistiques publiées par l'Administration des douanes ne peuvent comprendre, au compte de chaque pays en relations commerciales avec la France, que les marchandises directement expédiées des ports français. Pour certaines régions commerciales, et notamment pour l'Extrême-Orient, où notre marine marchande n'a pas encore pris le rang qui lui revient, une grande partie de nos exportations passe jusqu'aujourd'hui par les ports étrangers d'Europe, recherchant le fret à prix réduit, et bénéficiant des avantages que leur offrent certains tarifs de chemins de fer.

En réalité, le commerce français en Extrême-Orient est plus important que ne peuvent le constater les documents officiels.

Suivant les comptes spéciaux établis, par pays de provenance et de destination, les possessions hollandaises et espagnoles, le Siam, la Chine et le Japon sont, dans cette région, les principaux pays étrangers qui, avec la Cochinchine, le Cambodge, l'Annam et le Tonkin, ont des rapports commerciaux avec la France. La Birmanie et la Corée, avec lesquelles ont été conclus les traités de commerce du 15 janvier 1885 et du 4 juin 1886 ne figurent pas au tableau des douanes.

Il nous paraît utile d'établir comment se répartissent, entre ces Etats, les 200 millions d'échanges opérés annuellement, et dans quelles conditions s'effectuent ces échanges.

Les relations commerciales de la France avec la Hollande, et conséquemment avec les Etablissements néerlandais des Indes, ont été successivement réglées par les traités du 25 juillet 1840, 7 juillet 1865 et 19 avril 1884.

Le traité de 1840 assure aux citoyens ou sujets, aux navires et produits des deux Puissances contractantes, dans leurs colonies respectives, le traitement de la nation la plus favorisée.

Le traité de commerce et de navigation du 7 juillet 1865 établit l'égalité du traitement réciproque, entre les pavillons des deux puissances, non seulement pour les navires, mais encore pour les marchandises et objets d'origine ou de manufacture, soit françaises, soit hollandaises.

Le tarif des droits applicables aux produits français, dans les Indes néerlandaises, résulte d'une loi du 3 juillet 1865.

Le traité signé à La Haye, le 19 avril 1884, et qui est encore en vigueur, reproduit, dans l'article 9, les mêmes dispositions.

Le mouvement des échanges, entre la France et les Etablissements néerlandais de l'Inde, qui n'était que de 6 millions 900,000 fr., en 1872, s'est élevé à 42 millions 400,000 fr. en 1877. Et depuis cette époque il varie entre 26 et 50 millions.

Pour l'année 1885, il a été de 50 millions 500,000 fr., et de 33 millions 942,614 fr., pour l'année commerciale 1886.

Les importations en France dépassent de beaucoup le chiffre de nos exportations. Elles représentent plus de 42 millions en 1885 et 28 millions 348,370 francs en 1886. Indépendamment de quelques matières premières et articles divers, comme l'étain brut, le minerai de cuivre, les graines et fruits oléagineux et les résineux exotiques qui ensemble sont compris dans ce chiffre pour une valeur de 3 à 7 millions, par année, les importations des Indes

néerlandaises, en France, consistent presque exclusivement en sucre et en café, c'est-à-dire en denrées coloniales, qui pourraient être plus avantageusement demandées à nos colonies.

Il faut aussi comprendre parmi les marchandises de cette provenance, les tabacs en feuilles, portés au tableau des douanes, comme importés directement des Pays-Bas, mais qui proviennent de Java et de Sumatra. L'administration de la Régie a coutume de s'approvisionner, sur le marché d'Amsterdam, de cette denrée, qui devrait aussi être tout d'abord demandée à la production nationale, soit en France, soit en Algérie, soit dans nos colonies.

A l'exportation, sur un chiffre total qui varie depuis quelques années de 4 à 7 millions, la part de notre commerce spécial atteint à peine 3 millions. Les vins, eaux-de-vie et liqueurs, les tissus et notamment les tissus de laine constituent les principaux éléments de ce commerce.

Ces chiffres ne concernent que les exportations passant par les ports français. Une partie des marchandises françaises importées à Java et à Sumatra y arrive encore par la Hollande et par navires hollandais. Sous le régime antérieur à la loi de 1865, ces marchandises expédiées d'un port hollandais et importées sous le pavillon national, étaient considérées comme produits nationaux, et par conséquent bénéficiaient de la moitié des droits.

Aujourd'hui encore, nos exportations suivent cette même voie en raison des avantages qui résultent, pour les expéditeurs, du bas prix du fret en Hollande. En effet, le mouvement de la navigation entre la France et les possessions hollandaises est presque nul. Pour l'année 1884, et en ce qui concerne Batavia, le port principal de Java, le paquebot-poste des Messageries maritimes a représenté à lui seul, pour le pavillon français, la navigation à vapeur; et parmi les 789 navires entrés dans le port, ne figurent que 2 voiliers français.

Si l'on tient compte des quantités de sucre en poudre importées des possessions hollandaises en France, — en 1885, 100,000 tonnes, en 1886, 32,000 tonnes, — on constate, une fois de plus, que tous les sucre de cannes de provenance étrangère, introduits en France, y sont importés par navires étrangers. Ce n'est pas notre marine marchande qui profite de ce fret.

Avec les colonies espagnoles des Indes orientales, le commerce français est encore moins important qu'avec les Établissements néerlandais.

Dans la période des cinq dernières années écoulées, le chiffre le plus considérable qui ait été atteint, pour le commerce général, est de 9,900,000 fr. en 1882. Pour la même année, le commerce spécial ne représente que 2,900,000 fr.

En 1884, les importations des Philippines, en France, s'élèvent à 2,400,000 francs. Elles consistent presque exclusivement en café, et en quelques matières textiles.

Au commerce spécial, les exportations de France, comprenant les tissus de laine et de coton, les ouvrages en peaux, les vins, les papiers, gravures et livres, figurent pour une valeur de 900,000 fr. En 1885, cette valeur ne représentait que 401,800 fr., remontant à 919,998 fr. pour l'année 1886.

Ces résultats si peu satisfaisants sont dus au régime commercial établi dans les colonies espagnoles.

Jusqu'au traité du 6 février 1882, les conventions commerciales conclues, entre la France et l'Espagne, n'étaient pas applicables aux colonies des deux puissances. Il fallut, en 1878, une déclaration additionnelle au traité de commerce du 8 décembre 1877, pour consacrer l'extension, à l'Algérie, des stipulations de ce traité. Mais cette concession fut faite à l'Espagne, sans réciprocité. Et ce n'est que par le nouveau traité, signé à Paris, le 6 février 1882, et exécutoire jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1892, que les deux Etats se garantissent réciproquement, dans leurs possessions d'outre-mer, en matière de commerce, d'industrie et de navigation, le traitement que le régime spécial de ces possessions comporte pour la nation étrangère la plus favorisée.

Les rapports commerciaux de la France avec le Japon, dérivent du traité du 9 octobre 1858, dont les dispositions ont été complétées et étendues, par la convention du 20 juin 1864, signée à Paris.

La condition légale des étrangers, au Japon, est réglée conformément aux traités qui ont été conclus, avec la Chine, par les puissances occidentales. Des dispositions analogues ont aussi été adoptées, pour tout ce qui concerne la navigation, le commerce, les droits de séjour et de juridiction.

Sept ports japonais sont ouverts au commerce étranger, et le tarif des douanes comporte une taxe ou de 6, ou de 3 p. 100, *ad valorem*, sur les marchandises importées, suivant leur nature.

Le régime qui résulte des traités signés, entre le Japon et les puissances étrangères, depuis 1854, semble devoir être modifié bientôt, dans l'intérêt réciproque des parties contractantes, et sur la demande du Japon.

A l'appui de cette demande, le Gouvernement japonais signale notamment : les abus résultant de l'extritorialité des concessions européennes, en ce qui concerne l'administration de la justice ; les entraves apportées au développement du commerce, par suite des restrictions imposées à la libre circulation des étrangers, sur le territoire national ; enfin la nécessité de reviser le tarif des douanes, notoirement insuffisant, au double point de vue de la protection légitime due au commerce et à l'industrie du pays, et des ressources destinées à l'amélioration des ports et à l'éclairage des côtes.

Ces questions ont été soumises à une Conférence, réunie à Tokio, en mai 1886, et à laquelle étaient représentés les dix-sept Etats qui sont liés, par des traités, avec le Japon. A la suite des travaux de cette Conférence, des négociations, qui se poursuivent encore, ont été ouvertes, en vue d'arriver à une révision, jugée nécessaire, des traités actuellement en vigueur.

Le Japon est, immédiatement après la Chine, le marché le plus important de l'Extrême-Orient, pour le commerce français. En 1884, son commerce extérieur s'est élevé à 61,837,456 *yen* d'argent, c'est-à-dire à 319,081,272 fr.

Dans ce chiffre, le commerce français figure pour 37,341,396 fr., importations et exportations réunies : et la France occupe, après l'Angleterre, les Etats-Unis d'Amérique, et la Chine, le quatrième rang, parmi les puissances étrangères, en relations commerciales avec le Japon.

Les importations françaises au Japon s'élèvent annuellement à 8 millions de francs : elles consistent principalement en lainages, horlogerie et bijouterie, vins et liqueurs.

Dans le commerce d'exportation, qui représente de 30 à 35 millions, les soies et déchets de soie tiennent une place considérable, et figurent ordinairement pour les huit dixièmes du chiffre total. En ce qui concerne cet article d'exportation, le commerce français s'est définitivement affranchi de la dépendance de l'Angleterre. L'industrie nationale s'approvisionne directement aujourd'hui, en Extrême-Orient, des matières premières qui lui sont nécessaires. Grâce à son esprit d'initiative, et à ses efforts persévérandts, le marché des soies, en Europe, s'est déplacé, et Lyon s'est substitué à Londres, comme marché d'entrepot et de spéculation. Cette évolution a eu pour conséquence heureuse, le développement continu du commerce des soies, entre la Chine, le Japon, et la France. Ainsi, la seule province du Kouang-Tong, en Chine, donne à l'exportation, en moyenne et par an, 1,300,000 kilogrammes de soies. Sur ce chiffre, Lyon, Saint-Etienne et Saint-Chamond reçoivent environ 750 à 800,000 kilogrammes, c'est-à-dire plus de la moitié de la production totale. Il y a lieu de croire que les modifications récemment apportées au régime commercial établi, entre la France et l'Italie, contribueront encore à donner plus d'extension à ce commerce, et par conséquent plus d'importance, pour nous, aux marchés du Japon et de la Chine.

L'établissement d'un commerce direct, entre le royaume de Siam et les Etats européens, ne date que de la seconde moitié du siècle. La France

conclut, avec le Siam, un traité de commerce qui fut signé le 15 août 1856. Mais les rapports établis, entre les deux pays, ont toujours eu un caractère plutôt politique que commercial.

Le traité de 1856 attribue aux Français le droit de s'établir dans le royaume de Siam, et d'y circuler librement; il soumet les marchandises françaises à un droit d'entrée uniforme de 3 0/0, payable en argent ou en nature; il affranchit les navires français de tout droit de tonnage.

En dépit de ces dispositions libérales, les relations commerciales entre la France et le Siam sont presque nulles.

En 1885, la valeur des importations françaises n'est que de 5,504 fr.; en 1886, elle s'est élevée à 15,396 fr.

Le Siam exporte, en France, du riz pour une valeur, en 1885, de 2,553,965 francs, et, en 1886, de 781,334 fr.

En ce qui concerne la Chine, nous avons déjà fait connaître les résultats de notre commerce.

A ces marchés étrangers, il suffit de joindre la Cochinchine, et les pays de protectorat, et l'on peut alors apprécier l'ensemble de la situation commerciale de la France, dans l'Extrême-Orient.

Assurément cette situation n'est pas prospère. Elle ne répond ni à l'activité, ni aux forces industrielles du Pays. Toutefois, s'il convient de se garder contre tout optimisme il importe aussi, devant ces résultats, de ne pas conclure à l'impuissance et à l'incapacité commerciales de la France, en face de la concurrence étrangère.

Un marché qui offre un trafic de 300,000,000 de francs ne manque pas d'importance. Et dans la lutte qu'il a fallu soutenir, pour le conquérir, et pour s'y maintenir, le commerce national a été longtemps placé dans des conditions d'infériorité, dont il est juste de tenir compte.

Il lui a manqué les ressources et la protection que le trafic étranger concurrent trouvait, dans des colonies riches et prospères, dans des ports complètement outillés, dans des entrepôts situés à portée des centres de consommation.

Pendant longtemps aussi, ces causes d'infériorité n'ont pas été atténuées, par l'établissement d'un service d'informations, aujourd'hui indispensable au commerce.

L'organisation de notre corps consulaire a été souvent l'objet des plaintes les plus vives, formulées par les négociants, ou par les Chambres de commerce. Tout s'est transformé dans nos relations internationales, au point de vue économique, plus profondément encore qu'au point de vue politique; mais notre régime consulaire n'a pas changé. Tout au moins lui reproche-t-on de n'avoir pas subi, en temps utile, les modifications qui pouvaient lui permettre de répondre aux exigences nouvelles du commerce.

« On a beaucoup reproché à nos agents consulaires de s'appliquer presque uniquement à la partie politique de leur mission, de sacrifier les intérêts du commerce au souci de la représentation diplomatique, de ne savoir pas se mêler assez au monde des affaires, de les ignorer souvent, même de les considérer comme indignes de leur attention... »

C'est en ces termes que notre honorable collègue, M. G. Hanotaux, rapporteur, en 1884, de la Commission chargée d'étudier l'organisation du corps consulaire, résumait les critiques formulées contre cette institution. Il les déclarait, d'ailleurs, empreintes d'exagération.

Peut-être ne convient-il de les admettre que sous cette réserve. Cependant, il a bien fallu reconnaître que le concours prêté au commerce par le service consulaire a été longtemps ou nul ou insuffisant. Et, sur l'initiative du Ministre des affaires étrangères, des Commissions administratives avaient été

successivement constituées, en vue de préparer la réforme du régime consulaire. Malheureusement les travaux de ces Commissions n'ont pas été suivis du dépôt d'un projet de loi, et leurs résolutions restent sans sanction.

Les plaintes et les réclamations qui s'étaient élevées, visaient moins encore le personnel, que l'organisation même du service consulaire, ses attributions mal définies, l'insuffisance des postes, et surtout la répartition défectueuse des Etablissements consulaires dans les diverses régions commerciales.

Suivant le Bulletin de l'année 1887, les agents diplomatiques qui représentent la France dans l'Extrême-Orient sont ainsi répartis :

*1<sup>e</sup> Possessions anglaises.*

4 Consuls à.....	Singapoor.
	Mandalay.
	Rangoon.
	Hong-Kong.
	Akyab.

1 Agent consulaire à.....	Manille (Philippines).

*2<sup>e</sup> Possessions espagnoles des Indes Orientales.*

1 Consul à.....	Manille (Philippines).
-----------------	------------------------

*3<sup>e</sup> Possessions hollandaises.*

1 Consul à.....	Batavia.
	Samarang.
	Sourabaya.
	Padang (Sumatra).
	Tchilatjap,

*4<sup>e</sup> Siam et Luang-Prabang.*

1 Consul à.....	Bang-Kok.
	Luang-Prabang.

*5<sup>e</sup> Japon.*

1 Ministre plénipotentiaire à.....	Tokio.
	Yokokama.
	Kobé.
	Nakasaky.

*6<sup>e</sup> Chine.*

1 Ministre plénipotentiaire à.....	Pékin.
	Shanghai.
	Canton.
	Tien-Tsin.

  

2 Vice-Consuls .....	Fou-tchéou.
	Ankéou.
	Amoy.

  

2 Agents consulaires à.....	Ning-Po.

En exécution de la convention du 25 avril 1886, et du traité de commerce conclu avec la Corée, il y aura lieu d'ajouter à cette liste, les deux consulats à établir dans les provinces du Kouang-Si et du Yun-Nan, à Long-Tchéou et à Mont-zeu, et le consulat établi en Corée.

A l'examen de ce tableau, il est manifeste que le nombre des postes consulaires, en Extrême-Orient, est insuffisant. On a pensé qu'il pourrait être sensiblement élevé, sans qu'il en résulte des charges nouvelles pour le budget du Ministère des Affaires étrangères. On a demandé, qu'à l'exemple de l'Angleterre et de l'Allemagne, il fût établi, dans la plupart des arrondissements consulaires, aux lieu et place des agents commissionnés, des agents dits *ad honorem*, qui seraient choisis exclusivement parmi les négociants français résidant à l'étranger.

C'est un vœu qui a été souvent exprimé par les Chambres de commerce, et qui nous semble pouvoir être pris en considération par le Gouvernement.

Déjà il a été tenu compte des réclamations qui se sont produites, au sujet des fonctions commerciales incombant aux consuls, et généralement sacrifiées aux fonctions administratives ou politiques. Sur ce point, d'ailleurs, il y avait moins à réformer qu'à assurer l'exécution des Règlements et Ordonnances. Des circulaires ministérielles devaient y suffire. En effet, le concours précieux du service consulaire est aujourd'hui acquis au commerce, au point de vue des informations, ainsi qu'en témoignent les très intéressants rapports commerciaux, adressés à M. le Ministre des Affaires étrangères, et publiés, tous les mois, soit au *Bulletin consulaire*, soit au *Moniteur officiel du commerce*.

C'est à l'un de ces documents que nous allons recourir, pour signaler encore l'une des causes d'infériorité du commerce français dans l'Extrême-Orient.

L'auteur de ce rapport — M. de Lalande, consul au Japon — constate que la plupart des opérations commerciales, engagées en France, sont confiées, dans ces pays, à des correspondants étrangers, ou Anglais, ou Allemands. Et il ajoute :

« ... La situation peu prospère, ou pour mieux dire la marche rétrograde du commerce de la France, dans l'Extrême-Orient, doit être attribuée, on ne saurait trop le répéter, au sentiment regrettable qui nous pousse à confier nos intérêts à nos concurrents, et même à nos ennemis; et à procurer ainsi, aux étrangers, des bénéfices qui suffiraient souvent à faire vivre nos commerçants français au dehors.

« A l'étranger, le négociant anglais, allemand ou autre, qui reçoit nos produits à la vente, possède déjà des relations plus ou moins anciennement établies avec ses compatriotes, dans la mère patrie.

« La langue, les usages de son pays, lui sont plus familiers que les nôtres : qu'y a-t-il donc de surprenant à ce que, le jour où il pourra trouver, chez ces mêmes compatriotes, des produits similaires ou analogues à ceux que nous lui expédions, il cesse peu à peu de nous donner la préférence, même à conditions égales? Et combien de fois n'a-t-on pas vu nos produits servir ainsi à provoquer l'imitation ou la concurrence? Nous fournissons trop souvent nous-mêmes les armes pour nous faire battre.

« C'est le triste résultat auquel nous sommes déjà arrivés pour les articles de Paris, fabriqués aujourd'hui en Autriche et en Allemagne. C'est encore le résultat dont nous sommes menacés, dans un temps plus ou moins long, pour nos mousselines de laine et beaucoup d'autres produits.

« Si les capitaux n'ont pas de nationalité, le commerce, quoi qu'on en dise, n'est pas dans le même cas et il tend à se nationaliser de plus en plus. Chaque gouvernement favorise ou subventionne ses nationaux. Sans commerçants français sérieux, établis à l'étranger, nous ne pouvons nous attendre, surtout dans les pays nouveaux, à posséder, à acquérir ou conserver une part, digne de nous, dans les transactions commerciales... »

En signalant les causes qui ont contribué, dans le passé, à entraver l'essor du commerce français en Extrême-Orient, nous aurons, en même temps, établi combien sont différentes aujourd'hui les conditions où il se trouve placé, par rapport à la concurrence étrangère.

Envisagés au seul point de vue politique, les événements accomplis au Tonkin, en Annam, au Cambodge, et les actes qui les ont consacrés, ont été et seront longtemps encore différemment appréciés. Au point de vue économique, personne n'en peut méconnaître l'importance. Ils ouvrent définitivement à l'influence française la plus vaste région commerciale, encore inexploitée, qu'il y ait au monde.

Les vues ou les convoitises des Puissances européennes, avides de conquêtes coloniales ou de débouchés commerciaux, ont été principalement tournées, dans les temps modernes, vers les deux grands marchés de l'Afrique et de l'Asie orientale.

Par l'état encore peu avancé de sa civilisation, de son industrie et de son commerce, le continent africain ne représente que le marché de l'avenir. L'Extrême-Asie, au contraire, avec ses provinces riches et prospères, ses populations innombrables, civilisées, industrielles et commerçantes, offre au trafic européen un marché immédiatement abordable.

En raison de la distance qui le sépare de l'Europe, ce marché n'a été jusqu'ici favorable qu'aux nations qui, comme l'Angleterre, ont pu l'aborder par des points intermédiaires.

C'est dans ces conditions qu'il est aujourd'hui ouvert à la France. D'une part, la Cochinchine colonisée, le Cambodge et l'Annam placés sous le protectorat de la France lui assurent, par la vallée du Mékong et par les ports du littoral, les plus sûres voies de pénétration dans l'Indo-Chine orientale.

D'autre part, par son établissement au Tonkin, elle s'est rapprochée, comme les nations concurrentes, des centres commerciaux de l'intérieur de la Chine.

Cet immense marché est accessible à la Russie par le nord et le nord-ouest : le traité signé à Kouïlda ayant attribué à cette Puissance une partie du Turkestan chinois, et limité sa frontière, au nord, par le fleuve Amour et par le Songari. Au sud-ouest, il est à la portée de l'Angleterre, déjà représentée au Népaul, sur la route du Thibet, et qui s'avance actuellement par la vallée de l'Iraouaddy, et par la Birmanie septentrionale.

Les Conventions commerciales des 23 avril 1886 et 26 juin 1887, qui vous sont soumises, ont pour objet de l'ouvrir à la France, en rendant accessibles à son commerce, par les voies de Song-Ki-Kong, de la rivière Claire, de la rivière Rouge et de la rivière Noire, les provinces méridionales de la Chine se groupant comme suit :

PROVINCES	SURFACE kil. carrés.	POPULATION
Kouang-Tong .....	234.000	19 000.000
Kouang-Si .....	201.000	7.300.000
Yun-Nan .....	317.000	5.600.000
Kouetchau .....	173.000	3.300.000
Szetchouen .....	480.000	35.000.000
	1.403.000	72.203.000

De ces provinces, le Kouetchau passe pour la plus pauvre, le Szetchouen pour la plus riche. Les deux grandes villes commerciales du Szetchouen, Sutchéou-fou et Tchonking-fou, toutes deux situées sur le Yang-Tse-Kiang, comptent l'une 300.000 habitants et l'autre 1.500.000 habitants.

C'est après avoir visité ces riches et populeuses cités, dont l'activité commerciale est prodigieuse, qu'un voyageur français, l'abbé Huc, a pu dire de la Chine : « Du nord au midi, d'orient en occident, c'est comme un marché perpétuel, une foire qui dure toute l'année, sans interruption. »

Par une Convention avec la Chine, signée à Tché-fou, le 13 septembre 1876, l'Angleterre est autorisée à envoyer un agent consulaire à Tchonking-fou. La France a le même intérêt à être représentée dans cette contrée. Et elle serait admise, sur sa demande, à jouir du même droit que l'Angleterre, en vertu de la clause des traités conclus depuis 1844, et lui attribuant, en toutes matières, le traitement de la nation étrangère la plus favorisée.

Le Yun-nan comptait, vers 1850, une population de plus de 15 millions d'habitants : le commerce et l'industrie y étaient florissants. Mais la révolte des musulmans qui a duré près de vingt années — de 1855 à 1873 — et le

choléra qui a suivi la guerre civile, ont amené la ruine et la dépopulation de cette province.

Le Kouang-Si, comme le Yun-nan, a eu également à souffrir de la rébellion des Taipings. Tout le trafic des provinces du sud de l'empire, qui se faisait, avant cette époque, par la rivière de Canton et qui enrichissait la province, s'est détourné et a pris la voie du Yang-tsé-Kiang. Le Kouang-Si a beaucoup perdu, depuis lors, de son importance commerciale. Mais telles sont les ressources qu'offrent ces contrées, et telle est l'activité industrielle et commerciale des populations qui les habitent, qu'un régime d'ordre, de sécurité et de paix, s'il dure seulement quelques années, suffira pour rendre, à ces provinces du Yun-nan et du Kouang-Si, leur ancienne prospérité. Déjà des rapports commerciaux importants sont rétablis entre elles et le Tonkin.

Quant au Kouang-tong, il faut le considérer, quoique limitrophe du Tonkin, comme devant toujours relever de Canton et de Pakhoï, pour ses relations avec l'étranger.

En résumé, et en tenant un juste compte du trafic actuellement possible avec le Kouang-si et le Kouetchau, c'est aux vastes et riches marchés du Yun-nan et du Szetchouen, que semble réservé le plus grand avenir commercial. Dès lors, se pose la question de savoir quelle route offre plus d'avantages et de sécurité, au commerce européen, pour y parvenir.

Six voies principales, partant des grands ports de l'Indo-Chine et de la Chine, et aboutissant à Yun-nan-fou et à Suitchéou-fou, — les capitales des deux provinces, — ont été jusqu'ici étudiées : trois par la Chine, deux par la Birmanie, une par le Tonkin.

Le tableau suivant indique, par journées, les distances à parcourir :

*Routes vers Yun-Nan-Fou.*

Journées.

CHINE.

1 <sup>o</sup> De Shangaï, par le Yang-tsé en bateau à vapeur jusqu'à Ichang, en barque jusqu'à Suitchéou-fou, puis la route par terre.....	105
2 <sup>o</sup> De Canton, par le Si-Kiang ou rivière de Canton, jusqu'à Pê-Sé, puis la route par terre .....	90
3 <sup>o</sup> De Pakhoï, par Nanning et Pê-Sé.....	65

BIRMANIE.

1 <sup>o</sup> De Moulmein, par la Salouen et Szumao .....	60
2 <sup>o</sup> De Rangoon, par l'Iraouaddy jusqu'à Bhamo.....	52

TONKIN.

De Hanoï, par le fleuve Rouge, Laokai-Mangho-Mongtzé ..	30
---------------------------------------------------------	----

De Yun-Nan-Fou à Suitchéou-Fou, il faut compter trente journées pour toutes ces routes qui, à l'exception de celle de Shanghai par le Yang-Tsé, traversent la province du Yun-Nan avant d'atteindre le Szetchouen.

La voie commerciale la plus directe, de la mer à Yun-Nan-Fou, et par conséquent à Suitchéou-Fou, est donc la voie française qui passe par le Tonkin, en suivant le fleuve Rouge.

Du côté de Lang-Son, la voie du Song-Ki-Kong et celle de la rivière de Cao-bang pénètrent dans le Kouang-Si et le Kouetchau, aussi rapidement que les routes de Canton et de Pakhoï.

Et ainsi, maître de son action, affranchi de toute dépendance de l'étranger, ayant aussi ses ports, ses entrepôts, ses marchés, ses voies de pénétration, le commerce français pourra enfin affronter, à armes égales, la lutte contre la concurrence étrangère. En même temps, notre marine marchande, assurée des frets de retour, n'abandonnera plus à la navigation étrangère la

plus grande partie des transports d'Europe en Extrême-Orient. Et le pavillon national prendra, dans ce mouvement maritime, où il est à peine représenté actuellement, une part plus importante que celle qui lui a été jusqu'ici attribuée.

Pleins de confiance en cet avenir, nos nationaux établis en Cochinchine et au Tonkin travaillent couragusement à en assurer les résultats.

On a dit, avec plus d'esprit que de justice, que la France n'avait fondé des colonies en Extrême-Orient que pour les peupler de fonctionnaires et d'étrangers. Mais quel est le système colonial qui échapperait à cette critique ou à cette condamnation? Est-ce que l'organisation politique, économique et administrative des colonies fondees, dans les mers de l'Inde et de la Chine, par les autres Puissances européennes, différerait sensiblement de celle des établissements français?

Sans parler des Possessions hollandaises et espagnoles, où la même constatation est facile à faire, faut-il rappeler que l'Inde, sur une population de 210 411.434 habitants, ne compte que 64.000 Européens, y compris les fonctionnaires et les étrangers. A Hong-Kong, il y a 7.990 Européens ou Américains, et une population asiatique de 160.402 âmes. Enfin, les établissements du détroit de Malacca ne sont pas habités par 4.000 Européens, de toutes nationalités, et la population indigène s'élève au chiffre de 422.362 habitants.

Dans ces conditions, l'Inde, Hong-kong et Singapore n'ont pas manqué de contribuer à l'extension du commerce et de l'influence des Anglais en Extrême-Orient.

Dans les mêmes conditions, nos colonies de l'Indo-Chine se développent. Elles offrent à notre marine les points d'appui et de ravitaillement qui lui sont indispensables. Elles rendent accessibles à notre commerce et à notre industrie des marchés qui semblaient jusqu'ici réservés exclusivement au trafic étranger. Elles ne sont donc inutiles ni au point de vue des intérêts, ni au point de vue de l'influence et du prestige de la France, dans l'Extrême-Asie.

Au lendemain de l'occupation en 1867, la Cochinchine avait un budget de 5.296.000 fr. ; un mouvement commercial et maritime se chiffrant par 78.020.250 francs, et 691 navires européens, entrées et sorties réunies.

Pour l'année 1886, le budget s'élève à 23.621.602 francs de recettes : le commerce représente 220.149.643 francs, et la navigation 4.312 navires jaugeant 1.231.965 tonnes. Pour l'exercice en cours, 1888, le budget local de la Cochinchine est de 30.215.943 francs, en recettes.

Dans cette période de vingt années environ, qui marque un développement colonial sans précédent, le concours financier de la colonie a été acquis à la métropole, notamment pour le règlement de l'indemnité espagnole, pour les frais d'organisation du Protectorat au Cambodge, pour la pacification des provinces méridionales de l'Annam, pour l'expédition du Tonkin, et aujourd'hui, dans une large mesure — dans une trop large mesure peut-être — pour les dépenses du budget général de l'Indo-Chine.

Il convient d'ajouter, qu'en 1866, la population de la Cochinchine française comprenait 502.416 habitants, se décomposant comme suit :

Annamites.....	482.953
Chinois .....	17.754
Européens.....	583
Divers.....	824
	<hr/>
	502.116

En 1868, par suite de l'annexion des trois provinces de Vinh-Long, Chau-doc et Haftien, le chiffre de la population s'est élevé à 1.156.101 âmes.

En 1886, la Cochinchine compte 1.792.933 habitants, parmi lesquels 1.728.523 sont de race annamite.

Ainsi, après vingt années d'occupation et d'administration françaises, pendant que les ressources du pays s'élèvent de 5 à 30 millions de francs, que le commerce passe de 78 à 220 millions, le chiffre de la population indigène n'a pas cessé de s'accroître. D'où il faut conclure que cette remarquable prospérité de la Cochinchine résulte, non de l'exploitation excessive, et de l'oppression du pays et de la race conquise, mais seulement de la civilisation qui leur a été apportée. Cette conclusion ne justifie pas toutes les critiques formulées contre le système colonial français.

Au Tonkin, il nous est permis de compter sur les mêmes résultats. Suivant les rapports adressés au Gouvernement par l'Administration des douanes, voici quel a été le mouvement du commerce au Tonkin, depuis l'année 1880.

#### *Commerce extérieur du Tonkin.*

ANNÉES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	TOTAUX
	Francs.	Francs.	Francs.
1880.....	5.467.000	7.507.000	12.974.000
1881.....	6.300.000	4.500.000	10.800.000
1882.....	4.000.000	6.600.000	10.600.000
1883.....	4.169.000	5.307.000	9.476.000
1884.....	9.225.007	4.573.000	13.798.000
1885 (1).....	21.679.000	7.860.000	29.539.000
1886.....	28.808.000	9.112.000	37.920.000

Pour l'année 1887, les résultats constatés, pendant les trois premiers trimestres, donnent déjà à l'importation 26.894.493 francs, à l'exportation 6.703.663, soit ensemble 33.507.138 francs; ce qui assure un mouvement total de plus de 40 millions.

La part du commerce métropolitain dans ces échanges est encore insuffisante. Pour les trois premiers trimestres de l'année 1887, elle s'est élevée à 7.269.432 francs, sur lesquels les exportations de France au Tonkin représentent 5.369.468 francs.

Si l'on tient compte du temps qui nous sépare de la période des troubles dans ce pays, et des hostilités contre l'Annam et contre la Chine; si l'on considère qu'aujourd'hui encore le régime politique établi au Tonkin est discuté et remis en question chaque année, que le régime administratif et économique est incessamment modifié, que le sort même de la colonie semble jusqu'ici soumis aux hasards d'un débat parlementaire, on ne saurait trouver étonnant que le commerce français représente seulement 20 pour cent du commerce général du Tonkin. Ce n'est, en effet, ni le petit nombre des négociants français établis dans ce pays, ni le chiffre réduit de leurs opérations commerciales, qu'il faut constater avec surprise: c'est l'esprit d'initiative, c'est l'énergie et la constance de ceux de nos nationaux qui, n'ayant pu se résoudre à considérer comme inutiles les immenses sacrifices faits par la Métropole, n'ayant pas voulu désespérer de l'avenir du Tonkin, n'ont pas craint d'y aventurer des capitaux, ou d'y fonder des établissements industriels et commerciaux, sous la menace constante de l'évacuation.

Il n'est pas un point commercial de quelque importance où le commerce national ne soit aujourd'hui représenté. Suivant une liste dressée pour l'année 1887, et qui a été publiée au *Moniteur officiel* du commerce, 146 négociants français sont établis à Hanoi, Haiphong, Nam-Dinh, Bac Ninh, Langson, Caobang, Sontay, Hai-Ninh, Quang-Yen et jusque dans la province des Muongs.

Des chambres de commerce sont constituées à Hanoi et à Hai-Phong. En vue de faciliter les relations avec la population indigène, l'enseigne-

(1) Depuis 1885, les tableaux de douanes comprennent les opérations faites dans les trois ports de l'Annam : Fai-foo, Touranne et Qui-Nhon

ment du français est largement assuré par la création d'un collège d'interprètes, de treize écoles franco-annamites, de soixante écoles primaires et d'un nombre considérable d'écoles libres autorisées dans toutes les résidences.

De nouvelles voies commerciales sont recherchées et explorées, notamment vers le Yun-Nan, par la rivière Claire, et vers le pays des Shans et le Laos, dans la direction de Louang-Prabang, par la rivière Noire.

Un service de Messageries fluviales, complètement organisé, répond à tous les besoins du commerce dans le Delta. Trois grandes lignes de chemins de fer, déjà étudiées, devront compléter et améliorer ce réseau fluvial, et constituer les plus sûres voies de pénétration vers le Kouang-Si, le Yun-Nan et le Laos.

Enfin, et même avant que nos Conventions de commerce avec la Chine ne soient entrées dans la période d'application, on peut dès aujourd'hui, en raison du trafic existant avec Lao-Kay, considérer comme définitivement rétabli, le grand courant commercial qui, de Hai-Phong, se dirige vers le Yun-Nan par le fleuve Rouge.

Il semble que notre jeune colonie, en dépit d'une situation politique précaire et mal assurée, veuille affirmer sa vitalité, en même temps que son patriotisme, en s'organisant activement en vue des luttes pacifiques du commerce et de l'industrie, luttes dont l'issue ne sera pas, nous devons l'espérer, sans avantages pour elle, ni sans grandeur pour la Mère-patrie.

Cet esprit d'initiative demande à peine à être encouragé; il suffit qu'il ne soit pas entravé.

On s'est demandé, si telle ne serait pas la conséquence des mesures récemment prises par le Gouvernement, en ce qui concerne le régime douanier de nos possessions de l'Inao-Chine, et si des tarifs de douanes, établis en vue seulement des besoins et des intérêts immédiats de la métropole, ne pourraient pas nuire au développement du commerce et aux progrès de la colonisation au Tonkin.

Depuis l'année 1883, les recettes de la douane, en Annam et au Tonkin, ont assuré à l'administration du Protectorat, des ressources auxquelles il ne lui est pas permis de renoncer. Elles se sont élevées, en 1884, à 798.350 fr.; en 1885, à 2.090.339 francs; et en 1886, à 2.904.000 francs. La mise en vigueur des nouveaux tarifs, appliqués en 1887, augmentera encore ce revenu.

D'autre part, le commerce national a droit, sur les territoires coloniaux, ou placés sous le protectorat de la France, aux mesures de protection qui lui sont acquises sur le territoire continental.

Ces considérations sont de nature à justifier l'organisation d'un service de douanes dans nos possessions de l'Indo-Chine. Mais il importe toujours de tenir compte, dans l'établissement des tarifs douaniers applicables à nos colonies, des conditions particulières où chacune d'elles se trouve placée.

En ce qui concerne la Cochinchine, l'Annam et le Tonkin, un régime fiscal, qui aurait pour conséquence d'imposer aux habitants et à nos négociants des sacrifices inutiles; d'assujettir à des droits de douanes des marchandises sans similaires dans la métropole, et par conséquent de rendre plus difficiles les relations commerciales avec tous les autres pays d'Extrême-Orient ne serait pas seulement funeste aux intérêts du Protectorat, mais aussi et surtout aux intérêts de la Métropole.

Si importants, en effet, que soient ces marchés qui nous sont aujourd'hui acquis, ils ne réservent pas à notre commerce et à notre industrie un avenir qui soit comparable à celui que leur offrent les marchés étrangers abordables, soit par la mer, soit par les frontières de terre de la Cochinchine, de l'Annam et du Tonkin.

Il est bon de tenir un marché privilégié, qui a une étendue de plus de 400.000 kilomètres carrés, et une population de plus de 20 millions d'habitants. Mais il convient aussi de ne pas nous interdire l'accès à des centres

commerciaux beaucoup plus considérables, et de ne pas perdre le bénéfice que peut nous procurer une situation géographique exceptionnelle.

Saïgon et Haiphong doivent devenir, pour le commerce français, de grands entrepôts pouvant rivaliser avec Singapour et Hong-Kong, qui ont assuré jusqu'ici la suprématie du commerce anglais dans tout l'Extrême-Orient. Là est l'avenir, là aussi est le véritable intérêt du commerce et de la navigation de la France en Indo-Chine. Il ne faut pas que cet intérêt et cet avenir puissent être compromis par l'établissement d'un régime douanier trop rigoureux.

Les Conventions de commerce qui viennent d'être conclues avec la Chine, et qui sont soumises à votre ratification, ont pour but de réglementer le trafic par la frontière de terre, entre la Chine et le Tonkin. Elles ne doivent comporter aucune dérogation au droit conventionnel, tel qu'il résulte, pour la France, comme pour toutes les Puissances étrangères, des traités conclus avec la Chine depuis 1844.

Il nous reste à examiner ces Actes par articles, et à nous assurer qu'ils répondent bien à ce double objet : ouvrir au commerce français les provinces méridionales de la Chine, dans les conditions les plus avantageuses ; en même temps, ne porter aucune atteinte à la situation légale de nos nationaux en Chine.

Nous indiquerons, en examinant les articles de la Convention du 25 avril, les modifications qui y ont été apportées par la Convention additionnelle du 26 juin.

**Article premier.** — Le traité du 9 juin 1883 stipulait que le commerce d'importation et d'exportation par la frontière de terre, entre la Chine et le Tonkin, « devrait se faire par certains points qui seront déterminés ultérieurement et dont le choix ainsi que le nombre seront en rapport avec la direction comme avec l'importance du trafic entre les deux pays ».

Quand a été signée la Convention du 23 avril, cette disposition si importante du traité du 9 juin 1883 n'avait pas été observée. On avait pensé que la détermination des localités à ouvrir au commerce devait être subordonnée à la reconnaissance et à la délimitation préalables de la frontière entre la Chine et le Tonkin. Et la Commission nommée pour procéder à cette délimitation n'avait pu encore, au milieu des plus grandes difficultés, reconnaître et déterminer qu'une faible étendue de territoire.

La Convention additionnelle du 26 juin, assurant l'exécution du traité du 9 juin 1883, désigne, comme villes ouvertes au commerce franco-annamite, Long-Tchéou au Kouang-Si, Manhaò et Mongtseu au Yun-Nan.

Long-Tchéou, à 30 kilomètres de la frontière tonkinoise et située sur la rivière Loung-Kiang, est un centre commercial déjà important. Deux voies fluviales, partant du Tonkin, y conduisent : la rivière de Cao-Bang et le Tong-Ki-Kong ; indépendamment de la grande route mandarinale, qui relie Lang-Son à Long-Tchéou. Par Long-Tchéou, le Kouang-Si est ouvert au commerce français, dans les conditions les plus favorables.

Au nord, et sur le territoire du Yun-Nan, à huit ou dix jours de Lao-Kaï, Man-Haò est le point extrême de la navigation du fleuve Rouge, accessible aux jonques d'un faible tirant d'eau. A partir de Lao Kai, le lit du fleuve se resserre, les rapides sont nombreux, parfois même dangereux, et les chemins de halage n'existent pas, comme dans la partie inférieure du fleuve. En amont de Man-Haò, le fleuve Rouge est à peine navigable, même pour les plus petites barques.

Malgré les obstacles apportés à la navigation du haut fleuve, malgré l'insuffisance des voies de communication par terre, malgré aussi l'insalubrité de la ville, qui est située au fond d'une vallée encaissée entre des montagnes de 1.500 mètres d'altitude, Man-Haò est un centre commercial où tout au moins un lieu d'entrepôt qui ne manque pas d'importance. Des marchands

de Canton sont venus, depuis longtemps, s'établir sur la frontière du Tonkin et du Yun-Nan, pour faire transiter, par Man-Haò, toutes les marchandises transportées soit de la mer, soit de l'intérieur de la Chine. Rien n'indique mieux le fleuve Rouge, comme la meilleure voie commerciale, et le Tonkin, comme le débouché naturel du commerce des provinces méridionales de la Chine.

Il faut gravir la chaîne de collines qui sépare le Tonkin du Yun-Nan, pour arriver à Mong-Tseu, la première ville chinoise réunissant les conditions voulues pour la centralisation du commerce d'importation et d'exportation, et pouvant ainsi ouvrir effectivement à notre commerce les marchés intérieurs de l'Empire.

Avant la rébellion des Mahométans, Mong-Tseu, situé dans une zone minière excessivement riche et en exploitation, et placé comme au point d'intersection des voies commerciales rayonnant vers l'est et l'ouest de la Chine, a été le centre d'une grande activité commerciale et industrielle. La guerre civile a produit, dans cette contrée, les mêmes résultats que dans les autres parties du territoire du Yun-Nan : la dépopulation et la ruine. Mais bientôt, la pacification assurée, les voies de communication rétablies et améliorées, Mong-Tseu ne pourra manquer de reprendre toute l'importance commerciale que lui assigne sa situation géographique.

Toutes les voies de pénétration connues ou projetées, se dirigeant de la mer vers le Thibet, le Yun-Nan, le Szetchouen et les provinces chinoises de l'intérieur, passent par ou près de Mong-Tseu.

La mission française qui accomplit, de 1866 à 1868, sous le commandement de Doudart de Lagrée et de Francis Garnier, le premier voyage d'exploration en Chine, par la frontière indienne, traversa la région où est situé Mong-Tseu. Elle était partie de Saïgon ; elle avait remonté tout le cours du Mékong, pénétré en Chine par Se-Mao, Pueul et Ta-Lan, et elle avait passé à Lin-Ngan, à trois journées de marche à l'ouest de Mong-Tseu. L'état de la contrée, profondément troublée, à cette époque, par la révolte des Mahométans, ne lui avait pas permis d'arriver jusqu'à Mong-Tseu, qui lui était signalée comme une grande ville commerciale. Et c'est à Tong-Tchouen, non loin de Yun-Nan-Fou et de Mong-Tseu, que Doudart de Lagrée, l'héroïque chef de cette expédition, succomba aux fatigues de ce long et périlleux voyage.

Aujourd'hui, ces régions, si rigoureusement fermées à toute influence européenne, sont définitivement ouvertes à la France. Ses représentants officiels, ses nationaux, ses protégés peuvent résider et commercer, entre toute liberté et toute sécurité, dans des villes désignées par le Gouvernement de Pékin lui-même.

En constatant ces résultats et en envisageant l'avenir qui peut être réservé, dans l'Extrême-Orient, au commerce et à l'influence de la France, il ne nous était pas permis d'oublier les noms de Doudart de Lagrée et de Francis Garnier. C'eût été méconnaître les services que ces vaillants soldats, morts au champ d'honneur, ont rendus à la science, à la civilisation, à la patrie.

Si favorable que soit au commerce le choix des villes qui lui sont actuellement ouvertes, il importe de rappeler que le traité de Tien-Tsin du 9 juin 1885, et la Convention du 23 avril 1886 attribuent à la France la faculté de réclamer ultérieurement la désignation d'autres localités, « s'il est démontré que les échanges peuvent emprunter d'autres routes, soit entre Lang-Son et la mer, soit entre Lao-Kai et Lang-Son ».

Les seules voies commerciales actuellement connues pénètrent du Tonkin en Chine par Lao-Kai et Lang-Son. Elles ont pu suffire jusqu'ici aux besoins du trafic. Mais on peut se demander si, même améliorées, elles pourront répondre à toutes les exigences de l'avenir. Sur le territoire même du Tonkin, l'industrie et le commerce doivent se développer dans une mesure qu'il est difficile d'apprécier exactement. Ce malheureux pays que des guerres

incessantes, que le brigandage et la piraterie — ces fléaux de l'Extrême-Orient — ont pendant si longtemps stérilisé et découragé, est aujourd'hui pacifié et ramené, sous la tutelle de la France, à des conditions normales de travail et de production. De l'autre côté de la frontière, sous la même influence bienfaisante d'un régime d'ordre et de paix, de nouveaux centres agricoles, industriels et commerciaux, ne manqueront pas d'être créés.

Pour retirer de cette situation tous les avantages qu'elle comporte, au point de vue de l'extension du trafic, par le Tonkin, d'autres voies de pénétration vers les provinces méridionales de l'Empire chinois peuvent être bientôt nécessaires.

Ainsi le traité de Tien-Tsin a prévu l'établissement de relations commerciales entre le Tonkin et la province du Quang-Tong. Mais aucune ville chinoise n'est actuellement ouverte dans cette direction.

Entre Lang-Song et Lao-Kai, et notamment en amont de la rivière Claire, il serait peut-être utile d'ouvrir, avant longtemps, de nouveaux marchés commerciaux, pour donner accès dans le Quang-Si et dans le Yun-Nan.

Enfin, à la suite des explorations qui ont été récemment entreprises, on pourrait découvrir, dans la direction de la rivière Noire, vers Sé-Maô ou Ta-Lan, des voies encore plus praticables et plus directes, pour parvenir plus sûrement sur les différents marchés de la Chine.

Il importait de revendiquer pour la France et d'affirmer par la mention qui en est faite au texte de la Convention du 25 avril, le droit que lui réserve l'article 3 du traité du 9 juin, concernant les nouvelles localités à ouvrir au commerce.

Le Gouvernement chinois devra se montrer d'autant plus disposé à accorder à la France toutes les stations commerciales qui seront jugées nécessaires à l'extension des rapports établis par le Tonkin, qu'il a déjà concédé au commerce maritime étranger, de nombreuses étapes sur les grands fleuves qui traversent l'Empire, et notamment sur le Yang-Tsé. Actuellement la dernière station commerciale ouverte sur le Yang-Tsé se trouve à plusieurs milliers de kilomètres de la côte.

Dans les villes dès aujourd'hui désignées — Long-Tchéou, Man-haô et Mong-Tseu — la Chine établira des bureaux de douanes, et le Gouvernement français sera représenté par des consuls qui auront les mêmes attributions et les mêmes pouvoirs d'administration, de juridiction et de police que les consuls de la nation étrangère la plus favorisée, établis sur les autres points de l'Empire chinois.

Ces consuls seront admis à exercer leurs fonctions, après la simple notification, à Pékin, de leur nomination. Leurs rapports, avec les autorités chinoises, seront réglés conformément aux dispositions de l'article 5 du traité du 27 juin 1858.

Ils pourront correspondre avec les gouverneurs du Kouang-Si et du Yunnan et même se transporter à Houéïlin-Fou et à Yunnan-Fou — les chefs-lieux de ces deux provinces — s'il y a des difficultés douanières à régler, avec les gouverneurs.

Au cours des négociations auxquelles a donné lieu l'établissement de la Convention, il a été déclaré que le Gouvernement de Pékin pourrait autoriser des agents français, détachés des nouveaux consulats, à séjourner à Houéïlin-Fou et à Yunnan-Fou, tout le temps qui serait nécessaire pour hâter, par des démarches personnelles auprès des gouverneurs, la solution des affaires en souffrance.

Cette concession n'a d'importance, que si elle est envisagée comme un acheminement vers l'établissement de nouveaux postes consulaires dans ces deux villes.

La Chine a le même intérêt que la France au développement des relations commerciales qui vont s'établir entre le Tonkin et ses provinces. Parmi les mesures destinées à favoriser cette extension du commerce et à assurer les bons rapports devant exister entre les citoyens et les sujets des deux Etats

voisins, il n'en est pas qui puissent être plus efficaces que l'installation aux chefs-lieux des deux provinces d'agents français investis du caractère officiel et de l'autorité que leur confèrent le titre et les fonctions de consul.

S'inspirant de ce principe, le Gouvernement de Pékin a concédé, par des Actes récents, à d'autres Puissances étrangères, la faculté de nommer des consuls ailleurs que dans les ports ouverts. Un traité du 12 février 1881 confère ce droit à la Russie, notamment à Ourga. Et par la Convention de Tche-Fou, l'Angleterre est autorisée à créer des postes consulaires à Tali-Fou — dans le Yunnan — et à Tchonking dans la province de Szetchouen.

La France est fondée à réclamer la même faveur dans les provinces aujourd'hui ouvertes à son commerce.

Art. 2. — Par l'article 2 de la Convention, la France accorde, dès ici, à la Chine, la nomination de consuls à Hanoi et à Haiphong. En outre, il est convenu que « des consuls chinois pourront être envoyés plus tard, dans d'autres grandes villes du Tonkin, après entente avec le Gouvernement français ».

Les agents de la Chine au Tonkin sont soumis à la formalité de l'exequatur.

Ils ne possèdent aucune attribution judiciaire : leurs nationaux restant soumis à la juridiction française.

Ils sont traités de la même manière et ont les mêmes droits et priviléges que les consuls de la nation la plus favorisée en France.

Enfin ils s'abstinent de toute immixtion dans les affaires intérieures du pays, et ils ne peuvent avoir de rapports officiels qu'avec les autorités françaises chargées du Protectorat.

Dans l'établissement des consuls chinois au Tonkin, les négociateurs du traité de Tien-Tsing n'avaient dû voir que le signe manifeste de la renonciation par la Chine à tous droits de souveraineté ou de suzeraineté sur le pays. Et à cet égard, cette disposition n'était pas inutile.

Toutefois, dans son application immédiate, la mesure a paru devoir présenter, sinon des dangers, tout au moins des inconvénients. Et les deux Gouvernements, d'accord sur ce point, ont résolu d'en ajourner l'exécution, ainsi qu'il résulte des deux lettres suivantes, jointes à la convention additionnelle du 27 juin. (V. plus haut, p. 15.)

Art. 3. — Le Gouvernement chinois s'engage à faciliter l'installation des Consuls français dans des résidences honorables ». Cette disposition est empruntée au traité conclu avec la Russie.

L'établissement des Français dans les localités ouvertes au commerce, à la frontière de Chine, reste soumis aux conditions déterminées par le traité du 27 juin 1858, et notamment par les articles 7, 10, 11 et 12.

Dans les limites établies par la Convention, c'est-à-dire dans un rayon de 50 lis — 20 kilomètres environ — autour des villes ouvertes, les français et leurs familles pourront « se transporter, s'établir et se livrer au commerce et à l'industrie, en toute sécurité et sans entrave d'aucune espèce ».

Ils ont le droit de louer des maisons et magasins, ou d'affirmer à perpétuité des terrains pour y bâtir des maisons et magasins. Ils peuvent établir des écoles, des églises, des hôpitaux, des hospices et cimetières.

« Dans ce but — ajoute l'article 10 du traité du 27 juin 1858 — l'autorité locale, après s'être concertée avec le consul, désignera les quartiers les plus convenables pour la résidence des Français et les endroits dans lesquels pourront avoir lieu les constructions précitées. . . . .

Il est bien entendu d'ailleurs que le nombre des maisons et l'étendue des terrains à affecter aux Français, dans les ports ouverts au commerce

étranger, ne seront point limités, et qu'ils seront déterminés, d'après les besoins et les convenances des ayants-droit... »

Ces dispositions sont reproduites dans tous les traités de commerce et d'amitié conclus par la Chine avec les Puissances étrangères. Elles ont permis aux Européens, établis en Chine, de se grouper dans un quartier isolé et spécial; et de là résultent, pour leurs personnes et pour leurs biens, des garanties bien appréciables dans un pays où l'action administrative est parfois impuissante à assurer la protection due aux étrangers.

Aussi croyons-nous que le texte de l'article 3, stipulant que les Français pourront s'établir dans les localités ouvertes au commerce à la frontière de Chine, « dans les conditions prévues par les articles 7, 10, 11, 12 et autres du traité du 27 juin 1858 », subsiste en entier et qu'il n'a pu être abrogé par le § 3 de la lettre annexée à la Convention du 26 juin, et ainsi conçue :

« Les consuls français dont le gouvernement chinois a consenti la nomination à Long-Tchéou et à Mong-tseu, ainsi que l'agent relevant du consul de Mong-tseu, qui sera établi à Manhao, n'auront pas le droit d'établir, dans ces villes, ouvertes seulement au commerce de terre, des « concessions » comme celles qui existent dans le port de Shang-Hai et dans quelques autres ports ouverts. »

Nous ne pouvons apprécier bien exactement le sens du mot « concessions » qui ne se retrouve dans aucun des traités conclus avec la Chine. Mais il nous semble évident que le paragraphe 3 de la lettre sus-visée n'a pu interdire aux Français établis à Long-tchéou, Manhao et Mong-tseu, la faculté de résider dans des quartiers désignés, où pourront être construits leurs magasins, maisons, hospices, écoles, etc., etc., suivant leurs besoins et leurs convenances ».

La renonciation à cette faculté constituerait, au seul préjudice des Français, une dérogation grave et inadmissible, au droit conventionnel établi en Chine.

Parmi les articles du traité du 27 juin 1858, auxquels se réfère la Convention, il en est un dont l'interprétation, plutôt que l'application, a donné lieu à des difficultés qu'il importe aussi de signaler.

Cet article 7, en stipulant que les Français, en Chine, pourront « se livrer à l'industrie », leur a-t-il conféré le droit de créer et de mettre en exploitation des établissements industriels, ou bien seulement le droit de s'employer, comme artisans, dans les manufactures chinoises.

Le Gouvernement de Pékin a adopté cette dernière interprétation. Et il a tenté, sans succès d'ailleurs, de la faire prevaloir auprès des représentants des Puissances avec lesquelles la Chine a conclu des traités, en 1858, et depuis cette époque.

Cependant, disposé à restreindre, en principe, le droit attribué aux étrangers, le gouvernement chinois, en fait, leur en permet l'exercice. Il accorde, à titre de tolérance, ce que les étrangers revendiquent comme un droit. Il existe actuellement à Shanghai, et sur d'autres points du territoire de l'Empire chinois, des manufactures appartenant à des étrangers et mises en exploitation, sans opposition des autorités locales.

Dans les mêmes conditions, les Français établis dans les villes ouvertes du Kouang-Si et du Yunnan pourront « se livrer à l'industrie ».

Il est vrai qu'il y aura presque toujours avantage, pour eux, à fonder leurs usines au Tonkin, sous la protection des lois françaises. Suivant les tarifs établis par la Convention, un établissement industriel créé au Tonkin, pour recevoir les matières premières de Chine, aurait à payer : pour droit de transit, 2 1/2 0/0, et pour droit de sortie, 3 0 0. Pour reimporter sur territoire chinois les objets manufacturés, il aurait encore à payer 3,50 0/0 pour droit d'entrée, et 2,50 pour transit, soit en tout 11,50 0/0.

Or, dans les provinces du Kouang-Si et du Yunnan, les taxes de barrière et de likin, auxquels seraient soumis, soit les produits manufacturés, soit les matières premières, sont si nombreuses et si élevées, que la même usine, dans des conditions identiques, aurait à payer au moins 24 0/0.

En conséquence, il y a lieu de croire que tous les établissements créés par nos nationaux, seront vraisemblablement établis en deçà et non au delà de la frontière du Tonkin.

Toutefois, il reste établi que tous les droits et priviléges attribués aux étrangers, en Chine, dans les ports ouverts, sont acquis aux Français dans les provinces des deux Kouangs et du Yunnan.

Les Annamites, en Chine, jouissent du même traitement que les Français. Par cette disposition, la France assure aux populations du Tonkin et de l'Annam, la protection qu'elle s'est engagée à leur accorder, en vertu du traité signé à Hué le 6 juin 1884.

De son côté, la Chine, ayant reconnu, par le traité du 9 juin 1885, la validité des Arrangements conclus ou à conclure, entre la France et l'Annam, ne pouvait conserver le droit antérieur de juridiction qu'elle possédait ou exerçait sur les Annamites. En admettant, sur son territoire, cette assimilation absolue, entre Français et Annamites, la Chine confirme la reconnaissance du nouvel ordre de choses, aujourd'hui établi en Annam et au Tonkin, et rendu définitif.

**Art. 4.** — Les Chinois, en Annam, seront protégés dans leurs personnes et dans leurs biens, à l'égal des sujets de la nation européenne la plus favorisée. Mais ils restent soumis aux taxes foncières, personnelles et différentielles, dont la création ou le maintien pourraient être jugés nécessaires.

Cette réserve n'a pas seulement pour objet de sauvegarder la pleine indépendance de l'administration du Tonkin, en matière de règlements financiers intérieurs et d'établissement d'impôts ; elle doit aussi permettre de modérer, d'entraver même, s'il y a lieu, le courant d'émigration qui ne pourra manquer de s'établir, de la Chine vers le Tonkin, lorsque sous la protection des lois françaises, l'industrie, le commerce et l'agriculture y trouveront toute sécurité et toutes garanties.

D'autres pays, moins rapprochés de la frontière de Chine, ont dû avoir recours à des mesures spéciales, en vue de se défendre contre une trop large immigration chinoise. Dans les colonies australiennes et au Canada, l'immigrant chinois ne peut débarquer s'il n'a payé d'abord une taxe de 250 francs.

Aux Etats-Unis, des lois plus rigoureuses ont même prononcé l'interdiction de l'immigration chinoise.

Sans recourir à cette mesure extrême, il a paru utile de ne pas laisser l'administration du Protectorat désarmée en face d'une éventualité plus menaçante encore au Tonkin, et plus dangereuse, qu'elle ne peut l'être en Amérique ou en Australie. L'infiltration chinoise au Tonkin sera réglée et pourra être maintenue dans de justes limites, grâce aux taxes de séjour qui seront établies, s'il y a lieu, et grâce aussi à la formalité du passe-port, imposée au voyageur franchissant la frontière.

**Art. 5.** — Les passeports seront délivrés par les autorités françaises, à la requête des autorités chinoises. Il est convenu qu'ils doivent être demandés « seulement en faveur de personnes honorables ».

Sous cette même réserve et dans les conditions déterminées par le traité de 1888, des passeports à destination de la Chine seront délivrés, par les autorités chinoises de la frontière, aux Français, protégés français et étrangers résidant au Tonkin. Ils ne peuvent être accordés que sur la demande des autorités françaises, même en ce qui concerne les étrangers entrant en Chine par la frontière du Tonkin.

Les voyageurs et négociants, en Chine, jouiront de tous les priviléges qui ont été déjà concédés à la France par le traité de 1858. Ils pourront librement circuler sous la protection des autorités chinoises.

Cependant, dans certaines régions du Kouang-Si et du Yunnan, le Gouvernement impérial a déclaré n'être représenté par aucun agent et n'exercer qu'une autorité nominale.

Dans ces conditions, il n'entend exercer lui-même aucun droit de police, et il décline à l'avance toute responsabilité, en cas d'accident. A cet effet, il a été convenu que « lorsqu'un voyageur devra traverser une localité occupée par des aborigènes ou des sauvages, il sera mentionné sur le passeport qu'il n'y a pas, dans cette localité, de fonctionnaires chinois qui puissent le protéger ».

Le passeport n'est obligatoire que pour les voyages à l'intérieur. Mais, « dans les localités ouvertes à la frontière, les Français pourront circuler, sans passeport, dans un rayon de 30 lis autour de ces localités ».

A cet égard, il faut constater que les Français, dans les provinces des deux Kouangs et du Yunnan, sont traités moins favorablement que les Anglais dans les ports ouverts.

Le traité du 26 juin 1858, entre la Chine et l'Angleterre, stipule :

« Art. 9. — Les passeports ne sont pas nécessaires pour tous ceux qui ne s'éloigneront pas des ports libres de plus de 100 lis et pour un espace de temps ne dépassant pas cinq jours. »

La même faculté accordée aux Français et aux protégés français, dans les provinces méridionales de l'Empire, ne pourrait que favoriser les relations commerciales que la Convention a pour but d'établir. Elle semble acquise, d'ailleurs, à nos nationaux, sans contestation possible, en vertu de l'article 40 du traité du 27 juin 1858 :

« Les Français jouiront de tous les droits, priviléges, immunités et garanties quelconques qui auraient été accordés par le Gouvernement chinois à d'autres puissances. »

Art. 6-7. — Les règlements commerciaux établis en 1858, à la suite des traités, restent applicables dans leurs dispositions principales au trafic, par la frontière de terre, entre la Chine et le Tonkin.

L'importation ou l'exportation des marchandises, autorisée dans les mêmes conditions, est soumise aux mêmes formalités, en ce qui concerne les déclarations en douane, les passes de transit ou permis de circulation.

Mais cette assimilation des points commerciaux du Kouang-Si et du Yunnan, aux ports chinois ouverts aux étrangers, ne pouvait être poussée jusqu'à l'unification des tarifs, sans placer le commerce par voie de terre dans des conditions d'infériorité absolue, par rapport au commerce maritime, en raison des frais considérables qui gêvent les marchandises transportées de la mer à la frontière de Chine.

Aussi, par le traité de Tien-Tsin, du 9 juin 1885, avait-il été convenu que les droits à percevoir, sur les marchandises importées ou exportées, par la frontière de terre, entre la Chine et le Tonkin, devaient être inférieurs aux droits du tarif général de la douane maritime en Chine.

Conformément à cette disposition, la Convention du 23 avril 1886 avait établi le Règlement spécial projeté, et par les articles 6 et 7, elle avait fixé la quotité des droits.

A l'importation, elle avait soumis à un droit fixe de 4 000 *ad valorem*, toutes les marchandises dénommées au tarif général chinois. A l'exportation, le droit était ramené à 3,33 0,0.

Les marchandises étrangères, importées ou exportées par la frontière de mer, étant possibles d'une taxe uniforme de 5 0/0, les réductions obtenues n'étaient donc que des deux dixièmes des droits établis, à l'importation, et des trois dixièmes, à l'exportation.

La Commission avait estimé que cette réduction était insuffisante, et qu'elle ne pouvait compenser les frais supportés par les marchandises transitant par le Tonkin. Le commerce français était donc traité moins favorablement que le commerce maritime étranger, et surtout que le commerce russe. En effet, la Russie, dans des conditions identiques, résultant de la contiguïté des territoires, avait obtenu, par le traité de 1881, une réduction d'un tiers des droits du tarif général de la Chine, en faveur des marchandises importées par la Mongolie et la Sibérie, sur la frontière septentrionale de l'Empire.

La Commission avait particulièrement appelé, sur ces points, l'attention de M. le Ministre des Affaires étrangères et elle avait demandé que le tarif établi par les articles 6 et 7 fût revisé, aussitôt que des négociations nouvelles pourraient être utilement reprises avec le Gouvernement de Pékin.

Par la Convention additionnelle du 27 juin, cette révision a été obtenue. L'article 3 de la Convention stipule :

« En vue de développer le plus rapidement possible le commerce entre la Chine et le Tonkin, les droits d'importation et d'exportation stipulés dans les articles 6 et 7 du traité du 23 avril 1886 sont provisoirement modifiés ainsi qu'il suit :

« Les marchandises étrangères importées en Chine par les villes ouvertes auront à acquitter le droit de tarif général de la douane maritime, diminué des trois dixièmes.

Les marchandises chinoises exportées au Tonkin paieront le droit d'exportation dudit tarif général diminué des quatre dixièmes. »

En l'état actuel de nos relations commerciales avec la Chine, l'abaissement plus considérable des droits d'exportation, constitue un avantage pour notre commerce, qui ne figure à l'importation, en Chine, que pour 4 millions environ, contre 90 millions à l'exportation. En 1886, l'exportation de France en Chine s'est élevée à 123.112.002 francs, au commerce spécial, et à 195.852.144 francs, au commerce général.

Les marchandises non dénommées au tarif des douanes, en Chine, restent soumises à un droit fixe de 5 0/0 *ad valorem*.

Les marchandises importées sont admises en entrepôt, jusqu'au paiement du droit de 3,50 0/0. Quand elles ne sont pas vendues sur place et qu'elles doivent être expédiées à l'intérieur, elles sont encore soumises, soit à un droit fixe dit droit de transit, et représentant 2,50 0/0 de la valeur, soit aux droits de barrières et de likin, établis sur tout le territoire chinois.

Le négociant importateur a toujours la faculté d'opter entre ces deux modes de contribution.

L'article 7 de la Convention du 23 avril 1886 détermine, ainsi qu'il suit, les conditions dans lesquelles peuvent être faits les transports du Tonkin en Chine, et *vice versa*, par les voies fluviales ou les routes de terre :

« Les commerçants français et protégés français important ou exportant des marchandises, par les bureaux de douane de la frontière du Yunnan ou du Kouang-Si, et les commerçants chinois important ou exportant des marchandises au Tonkin n'auront à acquitter aucune taxe de péage pour leurs voitures ou leurs bêtes de somme. Sur les cours d'eau navigables franchis-

sant la frontière, les barques pourront être, de part et d'autre, soumises à un droit de tonnage, conformément au règlement de la douane maritime des deux pays. »

La Convention additionnelle complète ces dispositions en réglementant — article 6 — le commerce du transit qui s'effectuera entre Lang-Son et Cao-bang, par les rivières qui relient ces deux points, à travers le territoire chinois.

Elle précise aussi — article 7 — le sens et la portée de la clause finale de l'article 7 de la Convention du 25 avril, ainsi conçue :

« Si un nouveau tarif douanier vient à être établi, d'un commun accord, entre la Chine et une tierce Puissance, pour le commerce, par terre, sur les frontières sud-ouest de l'Empire chinois, la France pourra en obtenir l'application. »

Afin de prévenir tout malentendu, le nouvel article 7 de la Convention du 27 juin stipule formellement que « la France jouira de plein droit, et sans qu'il soit besoin de négociations préalables, de tous les priviléges et immunités de quelque nature qu'ils soient et de tous les avantages commerciaux qui pourraient être accordés, dans la suite, à la nation la plus favorisée par des traités ou conventions ayant pour objet le règlement des rapports politiques ou commerciaux entre la Chine et les pays situés au sud et au sud-ouest de l'Empire chinois. »

Cet article assure à la France le traitement de faveur qui pourrait être accordé à l'Angleterre, notamment sur la frontière de Birmanie.

Un traité a été signé, à Pékin, le 24 juillet 1887, entre l'Angleterre et la Chine (1).

Il n'était donc pas inutile d'affirmer, par une disposition spéciale, le droit

(1) Article premier. — Attendu qu'il a été d'usage de la part de la Birmanie d'envoyer des missions décennales pour présenter des articles de la production locale, l'Angleterre convient (*agrees*) que la plus haute autorité de Birmanie enverra les missions décennales habituelles ; les membres des missions seront de race birmane.

Art. 2. — La Chine convient que, dans toutes les questions, quelles qu'elles soient, se rattachant à l'autorité et au gouvernement que l'Angleterre exerce actuellement en Birmanie, l'Angleterre sera libre de faire tout ce qu'elle jugera bon et convenable.

Art. 3. — La frontière entre la Birmanie et la Chine sera tracée par une commission de délimitation, et les conditions du commerce sur la frontière seront réglées par une commission de commerce de frontière, les deux pays convenant de protéger et encourager le commerce entre la Chine et la Birmanie.

Art. 4. — Attendu qu'une enquête faite à ce sujet par le Gouvernement chinois a démontré qu'il existe de nombreux obstacles à l'envoi d'une mission dans le Thibet, prévu dans un article séparé de la convention de Chefoou, l'Angleterre consent à contremaîtriser la mission.

Relativement au désir du Gouvernement britannique d'étudier des arrangements pour le commerce de frontière entre l'Inde et le Thibet, ce sera le devoir du Gouvernement chinois, après une enquête attentive au sujet des faits, d'adopter des mesures pour exhorter et encourager la population dans le but de favoriser et développer le commerce. Si la chose se trouve être praticable, le Gouvernement chinois s'occupera alors d'étudier soigneusement l'établissement de règlements commerciaux ; mais si on reconnaît l'existence d'obstacles insurmontables, le Gouvernement britannique n'insistera pas indûment à ce sujet.

Art. 5. — La présente convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Londres aussitôt que possible, après la signature de ce document.

En vue de régler les conditions auxquelles le Gouvernement chinois reconnaît l'autorité britannique en Birmanie, et de déterminer les rapports des deux puissances, en ce qui concerne le Thibet, un règlement commercial, destiné à protéger et encourager le trafic entre la Chine et la Birmanie, devra être ultérieurement établi par une commission « de commerce de frontière ».

déjà attribué à la France par les traités, de jouir du traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 8. — Les marchandises importées qui auraient été entreposées, après avoir acquitté les droits à la douane chinoise, pourront être réexportées dans un délai de trois années. Dans ce cas, l'importateur recevra, en remboursement des taxes perçues, soit un certificat d'exemption, pouvant être remis à l'autre douane frontière, à l'acquit du nouveau droit qu'il aurait à payer, soit des bons ou *drawbacks*, convertibles en argent, à toute banque locale, et acceptés comme monnaie par le bureau de douane d'émission.

Les certificats d'exemption et les bons ou *drawbacks* ne sont pas admis à l'acquit des droits auxquels seraient soumises ces marchandises, si elles étaient expédiées vers l'un des ports ouverts de la Chine.

Quant aux droits de transit, une fois acquittés, ils ne sont jamais restitués.

Art. 9. — Il eût été de l'intérêt des deux Parties contractantes de faire bénéficier d'un régime de faveur les marchandises allant, de Chine en Chine, à travers le Tonkin. En ce qui concerne la Chine, c'était assurer le développement du commerce déjà important, qui existe entre Canton et les provinces du Kouang-si et du Yun-nan.

Le gouvernement de Pékin a néanmoins maintenu, pour le commerce de transit, les dispositions de son régime douanier.

Les marchandises allant de Chine en Chine, par le Tonkin, devront payer, à la sortie, le droit entier d'exportation — soit 3 0/0 — et à la rentrée, la moitié de ce droit — soit 1.50 0/0 — ensemble, 4.50 0/0.

Dans ces conditions, elles sont considérées comme propriétés chinoises, et elles ne peuvent bénéficier des avantages acquis au commerce étranger, en ce qui concerne les passes de transit. Elles devront acquitter, sur leur parcours, tous les droits de barrière et de likin, si elles sont expédiées à l'intérieur.

Si du Tonkin, elles prennent la voie maritime pour rentrer en Chine par les ports ouverts, elles sont traitées comme marchandises étrangères. Dans ce cas, elles paient le droit entier d'importation, conformément au tarif général de la douane maritime.

Enfin les marchandises chinoises, exportées d'un port de mer de Chine, vers un port du Tonkin, pour être de là transportées à la frontière de terre, et rentrer ensuite en territoire chinois, sont traitées comme marchandises étrangères et soumises au droit local d'importation.

A cette condition, elles ont droit aux passes de transit, et elles n'ont plus à subir, pour la circulation à l'intérieur, ces taxations multiples et souvent arbitraires des barrières et des bureaux de likin. Comme ces droits sont particulièrement lourds au Yun-nan et dans les provinces du Kouang-Ton, du Kouang-Si et de Kouét-chau, il y a lieu de croire que la voie du Tonkin offrira encore au commerce, des avantages qui la feront préférer à toutes autres, en raison des économies considérables d'argent et de temps qu'elle permettra de réaliser.

Art. 10. — L'article 10 fixe à 36 heures, le délai imparti au commerce pour les déclarations en douanes chinoises, sous peine d'une amende de 50 taëls par chaque jour de retard, sans toutefois que l'amende puisse excéder 200 taëls.

Les déclarations ou manœuvres frauduleuses seront réprimées par le Règlement du 31 mai 1868, qui fait toujours intervenir le consul de France dans la procédure suivie.

Toute fraude entraîne la confiscation des marchandises. Mais la confiscation est toujours rachetable en argent, après entente avec les autorités chinoises.

Art. 11. -- L'article 11 soumet aux droits du tarif franco-annamite les

marchandises et produits d'origine chinoise importés au Tonkin par la frontière de terre. Et il stipule « qu'ils ne paieront aucun droit d'exportation à la sortie du Tonkin ».

Cette dernière disposition, ainsi formulée, pouvait donner lieu, dans la pratique, à des méprises et à des difficultés qu'il a paru utile de prévoir. En conséquence, l'article 4 de la convention additionnelle du 27 juin modifie ainsi qu'il suit le texte de l'article 11 :

« Les produits d'origine chinoise qui auront acquitté les droits d'importation, conformément au paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 11 du traité du 25 avril 1886, et seront transportés à travers le Toukin, vers un port annamite, pourront être soumis, à la sortie de ce port, s'ils sont à destination d'un autre pays que la Chine, au droit d'exportation fixé par le tarif des douanes franco-annamites. »

Cette mesure serait justifiée, suivant l'Exposé des motifs, par la nécessité d'assurer de nouvelles ressources au budget du Protectorat. Elle n'en eût pas moins été inopportun et regrettable, si elle avait dû avoir pour conséquence d'apporter la moindre entrave au commerce de transit par le Tonkin. Mais, suivant les textes comparés des articles 4 et 11 des deux Conventions, les droits d'exportation ne pourront être établis que sur les marchandises de provenance chinoise, importées au Tonkin, pour être admises à la consommation et qui, à la faveur de cette sorte de nationalisation, auraient pu réclamer la faculté d'exportation en franchise de droits.

Dès que les produits du Tonkin sont soumis, à la sortie, à un droit d'exportation, les produits chinois ne pouvaient être traités plus favorablement et échapper à cette taxe.

L'article 4 de la nouvelle Convention ne modifie donc pas, il complète l'article 11 de la Convention du 25 avril, et il en précise le sens.

Quant au commerce de transit, il ne cesse pas d'être réglementé par l'article 12.

**Art. 12.** — Cet article soumet à un droit spécifique de transit, ne pouvant dépasser 2 0/0 de leur valeur, les marchandises transportées, à travers le Tonkin, et dirigées vers un port annamite pour être exportées.

La douane franco-annamite pourra toujours exiger des expéditeurs, les justifications nécessaires, touchant la véritable provenance ou la réelle destination des marchandises admises à transiter, par le Tonkin, à droits réduits.

Les marchandises seront confisquées, en cas de fraude. Mais, conformément aux dispositions de l'article 11, le délinquant aura la faculté de les libérer, après entente avec les autorités françaises et moyennant le paiement d'une somme équivalente à leur valeur.

**Art. 13.** — Aux termes du 2<sup>e</sup> Règlement annexé au traité du 27 juin 1858, certains articles dénommés ne doivent payer ni droits d'importation, ni droits d'exportation, dans les ports ouverts au commerce étranger. Ils sont seulement assujettis au paiement d'un droit de transit de 2 1/2 0/0 de leur valeur s'ils sont transportés dans l'intérieur.

L'article 13 confirme cette disposition libérale, mais non sans y apporter une restriction.

Pour avoir droit au certificat d'exemption, les articles dont il s'agit devront être réellement de provenance étrangère, destinés à l'usage personnel des « étrangers, et arriver en quantité modérée ».

Il a été fait observer, que le Gouvernement impérial n'avait entendu accorder, aux étrangers, la franchise douanière, que pour des objets de

fabrication européenne, ou des substances alimentaires à leur usage personnel.

· A la faveur de cette clause, il s'est produit souvent des fraudes, aussi nuisibles aux intérêts du Trésor, qu'aux intérêts des négociants honnêtes. Des marchandises ont été introduites, sous cette fausse déclaration qu'elles étaient destinées à l'usage personnel des étrangers, et en réalité, elles ont été vendues à des Chinois.

Les articles exempts de droits, sous les réserves ci-dessus, sont :

- L'or et l'argent en barres ;
- La monnaie étrangère ;
- La farine, la farine de maïs, le sagou ;
- Le biscuit ;
- Les conserves de viandes et de légumes ;
- Le fromage, le beurre, les sucreries ;
- Les vêtements étrangers ;
- La bijouterie ;
- L'argenterie ;
- La parfumerie ;
- Les savons de toute espèce ;
- Le charbon de bois ;
- Le bois à brûler ;
- Les bougies et la chandelle étrangères ;
- Le tabac ;
- Le vin, la bière, les spiritueux ;
- Les articles de ménage ;
- Les provisions pour les navires ;
- Les bagages personnels ;
- La papeterie ;
- Les articles de tapisseries ;
- La coutellerie ;
- Les articles de droguerie et les médicaments étrangers ;
- La verrerie.

Par réciprocité, les Chinois établis en Annam, ne devront payer aucun droit à la frontière, sur un certain nombre d'articles dénommés, d'usage personnel, et qu'ils transporteront avec eux.

**Art. 14.** — Le traité du 9 juin 1883 avait réservé le Règlement spécial concernant le commerce de l'opium. Contrairement à cette disposition, l'article 14 de la Convention du 25 avril 1886 avait prononcé l'interdiction du commerce et du transport de l'opium, de toute provenance, par la frontière de terre, entre le Tonkin et les provinces chinoises limitrophes.

Cet article a été l'objet des plus vives, il faut le reconnaître, des plus justes critiques. L'opium a toujours été un important article d'échange, entre le Tonkin et la Chine. Si la Convention du 25 avril n'avait interdit que l'importation de cette denrée au Yunnan et au Kouang-Si, elle eût soulevé moins de protestations, de la part de l'administration du Protectorat, ou de la Chambre de commerce de Hanoi.

Le Tonkin, en effet, n'est pas encore producteur d'opium, et peut-être ne le sera-t-il pas avant longtemps, bien que la région montagneuse du pays, entre Lang-Son et Lao-Kai, par Cao Bang, semble éminemment propre à la culture du pavot. Il n'y avait donc, pour nous, aucun intérêt immédiat à obtenir la faculté d'importation de l'opium, en Chine, par la frontière du Tonkin.

Le gouvernement Chinois au contraire a, dès ici, intérêt à interdire cette

**importation.** Le commerce de l'opium, en Chine, est soumis à une réglementation spéciale et rigoureuse qui résulte aujourd'hui d'un Arrangement conclu avec l'Angleterre, le 18 juillet 1885, et auquel ont adhéré, croyons-nous, toutes les Puissances étrangères, en relations commerciales avec la Chine.

Les prescriptions de cet Acte seraient difficilement applicables au commerce de terre, au double point de vue de la répression de la fraude, et du contrôle que le Gouvernement entend légitimement exercer sur les opérations d'un commerce de cette nature.

Après le Tonkin d'ailleurs, la Birmanie pourrait aussi devenir un grand marché d'opium, et par là, l'opium de Bénarès entrerait au Yun-nan. Or, il faut bien dire que la culture du pavot, rigoureusement interdite en Chine, n'en est pas moins, en dépit des Décrets impériaux, l'une des plus répandues et des plus riches, dans les provinces méridionales de l'Empire.

En ce qui concerne l'importation de l'opium, pour le Tonkin, l'accord était donc facile à établir, entre les deux Hautes Parties contractantes ; et l'on peut admettre que cette importation ait été interdite. Mais il semble que les mêmes considérations, qui pouvaient justifier cette mesure, devaient au contraire, faire autoriser le libre transport de l'opium du Yun-nan, au Tonkin.

Il était inutile de supprimer un élément de trafic important entre les deux pays : de fermer au Yun-nan un marché qui lui a été, de tous temps, ouvert ; et d'enlever au Tonkin l'avantage de consommer un produit, coûtant beaucoup moins cher que le produit similaire, importé de l'Inde Anglaise. En réalité, l'article 14 de la Convention du 25 avril instituait une prime à l'importation de l'opium de Bénarès, au Tonkin.

Il importait donc de modifier, sur ce point, la Convention du 25 avril, et conformément au vœu émis par la Commission, la Convention additionnelle du 26 juin 1887 dispose — article 5 :

« Le Gouvernement chinois autorise l'exportation de l'opium indigène au Tonkin par la frontière de terre moyennant un droit d'exportation de 20 taëls par picul ou 100 livres chinoises. Les Français ou protégés français ne pourront acheter l'opium qu'à Long-Tcheou, Mong-tseu et Manhao. Les droits de likin et de barrières que les commerçants indigènes auront à payer sur ce produit ne dépasseront pas 20 taëls par picul.

« Les commerçants chinois qui auront apporté l'opium de l'intérieur remettront à l'acheteur, en même temps que la marchandise, les reçus constatant que le likin a été intégralement acquitté, et l'acheteur présentera ces reçus à la douane, qui les annulera au moment où il effectuera le paiement du droit d'exportation.

« Il est entendu que cet opium, dans le cas où il rentrerait en Chine, soit par la frontière de terre, soit par un des ports ouverts, ne pourra être assimilé aux produits d'origine chinoise réimportés. »

**Art. 15.** — Le riz et les céréales ne pourront être exportés de Chine. A l'importation, au contraire, ces denrées sont admises en franchise de droits. Cette disposition, justifiée, pour un Empire comme la Chine, par la nécessité de se protéger contre les disettes, est reproduite dans tous les traités conclus avec les Puissances étrangères.

Sont également applicables au commerce français, par la frontière du Tonkin, les dispositions qui interdisent d'importer en Chine :

La poudre à canon ;  
Les projectiles ;  
Les fusils et canons ;  
Le salpêtre ;

Le soufre ;  
 Le plomb ;  
 Le spelter ;  
 Les armes ;  
 Le sel ;  
 Les publications immorales.

Est interdite au Tonkin l'introduction des armes et munitions de guerre.

Toutefois, cette interdiction ne s'étend pas aux armes et munitions que le Gouvernement impérial jugerait nécessaire de faire passer, par le Tonkin, pour l'armement de la défense des provinces méridionales de l'Empire. Après entente avec les Consuls de France, les autorités chinoises pourront être autorisées à effectuer ces transports, par le territoire du Tonkin.

Parmi les articles dont l'importation reste interdite en Chine figure le sel, qui a toujours fait l'objet d'un grand trafic, entre le Tonkin et le Yun-Nan.

Jusqu'à l'établissement du Protectorat français sur l'Annam et le Tonkin, ce trafic fut libre. Le Gouvernement impérial considérait que le commerce de terre, par la frontière du Tonkin, ne devait pas être soumis aux prescriptions rigoureuses des Règlements applicables seulement au commerce maritime. Mais ses dispositions changèrent, en même temps que l'état politique de l'Annam et du Tonkin. Et dès ce moment, il manifesta l'intention d'interdire le trafic du sel.

Ainsi quand la Commission française de délimitation arriva à Lao-Kai, en juin 1886, elle trouva encore, en préparation, de grands convois de sel du Tonkin pour la Chine. Mais une proclamation du vice-roi du Yun-Nan, affichée dans toute la région, depuis six mois, informait les populations du territoire chinois, que le commerce du sel, avec le Tonkin, allait être interdit.

En effet, tous les efforts des négociateurs français, chargés de préparer soit la Convention de 1886, soit la Convention additionnelle de 1887, échouèrent contre la résolution bien arrêtée du Gouvernement chinois, d'étendre au commerce du Tonkin l'interdiction prononcée contre l'importation du sel en Chine.

Pour justifier cette mesure, il était allégué que l'ensemble de la législation sur le sel, constitue, en Chine, un système qui serait détruit, si la faculté d'importation de cette denrée était attribuée à une Puissance étrangère ; que ce commerce est régi par des lois anciennes, auxquelles il ne peut être dérogé, parce qu'elles touchent à la fois aux intérêts et du Trésor et des Provinces ; que le Trésor de l'Empire retire, du monopole du sel, ses revenus les plus considérables ; et que, d'autre part, chaque province a ses mines de sel, qui doivent lui procurer les ressources nécessaires à ses besoins. Enfin, en ce qui concerne le Tonkin, il a été dit que le trafic du sel n'avait jamais cessé d'être interdit, et que les quantités importées au Yun-Nan y arrivent en contrebande, la frontière étant mal gardée.

Dans ces conditions, le Gouvernement impérial a maintenu, en principe, l'interdiction de ce commerce, entre le Yun-nan et le Tonkin.

**Art. 16.** — Les Chinois, en Annam, dépendront de la juridiction française, en matière criminelle, fiscale, ou autre. Ils sont placés dans les mêmes conditions que les sujets de la nation la plus favorisée.

Les Français et les Annamites, en Chine, pour la répression des crimes ou délits commis par eux, seront régis par les lois françaises, et ne relèveront que de l'autorité française.

Les procès qui s'élèveraient entre les sujets chinois, d'une part, et les Français ou Annamites, d'autre part, seront réglés en Cour mixte, par des fonctionnaires chinois et français.

Ainsi, en toutes matières, les Annamites sont soumis, en Chine, au même traitement juridictionnel que les Français. Cette disposition consacre l'indépendance absolue de l'Annam envers la Chine. Elle rend effective et sérieuse,

la protection assurée, par la France, aux populations de l'Annam et du Toukin. A ce double titre, elle mérite d'être signalée.

Art. 17. — L'article 17 détermine les conditions dans lesquelles pourrait être réclamée et accordée, l'extradition réciproque des malfaiteurs, conformément au principe admis, en 1858, et inscrit à l'article 32 du Traité du 27 juin.

Les réfugiés chinois ne seront remis aux autorités impériales, que sur la preuve de leur culpabilité, et dans les mêmes cas où un inculpé, ou un coupable, pourraient être extradés en France, à la requête d'un Gouvernement avec lequel aurait été conclu un traité d'extradition.

Le droit d'asile est donc entièrement sauvegardé, en ce qui concerne les personnes accusées de crimes politiques, ou de faits considérés comme criminels ou délitueux, en Chine, mais qui ne sont pas punis par la loi française.

Art. 18. — Les traités antérieurs, les Conventions et Règlements, conclus avec la Chine, restant en vigueur, il est convenu que, pour toutes les difficultés non prévues par les dispositions précédentes, les agents français et chinois devront recourir, soit à ces Actes, soit, en cas d'insuffisance, à leurs Gouvernements respectifs.

La clause relative à la présente Convention, fixe à dix années le délai après lequel les Hautes Parties contractantes pourront user de cette faculté.

Art. 19. — L'article 19 prescrit la promulgation de cet Acte en France, en Annam et en Chine, après l'échange des ratifications dans un délai d'une année.

Telle est, dans son ensemble, la Convention commerciale qui a été signée à Tien-Tsin, le 23 avril 1886, et qui, dans quelques-unes de ses dispositions, a été modifiée par la Convention additionnelle du 26 juin 1887.

Si elle n'a pas réalisé tout d'abord, ou si, même modifiée, elle ne réalise pas encore toutes les espérances qu'avait fait concevoir l'intervention de la France en Annam et au Tonkin, il convient de tenir compte des conditions dans lesquelles elle a été préparée et conclue.

La Chine n'a pas complètement renoncé, à l'égard des Puissances étrangères, à cette politique de défiance et d'exclusion, à laquelle elle a toujours eu recours, comme à une barrière, placée entre elle et la civilisation européenne. Elle n'a pas ouvert sans luttes, ni sans restrictions, ses frontières de mer au commerce étranger. De même, elle devait chercher à défendre, contre lui, ses frontières de terre.

Il faut aussi observer que le régime conventionnel, établi en Chine, se prête mal à des modifications qui ne seraient favorables qu'aux intérêts européens. Toutes stipulations spéciales, énoncées au profit d'une seule Puissance, peuvent donner prétexte à des revendications, basées sur l'application de la clause, commune à tous les traités, qui attribue à chaque Etat le traitement de la nation la plus favorisée. De là souvent la nécessité, pour le Gouvernement impérial, de maintenir rigoureusement et sans atténuation, les Règlements commerciaux que, contraint et forcé, il a dû subir.

D'autre part, le traité de Tien-Tsin, du 9 juin 1885, avait posé les bases du Règlement commercial à intervenir, entre la France et la Chine. La Convention du 23 avril ne pouvait rien ajouter aux avantages concédés par ce traité, dont elle ne devait être que le développement. Or ces deux Actes ont été négociés — il faut le rappeler — dans les conditions les plus défavorables aux intérêts français.

Pendant que se poursuivaient, à Tien-Tsin, ces négociations, on n'était d'accord, en France, ni sur le principe, ni sur les résultats de la politique suivie en Extrême-Orient. Tous les jours se posait, soit devant le Parlement,

soit dans la presse, la question de savoir s'il convenait, ou non, d'abandonner l'Annam et le Tonkin.

L'instabilité de notre politique ; nos débats parlementaires qui avaient, au loin, tant de retentissement ; la polémique passionnée des journaux, l'état de l'opinion publique, tout concourrait à accroître et à encourager les exigences ou les prétentions de la Chine ; tout, pour les plénipotentiaires français, devait être une cause de faiblesse et de découragement.

Quelles qu'aient été les difficultés rencontrées, le traité de Tien-Tsin, et les Conventions commerciales qui le complètent, ont heureusement mis fin à la période des conflits, entre la France et la Chine, en consacrant définitivement l'œuvre de civilisation et de progrès entreprise, par la France, en Extrême-Orient.

L'Annam et le Tonkin sont affranchis de tout lien de vassalité envers la Chine. Un grand empire oriental s'est reconstitué, sous la protection de la France, dont la puissance s'étend, incontestée, sur toute la partie orientale de l'Indo-Chine, comprenant le Cambodge, la Cochinchine, l'Annam et le Tonkin.

D'autre part, la France a acquis, dans l'Extrême-Orient, des marchés privilégiés ; des points de relâche et de ravitaillage pour sa marine ; des entrepôts pour son commerce ; des voies de pénétration, considérées comme les plus sûres et les plus rapides, vers le centre du continent asiatique ; un régime de faveur, pour son trafic, en Chine.

Telle est l'œuvre accomplie, au double point de vue politique et commercial, et qui est aujourd'hui consacrée par les traités. Nous n'avons pas à l'apprécier ici. Nous devons seulement en constater les résultats.

Au point de vue commercial, ces résultats sont considérables.

Mais dans toutes les entreprises qui ont pour but le développement de la puissance industrielle et commerciale du pays, là où s'arrête l'action des pouvoirs publics, commence le rôle qui incombe à l'initiative privée. L'avenir réservé au commerce français, dans l'Extrême-Orient, dépend donc maintenant de l'activité, de l'énergie et des aptitudes de nos nationaux, négociants et industriels. Dès lors, nous pouvons l'envisager avec confiance.

Messieurs, les Conventions qui vous sont soumises, en réglant les nouveaux rapports d'amitié et d'échange aujourd'hui établis, entre la France et la Chine, par la frontière du Tonkin, renferment tous les éléments d'une paix durable et féconde, entre les deux grands Etats, devenus voisins.

— *Rapport de l'amiral Jaurès, sénateur, au nom de la Commission du Sénat chargée d'examiner les conventions franco-chinoises :*

Messieurs, la commission nommée par le Sénat pour examiner la convention commerciale conclue entre la France et la Chine, le 25 avril 1886 et la convention additionnelle signée à Pékin, le 26 juin 1887, s'est montrée unanimement favorable à l'acceptation de ces deux actes diplomatiques. Elle a été en cela guidée par un double sentiment : le désir d'établir des liens d'amitié de plus en plus étroits avec la Chine, et le devoir d'accueillir avec faveur tout ce qui peut tendre à développer notre activité commerciale, particulièrement dans nos pays de protectorat de l'Extrême-Orient, désormais indissolublement liés à la France.

L'historique de nos rapports commerciaux avec la Chine a déjà été trop remarquablement et trop complètement exposé dans le travail présenté à la Chambre des députés par l'honorable M. Dureau de Vaulcomte, pour qu'il soit nécessaire de le refaire ici ; nous nous bornerons donc à rappeler les circonstances dans lesquelles ont été élaborées les conventions aujourd'hui soumises à votre examen.

Le conflit survenu entre la France et la Chine, à la suite de nos opérations dans l'Annam et au Tonkin, après avoir paru un moment toucher à sa fin

par la signature à Tien-tsin de la convention préliminaire du 11 mai 1884, venait, par un incident malheureux, d'acquérir une nouvelle intensité et atteignait sa période la plus aiguë.

L'arsenal de Fou-Tcheou était brûlé et la flotte chinoise en grande partie détruite ; le sud de Formose était occupé par nos troupes et les Pescadaires venaient de tomber entre nos mains ; Port-Arthur était menacé et les trente navires de haute mer placés sous le commandement de l'illustre amiral dont la France ne saurait trop regretter la perte n'attendaient qu'un ordre pour fermer l'accès des côtes nord de la Chine à ses indispensables arrivages de riz.

Il y avait donc urgence pour la Chine à traiter et cette fortune inattendue lui était réservée de pouvoir le faire sur un récent succès.

De notre côté, le sentiment public se montrait de plus en plus préoccupé des dépenses et des sacrifices nécessités par cet état de représailles, ainsi que le qualifiait l'amiral Courbet, dans sa notification du blocus de la côte et des ports de Formose. De part et d'autre, une entente s'imposait et, le 9 juin 1885, un traité de paix, d'amitié et de commerce était conclu entre la France et la Chine. Véritable traité de paix et d'amitié, en effet, car, ne voulant réclamer de la Chine le sacrifice d'aucune partie de son territoire, la France lui restituait les Pescadaires, magnifique centre maritime dont toute l'importance venait cependant de se révéler.

Ce traité du 9 juin 1885, mis en vigueur le 27 janvier 1886, stipulait dans son article 6 qu'un nouvel acte diplomatique préciseraient les conditions dans lesquelles s'effectuerait le commerce par terre entre le Tonkin et les provinces chinoises du Yun-nan, du Kouang-si et du Kouang-tong. Cette convention spéciale, signée à Tien-Tsin le 23 avril 1886, déposée sur le bureau de la Chambre des députés le 26 juin de la même année, avait soulevé dans le sein de la commission chargée de l'examiner de très sérieuses objections ; objections reconnues fondées par M. le ministre des affaires étrangères, président du conseil.

On ne pouvait, cependant, modifier le texte du traité, et, comme il importait de ne pas en retarder la ratification, M. le ministre des affaires étrangères, président du conseil, demanda à la commission, pour assurer les résultats déjà acquis, de conclure à la ratification, s'engageant à ouvrir de nouvelles négociations avec le gouvernement chinois pour arriver à améliorer la convention.

C'est à la suite de ces négociations qu'une convention additionnelle fut signée à Pékin le 26 juillet 1887, et c'est l'ensemble de ces deux conventions, déjà votées par la Chambre des députés, qui vous est soumis aujourd'hui.

De même que, dans son article 6, le traité du 9 juin 1885 avait prévu la conclusion d'une convention additionnelle applicable au commerce entre le Tonkin et la Chine, de même il avait, dans son article 3, reconnu la nécessité d'établir par un accord commun la délimitation de la frontière sinico-annamite et, partout où cela serait nécessaire, d'indiquer cette frontière par des bornes destinées à rendre bien apparente la ligne de démarcation.

Conformément à ces prescriptions, une commission franco-chinoise fut constituée en août 1885, et, malgré des difficultés sans nombre, cette commission put établir, par un travail fait contradictoirement sur le terrain même, l'abornement de la frontière, du col de Chi-ma à la rivière qui passe à Long-Tchéou, c'est-à-dire, sur toute la partie qui avoisine Lang-Son et qui traverse notre principale voie de pénétration dans le Kouang-si.

Ce travail accompli, la commission dut se transporter dans le Haut-Tonkin pour déterminer, dans les environs de Lao-kai, la délimitation du Yun-nan.

Là, le mauvais vouloir des autorités et le peu de sécurité du pays rendi-

rent les opérations de la commission impossibles et ses membres durent se borner à déterminer la frontière sur cartes (1).

Il restait à reconnaître la frontière du Kouang-tong ; mais, dans cette région, les délégués rencontrèrent des populations soulevées, véritables bandes de pirates, qui assassinèrent à Haï-ninh un de nos délégués, le regretté M. Haïtce. La commission dut encore une fois renoncer à opérer sur le terrain, et la fixation de la frontière fut seulement établie sur cartes ; la question de l'enclave de Pack-lung, réclamée par la Chine, restant réservée.

Là prirent fin les travaux de la commission.

Qu'il nous soit permis de regretter ici que la tâche interrompue n'ait pas été reprise, ainsi qu'on avait pu l'espérer un moment, lorsque l'année dernière le département des affaires étrangères demanda au ministre de la marine de mettre à sa disposition le chef de bataillon d'infanterie de marine Bouinais, qui avait, durant deux années, pris une part des plus actives aux travaux de la commission. On nous a dit : qu'en premier lieu on manquerait de fonds pour cette entreprise ; et qu'en second lieu, le général Bégin avait déclaré n'avoir pas actuellement un effectif disponible suffisant pour former la colonne indispensable pour permettre à la commission d'opérer en toute sécurité.

Sans doute, de grandes économies nous sont imposées ; mais n'est-ce pas en préparer pour l'avenir que de faire aujourd'hui le nécessaire pour éviter ultérieurement des contestations possibles, et, par cela même, les complications qui leur sont inhérentes ?

Quoi qu'il en soit, la saison favorable ne pouvant plus être utilisée cette année, qu'il nous soit permis d'exprimer le vœu que des dispositions soient prises pour que le travail d'abornement suspendu puisse être continué l'année prochaine.

Les opérations de la commission de délimitation avaient fait ressortir de graves divergences entre nos vues, qui étaient naturellement d'effectuer la reconstitution de la frontière historique du Tonkin, et celles de la Chine, qui nous contestait la possession de certains territoires sur la frontière du Yun-nan et nous réclamait, en outre, l'enclave de Pack-lung.

Ici encore, nous voulûmes donner à la Chine un nouveau gage de la sincérité de notre amitié, et par une convention signée à Pékin, le 26 juin 1887, nous lui cédions la possession de l'enclave importante de Pack-lung et nous lui consentions l'abandon de la moitié des territoires contestés sur la frontière du Yun-nan.

Ces concessions, il faut le dire, nous valaient le même jour la signature de la convention additionnelle à laquelle nous attachions une très sérieuse importance.

Si votre commission a pensé qu'il convenait de rappeler la série de nos négociations et, en particulier, celles relatives à la délimitation de notre frontière du Tonkin, c'est qu'il lui a paru utile de faire ressortir à quel point ce travail de délimitation, fait en commun et avec une égale loyauté de part et d'autre, liait la Chine envers nous. Et si l'on joint à cela l'établissement convenu de consuls chinois à Haïphong et à Llanoï, n'avons-nous pas la preuve bien évidente que le vieil ordre de choses n'existe plus pour la Chine et que le protectorat de la France sur l'Annam et le Tonkin est à ses yeux irrévocablement établi.

Le Sénat se réjouira des sentiments de mutuelle confiance et de commun désir d'assurer la cordialité des relations à venir, qui se sont fait jour entre les deux parties contractantes au cours des négociations qui ont suivi la fin d'un conflit, né de circonstances imprévues plutôt que de la volonté bien réfléchie des deux pays. La Chine sait que nulle nation n'est aujourd'hui moins avide de conquêtes que la France ; elle sait, par toutes les conces-

(1) La frontière du Yun-nan avait été, pour ce travail, divisée en cinq sections indiquées sur la carte jointe au rapport.

sions que nous lui avons faites, à quel point elle peut compter sur notre amitié.

Nous avons le ferme espoir que la sienne ne nous fera pas défaut.

Nous ne terminerons pas ce rapide aperçu sans nous féliciter de la récente nomination de nos consuls à Mong-tze et Long-tchéou. Par eux, nous allons pour la première fois pénétrer dans le Yun-nan et dans le Kouang-si, et le choix éclairé du Gouvernement nous donne l'assurance que les représentants de la France apporteront dans leur importante mission un esprit aussi conciliant envers nos voisins qu'investigateur des moyens les plus propres à nous ouvrir dans ces vastes et populeuses contrées un large débouché pour nos produits.

Il nous reste à faire connaitre au Sénat les diverses observations qui ont été présentées au point de vue du régime commercial par quelques-uns des membres de la commission.

L'honorable M. Clamageran s'est demandé si l'application du tarif général aux produits d'origine chinoise importés au Tonkin par la frontière de terre n'était pas un acte trop rigoureux et de nature à nuire aux intérêts de notre protectorat ?

Il y a certainement là une question fort délicate et fort complexe ; mais M. le sous-secrétaire d'Etat des colonies, entretenu de l'observation présentée par M. Clamageran, nous a fait connaître son intention de former une commission pour examiner s'il n'y aurait pas lieu d'apporter quelque atténuation au tarif général, particulièrement en ce qui concerne les marchandises qui n'ont pas de similaires en France.

Un second membre de la commission, l'honorable M. Isaac, après avoir rappelé qu'il avait été affirmé que la liberté du commerce du sel entre la Chine et le Tonkin existait avant l'établissement du protectorat français, a fait remarquer que, cependant, d'après les deux conventions de 1886 et 1887, le sel était compris dans la nomenclature des marchandises dont l'exportation du Tonkin en Chine était interdite, et ajoutant qu'il y avait là une cause de préjudice sérieux pour notre établissement, il a demandé à la commission s'il ne serait pas possible tout au moins d'émettre un vœu pour qu'ultérieurement des pourparlers soient engagés dans le but d'amener une modification de cette partie rigoureuse de la convention.

Le département des affaires étrangères, saisi par nous de cette intéressante question, nous a répondu ce qui suit :

« Tous les traités conclus par la Chine interdisent l'importation du sel dans ce pays. Cette interdiction est formellement exprimée, à la fois, dans le troisième règlement annexé aux traités signés par le gouvernement de Pékin, relativement au commerce maritime, et dans l'article 15 du règlement annexé à la convention intervenue en 1881 entre la France et la Chine, en ce qui touche le commerce par voie de terre sur les frontières des deux empires.

« Le gouvernement français s'est efforcé d'obtenir que cette prohibition ne fût pas inscrite dans le traité concernant les relations commerciales entre la Chine et le Tonkin. Il a fait valoir qu'en fait, le Tonkin importait depuis longtemps du sel dans le Yun-nan.

« Les renseignements recueillis montraient qu'en 1879, notamment, la valeur du sel introduit par cette voie avait été de 120,000 fr., bien que les Pavillons-Noirs, alors établis sur la frontière des deux pays, soumissent ce produit à des droits très élevés.

« Les négociateurs chinois ont allégué que si le sel du Tonkin avait pénétré dans le Yun-nan, c'était par contrebande, la frontière étant mal gardée, et que l'absence d'autorités chinoises dans cette région longtemps troublée pouvait seulement expliquer, et non légitimer, l'état de fait que nous invoquions. Il a été ajouté que le sel est en Chine l'objet d'un monopole auquel

l'Etat ne pourrait renoncer, sur un point de son territoire, sans compromettre son régime fiscal, le Trésor tirant un revenu considérable des mines de sel qui subviennent aux besoins des différentes provinces dans le sud, comme dans les autres parties de l'empire.

« Au cours des négociations, nos plénipotentiaires sont revenus à différentes reprises sur cette question ; mais la Chine a maintenu sa manière de voir jusqu'à la fin des pourparlers. On a dû, dès lors, admettre dans l'article 15 de notre convention que la Chine pourrait, à la frontière du Tonkin, appliquer au sel le régime qu'elle a stipulé avec la Russie pour la frontière commune aux deux empires et qu'ont accepté, pour les ports ouverts, tous les Etats qui ont des traités avec elle. »

Ces explications, analogues à celles déjà fournies à la commission de la Chambre des députés, n'affaiblissent en rien la portée de l'énorme concession que nous avons faite à la Chine. Pour y donner notre acquiescement, il n'a fallu rien moins que tout notre bon vouloir pour nos voisins et l'urgence de fournir sans plus de retard une base à nos nouvelles relations commerciales avec la Chine ; — mais il nous sera permis d'espérer que l'avenir pourra apporter quelque tempérament à une clause aussi préjudiciable à nos intérêts.

M. Isaac a également appelé l'attention de la commission sur le mode d'établissement de certains tarifs chinois applicables aux tissus ; mode qui pourrait avoir pour conséquence de favoriser le commerce anglais au préjudice du commerce français, des différences de traitement pouvant provenir, en effet, soit de la différence de la désignation spéciale de certaines marchandises anglaises, soit du système de mesurage adopté par les douanes chinoises.

La direction des affaires commerciales et consulaires au ministère des affaires étrangères, déjà saisie de cette question par l'honorable M. Audiffred, député de la Loire, a bien voulu nous communiquer la réponse qu'elle lui a faite et qui porte en substance : que les critiques contre la terminologie de notre tarif conventionnel du 27 juin 1858 avec la Chine sont assurément fondées ; mais que lorsque le baron Gros a eu à s'entendre avec les plénipotentiaires chinois, il n'avait auprès de lui pour l'assister aucun délégué technique, ni aucun négociant français, et qu'il a dû se borner à traduire ce que nos alliés les Anglais spécifiaient pour leur commerce. Qu'il est sans doute anormal de rencontrer dans un acte public français des appellations et des unités d'origine étrangère ; mais que cette anomalie existe dans tous les traités contractés avec des nations qui ne sont pas ralliées au système métrique ; et que, d'ailleurs, elle a l'avantage d'indiquer au producteur français les dimensions usuelles, facilement convertibles en unités françaises, qu'un tissu, par exemple, doit avoir en longueur et en largeur pour plaire à l'acheteur chinois. Qu'il est, du reste, notable que la douane maritime chinoise s'applique à faire rentrer dans les classifications inscrites au tarif tous les produits similaires, de quelque origine qu'ils soient, en tenant compte pourtant des différences de dimensions pour majorer ou diminuer la taxe à percevoir, selon que la largeur ou la longueur dépassent les proportions réglementaires ou restent inférieures à celles-ci. Qu'en réalité, le chiffre relativement faible des ventes françaises en Chine tient, non au tarif, mais à la cherté de nos produits pour les bourses chinoises où une sapèque, c'est-à-dire un tiers de centime, représente une notable fraction du salaire d'un ouvrier. Qu'il faut enfin remarquer que nos exportations, au contraire, n'ont cessé de s'accroître en dépit du tarif conventionnel de sortie, qui pourrait être l'objet des mêmes critiques que le tarif d'entrée.

On voit, par ce qui précède, que la terminologie critiquée est de bien peu d'effet sur le montant de nos importations en Chine et que, pour en éléver le chiffre, nos industriels devront, tout en conservant leur bonne fabrication, s'efforcer de faire atteindre à nos produits le bon marché indispensable à leur écoullement.

En résumé, messieurs, après un mûr examen des deux conventions, l'une et l'autre déjà ratifiées par la Chine, votre commission estime qu'elles représentent le maximum des avantages commerciaux qui peuvent actuellement, et par reciprocité, nous être concédés, et elle vous propose, à l'unanimité, d'adopter le projet de loi suivant.

### CHINE — FRANCE

#### Convention complémentaire de la convention de délimitation de la frontière entre le Tonkin et la Chine du 26 juin 1887.

20 juin 1895 (1).

Les commissaires nommés par les deux gouvernements pour reconnaître la dernière partie de la frontière entre la Chine et le Tonkin (du Fleuve-Rouge au Mékong) ayant terminé leurs travaux,

M. Auguste Gérard, ministre plénipotentiaire, envoyé extraordinaire de la République française en Chine, officier de la Légion d'honneur, grand-croix de l'ordre de l'Indépendance du Monténégro, grand officier de l'ordre royal de Charles III d'Espagne, grand officier de l'ordre royal de la couronne d'Italie, etc., etc., d'une part ;

Et S. A. le prince K'ing, prince du premier rang, président du Tsong-li-Yamen, etc., etc., etc.

Et S. Exc. Siu Yong-Yi, membre du Tsong-li-Yamen et du grand conseil de l'empire, vice-président de gauche au ministère de l'intérieur, etc., etc., etc., d'autre part.

Agissant au nom de leurs gouvernements respectifs et munis à cet effet de pleins pouvoirs qu'ils ont, après communication, reconnus être en bonne et due forme, ont décidé de consigner dans le présent acte les dispositions suivantes, destinées à rectifier et compléter la convention signée à Pékin le 26 juin 1887, les procès-verbaux et les cartes qui ont été dressés et signés par les commissaires français et chinois étant et demeurant approuvés.

#### I

Le tracé de la frontière entre le Yun-nan et l'Annam (carte de la deuxième section), du point R au point S, est modifié ainsi qu'il suit :

« La ligne frontière part du point R, se dirige au nord-est jusqu'à Man-mei, puis de Man-mei, et suivant la direction ouest-est jusqu'à Nan-na, sur le Ts'ing-chouei-ho, laissant Man-mei à l'Annam et les territoires de Mong-t'ong-chang-ts'ouen, Mong-t'ong-chan, Mong-t'ong-tchong-ts'ouen, Mong-t'ong-hia-t'souen à la Chine. »

#### II

Le tracé de la cinquième section entre Long-po-tchai et la rivière Noire est modifié ainsi qu'il suit :

« A partir de Long-po-tchai (cinquième section), la frontière commune du Yun-nan et de l'Annam remonte le cours du Long-po-ho jusqu'à son confluent avec le Hong-yai-ho, au point marqué A sur la carte. Du

(1) Les ratifications ont été échangées à Pékin, le 7 août 1896. Promulgation dans de *Journal officiel* du 22 octobre. — Pour l'*Exposé des Motifs* du Gouvernement au sujet de cette Convention et de la suivante : V. *Archives*, 1895, IV, p. 340. Pour les rapports à la Chambre des députés et au Sénat, *Archives*, 1896, I. p. 108 et III. p. 195.

point A elle suit la direction générale nord-nord-ouest et la chaîne de partage des eaux jusqu'au point où le P'ing-ho prend sa source.

« De ce point la frontière suit le cours du P'ing-ho, puis celui du Mou-k'i-ho jusqu'à son confluent avec le Ta-pao-ho, qu'elle suit jusqu'à son confluent avec le Nan-Kong-ho, puis le cours du Nan-Kong-ho jusqu'à son confluent avec le Nan-na-ho.

« La frontière remonte ensuite le cours du Pa-pao-ho jusqu'à son confluent avec le Kouang-Sse-ho, puis le cours du Kouang-Sse-ho, et suit la chaîne de partage des eaux jusqu'au confluent du Nam-la-pi et du Nam-la-ho, enfin le Nam-la-ho jusqu'à son confluent avec la rivière Noire, puis le milieu de la rivière Noire jusqu'au Nam-nap ou Nama-ho.

### III

La frontière commune du Yun-nan et de l'Annam entre la rivière Noire, à son confluent avec le Nam-nap et le Mékong, est tracée ainsi qu'il suit :

« A partir du confluent de la rivière Noire et du Nam-nap, la frontière suit le cours du Nam-nap jusqu'à sa source, puis, dans la direction sud-ouest et ouest, la chaîne de partage des eaux jusqu'aux sources du Nam-kang et du Nam-wou.

« A partir des sources du Nam-wou, la frontière suit la chaîne de partage des eaux entre le bassin du Nom-wou et le bassin du Nam-la, laissant à la Chine, à l'ouest, Ban-noi, I-pang, I-wou, les six montagnes à thé, et à l'Annam, à l'est, Mong-wou et Wou-te et la confédération des Huapang-ha-tang-hoc. La frontière suit la direction nord-sud-sud-est jusqu'aux sources de Nan-ouo-ho, puis elle contourne, par la chaîne de partage des eaux, dans la direction ouest-nord-ouest, les vallées du Nan-ouo-ho et les affluents de gauche du Nam-la jusqu'au confluent du Mékong et du Nam-la au nord-ouest de Muong-poung. Le territoire de Muong-mang et de Muong-jouen est laissé à la Chine. Quant au territoire des Huit-Sources salées (Pa-fa-tchai), il demeure attribué à l'Annam. »

### IV

Les agents, commissaires ou autorités désignés par les deux gouvernements seront chargés de procéder à l'abornement, conformément aux cartes dressées et signées par la commission de délimitation et au tracé ci-dessus.

### V

Les dispositions concernant la délimitation entre la France et la Chine, non modifiées par le présent acte, restent en pleine vigueur.

La présente convention complémentaire, ainsi que la convention de délimitation du 26 juin 1887, sera ratifiée dès à présent par S. M. l'empereur de Chine et, après qu'elle aura été ratifiée par le Président de la République française, l'échange des ratifications se fera à Pékin dans le plus bref délai possible.

Fait à Pékin, en quatre exemplaires, le 20 juin 1895, correspondant au 28<sup>e</sup> jour de la 5<sup>e</sup> lune de la 21<sup>e</sup> année Kouang-Siu.

(L. S.) Signé : A. GÉRARD.

(L. S.) Signé : K'ING.

(L. S.) Signé : SIU.

**Convention complémentaire de la convention additionnelle  
de commerce du 26 juin 1887 entre la France et la Chine.**

Le Président de la République française et S. M. l'Empereur de Chine, désireux de favoriser et d'étendre sur la frontière sino-annamite, désormais délimitée jusqu'au Mékong, le développement des relations commerciales entre les deux pays et d'assurer la bonne exécution du traité de commerce signé à Tientsin le 25 avril 1886, ainsi que de la convention additionnelle signée à Pékin le 26 juin 1887, ont décidé de conclure une convention complémentaire contenant plusieurs dispositions nouvelles et modifiant quelques-unes des dispositions insérées dans les précédents actes.

A cet effet, les deux hautes parties contractantes ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

Le Président de la République française :

M. Auguste Gérard, ministre plénipotentiaire, envoyé extraordinaire de la République française en Chine, officier de la Légion d'honneur, grand-croix de l'ordre de l'Indépendance du Monténégro, grand officier de l'ordre royal de Charles III d'Espagne, grand officier de l'ordre royal de la Couronne d'Italie, etc., etc.,

Et S. M. l'empereur de Chine :

S. A. le prince King, prince du premier rang, président du Tsong-li-Yaunen, etc., etc.,

Et S. Exc. Siu-Yong-Yi, membre du Tsong-li-Yamen et du grand conseil de l'empire, vice-président de gauche au ministre de l'intérieur, etc., etc..

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, qu'ils ont reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

**Art. 1<sup>er</sup>.** — Il est convenu, pour assurer la police de la frontière, que le gouvernement français aura le droit d'entretenir un agent d'ordre consulaire à Tong-hing, en face de Moncay, sur la frontière de Kouang-tong.

Un règlement ultérieur déterminera les conditions dans lesquelles devra s'exercer, d'accord avec les autorités françaises et chinoises, la police commune de la frontière sino-annamite.

**Art. 2.** — L'article 2 de la convention additionnelle signée à Pékin, le 26 juin 1887, est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« Il est convenu entre les hautes parties contractantes que la ville de Long-tchou, au Kouang-si, et celle de Mong-tse, au Yun-nan, sont ouvertes au commerce franco-annamite. Il est entendu en outre, que le point ouvert au commerce, sur la route fluviale de Laokai à Mong-tse, est non plus Man-hao, mais Ho-k'eou, et que le gouvernement français aura le droit d'entretenir à Ho-k'eou un agent relevant du consul de Mong-tse, en même temps que le gouvernement chinois y entretiendra un agent des douanes. »

**Art. 3.** — Il est convenu que la ville de Sse-mao, au Yun-nan, sera ouverte au commerce franco-annamite, comme Long-tchou et Mong-tse, et que le gouvernement français aura le droit, comme dans les autres ports ouverts, d'y entretenir un consul, en même temps que le gouvernement chinois y entretiendra un agent des douanes.

Les autorités locales s'emploieront à faciliter l'installation du consul de France dans une résidence honorable.

Les Français et protégés français pourront s'établir à Sse-mao, dans les conditions prévues par les articles 7, 10, 11, 12 et autres du traité du 27 juin 1858, ainsi que par l'article 3 de la convention du 25 avril 1886. Les marchandises à destination de Chine pourront être transportées par les rivières, notamment le Lo-so et le Mékong, aussi bien que par les routes de terre, et notamment par la route mandarinale, qui conduit, soit de Mong-lé, soit d'I-pang, à Sse-mao et P'ou-eul, les droits dont ces marchandises seraient passibles devant être acquittés à Sse-mao.

**Art. 4.** — L'article 9 de la convention commerciale du 25 avril 1886 est modifié ainsi qu'il suit :

« 1<sup>o</sup> Les marchandises chinoises, transitant de l'une à l'autre des quatre villes ouvertes au commerce sur la frontière, Long-tcheou, Mong-tse, Sse-mao et Ho-k'eou, en passant par l'Annam, payeront, à la sortie, le droit réduit des quatre dixièmes. Il leur sera délivré un certificat spécial constatant le paiement de ce droit et destiné à accompagner la marchandise. Lorsque celle-ci sera parvenue dans l'autre ville, elle sera exemptée du paiement du droit d'importation.

« 2<sup>o</sup> Les marchandises chinoises qui seront exportées des quatre localités désignées ci-dessus et transportées dans les ports chinois, maritimes ou fluviaux ouverts au commerce, acquitteront, à la sortie par la frontière, le droit d'exportation réduit des quatre dixièmes. Il leur sera délivré un certificat spécial, constatant le paiement de ce droit et destiné à accompagner la marchandise. Lorsque celle-ci sera parvenue dans un des ports maritimes ou fluviaux ouverts au commerce, elle aura à acquitter le demi-droit de réimportation, conformément à la règle générale pour toutes les marchandises semblables dans les ports maritimes ou fluviaux ouverts au commerce.

« 3<sup>o</sup> Les marchandises chinoises qui seront transportées des ports chinois, maritimes ou fluviaux, ouverts au commerce par la voie de l'Annam, vers les quatre localités désignées ci-dessus, acquitteront, à la sortie, le droit entier. Il leur sera délivré un certificat spécial, constatant le paiement de ce droit et destiné à accompagner la marchandise. Lorsque celle-ci sera parvenue à l'une des douanes de la frontière, elle acquittera, à l'entrée, un demi-droit de réimportation, basé sur la réduction de quatre dixièmes.

« 4<sup>o</sup> Les marchandises chinoises susmentionnées, et qu'accompagnera le certificat spécial prévu plus haut, seront, avant le passage en douane à l'exportation, ou après le passage en douane à la réimportation, soumises aux règlements régissant les marchandises natives chinoises. »

**Art. 5.** — Il est entendu que la Chine, pour l'exploitation de ses mines dans les provinces du Yun-nan, du Kouang-si et du Kouang-tong, pourra s'adresser d'abord à des industriels et des ingénieurs français, l'exploitation demeurant, d'ailleurs, soumise aux règles édictées par le gouvernement impérial en ce qui concerne l'industrie nationale.

Il est convenu que les voies ferrées, soit déjà existantes, soit projetées en Annam, pourront, après entente commune et dans des conditions à définir, être prolongées sur le territoire chinois.

**Art. 6.** — L'article 2<sup>o</sup> de la convention télégraphique entre la France et la Chine, signée à Tche-fou le 1<sup>er</sup> décembre 1888, est complété ainsi qu'il suit :

« D. — Un raccordement sera établi entre la préfecture secondaire de Sse-mao et l'Annam par deux stations, qui seront Sse-mao, en

Chine, et Muong-ha-hin (Muong-ngay-neua), placé en Annam à mi-chemin de Lai-chau et de Luang-prabang.

« Les tarifs seront fixés conformément à l'article 6 de la convention télégraphique de Tche-fou. »

Art. 7. — Il est convenu que les stipulations commerciales contenues dans la présente convention, étant d'une nature spéciale et le résultat de concessions mutuelles, déterminées par les nécessités des relations entre Long-tcheou, Ho-k'eu, Mong-tse, Sse-mao et l'Annam, les avantages qui en résultent ne pourront être invoqués par les sujets et protégés des deux hautes parties contractantes que sur les points, ainsi que par les voies fluviales et terrestres ici déterminées, de la frontière.

Art. 8. — Les présentes stipulations seront mises en vigueur comme si elles étaient insérées dans le texte même de la convention additionnelle du 26 juin 1887.

Art. 9. -- Les dispositions des anciens traités, accords et conventions, entre la France et la Chine, non modifiées par le présent traité, restent en pleine vigueur.

La présente convention complémentaire sera ratifiée dès à présent par S. M. l'Empereur de Chine, et, après qu'elle aura été ratifiée par le Président de la République française, l'échange des ratifications se fera à Pékin dans le plus bref délai possible.

Fait à Pékin, en quatre exemplaires, le 20 juin 1895, correspondant au 28<sup>e</sup> jour de la 5<sup>e</sup> lune de la 21<sup>e</sup> année Kouang-siu.

(L. S.) Signé : A. GÉRARD.

(L. S.) Signé : K'ING.

(L. S.) Signé : Siu.



## DEUXIEME PARTIE

---

# CORRESPONDANCES, DÉPÈCHES, NOTES.

---

## AFFAIRES DE TURQUIE

---

### Correspondance relative aux Provinces asiatiques de la Turquie.

---

## DEUXIÈME PARTIE

*Commission d'enquête de Mouch : Procès-verbaux et dépositions séparées (suite) (1).*

---

#### Procès-verbal n° 14. — Séance du 9 février 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents ainsi que les délégués consulaires.

Le Président donne lecture partielle de quelques-uns des interrogatoires d'arméniens détenus à Bitlis et dont les noms suivent. Ils sont au nombre de vingt-cinq à trente : Mourad ou Hamparsoun Boyadjian ; des villages de Talori, Kemo, Tono, Kemo(2), Khatcho, Gaspard, Sado, Khatcho (2), Kiragos, Tonik, Ergo, Khatcho (3), Kili, Abo, Avo, Bogho; Simo, Kivo Zebo ; du village de Hakmak, Tono ; du village de Migrogom, Ohannes ; du village de Akitché, Simikerem ; du village de Artik, Kevork ; du village de Kop, Kiragos ; du village de Kefravan, Attam ; du village de Hetink, Migreditch.

Ces individus comparaîtront en personne devant la Commission.

De la lecture de l'interrogatoire de Mourad, qui offre seul quelque intérêt, il résultera que son vrai nom est Hamparsoun Boyadjian, originaire du Vilayet d'Adana, ayant pris, pour n'être pas reconnu, le nom de Mourad et les habits d'un cheik, et qu'il serait venu par Alep et Diarbekir. Son intention était, dit-il, de changer les habitudes de ses frères arméniens qui vendaient leurs enfants comme du bétail. Il est allé à Athènes et a écrit dans le journal « Hintchak », il y a vu Damadian qu'il rencontra à Constantinople lors des événements de Coum-Capou. Il ne se rappelle pas le nom des gens qui lui donnaient l'hospitalité dans les villages de Chenik, Semal et Ghelié-Guzan ; c'est à la suite de représailles exercées

(1) V. *Archives*, 1896, III, p. 285.

par les villageois de Semal contre les kurdes Bekiranli, qui avaient tué un des leurs, que l'affaire prit de grandes proportions. Mourad ajoute qu'il ne connaissait personne à Boulanik, Van et Diarbekir, qui voulût exciter la population ; lui-même venait dans un but d'apaisement ; s'il a agi contre la loi, il est prêt à souffrir.

Le premier témoin introduit, nommé Salih Agha, s'est rendu, en service officiel, pour la question des dimes, entre le 10 et 12 juillet (v. s.), 1894, dans le district de Sassoun, au village de Kiagashin (Keghashin), où se trouvait alors le Caïmacam. Chemin faisant, il vit que les habitants de Chenik, Semal, Ghelié-Guzan, et Talori, avec leurs familles se trouvaient sur l'Antok-Dagh, où ils s'étaient retirés depuis trois ou quatre jours ; dans les champs ne restaient pour y travailler que des vieillards. Les routes de Koulp et Khian étaient coupées, barrées, et gardées par des hommes en armes, comme des sentinelles, derrière des parapets.

A Kiagashin, le frère du kurde Karikanli, Suleiman, lui raconta que ce dernier avait été tué par les arméniens, qui lui avaient coupé la tête, pendant que lui-même s'enfuyait.

Au témoin leur demandant les raisons d'une pareille conduite, les gens répondirent que le bruit courait que Daimadian, puis Mourad poussaient les populations arméniennes à fonder un royaume d'Arménie.

Le témoin répète l'histoire précédemment entendue des villageois ayant caché dans des fosses leurs effets, ustensiles de ménage, etc., avec l'intention de s'enfuir ensuite à l'Antok-Dagh. A son retour de Sassoun, il apprit de zapties que les arméniens avaient attaqué les kurdes Velikanli ; ses tentes se trouvant parmi les leurs, il se rendit à son pâturage, situé à une heure de distance des kurdes. Ses tentes n'avaient pas souffert ; les kurdes lui racontèrent cette attaque dans les mêmes termes que ceux des récits antérieurs.

Le témoin se rendit de nouveau à Kiagashin, d'où le Caïmacam, apprenant que les arméniens voulaient l'y attaquer, s'enfuyaient à Tapik village composé mi-partie de chrétiens, mi-partie de musulmans. « Jusqu'ici », lui aurait dit ce fonctionnaire, « l'affaire est restée secrète : elle est maintenant sortie au grand jour. »

Revenu au pâturage, le témoin, entendant des coups de fusil, aperçut de l élévation où il se trouvait qu'à cinq minutes de distance de Semal, sur la route de Moush, une rencontre avait lieu entre arméniens et kurdes ; les combattants de Chenik, Semal, et Ghelié-Guzan étaient en nombre égal, chacun des deux partis 300 environ. Les arméniens descendaient de l'Antok-Dagh, où les kurdes vinrent à leur rencontre. Le combat, qui dura deux heures, et au cours duquel deux Bekiranlis et un arménien furent tués — le témoin ne connaît pas le nombre des blessés — eut lieu au mois d'août, dix jours au moins après les rixes entre les arméniens et les kurdes Velikanli ; l'autorité envoya un agent sur le lieu du combat.

Postérieurement aux événements de Sassoun, Erko, de Chenik, fils de Guéni, alias Kourki, vint dans la tente du témoin lui demander des provisions pour sa famille. Questionné sur l'origine de sa blessure au visage, il raconta que, lors de sa suite d'Antok-Dagh vers Koulp, au cours d'une rencontre avec les kurdes, il avait été blessé. A cette conversation étaient présents Agha Tchaouch et Ali Agha, fils d'Ahmet Agha.

Au mois de janvier, le nommé Avedis Agha a dit au témoin que des agissements comme ceux des arméniens dans la montagne ne pouvaient

pas être dissimulés. Comment pouvait-on nier que le but en était le brigandage ?

Le témoin n'a pas entendu dire que les arméniens se plaignissent des kurdes en général ; ils viennent au pâturage au nombre de 200 à 300 tentes. Les Badikanli étaient au delà de Merguéinouzan dans la direction de Guendj.

Le deuxième témoin introduit est Bedros Effendi, moudir de la Dette publique à Moush, qui n'a rien vu par lui-même et qui reproduit le récit à lui fait, dans les derniers jours de juillet (v. s.) 1894, au village de Pertak, par un nommé Ohan, de Ghelié-Guzan, venu pour mendier. Ohan explique son état de misère, en disant s'être opposé aux mauvais desseins de Damadian, qui excitait les populations à se rendre indépendantes, et qui deux ans plus tard était arrêté. Mourad avec un nommé Armenak, de Kisil-Agatch, continuait une propagande devenue de plus en plus active. En 1894, enfin, tous deux proclamaient le temps d'agir venu. Les habitants de la plaine de Moush, de Van, de Boulanik, de Varto, disaient-ils, n'attendent pour se soulever que la descente des montagnes des habitants de Kavar et de Talori. Mais avant d'engager l'action, Mourad conseilla à ces derniers d'envoyer leurs familles et leurs biens dans les villages amis de Sassoun et de Khian. Les villageois de Chenik et Semal avaient déjà en partie commencé à suivre ce conseil quand, sur la route, ils se rencontraient avec les kurdes Bekiranli, au nombre de trente à quarante tentes, qui, par peur des habitants de Talori, se rendirent cette année à leurs pâturages par la route de Koulp et les deux villages précités. Une rixe se produit ; un kurde est tué ; le combat se prolongeant, trois arméniens et neuf kurdes y trouvent la mort. Les kurdes qui venaient ensuite, eu nombre à peu près égal aux premiers, se portèrent au secours de leurs frères attaqués. Les arméniens ne recevant pas les renforts qu'ils avaient envoyé chercher à Talori, se préparent, néanmoins, à continuer la lutte, quand les autorités, informées, envoient deux compagnies de troupes sur le lieu des événements. Les arméniens sont obligés de se retirer ; les kurdes s'emparent de leur village qu'ils livrent aux flammes. Mourad, en s'enfuyant dans les montagnes avec les habitants de Talori, aurait mis lui-même le feu à plusieurs maisons.

Le témoin Bedros complète ce récit en ajoutant qu'à son avis Mourad et Damadian, seuls, n'auraient pas eu une influence suffisante sur l'esprit des populations si, en même temps qu'eux, l'évêque Nersès, dans la maison duquel se tenaient des conférences secrètes, ne leur avait pas adressé des proclamations, que le témoin a traduites lui-même. Il termine en disant que les femmes de Sassoun venaient chercher en ville du plomb, qu'elles portaient ensuite à la montagne ; même après les événements, un mulet, chargé de poudre, fut saisi dans la plaine de Moush.

Le Président lève la séance.

*Signé :* H.-S. SHIPLEY.  
M. VILBERT.  
M. PRJEVALSKY.

---

#### Procès-verbal n° 15. — Séance du 11 février 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents ainsi que les délégués consulaires.

Il résulte de la déposition du nommé Mustapha Agha, premier témoin entendu, qu'ayant affirmé, en 1894, les dimes de Chenik et Semal et s'y étant rendu vers le 17 ou 18 juillet (v. s.), pour en examiner les récoltes, il trouva ces deux villages évacués par les habitants, les maisons presque toutes brûlées. Des vieilles femmes, qui ramassaient des épis de blé dans les champs, répondirent à ses questions que les villageois étaient partis dans la montagne, et que, cette année, ils ne paieraient pas la dime. Pendant cette conversation, ayant aperçu des arméniens armés, qui sortaient des fourrés, il prit peur et revint directement à Moush, où il porta plainte à l'autorité.

Le deuxième témoin, Nasrullah Agha, affirmeur des dimes de Ghelié-Guzan, déclare y être allé au mois de juillet, sans pouvoir préciser la date. Il refait le même récit que le témoin précédent, en l'appliquant au village de Ghelié-Guzan, avec cette différence que les maisons n'en étaient pas brûlées.

A la suite de leur réclamation à tous deux, l'autorité envoya dans les villages qui les intéresseraient respectivement les deux témoins, qui sont ensuite entendus : Khalil Effendi, membre du conseil administratif de Moush, et Beder Khan Effendi, secrétaire du bureau des impôts (Virgu Kiatib).

De la déposition du premier, il ressort que, parti avec Beder Khan, de Moush, le 13 août (v. s.) 1894, ils arrivèrent le lendemain à Semal, qu'ils trouvèrent incendié : les habitants dans la montagne. En allant à Chenik et sur la montagne qui le domine, ayant aperçu une vingtaine d'arméniens armés, ils n'entrèrent pas dans le village, et se rendirent à Kiasashin, pour y passer la nuit. Le lendemain matin, ils apprirent l'arrivée de troupes de Moush, et retournèrent à Chenik et à Semal, pour examiner l'état des champs. Ceux qui bordaient la route étaient abimés par les passants : ceux attenant aux villages avaient été récoltés par les paysans.

En rejoignant les troupes parties pour Ghelié-Guzan, ils entendirent des coups de fusil ; les soldats leur dirent que c'étaient les arméniens qui avaient tiré sur eux et s'étaient sauvés.

Les deux témoins couchèrent à Ghelié-Guzan et revinrent ensuite à Moush. Comme conséquence des rapports remis par eux au Conseil administratif, le lieutenant de zaptiés, Husséin-Effendi, fut envoyé pour surveiller les champs restés intacts des trois villages en question.

Il s'acquitta de ce soin jusqu'à l'arrivée du Muchir Pacha, sur l'ordre duquel le mutessarif de Moush, Djelal Pacha, qu'accompagnait le témoin Khalil Effendi, remit leurs récoltes aux arméniens. C'est à cette époque que Mourad fut arrêté.

La troisième fois que le témoin se rendit, au mois de septembre dernier, dans ces parages, il vit à Semal des fosses où les villageois avaient, au printemps, caché leurs tapis, ustensiles de ménage, etc., et dont ils se plaignaient d'avoir été volés par les kurdes. Ceux-ci niaient et affirmaient que c'étaient les arméniens eux-mêmes qui les avaient emportés.

Le témoin Beder Khan confirme, en ce qui le concerne, la déposition précédente. Il ajoute que les récoltes de Ghelié-Guzan n'avaient pas été endommagées, qu'à Semal, dont les maisons étaient incendiées, et à Chenik, les deux compagnies de soldats que tous deux y avaient vues vers le 15 août (v. s.) avaient été rejoints par un bataillon, et qu'ainsi complétées,

elles avaient atteint Ghelié-Guzan ; que ces trois villages avaient été totalement désertés avant leur arrivée à lui et à Kalil Effendi, par crainte des arméniens, qui se promenaient armés aux alentours ; ils n'étaient pas entrés à Ghelié-Guzan même, qui se compose de quatre quartiers séparés l'un de l'autre, à une heure de distance environ ; mais ils avaient vu la maison du nommé Bedo brûlée, auprès de laquelle les troupes étaient campées. L'incendie paraissait de date ancienne.

Le Président lève la séance.

*Signé : H.-S. SHIPLEY.*

*M. VILBERT.*

*M. PRJEVALSKY.*

#### Procès-verbal n° 16. — Séance du 12 février 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les délégués consulaires.

Les délégués ayant renouvelé leur proposition de se rendre à Hasskeui, village voisin de Moush, où se trouvent de nombreux réfugiés de Chenik, la Commission se déclare prête à s'y transporter ; mais en apprenant d'elle l'arrivée à Moush d'une dizaine d'habitants des villages de Kavar et parmi lesquels il y a pouvant être entendus immédiatement des arméniens, cités par le nommé Erko, comme ayant été mêlés directement aux événements, les délégués pensent préférable, pour la bonne direction de l'enquête et en faisant observer que le principal intérêt de leur proposition première consistait dans la rapidité avec laquelle elle aurait pu être mise à exécution, de ne rien objecter à l'audition des dits témoins, non sans réserver la question de transport ultérieur de la Commission dans le village ci-dessus désigné.

Conformément à la demande faite par les délégués consulaires dans la séance du 6 février, le président adjoint en qualité de drogman à Tatéos Effendi, le sieur Mighreditch Effendi, arménien catholique, membre du tribunal de première instance de Moush ; les délégués ayant fait observer que la plupart des témoins devant être entendus appartiennent au rite arménien-grégorien, il y aurait intérêt à ce que le deuxième drogman fût aussi un de leurs coreligionnaires inspirant toute confiance, le commissaire de police, sur l'ordre du Président de trouver quelqu'un, amène un écrivain public. Les délégués, faisant remarquer qu'il ne présente pas les qualités nécessaires, s'opposent à son admission et il est remplacé par Mardiros Agha, membre du conseil administratif arménien.

Le témoin entendu déclare se nommer Khatcho, fils de Manook, âgé de 30 ans, de Chenik, actuellement hospitalisé au village de Kurd-Median, sis à trois heures dans la plaine de Moush, être venu la veille en ville pour y chercher du pain et rencontré dans la rue par un zaptié, qui lui a dit : « La Commission te demande », y avait été envoyé par lui.

D'après sa déposition, à la suite des rixes ayant duré deux jours, au mois de juillet 1894, entre les kurdes badikanli et les arméniens de Chenik et Semal, ces derniers, ne pouvant résister plus longtemps, s'enfuient dans l'Antok-Dagh. Ils y furent rejoints, deux jours après, par les villageois de Ghelié-Guzan, se sauvant à leur tour devant les mêmes agresseurs. Les gens des deux premiers villages avaient envoyé à la montagne leurs familles et leurs bestiaux quatre ou cinq jours avant de s'y rendre eux-mêmes ; ceux du troisième village un jour avant leur départ.

Le témoin, qui était resté à Chenik pour surveiller ses champs, ne rejoignit sa famille et les habitants de son village que trois jours plus tard, effrayé par les kurdes.

Dans les rixes ci-dessus rappelées, les kurdes perdirent deux hommes et les arméniens eurent deux hommes et une femme tués. Le témoin attribue les motifs de ces combats aux excitations de Mourad, engageant les arméniens à se soulever, et leur disant : « Versez un peu de sang ; le pays est à nous. Le secours nous viendra. Nous ferons une Arménie. »

Sur l'Antok-Dagh, les villageois de Chenik, Semal et Ghelié-Guzan étaient seuls ; ils y restèrent de vingt à vingt-quatre jours ; 200 d'entre eux environ étaient armés. Les kurdes badikanli et bekiranli atteignent de 800 à 1.000 ; ils avaient amené leurs bestiaux qu'ils paissaient sur les champs des villages arméniens.

Pendant leur séjour à l'Antok-Dagh, les arméniens se promenaient armés sur les flancs de la montagne, dans les bois, prêts à repousser l'attaque des kurdes.

C'est à la fin du séjour des villageois que leurs maisons, dont le témoin aperçut la fumée, furent brûlées ; les kurdes et les soldats se trouvaient là.

Le témoin déclare successivement qu'il ignore qui a mis le feu, des kurdes ou des soldats, puis que ce sont les kurdes, les soldats étant arrivés pendant l'incendie.

Entourés de tous côtés, manquant de nourriture, et leurs récoltes ayant été prises par les kurdes, les arméniens se virent obligés de fuir de l'Antok-Dagh ; ils n'y avaient été attaqués par personne, ni par les soldats, ni par les kurdes, pendant qu'ils y séjournèrent. Ils ne furent pas davantage poursuivis, lors de leur suite dans des directions différentes ; ils apprirent seulement que des troupes étaient venues à Ghelié-Guzan et que des troupes se rendirent à Talori.

Les villageois de Chenik, avec femmes et enfants, se sauvèrent dans la direction de Koulp ; de là, ils s'éparpillèrent dans des directions différentes.

Le témoin affirme que jusque-là il n'y avait eu personne de tué ; mais ce qui se passa ensuite, il l'ignore, s'étant lui-même rendu avec son frère vers le village de Kizil Aghatch, sur la route duquel tous deux furent assaillis et dépouillés de leurs vêtements par des bergers khochelanki.

Le témoin a entendu dire que Mourad se trouvait, dans la montagne, du côté de Talori, qu'un homme de Ghelié-Guzan était allé le trouver.

Les gens de Talori venaient secrètement à Chenik, mais il ignore leurs noms. Interrogé sur la personne qui pourrait fournir ce renseignement, il désigne le nommé Kirko ; où se trouve-t-il actuellement ? Il a été tué après que les fuyards se furent séparés à Koulp.

Le témoin est marié ; père de quatre enfants ; toute sa famille est vivante.

La Commission décide d'entendre au fur et à mesure les villageois arméniens, dont il a été question au début de la séance, qui ont remis une requête et dont les noms suivent :

Sako, de Chenik ; Artin, de Chenik ; Serko, de Ghelié-Guzan ; Kira-

gos, de Ghelié-Guzan ; Tavo, de Semal; Simo, de Semal ; Egho, de Semal.

Le Président lève la séance.

*Signé : H.-S. SHIPLEY.*

*M. VILBERT.*

*M. PRJEVALSKY.*

**Procès-verbal n° 17. — Séance du 13 février 1895.**

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les délégués consulaires.

Le témoin entendu est le nommé Sako, fils de Kourki, de Chenik, âgé de 60 ans environ, marié. Il raconte s'être enfui à la fin de juillet (v. s.) 1894, avec les autres habitants de Chenik, sur l'Antok-Dagh, à la suite de l'attaque de son village par les troupes de Merguémuouzan, réunies aux kurdes bekiranli, parmi lesquels étaient 300 cavaliers. Ils furent poursuivis de Chenik jusqu'à Semal. Ce second village ayant été également attaqué, les habitants se sauvèrent avec eux vers Ghelié-Guzan, où tous passèrent la journée du lendemain hors du village. Le troisième jour, Ghelié-Guzan était attaqué à son tour, les habitants des trois villages réunis prirent la fuite vers l'Antok-Dagh.

Le témoin ignore la cause de l'attaque, à tel point que le matin même du jour où elle a eu lieu, les villageois de Chenik avaient fourni les rations habituelles aux troupes de Merguémuouzan. Il affirma que, cette année, à l'encontre de l'année précédente, aucune rixe ne s'était produite entre eux et les kurdes.

Pendant la fuite vers l'Antok-Dagh, furent tués cinq arméniens de Semal et cinq de Chenik, dont une femme. Voici les noms de ces derniers :

1. Djouvé, fils de Khasso, de Chenik.
2. Tono, fils de Migro, de Chenik.
3. Le fils de Tono.
4. Ossep, fils de Kashish.
5. Djouré, femme de Gourdjo.

Les villageois de Chenik réussirent à envoyer devant eux leurs femmes et leurs enfants avec les troupeaux et quelques effets transportables ; ne furent laissés au village que des vieilles femmes, des petits enfants au berceau abandonnés par leurs mères, au moment de la panique et parmi lesquels se trouvait la propre fille du témoin, nommée Chouchan, âgée de quarante jours ; il ne sait rien pour les autres, si ce n'est que ses parents, Apré et Tono, lui ont raconté la même chose sur leurs propres enfants.

Quelques petits enfants étaient aussi laissés sous les pierres par leurs mères en fuite.

Au fur et à mesure que les villages de Chenik, Semal et Ghelié-Guzan étaient envahis, ils étaient mis au pillage et brûlés par les soldats. Le témoin déclare l'avoir vu de ses propres yeux. Toutes les maisons de Chenik furent incendiées par eux ; et quand, les événements terminés, les villageois y revinrent, quelques-unes furent rebâties par les autorités.

Sur l'Antok-Dagh, les habitants des seuls villages de Chenik, Semal et Ghelié-Guzan, au nombre de 2.000 environ, restèrent pendant cinq jours

avec leurs familles et leurs troupeaux. Ceux-ci trouvaient à paître, mais eux-mêmes restaient affamés. Pendant qu'ils y séjournent, aucune rixe ne se produisit avec les kurdes et les soldats, les villageois ayant laissé dans les champs, au moment de leur suite, les armes qu'ils pouvaient avoir ; n'en portaient parmi eux, et comme à leur habitude, que les berger qui les accompagnaient dans la montagne où ils promenaient les troupeaux. Le nombre de ces berger, soit à Chenik, soit à Semal, atteindrait cinquante par village, et 100 environ à Ghelié-Guzan, plus important. A Chenik, chaque maison en compte à peu près deux ; et s'ils sont plus nombreux que dans la plaine, c'est que la nature des pâturages dans la montagne l'exige.

Interrogé par le Président sur les combats que le témoin Erko déclare avoir eu lieu pendant vingt jours entre les arméniens, les kurdes et les soldats, le témoin Sako répond ignorer ce qu'a pu dire Erko ; mais, en ce qui le regarde personnellement, il ne s'est pas battu lui-même, et n'a pas vu d'autres se battre. Entourés comme ils l'étaient de quatre côtés par les soldats et les kurdes, comment les arméniens auraient-ils pu informer l'autorité de ce qui se passait ?

Au bout de cinq jours, les kurdes et les troupes en grand nombre montèrent sur l'Antok-Dagh à l'attaque des arméniens, dont ils tuèrent les uns pendant que les autres se sauvaient ; les soldats poursuivaient les fuyards en les tuant à coups de baïonnette. Le témoin a vu lui-même un soldat tuer ainsi un enfant, et il a entendu raconter que des mères, craignant d'être trahies dans leur suite, mettaient la main sur la bouche de leurs enfants pour arrêter leurs cris. Plusieurs moururent étouffés de la sorte.

Les arméniens se sauvèrent dans des directions différentes. Le témoin, en compagnie de ses deux neveux, Erko et Mardo, tous deux fils de Kalo, et Khatcho, fils de ce même Mardo, s'enfuit avec femmes et enfants, vers Koulp, en laissant dans la montagne le petit enfant de Mardo, nommé Guiro, âgé d'un an, et la petite fille d'Erko, nommée Manouchak, âgée de 2 ans.

Au moment de l'attaque sur l'Antok-Dagh, les berger, qui étaient tous armés étaient dispersés avec leurs troupeaux à de grandes distances. Parmi ceux de Chenik, cinq furent tués : Kazar, Migro, Mardiros, Mardo, Artin.

D'après le témoin, soit pendant cette attaque, soit pendant la fuite qui en était la conséquence, il n'y eut aucune résistance de la part des arméniens. Une partie d'entre eux, au nombre total de 200, y compris femmes et enfants, avec le prêtre Ohannès, de Semal, se dirigèrent par la route de Sassoun au campement des Ghelié-Guzan, pour se rendre à eux ; là, les femmes et les enfants furent séparés des hommes, et ces derniers tués à coups de baïonnette ; parmi eux se trouvait le neveu du témoin, un nommé Ohannès, autre que le prêtre de Semal ; il était marié et père de famille. Ces soldats n'étaient pas ceux en détachement à Merghémouzan, mais étaient commandés par un officier supérieur, dont le témoin ignore le grade, et qui était comme un alai bey (colonel). Le témoin a entendu le récit de ces faits de la bouche de femmes qui y assistaient, mais les nommés Tavo, de Semal, et Serko, de Ghelié-Guzan peuvent montrer les places où furent enfouis les cadavres.

A une question du Président, qui lui dit avoir connaissance d'un combat, qui aurait eu lieu à Ghelié-Guzan, et où les soldats ont été tués, le

témoin affirma de nouveau que les arméniens sont allés au camp pour se rendre.

Pendant qu'il se sauvait vers Koulp, les autres villageois, fuyant de l'Antok-Dagh, se dirigeaient, qui dans la plaine de Moush, qui vers Bas-soun, où, cachés dans les rochers et les bois, ils purent se nourrir, grâce à la proximité des villages voisins.

Une fois le muchir, Zekki Pacha, arrivé, les arméniens regagnèrent leurs propres villages, où ils ne trouvèrent plus ni leurs maisons, ni leurs biens, ni leurs récoltes dans les champs.

Interrogé au sujet d'actes de brigandage ou de meurtre commis au printemps et pendant l'été de 1894, par les arméniens sur les kurdes, le témoin nie absolument en avoir connaissance, et qualifie ces accusations de calomnies ; il n'a entendu parler de faits semblables pour la première fois que par un zaptié venu à Chenik pour y chercher du beurre destiné au ravitaillement des troupes, et qui lui raconta que le cadavre mutilé d'un kurde avait été apporté au campement de Merguéouzau.

Sur une seconde question du Président, le témoin dit que le kol-agassi Moustapha Effendi et le lieutenant Ali Effendi venaient en effet à Chenik ; mais il nie avoir été interrogé par le premier de ces officiers au sujet de ce meurtre, où eu avoir reçu des conseils en compagnie d'Erko et de Kirkko ; il ajoute qu'il y a à Chenik un autre Sako que lui.

A l'occasion des rixes survenues à la fin de juillet (v. s.) 1894 entre les kurdes veikanli et les arméniens, le témoin les attribue à un vol de moutons commis au préjudice d'Arko, les berger étant allé les reprendre, et ayant en même temps emmené des bestiaux appartenant aux kurdes, une lutte s'ensuivit ; postérieurement, ce dernier bétail fut restitué par les villageois au yuzbachi Iskender Agha.

Le témoin ignore si, pendant cette rencontre, des kurdes auraient été tués ; il ne sait pas davantage si, comme Chenik, Semal et Ghélié-Guzan, d'autres villages ont été attaqués par les soldats et les kurdes.

Le Président lève la séance.

*Signé : H.-S. SHIPLEY.  
M. VILBERT.  
M. PRJEVALSKY.*

#### Procès-verbal n° 18. — Séance du 14 février 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents ainsi que les délégués consulaires.

Le témoin entendu au cours de cette séance est le nommé Tavo, fils de Mardo, de Semal.

Son interrogatoire n'étant pas terminé, les délégués pensent préférable d'inclure sa déposition en son entier dans le procès-verbal de la séance où elle sera achevée.

*Signé : H.-S. SHIPLEY.  
M. VILBERT.  
M. PRJEVALSKY.*

#### Procès-verbal n° 19. — Séance du 15 février 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents ainsi que les délégués consulaires.

Le témoin entendu dans la séance de la veille et de ce jour répond au nom de Tavo, fils de Mardo, de Semal, âgé de 40 ans, marié.

Il déclare qu'à la fin de juillet (v. s.) 1894, les kurdes bekranli, réunis aux troupes et venant de Talori, se portèrent sur Chenik, Semal et Guéliéguzan à une attaque dont les conséquences furent la fuite des habitants de ces trois villages à l'Antok-Dagh. Les villageois de Semal, dont le témoin faisait partie, passèrent à un quart d'heure de distance de Guéliéguzan. S'ils prirent cette route, c'est parce que toutes les autres étaient fermées par les kurdes et par les soldats. Le témoin dit ensuite qu'ils occupaient également cette voie, mais lui s'est sauvé pendant la nuit. Il ne sait pas comment ont fait les autres villageois. Si les gens de Semal allèrent à l'Antok-Dagh et non à Talori, c'est parce que ce dernier village était très éloigné d'eux, que leurs troupeaux pouvaient trouver à paître dans la montagne, et qu'eux-mêmes pensaient y attendre la suite des événements ; ils restèrent deux jours sur les flancs de l'Antok-Dagh avant d'en gagner le sommet. Quant aux habitants de Chenik et de Guéliéguzan, ils n'y vinrent que deux jours après les habitants de Semal qui restèrent éloignés d'eux à une heure de distance environ ; là, ne se trouvaient d'autres arméniens que ceux de ces trois villages.

Les villageois, qui avaient emmené avec eux femmes, enfants et troupeaux et emporté ceux de leurs effets transportables, n'avaient laissé derrière eux, aux villages et au moment de la fuite, que des petits enfants et des vieillards ne pouvant les suivre. Ces derniers, au nombre approximatif d'une vingtaine, auraient, au dire du témoin, péri dans l'incendie allumé par les soldats. Parmi ces vingt personnes, le témoin en cite trois dans sa propre maison : Noubar, parente très âgée ; Bedros, garçon de 8 à 9 ans, n'ayant pas toute sa raison ; Hanguine, fille de son frère Khatcho, âgée de 5 à 6 ans et malade ; plus deux dans la maison du nommé Tono, deux dans la maison du nommé Chahbégoudan, un dans la maison du nommé Hebo, un dans la maison du nommé Ohan, trois dans la maison du nommé Artin, un dans la maison du nommé Manouk, un dans la maison du nommé Chabegoukazar, un dans la maison du nommé Kazar ; il n'en peut dire les noms exacts, et ne se rappelle pas les autres.

Le témoin tient de son frère, qui était resté en arrière au moment de la fuite, que les soldats entourèrent Semal et brûlèrent les maisons. Lui-même dit que, quand il y fut rentré plus tard, il trouva dans les cendres de sa propre demeure quelques ossements.

Il n'a pu distinguer qui étaient les soldats venus avec les kurdes : il sait seulement qu'ils étaient très nombreux.

Il ignore les causes de-l'attaque de leur village. Ils avaient, le même jour, fourni des vivres au détachement de Merguémuozan : le montant leur en fut remboursé lors de l'arrivée d'Abdullah Pacha à Mouch.

Avant leur fuite, les habitants de Semal n'avaient eu aucune querelle avec les kurdes et n'avaient pas pris part à celle qui se produisit entre les gens de Chenik et les kurdes velikanli au sujet d'un vel de moutons commis au préjudice du nommé Erko, dont le témoin confirme d'ailleurs la déposition sur ce point.

Il raconte qu'au commencement du printemps, mais sans le tenir d'eux-mêmes, les kurdes disaient : « Un ordre est venu de l'autorité de tuer les arméniens ». Il ajoute que deux ou trois jours avant que son village fût attaqué, l'homme d'Omer Agha, des bekranli, le nommé Akho, lui dit en

secret : « L'ordre est venu de vous massacer : nous le ferons si vous ne donnez pas 30 livres à mon maître ». Le témoin refusa en répondant qu'il ne pouvait croire à un pareil ordre de la part de l'autorité.

Soit pendant leur fuite à l'Antok-Dagh, soit pendant les sept jours environ qu'ils y restèrent, il n'y eut entre les arméniens et les troupes aucun combat. Les habitants de Semal n'étaient pas concentrés dans un seul endroit, mais dispersés par groupes de familles, ayant leurs bestiaux à côté d'eux. A la fin de leur séjour, ils subirent un assaut de la part des soldats, les uns habillés de blanc, les autres de noir. Le témoin ne sait pas si les kurdes se trouvèrent parmi eux. Les soldats tuèrent quelques-uns des fuyards à coups de baïonnette. Lui-même a vu de ses propres yeux le fils de son cousin, Mano, tué de la sorte par un soldat habillé en blanc, et qui jeta l'enfant sur une pierre. Mais beaucoup de gens disaient que leurs enfants avaient été tués par les soldats sur l'Antok-Dagh.

A la suite de cet assaut, les arméniens se dispersèrent dans des directions différentes : ceux de Chenik vers Koulp, ceux de Guéliéguzan, le témoin ne sait pas où. Quant à lui, avec ceux de Semal, il s'enfuit vers Sassoun : s'ils ne prirent pas une autre direction, c'est qu'ils avaient entendu dire qu'il y avait des troupes du côté de Koulp et qu'en outre ils ne connaissaient pas la route de Talori.

Les gens de Semal avaient pu emmener avec eux une certaine partie de leurs moutons habitués aux rochers de la montagne et qui leur furent pris ensuite par les kurdes de Sassoun. Après avoir passé une nuit dans les bois, ils revinrent vers la montagne de Guéliéguzan et n'allèrent pas à Shatakh, ayant appris que le caimacam s'y trouvait avec des troupes. Le lendemain, après avoir tenu conseil, le prêtre de Semal, Ohannès, accompagné de 300 personnes environ, y compris les femmes et les enfants, se dirigea vers Guéliéguzan pour se rendre aux troupes qui y étaient campées. A mi-chemin, malgré les assurances du prêtre, lui affirmant que les soldats ne font rien à ceux qui se rendent, le témoin cédant à la peur s'enfuit avec trois villageois qu'il avait persuadés et qui se nommient Mardiros, actuellement à Semal ; Ohannès, fils de Kiragos, qui était seul, est porté vers Khinis ; Manouk, fils d'Artin, se trouvant dans la plaine de Moush. Ils se rendirent alors dans la direction de Sassoun, restant dans les montagnes et les bois pendant seize jours, au bout desquels ils gagnèrent le village de Perah, dans la plaine de Mouch. Le témoin, malade, y passa un certain temps, qu'il ne peut préciser, et retourna ensuite à Semal.

Le prêtre Ohannès, ayant atteint le camp de Guéliéguzan, y fut, sur l'ordre du mir alay (colonel), tué à coups de baïonnette, après avoir eu les yeux arrachés et avoir été tourné en dérision. Les femmes et les enfants furent séparés des hommes, dont un certain nombre périrent sous la baïonnette et dont les corps furent jetés dans des fosses. Quelques-uns réussirent à gagner la forêt. Plusieurs femmes furent déshonorées, les autres furent épargnées, ainsi que les enfants ; mais quelques-uns moururent de peur.

Le témoin dit ensuite qu'aucun des hommes, qui accompagnaient le prêtre Ohannès, ne put s'échapper à l'exception d'un certain Ovak, et, sur l'observation du président, affirme ne pas se rappeler avoir dit que quelques-uns d'entre eux avaient gagné la forêt.

C'est ce même Ovak, fils de Merké, de Semal, qui lui a raconté l'his-

toire de la mort du prêtre Ohaunès, avec lequel il était, et qui lui a dit que vingt hommes avaient été tués là, par les soldats, à coups de baïonnette.

Ovak lui-même, qu'on avait cru mort et qui avait seulement de nombreuses blessures, est ensuite revenu à Semal, et se trouve maintenant à Pertak, où le témoin l'a vu. Il propose de l'amener devant la Commission qui pourra l'interroger sur ces événements.

Le témoin a vu lui-même les fosses remplies de cadavres à Ghéliéguzan et en peut montrer l'emplacement : l'une est derrière la maison de Bedo, et l'autre non loin de l'endroit où campaient les soldats. Le témoin y est allé avec un nommé Mikhaïl pour y chercher le cadavre du prêtre Ohannès. Ils ne le trouvèrent pas dans la grande fosse qui était pleine, mais dans la plus petite, et le reconnurent à sa barbe, comme ils reconnaissent à leurs vêtements les nommés Mardiros, Cherko et Serko. Le témoin ne peut préciser la date, mais les troupes étaient encore à Semal. La première fois qu'il alla à la plus grande des fosses, il y vit un grand nombre de cadavres ; mais depuis les bêtes fauves les ont dévorés ; il en reste encore néanmoins.

Invité à désigner des femmes qui étaient avec le prêtre Ohannès à Gué-liéguzan, il nomme les suivantes, qu'il croit dans les villages de la plaine de Mouch, il ne sait pas au juste : Dilo, femme d'Artin, de Semal ; Mariam, femme de Cherko, de Semal ; Chahbaz, femme d'Hebo, de Semal ; Hemo, femme d'Ohan, de Semal ; Karé, femme de Merké, de Semal ; Mariam, femme de Kevo, de Semal ; Gulé, femme de Serko, de Semal.

Pendant le cours des événements, rien n'arriva à la femme et aux deux enfants du témoin : ils sont actuellement en vie. Mais parmi les autres membres de sa famille ont péri : ses deux frères, Bogué âgé, de 43 ans environ, Khatcho, âgé de plus de 50 ans.

Les deux fils de ce dernier : Manuk, âgé de 23 ans ; Attam, âgé de 16 à 17 ans, qui tous quatre auraient été tués à Guéliéguzan avec le prêtre Ohannès.

Les deux fils de Bogué, Setrak et Ardesch, âgés de 4 et 6 ans, qui auraient été tués par les soldats et pendant la fuite sur les montagnes de Guéliéguzan ; Archak, garçon de 4 ans, Mermer, fillette de 6 ans, enfants de son frère Kirko, mort en prison à Bitlis, et qui auraient été tués près de Kharzo par les soldats qui y étaient avec le caïmacam de Sassoun. La mère des deux derniers enfants put s'échapper.

Le témoin affirme que tous ses parents ci-dessus désignés sont bien morts ; que l'on fasse une enquête : les zaptiés de Mouch eux-mêmes le savent.

Il ressort des autres déclarations du témoin :

1<sup>o</sup> Que le jour de la venue du tabour-agassi, Fevzi Effendi, entendu dans la séance du 4 février (procès-verbal n° 9), et d'Iskender Agha (séance du 29 janvier, procès-verbal n° 4), les habitants de Semal étaient au village, les uns dans les champs, les autres dans leurs maisons. Le témoin peut prouver ce qu'il avance à l'aide de Medjid-Oimbachi, entendu dans la même séance qu'Iskender Agha, et qui se trouvait à Semal, le 27 ou 28 juillet (v. s.) 1894, pour le ravitaillement des troupes de Merguémouzan.

Les délégués consulaires demandent la confrontation du témoin et du dit Medjid, qui se trouve dans le local de la Commission ; mais cette confrontation n'a pas lieu.

2<sup>o</sup> Que les pâtrages d'été des troupeaux de Semal se trouvent sur le Kourtik-Dagh, près de l'endroit nommé Ziaret, où ils sont envoyés au commencement du printemps : que les troupeaux y étaient allés également en 1894, mais qu'au moment de l'arrivée des troupes et des kurdes, ils avaient été ramenés près du village.

3<sup>o</sup> Que les kurdes nomades bekranli viennent habituellement à leurs pâtrages au commencement de juillet, à Pernashen, Kilissa, loin de Semal, mais qu'en 1894, ils n'arriverent qu'à la fin de ce mois, du 25 au 27. Le témoin ignore les causes de ce retard. Près de Semal ne campent d'ordinaire que des bekranli, au nombre de vingt à trente tentes.

4<sup>o</sup> Qu'il n'a pas entendu dire que les villages de Tapik, Kiagashin, Chouchnamerg, Akkerm eussent été attaqués ; ils avaient pour eux les aghas de Sassoun ; en tout cas, les habitants n'en sout pas venus à l'Antok-Dagh ; que si Semal n'a pas reçu la même assistance, c'est que, à l'encontre des villageois précités, ils ne se soumettaient pas aux mêmes exigences de « hafir » et ne payaient qu'un faible tribut de 30 ou 40 livres, qui n'a pas été, en 1894, versé comme d'habitude à l'automne, par suite des événements ; mais il l'avait été l'année précédente.

Certains aghas venaient recueillir ce tribut eux-mêmes ; d'autres l'envoyaient chercher et aucune rixe ne se produisait à cette occasion, les relations entre villageois et aghas étant très cordiales.

Le « hafir » consistait en argent et aussi en produits agricoles, ustensiles de travail, etc. Parmi les sept aghas de Sassoun se trouvaient les suivants : Kankedal Oghlou, Portoneu Oggrou, Kharzi-Agha, Meho-Agha, de Kelbastik ; Seleniu Oghlou, Ibrahim-Agha, d'Argok ; Mirzonen Oghlou, Fetto-Agha, de Pivi.

Contre eux les villageois ne portèrent qu'une seule plainte, qu'ils ne renouvèlèrent pas à cause des désagréments plus grands qu'elle leur attira. Ces mêmes arméniens de Kavar ne cessairent, au contraire, d'avoir des difficultés avec les kurdes bekranli contre lesquels ils avaient réclamé deux ou trois ans auparavant. Aucune suite n'ayant été donnée à leur requête, ils télégraphièrent à Constantinople et des soldats furent envoyés à Semal pour en protéger les habitants. Mais, pendant que les troupes étaient là, les kurdes bekranli et karikanli, ayant fait une attaque de nuit, tuèrent un homme de Chenik et volèrent 300 moutons, sans que les soldats les en empêchassent. Les villageois ne renouvèlèrent plus leurs réclamations.

Ils paient également le « hafir » à une douzaine d'aghas des kurdes bekranli parmi lesquels : Ömer, Djevhi, Risgo, Hussein.

5<sup>o</sup> Le témoin nie connaître les actes de brigandage et d'atrocité dont les kurdes auraient été victimes de la part des arméniens.

6<sup>o</sup> D'après lui ne se promenaient armés sur les flancs de l'Antok-Dagh que les bergers porteurs de fusils à pierre, et sa déclaration à ce sujet concorde avec celle du nommé Sako, entendu dans la séance du 13 février (procès-verbal n° 18). Il est possible que ces bergers, pour protéger leurs moutons, se soient battus avec les kurdes ; mais le témoin n'a pas vu qu'ils aient lutté avec les soldats, et, en tout cas, les villageois de Kavar n'auraient jamais osé opposer de la résistance aux soldats du gouvernement.

7<sup>o</sup> Après que les arméniens eurent fui de l'Antok-Dagh, les troupes demeurèrent à Guéliéguzan, mais postérieurement au meurtre du prêtre Ohannès, elles partirent dans la direction de Khian et Talori.

8° Le témoin dit avoir entendu parler pour la première fois de Mourad par le lieutenant Ali Elfendi qui, venu à Semal, lui signala la présence de Mourad à Talori, en l'engageant à s'en emparer. Le témoin répondit que Talori était loin et que les villageois ne pouvaient y aller ; qu'Ali Elfendi, en qualité d'officier, leur apportât un ordre, les villageois pourraient peut-être l'exécuter et ils livreraient Mourad à l'autorité, si Ali Elfendi leur disait qu'il fut à Semal. Le témoin nie qu'il ait existé des relations entre les gens de Kavar et ceux de Talori, qu'aucun de ces derniers soit jamais venu pousser, soit Kirko, soit Sako, soit Artin, soit Erko, soit lui-même, à prendre les armes, à aller sur l'Antok-Dagh et à marcher sur les soldats.

Quand les troupes étaient à Merguémouzan, soldats et zaptiés venaient constamment à Semal. Le caïmacam de Sassoun, accompagné de zaptiés, y passa dix-sept jours, au mois de juin, pour y déterminer l'emplacement du camp des troupes destinées à protéger les villageois contre les kurdes.

9° Le témoin a entendu raconter par la femme d'un de ses parents, Ossep, qui a été tué, la nommée Alé, que leur petite-fille Anko, âgée de quatre ans, avait été prise par un lieutenant qui accompagnait le caïmacam (de Sassoun) et avait mis l'enfant avec les siens propres. Une fois arrivé le muchir pacha, dont la venue procura aux arméniens un peu de tranquillité, cette enfant fut rendue à sa mère, par l'entremise d'un kurde de Tapik, nommé Mirzo, fils de Khano, et contre le paiement de 3 medjidiés. La mère et l'enfant se trouvent actuellement à Semal.

Interrogé à propos des dépositions précédentes et relatives à lui-même et à son village, le témoin donne les explications suivantes :

(a.) En effet, les arméniens, se trouvant sur l'Antok-Dagh, y allumaient des feux ; mais il nie de façon formelle qu'il se soit produit là une lutte de dix jours avec les soldats et se déclare prêt à le répéter en face d'Erko ; celui-ci est prisonnier, et ressemble à un homme ivre et privé de sa raison.

(b.) Il repousse de façon non moins catégorique l'affirmation tendant à établir que les arméniens auraient incendié leurs propres maisons avant de se rendre à l'Antok-Dagh, et ajoute : « Si nous avons brûlé nos maisons, qui nous a tués à coups de baïonnette ? »

(c.) Les villageois avaient caché, au printemps et selon leur habitude, les meilleurs de leurs effets, par crainte des kurdes nomades. Les troupes étant encore à Semal, et Moustapha Effendi (entendu le 4 février, procès-verbal n° 9) l'y ayant autorisé, il retira d'une des fosses seulement deux tapis et des sacs. Contrairement à l'affirmation de Moustapha Effendi, il n'en fit sortir rien d'autre et cette fosse ne se trouvait pas dans les champs.

(d.) Le témoin dit connaître l'existence à Mouch de deux personnes répondant au nom de Nadir, mais il n'a de relations avec aucune des deux, qui ne font ni l'une ni l'autre commerce avec son village.

(e.) Contrairement à l'affirmation de Nadir Agha (entendu dans la séance du 8 février, procès-verbal n° 13), les arméniens n'ont pas l'habitude de brûler leurs maisons et de les reconstruire plus loin ; ils n'ont pas de forêt dans le voisinage, et le témoin lui-même a payé rien que pour la charpente de sa maison la somme de 1.400 piastres.

f. Le témoin ne connaît pas le prêtre Parsegh (entendu dans la séance du 6 février, procès-verbal n° 11) et ignore si ce dernier a envoyé à Semal des lettres d'exhortation.

g. Il n'a pas reçu davantage de conseils d'Ali Effendi, qui venait parfois à son village pour le ravitaillement des troupes.

Au cours de son interrogatoire, le témoin se plaint à différentes reprises d'être questionné sur des points de détail ; puisque la Commission est ici de la part du Gouvernement pour chercher la vérité, qu'elle vienne dans les villages voir par elle-même les maisons brûlées et les champs dévastés.

Le Président lui répond que l'enquête sera menée avec une impartialité complète et que la Commission se rendra, soit à Semal, soit dans tous les endroits qu'elle jugera nécessaires ; mais il doit recueillir du témoin, comme l'un des principaux de son village, et qui n'a qu'à les fournir sans aucune contrainte, les éclaircissements possibles.

Sur la demande des délégués consulaires, le Président décide que le témoin accompagnera à titre d'indicateur le fonctionnaire chargé d'aller au village de Pertak pour y chercher le nommé Ovak, dont il a été question au cours de la séance, et l'amener devant la Commission.

Le Président lève la séance.

*Sig*né : H.-S. SHIPLEY.

M. VILBERT.

M. PRJEVALSKY.

#### Procès-verbal n° 20. — Séance du 16 février 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents ainsi que les délégués consulaires.

Le premier témoin entendu est la femme Maké, du village de Spagank, district de Sassoun, veuve du nommé Erko, fils de Marko, et actuellement hospitalisée à Alvarindj.

Ayant appris des kiahias de ce village l'arrivée à Mouch de la Commission, elle est venue d'elle-même, il y a quatre jours, pour lui présenter sa plainte.

Invitée à l'exposer, elle raconte que pendant le jeûne de la fête de la Vierge (Mariam-Periz), au mois d'août 1894, des soldats, parmi lesquels il n'y avait pas de kurdes, attaquèrent le village de Spagank : les habitants se trouvaient dans leurs pâturages très rapprochés.

Le témoin lui-même était dans sa maison avec son mari et ses enfants ; les soldats y mirent le feu et tuèrent deux enfants qui y étaient restés ; un troisième fut tué en même temps que son père qui s'était enfui dans les rochers avec sa femme et le reste de ses enfants.

Les enfants qui succombèrent se nommaient : Artin, garçon de 12 ans, fiancé ; Kirkor, garçon de 5 ans ; Khatchador, garçon de 4 ans.

Quant aux quatre autres : Kazar, Saro, Aranos, Agop, le témoin ne les a jamais revus ; il a perdu plus tard une petite fille nommée Khazo au village d'Alvarindj.

Le témoin interrogé sur les personnes qui se trouvaient présentes au moment du meurtre de ses enfants, répond : « Moi, je les ai vus ; on les a tués à coups de sabre et de baïonnette ». Elle ne sait rien pour les enfants des autres ; elle-même s'est cachée dans les racines d'un arbre.

Son village, qui se composait de trois quartiers séparés, a été complètement brûlé. Les habitants s'ensuivirent dans des directions différentes ; un grand nombre se trouve actuellement dans les villages de la plaine de Mouch ; elle-même ayant erré pendant vingt jours dans les montagnes, ne trouvant rien pour se nourrir, a mis huit jours pour atteindre Alvarindj, où sont ses frères, Serkis, Bedo et Temo ; sa mère Khumé, ses deux belles-sœurs Eguissa et Bulbul.

Le témoin nie que des gens de Talori soient venus exciter ceux de Spagank à prendre les armes et à se retirer dans les montagnes, que quelqu'un de Talori se soit trouvé parmi eux au moment de l'attaque des soldats, que les villageois de Spagank aient eu des armes, et qu'ils aient lutté avec les soldats arrivés brusquement sans que le témoin en sache la cause et en ait été averti autrement que par le son du clairon.

Des explications complémentaires du témoin il résulte :

Que le village de Spagank est situé environ à trois heures de Talori, dont il est séparé par un ravin, et dont les troupeaux viennent boire aux mêmes sources ; que Talori a eu le même sort que Spagank ; que les villageois, par crainte des voleurs, ont l'habitude chaque année de cacher ceux de leurs effets ayant quelque valeur dans les fosses ; que, comme le relate sa pétition remise à la Commission, le témoin a perdu : 150 moutons, 4 bœufs, 4 vaches, et 100 piastres, le tout ayant été pris par les soldats.

Le second témoin entendu est le nommé Ressoul-ben-Merdjo, kurde khianli du village de Djerdas, âgé de 30 ans, marié.

Il explique que, depuis la capture de Damadian, les routes conduisant de Khian à Mouch par les villages de Kavar étaient coupées par les brigands arméniens qui depuis deux ans ne laissaient passer personne.

Plainte de ce fait avait été portée par les kurdes à la connaissance de l'autorité de Passour, qui était, d'ailleurs, parfaitement au courant comme celle de Mouch.

Dans les premiers jours de juin 1894 (v. s.), le cousin du témoin, nommé Temisti-beu-Mohammed, se rendait seul à Mouch, quand à Havars, endroit situé entre Semal et Guéliéguzan, il fut tué par des arméniens de Kavar et de Talori. Son cadavre fut mutilé, l'abdomen rempli de poudre à laquelle on mit le feu, et les assassins se partagèrent les effets personnels du mort. Les musulmans de Guéliéguzan nommés Meho, Risgo, Veli, Rako, ayant donné la nouvelle à Khian, des gens allèrent de nuit chercher le cadavre que le témoin vit lui-même et qui fut enterré dans le village.

La mère de Temieh montra les habits du mort au mutessarif de Guendj ; plainte fut portée au caïmacam de Passour, qui ne pouvait rien faire, puisque lui-même, chassé d'Akkesser par 300 arméniens armés de fusils, avait été poursuivi par eux jusqu'à Passour.

Dans sa plainte de ce jour, comme dans sa plainte originelle, le témoin accuse du meurtre de son cousin les nommés Guibro, fils de Tono ; Boghos, fils de Mano ; Mardo, fils de Bolé ; Mikhail, Sako, Ohan, Ibo, ces quatre derniers de Chenik, et Tavo et Boghos, de Semal.

Invité à motiver l'accusation qu'il porte contre les individus précités, le témoin répond que l'affaire n'est pas secrète, que tout Khian connaît ces

gens comme des brigands et que s'il les accuse nommément, c'est parce qu'ils sont les chefs du village.

Il mentionne, à l'appui de ses dires, l'attaque faite cette même année 1894 sur les kurdes vélikanli, dont trois hommes furent tués et l'impossibilité pour le Mutessarif de faire venir auprès de lui ces mêmes villageois qu'il avait plusieurs fois appelés.

Le troisième témoin est le kurde Abdullah-ben-Selim, du village de Melek, dépendant de Khian, âgé de 25 ans, marié.

Confirmant la pétition en date du jour même, 4 février (v. s.) 1895, dont lecture est donnée par le Président, il raconte la mort de son père, tué par les arméniens de Kavar et de Talori dans les circonstances suivantes :

En juillet 1894, un kurde nommé Mollah Ressoul, venant de Diarbekir à ses pâtrages d'été Khizan, sur le Kourtik-Dagh, fut attaqué à la bifurcation des routes de Khian, non loin des pâtrages Tchapar, par les gens des villages précités. Vingt ou trente kurdes bekranli s'étant portés à son secours, le père du témoin, nommé Sélim, qui était dans sa maison non loin de là, se rendit auprès des arméniens pour les engager à cesser. Il fut assailli par eux et son corps resta exposé au soleil de vingt à vingt-huit jours, sans que les arméniens permissent de l'importer. Au bout de ce temps, un villageois de Halorink, nommé Temo, et le kurde Khazo, domestique de Hichman Agha, étant allés, pendant la nuit, recueillir les restes de Sélim, les apportèrent au témoin. Dans le combat qui eut lieu après la mort de Sélim entre les kurdes, au nombre de soixante-dix environ et les arméniens de Kavar et de Talori, trois fois plus nombreux, six kurdes furent tués. Le témoin ignore combien les arméniens ont perdu d'hommes. Le témoin porta plainte alors au mutessarif de Guendj, mais ne connaît pas la suite donnée par l'autorité.

Il réclame aujourd'hui contre les villages de Talori, de Chenik, Semal et Guéliéguzan tout entier.

Invité à répéter les noms mentionnés dans sa plainte, il spécifie : Bedros, fils de Djouro ; Gaspard, fils de Serkechich ; Mikhail, fils de Kechich ; le fils de Mando, de Semal ; le fils d'Avo, et motive cette accusation par cette seule raison, que ce sont les chefs de village.

Le Président donne lecture ensuite d'un procès-verbal, dressé par le commissaire de police de Mouch, qui constate que, s'étant rendu avec le nommé Tavo, de Semal, au village de Pertak, pour y chercher le nommé Ovak, fils de Merké, il n'y a pu trouver l'individu en question et que les villageois n'ont jamais vu personne de ce nom, ainsi qu'il ressort de la déclaration signée par eux et annexée au dit procès-verbal.

Tavo confirme cette constatation en ajoutant que les villageois lui ont dit ne pouvoir être informés exactement des 200 ou 300 personnes ayant passé par leurs villages.

Tavo affirme de nouveau y avoir vu quinze jours auparavant le nommé Ovak et dit que si la Commission lui en laisse la liberté, il se charge en quelques jours de le lui amener.

Le Président lève la séance.

*Signé : H.-S. SHIPLEY.*

*M. VILBERT.*

*M. PRJEVALSKY.*

## Procès-verbal n° 21. — Séance du 18 février 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents ainsi que les délégués consulaires.

Le Président ayant annoncé que les confrontations des nommés Nadir Agha et Parsegh Effendi avec le nommé Tavo allaient avoir lieu, les délégués font observer qu'il y aurait eu intérêt à ce qu'elles se produisissent le jour même où les contradictions ont résulté de témoignages opposés.

Les nommés Parsegh et Tavo étant mis en présence, le Président rappelle au premier sa déposition du 6 février 1895 (procès-verbal n° 11), aux termes de laquelle il aurait entendu dire par Tavo que le nommé Erko avait été blessé, non par les soldats, mais par les kurdes, et sa déclaration que lui-même Parsegh aurait envoyé dans les villages arméniens des lettres d'exhortation et de conseils. Tavo nie totalement ces faits, sur quoi Parsegh fait demander par le Président si Tavo le connaît.

Tavo répond négativement et ajoute l'avoir vu la veille pour la première fois au bureau de police.

Parsegh lui fait alors poser la question si, pendant qu'il était de service à l'église arménienne à Mouch, Tavo n'y a pas passé cinq nuits et ne lui a pas fait alors certaines déclarations en présence du gardien Manouk. Celui-ci dit qu'en effet, lorsque Parsegh était de service, Tavo est venu l'hiver précédent (1893-94) pendant trois ou cinq jours recueillir du pain à l'intention de son frère, alors détenu à Mouch, mais que lui Manouk n'a pas vu Tavo s'aboucher avec Parsegh et qu'il n'a pas revu depuis lors son cousin Tavo.

Parsegh demande alors la comparution de l'officier de police, Méhémet Effendi, qui confirmera ses dires. Ledit Méhémet appelé devant la Commission ne peut dire que ceci : le prêtre Parsegh et le gardien Manouk étaient venus le trouver la veille pour lui faire une déclaration, il a refusé de les écouter en leur déclarant que la police n'était pas un tribunal.

Le gardien Manouk rappelé dit avoir été invité la veille à se rendre à la police par un zapié qu'il ne pourrait reconnaître, et y avoir fait la même déclaration que celle qu'il a faite tout-à-l'heure devant la Commission.

En ce qui concerne les lettres de conseils expédiées par lui, Parsegh dit en avoir envoyé une au prêtre de Semal, nommé Ohaunès, et parent de Tavo. Il ajoute de lui-même que ce prêtre a été tué dans les circonstances suivantes. Au moment où les villageois de Chenik et Semal étaient réunis à l'Antok, le prêtre Ohaunès en prit quelques-uns avec lui sous prétexte d'aller se rendre aux troupes qui étaient près du Kourtik-Dagh, mais en réalité pour s'assurer du nombre des soldats et le faire savoir aux arméniens rassemblés. Parti deux heures après le coucher du soleil et rencontré en route par les kurdes khiauli et bekranli, il fut tué au cours de la rixe qui se produisit. Ces incidents qui auraient eu lieu alors que les deux compagnies de Merguémuwan étaient seules à Kourtik, les autres troupes n'étant venues que deux ou trois jours après, lui ont été racontés par les nommés Avédis, Kéchich Oghlou, d'Agpik, Erko, de Chenik, autre que celui entendu dans la séance du 1<sup>er</sup> février (procès-verbal n° 7), et enfin par Tavo lui-même.

Tavo nie avec la plus grande violence et jure n'avoir jamais tenu de semblables propos à Parsegh. Il affirme que le prêtre Ohannès, qui était son oncle, a été tué par les soldats et que les gens blessés aux côtés de ce

dernier sont en fuite. Il ajoute que le nommé Ovak, qui se trouvait avec le prêtre Ohannès, est à Mouch et dans le local même de la Commission.

Le Président décide la comparution d'Ovak dans la séance du jour.

Nadir Agha, introduit, ayant confirmé la déposition qu'il avait faite dans la séance du 8 février 1895 (procès-verbal n° 13), au sujet de ses conversations avec Tavo, soit dans sa maison à lui, en présence des nommés Sako, Cherko et Ali Effendi, soit à Semal, où il s'était rendu dans la propre demeure de Tavo, celui-ci nie formellement avoir eu des relations personnelles avec Nadir, qui n'est jamais venu chez lui à Semal.

Le nommé Sako, alors introduit, dit être venu une seule fois l'automne dernier en compagnie d'Erko et de Tavo pour une question d'approvisionnement chez Nadir, où ne se trouvait pas Ali Effendi, et où ne fut tenue aucune conversation dans le genre de celles qui leur sont prêtées par Nadir. Ce dernier depuis longtemps n'est pas venu à Chenik dont, il y a trois ans, il avait affermé les dimes pour la perception desquelles il se faisait remplacer par son fils.

Nadir, entre autres réponses, prétend y être allé l'année dernière et y avoir passé une semaine dans la maison du nommé Kirko.

Est introduit le nommé Ovak dont Tavo certifie l'identité.

Ovak dit être du village de Sehual, ne pas savoir son âge (il paraît de 15 à 17 ans). Le nom de son père est Merké.

Il ressort de ses déclarations que quand les soldats prirent son village, il s'enfuit dans les montagnes où il se cacha dans les rochers pendant longtemps — il ne peut dire le nombre de jours. S'étant rencontré avec le prêtre Ohannès, qu'accompagnaient des hommes, des femmes et des enfants, il se joignit à eux pour aller au camp. Là les soldats s'étant emparés du prêtre, lui crevèrent les yeux, le tournèrent en dérision, jetèrent son cadavre dans une fosse et de la poussière par dessus.

Ovak dit avoir vu de ses propres yeux ce qu'il raconte. Ensuite les arméniens frappèrent les autres arméniens qui se sauvaient vers Guéliéguzan. Le témoin lui-même, blessé à coups de baïonnette, tomba et se cacha sous deux cadavres. Il s'enfuit ensuite dans les bois où il fut rencontré par sa mère, qui le mit à l'abri dans les broussailles et le nourrit pour un temps qu'il ne peut déterminer de pain et de blé.

Il revint avec elle à Semal puis dans la plaine de Mouch où elle le laissa, partant avec deux autres enfants, un petit garçon et une petite fille, dans la direction de Diarbékir.

Le témoin dit que son frère fut tué à Guéliéguzan, mais ne sait pas, s'étant enfui, s'il y a eu combat ou non.

Bien que pressé de questions par le Président, il affirme ne pas savoir ni le nom des villages de la plaine par lesquels il a passé ni le nom des gens qui l'ont reçu. Il est venu à Mouch, il y a bien sept jours, où il mendie et couche dans une écurie qu'il ne peut désigner.

Il a vu Tavo hier seulement et lui a parlé. Il l'avait rencontré quinze jours auparavant dans la rue d'un village qu'il ne peut désigner.

La Commission décide l'examen médical des blessures d'Ovak.

Le Président lève la séance.

*Signé : H.-S. SHIPLEY.*

*M. VILBERT.*

*M. PRJEVALSKY.*

**Procès-verbal n° 22. — Séance du 19 février 1895.**

Tous les membres de la Commission sont présents ainsi que les délégués consulaires.

Le Président donne lecture du rapport médical dressé en date du 7 choubat 1310 (19 février 1895) par MM. le capitaine Bessim Bey, médecin attaché à la Commission d'enquête ; le capitaine Vassif Bey, médecin du régiment de cavalerie ; le Dr Margueriti Saridi, médecin de la municipalité de Mouch, chargés de l'examen des blessures du nommé Ovak, entendu dans la séance précédente. La traduction de ce document est jointe en annexe au présent procès-verbal.

Le Président fait observer que d'après ce rapport, les blessures du dit Ovak n'auraient pas été causées par la baïonnette, mais seraient le résultat de pointes de fer remontant à deux mois au plus.

Le témoin entendu, nommé Vahan, arménien grégorien, fils de Vartan Agha, notable de Mouch, âgé de 33 ans, et chargé précédemment de missions officielles temporaires par les autorités locales, dépose qu'ayant en 1308 (1892) au moment de l'épiscopat de Nersès, à Mouch, appris le départ de Damadian pour les montagnes et le district de Kavar, c'est-à-dire Chenik, Semal, Guéliéguzan, il en donna la nouvelle à Taleb Effendi, entendu dans la séance du 7 février 1895 (procès-verbal n° 12), et au mutessarif de Mouch, qui chargea ce dernier d'aller vérifier l'exactitude de cette dénonciation. Le témoin, de sa propre initiative, se joignit à Taleb, et tous deux partirent pour Kavar où ils passèrent environ trois semaines..

Des longues déclarations du témoin il résulte que leur essai de capturer Damadian demeura infructueux ; que dans le village de Kop, dépendant du district de Shatakh, le nommé Aré, fils de Khacho et Moukhtar du village qui leur donnait l'hospitalité, leur apprit que Damadian était venu dans les environs, qu'il enrôlait des soldats et qu'après en avoir réuni un millier, son intention était d'en jeter la moitié sur un village musulman près de Mouch et de s'emparer, à l'aide de l'autre moitié, du dépôt d'armes.

Le témoin, en cours de route, remarqua de tous côtés des gens qui se promenaient armés et qui n'étaient autres que les villageois. Il explique le retard apporté par les moukhtars de Chenik, Semal, Guéliéguzan à venir auprès de Taleb par leurs mauvaises intentions, et il conclut de l'absence des nommés Kourki, frère de Tavo, de Semal, Boghos, Mardo, Eïko et Michail qu'ils devaient être dans les montagnes avec Damadian.

Le témoin entendit de la bouche du prêtre Ohannès, de Semal, que les arménies voulaient se délivrer des kurdes pour vivre plus tranquilles, et les villageois lui dirent avoir été prévenus de la venue de Taleb et de l'objet de sa mission par l'évêque Nersès, actuellement en prison à Bitlis. Ce dernier n'a pas cessé d'écrire aux arméniens pour les encourager « à ne pas perdre espoir, à continuer leurs affaires, en leur promettant la création d'un Etat indépendant, où tous vivront tranquilles ». Cela ressort, explique le témoin, de correspondances interceptées par l'autorité.

En ce qui concerne les événements de 1894, il déclare qu'un nommé Kiragos, aujourd'hui décédé et qui le lui raconta, rencontra dans la forêt où il coupait du bois, une bande d'une vingtaine d'hommes armés, parmi lesquels deux villageois de Kavar, qui lui demandèrent des renseignements sur Mourad, et qui, eu se déclarant étrangers, ajoutèrent : « Tu entendras bientôt parler de nous ».

Quinze jours après environ, en apprenant les attaques des arméniens

sur les kurdes velikanli et le meurtre d'un kurde aux environs de Guéliéguzan, le témoin pensa que c'était ce qu'ils avaient voulu dire en promettant de faire parler d'eux.

En terminant son récit, le témoin affirme qu'aujourd'hui tout le monde, sans pouvoir préciser personne, empêche les villageois de Kavar de dire la vérité relativement aux agitateurs Mourad et Damadian, à tel point qu'au su et vu de tous, deux de ces villageois ont été emmenés par le fils de Mardiros Agha, membre du Conseil administratif, la nuit dans sa maison, et engagés à ne pas dire la vérité : « Ils n'avaient rien à craindre ».

Interrogé sur les indices qu'il peut avoir de cette conversation, à laquelle ni lui ni personne de sa connaissance n'a assisté, le témoin répond qu'elle se comprend par tout ce qui se passe.

Il ignore le sort du prêtre Ohannès et ne sait s'il est vivant ou mort. Il attribue l'envoi des troupes dans la montagne à la nécessité de faire cesser les combats entre les kurdes et les arméniens. Il n'a pas entendu les seconds se plaindre des premiers ; au contraire, des rixes fréquentes se produisaient entre les kurdes eux-mêmes pour la protection des chrétiens.

L'interrogatoire du nommé Rechid, kurde de Guéliéguzan, commencé dans cette séance, n'étant pas terminé, sa déposition intégrale sera incluse dans le procès-verbal de la séance où elle prendra fin.

Le Président lève la séance.

*Signé : H.-S. SHIPLEY.*

*M. VILBERT.*

*M. PRJEVALSKY.*

### Rapport médical.

(*Traduction.*)

Le nommé Ovak, fils de Merke, âgé d'environ 15 à 16 ans, villageois de Semal, ayant prétendu, au cours de son interrogatoire devant la Commission, avoir à la tête et sur le corps un certain nombre de blessures faites à la baionnette, la Commission d'enquête nous a chargés d'examiner ledit Ovak. En procédant à son examen de la tête jusqu'aux pieds, nous avons trouvé sur les quatre côtés de la tête, et au nombre de vingt-trois, des cicatrices superficielles, résultant d'une série de pointes de feu, et de formes différentes, triangulaires, cruciales, ponctuées. Parmi elles, à la partie supérieure du crâne du côté de l'os frontal, un affaissement de date ancienne, d'un centimètre de longueur environ, et sur lequel nous avons remarqué une brûlure également pratiquée à la pointe de feu ; de plus nous avons observé à la partie postérieure du thorax, soit à droite, soit à gauche, et de forme ovale, seize cicatrices dont la plus grande d'à peu près  $2\frac{1}{2}$  à 3 centimètres de longueur, plus quatre cicatrices sur le bras gauche, puis sur la fesse gauche deux punctiformes, et toutes ces cicatrices provenant de pointes de feu.

Il ressort, soit de la forme, soit de l'apparence extérieure des cicatrices dont nous avons constaté l'existence, soit à la tête, soit au thorax, que ce ne sont pas des cicatrices des blessures pénétrantes, résultant de coups de baïonnette. Car, s'il avait eu une blessure pénétrante causée par un coup de baïonnette, la forme des cicatrices précitées aurait dû être à peu près circulaire et resserrée, tandis qu'il a été constaté scientifiquement qu'elles sont au contraires superficielles, et ressemblent en même temps par leur apparence à des cicatrices de brûlures. Ainsi, comme une telle cicatrice d'une longueur diamétrique de  $2\frac{1}{2}$  à 3 centimètres, et qui daterait de six ou sept mois, aurait dû être au moins un peu plus grande au moment où elle s'est produite ; comme il n'y a pas de baïonnette d'un tel diamètre longitudinal, et même, en admettant qu'il y en

eût, il est évident qu'un tel diamètre ne se trouverait pas à la pointe, mais à la base de la baionnette ; et dans ce cas, en supposant qu'elle fut entrée, non pas jusqu'à la base, mais jusqu'à la moitié, comme parmi les cicatrices se trouvant sur les côtés de la poitrine, nous en avons vu une série de dangereuses dans les régions pulmonaire et plévrale, et quatre ou cinq en particulier, opposées à la région du cœur, il s'ensuit qu'un organe aussi important aurait dû être blessé, et au même moment, la vie de l'individu en question eût été éteinte. De plus, de la rougeur existant à la surface des cicatrices et des escarres qui sont sur quelques-unes d'entre elles, nous avons compris médicalement qu'elles ne remontaient pas à six ou sept mois, mais à un mois et demi au maximum, et que ces mêmes cicatrices résultaient d'une pointe de feu, et non d'une blessure pénétrante faite à la baionnette.

En foi de quoi nous avons dressé et présenté le rapport.

*Le Capitaine médecin attaché à la Commission d'enquête,  
(L. S.) BESSIM.*

*Le Capitaine médecin du régiment de cavalerie,  
(L. S.) VASSIE.*

*Le Médecin de la municipalité de Mouch,  
(L. S.) DIMITRI MARGARIDI SARIDI.*

*Pour traduction certifiée conforme :  
Signé : M. VILBERT.*

7 Choubât 1310 (19 février 1895).

### Procès-verbal n° 23. — Séance du 20 février 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents ainsi que les délégués consulaires.

Le témoin entendu au cours de cette séance est le nommé Rechid, kurde de Guéliéguzan, fils de Djérdo, âgé de 30 à 35 ans, marié, fermier, qui complète sa déposition, commencée dans la séance précédente. Il résulte de ses déclarations que Mourad venait à Guéliéguzan, avec une bande de compagnons pris entre les gens de Chenik, Semal et Guéliéguzan, parmi lesquels se trouvaient deux habitants de chacun de ces villages, plus des arméniens de Sassoun et de Metink d'entre lesquels les nommés Kevork et Attam. Il ne sait pas le nom des autres. Lui-même a vu Mourad de loin et peut dire seulement qu'il est de petite taille. La peur l'a empêché de s'approcher. Au printemps de 1894, Mourad, dit le témoin, passant pour aller à Talori, conseilla aux villageois de Guéliéguzan de se réunir sur l'Antok-Dagh, en y emmenant leurs familles. Ces derniers ne suivirent pas ce conseil.

Après son départ, les arméniens tuèrent un kurde en lui volant 100 ou 150 moutons, coupèrent la tête à un second karekanli et l'apportèrent à Mourad qui récompensa ce meurtre par cinq medjidiés, se portèrent, un jour après, à une attaque à Kourtik-Dagh sur les kurdes auxquels ils tuèrent plusieurs hommes, et trois jours après tuèrent trois kurdes « latchikassli » de la tribu des badikanli.

Les kurdes, ainsi maltraités et persécutés par les arméniens, au point qu'ils ne pouvaient plus aller à leurs champs ni au moulin, se rassemblèrent, et la lutte commença entre les deux parties. Le témoin ignore le nom et la quantité de ces kurdes. La conséquence fut la fuite des villageois de Guéliéguzan à l'Antok-Dagh, où le témoin fut emmené par eux, et quoique Mourad eût donné auparavant l'ordre de le tuer.

Pendant les sept ou huit jours qu'ils y séjournèrent, ils se battirent envi-

ron une à deux heures par jour. Les arméniens qui y étaient réunis, habitants de plusieurs villages, au nombre de 1,500 environ, avaient les mêmes armes que les kurdes, sauf les compagnons de Mourad, qui comptaient sept ou huit fusils (armes de guerre).

Le témoin, qui n'était pas libre de ses mouvements, ne pouvait se rendre un compte exact de ce qui se passait et ne saurait dire le nombre des arméniens ayant péri pendant ces combats.

Dans le cours de sa déposition, le témoin attribue ensuite la fuite des arméniens à l'Antok-Dagh, non plus aux rixes s'étant produites entre eux et les kurdes, mais aux avis de Mourad qui, venu une seconde fois, avait conseillé aux premiers, à la suite de leurs attaques d'agression et de meurtre sur les kurdes, et ses soldats à lui, Mourad, n'étant pas encore arrivés, de tuer tout musulman qu'ils rencontraient sur leur route et de gagner l'Antok-Dagh pour se livrer au brigandage, d'abord au nombre de deux ou trois dans le but de faire des reconnaissances, ensuite en bandes, dont les hommes étaient choisis et envoyés par Mourad. Ils pillaient dans de différentes directions des maisons kurdes isolées. Le témoin ne prenait pas part à ces expéditions et restait sur la montagne, sur les flancs de laquelle les arméniens se promenaient armés nuit et jour. Ils y demeurèrent dix ou douze jours environ, au bout desquels ils se sauvinrent de divers côtés : ceux de Chenik vers Koulp, de Semal vers Khian, de Guéliéguzan vers Sassoun. Deux jours avant de se séparer, les habitants des trois villages avaient tenu conseil avec Mourad pour savoir s'ils devaient attaquer d'abord les soldats de Merguémouzan ou les kurdes bekranli, et Mourad leur avait indiqué ce dernier parti. Mais, sur ces entrefaites, des kurdes bekranli se rendant, au nombre de dix ou douze, tous à Merguémouzan pour s'y plaindre des crimes et des vols des arméniens, ceux-ci, avant que les kurdes n'y fussent arrivés, les attaquèrent près de Semal. Il y eut des morts des deux côtés. Les deux partis restèrent en face l'un de l'autre. Pendant la nuit les kurdes brûlèrent une ou deux maisons de Semal. Ce que voyant, les arméniens brûlèrent le reste ; puis ils se retirèrent sur la montagne de Kousé où eut lieu un nouveau combat. Les kurdes furent refoulés au delà de Chenik, dont les arméniens, craignant un retour offensif d'un plus grand nombre de kurdes, brûlèrent également les maisons. Le lendemain matin, après avoir tenu conseil, ils simulèrent un départ vers Guéliéguzan pour attirer les kurdes, sur lesquels ils revinrent brusquement et dont ils tuèrent un grand nombre. Les arméniens perdirent six hommes et une femme. Ils regagnèrent ensuite l'Antok-Dagh, où ils tinrent un nouveau conseil en disant à Mourad qu'ils attaquaient les soldats et iraient ensuite à Mouch. Mourad s'y refusa en alléguant le petit nombre de leurs soldats et en les engageant, puisqu'ils n'avaient pas de kurdes devant eux, à se rendre dans le passage de Guéliéguzan pour y attendre qu'il leur envoyât de Talori des soldats ou une réponse.

Le lendemain, vers midi, un combat se produisit aux environs de Guéliéguzan entre les arméniens venus de la montagne et les kurdes ou les soldats. Le témoin ne peut le dire au juste, n'étant pas descendu ce jour-là. Les arméniens revinrent le soir après avoir brûlé leurs maisons, à ce qu'ils disaient eux-mêmes. Ils racontaient aussi qu'ils avaient eu un prêtre tué de Semal nommé Ohannès et deux villageois de Guéliéguzan. Les musulmans avaient eu également de grandes pertes que le témoin ne peut préciser.

Le lendemain, n'ayant pas reçu de réponse de Mourad, les arméniens lui envoyèrent trois hommes : Kevork, Attam et un troisième de Chenik ou de Semal, le témoin en ignore le nom, qui rapportèrent un jour après la réponse suivante : « Comme on m'a trompé, je vous ai trompés ; faites ce que vous voudrez ». Les arméniens se dirent : « Puisque nous avons brûlé nos villages, que nous sommes trop peu pour attaquer les soldats, que nous ne pouvons nous rendre, que nous avons commis un grand nombre de méfaits que l'autorité ne nous pardonnera pas, nous devons penser à nous sauver », et ils se dispersèrent dans des directions différentes, se cachant dans les fourrés, les gens de Guéliéguzan se dirigeant vers leurs aghas kurdes de Sassoun.

Le témoin lui-même avec sa famille et le nommé Ali, son cousin, passa la nuit dans la forêt.

Le lendemain ils allèrent se rendre aux troupes à Merguémozan dont le campement comptait à peu près vingt tentes.

Là, le témoin s'étant adressé à un officier supérieur, dont il ne sait pas le nom, fut renvoyé par lui au lieutenant Ali Effendi qui reçut sa déposition et expédia sa famille à Khian. Le témoin l'y rejoignit deux ou trois jours après, sans plus retourner à Guéliéguzan. Il entendit parler de la venue du Muchir qui allait, disait-on, réinstaller chacun dans sa propre maison et avait également défendu aux aghas kurdes de ne plus toucher aux arméniens. Quant à ses propres biens, le témoin ignore ce qu'ils sont devenus.

Il résulte de ses autres déclarations :

1. Que pendant le séjour des arméniens avec leurs familles sur l'Antok-Dagh et leur fuite de cette montagne, il n'y avait eu d'attaque ni de la part des soldats, ni de la part des kurdes.

2. Q'en allant lui-même à Merguémozan, il ne rencontra personne et qu'il aurait été tué par les kurdes, si ces derniers l'avaient rencontré.

3. Que dans le voisinage de Semal il n'y avait que peu de kurdes badikanli, latchikanli et bekiranli qui furent attaqués et pillés par les arméniens.

4. Que les soldats de Merguémozan qui ne voyaient pas ces combats entre les kurdes et les arméniens n'y prenaient aucune part et répondaient aux kurdes, venant porter plainte, qu'ils ne pouvaient intervenir sans ordre du gouvernement.

Pendant les dix ou douze jours que le témoin passa sur l'Antok-Dagh, il y avait combat quotidien pendant une heure ou deux, sauf trois jours exceptés.

Invité à expliquer comment il pouvait, puisqu'il était prisonnier, connaître les détails des combats survenus entre les kurdes et les arméniens et les conseils tenus par ces derniers, il répond qu'il avait de temps à autre la faculté de se rendre auprès des arméniens de qui il tient ces renseignements.

C'est d'eux qu'il apprit également, un soir à leur retour, l'attaque à laquelle ils se portèrent sur des soldats, passant par Guéliéguzan pour aller à Talori et au cours de laquelle il y eut des pertes considérables des deux côtés. Parmi les arméniens, les uns disaient que leurs adversaires étaient des soldats et les autres qu'ils étaient kurdes.

Le témoin ne peut dire de qui il tient le récit de l'assassinat du kurde karikanli ci-dessus raconté ; il déclare ne pas être lui-même le kurde

karikanli Rechid dont il a été plusieurs fois question dans des dépositions précédentes. Il ajoute que, quand son père vint pour la première fois à Guéliéguzan, il ne s'y trouvait encore aucun arménien. Guéliéguzan n'est séparé de l'Antok-Dagh que par deux heures de distance, mais le témoin, avant 1894, n'était jamais allé jusqu'à cette montagne.

Les délégués consulaires attirent de nouveau l'attention du Président sur l'intérêt qu'il y aurait à nommer en qualité de Drogman un des membres des Conseils spirituel ou administratif de l'évêché arménien grégorien et en la personne duquel les témoins arméniens pourraient avoir confiance.

Le Président ayant répondu que les membres de ces deux Conseils étaient tous suspects ou compromis, les délégués, sur sa prière de fournir à la Commission des noms pris en dehors de ces personnes, lui soumettent les noms de Boghos Merdjanean ou son fils Vahan.

Le Président déclare qu'il fera prendre les informations nécessaire.

Sur une question des délégués, il leur fait connaître que la Commission a pris la veille les mesures destinées à assurer la comparution des femmes de Semal indiquées par le nommé Tavo dans la séance du 15 février 1895 (procès-verbal n° 19).

Le Président lève la séance.

*Signé :* M. VILBERT.  
H.-S. SHIPLEY.  
M. PRJEVALSKY.

#### Procès-verbal n° 24. — Séance du 21 février 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents ainsi que les délégués consulaires.

Le témoin entendu pendant cette séance est le nommé Serko, fils d'Osse, de Guéliéguzan. Son interrogatoire n'ayant pu être terminé, sa déposition intégrale sera donnée en son entier dans le procès-verbal de la séance où elle sera achevée. Au cours de celle du jour, le témoin, interrogé par les délégués consulaires s'il connaît le kurde Rechid, de Guéliéguzan, entendu dans la séance du 20 février (procès-verbal n° 23), répond affirmativement que lui Rechid avait cinq frères restés à Guéliéguzan jusqu'à l'arrivée des soldats en 1894, mais que lui-même demeure à Mouch depuis une dizaine d'années.

Vu l'importance du témoignage dudit Rechid, qui s'est présenté devant la Commission comme s'étant trouvé avec les arméniens sur l'Antok-Dagh, les délégués demandent la confrontation immédiate de Serko avec lui, d'autant plus qu'il se trouve en ce moment dans le local de la Commission.

Rechid introduit et mis en présence de Serko, celui-ci le reconnaît pour l'individu dont il est question.

Invité à s'expliquer sur la déclaration que répète Serko à son sujet, Rechid répond qu'il ne peut pas mentir en présence de la Commission ; qu'il y a dans les couloirs des gens de Guéliéguzan qui le connaissent et qui peuvent dire s'il demeure au village ou à Mouch.

Sur une question du Président, Serko explique que bien que Rechid possède une maison et des champs à Guéliéguzan, et que son nom soit inscrit dans les registres, ce sont ses frères qui acquittent les impôts.

Est introduit le nommé Kiragos, qui déclare connaître Rechid ; mais il est depuis dix ou onze ans à Mouch, et vient de temps en temps au village où il a des frères.

Sont ensuite appelés : les nommés Artin, de Chenik, Simo et Egho, de Semal. Le premier déclare ne pas connaître Rechid qu'il a vu pour la première fois et dont il apprit le nom dans le local même de la Commission.

Simon et Egho déclarent que Rechid leur est connu ; il fait le commerce de peaux de renard, et passait de temps à autre par leur village en venant de Mouch où il a sa famille.

A ces affirmations, Rechid répond que sa maison est à Guéliéguzan, où il habite, qu'il vient souvent à Mouch, qu'il se peut qu'il se soit rendu à Semal, mais qu'il ne fait pas le commerce qu'on lui prête.

En ce qui concerne les déclarations de Serko, relatives au nombre de ses frères, Rechid affirme qu'il n'en avait qu'un seul nommé Suleyman, mort l'automne dernier, sur l'Antok-Dagh, où ils s'étaient enfuis ensemble. Il n'a ni frère ni parent nommé Mirzo.

Depuis trois ou quatre ans, Guéliéguzan ne renferme d'autres maisons musulmanes que la sienne et celle de son cousin Ali.

Interrogé pourquoi il n'a pas fait mention de ce frère Suleyman dans sa déposition de la veille, Rechid répond que c'est parce que son frère n'était qu'un enfant âgé de 7 ans, et mort des suites de maladie pendant que tous deux se trouvaient à l'Antok-Dagh.

Questionné au sujet de son propre père, ses déclarations sont aussi contradictoires qu'embarrassées. Rechid déclare d'abord qu'il est mort il y a quinze ans, explique ensuite qu'il a voulu dire huit ans, que l'âge de 7 ans, donné à son frère Suleyman, n'était qu'approximatif, ce dernier pouvant avoir été âgé de 8 ans lors de la mort de leur père à tous deux.

Serkо, à son tour, déclare que Rechid n'était pas sur l'Antok-Dagh au temps des événements de l'année précédente.

Le Président lève la séance.

*Signé :* M. VILBERT.  
H.-S. SHIPLEY.  
M. PRJEVALSKY.

#### Procès-verbal n° 25. — Séance du 22 février 1895,

Tous les membres de la Commission sont présents ainsi que les délégués consulaires.

Le Président ayant déclaré aux délégués que les deux personnes proposées par eux comme Drogmans dans la séance du 20 février 1895 (procès-verbal n° 23) étaient suspectes, ainsi que trois ou quatre autres arméniens de Mouch, mais que toute autre personne serait acceptée par la Commission, les délégués répondent qu'ils n'ont pas d'autres noms à lui soumettre et laissent le choix au Président qui fait appeler, comme second Drogman, le nommé Avedis Agha, membre arménien élu de la municipalité de Mouch.

Le témoin entendu au cours de cette séance est le nommé Serko, fils d'Ossé, de Guéliéguzan, membre du Conseil des anciens, âgé de 48 à 50 ans, marié.

Il complète et termine sa déposition commencée dans la séance de la veille, mais en se plaignant que les Drogmans de la Commission parlent un arménien trop savant et non pas sa langue, qui est celle des paysans.

Il raconte qu'au commencement de juillet (v. s.) 1894, les bergers de son village, avec leurs familles et les troupeaux se trouvaient aux pâturages habituels, une moitié sur l'Antok-Dagh, l'autre moitié sur la mon-

tagne de Haviéront, près de Guéliéguzan, où étaient restés les autres villageois dans leurs maisons avec leurs familles.

Vers la même époque, le témoin apprit un jour que les villages de Chénik et Semal ayant été entourés par les soldats, les habitants s'étaient enfuis de peur tout droit à l'Antok-Dagh, sans passer par Guéliéguzan. Ce même jour, à midi, étant occupé près de sa maison, il entendit le son du clairon et apercevant à une certaine distance les soldats qui commençaient à couper des arbres et à brûler les maisons dans un quartier du village éloigné du sien, il prit la fuite vers la montagne de Haviéront, en emmenant avec lui son fils qui était à l'école et son vieil oncle, qui le suppliait de ne pas l'abandonner.

Il fut cependant obligé de laisser en route d'abord son oncle qu'il ne pouvait continuer à porter, puis son propre enfant qui ne pouvait plus le suivre.

Lors de son retour au village en automne, le témoin ne retrouva pas son enfant, mais ayant découvert dans un champ les os et la tête d'un cadavre mangé par les bêtes fauves, il le reconnut pour celui de son oncle aux cheveux de la tête et aux poils du visage.

Le témoin resta une nuit sur l'Haviéront-Dagh, d'où avec sa famille et ses troupeaux il se sauva vers Kharzan (Sassoun) dans un ravin près de Hetink, à trois ou quatre heures de Guéliéguzan.

Le lendemain, un Agha de Sassoun nommé Youssouf, leur protecteur, vint lui offrir de donner un abri à sa famille. Mais deux autres kurdes surveillant refusèrent de recevoir de pareilles gens dans leur village, en disant à Youssouf Agha, qu'une semblable action les ferait devenir eux-mêmes « firmanli » (rebelle) comme les arméniens.

Youssouf Agha en promettant néanmoins au témoin de venir le chercher plus tard lui fit envoyer ses troupeaux au village sous la conduite de son frère Marké et son neveu Agop.

Les kurdes leur volèrent les moutons, mais par la grâce de Dieu, ajoute le témoin, Marké et Agop revinrent avec la vie sauve. Quelque temps après, le témoin, étant caché avec sa famille dans un fourré non loin de la route, vit passer les soldats qui se dirigeaient directement sur Hetink, et qui s'emparèrent des bestiaux qui lui étaient restés.

Le témoin changea alors de retraite, pendant que les soldats gagnaient le village qu'ils brûlèrent, à ce que le témoin entendit raconter. Interrogé sur ce point, il affirme ensuite avoir vu lui-même de l'endroit élevé où il se trouvait, brûler Hetink. Après être resté pendant quinze jours dans les fourrés où ils se nourrissaient de « guelquel » (espèce de millet dont les paysans font du pain), le témoin et sa famille se rendirent dans une autre forêt située à une assez grande distance de Guéliéguzan. Ils y furent rejoints par un certain nombre de gens de leur village, qui, ayant été dispersés dans des directions différentes, avaient réussi à s'échapper. Puis l'ordre étant arrivé ils regagnèrent Guéliéguzan.

Le jour de sa fuite, le témoin entendit du matin au soir des coups de fusil venant dudit village, qui était rempli de soldats ; il en fut de même pendant les quinze jours qu'il passa à la montagne, mais le bruit venait de directions différentes.

Tous les soldats qui étaient venus à Guéliéguzan se sont rendus ensuite sur l'Antok-Dagh en tuant tous ceux qu'ils rencontraient sur leur chemin.

Le témoin ne pouvait voir ce que faisaient les soldats sur l'Antok-Dagh même ; mais se trouvant dans les fourrés, à un endroit très élevé nommé Tchourouk, il a vu des soldats qui étaient dans le ravin de Guéliésan, à 3 ou 3 heures 1/2 de Guéliéguzan, où étaient beaucoup de fuyards de Chenik, Semal et Guéliéguzan mêlés ensemble.

De ce dernier village dans ce ravin le témoin déclare avoir vu tuer par les soldats, de ses propres yeux, les gens suivants : Recho, fils d'Erko, âgé de 20 à 30 ans ; le fils de Farho, âgé de 20 ans ; le fils d'Avo, berger, âgé de 20 ans ; Stepan, fils de Guiro, âgé de 20 ans ; et son frère, âgé de 7 ans, Egho, âgé de 40 à 46 ans ; Mardo, fils d'Erko, âgé de 30 ans, cousin du témoin ; le frère d'Asatour, nommé Hario, âgé de 7 ans ; Hario, fils de Vartah, âgé de 25 ans ; Ono, fils de Miko, berger, âgé de 35 ans.

Leurs corps, ajoute le témoin, sont restés dans le ravin. Le témoin, de plus, a entendu dire que ces gens avaient été tués par les soldats, à Khatcho Oghlou et Asatour, blessés au même moment dans ce ravin.

Interrogé comment ces gens avaient été tués, à coups de fusil ou de baïonnette, le témoin répond qu'il n'a pu distinguer, puis explique, ensuite, que ceux qui étaient tués de loin l'étaient à coups de fusil ; il ne peut rien dire pour ceux qui étaient frappés de près, et il nie avoir dit dans l'interrogatoire qu'il n'avait pas vu de ses propres yeux les gens ci-dessus mentionnés, être tués par les soldats.

Il explique également que près de Guéliésan sont beaucoup de ravins, que lui-même ne pouvait voir, mais d'où montait le bruit d'une forte fusillade. Ces ravins, dans lesquels il n'y avait que des gens de Chenik, Semal et Guéliéguzan, sont à deux ou trois heures de distance des villages de Hetibk et de Agpi, situés en face l'un de l'autre.

Le témoin affirme très positivement que parmi les arméniens ni ceux qui ont été tués ni ceux qui se sont sauvés n'ont jamais tiré sur les soldats ; et à une question du Président qui lui demande pourquoi dans ce cas les soldats les auraient attaqués, il répond que lui ne peut le savoir. Il se peut que parmi les arméniens il y en ait eu d'armés, mais le témoin l'ignore. Il ajoute, en s'adressant au Président, « des femmes ont été tuées à coups de baïonnette. Est-ce qu'elles aussi avaient des armes ? »

Le témoin raconte ensuite qu'il a entendu dire à des gens de Guéliéguzan, dont il ne se rappelle pas le nom, que beaucoup de femmes de leur village avaient été tuées. Lui-même y a vu les cadavres de deux femmes dont l'une nommée Hafse était mariée au nommé Serko, fils d'Avo ; il ignore comment s'appelait l'autre.

Le témoin, pressé par le Président de désigner les individus qui lui avaient raconté que des femmes ont été tuées, affirme ne pas se souvenir. S'il avait su être soumis à un pareil interrogatoire, il aurait tâché de se rappeler ; mais que la Commission vienne, il lui montrera les ruines et les fosses.

Invité à s'expliquer, le témoin dit vouloir parler des fosses où ont été enterrés le prêtre Ohannès et beaucoup d'autres personnes tuées au camp de Guéliéguzan, où elles étaient allées se rendre. Ces fosses se trouvent dans les champs à cinq minutes environ du village et tous les habitants en connaissent l'existence. Lui-même ne les a pas inspectées, mais Tono, fils de Simo, entre autres, les lui a montrées.

Le témoin, quand il se trouvait dans la montagne près de Hetink, aperçut de loin le prêtre Ohannès qui s'était sauvé avec beaucoup d'autres

personnes vers le ravin, se diriger de là au camp. Il n'a pas vu ce qui se passait ni comment le prêtre Ohannès et ses compagnons ont été tués. Le lendemain, les soldats vinrent dans la direction du témoin, mais une sorte de brouillard qui s'éleva l'empêcha de rien distinguer.

De ses autres déclarations il résulte :

1. Qu'il a ni vu ni entendu parler de combats entre arméniens et kurdes. Il ignore ce qu'ont pu faire les gens de Chenik et Semal, étant un homme occupé de ses propres affaires.

2. S'étant enfui seul du village, il ignore ce qui s'y passa et dans quelle direction se sauverent les autres villageois.

3. Au sujet des armes que portaient les bergers de son village, de leur nombre et de leur habitude de paître les troupeaux sur les flancs de la montagne, le témoin fournit les mêmes explications que le nommé Sako, entendu dans la séance du 13 février 1893 (procès-verbal n° 17).

4. Il a entendu dire au nommé Tavo et à d'autres gens de Semal et Chenik, que les soldats s'étaient rendus de Guéliéguzan à l'Antok-Dagh où « ils ont fait ce qu'ils ont fait ».

De là ils retournèrent à Guéliéguzan d'où ils partirent ensuite vers Talori.

5. Le jour où il a vu les soldats se rendre à Hetink était le lendemain des événements de Guéliésan. Il y avait à la fin des cavaliers et des piétons. Les premiers allaient à Talori, les seconds passaient par les ravin.

6. Il nie connaître un individu nommé Mourad Hamparsoum et affirme que personne n'est venu de Talori dans son village entre mars 1894 et le moment de la fuite des villageois à la montagne.

7. Il n'a pas vu venir davantage aucun affermeur des dimes pendant 1894, jusqu'au moment de son départ pour Antok-Dagh. Il dit avoir seulement traité des affaires en mai avec un nommé Mirzo, fils de Dervich, des kurdes khochekanli ; il ne sait rien des relations de commerce existant entre Guéliémouzan et Mouch.

Les villageois avaient payé leur impôt sur les moutons à l'agent du gouvernement Saadi Onbachi, venu au village à deux reprises en 1894, le réclamer la première fois au commencement de l'été, la seconde en juillet. Ils avaient fourni aussi aux soldats campés à Merguémouzan, par l'entremise d'un zaptieh, des moutons et une certaine quantité de beurre.

8. Les habitants de Guéliéguzan versaient aux aghas kurdes de Sassoun le « hasir » consistant en produits agricoles, habits, etc., et atteignant une valeur annuelle de 4,000 à 5,000 piastres pour tout le village ; faute de quoi leurs moutons seraient volés par les kurdes ; ils en ont fait plusieurs fois l'expérience.

Les pétitions à cet égard adressées aux autorités sont restées sans résultat.

9. Invité à préciser la date des événements, le témoin déclare que le Mariam-Periz (Jeûne de la fête de la Vierge) a eu lieu pendant que les arméniens étaient en fuite.

10. Il ignore si les villages de Kiagashin et de Chouchamerg, distants de Guéliéguzan de cinq ou six heures, ont été brûlés ou non.

11. Interrogé sur les actes de brigandage et d'atrocité dont les arméniens se seraient rendus coupables sur les kurdes, le témoin nie en avoir aucune connaissance et prie la Commission de venir faire la comparaison entre les villages kurdes et arméniens : elle verra par elle-même.

Le second témoin entendu se nomme Kiragos, fils de Kiragos, de Guéliéguzan, âgé de 19 à 20 ans, célibataire.

Il déclare qu'ayant appris l'arrivée de la Commission, il est venu exposer sa plainte et se dit prêt à répondre aux questions qui lui seront posées.

Invité à s'expliquer, il répond : « Les soldats sont venus et nous ont tués ».

Poursuivant ses déclarations, il raconte que la veille de l'attaque des troupes sur Guéliéguzan, il était en train d'arroser ses champs à une demi-heure du village, quand les gens de Chenik et de Semal allant droit à l'Antok-Dagh passerent à une certaine distance de lui ; il ignorait le motif de leur fuite. Le lendemain de grand matin il était encore à arroser ses champs quand il entendit le son du clairon et vit les soldats se dirigeant droit sur Guéliéguzan. Il se sauva vers la montagne.

Entrant dans plus de détails, le témoin dit s'être demandé les motifs de la fuite des villageois de Chenik et de Semal ; et ce n'est que le soir du même jour qu'il apprit qu'elle avait été causée par l'arrivée des soldats. Le lendemain, en les voyant lui-même, il pensa que peut-être ils venaient pour protéger son village. C'est seulement après les avoir vus mettre le feu à quelques maisons situées dans un des deux quartiers de Guéliéguzan, séparés l'un de l'autre par un cours d'eau, et en entendant de nombreux coups de fusil, qu'il prit la fuite vers la montagne.

Ce jour là tous les habitants étaient au village : les femmes dans les champs à cueillir de l'herbe, les bergers sur les hauteurs situées entre une demi-heure et deux heures de distance de Guéliéguzan et nommées : Hadjik, Medjelli, Keupru Sherifstan, Tchai.

Le témoin apprit plus tard de sa propre famille que les villageois, en fuyant de Guéliéguzan, n'étaient pas entrés en lutte avec les troupes qui les poursuivaient et que dans le village n'étaient restés que de vieilles gens, des aveugles et des boiteux, qui furent tués par les soldats.

Le témoin se réfugia dans le ravin de Aviechan, où il resta sept à huit jours. Une lutte se produisait au cours de laquelle il y eut des tués du côté des soldats et du côté des arméniens. Il se sauva alors dans le ravin de Guéliésan. Y ayant souffert de la faim, il ne peut dire combien de temps il y est resté. Les soldats étant venus sur eux, il s'enfuit à Tsovasar, où il resta trois ou quatre jours ; de nouveau affamé, il revint au ravin de Aviechan, où il resta se nourrissant de « quelquel » récolté la nuit.

Ayant entendu dire que les troupes avaient quitté Guéliéguzan pour Semal, il regagna son village où il vécut également de graines.

Il y entendit raconter par la famille de ses oncles, que ceux-ci, au nombre de deux, nommés Khazar et Serkis, avaient été tués par les soldats dans le ravin de Guéliésan ; lui-même se trouvait alors dans un autre ravin.

Postérieurement, entrant dans plus de détails, le témoin dit que lors de sa fuite et lors de son séjour à la montagne, il avait rencontré à la partie inférieure du ravin de Guéliésan la famille de ses oncles, dont lui-même trouva les cadavres et qu'il enterra. Cette famille avait été emmenée prisonnière par les soldats au village de Hletiuk et relâchée cinq ou six jours après.

Le témoin, rentré au village après que le muchir qui y était resté quinze jours et y avait rétabli la tranquillité en fut parti, y vit les cadavres de deux vieilles femmes tuées à coups de baïonnette et qu'il ensevelit à côté

de petits os, dont il ignore la provenance et qu'il trouva en creusant une fosse sous un mur en ruines.

L'une de ces femmes, veuve, se nommait Schamé, et avait deux fils, Khagar et Gopé. Le témoin a entendu dire qu'ils avaient abandonné leur mère au moment de l'attaque et avaient ensuite été tués.

La seconde, plus âgée et veuve également, se nommait Hazé. Elle fut abandonnée par son fils Medjdo qui se trouverait actuellement dans un des villages de la plaine.

Comme il n'apparaissait pas clairement aux délégués consulaires des déclarations précédentes du témoin si celui-ci, se trouvant dans le ravin d'Aviechan, avait vu des soldats tués par des arméniens, ils prient le Président de lui poser la question directe. Le Président n'y consent qu'à la condition de faire inscrire au procès-verbal la demande expresse des délégués. Le témoin répond dans ces termes : « Moi, je ne l'ai pas vu ».

Le Président lui ayant fait observer qu'il avait déclaré avoir vu plusieurs personnes tuées dans ce même endroit, il expliqua : « J'ai vu des arméniens, un père tué avec ses deux fils, et je me suis sauvé ».

Interrogé sur l'état où il trouva son village à son retour, le témoin répond que les champs étaient dévastés, plus que la moitié des maisons brûlées, l'école détruite, l'église où ne restaient plus ni vases sacrés ni croix avait été saccagée et transformée en hôpital et que de chaque côté du village il y avait une fosse remplie de cadavres. Le « illegible word » de Guéliéguzan qui s'y était rendu avec plusieurs personnes lui ayant indiqué l'endroit, le témoin y alla comme les autres villageois. La fosse avait été ouverte par les bêtes fauves qui en avaient mangé quelques cadavres dont les mains restées intactes et quelques ossements avaient été laissés au bord. Le témoin qui recouvrit ces fosses, y vit enfouis deux cadavres, revêtus de leurs vêtements, mais qu'il ne put reconnaître. Il ne saurait préciser le nombre des cadavres qu'elles ont renfermés.

Invité à expliquer ce mot de hastahane (1) dont il s'est servi pour qualifier l'église, il affirma avoir voulu dire abdesthane (2), à cause des immondices dont elle était souillée.

L'interrogatoire du nommé Artin, fils de Merké, de Chenik, ayant été commencé dans cette séance, sa déposition sera donnée en son entier dans le procès-verbal de la séance où elle sera achevée.

Le Président lève la séance.

*Signé : M. VILBERT.  
H.-S. SHIPLEY.  
M. PRJEVALSKY.*

#### Procès-verbal n° 26. — Séance du 23 février 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents ainsi que les délégués consulaires.

Le témoin entendu dans cette séance complète et achève sa déposition commencée la veille. Il se nomme Artin, fils de Merké, de Chenik, membre du Conseil des anciens, âgé de 50 ans environ, marié, père de famille.

Il raconte que dans les derniers jours de juillet 1894 (v. s.), son village ayant été entouré par une grande quantité de kurdes bekranli et de sol-

(1) Hôpital.

(2) Lieux d'aisances.

dats, dont il ne saurait évaluer le nombre, les habitants de Chenik prirent la fuite vers l'Antok-Dagh, en s'arrêtant à la montagne de Tchäï, située à une heure environ à mi-chemin entre Guéliéguzan et Semal ; les habitants de ce dernier village les y rejoignirent et le troisième jour tous se sauvèrent sur l'Antok-Dagh.

Le lendemain, les habitants de Guéliéguzan, attaqués à leur tour et effrayés, vinrent se réunir à eux.

Le témoin déclare que, pendant la fuite des gens des deux premiers villages, il n'y eut pas de lutte entre les kurdes et les soldats et les arméniens poursuivis. Mais plus tard, sans rien voir lui-même, il entendit des coups de fusil et des cris d'hommes qui venaient du côté de Guéliéguzan au moment où les kurdes et les soldats s'y trouvaient.

Les arméniens prirent avec eux femmes et enfants et troupeaux, et emportèrent leurs effets transportables ; le reste fut laissé dans les villages ainsi que des petits enfants ne pouvant être emmenés.

Les trois villages furent occupés par les soldats et brûlés par eux.

Le témoin ignore les causes de l'attaque faite sur les villages, dont les habitants, ni cette année 1894, ni l'année précédente, n'avaient eu de conflits d'aucune sorte avec les kurdes. Le jour même, les villageois avaient fourni le ravitaillement au détachement de Merguémouzan. Les kurdes nomades qui arrivaient justement à leurs pâturages d'été se joignirent aux soldats et l'attaque combinée eut lieu.

Les détails fournis par le témoin relativement au nombre des bergers, et au fait qu'ils étaient toujours armés, concordent avec les dépositions précédentes.

Le jour de l'attaque, les bergers de Chenik qui étaient sous leurs huttes à une demi-heure de distance s'envièrent avec les villageois en emmenant leurs troupeaux.

Sur l'Autok-Dagh cinq ou six de ces bergers furent tués et les autres disparurent.

Là, sur la montagne, les gens de Chenik, Semal et Guéliéguzan réunis restèrent cachés dans les fourrés et sous les broussailles pendant cinq ou six jours, au bout desquels ils furent attaqués de nouveau par les soldats qu'accompagnaient les kurdes. Poursuivis, ils prirent alors la fuite : les gens de Semal et Guéliéguzan dans la direction de Kharzan (Sassoun), et ceux de Chenik vers Khian. Dans le ravin de Guéliésan le plus rapproché d'eux, plusieurs habitants de Chenik furent tués, dont les noms suivent : Artin, fils de Bedo ; Girbo, fils d'Artin ; Mamouk, fils de ce même Girbo ; Artin, fils de Khasso ; Mirzo, fils d'Agop ; Girbo, fils de Tono.

Le témoin les vit lui-même tués par les soldats, mais étant loin, ne peut dire avec quelle arme ils ont été frappés.

Les familles, femmes et enfants de ces villageois se sauvèrent alors avec les gens de Semal et Guéliéguzan.

Le témoin, au moment de la panique, abandonna lui-même son petit-fils Garabet, âgé de 3 à 4 ans. Il ajoute que, s'il était resté auprès de son enfant, il aurait été également frappé.

Sa petite fille Chouchan fut laissée aussi par sa propre mère. Il n'a jamais revu ses deux petits enfants.

Pendant cette poursuite, des femmes et des enfants furent tués, à ce qu'il apprit de Ohan, fils de Boghos, et d'Erko, fils de Kourki, tous deux de Chenik.

Au cours de toute cette attaque, le témoin n'a pas vu qu'il y eût de combats, mais a entendu les coups de fusil.

Au moment où les villageois se divisèrent, les troupes se dirigèrent sur les gens de Semal et Guéliéguzan. Ceux de Chenik, après être restés dispersés et cachés un jour dans le ravin de Guéliésan, se rassemblèrent peu à peu et, gagnant Oasli, demeurèrent cachés dans la montagne de dix à dix-huit jours.

Après quoi ils rentrèrent à leur village, dont ils trouvèrent toutes les maisons incendiées, et qui sont aujourd'hui dans le même état.

Alors que les troupes n'avaient pas encore quitté Semal, postérieurement aux événements, un officier de zaplîes, de Mouch, Hussein Agha, vint leur dire de la part de l'autorité qu'on leur donnerait du pain et des rations. Sur cette assurance, ils commencèrent à reconstruire de toutes petites habitations près du village même. Mais cette promesse n'ayant pas été suivie d'effet, ils furent hospitalisés dans les villages de la plaine de Mouch. Son fils Bedros, à ce qu'on lui a dit, se trouve avec sa propre famille à Alvarindj.

Il ressort des autres questions posées au témoin que :

1. Les bestiaux sont restés dans l'Antok-Dagh sans qu'on ait su ce qu'ils sont devenus.

2. Erko, de Chenik, qui a eu un frère tué, rejoignit seul les gens de ce village quelques jours après leur fuite de Guéliésan. Il portait deux blessures, une au front et une à la joue, et a dit au témoin les avoir reçues des soldats, mais le témoin ne lui a pas demandé en quel endroit de la montagne. Il resta avec eux un jour et se sépara d'eux, allant dans une direction que le témoin ignore.

3. Le témoin connaît Serkis, cousin d'Erko, mais ne connaît pas le reste de sa famille. Il ne l'a pas vu avec eux sur l'Antok-Dagh.

4. Le témoin nie que, pendant leur séjour à la montagne, les arméniens soient descendus pour se livrer à une attaque sur les kurdes ou les troupes.

Les prêtres de Semal et de Guéliéguzan, qui se trouvaient parmi eux, y restèrent jusqu'à la fuite vers Guéliésan et partirent avec leurs villageois. Le témoin ne les a plus revus.

5. Pendant que les arméniens étaient sur l'Antok-Dagh, on n'a pas tiré le canon sur eux.

6. Les villageois de Chenik n'avaient aucune relation avec Talori.

7. Avant leur fuite à l'Antok-Dagh il n'y avait pas, à la connaissance du témoin, d'arméniens se promenant armés sur les flancs de la montagne et les villageois n'ont pas caché leurs effets dans des fosses.

8. Contrairement aux affirmations d'Erko, il n'y a pas eu de luttes entre les arméniens, les kurdes et les troupes.

9. Les tribus nomades qui viennent aux pâturages d'été sont les bekranli, de 100 à 150 tentes, campant loin de Chenik à Tsovasar, crête de montagne qui s'étend de Shalik jusqu'aux Kop et Kourtik-Dagh, les badi-kanli comprenant douze subdivisions (Kabilé), dont l'une les khochekanli, de cinquante à soixante tentes campant non loin de Chenik près de Mer-guemouzan jusqu'à Paaghisar.

Aucun des habitants de Chenik ne paie de « hasir » aux kurdes.

Le témoin a entendu dire par les kurdes de Karzan (Sassoun), qui ne viennent pas aux pâturages et qui ne sont pas nomades, qu'un de leurs aghas Khalil en recevait de Semal.

10. Les troupes venaient chaque année à Merguemouzan pour protéger les arméniens contre les kurdes nomades. Les pâturages de Chenik se trouvent sur le Kourtik-Dagh vers Mouch. Les villageois y montent fin juin et fin juillet redescendant au temps de la récolte.

Le Président lève la séance.

*Signé :* M. VILBERT.  
H.-S. SHIPLEY.  
M. PRJEVALSKY.

**Procès-verbal n° 27. — Séance du 25 février 1895.**

Tous les membres de la Commission sont présents ainsi que les délégués consulaires.

Le premier témoin entendu est le nommé Dervish, kurde du village de Kochekau, dépendant de Mouch, âgé de 50 ans environ, marié.

Il résulte de sa déposition qu'ayant de longue date des relations d'affaires et d'amitié avec les habitants des villages de Kavar, il s'était rendu en mai ou juin 1893 à Seinal. Avant d'y arriver, il aperçut trois hommes qui en poursuivaient un autre dans la montagne ; c'était Damadian, au secours duquel environ 200 villageois de Chenik et de Semal accoururent.

A l'arrivée du témoin avec ses trois fils, Mirzo, Mehemet et Ibrahim, les arméniens renoncèrent à leur projet et Damadian put être amené à Mouch, où il fut consigné à l'autorité.

Les poursuivants de Damadian étaient un zaptié dont il ne se rappelle pas le nom et deux kurdes khanli, habitant Mouch depuis longtemps, l'un nommé Mamo, et son frère nommé Ressoul, qui a remis une requête à la Commission il y a quelques jours.

Ce même Ressoul a été entendu dans la séance du 16 février (Procès-verbal n° 20).

Deux jours après cet incident, le témoin allant au monastère de Kizil-Kilissa fut attaqué sur la route par une quinzaine d'arméniens qui tirèrent sur lui de nombreux coups de fusil et le dépoillèrent ; il ne dut son salut qu'à la rapidité de son cheval. Sur la plainte qu'il porta à l'autorité, le Yuz-Bachi Ishkender Agha, qui fut chargé de l'enquête, finit par arracher au prêtre du dit monastère une liste des noms.

En 1894 au commencement de juin, les arméniens de Kavar qui étaient restés depuis la capture de Damadian les ennemis du témoin et qui l'auraient tué partout où ils l'auraient rencontré, ayant eu connaissance que son fils Ibrahim était avec ses moutons au pâturage de Guérikán, sis à 2 ou 3 kilom. de Chenik et de Semal, s'y rendirent au nombre de cinquante ou soixante, enlevèrent le troupeau et blessèrent le dit Ibrahim d'un coup de fusil à l'abdomen ; il mourut au bout de trois mois de la suite de cette blessure. Au moment de l'attentat se trouvaient présents les kurdes Mamo et Khecho et quelques muletiers de passage.

Parmi les agresseurs Ibrahim reconnaît les nommés Girbo et son frère Artin, Avo Kharzo, Boghos, de Guéléguzan.

Le témoin, interrogé s'il n'a porté aucune plainte à l'autorité, répond que sa première réclamation relative à l'attaque dont il avait été victime étant resté sans résultat, il a jugé inutile d'en adresser une autre.

Le témoin n'appartient pas à la tribu de Khochekauli, qui n'a pas

d'aghas, mais seulement des moukhtars et des kiahias. Il ne va pas aux pâturegares d'été avec cette tribu dans les environs de Merguemouzan.

Les déclarations du témoin concordent avec celles du nommé Ressoul, relatives à l'obstruction, postérieurement à la capture de Damadian, des routes de Khian par les bandes d'arméniens qui auraient tué les Musulmans s'ils y avaient passé, ils n'auraient pas molesté les autres arméniens, car ils étaient tous d'accord.

Le second témoin introduit est le nommé Medjdo, fils de Boli, de Guéliéguzan, âgé de 40 ans, marié, berger-laboureur, appelé par la Commission pour contrôler la déposition du nommé Kiragos entendu dans la séance du 22 février (Procès-verbal n° 25).

Il dit d'abord ne pas s'être sauvé avec les autres villageois à l'Antok-Dagh, mais être resté caché dans les environs de Guéliéguzan. Ses déclarations concordent avec les dépositions précédentes, en ce qui a trait à la fuite des habitants de Chenik, Semal et Guéliéguzan sur la montagne, mais en différent en ce que, d'après lui, les gens de ces deux villages sont arrivés au 3<sup>e</sup>, cinq jours avant l'attaque des troupes ; après quoi ils ont tous ensemble gagné la montagne.

Le témoin dit que les villageois en fuyant avaient emmené avec eux leurs familles, leurs troupeaux et ceux de leurs effets transportables ; lui-même, n'ayant pu continuer à porter sa vieille mère, fut obligé de la laisser en arrière et elle fut tuée. Il ne l'a pas vue et il n'a pas retrouvé son corps ; personne ne lui a dit qu'elle était tuée, mais il le suppose ; car sans cela elle l'aurait cherché et serait venue le retrouver.

Les arméniens qui étaient depuis cinq jours sur l'Anto-Dagh, attaqués le 6<sup>e</sup> par les troupes, commencèrent à s'enfuir. Ceux d'entre eux qui n'étaient pas tués par les soldats partirent dans la direction de Kharzan dont les seules routes étaient ouvertes, les autres vers Koulp et Khian étaient fermées par les troupes. Pendant dix jours les soldats les poursuivirent parmi les rochers et ceux qui ne purent leur échapper furent tués par eux à coups de fusil et de baïonnette.

Pendant les dix jours les bruits de coups de feu s'entendaient du matin au soir.

Le témoin nie qu'il y ait eu lutte entre les troupes et les arméniens, qui n'avaient pas d'armes. Sur une question du Président, il répond ensuite que les villageois et les bergers en portaient qui leur furent enlevées par les soldats qui les avaient tués. Après être resté avec sa femme et ses enfants vingt-cinq jours dans la montagne, se nourrissant d'herbes et de feuilles d'arbre, le témoin regagna Guéliéguzan, dont il trouvait des champs dévastés, les maisons incendiées ainsi que l'église qui avait été volée et transformée en lieu d'immondices ( « Abdest Hane » ).

Ils restèrent environ un mois au village où ils n'avaient pour toute nourriture que du « guelguel », et descendirent ensuite dans la plaine de Mouch.

Le témoin nie que des habitants de Talori se soient rencontrés avec ceux de Guéliéguzan sur l'Antok-Dagh, mais dit qu'il y avait des relations entre ces villages, qu'il ne sait pas qui venait de Talori, mais désigne comme y allant de temps à autre son propre neveu Kiragos et le nommé Migreditch, fils de Serkis, employé à l'église, et d'autres encore, se rendant à Talori pour y voir les gens qu'ils y connaissaient ; le témoin ne sait pas le motif de ces visites ; il n'a pas vu Mourad, mais a entendu prononcer son nom dans le village ; il n'a rien demandé à son sujet et on ne lui a rien dit.

En admettant qu'on ait su quelque chose, ce n'est pas à lui qu'on en aurait fait part. Pendant son séjour à Gueliéguzan, le témoin a vu son neveu Kiragos, mais ce dernier ne lui a pas parlé de sa mère à lui Medjdo. Les habitants de ce village avaient caché dans des fosses certains de leurs effets qui furent ensuite volés il ne sait par qui.

Leurs pâturages d'été sont situés non loin du village aux endroits Guéliéguzan, Tchai, Aliantzi, Hartchi-Gueli, Besregos et Midhar.

Avant l'arrivée des troupes, les bergers étaieut avec les troupeaux dans les environs du village.

Le témoin n'a pas vu des arméniens armés se promenant sur les flancs de l'Antok-Dagh, qui, d'après son dire, était considéré comme dépendant de son village.

Le Président lève la séance.

*Signé :* M. VILBERT.  
H.-S. SHIPLEY.  
M. PRJEVALSKY.

---

#### Procès-verbal n° 28. — Séance du 26 février 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents ainsi que les délégués consulaires.

Le premier témoin entendu est le kurde Amo, fils de Meho, du village de Latchki, dépendant du district de Guendj, âgé de 50 à 60 ans, marié.

Le témoin dépose qu'au printemps de l'année 1894 il s'est rendu au pâturage nommé Mergueboti sur le Kourtik Dagh, distant de deux heures de Chenik et Semal. Au mois de juillet, sans qu'il précise le jour, les habitants de ces deux villages et ceux de Guéliéguzan, au nombre d'environ 200, attaquèrent vers l'aube les kurdes campés à ce pâturage et commencèrent à tirer sur eux des coups de fusil.

Les kurdes se sauverent laissant trois hommes tués et les arméniens se retirèrent emportant le bétail et les effets à eux volés. Quand les kurdes revinrent, ils trouvèrent les cadavres des trois hommes tués, coupés en morceaux, qu'ils ramassèrent et portèrent au campement des troupes de Merguemouzan.

En réponse à leur plainte, l'officier leur dit qu'il ne pouvait rien, n'ayant pas de forces suffisantes, et que les arméniens étaient des « rebelles ». Le témoin ne connaît pas le nom de l'officier, les troupes étant alors nouvellement arrivées.

Les kurdes ensevelirent ces restes et quittèrent leurs pâturages où ils ne sont plus retournés. Les hommes tués étaient son frère, Moustapha, le fils de ce dernier, Mehmet, et un parent, Mahmé Alo. Il y avait au pâturage, au moment de l'attaque des arméniens, sept tentes et sept personnes, parmi lesquelles était le témoin lui-même.

Il dit avoir reconnu parmi les agresseurs Tavo, de Semal, et Sako, Erko, et Michaïl, de Chenik. Dans la plainte qu'il remit à Passour, il y accusa les mêmes individus qu'il avait également désignés à l'officier à Merguemouzan, mais à Passour on lui répondit de même, qu'on ne pouvait rien faire.

Aucune suite n'ayant été donnée à sa plainte, il est venu la réitérer lui-même devant la Commission.

Jusqu'à ces deux dernières années, les relations entre les kurdes et les

arméniens avaient toujours été bonnes ; mais depuis elles ont complètement changé, le témoin ne peut dire pourquoi ; il sait seulement que Mourad s'est trouvé parmi eux, les a excités et que depuis lors, les arméniens formèrent des bandes armées qui se promenaient dans les montagnes et se livraient au brigandage.

Le témoin explique que les Khochekanli qui sont une subdivision (« kabilé ») de la tribu des Badekanli, ont leurs pâturages d'été dans les voisinages des kurdes Latchkanli sur l'endroit nommé Kassil, et qu'en hiver ils se rendent avec leurs chefs Meko et Kalo vers Diarbekir à l'endroit nommé Khazali.

A la suite de ce témoignage, les délégués demandent la lecture du rapport du commandant des troupes de Merguemouzan relatif à l'affaire et au meurtre de Mergueboti, et reçoivent la réponse qu'un tel rapport n'existe pas.

Le deuxième témoin entendu est le kurde Salih-ben-Zoro, du village de Guéliémansour, district de Koulp (Passour), âgé de 25 ans.

Il raconte que, pendant l'automne de 1893, la maison de son oncle, située près de Guéliémanour, fut attaquée par une bande d'arméniens armés, au nombre de quarante, parmi lesquels étaient Ossé, de Guéliéguzan, et Sako, de Chenik. Son oncle fut blessé à la tête d'un coup de hache et 150 moutons et autres effets furent enlevés par les Arméniens. Jusqu'à présent plainte n'a été portée à l'autorité par crainte des arméniens qui avaient coupé les routes et à cause du brigandage desquels les kurdes n'osaient se rendre ni à leurs champs ni à leurs moulins. Tout le monde connaît cette affaire, qui eut lieu pendant le jour ; mais sur l'invitation du Président, il cite les noms de Dervich, Omer, Emin, Ahmet, Hamo, Djerdjo et Behaeddin, comme pouvant fournir des preuves de la vérité de ce qu'il avance.

Ce témoin avait appris, après l'attaque sur la maison de son oncle, que parmi les agresseurs étaient Ossé et Sako, qu'il ne connaissait pas auparavant.

Le troisième témoin entendu est le nommé Emin, fils de Kasso, kurde appartenant à la subdivision Rechki de la tribu de Badekanli.

Ce témoin se plaint de ce que les arméniens en armes, au nombre d'environ 400, parmi lesquels étaient Erko, de Chenik, Manoul et Artin, de Semal, Serko, de Guéliéguzan, et Gaspar, et Mourad, et Hatcho, de Talori, étant venus vers le 15 août 1894, à leur pâturage d'été où se trouvaient cinq ou six tentes kurdes, les ont attaqués et après avoir tué quatre hommes et en avoir blessé quatre autres, ont enlevé 300 moutons. Les arméniens ont grossièrement insulté le prophète, leurs cheikhhs et la religion musulmane.

Deux ou trois jours après, les kurdes portèrent plainte à l'autorité de Passour, qui fit procéder à une enquête.

Invité à désigner des personnes qui pourraient témoigner de cette affaire, il répond que tous les Badikanlis et tous les habitants de Koulp le savent, et cite en particulier Abdi Husso et Ali Husso, de Badikanli ; Amo Ahmé, du village de Guizik ; et Osso, du village de Ghalamano.

Antérieurement aucune dispute ne s'était produite entre les kurdes et les arméniens ; le témoin ignore les causes de l'attaque qu'il raconte.

Questionné sur les événements de l'Antok-Dagh, le témoin déclare avoir

vu lui-même les arméniens brûler leurs maisons et se retirer ensuite à la montagne. Il rétracte ensuite cette déclaration en disant qu'il ne l'a pas vu lui-même, mais qu'il l'a entendu dire par des habitants de Koulp et de Kian à son retour de Khazali où il s'était rendu pour affaires. Le témoin affirme n'avoir vu aucun soldat à l'époque des événements qui se sont produits à l'Antok-Dagh.

La déposition du quatrième témoin, nommé Simo, fils de Boghos, de Semal, n'étant pas terminée pendant cette séance, sera donnée intégralement dans le procès-verbal de la séance où elle sera achevée.

Le Président lève la séance.

*Signé :* M. VILBERT.  
H.-S. SHIPLEY.  
M. PRJEVALSKY.

#### Procès-verbal n° 29. — Séance du 27 février 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents ainsi que les délégués consulaires.

Le premier témoin entendu est le kurde badikanli nommé Mirzo-ben-Ali, du village de Rechki, dépendant du district de Guendj, âgé de 50 ans, mandé par la Commission.

Il confirme les déclarations du kurde Emin-ben-Kasso écouté dans la séance précédente et relatives à l'attaque dont les tentes kurdes campées au nombre d'une vingtaine à Chen, leur pâturage d'été près de Chenik et Semal auraient été l'objet au mois d'août 1894 de la part de 400 ou 500 arméniens de Kavar et de Talori, ayant pour chefs : Kirko, de Chenik ; Manouk, de Semal ; Ové, de Guéliéguzan ; Gaspard, de Talori ; et Mourad, de Talori.

Le témoin ajoute qu'informé de cette attaque, il se porta avec vingt ou trente autres kurdes au secours dudit Emin et vit lui-même quatre hommes tués par les arméniens :

Haïdar-beu-Meho, Youssef-ben-Osman, Ressoul-ben-Mehemet, Hussein-ben-Omar, et quatre autres blessés : Hussein-ben-Khasso, Mahmoud-ben-Osso, Abdullah-ben-Assan, Amo-ben-Amo.

Il ignore s'il y a eu des blessés ou des morts parmi les arméniens ; il sait que Mourad se trouvait parmi eux, car ils croyaient en combattant : « Nous sommes les gens de Mourad. »

Le témoin déclare que les kurdes Rechki et lui-même se trouvaient dans son village lors des événements sur l'Antok-Dagh.

Il n'a pas vu des troupes et a seulement appris l'arrivée du Muchir Zekki Pacha.

Ordinairement les kurdes quittent leurs pâturages d'été à la fin d'août ou au commencement de septembre pour rentrer au village ; mais il ne se souvient pas si en 1894 leur retour a eu lieu plus tôt ou plus tard qu'à l'ordinaire.

Il ignore les motifs de l'attaque qu'il a racontée et ajoute qu'auparavant il existait entre les gens de Kavar et les kurdes Rechki des rapports de commerce qui cessèrent depuis les actes de brigandage exercés par les arméniens, aux villages desquels lui-même n'est jamais allé.

Le deuxième témoin est le kurde nommé Salik-ben-Ali, du village de Kerilli, district de Koulp, âgé de 35 ans, marié, fermier.

Il raconte l'attaque faite par les arméniens sur le kurde Rechki, Emin-

ben-Khasso, en termes presque identiques à ceux employés par le témoin précédent, Mirzo-ben-Ali, mais il ajoute : l'attaque en question a eu lieu environ le 15 août. Son pâturage d'été, où il y avait une quinzaine de tentes, se trouvant non loin de là, il a entendu des coups de fusil et il s'est rendu sur la place. Au moment de son arrivée le combat avait déjà cessé. Les arméniens s'étaient retirés en tirant des coups de fusil et en emportant des moutons.

Il les a encore aperçus à portée de fusil et a distingué parmi eux les chefs déjà cités par Mirzo.

Mourad, qu'il n'avait jamais vu, lui a été alors montré par les kurdes Rechki qui le connaissaient, leur résidence étant plus rapprochée de Talori que de la sienne.

Les arméniens, en se retirant, criaient aux kurdes : « Allez à Damas », et insultaient leur religion et le prophète.

Quand les troupes vinrent lors des événements de l'Antok-Dagh, le témoin se trouvait dans ses tentes avec d'autres kurdes, au nombre de dix à quinze.

Il n'avait pas peur des arméniens qui, à ce qu'il a entendu dire, s'étaient réunis sur l'Antok-Dagh et y commettaient des actes de brigandage attendu que les kurdes se portaient mutuellement secours contre eux.

Le témoin n'a pas vu de soldats et n'a pas appris qu'ils aient poursuivi les arméniens pendant leur fuite.

Invité à expliquer comment il peut désigner précisément les arméniens cités par lui comme ayant pris part à l'attaque sur Emin-ben-Khasso, le témoin répond les connaître puisque ce sont les chefs de leurs villages.

L'interrogatoire du témoin nommé Simo, fils de Boghos, de Semal, est continué dans cette séance, sans être achevé.

Le Président lève la séance.

*Signé : M. VILBERT.  
H.-S. SHIPLEY.  
M. PRJEVALSKY.*

#### Procès-verbal n° 30. — Séance du 28 juillet 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents ainsi que les délégués consulaires.

Le premier témoin entendu dans cette séance est Omer, fils de Pourto, de Guélimansour, âgé de 45 ans, fermier.

Invité par le Président à raconter ce qu'il sait sur les événements de l'année dernière, il fait la déclaration suivante.

Au commencement du printemps de 1894, deux arméniens de son village nommés Serko et Tato se rendirent à Talori pour s'y procurer du fer pour leurs charrues. A leur retour ils racontèrent confidentiellement au témoin que Mourad était à Talori ainsi que les chefs des villages de Chenik, Semal et Guéliéguzan, qu'il leur avait conseillé de cacher tous leurs effets dans leurs maisons, dans des fosses et dans les champs, en disant : « Nous nous révolterons contre le Gouvernement ; nous verserons du sang et créerons une Arménie. »

A la fin de juillet ou au commencement d'août 1894, continue le témoin, voyant que les arméniens commençaient à se réunir en bandes armées sur l'Antok-Dagh, la moitié se trouvant sur la montagne même, l'autre moitié sur les flancs, les habitants de Guélimansour leur envoyèrent ces mêmes

arméniens Serko et Tato pour les prier de ne leur pas faire du mal puisque eux aussi étaient des Raïas. Ces deux messagers, une fois revenus, racontèrent qu'une partie des arméniens, qui étaient sur l'Antok-Dagh, voulaient attaquer les deux compagnies de troupes de Merguemouzan pour se jeter ensuite sur les tribus des kurdes Bekranli et Badikanli, mais que les villageois de Chenik et Semal étaient d'avis qu'il fallait d'abord attaquer les kurdes, puis les soldats, car s'ils commençaient par ces derniers, les kurdes se porteraient à leur secours.

Les arméniens, au dire du témoin, réunis en bandes, se livraient à des actes de brigandage. Ils volèrent des bestiaux au kurde Ahmé, en lui tuant son berger ; ils s'emparèrent également du bétail de Ferok Oglou, de celui de Hassan Chaouki, dont ils blessèrent le fils. Ils tuèrent, en outre, un kurde Khianli, dont le corps mutilé fut apporté par les kurdes au village de Guéliémansour où le témoin l'a vu, et ensuite au campement des troupes à Merguemouzan.

Les arméniens tuèrent également un kurde Karikanli nommé Silo, dont la tête, portée à Mourad, fut payée par lui 5 medjidiés.

D'autres Bekranli qui, au bruit des coups de fusil, s'étaient portés à leur secours, furent à leur tour attaqués par les habitants des quatre villages de Talori, Chenik, Semal et Guéliéguzan, avec Mourad, et perdirent plusieurs d'entre eux.

Le lendemain, les Badikanli étant aussi venus au secours des Bekranli, il s'ensuivit un combat qui dura deux jours et à la suite duquel les arméniens se retirèrent derrière les parapets qu'ils avaient faits sous l'Antok-Dagh.

Le témoin explique que le combat avait lieu près de Semal et qu'il a pu le voir lui-même, ce village ainsi que Chenik étant visible des pâturages d'été de Guéliémansour. Le nombre des kurdes engagés était pour les Bekranli de soixante à soixante-dix et pour les Badikanli une centaine.

Il ignore le nombre des arméniens et sait seulement qu'ils appartenaient aux quatre villages de Chenik, Semal, Guéliéguzan et Talori.

Le lendemain matin, le témoin, ayant aperçu de la fumée, apprit d'un Badikanli, à qui il en demandait la cause, que les arméniens avaient brûlé leurs maisons et s'étaient retirés à la montagne. Il entendit aussi raconter à ce même kurde Badikanli qu'un ou deux jours après, les soldats étaient venus à Guéliéguzan où avait eu lieu entre eux et les arméniens un combat qui avait duré du matin jusqu'au soir et dans lequel il y avait eu des hommes tués des deux côtés. Le témoin lui-même entendit les coups de fusil, etc., se trouvant à son pâturage d'été aux environs de l'Antok-Dagh. Le lendemain du combat il vit le matin qu'aucun arménien n'était resté sur l'Antok-Dagh, les uns s'étant enfuis vers Koulp, les autres vers Khian et Sassoun.

Le témoin dépose, en outre, que Guéliémansour, village moitié musulman, moitié chrétien, se trouve à une demi-journée de distance de Talori, environ à trois heures de Guéliéguzan, et à une demi-heure de l'Antok-Dagh ; il se trouvait au village pendant les mois de mai, juin, juillet et août de l'année dernière.

Le témoin a vu de ses propres yeux des bandes armées d'arméniens qui se promenaient sur l'Antok-Dagh et qui criaient aux kurdes en les insultant : « Allez à Damas. » Il n'a pas été témoin oculaire des brigandages commis par les arméniens et dont il a fait le récit ; mais il explique que de

pareils faits ne peuvent être cachés, qu'ils sont connus de tout le monde, que si les routes n'étaient pas fermées par la neige. beaucoup de kurdes, de musulmans, viendraient exposer leurs plaintes devant la Commission.

Interrogé si lui-même ou quelque autre habitant de son village a eu à souffrir des arméniens qui se promenaient en bandes, le témoin répond négativement. Les arméniens ne touchaient pas à lui, parce qu'il est Raïa, c'est-à-dire kurde de village ; qu'ils n'attaquaient que les kurdes de tribu ; la raison étant, d'après le témoin, qu'ils voulaient chasser ces derniers pour arriver à créer une Arménie.

Il n'a pas connaissance des deux attaques que les arméniens auraient faites : la première sur des kurdes Latchkanli se trouvant au pâturage d'été de Mergueboti (déposition d'Amo, fils de Meho, séance du 26 février 1895, procès-verbal n° 28) ; la seconde sur les kurdes Rechki se trouvant au pâturage d'été de Cheu (déposition d'Emin-ben-Khasso, même séance et même procès-verbal que ci-dessus).

Par contre il a entendu parler des attaques des arméniens sur la maison du kurde Sali-ben-Zoro (même séance et même procès-verbal) et sur le fils de Dervich Agha (séance du 25 février 1895, procès-verbal n° 27).

Le témoin affirme que les soldats de Merguemouzan ne se sont pas mêlés au combat ci-dessus raconté et survenu entre les kurdes et les arméniens près de Semal.

Les arméniens, lors de leur suite de l'Antok-Dagh, n'étaient pas poursuivis par les soldats, et il n'a jamais entendu parler d'une chose telle que le massacre par ces derniers de femmes et d'enfants.

Il n'a pas davantage connaissance que des arméniens se soient plaints d'agressions de la part des tribus kurdes.

Interrogé sur l'endroit où se trouvent les deux arméniens Serko et Tato, dont il a fait mention, le témoin répond qu'ils sont allés pendant l'automne dernier à Khazali du côté de Diarbekir.

Le deuxième témoin entendu est Ahmet, fils de Hamo, de Guéliémansour, âgé de 35 ans, fermier.

Il répète en termes presque identiques le récit du témoin précédent, Omer-ben-Pourto. Il ajoute que la proposition d'attaquer les soldats à Merguemouzan avant d'attaquer les kurdes, venait des arméniens de Talori et Gueliéguzan ; que le soir même du jour de la suite des arméniens à l'Antok-Dagh après leurs combats avec les kurdes, il avait vu la fumée monter de leurs villages, et que Tato et Serko lui avaient expliqué que c'étaient les arméniens qui, sur l'ordre de Mourad, devaient brûler leurs maisons et se rendre à la montagne, et se révolter contre le Gouvernement.

Le témoin lui-même a vu de la hauteur nommée Ziravi, située à un quart d'heure de distance de leur pâturage d'été, le combat entre les arméniens et les soldats à Gueliéguzan, et il a entendu dire à ces derniers venus à ce même pâturage, que quelques-uns d'entre eux avaient été tués. Les pertes des arméniens, d'après eux-mêmes, montaient à sept hommes. Dans les combats précédents entre kurdes et arméniens, la perte des deux côtés était de trente à quarante hommes.

Le kurde Ahmè, de Koulp, à qui les arméniens auraient volé des moutons, était, d'après le témoin, du village de Nédéran.

Interrogé sur les deux arméniens, Tato et Serko, de Guéliémansour, le

témoin répond ne pas les avoir vus depuis un mois. Ils sont partis avec leur famille à Silivan, du côté de Diarbekir.

Le Président lève la séance.

*Signé : M. VILBERT.  
H.-S. SHIPLEY.  
M. PRJEVALSKY.*

---

#### Procès-verbal n° 31. -- Séance du 1<sup>er</sup> mars 1895.

Tous les membres de la commission sont présents, ainsi que les délégués consulaires.

Dans cette séance, le nommé Simo, fils de Boghos, de Semal, âgé de 27 ans, marié, paysan fermier, complète et achève sa déposition.

Il déclare, au début, qu'étant arménien, il demande, pour dire la vérité, à avoir un arménien, homme sûr auprès de lui, soit un membre du conseil de l'évêché Grégorien, soit un professeur des protestants ; il répondra, par l'intermédiaire de Mighirditch Effendi, présent à la séance en qualité de drogman, si un membre de l'évêché lui dit qu'il peut avoir confiance dans le dit Mighirditch.

Le 1<sup>er</sup> avril (v. s.) de l'année dernière, les habitants de Semal étant au village, les kurdes Rekranli y passèrent, se rendant à Merguemouzan, où les troupes étaient campées, comme les années précédentes.

Dans la même journée, kurdes et soldats attaquèrent Chenik, d'où venait pendant deux heures environ le bruit de nombreux coups de fusil. Les habitants s'enfuirent dans la montagne. Ensuite les soldats étant venus à Semal, les gens de ce second village se sauvèrent également, qui des champs, qui des maisons ; certains d'entre eux restèrent dans le village même. Ceux qui s'enfuirent allèrent à la montagne de Tchaï, où se trouvaient les pâtures d'été de Semal.

Pendant cette attaque, les deux fils du nommé Stepan, les nommés Cherho et Ohan, furent tués, ainsi que deux vieilles femmes, restées dans les maisons ; l'une se nommait Toré, femme d'Oré. Le témoin ne peut préciser le nom de l'autre et ne peut dire non plus exactement de qui il tient ce fait, que beaucoup de personnes lui ont raconté ; c'était la rumeur publique.

Ayant passé la nuit sur la montagne de Tchaï, les gens de Semal virent le lendemain matin la fumée qui montait des villages ; mais, poursuivis de nouveau par les soldats à Tchaï-Dagh, ils s'enfuirent à l'Antok-Dagh, d'où ils voulaient continuer à se sauver. Cependant, ils y demeurèrent en se disant : « Comment pourrions-nous échapper à la main de l'autorité ? » et c'est dans cette pensée qu'ils restèrent dans l'Antok-Dagh, où ils se cachèrent derrière les rochers.

Ils avaient emmené avec eux leurs familles et leurs troupeaux ; quant à leurs effets, ils en avaient, comme les autres années, caché les meilleurs dans des fosses, le reste était laissé dans leurs maisons.

C'est seulement sur l'Antok-Dagh que les habitants de Semal se réunirent aux gens de Chenik. Là se trouvaient déjà les habitants d'Alian, qui avaient leurs pâtures. Le témoin n'a pas vu de gens de Guéliéguzan et ni vu ni entendu dire qu'il y ait eu personne de Talori ou d'Aghpi.

Il n'avait auprès de lui que sa sœur, et ne peut dire combien de temps les habitants de Semal sont restés sur l'Antok-Dagh.

Ayant aperçu de loin l'approche des soldats et se trouvant trop dispersés dans la montagne pour se concentrer dans le but de se rendre, les arméniens réunis, pendant que les soldats les tenaient, s'enfuirent alors dans des directions différentes. Une partie des troupes vint sur l'Antok-Dagh, l'autre alla à Guéliéguzan.

De l'Antok-Dagh, qui domine les environs, les villageois pouvaient voir le mouvement des troupes qui, à la date du 2 ou 3 août, vinrent de Keupru-Chérif, Han et Hovid. Une partie d'entre eux resta sur place — le témoin ignore ce qu'ils sont devenus — et l'autre partie se dispersa, qui vers Sassoun, qui à Guélié-Henguédi, du côté de Khian. Le témoin ne sait rien pour les gens de Chenik. Il n'a pas vu de ses propres yeux que les soldats ou les kurdes aient tué des arméniens sur l'Antok-Dagh. Ceux des habitants de Semal qui réussirent à s'échapper se dirigèrent vers Sassoun dans l'idée d'y trouver protection auprès de leurs aghas ; mais leur espoir fut trompé.

Au nombre de 400 ou 500, y compris femmes et enfants, et ayant leurs troupeaux avec eux, ils s'arrêtèrent dans les champs de Khoroum Kop, non loin de Hetink, à trois heures de Guéliéguzan, et y restèrent pendant cinq jours. Hetink était le village le plus rapproché, avec Aghpi, qui était brûlé, le témoin ne sait pas par qui.

Pendant que les villageois étaient à Khoroum Kop, leur agha de Sassoun, nommé Selim Ben Posto, dont les terres étaient voisines et qui y faisait la moisson, vint leur dire ne pouvoir les emmener par crainte. Les habitants de Hetink, dont le village n'était pas brûlé, n'avaient pas voulu davantage les recueillir, ayant peur des kurdes, avec lesquels ils ont des cultures communes.

L'oncle du témoin, le prêtre Ohannès, leur conseilla alors de se rendre à un endroit nommé Alatchak, où ils passeraient la nuit, et d'aller ensuite à Kharzikoum, près de Guéliéguzan et où ils trouveraient dans les champs plus facilement à se nourrir.

Le témoin lui-même, en compagnie de son frère Girbé, gagna directement Kharzikoum, où ils passèrent quatre à cinq jours en recueillant des graines de guelguel. De là tous deux allèrent à Kiagashim, district de Shatak, et restèrent dans les montagnes voisines. Comme les soldats allaient et venaient dans le village et comme à sa connaissance ils avaient tué beaucoup de monde, le témoin et son frère, craignant le même sort, n'entrèrent pas dans Kiagashim. Si les habitants n'en furent pas tués, le témoin en ignore la cause.

Tous deux gagnèrent ensuite le village de Petah, où ils passèrent un mois et d'où, après y être resté seul et malade, le témoin revint à son village de Semal. Il en trouva les maisons brûlées, les champs dévastés, l'église ruinée et incendiée.

Pendant que le témoin et son frère se trouvaient à Kharzikoum, ils virent, venant vers eux, de la direction de Guéliéguzan, plusieurs femmes de Semal, qui leur firent le récit suivant. Le jour où eux-mêmes s'étaient séparés des autres villageois, le prêtre Ohannès, avec 500 personnes, se rendit à Alatchak. Deux hommes nommés Serko et Marlo, de Semal, vinrent à eux en leur disant : « Les soldats nous ont relâchés, en nous ordonnant de venir vous trouver, ainsi que le prêtre, et de vous dire d'aller vous rendre à eux ; sinon, l'affaire tournerait mal pour vous. » Sur quoi, continuèrent les femmes, « le prêtre Ohannès nous ayant réunis au nombre de 400 à 500, nous conduisit à Guéliéguzan ; là les femmes et les

enfants furent mis d'un côté, les hommes emmenés d'un autre, mais nous n'avons pas vu et nous ne savons pas où. Des femmes y furent déshonorées par les soldats.

« Le lendemain matin », ajoutèrent les femmes, « nous vîmes que les troupes allaient vers Talori ».

Elles disaient aussi avoir vu cinq cadavres sous des racines d'arbres, et un peu plus loin une fosse, remplie également de cadavres.

Elles étaient alors parties et vinrent du côté du témoin, sans savoir qu'il se trouvait là.

Ces femmes se nomment : Kharé, femme de Merké, fils de Sefer ; Chouché, femme d'Artin Chabeho ; Hazzé, femme de Témo, fils de Nigos ; Khaté, femme de Kalo ; Chahbaz, femme de Mardiros, fils d'Ohan ; Rommé, femme de Serkis, fils d'Aroutin ; Varté, femme de Khazar ; Khaté, femme de Nigos, fils de Récho.

Parmi les maris de ces femmes, ont été tués :

Merké, fils de Sefer ; Serkis, fils d'Aroutin ; Artin Chabeho ; Hebo, oncle du témoin ; Khazar.

Kalo est mort depuis longtemps.

Mardiros, cousin du témoin Témo, et Nigos, fils de Recho, sont vivants.

Les femmes ci-dessus énumérées n'ont pas dit au témoin avoir été elles-mêmes outragées par les soldats ; mais eu les voyant arriver au milieu d'elles, toutes ces mêmes femmes ont supposé qu'ils avaient de mauvaises intentions et elles se sont sauvées ; elles ne savent donc pas ce qui s'est passé et n'ont rien vu.

Il résulte des autres déclarations du témoin que :

1. Si les gens de Semal se sont enfuis sur l'Antok-Dagh et non pas à Shatak, c'est que leurs pâturages d'été étaient à Tchaï, dans la direction de la montagne. Ils ont également des pâturages à Kourtik-Dagh, mais en étaient revenus cette année une semaine avant le mois d'août.

2. Le témoin ne connaît, en fait de rixes entre kurdes et arméniens, qu'un combat survenu entre les gens de Chenik et les Velikanli ; quant aux Bekraulî, ils s'étaient réunis aux soldats, qui attaquèrent son village.

3. Le témoin n'a ni vu ni entendu dire que les arméniens se soient battus avec les soldats ; seulement pendant un ou deux jours, du matin au soir et par intervalles, de la direction de Guéliézan et de Guéliéguzan, des bruits de coups de fusil venaient jusqu'à lui.

4. A sa connaissance, il n'y avait personne de Semal qui alla à Talori ou qui en vint. Il ne sait rien de Mourad dont il n'a pas entendu parler.

5. D'après le témoin, les nommés Serko et Mardo, de Semal, envoyés de Guéliéguzan aux arméniens pour les inviter à se rendre, furent tués ensuite avec le prêtre Ohannès, dont la femme était morte précédemment.

6. Les déclarations relatives au « hafir » versé aux aghas kurdes, confirment les dépositions précédentes. Les gens de Chenik, d'après lui, sont soumis au même tribut.

Le témoin raconte en terminant, de façon assez embarrassée, que son frère Melko, qui était avec lui sur l'Antok-Dagh, s'enfuit avec les troupeaux, et à la suite d'une rencontre avec les kurdes, où des coups de fusil

furent échangés, une partie des moutons fut prise par eux et l'autre amenée par Melko à Khoroum Kop.

Le deuxième témoin, Egho, de Semal, n'ayant pas achevé sa déposition, elle sera donnée en son entier dans la séance où elle prendra fin.

Le Président lève la séance.

*Signé : M. VILBERT.  
H.-S. SHIPLEY.  
M. PRJEWALSKY.*

**Procès-verbal n° 32. — Séance du 2 mars 1895.**

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les délégués consulaires.

Le témoi entendu dans cette séance, complète et achève sa déposition ; il se nomme Egho, de Semal, fils de Aro. Il est âgé de 30 ans, marié, paysan fermier, parent éloigné du nommé Tavo (entendu dans la séance du 15 février 1895, procès-verbal n° 19).

Il dépose comme suit :

Dans les derniers jours de juillet (v. s.) 1894, le témoi se trouvant dans les champs vit une troupe de kurdes Bekranli au nombre de quatre-vingts environ, tant cavaliers que piétons, et venant de Kop-Dagh; qui passaient par Semal, pour aller à Merguemouzan. Dans l'après-midi de ce même jour, les kurdes et les soldats réunis entourèrent Chenik, dont le témoin n'entendit pas venir le bruit de coups de fusil ; ils en incendièrent les maisons et les habitants, s'enfuirent vers la montagne de Tchaï. Vers le soir les kurdes et les soldats étant venus à Semal, qu'ils brûlèrent également, les gens de ce village prirent aussi la fuite vers cette même montagne de Tchaï, où ils passèrent la nuit et où ils ne se mélangèrent pas avec les gens de Chenik ; puis avec ces derniers, fuyant de nouveau devant les soldats, et sans passer par Guéliéguzan, ils gagnèrent tous l'Antok-Dagh ; c'était le 1<sup>er</sup> ou le 2 août.

A Tchaï, furent tués les nommés Cherkò et Ohan, tous deux fils de Stepan et Toné, fils de Hetcho, malades et qui n'avaient pu se sauver. Le témoin ne l'a pas vu lui-même « car », ajoute-t-il, « si j'étais resté là, j'aurais été tué aussi ». Mais il le sait et l'a entendu dire ; et leurs ossements à tous trois furent retrouvés l'automne suivant. Il ignore s'il y a eu là d'autres victimes.

A Semal, lors de l'incendie, était restée, comme pourrait en témoigner le nommé Aro, mais il a été tué, la femme du grand'oncle du témoin, vieille et aveugle, nommée Khaté. Elle y périt probablement. Il ne sait s'il y eut d'autres victimes au moment où les gens de Semal se sauvèrent.

Le témoin ignore les causes de l'attaque des deux villages ; il ne les a pas demandées aux villageois, qui ne les connaissent pas plus que lui et ne pouvait s'en informer auprès des troupes. Les gens de Semal paient régulièrement leurs impôts au Gouvernement, et lui-même avait apporté au campement de Merguemouzan des vivres, et 900 piastres en acompte sur ces mêmes impôts.

Les années précédentes, les bekranlis ne passaient pas par Semal ; trois ou quatre aghas seulement venaient s'y faire payer le « hafir ». Jusqu'en 1894, il n'y pas eu de rixe entre les habitants et les kurdes Badikanli et Bekranli.

Cette année, en voyant ces derniers, le témoin avait pensé qu'ils allaient

rendre visite au commandant de Merguemouzau. Trois ou quatre ans auparavant, des troupes y étaient venues, et réunies aux kurdes Djebiranli, avaient fait retourner en arrière les badikanlis. Le témoin n'a pas connaissance que des troupes soient venues postérieurement.

Sur l'Antok-Dagh, les gens de Semal en avaient emmené avec eux leurs familles et leurs troupeaux, mais n'avaient pas eu le temps d'y emporter leurs effets, laissés dans les maisons et dont quelques-uns, tels que les ustensiles de cuivre, étaient cachés dans des fosses.

Là, le témoin n'a vu, outre les gens de son village et ceux de Chenik, que ceux d'Alain qui avaient également leurs familles et leurs troupeaux. Il ne sait pas combien de temps ils sont tous restés sur l'Antok-Dagh, est-ce trois ou cinq jours ? Ils n'avaient pas la tête à eux et ne distinguaient pas le jour de la nuit.

Pendant qu'ils y séjournèrent, il n'y eut pas de combat entre eux et les soldats.

Le témoin n'a ni pris part, ni entendu dire qu'il s'en soit produit, à un combat dans les environs de Guéliéguzan et dans les ravins, du côté de Talori.

De l'Antok-Dagh, les arméniens se sauvent y laissèrent leurs troupeaux. Le témoin avec sa femme, les nommés Erko, fils de Girbo ; Arakel, fils de Khizro ; et Bedo, fils de Kalo, avec leurs familles atteignirent après cinq ou six heures de route par des chemins détournés, le village de Mordegonk, du côté de Khian, et où ils espéraient trouver refuge auprès d'un villageois de Semal nommé Bedo, qui habitait Mordegonk depuis vingt ans et dont les aghas Farko et Hazzo étaient là. Mais le témoin et ses compagnons n'y restèrent qu'un jour ; car malgré leurs instantes prières Ferko, Hazzo et Ali ben Bro ne voulurent pas consentir à les garder, dans la crainte, disaient-ils, que les arméniens étant « firmauli » (rebelles) eux-mêmes, les ayant recueillis, ne fussent ensuite traités de la même façon.

Le lendemain, les fuyards gagnèrent le ravin de Guéliéhenguévi, à trois heures de distance de Mordegonk et y restèrent trois jours environ ; le témoin ne peut dire exactement, car ils n'avaient pas la tête à eux et étaient affamés.

Un grand nombre de soldats étant venus les y attaquèrent et tuèrent plusieurs de ces mêmes villageois qui avaient fui ensemble.

Boghos, frère d'Erko ; Bedros, fils d'Erko ; Oskian, fils de ce même Bedros ; Toné, parent d'Erko, et le fils de ce même Toné, âgé de 2 ans ; Merké, oncle du témoin ; Vartan, fils de ce même Sako ; Gulé, et leur fille, Maké.

Il ne peut dire si c'est avec la baïonnette ou à coups de fusil qu'ils ont été tués ; car lui-même s'était sauvé, mais ils ont péri sous les coups des soldats qui les poursuivaient.

Une fois rentré à Semal, étant retourné à l'automne dans le même ravin avec un nommé Kevo, pour chercher le cadavre de son frère, il y vit la dépouille de ceux des gens ci-dessus énumérés et qui avaient été tués.

Pendant qu'il était à Guéliéhenguévi, le témoin y entendait de nombreux coups de fusil, ainsi que les jours suivants, au cours de sa fuite.

En se sauvant de ce ravin, le témoin, qui était seul, se cacha dans les fourrés.

Il y fut rejoint par un nommé Garabet qui, à ce qu'il apprit plus tard

du nommé Ovak (séance du 18 février, procès-verbal n° 21), fut tué au camp de Guéliéguzan, et par un nommé Kévo. Le témoin ignore où il se trouve.

Tous trois se cachèrent dans une grotte où ils passèrent un jour. Pendant la nuit, ils gagnèrent les bois près d'Alatchak, qui se trouve du côté de Sassoun, et rencontrèrent le matin une partie des villageois de Semal, au nombre de 300 à 400 environ, avec leur prêtre Ohannès. Le témoin n'a pas fait attention s'il y avait parmi eux des gens d'autres villages, d'autant plus que c'était au milieu de la forêt. Ce même jour, les nommés Serko et Mardo, de Semal, vinrent du campement de Guéliéguzan en disant que le Mir-alay (colonel) invitait les gens de Semal et le prêtre à se rendre à lui ; sinon, qu'il enverrait les soldats pour les exterminer tous.

Le prêtre Ohannès engagea ses villageois à obéir à cet ordre ; mais ce jour-là et la nuit suivante ils ne quittèrent pas Alatchak.

Le témoin, avec le nommé Gaspard, s'étant rendu dans un champ de blé voisin pour y ramasser des épis, y passa la nuit. Tous deux, en se réveillant le lendemain à midi, virent que les gens de Semal avaient disparu.

Les deux fugitifs gagnèrent le ravin d'Agpi, où ils restèrent un jour ; puis, marchant la nuit, ils arrivèrent dans les bois du ravin de Chahaban, où ils passèrent deux jours, se nourrissant d'épis de blé, trouvés dans les champs voisins. Ils se rendirent ensuite dans les bois de Chouchamerg, où ils restèrent de quatre à cinq jours et dont un berger lui raconta que les femmes de Semal étaient venues et glanaient des épis.

Le témoin n'entra pas dans Chouchamerg, qu'il a vu n'être pas brûlé, par crainte du Caïnacam de Sassoun et des troupes, qui se trouvaient dans le village voisin de Tapik.

Des bois de Chouchamerg il se rendit dans le ravin de Tzitzernak (Bulbulderessi) où, resté huit jours, il rencontra le nommé Nigos, de son village, qui lui raconta qu'une partie des villageois étaient rentrés à Semal, où ils se nourrissaient de ce qu'ils trouvaient dans les champs.

En compagnie de Nigos, le témoin regagna Semal, où il retrouva sa femme, arrivée trois ou quatre jours avant lui et de laquelle, n'ayant eu que le temps de penser à sauver sa propre vie, il s'était séparé dans le ravin de Guéliéguzévi, au moment de l'attaque des soldats. Le témoin ne lui a pas demandé, et elle ne lui a pas raconté, ce qu'elle était devenue pendant leur séparation.

A une question du président sur l'époque précise de son retour au village, le témoin répond qu'il avait les pieds malades ; qu'il était resté affamé, comment aurait-il pu prêter attention à un pareil détail ?

Le témoin a entendu de la bouche des femmes de Semal nommées : Khaté, femme de Nigos ; Kendo, femme d'Artin ; Chahbaz, femme de Hebo ; Khezzam, femme de Asatom, ces deux derniers avaient été tués, et les deux premiers étant vivants, car ils ne sont pas allés au camp de Guéliéguzan, le même récit que celui fait au nommé Simo, entendu dans la séance du 1<sup>er</sup> mars (procès-verbal n° 31) en ce qui concerne la venue des gens de Semal conduits par le prêtre Ohannès à Guéliéguzan pour se rendre aux troupes et la séparation opérée par elles des hommes d'avec les femmes et les enfants.

Elles ajoutèrent, continue le témoin, que le soir venu, elles-mêmes furent outragées par les soldats. Le lendemain, elles se sauvèrent vers Kharzikoum.

Ce récit a eu lieu près de Semal, dans les champs de Dechtak, où il avait rencontré les femmes en question, et en présence du nommé Gaspard, fils de Kélo, compagnon de fuite du témoin. Ce n'est pas sur sa question directe, mais sur sa demande au sujet de ce qu'elles étaient devenues, que ces femmes, réunies, lui firent ce récit.

Elles lui dirent, en outre, que les nommés Mardo et Serbo, de Semal, avaient été tués à Guéliéguzan.

Il résulte des autres déclarations du témoin que :

1. Dans sa propre famille de ses cinq frères n'en restent à présent que deux : Arakel se trouvant à Derkevank, et un autre frère Artin, demeurant avec le témoin, et plus jeune que lui. Quant aux trois autres : Giro a été tué à Guéliégenguévi ; Melko et El Khazar ont disparu.

Il n'a pas retrouvé leurs cadavres, et ignore s'ils sont vivants ou morts.

Le témoin ne peut préciser le nombre des villageois de Semal qui ont été tués.

Il n'en a pas dressé la liste, mais à son retour il a trouvé le village vide, des femmes sans maris, et des enfants sans pères. Dans des maisons qui comptaient sept ou huit personnes, il n'y en a plus que deux ou trois ; les autres villageois sont dispersés.

Comment pourrait-il en faire le compte ou demander aux enfants ce que sont devenus leurs pères ?

2. Le témoin nie avoir aucune connaissance de Mourad et des relations des villageois de Kavar avec ceux de Talori.

3. Les arméniens n'avaient pas d'armes. Seuls d'entre eux en portaient les bergers, comme il résulte des dépositions précédentes. Avant la fuite à l'Antok-Dagh, ces bergers se trouvaient avec leurs troupeaux sur la montagne.

4. Les gens de Semal ont, ainsi que ceux de Chenik, leurs pâturages d'été sur la montagne de Mouch ; mais à l'automne les premiers vont à Tchaj-Dagh, tandis que les seconds vont à Chieckivar, il ne sait pas où sont les pâturages de Guéliéguzan.

5. Ses déclarations concordent avec celles entendues précédemment au sujet du « hasir » versé aux aghas kurdes.

Le président lève la séance.

*Signé : M. VILBERT.  
H.-S. SHIPLEY.  
M. PRJEVALSKI.*

#### Procès-verbal n° 33. — Séance du 4 mars 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les délégués consulaires.

Le témoin qui a commencé sa déposition la veille, et qui la termine dans cette séance, est le kurde Mehémet ben Mirzo, de Khian, âgé de 30 ans, résidant depuis deux ans à Mouch, où il est domestique chez le nommé Ibrahim Agha.

Ce témoin ayant eu des relations de commerce avec quelques villageois de Guéliéguzan, entre autres les nommés Mardo et Bogos, a été appelé par

la Commission pour donner quelques renseignements sur le kurde Rechid, entendu dans la séance du 20 février (procès-verbal n° 23).

Le témoin dépose qu'à Guéliéguzan il y avait jusqu'aux événements de l'année dernière, trois maisons kurdes : celle de son parent Ali, celle du nommé Meko et celle de Rechid, tous trois ayant habité dans ce village.

Le témoin s'y est rendu à la fin de juillet ou au commencement d'août de l'année dernière, et a passé la nuit chez son parent Ali, mais il n'a pas rencontré Rechid à cette occasion.

Pendant son séjour il a vu que les arméniens étaient armés, que quelques-uns d'entre eux s'en allaient à l'Antok-Dagh, après avoir brûlé eux-mêmes leurs maisons, ce que le témoin ajoute avoir vu de ses propres yeux.

Ali, interrogé sur les motifs de cette conduite, lui aurait répondu que les arméniens s'en allaient à l'Antok-Dagh dans le but de se battre ensuite avec les kurdes, et il lui aurait conseillé de s'en aller, car sans cela il courrait le risque d'être tué par les arméniens.

Le témoin, en regagnant Mouch, ne passa pas par Chenik et Semal, mais il aperçut de la fumée qui en montait. Il n'a pas vu de rassemblement de gens sur l'Antok-Dagh. Il n'a pas vu davantage de lutte entre arméniens et kurdes.

Ali lui aurait raconté qu'en 1893 s'était produite une rixe entre trois ou quatre habitants de Guéliéguzan et un nombre égal de kurdes Karikanli, au cours de laquelle il y avait eu des tués des deux côtés.

Le témoin dit que les nommés Mardo et Bogos, avec qui il était en relation d'affaires, sont partis vers Khian, mais il donne le nom de quelques personnes, tant musulmanes que chrétiennes, pouvant à Mouch témoigner de la vérité de ses affirmations sur ce point.

Le second témoin entendu est le nommé Khazar, fils de Boghos, de Chenik, se trouvant actuellement hospitalisé à Arindj-Vank. Il est le premier d'une série de témoins qui comparaissent sur l'ordre de la Commission par l'intermédiaire des autorités locales et des Moukhtars. Le président ayant fait savoir aux délégués consulaires dans la séance du 23 février (procès-verbal n° 26) qu'un grand nombre d'arméniens de Chenik, Semal et Guéliéguzan, étant actuellement hospitalisés dans quatre-vingts villages environ de la plaine de Mouch, il convenait, en face de l'impossibilité évidente de se transporter dans chacun de ces villages pour y recueillir les témoignages de tous les gens qui s'y trouvaient, d'en faire comparaitre quelques-uns, deux ou trois choisis parmi les réfugiés de chaque village de Kavar, les délégués n'avaient pas manqué de marquer leur étonnement de ce fait, que si l'objet de la Commission était connu des arméniens comme le président en avait donné à plusieurs reprises l'assurance, ils ne vinssent pas d'eux-mêmes déposer devant la Commission, et que sept à peine d'entre eux eussent comparu jusqu'ici de leur plein gré.

Les délégués avaient en outre fait remarquer l'intérêt qu'il y aurait, pour assurer l'indépendance des témoignages, à éviter toute intervention des agents de l'autorité locale et avaient dans ce but suggéré à la Commission de se rendre elle-même, sans les désigner d'avance, dans le nombre qu'elle jugerait nécessaire de ces quatre-vingts villages pour y recueillir en toute liberté une certaine quantité de dépositions émanées spontanément.

Le président avait repoussé cette proposition en alléguant les diffi-

cultés matérielles et la Commission avait décidé de s'en tenir à sa première résolution.

Dans la séance du jour, le nommé Khagar, interrogé sur son mode de comparution, explique qu'il a été convoqué et amené par un zaptié. Il ajoute ensuite qu'au moment où le zaptié lui a dit de venir à Meuch, se trouvait également présent l'adjoint du moukhtar d'Arindj-Vank.

Il résulte de son interrogatoire qui manque, du reste, de suite, que le témoin avec sa mère s'était enfui à l'Autok-Dagh, mais qu'il ne faisait pas partie des arméniens armés.

Invité à différentes reprises à fournir des explications sur la cause de la fuite des villageois de Chenik à l'Autok-Dagh, il dit successivement qu'elle est la conséquence de la venue sur leur village « d'hommes du Gouvernement », vêtus d'habits noirs, coiffés de fez, armés de fusils de guerre et qui, en leur disant : « Vous êtes des rebelles, vous ne payez pas vos impôts », commençaient à les molestier.

Le témoin dit ensuite que Chenik n'a été attaqué ni par les soldats, ni par les kurdes ; mais que huit zaptiés seulement étaient venus pour le ravitaillement des troupes. Ce n'est pas devant eux que les villageois se sont enfuis mais par peur des troupes de Merguemouzan.

Pendant qu'ils se sauvaient de Chenik à l'Autok-Dagh, il n'y eut pas de mort parmi eux ni au village, ni sur la route.

Personne ne les avait excités à fuir ni à s'enrôler comme soldats. Lui qui n'est qu'un simple berger ne connaît rien de ces faits.

Les gens de Chenik prirent la fuite avec leurs familles, leurs bergers et les troupeaux. Ils avaient enfoui leurs effets dans des fosses et ceux qu'ils emportèrent avec eux furent ensuite abandonnés sur l'Autok-Dagh.

Eu fait d'armes, les arméniens avaient des fusils à pierre dont le témoin ne sait pas le nombre.

La première nuit, les gens de Chenik avec ceux de Semal la passèrent sur une montagne en face de Guéliéguzan. Ils y furent rejoints le lendemain par des villageois que le témoin dit être de Guéliéguzan, qu'il explique ensuite être d'Alian ; et tous ensemble partirent à l'Autok-Dagh. Les gens de Guéliéguzan y avaient envoyé seulement leurs familles et leurs troupeaux. Eux-mêmes n'avaient pas abandonné leurs maisons.

La fuite des habitants de Chenik hors du village commença le matin. A midi le village était vide. Ce même jour, Semal et Chenik furent incendiés — Semal le premier — et dans deux jours les deux villages étaient brûlés. Quant à leurs bergeries, situées hors du village, elles brûlaient une par une, pendant plusieurs jours.

Sur l'Autok-Dagh, les arméniens restèrent cinq jours, pendant lesquels le témoin n'a vu le nommé Mourad ni personne venant de Talori. Parmi eux se trouvait le kiahia de Chevik, nommé Kirko, et à ce que le témoin apprit, le prêtre Ohannès, de Semal, qui ne fut pas tué au cours des combats, mais qui, à ce que les gens de Semal lui dirent, eut la tête coupée à Guéliéguzan.

Il répond d'une façon assez confuse aux questions qui lui sont posées sur les combats entre les soldats et les arméniens pendant que le témoin lui-même avec les villageois ci-dessus désignés était sur l'Autok-Dagh.

Pendant les quatre ou cinq jours qu'ils y demeurèrent, des combats se

produisirent sur l'Antok-Dagh entre les soldats et les arméniens — le témoin affirme que les adversaires des arméniens étaient bien des soldats et non des kurdes, car dans ce dernier cas les arméniens « auraient sauté à la gorge des kurdes et jamais ceux-ci ne leur auraient fait éprouver de tels dommages ».

On peut inférer, des déclarations subséquentes du témoin, qu'à la suite d'un combat qui eut lieu à Guéliéguzan dans les champs près des maisons pendant une journée tout entière et auquel il a assisté du haut de la montagne, les soldats et les arméniens tirant les uns sur les autres, ces derniers s'enfuirent la nuit du côté de Kharzan ; que cette même nuit, Guéliéguzan fut brûlé — le témoin ne sait pas qui a allumé l'incendie, les arméniens ou les soldats — et que le lendemain matin les arméniens restés sur l'Antok-Dagh prirent également la fuite dans des directions différentes. Le témoin sait qu'un certain nombre alla dans le ravin de Gué-liésan ; mais il ignore si là il y a eu combat.

Il dit ensuite qu'il n'y eut pas d'autres combats que ceux qu'il a racontés ; mais les fuyards qui ne réussirent pas à se cacher furent tués ; lui-même avec sa vieille mère, qu'il avait prise sur les épaules, se sauva vers Koul. En atteignant le ravin voisin du petit village kurde de Vassili, sa mère fut tuée d'un coup de fusil par un « homme du Gouvernement » coiffé d'un fez (le témoin ne peut préciser davantage) et il la laissa sans l'enterrer. Les arméniens ne pouvant résister s'enfuoyaient, et poursuivis par les soldats, ils jetaient même leurs enfants en se sauvant. Si le témoin en avait eu, il les aurait laissés. Ceux de son frère furent ainsi abandonnés par leur mère ; mais on les retrouva ensuite vivants.

La mère du témoin est le seul membre de sa famille qui ait été tué, mais lui-même a vu de ses propres yeux d'autres arméniens être tués. Comme il fuyait, il ne peut préciser qui a été tué ou non.

Ceux qui ne furent pas tués restèrent dans les montagnes pendant quarante jours se cachant derrière les rochers.

Le témoin connaît le nommé Serkis, de Chenik, entendu dans la séance du 5 février (procès-verbal n° 10), et qui se trouvait sur l'Antok-Dagh avec sa famille. Il les y a vus vivants, mais ils se sont enfuis dans une direction différente de la sienne et il ne sait s'ils sont actuellement morts ou en vie.

Le président lève la séance.

*Signé :* M. VILBERT.  
H.-S. SHIPLEY.  
M. PRJEVALSKY.

#### Procès-verbal n° 34. — Séance du 5 mars 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les délégués consulaires.

Se présente, pour la deuxième fois, un jeune garçon qui est déjà venu la veille.

Il remet une requête, en disant que son père, villageois d'Agpi, venant à Mouch pour déposer devant la Commission, a été arrêté et emprisonné. Les délégués demandent la comparution de cet homme.

Un villageois de Guéliéguzan, après avoir éprouvé des difficultés, pénètre dans la chambre de la Commission et présente une requête au président.

Le premier témoin introduit et mandé par la Commission est le nommé Mancouk, fils de Hebo, de Guéliéguzan, marié : il ne peut dire son âge, paraît de 35 à 40 ans ; est hospitalisé à Maruik, dans la plaine de Mouch.

Dès le commencement de sa déposition, ses gémissements, son attitude étrange et tourmentée font supposer aux délégués que cet homme n'a pas sa raison intacte.

Lui-même se plaint à diverses reprises d'être indisposé, et ses dernières réponses sont telles que son interrogatoire est interrompu et que sur la demande des délégués le procès-verbal mentionne cet individu comme ayant paru au cours de sa déposition ne pas jouir de toutes ses facultés mentales.

Les délégués néanmoins ne croient pas pouvoir se dispenser de consigner le résumé de ses déclarations. Il en résulte qu'après un combat qui dura deux jours à Chenik entre les villageois et les kurdes Bekranli et Badikanli, ces derniers, en compagnie des soldats, passèrent par Semal où se produisit pendant deux jours une nouvelle lutte avec les habitants de ce village. Au cours de ces deux combats, il y aurait eu, à ce que le témoin a entendu dire, six arméniens tués, dont deux femmes. Les kurdes et les soldats réunis atteignirent ensuite Guéliéguzan, où eut lieu un troisième combat qui dura un jour entre eux et les seuls habitants du village.

Le témoin, qui s'était enfui, n'a pris aucune part à cette dernière rencontre ; mais il a entendu les coups de fusil et il a vu de loin les soldats, qui étaient avec les kurdes dans un endroit nommé Medjink, et qui luttaient du matin jusqu'au soir avec les arméniens se trouvant à l'endroit nommé Husseindsik.

Il ne peut préciser le nombre des arméniens, armés de fusils à pierre, qui ont pris part à ces différents combats ; mais les kurdes étaient plus nombreux et il estime qu'à Guéliéguzan les arméniens atteignaient une cinquantaine.

D'après le témoin, les causes de ces luttes seraient les excitations de Damadian et postérieurement celles de Mourad. Celui-ci venait à Guéliéguzan, où le témoin ne l'a pas vu, mais où, dit-il, il était reçu dans une maison que connaissent les khahias du village, Bedo, fils de Serko, Avé, fils de Vartan, les membres du Conseil des vieillards, Tato, Serko, Avé, kiatib du village, et où il était nourri à tour de rôle par les habitants. Arrêté plus tard à Talori, Mourad fut emmené à Bitlis.

Le témoin attribue l'initiative des combats aux kurdes Bekranli qui disaient aux arméniens : « Vous avez des soldats parmi vous ». Il est vrai, ajoute-t-il, que Mourad les excitait, mais il n'a pas enrôlé des soldats.

Sur l'Antok-Dagh ne se trouvaient que les habitants de Chenik et Semal avec leurs familles et leurs troupeaux et là aucune lutte ne se produisit. Quant aux gens de Guéliéguzan, ils étaient dans le ravin de Guéliésan aux bergeries du nommé Bedo.

Après le combat à Guéliéguzan, les arméniens furent poursuivis dans les montagnes pendant trente-cinq jours. Les gens de Guéliéguzan étaient partis dans la direction de Kharzau, au Kravine de elbastik.

Le témoin explique que de sa famille périrent à Pambouk-Tarlassi, près de Hétink, à une heure de distance de Guéliéhenguévi et à deux heures de Guéliésan, ses deux cousins : Serkis, sourd-muet ; Khazar, qui furent

tués par les soldats et les kurdes. Il ne l'a pas vu, mais a entendu leurs cris au moment où on les tuait.

Il ne sait pas s'il y a eu lutte à Guéliéhenguévi dont il était loin ; mais il s'en produisit une à Guéliésan qui dura une demi-heure et où il y eut beaucoup de tués.

Postérieurement, il enterra lui-même une quarantaine de cadavres — hommes, femmes et enfants — trouvés soit à Guéliésan même, soit à Pambouk-Tarlassi.

Invité à désigner exactement les cadavres, il dit alors avoir enterré près de l'église cinquante enfants, dont une partie étaient morts de faim, et l'autre tués à coups de sabre ou de poignard, il ne sait au juste ; plus quarante femmes. Le président lui fait observer ses contradictions avec ses affirmations précédentes ; il répond être malade, et ne pas savoir exactement ce qu'il dit.

En présence de cette déclaration et de l'état, devenu évident, d'incertitude mentale du témoin, les délégués interviennent alors et la Commission, d'accord avec eux, interrompt son interrogatoire.

Le deuxième témoin entendu et mandé par la Commission est le nommé Egho, fils de Kechich Merko, âgé de 40 ans, qui se trouve, d'après le témoin, à deux heures de distance environ de l'Antok-Dagh, Chenik, Semal, Guéliéguzan, et loin de Talori.

Invité à fournir les renseignements qu'il possède sur les événements de 1894, il dépose comme suit :

Mourad, qui allait dans les trois premiers villages ci-dessus désignés, s'était emparé de l'esprit des habitants en leur disant : « Révoltions-nous, versons le sang et nous ferons une Arménie. »

Mourad n'est jamais venu et n'a jamais fait de propagande dans les six ou sept villages de Koulp, dont est le témoin. Les arméniens, grâce à la protection du gouvernement, n'y ont jamais été molestés. Ils paient régulièrement leurs impôts. Entourés par les kurdes, ils ont leurs aghas, et ces derniers pas plus qu'eux-mêmes n'auraient prêté l'oreille à de pareils conseils.

Le témoin ajoute que les arméniens de Khavar n'étaient pas allés l'année dernière à leurs pâtureages d'être habituels au Kourtik-Dagh ; mais qu'obéissant aux inspirations de Mourad, ils se promenaient sur les routes en bandes armées, pour dépouiller et tuer les kurdes qu'ils rencontraient, et s'emparer de leurs bestiaux. Ensuite ces mêmes arméniens furent emmenés par Mourad sur l'Antok-Dagh. Ayant appris, à cette époque, que les Bekranli venaient aux pâtureages, ils se portèrent à leur rencontre et un combat eut lieu. Les arméniens leur volèrent leurs troupeaux, ainsi que ceux des Badikanli, qui étaient arrivés postérieurement. Pendant deux jours dura la lutte où arméniens et kurdes furent tour à tour vaincus et vainqueurs. Deux ou trois jours après les troupes arrivèrent. Les arméniens les attaquèrent dans les environs de Guélieguzan, sur les flancs de l'Antok-Dagh. Le combat dura de midi jusqu'au soir et les arméniens s'ensuivirent ensuite dans des directions différentes.

En réponse aux questions subséquentes qui lui sont posées, le témoin dit ignorer qui a incendié les villages, les arméniens eux-mêmes ou d'autres qu'eux.

Il a entendu parler de Mourad par les gens de Kavar qui, dit-il, en con-

tradiction avec sa déclaration antérieure, venait trouver les gens de son village pour leur proposer de se réunir à eux. Il ne l'a pas vu lui-même, étant alors absent du village, mais il tient le fait du nommé Khazar, membre du Conseil des anciens.

Il a entendu dire, que pendant leur fuite, des arméniens avaient été tués. Mais il ne sait rien du meurtre de femmes ou d'enfants et il n'a pas vu de soldats poursuivant les fuyards.

Une partie d'entre eux étant venus à Hanzo n'en furent pas acceptés par les habitants ; car leurs aghas regardaient les arméniens comme rebelles.

Interrogé sur la mort du prêtre Ohannès, il prête de lui-même serment qu'il n'a rien entendu y ayant trait.

Le troisième témoin, mandé par la Commission, se nomme Recho, fils de Guiorgue, Kabia de Keguarvan, âgé de 20 à 25 ans.

Il répète, dans des termes identiques, le récit du témoin précédent. Il ajoute que Mourad, par l'entremise d'un berger, avait fait proposer aux gens de Keguarvan de se réunir à lui ; mais à la suite d'un conseil, tenu par le kiahia du village, Agop, le membre du Conseil des anciens, Artin, et le témoin lui-même, ils répondirent à Mourad qu'ils resteraient fidèles au gouvernement.

Le témoin a entendu dire qu'il s'était produit entre Zoiavi et Guéliéguzan, sur les flancs de l'Antok Dagh, un combat entre les arméniens et les soldats venus de Merguémouzan et dans lequel il y eut des morts des deux côtés ; mais il n'a pas entendu raconter qu'il y eut des victimes parmi les arméniens pendant leur fuite. Il ne sait rien du prêtre Ohannès.

Le quatrième témoin entendu est le nommé Gaspard, fils de Temo, âgé de 30 à 32 ans, du village de Panah, mandé par la Commission.

Il répète également dans des termes identiques le récit déjà fait par les deux témoins précédents ; mais d'après lui Mourad n'aurait excité que les quatre villages de Chenik, Semal, Guéliéguzan et Talori.

Interrogé au sujet des combats entre les arméniens et les troupes, il dit qu'ayant entendu des coups de fusil dont le son différait des fusils kurdes, il monta sur un endroit élevé, et de là vit sur les flancs de l'Antok Dagh, à une heure de distance de Guéliéguzan, une lutte se produire entre les arméniens et les soldats ; elle dura de midi jusqu'au soir.

Selon lui, il n'y a pas eu de combat sur l'Antok Dagh entre les kurdes et les arméniens. Il ne sait rien, soit du meurtre de femmes et d'enfants, soit de la mort du prêtre Ohannès.

Le Président lève la séance.

*Signé : M. VILBERT.  
H.-S. SHIPLEY.  
M. PRJEVALSKY.*

#### Procès-verbal n° 35. — Séance du 6 mars 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les délégués consulaires.

Le Président expliquant à ceux-ci les causes de l'emprisonnement du villageois d'Agpi, dont il a été question dans la séance de la veille, dit avoir appris du mutessarif que l'arrestation de cet homme, qui avait eu

lieu non pas à Mouch, au moment où il venait donner sa déposition, mais dans la plaine de Mouch, où il avait été surpris, déguisé, était due à de tout autres motifs que ceux invoqués par le requérant.

Les délégués, sans mettre en doute les affirmations du mutessarif, insistent, néanmoins, pour la comparution de ce villageois, afin d'entendre de sa bouche le lieu et les motifs de son arrestation, et font observer, de plus, qu'en admettant que les accusations dont il est l'objet sont exactes et fondées, les déclarations qu'il pourra faire relativement au village d'Agpi devront, quand même, être recueillies comme pouvant fournir d'utiles renseignements à l'enquête.

Les délégués demandent, en outre, la comparution du villageois de Guéliéguzan qui a remis une requête dans la séance de la veille, et celle de l'agha kurde de Sassoun, nommé Hichman, détenu à Mouch, et cité par le nommé Erko. (Séance du 1<sup>er</sup> février 1895, procès-verbal n° 7).

Ils rappellent enfin au Président la résolution prise par la Commission dans sa séance du 8 février (procès-verbal n° 13) de procéder devant eux à la lecture immédiate des requêtes qui lui sont présentées, et à leur inscription au procès-verbal du jour, avec une analyse sommaire de leur contenu.

Les témoins entendus dans cette séance sont :

1. Le nommé Polho, fils d'Avédès, âgé de 30 ans, se disant moukhtar de Nédran.
2. Le nommé Tavo, fils d'Atto, de Guéliémansour, âgé de 25 à 30 ans.
3. Le nommé Omer-ben-Ahmet, âgé de 50 à 55 ans, moukhtar du quartier Kidjilo, de Nédran.
4. Le nommé Mollah Osman-ben-Suléiman, âgé de 50 à 55 ans, du même quartier que le témoin précédent.
5. Le nommé Boghos, fils de Khazar, de Guéliémansour, membre du Conseil des anciens, âgé de 50 à 54 ans.

Les quatre premiers témoins, invités successivement par le Président à dire ce qu'ils savent concernant les événements qui se sont passés sur l'Antok Dagh l'année précédente, font tous le même récit et dans des termes identiques à ceux employés par les trois derniers témoins entendus dans la séance du 5 mars (procès-verbal n° 33) les nommés Egho, Recho et Gaspard.

Le nommé Polho, fils d'Avédès, à l'encontre des autres témoins, qui parlent de deux à trois jours, fixe à une semaine l'intervalle qui s'étend entre le combat des kurdes et des arméniens et celui que ces derniers livrèrent aux soldats près de Guéliéguzan.

En outre, ce même témoin, interrogé sur la source d'où il tient les propos révolutionnaires qu'aurait tenus Mourad aux villageois de Kavar, répond qu'un homme de Chenik en avait fait part au berger de son village.

Le témoin Tavo, fils d'Atto, n'ajoute aucun fait nouveau à la déposition précédente, si ce n'est que, lors du combat de Guéliéguzan entre les soldats et les arméniens, il y aurait eu trente ou quarante morts des deux côtés.

Le témoin Omer-ben-Ahmet, interrogé sur l'incendie des villages, dit qu'ils avaient été brûlés, il ignore par qui, avant l'arrivée des soldats et Chenik même avant le combat entre kurdes et arméniens.

Il déclare, cependant, que pendant le séjour des arméniens sur l'Antok

Dagh, quelques-uns d'entre eux descendaient par intervalles dans leurs villages.

Au moment du combat près de Guéliéguzan entre eux et les troupes, il n'a pas vu de kurdes ; il ne sait pas où ils étaient.

D'après lui, le cheikh Méhémet, de Zeilan, ne se trouvait pas parmi les kurdes pendant ces événements.

Les habitants de Nédran, déclare-t-il en outre, avaient cessé depuis le printemps de fréquenter les villages de Chenik, Semal et Guéliéguzan, à cause des vols et des actes de brigandage commis par les habitants.

Ces trois témoins, interrogés par les délégués consulaires si leur propre village de Nédran ou de Guéliémansour a eu à souffrir d'un des actes de brigandage dont ils accusent les arméniens de Kavar, répondent de façon négative et formelle.

La déposition du cinquième témoin, Boghos, fils de Khazar, ne diffère de celles précédemment entendues que par quelques détails. D'après lui, Mourad promettait aux arméniens tous les secours dont ils pourraient avoir besoin, et les engageait à ne pas craindre, et à montrer du courage.

Il déclare que le combat entre les kurdes et les arméniens dura sept ou huit jours ; il n'a pas vu lui-même celui qui suivit deux jours après près de Guéliéguzan entre ceux-ci et les soldats ; mais le bruit des coups de fusil est venu jusqu'à lui, et il a entendu parler de cette rencontre par des gens qui étaient montés sur des hauteurs pour regarder ce qui se passait.

Après cette lutte, les habitants de Guéliémansour, ayant peur des arméniens, prirent la fuite.

Ce témoin répond également que son propre village n'a pas eu à souffrir d'un des actes de brigandage dont il accuse les arméniens, qui ne faisaient du mal qu'aux kurdes.

Le même témoin et Tavo, fils d'Atto, étant de Guéliémansour, invités de donner des renseignements sur deux arméniens de leur village, nommés Serko et Tato, cités dans les dépositions d'Omer-ben-Pourto et Ahmet-ben-Hamo (séance du 28 février, procès-verbal n° 30), répondent : (Boghos) que le nommé Tato est parti pendant l'automne de 1893 du côté de Diarbekir, et qu'il ne connaît pas le nommé Serko ; (Tavo) qu'il ne connaît ces deux individus que de nom, et qu'ils sont partis dans la direction de Diarbekir.

Le Président lève la séance.

*Signé :* M. VILBERT.  
H.-S. SHIPLEY.  
M. PRJEVALSKY.

#### Procès-verbal n° 36. — Séance du 7 mars 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les délégués consulaires.

Le premier témoin entendu et mandé par la Commission se nomme Bé-dros, fils de Khakho, de Guéliéguzan, âgé de 25 à 30 ans, marié, se trouvant actuellement dans le village de Ounou.

Il résulte de sa déposition que le même jour que les gens de Chenik et Semal, les habitants de Guéliéguzan emmenant avec eux leurs familles, leurs enfants et leurs troupeaux, prirent la fuite devant les soldats de

l'armée régulière. Ce jour là il n'y eut pas de morts parmi les gens de Guéliéguzan, qui gagnèrent l'Antok Dagh, où ils passèrent six jours. Ils y étaient depuis quatre ou cinq jours quand un petit combat eut lieu à Khassonen-Megressi, près de la maison de Bedo, à une heure de distance environ du village, entre les soldats et un léger nombre de gens de Guéliéguzan, qui étaient descendus pour protéger leurs maisons, sachant que celles de Chenik et de Semal avaient été déjà brûlées, le témoin ne peut dire par qui. Les villageois avaient une centaine de fusils à pierre. La lutte, qui dura du matin jusqu'au soir, leur coûta trois ou quatre tués. Il n'y eut pas de morts parmi les soldats. Guéliéguzan fut mis à feu et les habitants remontèrent sur l'Antok Dagh d'où, avec ceux de Chenik et Semal, ils prirent la fuite dans la direction de Koulp, Khian, Sassoun. Le témoin attribue cette fuite tour à tour à un combat qui avait eu lieu pendant deux heures, sur l'Antok Dagh même, entre les arméniens, les kurdes et les soldats réunis.

Au bout d'un mois et demi environ, le témoin et le reste de sa famille gagna Guéliéguzan d'où n'y ayant pas de quoi se nourrir il fut, avec sa femme et ses deux autres filles et par l'intermédiaire de l'autorité, emmené et hospitalisé à Ounou, dans la plaine de Mouch, où ils se trouvent tous actuellement. Interrogé si, antérieurement au combat qui eut lieu entre les soldats et les arméniens, il y avait eu lutte entre ces derniers et les kurdes, il répond affirmativement, mais il ajoute qu'il n'y eut pas de tués parmi les arméniens.

Il explique ensuite que cette lutte avec les kurdes se produisit en deux endroits, d'abord près de Chenik, puis au pied de l'Antok Dagh. Les causses en auraient été un vol de gros bétail et de 100 moutons commis par les Almanli au préjudice d'un mouktar de Chenik. Les villageois étant allés reprendre les bestiaux volés ramenèrent en même temps, à ce que le témoin a entendu dire, vingt moutons ou quatre ou cinq têtes de gros bétail. Les kurdes étant venus alors sur les arméniens et ayant tué un homme de Semal, des gens des trois villages se réunirent et il se produisit un combat, où les arméniens étant en minorité furent vaincus par les kurdes.

Les soldats de Merguémouzan n'avaient pas pris part à la rencontre près de Chenik ; ils en étaient séparés par une distance de deux heures et une montagne leur cachait le lieu du combat.

Le témoin, interrogé sur Mourad, dit qu'il venait à Guéliéguzan dans la maison de Bedo ; mais lui-même ne l'y a pas vu.

Il explique en outre qu'avant la fuite sur l'Antok Dagk, il y avait en effet des villageois armés sur les pentes de la montagne, mais qu'ils étaient là pour protéger leurs troupeaux.

Aux questions qui lui sont posées sur un kurde nommé Réchid, de Guéliéguzan, le témoin répond d'abord ne pas le connaître. Les noms de Ali Réchid ou Recho, Mehemet ou Meho lui étant cités, il dit ensuite se rappeler ces individus. Ils n'étaient pas avec les arméniens sur l'Antok Dagh mais à Besréovit, leurs pâturages où ils étaient allés auparavant et où ils étaient restés quand les villageois partirent sur l'Antok Dagh. Puis leurs moutons leur ayant été volés par les kurdes nomades, ces mêmes kurdes de Guéliéguzan étaient partis avec eux.

Comme à la suite des réponses contradictoires du témoin, il ne résultait pas clairement pour les délégués qu'il avait voulu parler nommément du kurde Réchid, de Guéliéguzan, entendu dans la séance du 20 février,

(procès-verbal n° 23), les délégués demandent la confrontation de ces deux individus, mais elle n'a pas lieu, le nommé Réchid n'ayant pu être rencontré dans la ville.

Le deuxième témoin entendu et mandé par la Commission est le nommé Stepo, fils d'Erko, de Guéliéguzan, âgé de 25 à 30 ans, marié, actuellement à Organos.

Il ressort d'une façon évidente de ses perpétuelles dénégations que le témoin ne veut pas répondre.

Il résulte néanmoins de son interrogatoire qu'il s'enfuit d'abord à Antok Dagh, puis de là à Guéliésan et de Guéliésan à Sassoun.

Interrogé pourquoi il s'était sauvé de l'Antok Dagh, il dit que c'est parce que les soldats les tuaient, mais comme il a pris la fuite il ne peut dire qui a été tué et où on a tué. Lui-même n'a pas vu que les soldats tuaient personne. Il explique ensuite que s'il s'est enfui de l'Antok Dagh, c'est par peur des soldats qu'il avait vu venir à Guéliéguzan.

Le jour de sa fuite de l'Antok Dagh et pendant lequel il entendit des coups de fusil, il se sépara d'avec sa famille, composée de sa femme et d'un petit garçon. Après être lui-même resté 15 jours dans les bois, recueilli par les soldats, il rentra dans son village, où il retrouva sa famille, qui n'a rien eu à souffrir de leur part.

Le témoin y a entendu prononcer le nom de Mourad, dont tout le monde parlait, mais il ne sait pourquoi.

Le troisième témoin entendu et mandé par la Commission est le nommé Ohannès, fils de Boghos, de Guéliéguzan, âgé de 15 ans, se trouvant actuellement à Migrakom.

Son système de dénégations est le même que celui du témoin précédent. Il résulte cependant de ses déclarations qu'ayant entendu dire par les villageois que les soldats allaient venir pour les tuer, il s'enfuit sept jours avant l'arrivée des troupes dans un endroit situé à un quart d'heure de distance du village, et que le jour où le son du clairon parvint jusqu'à lui il gagna un second endroit à une heure et demie de distance de Guéliésan et y resta caché parmi les rochers.

Le jour où il quitta le premier de ces deux refuges jusqu'au soir et le lendemain, il entendit en moins grande quantité des coups de fusil qui venaient de la direction de l'Antok Dagh.

Rentré plus tard au village, le témoin y trouva sa mère et son petit frère, son père et son autre frère étant morts l'année précédente. Les champs de Guéliéguzan étaient dévastés, toutes les maisons incendiées il ne sait par qui. Il n'a pas connaissance de maisons kurdes à Guéliéguzan.

Après y être resté trois ou quatre semaines, le témoin gagna Migrakom avec sa mère et son jeune frère qui y mourut.

A la suite de l'audition de ce témoin, les délégués consulaires expriment au Président leur étonnement de ce que des quatre familles des villageois de Guéliéguzan, réfugiées à Migrakom, ainsi qu'il résulte de la liste en possession du Président lui-même, on ait choisi un enfant pour le faire comparaître devant la Commission.

Le Président déclare que c'est son opinion personnelle et fait immédiatement appeler le « tabour aghassi » (chef de bataillon), Fevzi Effendi, au-

quel il adresse des observations pour le passé et des recommandations pour l'avenir.

Avant la fin de la séance une femme pénètre dans la chambre de la Commission. Meghredich Effendi, présent en qualité de drogman, déclare qu'elle est folie et mendie dans les rues de Mouch, où elle est connue. Les membres de la Commission partagent cette opinion.

Mais cette femme refuse de sortir et veut remettre une requête, jusqu'alors soigneusement cachée par elle, entre les mains des délégués. Ceux-ci adressent cette femme au Président, qui refuse de recevoir sa requête comme émanant d'une folle et qui ne consent à accepter cette pièce que quand les délégués la lui remettent en mains propres.

Il résulte de la lecture de cette requête que la signataire porte plainte du meurtre de quatre membres de sa famille. La Commission décide de procéder immédiatement à son interrogatoire.

Il ressort de sa déposition, qui ne paraît pas celle d'une personne ne jouissant pas de sa raison, qu'elle se nomme Saro, fille d'Atto, veuve d'Apré, de Guéliéguzau, mort depuis plusieurs années. Sa famille se composait des personnes suivantes : son fils Toro et les deux enfants de celui-ci, Serkis et Abraham, âgé de 2 ans ; un autre fils, Kirko, quatre filles, Rebé, Varté, Oskin. Ces cinq derniers enfants âgés de 10 à 12 ans, et Mairam, âgée de 4 ans.

Le témoin raconte que les soldats tuaient les gens sur l'Antok Dagh. Elle-même, avec son fils Toro, les deux enfants de celui-ci et sa fille Mairam, s'enfuit vers Aghpi.

Pendant qu'ils se sauvaient, les soldats tuèrent Toro, Serkis et Abraham, à coups de fusil, et Mairam à coups de pierre. Blessée elle-même, elle tomba évanouie. En revenant à elle, elle remarqua une seconde blessure au poignet. La première était causée par la balle d'un fusil qu'on lui a dit être un fusil de précision.

Le témoin a vu des soldats mais ne sait pas par qui le coup a été tiré.

Les autres enfants qui sont restés vivants s'étaient séparés pendant la fuite. Elle ne les a revus qu'à Guéliéguzan, quand ils sont rentrés de la montagne. Ils s'y étaient nourris de terre, d'herbes et de racines.

Invitée par le Président à désigner des personnes qui connaissent ses enfants, elle répond que tout le village les connaît, puis elle désigne nommément : Guiro et Attain, de Guéliéguzan ; Egho et Mardiros, mais elle ignore le lieu de leur résidence actuelle.

Les enfants survivants du témoin se trouvent dispersés dans de différents villages de la plaine.

En réponse au Président, qui lui fait observer que les soldats n'étaient jamais allés à Aghpi, elle insiste en affirmant qu'elle les a vus elle-même.

La Commission décide l'examen médical de ses blessures.

Le Président lève la séance.

*Signé :* M. VILBERT.  
H.-S. SHIPLEY.  
M. PRJEVALSKY.

#### Procès-verbal n° 37. — Séance du 8 mars 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les délégués consulaires.

Le témoin entendu dans cette séance et mandé par la Commission se nomme Mardiros, fils de Nigo, de Chenik, âgé de 25 à 30 ans, célibataire et se trouvant actuellement à Cheikhlan.

Il continue le système de dénégations, adopté par les témoins Stepo et Ohannès, entendus dans la séance précédente.

Il prétend n'avoir rien vu, attendu qu'il s'était enfui avant les autres villageois et qu'il s'est caché seul dans les bois et parmi les rochers.

On peut cependant conclure de ses déclarations.

1. Que la fuite des habitants de Chenik est due à l'arrivée des soldats, que le témoin lui-même n'a pourtant pas vus ; car il avait déjà pris la fuite.

2. Que les soldats venaient chaque année à Merguémouzan, près de Chenik, pour protéger les arméniens contre les kurdes. Cette année, c'est-à-dire en 1894, l'on disait dans le village que les soldats étaient venus pour piller les arméniens.

3. Pendant sa fuite, le témoin entendit des coups de fusil et à son retour à Chenik, on lui a raconté qu'ils avaient avec les kurdes une rencontre suivie de l'arrivée des soldats.

4. Sur l'Antok Dagh se trouvaient les habitants de Chenik, Semal et Gueliéguzan avec leurs familles et une partie de leurs troupeaux, tous leurs effets étant restés dans leurs maisons. Le témoin a entendu dire aussi que les villageois s'étaient dispersés dans différentes directions, à la suite d'un combat qui avait eu lieu sur l'Antok Dagh ; réunis ensuite par les autorités, ils furent amenés d'abord à leurs villages, puis hospitalisés dans ceux de la plaine de Mouch.

De la famille du témoin, qui se compose de neuf personnes parmi lesquelles deux frères nommés Manouk et Erko, personne n'a péri au cours de ces événements. Tous se trouvent dans la plaine de Mouch.

Le deuxième témoin entendu et mandé par la Commission est le nommé Manouk, fils de Nigo, de Chenik, âgé d'environ 40 à 50 ans, frère du témoin précédent.

Interrogé sur le combat qui s'est produit entre les arméniens et les soldats, le témoin répond que les villageois de Chenik, Semal et Gueliéguzan, et les soldats se sont battus entre Chenik et Gueliéguzan, à une montagne qu'on appelle aussi Antok.

Le témoin lui-même, voyant qu'on se tirait les uns sur les autres, s'enfuit vers Passour.

Les habitants des trois villages de Kavar, qui étaient ensemble sur l'Antok Dagh, se sauvèrent dans des directions différentes et à ce qu'il a appris soit du nommé Sako, fils de Korké, de Chenik, soit d'autres personnes, les soldats brûlèrent 36 villages dont ils tuèrent les habitants.

Lui-même sait que Chenik, Semal et Gueliéguzan ont été incendiés. Il ajoute en avoir vu monter la fumée deux ou trois jours après son départ du village et le jour même de sa fuite de l'Antok Dagh.

Le témoin se sauva en y abandonnant sa femme et ses enfants. Après avoir erré dans les montagnes, il fut recueilli avec d'autres fugitifs et amené par l'autorité à Passour, où il retrouva sa famille qui y avait été conduite par un kurde et d'où, après y être restés ensemble 8 jours, ils furent tous renvoyés à leur propre village de Chenik.

Interrogé sur la cause de l'abandon précipité de sa femme et de ses en-

fants à l'Antok Dagh, il explique qu'il n'a pas eu le temps de s'en occuper, On se battait à une demi-heure de lui et il s'est sauvé. Une fille du témoin, âgée de 8 ans, s'est perdue pendant qu'ils fuyaient. Il ignore ce qu'elle est devenue, quoique jusqu'à présent il fasse des recherches à son égard.

Le troisième témoin entendu et mandé par la Commission est le nommé Stepan, fils de Manouk, de Semal, âgé d'environ 25 à 30 ans, marié.

Il affirme que les habitants de Semal se trouvaient au village, quand les kurdes nomades et les soldats les attaquèrent. Ils s'envièrent alors vers Guéliéguzan, d'où ils montèrent ensuite à l'Antok Dagh. A Semal même, il n'y aurait eu personne de tué, mais le village a été brûlé.

Entre Semal et Guéliéguzan cependant et plus près de ce dernier, il y eut des gens tués. Mais comme lui-même s'était enfui, il ne connaît ni le nom ni le nombre des morts.

Comme les fuyards étaient poursuivis par les soldats et les kurdes mêmes, le témoin ne sait pas davantage qui d'entre eux a frappé.

Bloqués de nouveau sur l'Antok Dagh par les troupes, les arméniens s'envièrent dans des directions différentes. Lui-même se sauva vers Sassoun en abandonnant sur la montagne sa famille qui, de son côté, avait pris la même direction et resta cachée dans la forêt. A son retour, après les événements, le témoin apprit que ses parents, dont les noms suivent, avaient disparu : son père, Manouk et deux frères plus jeunes que lui, Khazar et Artin. Les autres membres de sa famille : sa mère, Gulé, deux petits frères, Ohannès et Mardiros, sa femme Khaté, avec leurs deux enfants, Khougas et Boghos, ont été retrouvés par lui sains et saufs.

Au milieu de l'automne, le témoin s'étant rendu, de la plaine de Mouch où il était alors à Guéliéguzan, vit dans un ravin près du village des essements entremêlés à des cadavres, dont il ne saurait déterminer le nombre, et parmi lesquels il ne put reconnaître personne. Mais ayant trouvé non loin des fragments d'habits, des morceaux de broderie d'un col de chemise de chalmar (pantalon) et de culottes, qu'il reconnut avoir appartenu à son père et à ses deux frères, il en a conclu qu'ils avaient été tués là.

Il résulte de ses autres déclarations que Semal aurait été attaqué avant Chenik. Lui-même n'a pas vu de ses propres yeux personne être tué, pendant que les arméniens fuyaient de l'Antok Dagh, et il n'a rien entendu dire à propos du prêtre Ohannès, de Semal.

Le témoin explique, en outre, d'une manière assez confuse, qu'en allant de Semal à Guéliéguzan les villageois furent rencontrés par les troupes, qui tuèrent ceux qui ne réussirent pas à se sauver.

Le Président lève la séance.

*Signé :* M. VILBERT.  
H.-S. SHIPLEY.  
M. PRJEVALSKY.

#### Procès-verbal n° 38. — Séance du 9 mars 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les délégués consulaires.

Le Président donne lecture du rapport médical dressé par le capitaine Bessim Ibrahim, médecin attaché à la Commission d'enquête ; le capitaine Moustapha, médecin du 4<sup>e</sup> bataillon, 32<sup>e</sup> régiment ; le capitaine Vassif, médecin du 23<sup>e</sup> régiment de cavalerie ; Le Dr Margariti Saridi,

médecin de la municipalité de Mouch, chargés de l'examen des blessures de la nommée Savo, entendue dans la séance du 7 mars (Procès-verbal n° 36), et prie les délégués de faire connaître à la Commission si ce rapport, dont la traduction est annexée ci-jointe au présent procès-verbal, leur paraît suffisant. Ceux-ci répondent faire leurs réserves au sujet d'un pareil document qui, dressé par les médecins ayant tous des attaches officielles, ne peut être considéré comme tout à fait probant et définitif et dont par suite les conclusions ne sauraient en aucune façon porter atteinte à la véracité possible des déclarations énoncées par les témoins qui en sont l'objet. Les délégués ajoutent que leurs observations portent aussi bien sur le rapport médical dont il est question que sur celui relatif au nommé Ovak, et annexé au procès-verbal n° 22, et enfin que sur tout autre document de même nature qui pourrait à l'avenir être établi dans des conditions identiques aux deux premiers.

La Commission décide alors de garder à sa disposition le nommé Ovak pour contrôler ses affirmations à l'aide des témoignages des femmes de Semal, s'étant trouvées à Guéliéguzan, qui n'ont pas encore comparu et qui sont activement recherchées.

Le premier témoin entendu et mandé par la Commission se nomme Avé, fils de Kalo, de Semal, âgé de 20 ans, marié, paysan, actuellement à Cheikhlon.

A toutes les questions qui lui sont posées, il répond n'avoir rien vu et ne rien savoir des événements de 1894 sur lesquels il est interrogé ; il nie même avoir connaissance qu'il ait jamais existé à Semal un prêtre du nom d'Ohaunès.

Son père, Kalo, est mort depuis longtemps.

Les dix membres de sa famille dont les noms suivent : sa mère, Egso ; sa femme, Rehan, avec ses deux filles, Varté, Hanguine ; son frère, Bedo, avec sa femme Jemé, et leurs enfants ; trois filles, Chouchan, Khalé, Mariam, et un fils, Kalo, sont tous vivants et se trouvent actuellement avec lui à Cheikhlon.

Le deuxième témoin entendu et mandé par la Commission se nomme Girbo, fils d'Agop, de Semal, âgé de 30 à 35 ans, marié, actuellement à Pertah.

De sa déposition résultent les quelques faits suivants.

Ayant entendu dire que les soldats allaient arriver à Semal, de peur il prit la fuite, tout seul, laissant sa famille et ne pensant qu'à se sauver lui-même. Il ignore ce qui s'est passé ensuite.

Il resta caché derrière les rochers dans les montagnes, c'est là qu'ayant rencontré les nommés Asatour, fils de Giro, et Khama, fils d'Ohan, de son propre village, il apprit d'eux que les soldats avaient tué beaucoup de gens de Semal et de Guéliéguzan, dans ce dernier endroit. Que le prêtre Ohannès étant allé avec un grand nombre de villageois au camp des troupes pour se rendre y avait été également tué ; mais le témoin ne sait rien au sujet de ceux qui l'accompagnaient.

Il a vu de loin, quand il était dans la montagne, les maisons de Semal brûlées, qu'il a retrouvées dans le même état à son retour.

Il n'a aucune connaissance de rencontre entre les kurdes et les arméniens.

D'après lui, les pâturages de Semal se trouvent à la fois à Khavars,

situé entre Semal et Guéliéguzan et sur le Kottik-Dagh. Il ignore si les habitants de son village sont venus à ces derniers endroits en 1894.

Sa famille, qui s'était sauvée dans une autre direction que lui et qui le retrouva dans l'Antok-Dagh, se compose de six personnes : sa mère Khané ; sa femme Noubar ; son fils, Peto, et qui se trouvent tous actuellement avec lui à Pertah.

Quant à ses frères, Khazar et Khatcho, et la femme de ce dernier, Aivau, il les sait vivants, mais il ignore où ils sont.

Le troisième témoin entendu et mandé par la Commission est le nommé Stepan, prêtre arménien grégorien, autrefois à Davolise, quartier de Talori, et maintenant dans le village kurde de Djardjas, district de Khian.

Invité à fournir les renseignements qu'il possède sur les événements de 1894, il raconte que trois ou quatre ans auparavant, Damadian, venu à Khavar, s'était emparé de l'esprit des villageois et les excitait à la révolte.

Les conseils que le témoin donna à cette occasion aux notables de Talori ne furent pas écoutés. Ils lui répondirent de s'occuper de son ministère ecclésiastique. Le témoin porta l'ensemble de ces faits à la connaissance du Mutessarif de Guendj, qui refusa d'y ajouter foi.

En 1894, Mourad, accompagné d'un diacre du couvent de Tchanli, vint s'établir à Hartk, quartier de Talori, d'où il se rendait dans les villages de Khavar et où il recevait les visites constantes des chefs et des primats des dits villages. Il en poussait les habitants à se révolter et à se retirer avec leurs familles et leurs biens sur l'Antok-Dagh, mais ces derniers répondaient qu'ils devaient auparavant faire leurs récoltes. Néanmoins, ils se rendirent à ses conseils.

De l'Antok-Dagh, où ils étaient allés, les arméniens descendaient pour enlever les bestiaux des kurdes ; ils tuèrent même quelques musulmans.

A cette époque, les kurdes nomades commençant à gagner leurs pâtrages d'été, furent attaqués par les arméniens et le combat entre eux dura trois jours, au bout desquels chaque parti resta sur ses positions. Sur ces entrefaites, les arméniens ayant remarqué l'arrivée des troupes envoyées pour se saisir de Mourad, les attaquèrent près de Guéliéguzan, où la lutte dura toute une journée.

Puis, ces mêmes arméniens se portèrent à une nouvelle attaque sur ces mêmes troupes à Guéliésan sur la route de Talori, et commencèrent à s'enfuir dans des directions différentes.

A l'arrivée des troupes à Talori, où elles établirent leur campement, le témoin avec sa femme et ses enfants partit pour le village kurde Djardjas, où il s'installa.

Après trois jours de recherches, Mourad fut pris dans une caverne et envoyé à Mouch.

Au cours de ses autres déclarations, le témoin affirme qu'à Talori il n'y eut aucun combat entre les habitants et les soldats ; seuls des coups de fusil furent échangés entre les soldats assiégeant la caverne et Mourad et ses compagnons, qui ripostaient.

Le témoin lui-même, qui se trouvait dans les villages plus bas que Talori, a entendu le bruit de cette fusillade.

Quand les soldats y arrivèrent, les habitants prirent la fuite pendant la nuit. Cinq ou six d'entre eux étaient déjà avec leurs familles sur l'Antok-Dagh, où ils faisaient partie des bandes armées.

Le témoin déclare d'abord ne pouvoir dire si les maisons de Talori sont brûlées, attendu qu'il a entendu à ce sujet les déclarations les plus contradictoires. Il dit ensuite avoir vu lui-même une partie des maisons incendiées avant l'arrivée des troupes ; mais comme il n'a pas assisté à l'incendie, il ne peut dire s'il est dû aux arméniens ou à d'autres qu'eux ; car dans ces derniers temps il se tenait à l'écart des villageois.

Interrogé sur les maisons qui ont été brûlées, il déclare alors que jusqu'à présent il ne le sait pas, et ajoute que, quoiqu'on le lui dise, il ne peut encore aujourd'hui y ajouter foi.

Il ignore, n'étant pas Moukhtar, le nombre des kurdes venus dans le district de Talori en 1893.

Il n'a pas entendu dire que les kurdes molestassent les arméniens. Ce n'est que par oui-dire qu'il connaît leurs agressions sur les musulmans, et les événements qui se sont passés à l'Autok-Dagh. Il n'a entendu parler ni du meurtre de femmes et d'enfants, ni du prêtre Ohannès.

D'après lui, Spagank est proche de Guéliéguzan, éloigné de Talori, que dix à douze heures de distance séparent de l'Antok-Dagh.

Le Président lève la séance.

*Signé : M. VILBERT.  
H.-S. SHIPLEY.  
M. PRJEVALSKY.*

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL N° 37.

(Traduction).

Après en avoir été chargés par la Commission d'Enquête, nous avons procédé à l'examen de tout le corps de la femme nommée Saro, âgée d'environ 50 ans, du village de Guéliéguzan.

Par l'inspection médicale nous avons reconnu, sur la région du foie, une cicatrice de brûlure assez grande, de forme irrégulière, et qui, d'après son apparence, remonte à environ deux mois et demi ou trois mois. De plus, à la main droite, entre la paume et le poignet, au centre, une cicatrice de plaie contuse, datant d'environ deux mois et demi ou trois mois.

En foi de quoi nous présentons le présent Rapport.

*Le Capitaine Médecin attaché à la Commission d'enquête,  
(L. S.) Signé : BESSIM IBRAHIM.*

*Le Capitaine Médecin du 4<sup>e</sup> bataillon, 32<sup>e</sup> régiment,  
(L. S.) Signé : MOUSTAPHA.*

*Le Capitaine Médecin du 23<sup>e</sup> régiment de cavalerie,  
(L. S.) Signé : PASSIF.*

*Le Médecin de la Municipalité de Mouch,  
(L. S.) Signé : DIMITRI MARGARITI SARIDI.*

Mouch, le 9 mars 1895.

Pour traduction certifiée conforme :

*Signé : H. VILBERT.  
H.-S. SHIPLEY.  
M. PRJEVALSKY.*

Procès-verbal n° 39. — Séance du 11 mars 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les délégués consulaires.

Le premier témoin entendu, et mandé par la Commission, se nomme

Asatour, fils de Merké, de Semal, âgé de 30 à 35 ans, se trouvant actuellement à Havadorik.

Il résulte de sa déposition que les hommes de Semal se trouvant au Tchaï Dagh, leur pâturage, tandis que les femmes étaient restées au village, furent, au nombre de 200 environ, attaqués par les Bekranli, en quantité égale. Au cours de cette rencontre à coups de fusil, qui dura un jour, il n'y eut pas de blessés, mais trois ou quatre tués, du côté des kurdes et quatre ou cinq du côté des arméniens. Le résultat en fut la fuite de ces derniers à l'Antok-Dagh avec leurs familles, qu'ils étaient allés chercher au village pour les emmener à la montagne, où ils avaient aussi leurs bestiaux. Ils y furent aussi rejoints le lendemain par les gens de Chenik et de Guéliéguzan, fuyant également leurs villages parce que les troupes y avaient placé leurs tentes.

Le lendemain du jour où il arriva à l'Antok-Dagh, le témoin, ayant entendu des coups de fusil qui venaient de Guéliéguzan, et qu'il apprit plus tard provenir d'une rencontre dans ce village entre les arméniens de Chenik, Semal, et Guéliéguzan, et les soldats, prit la fuite avec sa famille dans les montagnes entre Ichkhanzor et Guéliéguzan, vers Koulp. Pendant qu'ils se sauvaient vers le soir, les bruits des coups de fusil arrivaient jusqu'à eux et deux de ses enfants moururent de peur.

Il explique ensuite que devenus malades à la suite de leur frayeur, ils moururent en deux jours. Les coups de fusil étant éloignés, il ne pouvait voir les gêns qui les tiraiient derrière eux.

Il resta un mois caché dans les montagnes derrière les rochers, et, après l'arrivée du Mushir Zekki Pacha, regagna son village, dont il trouva les maisons incendiées, les récoltes saccagées.

Le témoin, interrogé, nie savoir si Mourad, dont il entendit prononcer le nom à Semal, est venu ou non sur l'Antok-Dagh, s'il a envoyé des gens à lui dans les villages avant que les habitants en fussent partis. Le témoin n'est qu'un simple laboureur, et n'appartenant pas au Conseil des Anciens, ne peut rien connaître.

Le témoin dit avoir entendu dire seulement des nommés Tavo et Egho, de Semal (entendus dans les séances des 15 février et 2 mars, procès-verbaux n°s 19 et 32), que leur prêtre Ohannès avait été tué avec cruauté au camp de Guéliéguzan par les soldats.

D'après lui le prêtre Ohannès se trouvait au Tchaï-Dagh avec ses paroissiens pendant leur rencontre avec les Bekranli, et était encore avec eux à l'Antok-Dagh le jour où le témoin prit la fuite.

Interrogé comment, n'étant resté qu'une seule nuit sur l'Antok-Dagh, il pouvait savoir que le prêtre Ohannès s'y trouvait au moment où lui-même s'en est éloigné, le témoin, après plusieurs réponses contradictoires, finit par déclarer que, d'après ce qu'il a appris plus tard des dits Tavo et Egho, le prêtre Ohannès serait descendu à Guéliéguzan dans le combat qui s'y est produit.

Mais le témoin n'ayant fait cette déclaration que sur une demande conçue dans ces mêmes termes et ajoutée de sa propre initiative par le drogman Avedis Agha, les délégués réclament l'inscription au procès-verbal de la séance du jour des circonstances dans lesquelles cette question a été posée par le dragman et cette réponse obtenue du témoin. Le Président y consent, mais faute de temps, remet cette inscription au lendemain.

Au moment de la rencontre des gens de Semal avec les kurdes au

Tchaï Dagh, les troupes de Merguemouzan, qui en sont éloignées d'une heure et demie environ et du campement desquelles on pouvait voir le lieu du combat, y restèrent tout à fait étrangères.

La famille du témoin se compose de sa femme Khatché et ses deux fils : Mélik, âgé de 6 à 7 ans ; Miko, âgé de 4 à 5 ans ; ses deux autres fils morts pendant la fuite se nommaient Arakel et Parsegh, âgés de 4 à 5 ans.

Quant à sa mère Rehau, elle succomba à Semal après leur retour.

Le second témoin entendu et mandé par la Commission est le nommé Gopé, fils d'Avdik, âgé de 65 à 70 ans, se disant Moukhtar de Mezré, quartier de Talori.

Il répète le même récit que le prêtre Stephan, entendu dans la séance précédente, en ce qui concerne les excitations de Mourad aux arméniens, leur départ à l'Antok-Dagh, leur combat avec les troupes et l'arrestation de Mourad.

D'après le témoin, des sept quartiers qui composent Talori, distants les uns des autres d'une à deux heures, quatre seulement étaient dans les mains de Mourad, dont l'influence ne s'exerçait pas sur les trois autres, plus rapprochés des kurdes et dont les habitants restaient éloignés de Mourad, des agissements duquel le témoin avait donné connaissance au Mutessarif de Guendj, Moustapha Pacha, quand ce dernier se trouvait à Passour. C'est à Harth que Mourad avait sa résidence dans la maison du nommé Gaspard, où se trouvait avec lui sa bande composée d'une vingtaine de brigands, parmi lesquels les arméniens de Kavar et trois ou quatre jeunes gens du monastère de Tchanli. C'est de là qu'il se rendit à Chenik, Semal et Guéliéguzan, dont les habitants venaient également le trouver.

Le témoin explique que pour ne pas tomber dans les mains soit des arméniens, soit des kurdes, lui et les autres habitants de Mezré s'enfuirent dans un village kurde, d'où il revint dix jours après, à l'arrivée du Mushir Zekki Pacha qui rétablit l'ordre. Le quartier de Mezré qui n'est composé que de sept maisons et où le témoin se trouve actuellement, n'a pas été brûlé ; mais il a entendu dire que des autres quartiers de Talori soixante maisons avaient été incendiées.

D'après lui aucun incident autre que la prise de Mourad ne se serait passé à Talori.

Il donne comme quartiers de Talori les huit noms suivants : Davolik, Pourh, Holovik Hartk, Mezré, Hakmank, Halorik, Eki.

Le village de Spagank, éloigné de Hartk de deux heures, de Guéliéguzau d'une demi-journée environ, dépend du district de Sassoun. Talori même est distant d'un jour de marche de Guéliéguzan.

A la fin de la séance, pénètrent avec quelque difficulté dans la chambre de la Commission à laquelle ils présentent leurs requêtes, les nommés Kevo, fils de Gaspard, de Halorik, et Migro, fils de Kiro, de Hakmank.

La Commission décide de les entendre dans la séance du lendemain.

Le Président lève la séance.

*Signé : M. VILBERT.  
H.-S. SHIPLEY.  
M. PRJEVALSKY.*

**Procès-verbal n° 40. — Séance du 12 mars 1895.**

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les délégués consulaires.

Le premier témoin entendu est le nommé Kévo, fils de Gaspard, âgé de 25 ans, de Halorik, quartier de Talori, un des deux villageois qui ont présenté la veille une requête et dont l'audition a été remise à la séance du jour.

L'apparence de ce témoin est tout autre que celle qu'il avait, quand, hier, presque de force, il a pénétré dans la Chambre de la Commission.

En réponse aux questions du président, il explique que, depuis plus d'un an et demi, il sert en qualité de domestique au village de Havadorik, dans la plaine de Mouch.

Allant à Kop pour chercher de quoi subvenir aux besoins de sa famille, il rencontra sur la route le nommé Migro, de Hakmank, quartier de Talori, et consentit à l'accompagner pour venir remettre à la Commission une requête demandant qu'on leur donnât du pain et des semences ; c'est dans ce but qu'il s'est présenté devant la Commission, et c'est parce que les zaptiés ne les laissaient pas parvenir jusqu'à elle, qu'il a crié de peur ; il ignore le contenu de la requête qu'il a remise de concert avec son compagnon Migo.

Il déclare que les gens de Talori payaient jusqu'en 1893 le hasir aux bekrauli, qui venaient seuls aux pâturages voisins ; sinon les kurdes les molestaient et leur volaient leurs moutons.

Lui-même n'était pas à Talori l'année dernière et ne sait absolument rien des événements qui s'y sont passés.

Interrogé sur les faits relatifs à l'année 1893, il répond que les kurdes Bekrauli, Khianli, Badikanli, Khochkotanli, Koulpli, attaquèrent les arméniens qui ne purent leur résister et les dépouillèrent ; les belekli, qui étaient là également s'abstinent, de prendre part à ce pillage.

C'est alors que le témoin se serait enfui à Havadorik.

Cette réponse est à peine traduite et n'est pas encore complétée que le président arrête le témoin et déclare que cette partie de sa déposition ne pourra être insérée dans l'interrogatoire, attendu qu'elle a trait à des événements antérieurs et ne se rattachant pas à l'affaire de Sassoun de 1894, dont la Commission a seulement le droit et pour instructions de s'occuper.

Les délégués font observer que la Commission, qui est chargée d'approfondir et d'examiner l'affaire de Sassoun, doit en rechercher l'origine et les motifs, quels qu'ils soient, quelque part qu'elle les rencontre ; que c'est peut-être dans les événements de 1893 qu'elle pourra trouver les causes des événements de 1894 ; et après avoir insisté auprès du président, obtiennent que question et réponse soient inscrites au procès-verbal du jour.

Le deuxième témoin entendu et compagnon du précédent est le nommé Migro, fils de Kero, de Talori, dont la déposition sera donnée intégrale dans le procès-verbal de la séance où elle sera achevée.

Le président lève la séance.

*Signé : M. VILBERT.  
H.-S. SHIPLEY.  
M. PRJEWALSKY.*

**Procès-verbal n° 41. — Séance du 13 mars 1895.**

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les délégués consulaires.

Les délégués ayant renouvelé leur demande de comparution des villageois d'Agpi et de Guéliéguzan qui ont remis des requêtes et dont il a été question dans les séances des 5 et 6 mars (procès-verbaux nos 34 et 35), le président répond que tous deux seront entendus et qu'il a donné les ordres nécessaires pour que le premier de ces individus dirigé, par les autorités locales, à l'insu de la Commission, sur Bitlis, en fût immédiatement ramené.

Dans cette séance, le premier témoin entendu complète et achève sa déposition commencée la veille : il se nomme Migro, fils de Kero, âgé de 60 ans, marié, du quartier de Hakmank, de Talori ; actuellement à Makbouban, dans le district de Khouiot.

Interrogé sur le contenu de sa requête, il explique que dans les montagnes de Talori, au moment où les villageois s'y trouvaient en même temps que les kurdes et les soldats, de sa famille ont été tuées cinq personnes : ses deux frères, Gaspard et Aré, Khaté, femme de son autre frère Serkis ; son neveu, Kévo, fils desdits Serkis et Khaté ; son fils, Khatcho ; et deux blessés, son autre frère, Boghos et Stepan, fils d'un autre frère Merké.

Le témoin n'a pas vu de ses propres yeux ses cinq parents être tués. Comme les kurdes et les soldats étaient mêlés les uns aux autres, il ne peut déterminer par qui ils ont été frappés : mais il a retrouvé leurs cadavres ; près de Hosnoud, quartier de Talori, celui de Gaspard qui avait été tué par la balle d'un fusil (arme de guerre) de Kevo, par celle d'un fusil à pierre et de Khaté, tuée à coups de pierre ; et à Verin-Kiegh, à une heure de distance de Hosnoud, ceux de Khatcho frappé d'un coup de fusil (arme de guerre) et d'Aré frappé par la balle d'un fusil à pierre. Boghos et Stepan ont été blessés, l'un par un fusil à pierre, l'autre par un fusil (arme de guerre), près du village de Dawolik, où ils étaient avec leurs moutons.

Le premier se trouve actuellement à Sourp-Arperig et le second à Hargourk.

Sur une question des délégués le témoin répond que tous les deux sont en état de venir devant la Commission, si celle-ci veut les faire comparaître.

Parmi les gens qui connaissent la mort de ses parents, il cite les noms suivants : le prêtre Gabriel, de Pourh ; Gaspard, fils de Pourto, de Pourh ; Bedros, de Talori ; Artin, de Halorik ; Gaspard, de Hartk, Hamzé, de Hosnoud.

Il résulte de l'interrogatoire du témoin qu'il a entendu dire que Mourad, venu à Hartk, situé à une heure ou une heure et demie de distance de Hakmank, pour y être professeur, n'en remplit pas les fonctions : il ignore dans la maison de qui Mourad logeait et le témoin apprit plus tard qu'avec ses compagnons il avait été pris dans une grotte.

A propos des événements qui se sont passés en 1894 à Talori, le témoin explique que les kurdes, Khianli, Moussali, Sarmali, Sassounli, vinrent et se battirent avec les arméniens ; il n'en peut expliquer le motif.

Le village avait été déjà brûlé par les kurdes quand les troupes arrivèrent : elles furent suivies le lendemain par les bekranli et les badikanli. Il ne sait pas si les khochkotanli étaient avec elles.

C'est vers le soir que les soldats étaient arrivés. C'est le lendemain ma-

tin que le témoin, se sauvant de Hakmank, son quartier, prit la fuite vers Pourh. Il dit ensuite qu'au moment de son départ, le quartier de Hakmank n'avait pas été brûlé.

Comme il le voyait lui-même des rochers, où il s'était réfugié à une demi-heure de distance du camp des soldats, et à ce qu'il a appris du Sassounli, Khalil, fils de Becher, du village de Pivi, de Kazzo, fils de Silo, actuellement à Tapik, pendant qu'il était caché sous d'autres pierres d'où il ne pouvait rien voir, les kurdes allaient et venaient dans le campement des soldats, placé à Verim-Kiegh ; le matin, ils ne partaient au combat qu'après avoir reçu leurs rations habituelles, pendant que les soldats restaient au camp.

C'étaient les kurdes qui tuaient les arméniens et non pas les soldats qui ne causaient d'autre mal que de laisser leurs chevaux et les moutons destinés à leur ravitaillement au milieu des récoltes.

Si le témoin n'a rien demandé aux kurdes Khianli qu'il voyait passer, c'est parce que ces derniers avaient la permission des troupes de tuer tous les arméniens qu'ils rencontraient.

Interrogé de qui il tient l'existence de cette autorisation, il répond de manière peu compréhensible que lui-même s'en est rendu compte en voyant de ses yeux les soldats s'emparer des récoltes, les khianli les couper ainsi que le guelguet, et les emporter.

Expliquant la façon dont il a retrouvé les cadavres des membres de sa famille, ci-dessus énumérés, le témoin raconte qu'étant en fuite et caché, les gens qui prenaient part au combat venaient lui donner des nouvelles de ceux qui étaient tués.

Parmi ces gens se trouvaient : Ossé, fils de Khatché, de Talori ; Guéren, fils de Tevé, de Talori ; Garé, fils de Boghdé, de Hakmank ; Manouk, fils de Kerké, de Hakmank ; Ové, fils du prêtre Gabriel, de Hakmank ; Manouk, fils de Kémé, de Hosnoud.

C'est en apprenant d'eux la mort de ses parents et la place où ils avaient été tués que le témoin s'éclairait d'une bougie et en compagnie de trois ou quatre autres gens de Talori allait pendant la nuit à la recherche de leurs cadavres. Il avait souvent la plus grande difficulté à les rencontrer, et ce n'est qu'au bout de cinq nuits qu'il retrouva celui de son frère. Aussitôt découverts, il les enterrait après leur avoir ôté leurs vêtements en laissant recouverts de toile ceux qui en portaient.

C'est en les déshabillant qu'il voyait leurs blessures ; celles causées par la balle du fusil (arme de guerre) présentant une ouverture plus grande que celles produites par la balle du fusil à pierre.

Pendant la journée, le témoin et ses compagnons restaient cachés et ne sortaient pas au dehors, de peur des kurdes.

Quand dix-huit jours après sa fuite de Hakmank, le témoin, en compagnie du nommé Sado, dont il ignore le sort, revint voir le village de Talori, il le trouva brûlé.

Il donne des quartiers qui le composent les noms suivants : Talori (même), Ergart, Tsorir, Spagank, Hartk, Hosnoud, Pourh, Kholovid, Dawolik, Hakmank, Halorik, Verin-Kiegh.

Mezré, qui n'est pas un quartier de Talori et qui a une population mixte de kurdes et d'arméniens, est resté intact.

Il résulte des détails complémentaires fournis par le témoin :

Que c'est le 13 août (v. s.) que le combat qui a duré jusqu'à la fin du

mois, commença à Talori entre les kurdes et les arméniens ; puis les troupes arrivèrent, les arméniens s'enfuirent et furent tués partout où ils étaient rencontrés.

C'est seulement à la venue du muchir pacha, qui envoya partout des communications écrites, que la tranquillité commença à se rétablir et les villageois se mirent à regagner peu à peu leurs villages.

Talori avait deux prêtres : à Dawolik, le nommé Stepan : le second, nommé Gabriel, précédemment cité, se réfugia, à l'automne, chez les kurdes belekli.

A l'occasion des questions que les délégués font poser au témoin relativement audit prêtre Gabriel, le président leur ayant répondu que c'est un homme dangereux, qu'il est « maznoun » (suspect, accusé), les délégués répondent n'avoir aucune connaissance, soit des faits et gestes dudit prêtre, soit des accusations dont il est l'objet, mais qu'ils doivent naturellement chercher à se renseigner à l'égard des témoignages produits devant la Commission au moyen des gens cités par les témoins eux-mêmes.

Les délégués croient nécessaire d'ajouter que la déposition ci-dessus a été faite par le Migro d'une façon très confuse et très embarrassée et qu'au début le témoin a même commencé par nier avoir remis en personne une requête à la Commission.

Le témoin entendu ensuite est le nommé Hichmann agha, des kurdes de Sassoun, âgé de 70 ans, du village de Hosvank.

Invité à faire connaître ce qu'il sait relativement à la fuite des arméniens sur l'Antok-Dagh et aux événements de Talori, il fait le récit suivant :

Tous les ans, les gens de Kavar vont à leurs pâturages d'été : ceux de Chenik et de Semal au Kourtik-Dagh, ceux de Guéliéguzan à Khavars. Cette année, ils n'y allèrent pas comme d'habitude, mais se réunirent pour se rendre sur l'Antok-Dagh. Un kurde bekranli apportait des céréales à Mouch, il est attaqué, tué, écorché de la tête aux pieds ; une partie des bekranli qui étaient déjà arrivés à leurs pâturages et dont les tentes étaient près de celles de Salih agha (entendu dans la séance du 9 février, procès-verbal n° 14) sont également l'objet d'une attaque ; leurs tentes sont pillées et deux hommes de Simonnen-Oglou, des velikanli, sont tués.

Un autre kurde, bekranli Hassan-ben-Omer, était dans l'Antok-Dagh, du côté de Koulp seul avec ses troupeaux ; on les lui vole et lui-même est blessé.

Ce même Hassan-ben-Omer et les compagnons des gens tués d'entre ceux de Simonnen-Oglou, s'étant réunis, vont trouver les autres bekranli qui arrivaient à leurs pâturages et leur dirent : « Les arméniens coupent les routes, se livrent à toute sorte de méfaits ; plaignons-nous à l'autorité », et une quarantaine d'hommes environ se dirigent vers Merguémouzan. Avant qu'ils y parviennent, les arméniens les attaquent à coups de fusil, tuent trois d'entre eux et en blessent huit, et ont de leur côté quatre tués et six blessés.

Les badikanli, qui étaient dans le voisinage, ayant envoyé une femme pour s'informer des causes de la fusillade, les arméniens s'emparent d'elle puis l'amènent à Mourad. Un certain nombre de badikanli arrivent au

secours des bekranli. Attaqués par les arméniens, dont sept sont tués et neuf blessés, les badikanli perdent dix hommes et ont quinze blessés et laissant leurs morts entre les mains des arméniens, fuient devant eux avec les bekrauli.

C'est Mourad, qui était au milieu des arméniens et qui les poussait à se révolter, et ils étaient, en effet, en rébellion, comme les faits ci-dessus énumérés le firent bien comprendre.

Après avoir repoussé les bekranli et les badikanli, les arméniens entrèrent en révolte ouverte, d'accord avec les gens de Talori. Mourad ayant donné l'ordre à ceux de Chenik et de Semal de brûler leurs maisons et de venir à l'Antok, ceux-ci, après avoir obéi, gagnèrent la montagne en y amenant familles et troupeaux.

Les arméniens disaient : « Pourvu que Mourad soit sain et sauf, nous consentons à tout perdre », et leurs biens n'étaient plus rien pour eux. Les habitants de Kavar et ceux de Talori, dont un certain nombre étaient armés, se trouvèrent ainsi rassemblés à l'Antok-Dagh, sous le commandement de Mourad.

Pour saisir ce dernier, le mir-alai Tewfik Bey fut envoyé avec des troupes. A ce moment les arméniens étaient sur l'Antok-Dagh : 300 hommes armés étaient avec Mourad à Guéliéguzan.

Tewfik Bey fit dire à ces derniers par trois hommes : « Que Mourad vienne, que les arméniens se rendent. Au nom d'Allah et du Prophète, il ne leur sera fait aucun mal ; qu'ils se soumettent. »

Les arméniens répondirent par un refus en ajoutant : « Tuez-nous ; tirez avec vos fusils et vos canons sur nos enfants, nous ne nous rendrons pas » ; et commençant le feu sur les troupes ils leur tuent quatre hommes et en blessent onze autres. Les soldats ripostent : six arméniens sont tués, dix ou onze blessés et les autres se sentant vaincus, après avoir brûlé les maisons de Guéliéguzan, rejoignent avec Mourad les arméniens restés sur l'Antok-Dagh.

Cette nuit-là, les troupes, voyant les flammes et la fumée monter de Guéliéguzan et pensant que les arméniens n'en étaient pas partis, n'entrerent pas dans le village. Le lendemain ils le trouvèrent vide et entièrement brûlé.

Le mir-alai, ayant fait enterrer les morts, trois jours après, se rendait à Askart, quand les soldats furent attaqués par les arméniens, qui leur tirèrent des coups de fusil à Guéliésan, où la lutte dura trois heures. Parmi les soldats, quatre furent tués et sept blessés ; parmi les arméniens, dix tués et dix blessés. Le lendemain, on apporta la nouvelle à Tewfik Bey que tout le monde était parti de l'Antok-Dagh. Les soldats restèrent deux jours à Askart où ils enterrèrent les morts et envoyèrent les blessés à Mouch. Puis Tewfik Bey avec les troupes partit pour Talori : là le camp fut placé à Merg.

Sans préciser le jour, le témoin raconte que les soldats étant partis en avant du campement à une demi-heure ou une heure de distance, on entendit des coups de fusil qui ne cessèrent qu'au bout d'une heure. Les soldats revinrent amenant onze hommes qu'ils avaient faits prisonniers et qui restèrent cette nuit-là dans les tentes.

Parmi eux se trouvait un nommé Tono qui, sur les conseils du mir-alai, lui répondit : « Puisque Mourad a brûlé nos maisons et nous a poussés dans cette voie, je vous montrerai où il est. »

Le mir-alai et les soldats, conduits par Tono, furent amenés à la caverne

où se trouvait Mourad et de laquelle lui et ses compagnons tirèrent sur les soldats qui ripostèrent. Ce n'est que le lendemain que Mourad, menacé du canon qu'on avait mené en face de la caverne, consentit à se rendre. Lui et ses compagnons avaient avec eux onze fusils environ, dont cinq ou six armes de guerre. Ils furent ensuite amenés au camp.

Le témoin, après avoir terminé ce récit, ajoute qu'il a oublié de dire plus haut que comme les gens de Kavar, ceux de Talori, qui disaient appartenir corps et biens à Mourad, avaient comme ceux-ci brûleurs villages.

Aux demandes qui lui sont posées, le témoin répond :

1. Les arméniens ont fui de l'Antok en se dispersant dans des directions différentes, il ignore lesquelles : leurs familles se réfugièrent auprès des kurdes Khianli, Sassounli, Badikanli, Belekli, Bekranli, Moussali, Sarmali, qui, comme le savaient les arméniens eux-mêmes, ont la coutume de soigner les femmes et les enfants, même de leurs ennemis, comme des roses.

2. Le témoin déclare entendre parler pour la première fois, dans la Commission, soit du prêtre Ohannès, de Semal, dont il ignore le sort, soit de meurtres commis sur les femmes et les enfants, au cours des événements.

3. D'après lui, l'attaque des arméniens sur les velikanli avait pour cause les excitations de Mourad contre les musulmans et les kurdes : et si des mesures n'avaient pas été prises, les arméniens seraient peut-être venus à Mouch.

4. Ni le cheik mehemed de Zeilan, ni Omer agha, des bekranli, ne sont venus pendant les événements du côté de Talori.

5. Depuis l'époque où Essad Pacha était vali du Kurdistan et le témoin encore enfant, les arméniens ne donnent plus de hafir aux kurdes. Le témoin lui-même n'a vu ni entendu que les arméniens paient maintenant aucune espèce de hafir.

6. Ce sont les arméniens eux-mêmes qui, postérieurement à leur fuite, racontèrent avoir brûlé leurs maisons de leurs propres mains.

7. S'il se trouvait avec les troupes, c'est qu'il leur fournissait des vivres et s'il est resté auprès du Mir-Alaï, c'est qu'il lui continua ses services.

8. Le témoin ayant nié avoir jamais vu, après les événements, le nommé Erko autre part que dans la prison et lui avoir dit que c'était pour avoir refusé de piller les villages arméniens comme il en avait reçu l'ordre du Mir-Alaï qu'il avait été arrêté, une confrontation sur la demande des délégués consulaires a lieu entre le témoin et Erko (entendu dans la séance du 1<sup>er</sup> février. Procès-verbal n° 7).

Chacun maintient ses affirmations, et Erko ajoute : « S'il nie maintenant m'avoir tenu de pareils propos, que puis-je faire ? » Hichman disant tenir d'Erko que Mourad avait excité les Arméniens et était la cause de leurs malheurs, Erko affirme n'avoir pas prononcé le nom de Mourad. La cause de leurs malheurs dont il a voulu parler, c'est Simonen-Oglou.

Le Président lève la séance.

*Signé :* M. VILBERT.  
H. S. SHIPLEY.  
M. PRJEVALSKY.

## Procès-verbal n° 42. — Séance du 14 mars 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les délégués consulaires.

Les délégués ayant remarqué que la Commission qualifie officiellement, et tour à tour de « maznoun » (suspect, accusé) et de « chaled » (témoin), les personnes qui sont entendues, établissant ainsi entre elles deux catégories, la prient de vouloir bien leur faire connaître le sens qu'elle attache à ces dénominations différentes, et quelle en est la raison.

La Commission, reconnaissant le bien fondé de cette question, remet à plus tard sa réponse.

Le Président ayant fait savoir qu'il allait procéder à l'audition des gens des villages voisins de Talori, répond à une interrogation des délégués sur leur mode de comparution, qu'il a lieu par l'intermédiaire des Moukhtars, qui les choisissent sur l'invitation de la Commission à lui envoyer des personnes ayant connaissance des événements.

Le premier des témoins entendus dans cette séance, et appelé de cette façon, est le nommé Artin, fils de Tono, du village de Baks, d'après lui, composé exclusivement d'arméniens, et situé dans le canton de Khian, district de Koulp, à une demi-journée de distance de Talori, et à un jour de Guéliéguzan.

Le témoin, membre du Conseil des Anciens, âgé de 30 ans, marié, invité à dire ce qu'il sait ayant trait aux événements de l'année 1894 à Talori, explique que Damadian puis Mourad avaient prêché la révolte aux populations de Kavar et de Talori, en vue de créer une Arménie indépendante. Il tient ces faits d'un homme qui fut envoyé par les habitants de ces villages aux gens de Baks pour les engager à faire cause commune, mais ceux-ci refusèrent.

Les arméniens en question, s'étant réunis à Mourad, gagnèrent l'Antok-Dagh, d'où ils descendaient pour se livrer au pillage. Ils dépouillaient les kurdes et les molestaient, tuèrent un ou deux hommes aux Bekrauli, autant aux Khianli, autant aux Badikanli, attaquèrent sur le Kourtik-Dagh, Simoneu-Oglou, dont ils volèrent les bestiaux et commirent les mêmes méfaits à l'égard d'un kurde Chaouki et d'un autre kurde Ahmèben-Ilamo.

Au moment où les Bekranli se rendirent à leurs pâturages, ils furent attaqués par ces mêmes arméniens et défait par eux, ainsi que les Badikanli venus au secours des premiers ; le combat dura deux ou trois jours au bout desquels chacun des deux partis se retira de son côté.

Mais trois ou quatre jours après les soldats venant pour s'emparer des brigands arméniens furent également attaqués par eux et un combat eut lieu à Guéliéguzan. Le troisième jour les soldats partant de ce dernier endroit furent l'objet d'une nouvelle attaque de la part des mêmes agresseurs dans le ravin de Guéliésan.

Deux ou trois jours après, les troupes arrivèrent à Talori, où, près du quartier de Hartk, elles s'emparèrent de Mourad qui, caché avec ses compagnons dans une grotte, ne consentit à en sortir que menacé du canon.

De l'Antok-Dagh les arméniens s'étaient enfuis dans des directions différentes, quelques-uns dans le village même du témoin. Ils chargeaient de malédicitions le nom de Mourad, qui les avait poussés à la révolte contre le gouvernement, à se mettre mal avec les kurdes contre lesquels ils

avaient commis de nombreux méfaits et qui eus fin, disaient-ils, « nous a forcés à brûler nos maisons nous-mêmes. »

Le témoin ne peut désigner aucun de ceux qui auraient tenu de pareils propos.

Sur les questions qui lui sont posées après ce récit, le témoin explique qu'ayant des relations avec Talori, il en connaît les chefs et désigne parmi eux : Migro, fils de Kéro, de Hakmank, entendu dans la séance de la veille ; son frère Gaspard ; le nommé Tono, fils de Khatcho, de Spagank ; et Bedros, de Pourh.

Le témoin n'a pas vu lui-même les rencontres de Guéliéguzan et de Guéliésan. Se trouvant aux pâturages, il a aperçu la fumée qui montait des villages incendiés, et dont les fuyards lui donnèrent l'explication. C'est d'eux qu'il tient également que pendant les combats les arméniens auraient perdu de cinquante à soixante hommes, mais qu'il n'y avait ni femmes ni enfants tués. Le témoin n'a rien entendu dire personnellement non plus à ce sujet.

Postérieurement aux événements, le témoin, dont le village n'a pas eu à souffrir du brigandage des arméniens, n'est plus retourné à Talori.

Le second témoin, amené de la même façon que le premier, est le nommé Serkis, fils de Hamzé, âgé de 25 ans environ, membre du Conseil des anciens du village arménien d'Artin, à deux heures de distance de Dawolik, quartier de Talori.

Sur une question identique posée par le Président, il répète le même récit que le témoin précédent.

Il ajoute que Mourad se rendait dans les villages de Kavar, accompagné des nommés Migro, fils de Kero, ci-dessus rappelé, et Gaspard, que les arméniens ne se contentaient pas de tuer les kurdes, mais allaient même jusqu'à les écorcher. Le témoin n'a fait que l'entendre dire, mais il affirme la véracité de cette assertion.

Parmi les fuyards qui maudissaient Mourad et disaient, avoir, sur ses ordres, brûlé eux-mêmes leurs maisons, il cite les noms de Gopé et de Goré, de Hakmank, quartier de Talori.

Le témoin ne sait rien au sujet du meurtre de femmes et d'enfants arméniens pendant les événements.

Il résulte également de son interrogatoire que trois ou quatre jours avant l'arrivée des soldats à Talori, lui-même et les autres villageois d'Artik, ayant pris avec eux leurs familles et leurs bestiaux, s'ensuivent au village kurde de Guedorni, à plus d'une heure et demie de distance.

Invité à expliquer les motifs de cette fuite, le témoin, évidemment embarrassé, répond d'abord qu'Artik étant près de Talori, les habitants ont craint d'être mêlés aux événements, Mourad les ayant invités à se rallier à sa cause, puis qu'ils se sont sauvés de peur du rassemblement avec les kurdes sur les routes, afin que, comme les Bekranli et Badkanli regagnaient leurs pâturages d'hiver, leur village aurait pu avoir à souffrir de leur passage.

Le témoin affirme, en même temps, ne pas avoir connaissance d'un seul cas où les arméniens aient eu à se plaindre des kurdes.

Il donne des onze quartiers composant Talori les noms suivants : Dawolik, Pourh, Hartik (où Mourad avait sa résidence), Hosnoud, Hakmank, Talori même, Halorik, Eki, Spagank, Ergart, Verin-Kiegh, depuis longtemps en ruines et inhabité.

Le troisième témoin comparaissant dans les mêmes conditions que les deux précédents, se nomme Vartan, fils de Serkis, âgé de 40 ans, notable de Arze-Kiegh, aussi appelé Karik, de Khian, à une demi-journée de distance de Talori.

Sur une question identique à celle posée aux précédents témoins, le témoin, répète, d'après ouï-dire, le même récit.

Pendant les événements lui-même est resté dans son village, et n'a pas nou plus connaissance que les arméniens aient eu à se plaindre des kurdes. Dans leurs rencontres avec ces derniers, ils avaient perdu de cinquante à soixante hommes.

Le Président lève la séance.

*Signé : M. VILBERT.  
H. S. SHIPLEY.  
M. PRJEVALSKY.*

Les délégués croient devoir faire remarquer que les trois témoins entendus dans cette séance, paysans illettrés et appartenant à des villages différents, ne répètent pas seulement les mêmes faits, mais se servant de termes identiques pour un récit identique, leur semblent répéter une leçon apprise par cœur.

#### Procès-verbal n° 43. — Séance du 16 mars 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les délégués consulaires.

Ceux-ci proposent à la Commission, dont les recherches pour trouver les femmes de Semal sont jusqu'alors restées infructueuses, de faire comparaître la nommée Chahbaz, femme de Manouk, rencontrée par eux au village d'Arindj, à trois quarts d'heure de distance de Mouch. Elle aurait eu des membres de sa famille tués à Guéliéguzan, et aurait même été blessée au cours des événements. Les délégués demandent en outre qu'elle soit appelée immédiatement, attendu la proximité du village et interrogée dans cette séance même. La Commission accepte cette proposition et prend les mesures nécessaires pour la comparution immédiate de cette femme.

Les délégués rappellent également leur demande de comparution du villageois d'Agpi qu'ils ont réclamée un certain nombre de fois. En réponse à la demande formulée par eux dans la séance de la veille, le Président donne aux délégués la communication de la réponse suivante :

« Comme il résulte de l'enquête faite jusqu'ici que les habitants de Chénik, Semal, et Guéliéguzan ont pris part à la révolte, tous les habitants doivent en être considérés comme « maznoun » (suspects, accusés), ainsi que ceux de Talori et dans les villages environnants ceux des habitants qui se sont associés à la révolte.

« Quant aux autres, il est naturel d'après les règles de droit de les considérer comme « chahad » (témoins) ou informateurs. »

Le Président fait connaître qu'il a reçu de la Sublime-Porte copie de lettres écrites par Andon Elfendi, vicaire de l'évêque arménien catholique de Mouch, et ayant trait aux événements de Sassoun en 1894. Andon Elfendi compare devant la Commission.

Le président, pour lui rappeler le contenu de sa lettre en date du 21 décembre (v. s.) 1894, la lit à Andon Effendi. En voici le résumé :

« Les villages arméniens de Kavar, dont Talori, Chenik, Semal, Guéliéguzan sont les plus importants, sont entourés de grands villages kurdes, dont les tribus avec leur consentement protègent contre d'autres tribus ennemis ces chrétiens, qui sont comme les kurdes, à l'état nomade.

« Ces derniers temps, des agitateurs arméniens, Damadian, Mourad, et autres étant venus au milieu des villageois, leur firent entendre des conseils séditieux en leur disant que leur région était imprenable et inattaquable, qu'ils pourraient s'y défendre, et les poussèrent dans une voie mauvaise, où ces arméniens nomades s'engagèrent. Depuis trois ans, à cause de ces faits, un certain nombre de personnes ont été arrêtées par le gouvernement.

« En 1894, quand les tribus kurdes arrivèrent à leurs pâturages d'été, les arméniens les attaquèrent, les pillèrent, et tuèrent trois personnes ; puis les gens de Chenik, Semal, et Guéliéguzan, au nombre de plus de 3,000 gaguèrent l'Antok-Dagh. L'autorité, ayant su qu'il était question d'attaquer les soldats pour prendre les armes et les munitions, mit à Semal deux compagnies de troupes régulières.

« Un jour, les arméniens attaquèrent à Kourtik-Dagh, les Velikanli qu'ils pillèrent ; ils tuèrent deux hommes et en blessèrent un. Puis ils chassèrent le tabour-aghashi (chef de la gendarmerie) envoyé pour procéder à une enquête.

« Quand les arméniens se furent réunis sur la montagne, le gouvernement y envoya deux bataillons de soldats. Les arméniens tirèrent sur eux. Ceux-ci ripostèrent et il y eut de quarante à cinquante arméniens tués.

« Ensuite Mourad avec sept étrangers et quinze individus fut arrêté.

« Dix à douze soldats périrent.

« Les arméniens s'enfuirent, et la plupart se réfugièrent chez leurs protecteurs kurdes. Ils avaient emporté leurs effets transportables de tout genre, et ceux non transportables, ils les détruisirent avec leurs maisons. »

Andon Effendi confirme la teneur de sa lettre, en ajoutant que ces renseignements ont été recueillis dans le délai d'une semaine, après avoir reçu du Patriarchat la lettre qui les lui demandait, auprès de nombreux Karvali eux-mêmes qui se trouvaient à Mouch, ainsi qu'auprès des habitants de la ville. Il est excusable de ne pouvoir préciser aucun nom qu'il n'eût pas manqué de noter, s'il avait su devoir être interrogé par la Commission d'enquête.

A l'époque, il courait beaucoup de bruits ; mais il n'a rien entendu dire touchant la mort du prêtre Ohannès, de Semal, ou le meurtre de femmes et d'enfants par les soldats ; il a seulement entendu raconter qu'au moment de la fuite de la montagne, il y aurait eu des enfants perdus là et là.

Il déclare n'avoir pas demandé aux arméniens s'ils avaient eu à souffrir des kurdes. Chaque année se produisaient des luttes et des difficultés réciproques entre ces deux sortes de gens également sauvages, et on en entendait parler de loin en loin.

Est introduite la nommée Chahbaz, témoin proposé par les délégués. Elle est fille de Vartan, femme de Manouk, fils également d'un autre Vartan, de Semal ; son mari, Manouk, a été tué, dit-elle, par les soldats à Guéliéguzan, au-dessus de la maison de Bedo.

Prévenue alors par le Président qu'elle doit dire la vérité, et interrogée, elle raconte ce qui suit :

Dix jours avant la fin de juillet, ayant entendu dire qu'on viendrait les tuer, les gens de Semal, ayant réuni leurs femmes et leurs effets, se sauverent « du gouvernement », mot dont elle ne peut expliquer le sens, à la montagne de Guéliéguzan. Au cours de cette fuite, deux des hommes de Semal furent tués.

Les soldats et les kurdes étant venus sur la montagne tuèrent une partie des arméniens. Le témoin n'a pas assisté à leur mort de ses propres yeux, mais en revenant de Talori elle a vu les cadavres. Le témoin et son mari descendirent pour aller se rendre à Guéhiéguzan où le mari fut tué. C'était environ vers le 20 août.

Elle ne resta qu'un jour à Guéhiéguzan qu'elle quitta le lendemain. Elle n'a pas vu de ses propres yeux tuer son mari, car elle se trouvait dans un autre quartier à une ou deux heures de distance. Mais quelques jours après elle a vu le cadavre de son mari, mêlé à beaucoup d'autres. Elle était à ce moment-là même en compagnie d'un grand nombre de femmes et d'enfants.

Interrogée sur le prêtre Ohannès de Semal, elle a entendu dire que, comme tout le monde le sait, il a été tué à Guéhiéguzan où il était allé se rendre. Invitée à préciser qui lui a tenu ces propos, elle répond que ce sont seulement les enfants qui restent, que les gens ayant l'âge de raison, sont dispersés de tous les côtés, et qu'il n'y a pas une seule personne raisonnable dont elle puisse dire le nom.

Par suite de l'heure avancée, la Commission remet au lendemain la continuation de cet interrogatoire.

Le Président lève la séance.

*Signé : H. S. SHIPLEY.*

*M. VILBERT.*

*M. PRJEVALSKY.*

#### Procès-verbal n° 44. — Séance du 17 mars 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les délégués consulaires.

Les délégués interrogés au sujet du rapport médical établissant que la blessure du nommé Ovak, entendu dans la séance du 7 mars (procès-verbal n° 36), est due à une pointe de feu, et non à une baïonnette ou à des instruments blessants, répétèrent les observations déjà formulées par eux dans la séance du 9 mars (Procès-verbal n° 38), à l'égard d'un document qu'ils ne peuvent considérer comme décisif, attendu qu'il émane de médecins ayant tous des attaches officielles.

La Commission fait observer que ces médecins, au nombre de trois, sont : le premier, médecin des troupes impériales ; le second, médecin de la municipalité de Mouch ; le troisième, venu de Constantinople et attaché à la Commission d'enquête. Qu'à Mouch il n'y en a pas d'autre ayant une qualité officielle ou non.

Que, d'ailleurs, l'examen des rapports médicaux ressort à l'école impériale de médecine, et qu'en cas de besoin le document dont est question, ainsi que le nommé Ovak, qui en fait l'objet, pourront être envoyés à Constantinople. La Commission délibérera sur ce point.

Elle décide également de se faire présenter par les médecins précités un

rappor<sup>t</sup> complémentaire sur les blessures de la femme Saro, entendue dans la séance du 7 mars (procès-verbal n° 36).

La Commission, se déclarant suffisamment éclairée sur le fond des événements relatifs aux trois villages de Chenik, Sema et Guéliéguzan, et disant devoir être plus à même d'en compléter les détails, après l'interrogatoire des prisonniers détenus à Bitlis, fait connaître aux délégués qu'elle a décidé d'y partir le jeudi suivant. Jusque là elle interrogera des femmes de Semal mentionnées dans les procès-verbaux antérieurs, toutes celles qui pourraient lui être amenées.

Les délégués, sans nier la nécessité ultérieure de l'interrogatoire des prisonniers de Bitlis, font observer qu'il leur paraît préférable et possible d'examiner à Mouch auparavant plus à fond les questions relatives aux trois villages précités.

La Commission répond que les détails n'en pourront être éclaircis qu'après l'audition des dits prisonniers ; qu'il sera toujours possible de faire comparaître les témoins dont les noms se trouvent dans les procès-verbaux ; qu'il n'y a plus lieu de les attendre un long temps à Mouch, et répète qu'il lui paraît préférable de se rendre à Bitlis.

Le témoin, dont la déposition a été commencée dans la séance précédente, femme Chahbaz, de Semal, est introduite de nouveau devant la Commission.

Contrairement à son attitude de la veille, elle refuse systématiquement de répondre, déclarant qu'elle ne veut pas perdre son âme, qu'elle est malade.

Examinée par le médecin attaché à la Commission, celui-ci déclare qu'elle ne présente aucun signe d'indisposition.

Il résulte seulement des réponses qui sont obtenues d'elle, avec la plus grande difficulté, qu'elle a été blessée au bras d'un coup de poignard au moment où on voulait saisir et tuer son fils, Mardiros. Elle ajoute être également blessée dans le dos. Comme dans la montagne, les kurdes et les soldats étaient mêlés les uns aux autres, le témoin ne peut dire qui l'a frappée. La Commission décide son examen médical.

Ses quatre enfants se trouvent avec elle à Arindj, et les frères de son mari, dont elle refuse de donner les noms, sont vivants.

Interrogée, en raison de sa différence d'attitude entre la veille et le jour même, elle répond négativement, et dit avoir été bien traitée dans la maison où elle a passé la nuit, et où ou lui a même donné deux pains.

Le Président lève la séance.

*Signé : H. S. SHIPLEY,  
M. VILBERT.  
M. PRJEVALSKY.*

#### Procès-verbal n° 45. — Séance du 18 mars 1895.

En réponse à sa communication, faite dans la séance du 16 mars (procès-verbal n° 43), des raisons pour lesquelles la Commission a établi deux catégories de personnes entre lesquelles qui comparaissent devant elle, les délégués font la déclaration suivante :

“ La Commission a été chargée d'examiner en toute impartialité l'affaire de Sassoun, et le fait de savoir s'il y a eu révolte ou non ne peut être qu'un

des résultats généraux ou particuliers de l'enquête. Or, jusqu'ici ce résultat n'ayant pas été constaté ni par un rapport particulier, ni par un rapport général de la Commission, qualifier de telle ou telle façon et en raison de cette révolte les gens écoutés, est pour les délégués préjuger la fin de l'enquête ; ils déclarent en conséquence ne pouvoir s'associer à cette qualification, et faire toutes leurs réserves au sujet des conséquences qu'elle pourrait entraîner sur la crédibilité des témoignages entendus jusqu'à présent et restant à entendre. »

La Commission leur ayant demandé ce qu'ils ont à dire au sujet du Cheik Mehmet, de Zeilan, dont ils avaient demandé la comparution dans la séance du 11 février, les délégués répondent que ce dernier doit être interrogé en raison de ses relations avec les kurdes, mais que leurs instructions ne déterminent pas le moment où la comparution et l'interrogatoire du dit cheik devront avoir lieu, et qu'ils laissent à la Commission le soin de prendre une décision à ce sujet.

L'interrogatoire de la nommée Mariam, d'Agpi, commencé, sera inclus dans le procès-verbal de la séance où il sera achevé.

Le Président lève la séance.

Signé : M. VILBERT.  
H. S. SHIPLEY.  
M. PRJEVALSKY.

---

#### Procès-verbal n° 46. — Séance du 19 mars 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents ainsi que les délégués consulaires.

Les délégués font savoir à la Commission, qu'en vertu des ordres qu'ils ont reçus de leurs ambassades respectives, ils ne pourront l'accompagner à Bitlis tant que les questions relatives aux événements sur l'Antok-Dagh, l'incendie des villages, les massacres, la reddition au camp de Guéliéguzan, ne seront pas, dans la mesure du possible, éclaircies à Mouch ; ils ajoutent que dans le cas où la Commission se rendrait sans eux à Bitlis, toutes les investigations qu'elle pourrait y faire en dehors de leur présence seront considérées comme nulles et non avenues.

La Commission, sans répondre directement, prie les délégués de lui faire connaître dans le plus bref délai la liste des témoins, mentionnés dans les interrogatoires précédents et dont ils jugent l'audition nécessaire.

En réponse à la déclaration faite la veille par les délégués au sujet des deux catégories qu'établit la Commission entre les personnes entendues, le Président fait savoir que cette distinction, qui s'appuie sur les enquêtes faites jusqu'à ce jour, les pièces officielles, est une des nécessités dérivant des règles générales du droit, et qu'elle n'a aucun rapport avec le degré de confiance à accorder aux témoignages entendus.

Le témoin qui achève et complète sa déposition est la nommée Mariam, fille de Toné, veuve de Bedros, fils d'Aré, d'Agpi, et se trouvant maintenant à Tsapena.

Il résulte de ses déclarations, qu'ayant appris la nouvelle du pillage de Cheuik, Semal, par les soldats, et voyant ces derniers arrivés à Dagvernik, à une heure de distance d'Agpi, les habitants commencèrent à s'enfuir,

chacun de son côté. C'était à l'époque du « Mariam-Periz » (jeûne de l'Assomption). Les soldats venant avec le clairon, pillèrent Agpi et en tuèrent les villageois qui s'étaient sauvés sur la montagne de Sisout-Katoumb, vers Hetink et Talori.

Deux vieilles femmes nommées Misro, mère de Bogdé et Temé, mère de Bedros, deux enfants, Avo, fils de Toro, âgé de 7 à 8 ans, et Aro, fils de Mardo, âgé de 4 à 5 ans, qui n'avaient pu se sauver du village, y furent tués. En y revenant, le témoin vit les cadavres, dont l'un était mutilé.

Trois ou quatre jours après leur fuite, au cours de laquelle son mari Bedros avait été tué par la chute d'un rocher, les fuyards qui étaient tous d'Agpi, avec femmes et enfants, se sauvèrent de nouveau de Sisout-Katoumb en voyant les soldats, et se dispersèrent dans les montagnes.

Le témoin entendait, au cours de sa fuite, des coups de fusil près et loin : il y avait un combat et il y eut des morts.

Parmi ces derniers elle cita : Vartau et Mossé, fils de Kerké ; Hebo, fils de Mossé ; Kevo, fils de Hetcho ; Tolé, fils de Manouk ; Hamo et Miro, fils de Khasso ; Mardiros, fils de Silhak ; Hatcho, fils de Mairé ; Bedré, fils de Khasso ; Melkon, fils de Mardiros ; Boghos, fils de Kanaro ; Kerko, fils de Kiragos.

Ces hommes, affirme le témoin, ont été tués par les soldats, ce qu'elle a vu elle-même ; elle vit plus tard leurs cadavres mangés par les bêtes fauves ; mais les villageois purent les reconnaître.

Il y avait quatre ou cinq jours que les habitants avaient quitté Agpi, quand le témoin, voyant les soldats tous à pied, partit, rentra avec les autres au village qu'elle trouva détruit, ainsi que les récoltes.

(*A suivre*).

## TROISIÈME PARTIE

---

### LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

---

#### FRANCE

**Loi complétant le décret — loi du 11 mai 1807 relatif à la prohibition des monnaies de billon étrangères.**

30 novembre 1896 (1).

Article premier. — Le décret du 11 mai 1807 est complété ainsi qu'il suit.

« L'article 135 du code pénal est applicable à la circulation, en dehors du rayon frontière, des monnaies de billon n'ayant pas cours légal en France, quand elles ne sont pas accompagnées d'une expédition délivrée par le service des douanes ou des contributions indirectes.

• Dans tous les cas la monnaie saisie sera confisquée.

• L'article 463 du code pénal est applicable à la présente loi. »

Art. 2. — La réexpédition à l'étranger des monnaies prohibées existant en dehors dudit rayon s'effectuera au moyen d'un acquit-à-caution délivré par le bureau des contributions indirectes le plus voisin du lieu de l'enlèvement, sous les garanties prescrites par l'article 6 de la loi du 9 février 1882.

Art. 3. — Les employés des contributions indirectes sont autorisés, concurremment avec tous officiers de police judiciaire, à constater par des procès-verbaux les infractions à l'article 1<sup>er</sup> et à saisir les monnaies spécifiées à l'article 1<sup>er</sup> et circulant sans expédition régulière.

— L'utilité de la loi qui précède a été très clairement exposée dans le rapport présenté par M. Ernest Boulanger, au nom de la Commission des finances du Sénat :

Messieurs, les monnaies de cuivre et de billon fabriquées à l'étranger ne peuvent être introduites en France. C'est la disposition formelle du décret-loi du 11 mai 1807 qui n'a jamais cessé d'être en vigueur.

Les principaux motifs de cette prohibition sont que l'Etat français, ne surveillant pas la fabrication de ces pièces, serait exposé à voir entrer dans sa circulation monétaire des espèces dépréciées ou même des pièces fausses dont l'usage causerait un préjudice réel au commerce, favoriserait la spéculation par la différence des changes et conduirait à des crises d'autant plus fâcheuses qu'elles se produiraient surtout dans les classes populaires à l'occasion des petits payements ?

(1) *Journal officiel* du 1<sup>er</sup> décembre.

Pour assurer l'exécution de la défense qu'il édictait, le décret du 11 mai 1807 avait décidé :

1<sup>o</sup> Que les monnaies de cuivre ou de billon étrangères ne seraient pas admises dans les caisses publiques en paiement des droits et contributions ;

2<sup>o</sup> Que l'introduction serait passible des peines portées par les lois concernant les marchandises prohibées à l'entrée du territoire de l'empire.

Aussi longtemps que les pièces étrangères sont restées à l'état d'exception dans la circulation et qu'elles passaient sans difficulté dans le public, certains agents du Trésor ont usé de tolérance. Mais quand ces monnaies sont arrivées sur notre territoire avec abondance, l'administration des finances a rappelé la prohibition dont elles devaient être l'objet dans les versements du Trésor.

Ces injonctions ont souvent été réitérées pendant les dix dernières années, principalement depuis 1893. Elles n'ont pas suffi à arrêter l'envahissement de notre territoire.

Les pénalités édictées par le décret de 1807 n'ont pas eu non plus une efficacité suffisante.

Ces pénalités, modifiées par la loi organique de 1816, consistaient dans l'application du droit commun en matière de contraventions douanières. Elles étaient, suivant les cas : l'arrestation du contrevenant, l'amende correctionnelle variant de 500 fr. au double de la valeur des objets introduits en contrebande, l'emprisonnement de six mois à trois ans, puis la confiscation des objets de contrebande, des marchandises qui servaient à les masquer et des moyens de transport. (Loi du 28 avril 1816, art. 41 et 42 ; loi du 2 juin 1875, art. 4.)

Ces pénalités étaient rigoureuses. Comme dans toutes les contraventions fiscales, elles ne comportaient d'atténuation ni pour les circonstances atténuantes ni pour la bonne foi. Mais elles s'appliquaient littéralement à l'introduction seule des monnaies sur le territoire français, et elles n'ont pu être étendues, malgré des raisons d'analogie, à la circulation effectuée après le passage des zones douanières. Des décisions de jurisprudence l'ont ainsi reconnu, elles ont même refusé, en pareil cas, de prononcer la confiscation des objets prohibés.

Cette lacune a favorisé la fraude et la spéculation. Même avec les pénalités applicables à l'importation, la douane éprouve de grandes difficultés pour arrêter à la frontière la contrebande des monnaies dépréciées.

En effet, à mesure que cette dépréciation augmentait dans certains pays étrangers tels que l'Italie, l'Espagne, la Grèce, la République argentine, la prime de la fraude augmentait également, et atteignait des proportions telles que la spéculation mettait tout en œuvre pour passer les barrières de la douane. Depuis quelque temps, avec 100 fr. d'or français, on a pu acheter, dans leurs pays d'origine, 107 fr. de sous italiens, 123 fr. de sous espagnols et 280 fr. de sous argentins, etc. De sorte qu'en écoulant chez nous ces mauvaises monnaies pour leur valeur nominale, en trompant le public, on réalise des bénéfices pouvant aller jusqu'à 200 %.

Les combinaisons les plus ingénieuses et les plus inattendues ont été employées par les importateurs. La douane a trouvé des pièces étrangères à l'arrivée des bateaux, dans des malles à double fond, au milieu de sacs de lie de vin, dans des caisses de bougie, au fond des fours de boulanger de paquebots, dans les bagages les plus intimes des matelots.

Des chaloupes armées pour cette contrebande faisaient couler leur cargaison dans les ports et ce sont les matelots ou même des scaphaudriers qui allaient ensuite retirer du fond de la mer ces singulières épaves sans provoquer le soupçon de la douane. Aux frontières de terre, de pareils artifices sont quotidiennement employés.

Sous l'impulsion intelligente et active à laquelle elle obéit, la douane lutte contre ces fraudes.

En 1894, et pendant le premier semestre de 1895, elle a saisi pour 2,480 kg. de pièces italiennes, espagnoles, grecques et argentines. Elle en a saisi pour 2,087 kilogr. pendant les huit premiers mois de 1896 et le combat continue.

Ce qui favorise principalement la continuation de la contrebande, c'est la facilité actuelle qu'ont les fraudeurs d'écouler leurs mauvaises pièces à l'intérieur du territoire, une fois qu'ils ont franchi le rayon de la douane.

Ils en inondent d'abord les départements frontières, et c'est ainsi que certaines régions du Sud-Est en ont été saturées au point de provoquer un véritable émoi quand on s'est aperçu de cette infiltration. Puis ils étendent leur action de proche en proche, vers les autres départements. Les mauvaises pièces sont acheminées de Marseille vers Lyon, vers le Nord ou même vers les départements éloignés de l'Ouest. La loi actuelle ne prévoit pas cette circulation intérieure.

La spéculation en a profité pour développer d'une autre manière ses opérations. Lorsque la dépréciation des pièces étrangères se produit dans une localité ou dans une région où l'importation les a accumulées, les spéculateurs en font le rachat au rabais, puis les expédient et les distribuent pour leur valeur nominale dans les pays non contaminés.

Cette coupable industrie trouble les relations commerciales, jette la défaveur sur le signe monétaire usuel des petites transactions, fait prendre au billet étranger la place du billet français au préjudice du Trésor et de la richesse publique. Elle impose à nos nationaux des charges onéreux !

Plusieurs de nos départements en ont ressenti péniblement les effets. La grande ville de Marseille et ses environs ont été plus particulièrement atteints à cause de leurs relations multiples avec l'Extrême-Orient. Le gouvernement a paré, dans la mesure du possible, aux effets de la crise, en expédiant des approvisionnements notables de billet français et de pièces divisionnaires. Il a cherché, avec l'aide des grands établissements de crédit, à refouler au-delà de nos frontières le superflu de la circulation étrangère. La crise a pu être atténuée, et tout porte à croire qu'elle est à son terme. Mais l'expérience est faite, et il est apparu que des mesures s'imposaient à bref délai pour prévenir le retour de ces crises en arrêtant aussi complètement que possible l'importation des monnaies étrangères dont la dépréciation n'est sans doute pas encore à son terme.

#### Telle est l'origine du projet de loi.

Le Gouvernement n'a pas à s'adresser au législateur pour faire assurer l'exécution stricte de la disposition du décret du 11 mai 1807 sur le refus des monnaies de billet étrangères dans les caisses publiques. Il lui appartient de prendre à cet égard les mesures nécessaires et surtout de veiller à ce qu'elles soient constamment appliquées par toutes les administrations ayant des caisses publiques.

Il ne croit pas avoir besoin non plus de demander des armes nouvelles au sujet de l'importation aux frontières dans le rayon des douanes. La douane lui semble posséder les moyens suffisants d'action, si on supprime les facilités d'écoulement sur le territoire des objets prohibés.

Mais il lui a paru tout à fait indispensable de combler la lacune de la loi en ce qui concerne cette circulation.

Dans son projet, le Gouvernement conservait à cette circulation intérieure le même caractère de contravention fiscale qu'à l'introduction en douane et il proposait de lui appliquer les mêmes pénalités, sauf l'emprisonnement, c'est-à-dire des amendes variables et la confiscation des objets prohibés, des marchandises servant à les masquer et des moyens de transport.

La Chambre des députés y a substitué un système différent qui lui a paru conduire plus équitablement au même but.

Elle assimile le fait de la circulation des monnaies dépréciées à l'intérieur du territoire au fait de l'usage de la fausse monnaie. Elle le transforme ainsi en délit et elle lui applique les dispositions de l'art. 133 du Code pénal sur l'usage de la fausse monnaie.

Ainsi, celui qui introduit en France des monnaies prohibées, continue à demeurer, comme autrefois, passible des pénalités fiscales de la législation douanière, s'il est surpris au passage de la frontière. Il deviendra passible des peines

édictees par le Code pénal, pour l'usage de la fausse monnaie, si, ayant franchi le rayon de la douane, il est convaincu d'avoir fait circuler ces monnaies à l'intérieur du pays.

Par cette modification au projet du Gouvernement, on a voulu surtout éviter deux conséquences résultant de ce projet et du caractère de la contravention fiscale : nous voulons parler de la bonne foi et des circonstances atténuantes. Elles étaient exclues par l'application des lois de 1816 et de 1873. Elles sont admises, en matière de délit, par les art. 133 et 463 du Code pénal.

Dans le système de la Chambre, le délinquant dont la mauvaise foi n'est pas établie échappera à l'amende. Il ne sera puni que par la confiscation. Celui qui est de mauvaise foi pourra invoquer les circonstances atténuantes et s'en tirer moyennant une amende de 1 fr.

Il n'est pas douteux que cette modification énerve la répression telle que le Gouvernement l'avait conçue ; on sait l'abus qui est fait souvent des circonstances atténuantes. Elle enlève de plus à l'administration le droit à la confiscation des marchandises servant à masquer les monnaies et des moyens de transport. La monnaie seule est saisie.

Le Gouvernement nous a toutefois déclaré que le but principal auquel il tendait était de pouvoir constater les transports illicites et opérer la confiscation des monnaies. Ces deux résultats lui semblent suffisants pour arrêter les abus auxquels son projet primitif était destiné à pourvoir. Or, le texte voté par la Chambre l'arme, croit-il, d'une façon assez complète sur ces deux points.

Le texte proposé est, en effet, formel pour la confiscation. Il décide que les monnaies saisies seront confisquées en toute occasion, que le détenteur soit ou non de bonne foi. Pour le détenteur de bonne foi, c'est la seule sanction de l'exécution de la loi. Et elle est nécessaire, car si le détenteur n'a pas commis de délit, il est du moins coupable d'une imprudence en favorisant la circulation de pièces prohibées, et c'est justice qu'il en soit puni par la perte de ces objets prohibés. Comme pour toutes les confiscations, le bénéfice en sera acquis à l'Etat. Il utilisera le métal au mieux des intérêts de la refonte, s'il y a lieu.

Le texte est-il suffisant en ce qui concerne la surveillance des transports ?

Les transports, une fois sortis du rayon de la douane, peuvent être surveillés par différents moyens : les agents des contributions indirectes, les agents de la force publique et les préposés de l'octroi.

Les agents de la force publique se sont crus souvent autorisés, même sous la législation actuelle, à opérer des saisies de monnaies dépréciées. Ils ont pratiqué seize de ces saisies dans les seuls mois de septembre et d'octobre 1896.

Ils peuvent exercer la plus efficace surveillance sur les colporteurs, maquinons et autres intermédiaires servant dans les foires ou réunions publiques à distribuer les stocks de monnaies dépréciées.

C'est donc avec raison que la Chambre des députés, complétant sur ce point le texte présenté par sa commission, a néanmoins attribué aux agents de la force publique compétence pour constater les contraventions.

Les préposés d'octroi se trouveraient, par la nature même de leurs fonctions, appelés, sans perquisition spéciale à cet objet, à découvrir les transports clandestins. Leur concours aurait été d'autant plus efficace que les transports à longue distance s'effectuent à peu près exclusivement par les chemins de fer dans des colis qui ne sont guère surveillés qu'à l'octroi. Mais le Gouvernement a préféré renoncer à leur participation plutôt que d'augmenter encore les difficultés de la visite de l'octroi et d'exposer les voyageurs à des perquisitions personnelles. C'est de propos délibéré que les employés de l'octroi ont été omis.

Quant aux employés des contributions indirectes, leur concours est indispensable et la loi devait l'autoriser, car la législation antérieure ne leur conférait pas le droit de surveiller la circulation des monnaies étrangères.

Il a été expliqué dans les travaux parlementaires de la Chambre des députés, que ces agents ne pourront procéder à aucune perquisition. Ils ont toujours

le droit de vérifier un chargement de route, pour s'assurer qu'il ne renferme pas de billon prohibé. A l'entrée des villes sujettes à l'octroi ils peuvent, en cas de soupçon de fraude, visiter les personnes n'ayant avec elles que leurs effets de voyage, après les avoir conduites devant un officier de police. Ils peuvent également suivre dans les maisons les marchandises transportées en fraude dans le but d'y être soustraites à leur surveillance.

Dans ces conditions, la corporation des agents de la force publique et des employés des contributions indirectes semble constituer un moyen de contrôle efficace contre la circulation clandestine des monnaies prohibées.

Le projet de loi renferme, au sujet de la réexpédition hors frontières des monnaies dépréciées, une disposition que la commission vous propose d'approuver.

L'intérêt général commande de faciliter autant qu'il se peut l'exode de ce mauvais billon. C'est le meilleur moyen d'en prévenir le fâcheux emploi chez nous. Ce renvoi a été déjà commencé par l'entremise de certains établissements de crédit, notamment dans les lieux où, par suite de l'envoi de billon français, le billon étranger s'est trouvé surabondant.

Depuis quelques mois, il est retourné en Italie, en Espagne et ailleurs pour plus de 1,300,000 fr. de billon étranger. Aujourd'hui que le transport à l'intérieur de ces monnaies devient un délit, il importait de mettre les exportateurs en situation de continuer, sans s'exposer à une pénalité ou à une confiscation, des envois qui sont tout à fait dans notre intérêt, puisqu'ils préviennent les difficultés et les frais d'une refonte ou d'un rapatriement officiel à l'étranger.

C'est le but de l'art. 2 du projet qui dispose que l'envoi devra être accompagné d'un acquit-à-caution.

La faculté de réexpédition s'applique non seulement à la monnaie se trouvant actuellement dans la circulation, mais encore à celle qui s'y trouvera à une époque quelconque, postérieurement à la loi nouvelle. Tout possesseur de billon étranger est autorisé, par le texte de l'art. 2, à réclamer la délivrance de l'acquit-à-caution lui permettant de faire envoyer ce billon à l'étranger. Il n'est pas tenu de prouver qu'il a acquis ce billon de bonne foi. Ce n'est pas, en effet, le fait de la détention qui donne lieu à l'application des pénalités et de la confiscation édictées par l'art. 1<sup>er</sup> du projet.

C'est uniquement le fait de la circulation à l'intérieur. Or, dès lors qu'il s'agit d'une circulation ayant exclusivement pour objet la réexpédition à l'étranger, l'art. 1<sup>er</sup> est hors de cause et il y a lieu d'appliquer l'art. 2 du projet. C'est ce qui ressort nettement, d'ailleurs, des termes de l'article 3, d'après lequel la saisie ne saurait être pratiquée quand il s'agit de monnaies étrangères circulant avec une expédition régulière.

**En résumé, le projet de loi aura les effets suivants :**

Toute personne qui, de mauvaise foi, participera à la circulation de billon prohibé sera passible d'une amende correctionnelle et de la confiscation des pièces prohibées.

Celle qui sera de bonne foi échappera à l'amende, mais subira la peine de la confiscation.

Tout détenteur de pièces prohibées pourra, à toute époque, qu'il ait ou non acquis ces pièces de bonne foi, les réexpédier à l'étranger en se conformant aux dispositions de l'article 2 du projet.

Les détenteurs actuels ne pourront plus, sans doute, à partir de la promulgation de la loi, passer ces pièces à l'intérieur pour leur valeur nominale. C'est là précisément le but qui est recherché. Mais ils pourront les renvoyer ou les faire renvoyer à l'étranger pour le prix réel qu'elles y valent ou bien les vendre en France comme métal. Dans les deux cas, la perte reste à leur charge; elle ne saurait être imposée au Trésor qui n'a aucune responsabilité dans la violation de la loi de 1807. La plupart des pièces existantes sont d'ailleurs aux mains des établissements de crédit ou des intermédiaires. Le préjudice que subira le public proprement dit paraît peu important.

On avait demandé que pour prévenir ce préjudice, il fût accordé un délai pendant lequel le billon prohibé serait remis, sans aucune perte, aux caisses du Trésor. Cette proposition était inacceptable.

C'eût été une dérogation manifeste aux dispositions de la loi de 1807 qui a prohibé ces monnaies et défendu de les recevoir dans les caisses publiques.

Elle eût favorisé la spéculation en offrant une prime élevée aux importations clandestines. On peut être certain que le billon étranger eût afflué immédiatement sur notre marché. La prime de la spéculation eût été alors payée par l'ensemble des contribuables.

Nul ne sait combien le Trésor eût été obligé de recevoir des pièces prohibées, au milieu desquelles se fussent trouvées des pièces fausses en grande quantité. L'administration des finances estime que la perte budgétaire probable eût été de cinq millions.

La concession d'un délai laisserait enfin aux spéculateurs l'espérance d'en obtenir ultérieurement de semblables en cas de crise analogue à celle qu'il s'agit de réprimer. Ce serait donc en provoquer le retour.

Aucune raison ne pouvait justifier cette mesure. La Chambre des députés a justement refusé de l'autoriser.

Par ces différents motifs, la commission des finances vous propose d'adopter le projet de loi suivant :

« Article premier. — Le décret du 11 mai 1807 est complété ainsi qu'il suit :

« L'article 133 du Code pénal est applicable à la circulation en dehors du rayon frontière des monnaies de billon, n'ayant pas cours légal en France, quand elles ne sont pas accompagnées d'une expédition délivrée par le service des douanes ou des contributions indirectes.

« Dans tous les cas, la monnaie saisie sera confisquée.

« L'art. 463 du Code pénal est applicable à la présente loi.

« Art. 2. — La réexpédition à l'étranger des monnaies prohibées existant en dehors dudit rayon s'effectuera au moyen d'un acquit-à-caution délivré par le bureau des contributions indirectes le plus voisin du lieu de l'enlèvement, sous les garanties prescrites par l'art. 6 de la loi du 9 février 1832.

« Art. 3. — Les employés des contributions indirectes sont autorisés concurremment avec tous officiers de police judiciaire, à constater par des procès-verbaux les infractions à l'article premier et à saisir les monnaies étrangères spécifiées à l'article 1<sup>er</sup> et sans expédition régulière. »

Le Sénat me permettra de lui donner connaissance d'une circonstance tout à fait récente et qui justifie au suprême degré la déclaration d'urgence.

Vous avez vu, messieurs, qu'il s'agit d'empêcher la circulation des pièces de billon étrangères. Or, dans l'état actuel de la jurisprudence et de la législation sur la question, ceux qui participent à cette circulation n'encourent aucune pénalité, mais l'administration croyait qu'on pouvait saisir les monnaies prohibées et mettre ainsi un terme à la circulation défendue. C'est en effet la thèse qui avait été soutenue et avait triomphé devant plusieurs juridictions.

Mais, il y a quelques jours seulement, la cour de cassation vient de décider qu'à défaut de texte, la saisie de monnaies prohibées ne pouvait pas être autorisée. Dans ces conditions, vous le voyez, la dernière et faible barrière qui empêchait ce trafic scandaleux dont je viens de vous donner connaissance n'existe plus. Les spéculateurs sont des gens très habiles qui connaissent cette jurisprudence de la cour et qui, croyez-le bien, si vous leur donniez le moindre délai, s'empresseraient de le mettre à profit pour inonder le pays de leurs pièces et pour rendre peut-être à la crise qui s'atténue l'acuité qu'elle a maintenant perdue.

## QUATRIÈME PARTIE

---

### CHRONIQUE

---

#### AUTRICHE-HONGRIE

Dans le discours du trône par lequel il a clos le 5 octobre la session du Parlement hongrois, l'empereur et roi rappelle le millénaire et remercie la Providence d'avoir permis à la Hongrie de célébrer cette fête en jouissant de la paix.

Il fait allusion à l'ouverture du canal des Portes-de-Fer, et fait ressortir la présence des rois de Roumanie et de Serbie et des représentants des puissances signataires du traité de Berlin.

Le souverain déclare, à ce sujet, qu'il a profité avec joie de cette occasion pour faire une visite au roi de Roumanie dans sa capitale et y consolider les bonnes et très amicales relations qui existent depuis longtemps entre les deux Etats. Il ajoute qu'il se rappelle avec reconnaissance la réception cordiale et brillante qui lui a été faite, tant par le roi de Roumanie et sa famille que par toute la population du royaume.

« Nous pouvons d'une manière générale, dit en outre l'empereur et roi, vous déclarer avec joie que nous entretenons les relations les plus amicales avec toutes les puissances, ce qui nous autorise à espérer d'une façon certaine que la paix ne sera pas non plus troublée dans l'avenir ».

Le souverain énumère ensuite les différents travaux législatifs accomplis par le Parlement dont la session vient d'être close.

Il constate que l'équilibre du budget a été maintenu en dépit d'une augmentation considérable des dépenses et du développement progressif des forces militaires.

#### ETHIOPIE

##### Les lettres du Pape et du Négu.

Au très Puissant Menelik Negus Negesti, Empereur d'Ethiopie, Léon XIII, Pape.

Très Puissant Negus Negesti, salut et prospérité.

Il vous a plu jadis de saluer par un acte spontané le commencement de Notre Pontificat, et dix ans après, à l'occasion de Notre Jubilé sacerdotal, Vous Nous avez offert un nouveau témoignage de votre courtoisie. Ces preuves de bienveillance ont réjoui Notre cœur ; elles honorent le vôtre. Aussi, est-ce à Votre cœur de Monarque et de chrétien que s'adresse aujourd'hui Notre parole pour vous engager à un acte de générosité souveraine. La victoire a laissé en vos mains de nombreux prisonniers. Ce sont des jeunes gens vigoureux et dignes de respect, qui, à la fleur de l'âge et à l'aurore des plus belles espérances, ont été enlevés à leurs familles et à leur patrie.

Leur captivité n'augmente ni la mesure de Votre puissance, ni l'étendue de Votre prestige ; mais plus elle se prolonge, plus vive est la douleur dans l'âme de milliers de mères et d'épouses innocentes.

Pour Nous, pénétré de la sainte mission que Nous a confiée Notre Seigneur Jésus-Christ, et qui s'étend à toutes les nations chrétiennes, Nous les aimons comme des fils,

Agréez donc la demande que le cœur d'un Père Vous fait, au nom de la Trinité divine, au nom de la Vierge bénie, au nom de tout ce qui vous est le plus cher en ce monde : veuillez sans retard leur rendre la liberté.

Très Puissant Negus Negesti, ne Vous refusez pas à Vous montrer magnanimité aux yeux des nations. Enregistrez cette page glorieuse dans les annales de Votre règne ! Que sont après tout les droits impitoyables de la guerre à côté des droits et des devoirs de la fraternité humaine ?

Dieu Vous en rendra une riche récompense, car il est le Père miséricordieux ! Mille voix s'élèveront en chœur pour Vous bénir et la Nôtre se fera entendre la première. En attendant, implorons du ciel sur la famille Royale tous les biens désirables.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, le 11 Mai de l'année 1896, de Notre Pontificat la dix-neuvième.

LEO PP. XIII.

*Lion Vainqueur de la tribu de Juda Menelik, élu du Seigneur, Roi des Rois d'Ethiopie, parvienne à Sa Sainteté Léon XIII, pape.*

Salut !

J'ai reçu par Monseigneur Macaire la lettre paternelle où Votre Sainteté, après avoir rappelé gracieusement Nos relations antérieures, faisait appel à Mes sentiments de clémence en faveur des prisonniers italiens, que la volonté de Dieu a mis entre Mes mains. J'ajoute que Votre Sainteté ne pouvait choisir pour interpréter Ses sentiments un envoyé plus éloquent et plus sympathique que Son Excellence Monseigneur Cyrille Macaire.

J'ai été vivement ému en lisant l'admirable lettre du Père commun des Chrétiens et en écoutant le langage de son illustre Envoyé, et le premier mouvement de Mon cœur avait été de donner à Votre Sainteté la satisfaction qu'Elle Me demandait si noblement ; car, Moi aussi Je pleure sur les nombreuses et innocentes victimes de cette guerre cruelle, que j'ai conscience de n'avoir point provoquée.

Malheureusement, Mon vif désir de réaliser les vœux de Votre Sainteté a été contrarié par l'attitude imprévue du Gouvernement Italien, qui, après M'avoir exprimé le désir de faire la paix et de rétablir les bonnes relations entre nous, continue à agir à Mon égard comme si nous étions en état de guerre.

Mon devoir de Roi et de Père de Mon peuple M'interdit, en ces circonstances, de sacrifier la seule garantie de paix qui se trouve entre mes mains, à la satisfaction d'être agréable à Votre Sainteté et à Moi-même.

C'est avec la plus profonde tristesse que, après avoir tout pesé, dans Ma conscience de Monarque et de Chrétien, Je suis contraint de renvoyer à des temps meilleurs le témoignage d'affection et de haute estime que J'aurais souhaité donner à Votre Sainteté.

J'espère que la grande voix de Votre Sainteté que tous les Chrétiens entendent avec respect, s'élèvera en faveur de la justice de ma cause, qui est celle de l'indépendance du peuple, dont Dieu m'a confié le Gouvernement, et qu'Elle rendra ainsi très prochaine la réalisation de Notre commun désir de rendre à leurs familles ceux qui en sont séparés.

Je puis, en attendant, rassurer Votre Sainteté sur le sort des prisonniers italiens, que Je n'ai cessé de proléger et traiter selon les devoirs de la charité chrétienne, et auxquels, à la considération de Votre Sainteté, J'accorderai encore, s'il est possible, des adoucissements.

Écrit à Notre Ville d'Addis-Abeba, le 22 Mascaram, en 1889, de l'an de Grâce (1<sup>er</sup> octobre 1896).

## FRANCE

**Séjour en France de l'Empereur et de l'Impératrice de Russie.**

L'Empereur et l'Impératrice ont débarqué, le 5 octobre, à Cherbourg, où était allé les recevoir le Président de la République, accompagné du prési-

dent du Sénat et du président de la Chambre des députés, de l'ambassadeur de Russie et du personnel de l'ambassade, du président du conseil, du ministre des affaires étrangères et du ministre de la marine.

Après une revue de l'escadre, un dîner a été offert à l'arsenal par le Président de la République en l'honneur de Leurs Majestés.

Le Président de la République a porté le toast suivant :

C'est avec une grande joie que, accompagné du président du Sénat et du président de la Chambre des députés, j'ai reçu aujourd'hui Votre Majesté Impériale et Sa Majesté l'Impératrice.

Le Président de la République est certain de répondre aux sentiments de la nation en se faisant l'interprète des vœux unanimes qu'elle forme pour la famille impériale, pour la gloire du règne de Votre Majesté et pour le bonheur de la Russie.

Demain, à Paris, Votre Majesté sentira battre le cœur du peuple français, et l'accueil qui sera fait à l'Empereur et à l'Impératrice de Russie leur prouvera la sincérité de notre amitié.

Votre Majesté a voulu arriver en France escortée par une de nos escadres : la marine française lui en est reconnaissante. Elle se rappelle avec orgueil les nombreuses marques de sympathie dont l'entoura votre auguste père et la part qu'il lui a été donné de prendre aux manifestations de Cronstadt et de Toulon.

En souhaitant à Votre Majesté la bienvenue sur le sol de la République, je lève mon verre en l'honneur de l'Empereur et de l'Impératrice de Russie.

En terminant, le Président a choqué son verre contre celui de S. M. Nicolas II. La musique de la flotte a joué l'hymne russe.

S. M. l'Empereur a répondu en ces termes :

Je suis touché de l'accueil sympathique et cordial qui nous a été fait à Cherbourg. J'ai beaucoup admiré l'escadre qui nous a escortés, ainsi que le baleau-amiral le *Hoche*.

En touchant le sol d'une nation amie, je partage les sentiments que vous venez d'exprimer, Monsieur le Président.

Je lève mon verre en l'honneur de la nation, de la flotte française et de ses braves marins, et je remercie Monsieur le Président de la République pour les souhaits de bienvenue qu'il vient de nous exprimer.

L'Empereur a alors choqué son verre contre celui du Président, et la musique a joué la *Marseillaise*.

— Le 6 octobre, l'Empereur et l'Impératrice sont arrivés à Paris avec le Président de la République.

A un grand banquet donné le soir même à l'Elysée, le Président de la République a porté le toast suivant :

L'accueil qui a salué l'entrée de Votre Majesté à Paris lui a prouvé la sincérité des sentiments dont j'ai tenu à ce qu'Elle reçût l'expression en touchant le sol de la République.

La présence de Votre Majesté parmi nous a scellé, aux acclamations de tout un peuple, les liens qui unissent les deux pays dans une harmonieuse activité et dans une mutuelle confiance en leurs destinées. L'union d'un puissant empire et d'une république laborieuse a pu déjà exercer une action bieufaisante sur la paix du monde. Fortifiée par une fidélité éprouvée, cette union continuera à répandre partout son heureuse influence.

Interprète de la nation tout entière, je renouvelle à Votre Majesté les souhaits que nous formons pour la grandeur de son règne, pour le bonheur de Sa Majesté l'Impératrice, pour la prospérité du vaste empire dont les destinées reposent entre les mains de Votre Majesté Impériale.

Qu'il me soit permis d'ajouter combien la France a été touchée de l'empressement avec lequel Sa Majesté l'Impératrice a bien voulu se rendre à ses vœux. Son gracieux séjour laissera dans notre pays un ineffaçable souvenir.

Je lève mon verre en l'honneur de S. M. l'Empereur Nicolas et de S. M. l'Impératrice Alexandra Féodorovna.

L'Empereur de Russie a répondu :

Je suis profondément touché de l'accueil qui nous a été fait, à l'Impératrice et à moi, dans cette grande ville de Paris, source de tant de génie, de tant de goût et de tant de lumières.

Fidèle à d'inoubliables traditions, je suis venu en France pour saluer en vous, monsieur le Président, le chef d'une nation à laquelle nous unissons des liens si précieux.

Ainsi que vous l'avez dit, cette amitié ne peut avoir par sa constance que la plus heureuse influence.

Je vous prie, monsieur le Président, d'être l'interprète de ces sentiments auprès de la France entière.

En vous remerciant des vœux exprimés pour l'Impératrice et pour moi, je bois à la France et je lève mon verre en l'honneur de M. le Président de la République française.

— Le 9, une grande revue a eu lieu au Camp de Châlons.

A la suite de la revue, un déjeuner militaire, offert par le Président de la République, a été servi sous une tente au centre du camp. Avec Leurs Majestés, assistaient à ce déjeuner tous les généraux et chefs de corps ayant pris part à la revue, les présidents et les membres des bureaux des deux Chambres, le président du conseil et les ministres, l'ambassadeur de Russie et le personnel de l'ambassade, les personnages attachés à Leurs Majestés et les officiers de la maison militaire du Président de la République.

Au dessert le Président a porté le toast suivant :

Votre Majesté va nous quitter après un séjour qui laissera dans les annales de nos deux Pays un ineffaçable souvenir.

Comme un sourire d'heureux augure, le charme de la présence de S. M. l'Impératrice restera gracieusement lié à cette visite.

A Paris, Vos Majestés ont été acclamées par la Nation tout entière ; à Cherbourg et à Châlons, par ce qui tient le plus au cœur de la France : sa marine et son armée.

L'armée française salue ici Votre Majesté.

A chacun des fréquents anniversaires de leur glorieux passé, marins et soldats français échangent avec leurs frères de Russie le témoignage de leur cordialité et de leurs vœux.

Aujourd'hui, au nom de l'armée et de la marine françaises, je prie Votre Majesté de recevoir, pour ses armées de terre et de mer, l'affirmation solennelle d'une inaltérable amitié.

Je bois à l'Armée et à la Marine russes. Je lève mon verre en l'honneur de S. M. l'Empereur Nicolas II et de S. M. l'Impératrice Alexandra Feodorovna.

S. M. l'Empereur; choquant son verre contre celui du Président de la République, a répondu en ces termes :

Dans le port de Cherbourg, à notre arrivée, j'ai pu admirer une escadre française. Aujourd'hui, à la veille de quitter votre beau Pays, j'ai en le plaisir du spectacle militaire le plus imposant, en assistant à la revue des troupes sur le terrain habituel de leurs exercices.

**La France peut être fière de son armée.**

Vous avez raison de le dire, monsieur le Président, les deux pays sont liés par une inaltérable amitié. De même, il existe entre nos deux armées un profond sentiment de confraternité d'armes.

Je lève mon verre en l'honneur de vos armées de terre et de mer, et je bois à la santé de M. le Président de la République française.

— Le Président de la République a adressé la lettre suivante à M. le président du conseil :

Paris, le 10 octobre 1896.

Monsieur le président du conseil,

J'ai l'honneur de vous informer que je viens de recevoir de S. M. l'Empereur de Russie le télégramme ci-joint, que je vous prie de vouloir bien porter à la connaissance du pays.

Je crois devoir ajouter que, de mon côté, après le départ de l'Empereur, je lui avais adressé, à Pagny-sur-Moselle, la dépêche suivante :

« Au moment où Votre Majesté quitte la France, je tiens à ce qu'Elle reçoive la nouvelle expression de la joie que nous a causée sa visite.

« Les vœux de la République française accompagnent Vos Majestés jusqu'au seuil de leur Empire et dans la glorieuse durée de leur règne ».

Agréez, monsieur le président du conseil, l'assurance de mes plus affectueux sentiments.

Félix FAURE.

Pagny-sur-Moselle, le 9 octobre 1896,  
11 heures 40 du soir.

*Monsieur le Président de la République française, Paris.*

Au moment de traverser la frontière, je tiens à vous exprimer encore une fois, monsieur le Président, combien nous sommes touchés, l'Impératrice et moi, de l'accueil chaleureux qui nous a été fait à Paris.

Nous avons senti battre le cœur de ce beau pays de France dans sa belle capitale, et le souvenir de ces quelques jours passés parmi vous restera profondément gravé dans nos cœurs.

Je vous prie, monsieur le Président, de vouloir bien faire part de nos scutiments à la France entière.

NICOLAS.

## FRANCE

### Madagascar.

*Rapport d'ensemble sur l'expédition (1895-1896) adressé au ministre de la guerre, le 25 avril 1896, par le général Duchesne, commandant le corps expéditionnaire.*

*(Fin) (I).*

*Opérations en Emyrne (24-26 septembre).* — L'avant-garde de la colonne légère, en descendant de l'Ankarahara, avait pris pied en Emyrne, c'est-à-dire dans la région la mieux cultivée et la plus populeuse de l'île. Elle n'était plus, alors, qu'à 30 kilomètres environ de Tanauarive, centre de la puissance hova; mais la guerre paraissait devoir changer de caractère.

L'ennemi, en battant en retraite dans cette zone supérieure, ne brûlait plus les centres habités. Les habitants, exclusivement hovas, fuyaient encore devant nos troupes; mais beaucoup semblaient se rejeter vers les flancs de

(1) V. Archives, 1896, II, p. 316.

la ligne de marche et les villages intacts, tous entourés de murs élevés et de fosses profonds, à bords escarpés, pouvaient offrir un abri à des partisans ennemis, disposés à se jeter, à l'improviste, sur nos convois. Ce n'était plus seulement des combats en ordre plus ou moins méthodique que la colonne légère aurait à livrer ; elle aurait, aussi, à protéger ses longs convois contre les surprises et les attaques de flanc.

Ces considérations amenèrent le général en chef à faire serrer sur la tête les divers échelons de la colonne légère. Les convois s'étaient, d'ailleurs, allégés de plus de la moitié de leurs approvisionnements ; une partie notable des mulets avait même été renvoyée vers l'arrière, ramenant à Mangasoa-vina les blessés légers et les malades ou éclopés de la colonne. Il devenait, par suite, possible de faire marcher en un seul échelon l'avant-garde et le gros.

Le groupe du général Voyron fit, en conséquence, séjour, le 24, près de Fihaonana, pour y attendre le deuxième échelon commandé par le général Metzinger. Il ne resta pas, cependant, inactif pendant cette journée.

Dans la matinée du 24, en effet, le général en chef dirigea deux reconnaissances, vers le massif du Lohavohitra et dans la direction de Babay, où les rassemblements ennemis, déjà signalés, paraissaient vouloir prendre position.

La première reconnaissance, effectuée par une compagnie de Haoussas, sous la conduite du capitaine Bitte, de l'état-major de la 2<sup>e</sup> brigade, fut accueillie par de nombreux coups de fusil, au moment où elle commençait à gravir les pentes de la montagne. La compagnie riposta immédiatement par des feux de salve bien réglés et put atteindre, sans perte, le sommet du Lohavohitra. Tous les rassemblements ennemis, parmi lesquels se trouvaient, très probablement, la plus grande partie des villages abandonnés, avaient déjà pris la fuite. Un détachement formant arrière-garde restait seul encore à portée de fusil des Haoussas, qui précipitèrent sa retraite par une série de feux de salve.

La seconde reconnaissance, qui contourna le pied de la montagne, dans la direction de la route à suivre, n'aperçut l'ennemi qu'à grande distance.

La région était donc libre et, le 25 au matin, les deux premiers échelons réunis reprirent leur marche en avant, suivis encore, à une journée d'intervalle, par l'échelon de réserve. Couverte par une compagnie de flanc garde, qui longea, à mi-pente, le massif du Lohavohitra, cette marche s'effectua sans incidents.

A une heure du soir, la colonne établit son bivouac près du village d'Andavabary, au pied du piton de Babay. La cavalerie qui, pendant la marche, avait formé la pointe d'avant-garde, ayant signalé un assez fort rassemblement ennemi à Sabotsy (à 4 kilomètres au sud) et sur les hauteurs situées à l'est et à l'ouest de ce village, le général en chef couvrit les bivouacs par de fortes grand'gardes, qui furent établies sur un plateau allongé, dominant le camp de 50 mètres et qui le masquait entièrement aux vues des Hovas.

D'après le rapport de ces grand'gardes, l'ennemi occupa sa soirée à mettre la position qu'il occupait en état de défense et à y construire des batteries et des tranchées.

*Combats d'avant-garde de Sabotsy et d'Ambohiparia (26 septembre).* — D'après les ordres du général en chef, la colonne devait continuer sa marche, le lendemain 26 septembre, dans les mêmes conditions que le 25, le groupe du général Metzinger en tête. L'objectif de la marche était d'atteindre la plaine située au nord-ouest du hameau d'Alakamisy et d'y camper, le même soir.

La piste à suivre pour atteindre ce point a un profil très accidenté. Tout d'abord, elle se dirige droit sur le village de Sabotsy, dont il a été question plus haut ; puis, à 1 kilomètre environ avant ce village, elle dévie vers l'est, en gravissant, à flanc de coteau, les pentes nord de l'Antanjombato, dont la

croupe orientale domine, de 200 mètres environ, les rizières de la vallée de Manarano.

Après avoir descendu cette croupe à flancs très escarpés, la piste traverse des rizières, puis s'élève de nouveau pour gravir le versant septentrional du Fandrozana (1), qui domine, de 410 mètres environ, la plaine où devait camper la colonne. Cette plaine est fermée : au nord, par une ligne de crêtes, d'une hauteur moyenne de 200 mètres, qui s'étend vers l'est jusqu'au delà d'Ambohimanga ; au sud, par une autre ligne de crêtes, de 150 mètres de relief environ, sur laquelle est construit le village d'Ambohipiara (2) et qui se prolonge jusqu'au centre important d'Ambohidratimo ; enfin, du côté de l'ouest, la plaine est limitée par une série de mamelons, d'une soixantaine de mètres de hauteur, sur l'un desquels se trouve le marché d'Alakamisy.

Conformément aux dispositions de l'ordre de mouvement pour la journée du 26, le groupe du général Metzinger marchait en tête, le 1<sup>er</sup> bataillon du régiment d'Algérie formant la tête d'avant-garde ; venaient ensuite le 3<sup>e</sup> bataillon du même régiment, les 1<sup>re</sup> et 9<sup>e</sup> batteries et le 2<sup>e</sup> bataillon ; puis le groupe entier du général Voyron. En raison de la très grande proximité de l'ennemi, la cavalerie marchait en arrière du bataillon de tête.

De l'emplacement des avant-postes, où il s'était rendu dès cinq heures du matin, le général commandant l'avant-garde constata la présence de nombreux contingents ennemis sur les pentes de l'Antanjambato, dans le village de Sabotsy et jusque sur les crêtes rocheuses qui dominent ce village à l'ouest et où se profilait un ouvrage avec embrasures.

Contrairement à son habitude, l'ennemi n'ouvrit pas le feu sur la pointe d'avant-garde au moment où elle déboucha en deçà de la ligne des avant-postes. Ordre fut alors donné au bataillon tête d'avant-garde de gagner rapidement, en formation déployée et en échelons, un petit hameau situé à 600 mètres environ en avant du village de Sabotsy ; à l'abri de ce couvert, il devait reconnaître le terrain et prendre ses dispositions d'attaque.

Les deux premières compagnies arrivèrent au point désigné sans essuyer le feu de l'ennemi, qui n'était pourtant qu'à 400 ou 300 mètres de distance ; mais, lorsque les deux autres compagnies quittèrent la piste pour suivre la même direction, un coup de canon, parti de l'ouvrage dont il a été parlé plus haut, vint donner le signal d'un feu de mousqueterie très nourri, qui partit simultanément de toute la ligne de crêtes et de tous les rochers.

L'espace découvert qui séparait ces deux compagnies du hameau désigné fut franchi d'un bond, au pas gymnastique ; les compagnies se déployèrent rapidement, ensuite, derrière les murs et ripostèrent, par des salves, au feu de l'ennemi, dont l'intensité allait croissant et qui blessa, presque immédiatement, six hommes du 1<sup>er</sup> bataillon du régiment d'Algérie, dont deux très grièvement.

Le général en chef, qui arrivait au hameau sur ces entrefaites, approuva les dispositions prises par le général Metzinger et fit prendre position aux batteries, dont les obus réduisirent bientôt au silence l'artillerie ennemie. Cependant, la fusillade, toujours très vive, ne pouvait se prolonger qu'à notre désavantage, puisque nous étions en partie à découvert vis-à-vis d'un ennemi posté et abrité. Ordre fut alors donné au commandant du 1<sup>er</sup> bataillon de lancer trois compagnies en avant, après leur avoir fait déposer les sacs, de façon à déblayer les abords de la position.

Ces compagnies exécutèrent vivement l'ordre ; mais les Hovas n'attendirent pas l'assaut et s'enfuirent précipitamment, poursuivis par des feux de salve et des obus, les uns vers le sud, derrière le village de Sabotsy, les autres vers l'est, par la piste même que devait suivre la colonne. (Il était alors six heures trente minutes.)

(1) Du sommet de cette crête, la colonne aperçut, pour la première fois, Tananarive, où elle ne devait entrer que quatre jours plus tard.

(2) Ambohipiara est le lieu de naissance de la reine.

Le 1<sup>er</sup> bataillon et la cavalerie s'attachèrent aux premiers; ils les poursuivirent, par Sabotsy, jusqu'à Soavinimerina, les dispersèrent complètement et en rejetèrent le plus grand nombre sur la rive gauche de l'Ikopa. Le 3<sup>e</sup> bataillon du régiment d'Algérie fut lancé à la poursuite des seconds; mais, malgré sa diligence, il n'arriva sur l'Antanjombato que pour voir les fuyards déjà parvenus de l'autre côté des rizières du Manarano, à peu près hors de portée de ses fusils. Heureusement, la 10<sup>e</sup> batterie, qui avait suivi le mouvement, put ouvrir le feu sur les groupes qui gravissaient les premières pentes du Fandrozana etacheva leur dispersion.

La marche générale fut reprise, à sept heures trente, le 3<sup>e</sup> bataillon d'Algérie en tête, suivi par les deux batteries, le 2<sup>e</sup> bataillon du même régiment et le groupe du général Voyron. Après avoir traversé, non sans peine, les rizières du Manarano, la colonne s'engagea sur la piste qui serpente le long du versant nord du Fandrozana. Arrivée au sommet de cette hauteur, la pointe d'avant-garde fut saluée par une décharge. Le gros de l'avant-garde pressa le pas; dès qu'elle atteignit la crête, elle vit fuir, à ses pieds, 300 à 400 trainards hovas, auxquels ses feux de salve, à très bonne portée (400 à 600 mètres), firent éprouver des pertes sensibles.

La descente du Fandrozana s'opéra sans incidents; mais, en arrivant à hauteur de Tsimahandry, la tête de colonne fut accueillie par le feu, très bien repéré, de trois pièces d'artillerie en position sur les hauteurs d'Ambohipiarra. Un obus, tombant sur une compagnie du 2<sup>e</sup> bataillon du régiment d'Algérie, tua net un caporal.

Mais les deux batteries d'avant-garde prirent aussitôt position et ouvrirent le feu contre les hauteurs d'Ambohipiara, tandis que le 3<sup>e</sup> bataillon du régiment d'Algérie, ayant déposé ses sacs, se mettait en mouvement pour les aborder directement et que le 2<sup>e</sup> bataillon du même régiment s'apprétait à les tourner par l'est.

D'autre part, le 1<sup>er</sup> bataillon du régiment d'Algérie, revenant au canon, par la route de Soavinimerina, commençait à déboucher sur les derrières de la position de l'ennemi et le groupe du général Voyron, descendu du Fandrozana, se massait à hauteur de Tsimahandry. C'était plus qu'il n'en fallait pour démolir l'ennemi, qui ne tarda pas à abandonner ses positions, bientôt occupées par les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> bataillons du régiment d'Algérie.

A trois heures du soir, la colonne dressait ses tentes dans la plaine indiquée, la veille, par le général en chef, à l'ouest du village de Tsimahandry. Quant aux avant-postes, ils prirent position à Ambohipiarra, sur la crête d'Alamakisy et sur un des pitons de la crête qui limite la plaine du côté du nord.

Les trois combats successifs qu'avait eu à livrer l'avant-garde dans cette fatigante journée, nous avaient coûté 1 caporal tué, 7 hommes blessés (dont 2 très grièvement) et 7 disparus.

Le 27, la colonne fit séjour au camp de Tsimahandry. Cet arrêt s'imposait, pour donner un repos indispensable aux troupes des deux groupes principaux et pour permettre au troisième échelon (colonel de Lormie) de rejoindre les deux premiers, de façon que la colonne fut complètement concentrée pour attaquer l'ennemi dans ses derniers retranchements.

Cette concentration de tous les éléments s'imposait d'une façon d'autant plus impérieuse que la colonne légère n'était plus, alors, qu'à 20 kilomètres, à vol d'oiseau, de la capitale de l'Emyrne, qu'on apercevait distinctement des hauteurs d'Ambohipiara, mais dont la séparait la vaste plaine de rizières dont il a été parlé plus haut.

Dans ces conditions, attaquer Tananarive par le nord-ouest, suivant la direction générale de la ligne de marche, devait entraîner, non seulement l'obligation de s'ouvrir, à grand'peine, un passage à travers les champs profondément défoncés et les digues qui les séparent, mais encore aurait pour conséquence d'obliger la colonne à défilier, en formation très mince, sous le feu de hauteurs isolées qu'occupait l'ennemi, à franchir le Mamba, affluent

de l'Ikopa, près de son confluent, où il est large et très profond, enfin à attaquer la place de bas en haut, avec une différence de niveau de plus de 450 mètres et sans qu'on pût disposer d'aucun emplacement favorable pour l'artillerie. Ces considérations, qui préoccupaient de longue date le général commandant en chef, le déterminèrent à décrire, autour de Tananarive, un grand arc de cercle, pour attaquer la place par l'est et le sud-est, malgré les difficultés que devait présenter une pareille marche de flanc, exécutée presque en vue et sous le feu de l'ennemi (1).

Le 27, dans la soirée, le troisième échelon rallia les deux autres groupes. Il fut immédiatement disloqué ; le 3<sup>e</sup> bataillon du 200<sup>e</sup> fut rattaché au groupe du général Metzinger et le bataillon mixte de la marine à celui du général Voyron, ce qui permit de reconstituer, séance tenante, le bataillon de Haoussas et le 3<sup>e</sup> bataillon d'infanterie de marine. Le colonel Bouguié, commandant le 13<sup>e</sup> régiment de cette arme, eut ainsi, sous ses ordres, le bataillon malgache et le 1<sup>er</sup> bataillon de son régiment, tandis que le colonel de Lorime commandait le 3<sup>e</sup> bataillon du même régiment et le bataillon haoussa.

Dans la matinée de ce même jour, le général commandant en chef avait fait reconnaître par une compagnie du bataillon malgache, sous la direction d'un officier du service des renseignements (capitaine Martinie), qu'accompagnait un officier du génie, le sentier qui conduit à Ambohimanga, en suivant le pied des crêtes qui ferment la plaine au nord et en passant par Alakamisy, Fiakarana et Ambohidava, pour aboutir à Imerimandroso. Dans cette reconnaissance, la compagnie n'avait rencontré aucune troupe hova et la piste avait été reconnue à peu près muletière sur tout son parcours.

*Combat d'arrière-garde, à Alakamisy (28 septembre).* — Le général en chef s'étant décidé, comme il a déjà été dit, à tourner Tananarive par le nord et par l'est, le grand mouvement circulaire que comportait cette marche commença, le 28, à la pointe du jour.

Une flanc-garde, composée du 3<sup>e</sup> bataillon du régiment d'Algérie et de la 16<sup>e</sup> batterie, sous les ordres du colonel Oudri, prit position sur les hauteurs d'Alakamisy, pour couvrir la colonne pendant sa marche ; en outre, le 1<sup>er</sup> bataillon du régiment d'Algérie fut chargé de l'escorte immédiate du convoi et laissa à l'arrière-garde ses 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> compagnies.

L'avant-garde et le gros de la colonne arrivèrent sans incidents, vers midi, à l'emplacement fixé pour le bivouac, à 3 kilomètres environ dans le sud-ouest d'Ambohimanga. Quant au convoi, dont la marche s'effectua d'abord tranquillement, il se vit, peu à peu, vers une heure de l'après-midi, serré par l'ennemi, qui s'était insensiblement rapproché de l'arrière-garde, par petits groupes et bientôt, de toutes les crêtes, de tous les murs de villages, partirent de nombreux coups de fusil, qui obligèrent les deux compagnies d'arrière-garde à s'arrêter et à faire face.

Les Hovas parurent d'abord battre en retraite ; mais ils revinrent bientôt à la charge derrière les deux compagnies, qui durent se retirer par échelons ; l'ennemi devint alors plus pressant, blessa six de nos hommes et chercha à gagner les flancs du convoi et du troupeau. Les deux compagnies, dont les mouvements se trouvaient ralenti par la nécessité d'enlever les blessés et

(1) Il semble résulter d'informations concordantes et d'apparence authentique que cette marche de flanc délicate et presque dangereuse, outre les facilités d'attaque qu'elle créa à la colonne, eut des avantages politiques d'une haute importance. L'ennemi qui, nous voyant arrivés si près de Tananarive, en attendait l'attaque dès le 27 et qui préparait un exode général de la population et du gouvernement, conçut, en nous voyant arrêtés le 27, l'idée que nous cessions à un mouvement d'intimidation ou, au moins, d'hésitation ; il crut de même, les 28 et 29 septembre, que nous voulions battre en retraite, d'abord par Ambohimanga et la haute vallée de la Betsiboka, puis par la route de Tamatave, et ne comprit le plan du général en chef que le 30, dans la matinée, alors qu'il était trop tard pour reprendre les projets de fuite, abandonnés depuis trois jours, sous l'influence de ces singulières illusions.

quelques trainards laissés par le convoi, se trouvèrent, un moment, presque enveloppées et leur situation s'aggravait du fait qu'il ne leur restait plus qu'une petite quantité de cartouches.

A ce moment, une cinquantaine de conducteurs sénégalais du convoi et, bientôt après, le colonel Oudri, avec le 3<sup>e</sup> bataillon du régiment d'Algérie, arrivèrent à l'aide des compagnies d'arrière-garde et l'intervention de ces nouveaux éléments, très vigoureusement conduits, rétablit promptement le combat. L'arrière-garde et le convoi dégagés reprit aussitôt leur marche ; mais l'arrière-garde ne put atteindre le bivouac qu'à huit heures du soir.

La troupe ennemie qui avait poussé, contre nos derrières, cette vigoureuse attaque était commandée par Rainianzalahy et comprenait environ 2,000 hommes. Cette troupe se maintint sur nos derrières et ne cessa, depuis lors, de nous inquiéter, jusqu'à la prise de Tananarive. Néanmoins, la nuit fut calme et, le 29, au lever du jour, la colonne reprit sa marche contre Tananarive.

*Combats de Sabotsy-Amboniloha (29 septembre).* — Dès qu'elle approcha de Lazaina, la colonne se heurta contre une partie de la garnison de la capitale. Quelques feux de salve suffirent d'abord à tenir l'ennemi à distance ; mais, lorsque la tête d'avant-garde, formée du peloton de cavalerie, du 2<sup>e</sup> bataillon du régiment d'Algérie et de la 11<sup>e</sup> compagnie du génie, déboucha sur la place du village de Sabotsy, elle fut accueillie par une vive fusillade et par une canonnade, qui lui blessèrent un officier et trois hommes.

Le bataillon se déploya immédiatement et gagna, sur son flanc droit, le hameau de Nametana, qu'il occupa, pendant que le 3<sup>e</sup> bataillon du 200<sup>e</sup>, qui formait la tête du gros, appuyait à gauche, de façon à déborder l'aile droite de l'ennemi et attendit, pour s'engager davantage, que l'artillerie eût pris position.

Les Hovas ayant alors battu en retraite, sans attendre l'attaque, le général en chef, pour dégager les abords du village d'Ilayf, lança en avant jusque vers Amboniloha deux compagnies de tirailleurs malgaches et deux compagnies du 1<sup>er</sup> bataillon d'infanterie de marine, avec une section d'artillerie, sous les ordres du commandant Borbal-Combret. Après une vive fusillade, qui ne nous coûta qu'un homme blessé, la colonne, restée maîtresse du terrain, put, vers midi, s'établir au bivouac, au point prévu par l'ordre de mouvement, dans une dépression de terrain au sud-ouest du village d'Ilayf, à 8 kilomètres, à vol d'oiseau, du palais de la reine.

La dépression où le camp était établi est limitée : au nord et à l'est, par une ligne de crêtes, d'une hauteur de 150 mètres environ, jalonnée par les villages d'Ilayf et d'Ambohibé ; au sud, par une série de mamelons, d'une trentaine de mètres de relief, sur lesquels sont construits les villages de Mandrosoa et d'Ambatofotsy ; à l'ouest, enfin, par des collines de 60 mètres environ de hauteur, qui se raccordent vers Ambatofotsy, aux collines du sud. Les villages d'Ambohitrarahaba et d'Ambohinola, dont il a déjà été question, occupent une longue croupe qui descend de ces dernières collines dans la direction de l'ouest.

*Prise de Tananarive (30 septembre).* — Pour protéger le camp contre toute surprise et pour assurer, en même temps, à la colonne la possession de tous les débouchés dans la direction de Tananarive, le général en chef avait fait occuper par ses avant-postes les villages d'Ilayf et d'Ambohibé, au nord et à l'est, et ceux d'Ambohitrarahaba et d'Ambatofotsy, au sud et à l'ouest. Sous la protection des grand'gardes, il se rendit, de sa personne, sur la colline cotée 1,330, au nord d'Ambatofotsy, afin de reconnaître le terrain sur lequel devait se dérouler l'action définitive contre Tananarive.

La capitale de l'Emyrne est située sur un plateau rocheux, très étroit, allongé dans la direction du nord au sud, dont les pentes est et ouest sont

partout fort abruptes et, en certaines parties, presque verticales. Ce plateau a la forme d'un Y dont les deux branches, dirigées vers le nord, se raccordent en pente douce avec le fond des rizières, tandis que la branche unique, dirigée vers le sud, se termine par une croupe escarpée.

Le palais de la reine, qui occupe le sommet du plateau (1,458 mètres), se trouve vers le centre de cette branche unique et domine le cours de l'Ikopa et les rizières avoisinantes de 200 mètres environ.

Du côté de l'est et du nord-est, trois chaînes de hauteurs se développent, parallèlement au plateau de Tananarive. La première, distante de la capitale de 2,150 mètres environ, est jalonnée, en partant du sud, par l'observatoire d'Ambohidempoma (1,402 mètres), par le village d'Andrainarivo (1,413 mètres) et par deux groupes de masures en ruines, cotés l'un 1,330 et l'autre 1,311 mètres. La deuxième chaîne, moins longue et moins élevée que la première (collines de l'Ankatso), court, à 1,500 mètres environ, à l'est de la première. Enfin, la troisième chaîne est celle dont il a déjà été question, qui, partant du village d'Ilay au nord, se dirige vers le sud, en passant par le village d'Ambohibé (1,430 mètres d'altitude).

Ces trois chaînes sont réunies par une ligne de faite transversale et d'un niveau sensiblement inférieur, sur laquelle se trouvent les villages de Soamandrarira, d'Ambatomaro et d'Andraisoro.

Les Hovas occupaient fortement et en grand nombre la première chaîne, notamment l'observatoire et le village d'Andrainarivo. Ils avaient, en outre, établi des batteries sur les mamelons cotés 1,330 et 1,311. C'était, évidemment, sur cette avant-ligne que les Hovas comptaient concentrer tous leurs efforts pour couvrir la ville même de Tananarive.

Après un examen attentif de la position, le général en chef arrêta comme il suit le dispositif d'attaque pour la journée du 30.

L'opération devait comprendre deux phases distinctes : 1<sup>e</sup> attaque et occupation de la première ligne de crêtes, qui s'étend de l'observatoire dans la direction du nord ; 2<sup>e</sup> bombardement et, s'il était nécessaire, assaut de Tananarive. La colonne devait effectuer ces opérations en deux échelons : l'un, à gauche, commandé par le général Metzinger, serait chargé de l'attaque débordante par le sud et de l'attaque de front vers le palais de la reine, l'autre, à droite, sous les ordres du général Voyron, formerait le pivot du mouvement et attaquerait par le nord-est.

L'échelon de gauche comprendrait les trois bataillons du régiment d'Algérie, le 3<sup>e</sup> bataillon du 200<sup>e</sup> et le bataillon malgache (chargé spécialement du mouvement débordant vers le sud), plus les 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> batteries, la 13<sup>e</sup> compagnie du génie et la cavalerie ; l'échelon de droite, les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> bataillons du 3<sup>e</sup> régiment d'infanterie, le bataillon haoussa, la 8<sup>e</sup> batterie et la 11<sup>e</sup> compagnie du génie.

Le général Metzinger reçut l'ordre de se mettre en marche avant le jour, en dissimulant son mouvement, sur les pentes de la troisième ligne de crêtes, pour gagner, par Soamandraria et Ambatomaro, la deuxième ligne de crêtes (l'Ankatso), d'où il attaquerait, sur la première ligne, les deux pitons de l'observatoire et d'Andrainarivo.

Le général Voyron devait, de son côté, masser ses forces vers Ambatofotsy et, tout en protégeant les convois, rassemblés dans un vallon situé au nord-est de ce village, attaquer les pitons de la première ligne cotés 1,311 et 1,330, quand se dessinerait l'attaque du général Metzinger contre le sud de cette même chaîne.

Ce programme dut être légèrement modifié, le 30 au matin, par suite de la reaparition, vers Sabotsy, au nord d'Ilay, du corps de Rainianzalahy, qui, avant six heures du matin, ouvrit (avec 2 canons) un feu très vif d'artillerie contre le convoi et son escorte. Le général commandant en chef dut, dès lors, maintenir en arrière, à Ilay, sous le commandement supérieur du colonel de Lorme, trois compagnies du bataillon haoussa, avec une compagnie du 3<sup>e</sup> bataillon du 13<sup>e</sup> régiment d'infanterie de marine et envoyer deux

autres compagnies de ce dernier bataillon, l'une à Ambohibé, l'autre à Ambohitrarahaba, pour couvrir les flancs de l'échelon de droite.

Le mouvement du général Metzinger, par la ligne de crêtes, très accidentée, qu'il avait reçu l'ordre de suivre, fut nécessairement fort long, d'autant plus que son flanc gauche fut menacé, pendant cette marche, par de nombreux groupes de tirailleurs ennemis, embusqués dans tous les villages. Ce n'est guère qu'à huit heures et demie que la tête de sa colonne put déboucher en face des crêtes rocheuses de l'Ankatso, que l'ennemi prévenu avait eu le temps d'occuper fortement.

Une section de la 16<sup>e</sup> batterie se mit aussitôt en batterie et ouvrit le feu (à 8 heures 45) contre l'Ankatso, pour appuyer le mouvement en avant que devait exécuter le bataillon malgache, soutenu par le 3<sup>e</sup> bataillon du régiment d'Algérie.

A neuf heures trente, le premier de ces bataillons occupait le sommet de l'Ankatso, pendant que le 3<sup>e</sup> bataillon du régiment d'Algérie s'établissait un peu en arrière du village d'Ambatomaro. Dans cette première attaque, le bataillon malgache avait eu un officier et un tirailleur blessés.

Les autres troupes de l'échelon de gauche vinrent alors se masser successivement à l'abri des hauteurs d'Ankatso, d'où la 9<sup>e</sup> batterie et une section de la 16<sup>e</sup> ouvrirent le feu (à 11 heures 43) d'abord contre l'observatoire, puis contre le village d'Andrainarivo. L'artillerie hova riposta vigoureusement et ce n'est qu'à midi trente-cinq qu'elle renonça à la lutte, après avoir reçu soixante-dix-sept obus.

Pendant ce temps et aussitôt après la prise de l'Ankatso par la tête de colonne de l'échelon de gauche, la 8<sup>e</sup> batterie, de l'échelon de droite, avait également ouvert le feu contre l'artillerie ennemie installée sur les pitons 1,311 et 1,330. Elle eut aussi quelque peine à éteindre le feu de cette artillerie, servie par des défenseurs beaucoup plus tenaces qu'à l'ordinaire et dont les projectiles couvraient les abords du pli de terrain où étaient massés, hors de la vue de l'ennemi, les 1,300 mulets du convoi.

Dès le début de cette lutte d'artillerie, le bataillon malgache avait commencé son mouvement, à l'extrême gauche de la ligne, dans la direction de l'observatoire, aussitôt que le feu des batteries hovas établies en ce point eût été à peu près éteint, il s'élança contre cette position et l'occupa, vers midi quarante-cinq minutes, ne perdant, dans cette attaque, que deux tirailleurs blessés.

Malheureusement, à sa droite, le 3<sup>e</sup> bataillon du régiment d'Algérie, qui devait servir de pivot à l'attaque de l'échelon de gauche, avait prononcé avec trop de hâte son mouvement en avant. Deux compagnies de ce bataillon réussirent bien à enlever le village d'Andraisoro; mais, quand elles voulurent déboucher dans ce village, avant que leur attaque eût été préparée par l'artillerie pour se porter contre le village d'Andrainarivo, elles furent accueillies par un feu des plus violents et durent se replier sur Andraisoro, ayant eu, dans cet engagement prématûr, deux sous-officiers et quatre tirailleurs tués, deux officiers et dix-sept tirailleurs blessés.

Une contre-attaque fut même tentée, à ce moment, par les Hovas, contre Andraisoro; elle fut arrêtée par les feux de salve du reste du bataillon et par les feux de flancs de la 8<sup>e</sup> batterie, de l'échelon de droite, qui, après avoir éteint le feu des pitons 1,311 et 1,330, s'efforçait d'appuyer le mouvement en avant du général Metzinger.

En même temps, d'ailleurs, le général commandant en chef avait prescrit au général Voyron de faire occuper, par cinq des six compagnies d'infanterie de marine qui restaient disponibles, les deux pitons dont il vient d'être parlé, ce qui fut exécuté avec un entrain et une rapidité remarquables. Une de ces compagnies put même, ensuite, appuyer, par le nord-est, l'attaque contre Andrainarivo et aider à l'occupation de ce point, que couronna le 3<sup>e</sup> bataillon du régiment d'Algérie, suivi du 3<sup>e</sup> bataillon du 200<sup>e</sup>.

Aussitôt maître de l'observatoire, le bataillon malgache avait retourné contre Tananarive deux canons qui étaient tombés entre ses mains (1). Ces pièces, intelligemment et vigoureusement servies par quelques officiers et sous-officiers du bataillon, détournèrent l'attention de l'ennemi et facilitèrent également l'occupation d'Andrainarivo. A une heure et demie, la ligne entière de crêtes qui constituait la position de défense extérieure de Tananarive était en notre pouvoir. Il ne nous restait plus qu'à enlever la ville elle-même.

Celle-ci, qui était demeurée muette jusque-là, venait, à son tour, d'ouvrir, contre nos positions, le feu de deux fortes batteries établies au palais et celui de plusieurs pièces disséminées sur divers autres points.

Le général en chef confirma alors (il était, à ce moment, deux heures) ses ordres antérieurs, qui prescrivaient d'ouvrir contre les batteries de la ville un bombardement lent, avec projectiles à la mélinite, qui devait durer environ une heure ; il fit, en même temps, former six colonnes d'assaut, de deux compagnies chacune, qui, conduites par des guides choisis parmi les gradés et soldats de l'ancienne escorte du résident général et accompagnées de détachements de sapeurs munis de pétards, devaient aborder Tananarive, au nord et à l'est, en suivant six itinéraires indiqués, convergeant tous vers le palais de la reine et vers celui du premier ministre. L'artillerie devait, de son côté, appuyer le mouvement des colonnes d'assaut, en élévant successivement son tir, pour éteindre le feu de tous les centres de résistance qui se formeraient en avant de nos troupes.

Les 9<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> batteries avaient quitté leurs positions de l'Ankatso, à une heure ; mais, retardées encore par les difficultés du terrain, elles ne purent arriver qu'à deux heures quarante minutes sur les hauteurs de l'observatoire. Par contre, la 8<sup>e</sup> batterie, de l'échelon de droite, avait pu gagner, vers une heure, le piton 1,330 et, de ce point, ouvrir un feu efficace contre une batterie ennemie établie dans le nord de la ville.

A deux heures cinquante-cinq minutes, le bombardement général commença. Le tir de l'artillerie fut rapidement réglé et chacune des 16<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> batteries tirèrent 3 obus à la mélinite (2) sur les batteries ennemis établies sur la terrasse du palais de la reine.

Les dégâts matériels, les pertes subies et l'effet moral produit par ce tir sur les Hovas furent tels que, vers trois heures trente minutes, un pavillon blanc fut hissé sur le palais, en remplacement du pavillon de la reine. Les colonnes d'assaut étaient alors sur le point de se porter en avant ; celle de l'extrême gauche (bataillon malgache), qui devait constituer l'aile débordante par le sud, avait même déjà gagné le pied des pentes et commencé à

(1) Les hausses de ces canons ayant été emportées par l'ennemi, le commandant Ganeval eut l'heureuse inspiration de les faire remplacer par des hausses en bois, improvisées sur place, qui suffirent pour permettre d'entretenir le feu jusqu'à l'arrivée des batteries du groupe de gauche.

(2) On a déjà vu que, dans tous les engagements où l'artillerie eut à faire l'emploi d'obus à la mélinite, les résultats produits par l'éclatement de ces projectiles ont été considérables et bien supérieurs à ceux obtenus par l'usage des obus à mitraille du même calibre.

Il n'est pas hors de propos d'ajouter que, durant tout le cours de la campagne, la force des circonstances a obligé à traiter, sans ménagements particuliers, les projectiles allongés, qui ont subi des épreuves très dures, soit dans les transbordements sur les chalands, soit dans les transports par voitures Lefebvre ou à dos de mulet. Dans ces derniers transports, non plus que pendant les différents combats, il n'a jamais été fait de différence entre le mode de transport ou d'emploi des projectiles à la mélinite et celui des autres projectiles ; plus d'un coffre contenant les premiers a éprouvé des coups violents, a même roulé dans les ravins, avec le mulet porteur, sans qu'il en soit résulté ni dégradations, ni accidents.

Quant à la proportion de 15 p. 100 dans l'approvisionnement en obus allongés des batteries de montagne de 80 millimètres, qui avait été adopté pour l'expédition de Madagascar, elle paraît rationnelle et semble pouvoir être maintenue pour les expéditions coloniales du même ordre.

les escalader, quand un parlementaire, précédé d'un immense drapeau blanc, se présenta devant nos lignes.

Ce personnage était Marc Rabibisoa, deuxième secrétaire et interprète pour le français du premier ministre ; il n'avait, du reste, d'autre mission que de demander, de la part de la reine et de son gouvernement (dont il confirma la présence à Tananarive), la cessation immédiate du feu. Le général en chef ne refusa pas de l'accorder, mais en donnant quarante-cinq minutes seulement au parlementaire pour aller chercher des négociateurs mieux qualifiés ou, du moins, munis de pouvoirs plus étendus ; il ajouta qu'en toute hypothèse, de gré ou de force, il entendait occuper la ville, le soir même.

Quelques minutes avant l'heure indiquée, arrivait, en hâte, un fils du premier ministre, accompagné du soi-disant ministre des affaires étrangères ; ils venaient apporter, non seulement l'assurance que nos troupes pouvaient pénétrer en ville sans avoir à craindre aucune résistance, mais encore la déclaration du gouvernement que les hostilités ne seraient pas reprises.

Le général en chef poussa aussitôt en avant, sous les ordres du général Metzinger, désigné d'avance pour être gouverneur militaire de Tananarive, 4 bataillons, 1 batterie et les 2 compagnies du génie. Lui-même resta, de sa personne, avec le groupe du général Voyron (4 bataillons, 2 batteries et le convoi) sur les crêtes de l'est, prêt à faire brûler la ville, comme il en avait marqué la résolution aux parlementaires renvoyés en avant de nos colonnes, si le général Metzinger se heurtait à quelque surprise.

Avant leur départ pour Tananarive, il avait annoncé aux négociateurs hovas qu'il entrerait en ville, le lendemain, 1<sup>er</sup> octobre, à huit heures du malin, pour s'installer à la résidence générale de France et qu'il y recevrait, à une heure de l'après-midi, les représentants du gouvernement accrédités pour traiter de la paix. Il donna, enfin, des ordres pour la remise immédiate aux troupes du général Metzinger de tous les canons, fusils et projectiles restés en ville.

Pour ne pas interrompre le récit de la prise de Tananarive, on a tardé à faire mention d'un combat, très honorable, soutenu par l'arrière-garde, que le général en chef avait laissée à Ilay, sous le commandement du colonel de Lorme, avec l'ordre d'arrêter, à tout prix, le mouvement du corps de Rainanzalahy (2.000 hommes environ, avec deux canons).

Le colonel de Lorme avait dû, d'abord, jusqu'à l'entier écoulement de la colonne et du convoi, rester sur la défensive, en butte aux coups de l'artillerie et à la fusillade de l'ennemi ; des feux de salve exécutés par des compagnies de haoussas, à bonne distance et avec un rare sang-froid, avaient suffi, du reste, pour arrêter les mouvements d'attaque de l'ennemi.

Mais, vers onze heures du matin, quand le convoi eut fini de s'écouler et se trouva suffisamment protégé par les troupes du groupe de droite, le commandant de l'arrière-garde, libre de ses mouvements, prit vigoureusement l'offensive contre le village de Sabotsy, centre de la ligne ennemie. Deux compagnies de haoussas, lancées en avant, tandis qu'une autre compagnie dessinait, à gauche, un mouvement débordant, gravirent brusquement, d'un seul élan, les pentes sur lesquelles est construit ce village, culbutèrent l'ennemi et enlevèrent, à la baïonnette, les deux canons, vigoureusement défendus, cependant, par les artilleurs hovas, dont plusieurs furent tués sur leurs pièces.

A midi et demi, l'arrière-garde restait maîtresse du terrain, l'ennemi ayant disparu dans la direction du nord et de l'ouest.

Cette affaire secondaire, qui coûta aux trois compagnies de Haoussas 2 tirailleurs tués et 12 blessés, est de nature à leur faire grand honneur ; leur calme sous le feu de l'artillerie, dont presque tous les coups portaient au milieu d'eux, n'a eu d'égal que leur élan quand ils se sont portés à l'attaque de la position ennemie.

La nuit du 30 septembre au 1<sup>er</sup> octobre s'étant passée sans incident, le général en chef fit son entrée à Tananarive le 1<sup>er</sup> octobre, à huit heures du matin ainsi qu'il l'avait annoncé et, à huit heures quarante-cinq, le drapeau tricolore était hissé, avec les honneurs réglementaires, sur l'hôtel de la résidence générale, qui était demeuré presque intact.

A l'heure fixée, également, les hauts fonctionnaires hovas chargés de négocier la paix se présentèrent chez le général en chef. Le traité signé par eux, à trois heures de l'après-midi, fut ratifié, le jour même, par la reine Ranavalona et rapporté au quartier général, à huit heures du soir (1).

Le succès définitif de la colonne légère, quoique obtenu plus facilement qu'il n'était permis de l'espérer, nous avait, cependant coûté des pertes relativement sensibles : officiers, 4 blessés ; hommes de troupe, 10 tués, 32 blessés, 12 disparus. Il avait été consommé environ 81,000 cartouches d'infanterie et 362 projectiles d'artillerie.

Outre les quatre canons enlevés à l'ennemi dans la journée du 30 septembre, nous trouvâmes, repartis entre les divers emplacements de batteries de la ville, 74 canons ou mitrailleuses de divers modèles (dont 30 modernes) et une énorme quantité de munitions de toute sorte pour artillerie et infanterie.

Pendant cette longue marche de dix-sept jours et les combats, presque ininterrompus, les quatre dernières journées, le général en chef avait apprécié hautement l'énergie et intelligente direction donnée aux opérations par MM. les généraux Metzinger et Voyron, ainsi que l'entrain et la vigueur de toutes les troupes dont certains éléments avaient dû accomplir des efforts considérables (2).

Après leur avoir tout d'abord, témoigné ses sentiments, par son ordre général n° 78, il eut encore la vive satisfaction de pouvoir porter à leur connaissance, par la même voie, le télégramme (3), en date du 10 octobre, par

(1) La signature de la paix fut notifiée aux troupes par l'ordre du jour ci-après :

« *Ordre général n° 78.*

« Officiers, gradés et soldats de la colonne légère,

« L'effort que je vous demandais, par mon ordre général, n° 68, du 8 septembre, pour atteindre Tananarive, a porté les fruits que j'en attendais.

« Une marche, presque ininterrompue, de quinze jours, marquée de fréquents combats, nous a amenés d'Andribo à la capitale. Vous avez su triompher de tous les obstacles qui vous étaient opposés et, le 30 septembre au soir, après une action laborieuse et brillante pour nos armes, nous entrons en vainqueurs à Tananarive.

« Les négociations en vue de la pacification, commencées aujourd'hui, ont abouti, dès ce soir, à la signature du traité de paix, qui deviendra définitif aussitôt qu'il aura été ratifié par les Chambres et par le Gouvernement de la République.

« Cet heureux résultat est dû à votre persévérance et à votre énergie ; je tiens à vous en remercier, sans attendre les félicitations que la France, fière de votre succès, ne manquera pas de vous adresser.

« Fait au quartier général, à Tananarive, le 1<sup>er</sup> octobre 1895.

« *Le général commandant en chef,*

« *Signd : CH. DUCHESNE.*

« Pour ampliation :

« *Le chef d'état-major,*

« *Signé : TORCY.* »

(2) Furent cités à l'ordre du corps expéditionnaire, à la suite des marches et opérations de la colonne légère : 1<sup>o</sup> dans l'armée de terre : les capitaines Delbousquet, Brundsaux, Perrot, Courtois, le lieutenant Larbœuf Amar, l'adjudant Philibert, du régiment d'Algérie; le capitaine Gendron, de l'artillerie ; le capitaine Aubier, de la cavalerie ; le capitaine Iragabal, du train ; 2<sup>o</sup> dans l'armée de mer : le colonel de Lorme, le commandant Ganeval, les capitaines Staup, de Fitz-James, Aubé, le lieutenant Dominé le sergent Leroux, de l'infanterie de marine.

(3)

*Ordre général n° 88.*

« Le général commandant en chef a la vive satisfaction de porter à la connaissance des

lequel le ministre de la guerre, au nom du Gouvernement, avait bien voulu féliciter le corps expéditionnaire du succès de ses opérations.

*6<sup>e</sup> Occupation de Tananarive. — Déblocus de Tamatave et répression des mouvements insurrectionnels (1<sup>er</sup> octobre 1895-18 janvier 1896).*

*Répartition des troupes de la colonne légère entre l'intérieur et les environs de Tananarive.* — Ainsi qu'il a déjà été indiqué, parallèlement au plateau de Tananarive s'étend, du côté de l'est, une ligne de crête dont les deux pitons principaux (observatoire et Andrainarivo) ne sont qu'à 2.300 mètres, en moyenne, du palais de la reine et des points principaux de la ville. En outre, du côté de l'ouest, se détache du même plateau, à hauteur du palais de la reine, une haute colline ronde, dite d'Ambohijanahary (1.393 mètres), dont la croupe méridionale s'abaisse, en un long plateau, vers le vieux palais de Soanerana, récemment transformé en cartoucherie par les Hovas.

L'artillerie fut installée, en cantonnement-bivouac, sur les positions de l'est (2 batteries) et sur la colline d'Ambohijanahary, à l'ouest (1 batterie), de manière à tenir sous son feu, à portée efficace, le palais de la reine et les points culminants de la ville. Quatre bataillons furent maintenus, également, à portée des batteries, prêts à soutenir l'artillerie et couvrant, en même temps, la place vers l'ouest et le nord ; un cinquième bataillon fut réparti entre la colline d'Ambohijanahary et le plateau de Soanerana, protégeant la ville, à l'est et l'éclairant vers le sud. Les trois bataillons restants furent cantonnés dans l'intérieur de la ville, de façon à garder, plus particulièrement, l'un, le palais de la reine, un autre, la résidence générale, et le troisième, les magasins administratifs, établis sur la place d'Analakely, entre les deux branches de l'Y.

Toutes ces troupes furent placées sous les ordres du général Metzinger, nommé gouverneur militaire de Tananarive ; le général Voyron resta spécialement chargé, sous les ordres du général Metzinger, du commandement des troupes cantonnées dans la banlieue.

Mais il ne suffisait pas de garder les environs mêmes de Tananarive ; il fallait rouvrir, aussi, les communications de la colonne légère avec sa base de ravitaillement, toujours établie à Mangasoavina. Deux convois venant de ce poste étaient attendus, les 4 et 6 octobre ; il était d'autant plus urgent

officiers et des hommes de troupe des armées de terre et de mer, sous son commandement, le télégramme suivant qu'il vient de recevoir de M. le ministre de la guerre :

« Paris, le 10 octobre 1895.

« La France entière et le Gouvernement de la République vous adressent, général, leurs félicitations, ainsi qu'aux officiers, sous-officiers et soldats des armées de terre et de mer du corps expéditionnaire.

« Vos admirables troupes, celles de la colonne de Tananarive comme celles qui gardent vos communications après les avoir ouvertes au prix d'efforts inouïs, ont bien mérité de la Patrie.

« La France vous remercie, général, des services que vous venez de rendre et du grand exemple que vous avez donné ; vous avez prouvé, une fois de plus, qu'il n'est pas d'obstacles, ni de périls, dont on ne vienne à bout avec du courage, de la méthode et du sang-froid.

« Le Gouvernement propose la création d'une médaille de Madagascar, qui sera donnée à toutes vos troupes. »

« Par ce même télégramme, M. le ministre de la guerre annonce que le général commandant en chef est élevé à la dignité de grand-officier de la Légion d'honneur.

« Fait au quartier général, à Tananarive, le 18 octobre 1895.

« Le général commandant en chef,  
Signé : Ch. DUCHESNE.

« Pour ampliation :  
« Le chef d'état-major,  
« Signé : TORCY. »

de garder la route par laquelle ils devaient déboucher que des partis ennemis étaient signalés comme tenant encore la campagne dans cette direction.

Dès le 1<sup>er</sup> octobre au soir, deux compagnies de Haoussas furent dirigées vers Fiahonana, pour s'y établir temporairement et pour disperser, le cas échéant, les bandes de partisans. La précaution se trouva justifiée, car les deux convois avaient été attaqués entre Maharidaza et Ankazobé et la protection des deux compagnies envoyées à leur rencontre et qui rentrèrent avec le second convoi ne fut pas inutile pour leur permettre d'arriver, sans autres incidents, à Tananarive.

Cette circonstance décida le général commandant en chef, en vue d'assurer toute sécurité aux convois d'évacuation, comme aux convois de ravitaillement qui devaient suivre encore les premiers, (en particulier, pour protéger un convoi chargé du numéraire, qui était impatiemment attendu à Tananarive, où l'argent monnayé devenait rare), à faire occuper, le 11 octobre, le village d'Ankazobé, par deux compagnies malgaches. Ces deux compagnies, tout en étant chargées de disperser les bandes de partisans ou de Fahavalos qui tendraient à se former, devaient constituer, par des achats faits dans le pays, un petit magasin, pour leur propre ravitaillement et pour l'usage des convois ou colonnes de passage. Grâce à cette mesure, la sécurité ne tarda pas à renaitre sur la route de Mangasoavina et les deux compagnies purent rentrer à Tananarive, le 14 novembre, après l'écoulement des derniers convois.

A cette date, d'ailleurs, comme il sera dit plus loin, non seulement la base de ravitaillement, qui avait été maintenue à Mangasoavina, se trouvait complètement évacuée, mais encore, malgré les dégâts déjà causés à la route par les premières pluies de l'hivernage, toutes les troupes d'étapes et le matériel des services de l'arrière avaient pu être, en totalité, repliés sur Suberbieville et Marololo. C'était, dorénavant, exclusivement par Tamatave, tant que durerait du moins la saison des pluies, que devraient s'effectuer tous les mouvements de troupes ou de matériel entre Tananarive et les divers points de la côte.

*Reddition des lignes de Farafate (11 octobre).* — Dès le commencement de septembre, le général commandant en chef s'était préoccupé des moyens à mettre en œuvre pour que les communications entre Tamatave et Tananarive pussent être rétablies, pour l'époque probable où la capitale de l'Emyrne tomberait entre nos mains. Les communications avec Andribo devaient être trop peu sûres, pendant la saison de l'hivernage, pour qu'il n'y eût pas un intérêt de premier ordre à mettre, sans retard, Tananarive en relations avec la côte par la route de l'est, qui était, d'ailleurs, celle que suivaient, le plus fréquemment et le plus volontiers, les bourjanes (porteurs indigènes).

Levant donc, pour ce qui concerne Tamatave, la consigne de défensive passive du début, le général commandant en chef avait adressé, le 11 septembre, ses instructions au contre-amiral commandant en chef la division navale, qu'il invitait à amener à Tamatave, du 1<sup>er</sup> au 5 octobre, toutes les troupes qu'il croirait pouvoir prélever, sans inconvénients, sur la garnison de Diégo-Suarez et sur celle de Majunga et à y réunir le plus grand nombre possible des bâtiments de la division navale.

Si, à la date susindiquée, cet officier général n'avait pas reçu de nouvelles de l'entrée à Tananarive de la colonne légère, il devait s'efforcer, sans nouveaux ordres, de débloquer Tamatave, de manière à être prêt à faire monter, par cette voie, les renforts, en personnel et en matériel, qui pourraient être nécessaires à la colonne légère. Le général en chef laissait, d'ailleurs, au contre-amiral Bienaimé toute latitude sur le choix du moment où l'opération devrait être tentée et sur les moyens à employer pour la mener à bien.

Le 30 septembre, le commandant de la division navale arrivait en rade de Tamatave, à bord du *Primauguet*, avec une compagnie de tirailleurs

malgaches ; il était suivi, bientôt, par la *Romanche* et par la *Rance*, qui débarquaient, l'une, le 1<sup>er</sup> octobre, 200 hommes d'infanterie de marine et 10 mulets, l'autre, le 2 octobre, 104 hommes d'infanterie de marine et une section de 80 <sup>m/m</sup> de montagne.

Par suite de l'arrivée de ces renforts, la garnison de Tamatave, sous les ordres du lieutenant-colonel Belin (qui avait remplacé comme commandant supérieur le lieutenant-colonel Colonna de Giovellina, rapatrié), se trouvait comprendre :

- 1 bataillon d'infanterie de marine ;
- 1 compagnie de tirailleurs malgaches ;
- 1 batterie de 4 pièces de 65 <sup>m/m</sup> ;
- 1 section de 80 <sup>m/m</sup> de campagne ;
- 1 section de 80 <sup>m/m</sup> de montagne ;

Plus, 2 compagnies de débarquement, que pouvait fournir la division navale ; soit, au total, avec les services auxiliaires, un effectif de 39 officiers, 1,177 hommes de troupe, 84 chevaux et mulets.

Après avoir pris l'avis du conseil de défense et avoir fait reconnaître par des officiers les approches des points les plus vulnérables des lignes de Farafate, l'amiral décida que l'attaque se ferait par le village de Vohidotra, qui constituait, au nord, le point d'appui extrême de la ligne de blocus. Ce village, suffisamment abordable pour une colonne arrivant par voie de terre, avait, en outre, l'avantage d'être situé sur le hord de la mer et de se trouver, par suite, sous le feu de l'artillerie des bâtiments de la division navale.

Dans la nuit du 3 au 6 octobre, une colonne commandée par le lieutenant-colonel Belin et formée de deux compagnies d'infanterie de marine, de la compagnie de tirailleurs malgaches, de la batterie de 65 <sup>m/m</sup> et d'un équipage de pont improvisé, fut dirigée sur Vohidotra et s'en empara, par surprise, sans perdre un seul homme. S'y étant établie, cette colonne repoussa, également sans pertes, diverses contre-attaques, dont une fort énergique, tentées par les Hovas, et mit en état de défense le village qui devait servir de point d'appui aux opérations ultérieures.

Durant ce temps, le contre-amiral Bienaimé, qui s'étonnait de n'avoir encore reçu aucune nouvelle de la colonne légère, avait envoyé la *Rance* à Vatomandry, chercher des renseignements sur la situation du gouvernement hova. Ce bâtiment, en rentrant, dans la matinée du 9, rapporta la nouvelle de l'occupation de Tananarive par nos troupes et de la conclusion de la paix. La cessation des hostilités contre Farafate s'imposait donc immédiatement.

L'amiral envoya, aussitôt, un parlementaire au commandant des lignes hovas, pour l'informer de ces circonstances et le sommer de se rendre avec armes et bagages. Après une suspension d'armes de quarante-huit heures, le gouverneur hova consentit à signer la reddition complète des lignes de Farafate (<sup>1</sup>), le 11 octobre, à huit heures et demie du matin, juste au moment où l'amiral recevait, enfin, l'avis officiel de la prise de Tananarive. La principale route qui relie la capitale de l'Emyrne avec la côte est se trouvait ainsi dégagée.

Ces diverses circonstances permirent de diriger sur Tananarive, dès la fin d'octobre et pendant le mois de novembre : d'une part, le 2<sup>e</sup> bataillon du 13<sup>e</sup> régiment d'infanterie de marine, venu d'Andribo par la route de l'ouest; d'autre part, par celle de l'est, 400 hommes de renfort d'infanterie de marine, 100 hommes des tirailleurs malgaches et 100 hommes d'artillerie de marine.

*Insurrection sud-ouest de l'Emyrne.* — Le 22 novembre, jour même de la fête du Fandrohana ou du Bain, un mouvement insurrectionnel inopiné

(1) On trouva dans les lignes de Farafate 39 canons, 1,200 fusils et une quantité considérable de munitions.

éclata dans le sud-ouest de l'Emyrne. Le centre de l'insurrection était à Arivonimamo, gros village situé à 10 kilomètres, à vol d'oiseau, de la capitale de l'Emyrne.

Un pasteur anglais, M. Johnston, sa femme et leur fille furent cruellement massacrés ; le gouverneur hova d'Arivonimamo et ses principaux officiers, qui avaient tenté, avec quelques soldats, d'arrêter les chefs du mouvement, furent également tués, avant ou après cet assassinat.

Cette insurrection paraissait être dirigée, non seulement contre le gouvernement de la reine et contre nous, mais, d'une manière générale, contre tous les chrétiens. A sa tête se trouvaient plusieurs prêtres des vieilles idoles et un ou deux sorciers.

D'accord avec les autorités indigènes et sur leur demande, le général en chef dirigea, le 23 novembre, sur Arivonimamo, trois compagnies du bataillon malgache, sous le commandement du chef de bataillon Ganeval ; mais en raison d'un violent orage et de pluies torrentielles (habituelles du reste, en cette saison), qui avaient fait déborder les rivières et profondément détrempé le terrain, le détachement ne put arriver que le 24 à Antsahavola, à mi-chemin, à peine, d'Arivonimamo.

Sur sa route, le commandant Ganeval avait trouvé les villages en partie déserts et avait pu constater que sa marche était épée par de nombreux rassemblements. Il fit, cependant, une tentative de conciliation, en envoyant les *tsimandos* (courriers de la reine) et les officiers hovas qui lui avaient été adjoints dans plusieurs villages ; mais cette démarche demeura sans effet et ne servit qu'à tromper une de nos patrouilles, dont le chef, un sergent français, s'obstina à prendre pour des paysans amis une bande de rebelles qui réussit ainsi à l'entourer et à le massacer.

Cette escarmouche fut, aussitôt, suivie d'une attaque générale de la position occupée par la colonne, heureusement sur ses gardes. Depuis ce moment (24 novembre, à cinq heures du soir) jusqu'au lendemain soir, le commandant Ganeval fut en butte à une série de sept attaques, qu'il sut repousser, à peu près sans pertes, mais où les assaillants, quoique fort mal armés, montrèrent une ténacité et une hardiesse à laquelle ne nous avaient pas habitués les soldats hovas et qui ne pouvait prendre sa source que dans un fanatisme violemment surexcité (1).

D'après les renseignements recueillis sur place, ces rebelles appartenaient en majorité à une tribu hova, dite des Zanak antitras (ils des ancêtres) ; ceux qui les dirigeaient poursuivaient le double but de chasser les étrangers, à quelque confession religieuse qu'ils appartinssent, et de ramener le peuple au culte des idoles, qui n'a jamais, d'ailleurs, dans la partie montagneuse de l'Emyrne, cessé de compter d'assez nombreux adhérents.

Quoi qu'il en soit, le commandant Ganeval avait réussi, le 25 novembre au soir, à repousser tous les assauts et à refroidir sensiblement l'entrain des agresseurs ; mais il n'en était pas moins entouré hors de portée de fusil, dans toutes les directions, voyait ses munitions réduites de moitié et éprouvait les plus grandes difficultés à faire vivre ses hommes sur le pays, ce qui, à son départ de Tananarive, avait paru devoir être possible et même facile. Aussi, se décida-t-il, après en avoir avisé le général en chef, par trois courriers, dont un seul parvint à traverser les bandes ennemis, à se rapprocher suffisamment de Tananarive pour pouvoir être rejoint facilement par les renforts, les vivres et les munitions qu'il réclamait.

Après quelques escarmouches, il put, en effet, venir bivouaquer, le 26 novembre au matin, sur la rive droite de l'Andromba, à 12 kilomètres de Tananarive. Il y fut rejoint, dans l'après-midi du même jour, par deux

(1) On voyait, du reste, des *mpsikidy* (sorciers) distribuer aux rebelles des amulettes qui devaient les rendre invulnérables et on fut frappé de voir certains assaillants aborder nos soldats, presque à bout portant, en étendant seulement devant eux leurs lamas blancs, que leurs chefs prétendaient, par leurs maléfices avoir rendus impénétrables à nos projectiles.

compagnies de Haoussas, une section de la 9<sup>e</sup> batterie d'artillerie de marine et un convoi de munitions et de vivres (10 jours), qui avaient été mis en route, dès le 25 au soir.

La colonne ainsi renforcée reprit, le 27 au matin, sa marche sur Arivonimamo, où elle arriva le 28.

Conformément aux ordres du commandement, le chef du détachement, après avoir fait brûler quelques maisons appartenant à certains meneurs connus, poussa immédiatement jusqu'à Amboanana, à 18 kilomètres dans le sud, où habitait Razafinivoavy, le chef principal de l'insurrection. Ce village, entièrement déserté par ses habitants, fut également brûlé, dans la journée du 30 novembre.

D'autres petites colonnes furent ensuite dirigées sur divers centres signalés comme ayant pris une part active à l'insurrection ; quelques meneurs, arrêtés par elles ou livrés par les autorités et les habitants de meubles fidèles, furent passés par les armes, après que leur culpabilité eut été établie par une soigneuse enquête contradictoire (1). Les rebelles, démoralisés par cette prompte et vigoureuse répression, reculèrent de toutes parts devant nos troupes. Leurs chefs se rejetèrent dans les gorges de l'Ankaratra, leur impénétrable refuge habituel, laissant à eux-mêmes la plupart des adhérents à la rébellion, dont beaucoup, privés de ressources, ne tardèrent pas à marquer un profond découragement.

Le général en chef fit envoyer alors, en qualité de lieutenant de la reine dans les districts insurgés, notre ancien adversaire, Ranianzalahy, 44<sup>e</sup> honneur, qu'accompagnèrent plusieurs hauts fonctionnaires hovas, chargés de s'efforcer de calmer les populations, de les ramener et de commenter, vis-à-vis d'elles, un manifeste de la reine, qui blâmait énergiquement la rébellion et préservait de la réprimer sévèrement. Dès le 3 décembre, les insurgés venaient, par grandes bandes, faire leur soumission.

Néanmoins, par prudence, le général en chef maintint, d'abord, à Arivonimamo, pour rayonner, autant qu'il serait nécessaire, dans tous les environs, le détachement entier du commandant Ganeval (2). C'est le 19 décembre seulement qu'il rappela à Tananarive les deux compagnies de Haoussas, laissant encore à Arivonimamo trois compagnies du bataillon malgache et la section d'artillerie.

*Insurrection de la côte est.* — Un nouveau mouvement insurrectionnel, mais d'origine et de nature différentes, venait alors d'éclater, de l'autre côté de Tananarive, sur la route de Tamatave. Ce mouvement, du reste, n'était dirigé, ni contre nous, ni, en général, contre les Européens, mais contre les Hovas eux-mêmes. Les peuplades de cette région de l'est, autrefois vaincues et, depuis, assez durement exploitées par eux, se soulevaient, dans une haine commune contre leurs anciens oppresseurs qu'ils ne croyaient pas devoir être défendus par nous.

L'insurrection éclata, le 13 décembre, dans la partie montagneuse du district de Mahanoro, non loin de l'embouchure du Mangoro, à 30 ou 60 kilomètres au sud d'Andevorante et à plus de 200 kilomètres au sud-est de Tananarive. Une bande de pillards, dits Vorimos, se porta sur Vatomandry, qu'elle menaça assez sérieusement et lança quelques éclaireurs jusqu'à Beforona, sur la route commerciale de Tananarive à Tamatave.

Malgré les déclarations amicales que ces Vorimos affectaient de prodiguer aux blancs, la situation pouvait devenir assez grave, car cette route était la

(1) Une de ces colonnes, poussée à 70 kilomètres à l'est de Tananarive, ramena avec elle trois missionnaires protestants, de nationalité anglaise et leurs familles, qui s'étaient trouvés cernés par l'insurrection, dans le voisinage du lac Itasy et qu'avait recueillis et protégés le gouverneur hova du district.

(2) A la suite de la répression de l'insurrection du sud-ouest, le général en chef cita à l'ordre du corps expéditionnaire le commandant Ganeval, le capitaine Staup, le lieutenant Poisson, le sergent Vanbatten et le caporal indigène Dadaie.

seule ligne de communication et de ravitaillement utilisable, pendant l'hivernage, pour la garnison de Tananarive. C'était, en effet, par cette voie (en grande partie suivie par la ligne télégraphique), que montaient les renforts et tous les approvisionnements (argent, munitions, farines, vin, etc.) indispensables au corps d'occupation et les porteurs hovas, effrayés par le récit des violences exercées par les pillards contre ceux de leurs compatriotes qui étaient tombés entre leurs mains, refusaient absolument leurs services, de quelque prix qu'on voulût les payer.

Dès le 17 décembre, l'ordre fut, en conséquence, envoyé à l'amiral Bien-aimé de diriger un de ses bâtiments sur Vatomandry, pour y débarquer un détachement de 30 hommes ; un autre détachement de 60 hommes, qui montait à Tananarive, fut, d'autre part, arrêté à Ampasimbe, à 12 kilomètres à l'est de Beforona. Enfin, une compagnie de Haoussas partit de Tananarive, le 19 décembre, à destination de Beforona.

Le lieutenant-colonel Gonard, du 13<sup>e</sup> régiment d'infanterie de marine, déjà installé à Andevorante pour diriger et surveiller les mouvements des convois montant à Tananarive ou en descendant, fut, en outre, chargé, sous la direction supérieure du commandant de la division navale, d'exercer le commandement de toutes les forces échelonnées le long de la route, pour en défendre les abords contre les insurgés.

Mais, avant que la compagnie de Haoussas eût pu atteindre Beforona, ce village, ainsi que plusieurs hameaux situés le long de la route, furent pillés et brûlés. Deux convois appartenant à des négociants de Tananarive furent pillés et les bourgeois dispersés, quelques-uns même blessés ou tués. Tanimandry, village fortifié, voisin d'Andevorante et Ampasimbé furent simultanément attaqués (23 décembre).

A Ampasimbé, le commandant du poste réussit, sans peine et sans perte, à repousser l'ennemi.

La situation était plus dangereuse à Tanimandry, où un détachement de renfort, appelé de Diégo-Suarez pour défendre ce poste, n'était pas encore arrivé. Le lieutenant-colonel Gonard n'hésita pas à s'enfermer dans le *rova*, avec quelques officiers de passage, six soldats convalescents et plusieurs officiers et soldats hovas.

La décision hardie de cet officier supérieur fut couronnée de succès, car il réussit à repousser les assaillants (cent fois plus nombreux que les défenseurs), en perdant seulement 4 de ses auxiliaires indigènes, tandis que l'ennemi laissait 25 ou 30 morts sur le terrain ; mais il ne put empêcher ses adversaires, en se retirant, d'incendier le village.

Aussitôt que ces faits furent connus de lui (24 décembre), le général en chef fit partir de Tananarive une seconde compagnie de Haoussas, tandis que le détachement de 60 tirailleurs malgaches, arrivé enfin de Diégo-Suarez, venait occuper Andevorante et Tanimandry. A la date du 30 décembre, malgré des pluies torrentielles qui avaient fait déborder tous les cours d'eau et transformé en lacs les marigots de la route, les deux compagnies de Haoussas avaient réussi à prendre position, échelonnées, en six ou sept postes, entre Andevorante et Moramanga.

En présence de ce déploiement de forces, les chefs qui avaient dirigé les attaques contre Andevorante et contre les villages de la route se replièrent vers le sud, après avoir fait témoigner au commandant supérieur leur intention de ne pas nous combattre. En même temps, le chef du poste de Vatomandry et le docteur Besson, vice-résident de France, que l'amiral Bien-aimé avait envoyé à Mahanoro, obtenaient la soumission de la plupart des Vorimos qui tenaient la contrée autour de cette place.

Dès lors, la route de Tananarive à Tamatave fut, de nouveau, assez sûre pour que tous les mouvements de convois pussent être repris et s'effectuer avec la régularité désirable. M. Laroche, résident général de France, débarqué à Tamatave, le 8 janvier, put, en effet, monter sans escorte de Tamatave à Tananarive, où il arriva le 16 janvier.

Néanmoins, quelques maraudeurs plus hardis, suivis d'un certain nombre d'habitants du pays qu'avaient entraînés leurs menaces ou l'appât du pillage, étaient demeures dans la brousse, un peu au nord de la route d'Andevorante à Tananarive. Ces pillards, au nombre d'une centaine, terrorisaient le pays, pillant et brûlant les villages, massacrant sans pitié ceux des habitants qui essayaient de résister, enlevant les femmes et les enfants.

Le capitaine Freystätter, du bataillon haoussa, qui commandait le poste de Maromby, se lança à leur recherche, avec une section de son détachement. S'étant heurté au gros de cette bande, le 17 janvier, il réussit à la disperser, après lui avoir tué 40 ou 30 hommes. Cette rigoureuse exécution semble avoir eu un effet décisif, car le général commandant en chef, en descendant, quelques jours après, sur Tamatave, trouva la population de ce district (qui avait fui vers l'ouest) revenue dans ses villages dévastés et brûlés, et occupée à les reconstruire.

### VIII. — RAPATRIEMENTS.

L'expérience de nos récentes campagnes coloniales faisait au général en chef et au Gouvernement une obligation de se préoccuper, avant même le départ du corps expéditionnaire, des moyens d'en rapatrier, bientôt, les blessés transportables et les malades. C'est, du reste, à l'intention des hommes à rapatrier, bien plus que dans l'espoir de pouvoir, après guérison, faire rentrer dans le rang les militaires atteints des affections, ordinairement si tenaces, des climats tropicaux, qu'avait été institué le sanatorium de Nossi-Comba. On avait voulu, en effet, leur ménager une transition, douce et réconfortante, entre leur séjour dans les hôpitaux, fatidiquement encombrés et toujours sommairement aménagés, de la ligne d'opérations et l'installation, également assez impréférable, des bâtiments de transport. Ils trouveraient, à Nossi-Comba (et ils y trouveront, en effet), avec une organisation plus complète et des abris semi-permanents, un air plus réconfortant et des soins plus attentifs, sinon plus éclairés, que ceux dont ils auraient été précédemment l'objet et y recouvreraient assez de forces pour pouvoir ensuite, presque sans risque, supporter la fatigue d'une longue traversée.

Le 18 janvier, après avoir remis les divers services de son commandement à M. Laroche, et l'avoir présenté, le 17, à la reine, comme le nouveau représentant du gouvernement de la République à Madagascar, le général commandant en chef partait, à son tour, avec une partie de son état-major, pour Tamatave, où il arriva le 25 au matin. Embarqué, le même jour sur le *Yang-Tsé*, il visita successivement Diégo-Suarez, Nossi-Bé et, enfin, Majunga, d'où il partit définitivement, le 29 janvier, pour débarquer à Marseille, le 20 février 1896.

*Le général commandant le corps expéditionnaire.*

CH. DUCHESNE.

### Rapport sur l'activité des postes diplomatiques et consulaires en 1894 (1).

Pour répondre à un *vœu* formulé, au nom de la Commission du budget, par l'honorable rapporteur du budget du ministère des affaires étrangères pour l'exercice 1893 (2), on a distribué l'année dernière au Parlement un résumé des rapports de nos consuls sur l'activité de leurs postes en 1893 (3). Le présent rapport est destiné à faire connaître, d'après de nouvelles données fournies par nos agents, l'importance des travaux de nos postes diplomatiques et consulaires pendant l'année 1894.

(1) *Journal officiel* du 2 octobre.

(2) M. Doumer.

(3) V. *Archives*, 1895, I, p. 197.

On a énuméré l'année dernière avec une grande précision les fonctions que nos consuls sont appelés à remplir suivant le pays où ils résident. On a ensuite passé en revue leurs travaux, pays par pays, de manière à faire voir la situation spéciale de chacun de nos postes telle qu'elle peut résulter, soit de sa position géographique, soit de son importance commerciale ou industrielle, soit du chiffre de sa colonie française, soit des intérêts particuliers qu'il a mission de protéger.

Cette situation n'a évidemment pas assez changé pour qu'il y ait lieu d'y revenir avec les mêmes détails, et ce nouveau rapport pourrait paraître sans utilité s'il se bornait à reproduire, avec les modifications destinées à en assurer l'exactitude, les renseignements qui ont fait l'intérêt du premier. Il a semblé, en conséquence, préférable de compléter ces renseignements en indiquant la nature des travaux que nos consuls sont appelés à faire suivant qu'ils exercent l'une ou l'autre de leurs multiples attributions, et en résumant autant que possible ces travaux sous forme de tableaux statistiques; ces tableaux permettront d'ailleurs de se rendre compte dans une certaine mesure de l'importance respective de chaque poste au point de vue de telle ou telle catégorie d'occupations.

D'autre part, plusieurs de nos Chambres de commerce ayant continué à se faire l'écho des plaintes qui ont été formulées depuis quelques années contre nos corps consulaires, on examinera si, en présence du concours que notre commerce reçoit des consuls, ces plaintes sont justifiées; on fera notamment connaître par de nombreux extraits de leurs rapports les raisons auxquelles il conviendrait, dans leur opinion, d'attribuer la crise de nos exportations.

En d'autres termes, on se propose dans ce travail d'étudier successivement chacun des services dont nos agents à l'étranger peuvent se trouver chargés, de manière à présenter en quelque sorte la monographie du fonctionnement d'une chancellerie diplomatique ou consulaire.

L'institution consulaire, qui semble dater de l'établissement des musulmans sur les rives de la Méditerranée, était devenue générale au XII<sup>e</sup> siècle, et dès cette époque les consuls exerçaient un droit de juridiction sur leurs nationaux, surtout à Constantinople. Un grand nombre d'ordonnances royales, dont la plus ancienne remonte à 1681, ont réglementé cette institution ; celle du 3 mars 1781 en a, dans son préambule, résumé l'objet dans les termes suivants : « La sûreté des Français établis dans les Echelles du Levant et de Barbarie, et les avantages du commerce qu'ils y font dépendent essentiellement d'une protection toujours active et d'une administration fondée sur les principes relatifs au Gouvernement du Grand Seigneur et des princes de Barbarie, aux traités faits avec ces puissances, aux mœurs et aux usages de leurs sujets.... »

Nous avons maintenant des consuls non seulement dans le Levant, mais dans tous les pays de chrétienté et jusqu'en Extrême-Orient; leur usage s'est généralisé, le but de leur mission n'a pas changé; il consiste toujours à assurer, grâce à une administration qui varie suivant les pays, la protection de nos nationaux et le développement de leur commerce.

L'exercice de cette administration a donné lieu en 1894 à divers travaux dont l'étude fait l'objet des chapitres suivants :

## I. — MOUVEMENT DE LA CORRESPONDANCE

Le mouvement de la correspondance en 1894 s'est traduit, pour 190 postes, par l'enregistrement à l'arrivée de . . . . . 114.728 lettres et l'enregistrement au départ de . . . . . 131.244 —

Le tableau suivant indique comment ce mouvement s'est réparti entre nos différents postes; il est divisé en cinq colonnes dont :

La première comprend 53 postes ayant reçu ou expédié moins de 500 lettres;

La 2<sup>e</sup>, 63 postes avec un mouvement de 500 à 1,000 lettres;

La 3<sup>e</sup>, 39 postes avec un mouvement de 1,000 à 2,000 lettres;

La 4<sup>e</sup>, 26 postes avec un mouvement de 2,000 à 5,000 lettres;

La 5<sup>e</sup>, 7 postes avec un mouvement de plus de 5,000 lettres.

TABLEAU I. — *Mouvement de la correspondance des postes diplomatiques et consulaires pendant l'année 1894.*

POSTES	LETTRES		
	reçues.	expédiées.	Total.
<i>De 1 à 500 lettres.</i>			
Aden . . . . .	212	218	430
Alexandrette . . . . .	132	102	234
Andrinople . . . . .	160	167	327
Athènes . . . . .	178	204	382
Bagdad . . . . .	73	234	327
Bari . . . . .	74	101	175
Belfast . . . . .	87	227	314
Benghazi . . . . .	59	133	212
Bosna-Serai . . . . .	162	261	323
Bourgas . . . . .	140	149	289
Breslau . . . . .	142	357	499
Brousse . . . . .	179	198	377
Casabianca . . . . .	172	207	379
Coni . . . . .	126	123	247
Constantza . . . . .	111	174	285
Dardanelles . . . . .	117	173	320
Diarbekir . . . . .	69	119	188
Djeddah . . . . .	203	281	484
Douvres . . . . .	165	158	323
Durban . . . . .	93	111	204
Edimbourg . . . . .	169	307	476
Falmouth . . . . .	79	92	171
Fez . . . . .	73	98	171
Fiume . . . . .	104	118	222
Galveston . . . . .	2	"	436
Jaffa . . . . .	211	192	403
Janina . . . . .	101	128	229
Larnaca . . . . .	159	279	438
Latakieh . . . . .	158	169	397
Mersina . . . . .	267	224	491
Mossoul . . . . .	52	78	130
Nagasaki . . . . .	158	270	428
Newport . . . . .	130	176	326
Nuremberg . . . . .	290	130	420
Pakhoi . . . . .	109	187	296
Palma . . . . .	114	134	248
Patras . . . . .	130	143	273
Rangoon . . . . .	62	180	242
Rhodes . . . . .	149	151	298
Roustchouk . . . . .	219	184	403
Sassari . . . . .	49	80	129
Savone . . . . .	123	178	301
Scutari . . . . .	103	176	281
Seoul . . . . .	174	164	338
Southampton . . . . .	57	78	135

Spezzia (la).	121	189	310
Syra.	153	238	391
Saint-Jean de Terre-Neuve.	102	159	261
Saint-Paul.	184	263	447
Saint-Thomas.	44	70	114
Tampico.	70	71	141
Tarragone.	156	175	331
Tripoli (Syrie)	147	185	332
Varna.	215	231	446
Wellington.	172	189	361
	<u>7.288</u>	<u>9.422</u>	<u>17.145</u>

POSTES	LETTERS		
	reçues.	expédiées.	Total.

*De 500 à 1,000 lettres.*

Alep.	528	404	932
Alicante.	308	339	647
Assomption.	388	462	850
Batavia.	366	374	740
Bakou.	373	442	817
Batoum.	331	449	780
Belgrade.	254	331	603
Brême.	337	430	767
Bombay.	294	267	561
Caïffa.	253	264	517
Canée (la).	274	321	595
Canton.	323	417	740
Cap (le).	252	360	612
Carthagène.	436	314	750
Charleroi.	169	306	975
Christiania.	330	440	770
Colon.	240	277	517
Damas.	396	377	973
Dantzig.	399	437	836
Dublin.	312	342	654
Foutcheou.	319	345	665
Gibraltar.	176	342	518
Glascow.	387	391	778
Helsingfors.	316	395	711
Hongkong.	277	653	930
Jassy.	369	400	769
Jersey.	288	334	622
Kobé.	357	404	761
Longtcheou.	231	411	642
Malaga.	448	430	878
Malte.	229	324	553
Manchester.	283	261	544
Manille.	457	492	949
Melbourne.	447	344	991
Messine.	259	380	638
Mogador.	272	273	545
Montgze.	256	283	539
Newcastle.	420	527	947
Ostende.	289	401	690
Philippopolis.	307	379	686

Pirée (le). . . . .	454	518	972
Porto. . . . .	347	403	750
Port-Bou. . . . .	363	402	765
Pretoria. . . . .	357	375	722
Quito. . . . .	211	309	511
Riga. . . . .	281	345	626
Rotterdam. . . . .	349	368	686
Santander. . . . .	402	525	927
Santiago de Cuba. . . . .	367	463	830
San-Jose Costa-Rica. . . . .	414	461	875
Séville. . . . .	314	281	595
Sierra-Leone. . . . .	307	380	687
Singapore. . . . .	288	305	593
Sofia. . . . .	487	459	946
Stockholm. . . . .	432	445	877
Stuttgart. . . . .	328	381	709
Suez. . . . .	370	441	814
Swansea. . . . .	244	383	627
Tientsin. . . . .	374	569	943
Trébizonde. . . . .	322	406	725
Trieste. . . . .	362	381	743
Vigo. . . . .	148	215	363
Vintimille. . . . .	239	291	530
	<b>20.981</b>	<b>24.832</b>	<b>46.022</b>

POSTES	LETTRES		
	reçues.	expédiées.	Total.

*De 1.000 à 2.000 lettres.*

Amsterdam. . . . .	325	586	1.111
Bilbao. . . . .	441	612	1.053
Boston. . . . .	810	801	1.611
Buda-Pesth. . . . .	492	694	1.136
Cagliari. . . . .	315	508	1.023
Calcutta. . . . .	630	680	1.310
Cardiff. . . . .	605	543	1.148
Copenhague. . . . .	523	786	1.309
Florence. . . . .	691	917	1.608
Francfort. . . . .	611	781	1.392
Galatz. . . . .	341	807	1.348
Gènes. . . . .	1.013	830	1.843
Guatemala. . . . .	365	594	1.159
Hambourg. . . . .	613	784	1.397
Havane (la). . . . .	617	778	1.395
Haye (la). . . . .	364	703	1.267
Jérusalem. . . . .	637	666	1.243
Leipzig. . . . .	647	780	1.427
Liège. . . . .	538	553	1.111
Lima. . . . .	553	671	1.204
Livourne. . . . .	757	1.214	1.968
Mannheim. . . . .	663	650	1.313
Milan. . . . .	699	910	1.609
Monaco. . . . .	626	795	1.421
Mons. . . . .	504	773	1.277
Munich. . . . .	368	584	1.152
Palerme. . . . .	534	646	1.180
Panama. . . . .	553	887	1.440

Port-Louis.	439	630	1.089
Salonique.	488	606	1.094
Shanghai.	801	744	1.545
Sydney.	728	654	1.382
Téhéran.	509	596	1.102
Tokio.	711	695	1.406
Tripoli (Barbarie).	570	481	1.054
Valence.	336	609	1.145
Valparaiso.	657	724	1.481
Varsovie.	941	1.018	1.959
Venise.	513	653	1.166
	<u>23.928</u>	<u>27.900</u>	<u>51.925</u>

POSTES	LETTRES		
	reçues.	expédiées.	Total.
<i>De 2,000 à 5,000 lettres.</i>			
Alexandrie.	1.950	2.131	4.081
Auvers.	1.850	2.290	4.140
Beyrouth.	996	1.098	2.094
Bucarest.	1.357	1.347	2.704
Caire (le).	1.642	1.446	2.788
Cordoba.	1.290	1.136	2.446
Dusseldorf.	986	1.105	2.091
Hankeou.	1.320	1.660	3.180
Liverpool.	1.230	1.272	2.502
Lisbonne.	1.230	814	2.044
Mexico.	1.168	1.124	2.292
Montevideo.	1.031	1.013	2.044
Moscou.	1.160	1.373	2.533
Naples.	1.109	1.142	2.251
Nouvelle-Orléans.	1.176	1.332	2.508
Odessa.	1.030	1.032	2.101
Plata (la).	1.892	2.923	4.815
Philadelphie.	1.520	1.312	2.832
Rio-de-Janeiro.	1.603	1.340	2.943
Rosario.	1.571	2.496	4.167
San-Francisco.	1.297	1.204	2.501
Smyrne.	411	1.397	2.808
Tanger.	2.094	1.852	3.946
Turin.	938	1.121	2.059
Yokohama.	1.269	1.898	3.167
Zurich.	1.038	1.092	2.130
	<u>35.480</u>	<u>37.690</u>	<u>73.172</u>

POSTES	LETTRES		
	reçues.	expédiées.	Total.
<i>Au-dessus de 5,000 lettres.</i>			
Barcelone.	2.899	2.291	5.290
Berlin.	4.722	4.487	9.209
Buenos-Ayres.	6.225	9.051	15.276
Bruxelles.	3.978	4.018	7.996
Genève.	3.273	3.097	6.370
Londres (C.).	3.772	5.000	8.772
New-York.	3.482	3.336	6.518
	<u>28.031</u>	<u>31.380</u>	<u>59.431</u>

## RÉCAPITULATION

NOMBRE DE POSTES	LETTRES REÇUES	LETTRES EXPÉDIÉES	TOTAUX
De 1 à 500 lettres. . . . .	53	7.288	9.422
De 500 à 1,000 lettres. . . .	63	20.981	24.852
De 1,000 à 2,000 lettres. . .	39	23.928	27.900
De 2,000 à 5,000 lettres. . .	26	34.480	37.690
Au-dessus de 5,000 lettres.	7	28.051	31.380
Totaux. . . . .	<u>190</u>	<u>114.728</u>	<u>131.244</u>
			<u>245.972</u>

Les postes étant classés dans ces colonnes par ordre alphabétique, il est facile de se rendre compte de l'importance respective de chacun d'eux au point de vue de l'activité de la correspondance; comme on le voit, le vice-consulat de Saint-Thomas, qui est à cet égard le poste le moins occupé, a reçu ou expédié 114 lettres, et notre légation à Buenos-Ayres tient le premier rang avec un mouvement de 15,276 lettres.

Ces chiffres n'ont toutefois qu'une valeur relative et on s'exposerait à une grave erreur si l'on mesurait l'activité ou l'utilité d'un poste au rang qu'il occupe dans le tableau précédent. Il est bien évident, en effet que la valeur de la correspondance d'un agent ou la somme de travail qu'elle représente ne sont nullement en raison directe du nombre des lettres expédiées; dans une statistique de ce genre, un simple accusé de réception d'une circulaire ministérielle compte tout autant qu'un rapport de cinq cents pages: « Il ne faut pas, dit à ce propos notre consul général à Gênes, compter le nombre de lettres; autant vaudrait les peser. » D'autre part, un vice-consulat ou un consulat peut n'avoir qu'une correspondance insignifiante et être cependant, comme on le verra plus loin, très important en raison des recettes qu'il effectue, des actes qu'il délivre en chancellerie, des navires qu'il expédie, etc. Il n'en est pas moins vrai que cette statistique offre un sérieux élément d'appréciation du travail matériel qui, de ce chef seulement, incombe à nos agents. Il suffit de se rappeler que toute lettre reçue ou expédiée donne lieu à un enregistrement analytique ainsi qu'à un classement; que toute lettre expédiée doit être écrite au moins deux fois (minute et expédition); et qu'enfin toute la correspondance avec le département des affaires étrangères doit être recopiée une troisième fois sur un registre spécial.

## II. — RECETTES BUDGÉTAIRES

Au point de vue des droits qu'elles perçoivent, nos chancelleries diplomatiques et consulaires peuvent se diviser en dix catégories comprenant :

- La première, 8 postes n'ayant effectué aucune recette;
- La 2<sup>e</sup>, 14 postes ayant effectué une recette inférieure à 100 fr.;
- La 3<sup>e</sup>, 31 postes ayant effectué une recette de 100 à 500 fr.;
- La 4<sup>e</sup>, 37 postes ayant effectué une recette de 501 à 1,000 fr.;
- La 5<sup>e</sup>, 35 postes ayant effectué une recette de 1,001 à 2,000 fr.;
- La 6<sup>e</sup>, 56 postes ayant effectué une recette de 2,001 à 5,000 fr.;
- La 7<sup>e</sup>, 32 postes ayant effectué une recette de 5,001 à 10,000 fr.;
- La 8<sup>e</sup>, 22 postes ayant effectué une recette de 10,001 à 20,000 fr.;
- La 9<sup>e</sup>, 4 postes ayant effectué une recette de 20,001 à 30,000 fr.;
- La 10<sup>e</sup>, 4 postes ayant effectué une recette supérieure à 30,000 fr.

TABLEAU II. — *Recettes des chancelleries diplomatiques et consulaires (année 1894).*

Néant.

Aïn-Tab. . . . .	"
Civita-Vecchia. . . . .	"
Fianarantzoa. . . . .	"
Hangkeou. . . . .	"

Morotzangano.	.	.	.	.	.	22	»
Mossoul.	.	.	.	.	.	81	90
Seoul.	.	.	.	.	.	12	»
Sivas.	.	.	.	.	.	6	»
						10	62
						100	»
						24	»
						12	»
						29	»
						51	10
						36	»
						90	»
						18	»
						26	96
						519	58

*De 1 à 100 fr.*

Arlon.	.	.	.	.	.	22	»
Denver.	.	.	.	.	.	81	90
Diarbekir.	.	.	.	.	.	12	»
Erzeroum.	.	.	.	.	.	6	»
Honolulu.	.	.	.	.	.	10	62
Janina.	.	.	.	.	.	100	»
Longtcheou.	.	.	.	.	.	24	»
Mascate.	.	.	.	.	.	12	»
Monastir.	.	.	.	.	.	29	»
Mananjary.	.	.	.	.	.	51	10
Pakhoi.	.	.	.	.	.	36	»
Pékin.	.	.	.	.	.	90	»
Saint-Jean de Terre-Neuve.	.	.	.	.	.	18	»
Scutari.	.	.	.	.	.	26	96
						519	58

*De 101 à 500 fr.*

Andrinople.	.	.	.	.	.	463	85
Bagdad.	.	.	.	.	.	362	64
Bakou.	.	.	.	.	.	453	82
Belfast.	.	.	.	.	.	198	»
Belgrade.	.	.	.	.	.	183	96
Benghasi.	.	.	.	.	.	167	»
Bosna-Seraï.	.	.	.	.	.	116	»
Boukir.	.	.	.	.	.	158	»
Brousse.	.	.	.	.	.	119	»
Canée (la).	.	.	.	.	.	337	»
Canton.	.	.	.	.	.	193	»
Cap (le).	.	.	.	.	.	358	20
Djeddah.	.	.	.	.	.	303	50
Dublin.	.	.	.	.	.	469	70
Durban.	.	.	.	.	.	314	63
Foutcheou.	.	.	.	.	.	278	41
Helsingfors.	.	.	.	.	.	333	04
Luxembourg.	.	.	.	.	.	463	»
Mongtze.	.	.	.	.	.	312	»
Nuremberg.	.	.	.	.	.	249	»
Panama.	.	.	.	.	.	276	60
Paz (la).	.	.	.	.	.	461	62
Philippopolis.	.	.	.	.	.	384	50
Pretoria.	.	.	.	.	.	306	30
Québec.	.	.	.	.	.	190	68
Quito.	.	.	.	.	.	247	96
Spezzia (la).	.	.	.	.	.	164	60
Tampico.	.	.	.	.	.	439	26
Tauris.	.	.	.	.	.	323	25
Wellington.	.	.	.	.	.	131	»
						8.919	70

*De 501 à 1,000 fr.*

Assomption . . . . .	623	92
Bari . . . . .	650	80
Bogota . . . . .	544	"
Bourgas . . . . .	902	"
Breslau . . . . .	572	"
Charleroi . . . . .	929	"
Christiana . . . . .	955	99
Coni . . . . .	997	"
Constantza . . . . .	704	30
Copenhague . . . . .	836	19
Cordoba . . . . .	981	53
Dantzig . . . . .	568	"
Edimbourg . . . . .	888	60
Galveston . . . . .	824	"
Guyaquil . . . . .	592	80
Haye (la) . . . . .	772	49
Larisse . . . . .	556	"
Messine . . . . .	895	42
Mons . . . . .	999	"
Montréal . . . . .	671	60
Palma . . . . .	741	60
Port-Bou . . . . .	686	49
Rangoon . . . . .	796	"
Rhodes . . . . .	901	92
Rodosto . . . . .	943	"
Sainte-Croix-de-Ténériffe . . . . .	568	"
San-Jose Costa-Rica . . . . .	757	91
Savone . . . . .	522	45
Stuttgart . . . . .	934	"
Tananarive . . . . .	809	84
Téhéran . . . . .	701	98
Tientsin . . . . .	990	99
Tiflis . . . . .	705	40
Varna . . . . .	816	45
Venise . . . . .	680	"
Vintimille . . . . .	879	83
Washington . . . . .	727	"
<hr/>		<b>28.626 82</b>

*De 1,001 à 2,000 fr.*

Athènes . . . . .	1.204	"
Brême . . . . .	1.491	05
Cagliari . . . . .	1.588	"
Caïffa . . . . .	1.509	50
Callao (le) . . . . .	1.035	"
Corfou . . . . .	1.494	18
Damas . . . . .	1.718	17
Douvres . . . . .	1.457	20
Glascow . . . . .	1.599	61
Guatemala . . . . .	1.070	50
Jassy . . . . .	1.759	86
Larnaca . . . . .	1.377	"
Lattakien . . . . .	1.901	"
Leipzig . . . . .	1.256	20
Liège . . . . .	1.446	50
Manchester . . . . .	1.590	43

Manille.	1.345	50
Melbourne.	1.817	»
Munich.	1.231	»
Nagasaki.	1.133	50
Nossi-Bé.	1.611	86
Ostende.	1.021	71
Palerme.	1.867	40
Pesth (Buda).	1.236	69
Porto-Rico.	1.084	69
Riga.	1.628	03
Roustechouck.	1.029	40
Santiago de Cuba.	1.808	95
Sassari.	1.872	»
Sofia.	1.983	70
Southampton.	1.863	45
Stockholm.	1.242	88
Tripoli de Syrie.	1.951	»
Vigo.	1.883	82
Zurich.	1.649	50
	<b>52.220</b>	<b>30</b>

*De 2.001 à 5.000 fr.*

Alep.	2.706	90
Alexandrette.	2.406	»
Amsterdam.	2.346	29
Bâle.	3.360	»
Batoum.	4.199	»
Berlin.	4.933	05
Bombay.	3.936	08
Boston.	3.799	50
Bucharest.	4.809	40
Cadix.	4.645	26
Calcutta.	2.959	74
Caracas.	2.423	39
Casablanca.	3.527	20
Chicago.	2.171	69
Colon.	2.938	»
Corogne (la).	2.535	61
Dusseldorf.	2.252	50
Falmouth.	4.587	25
Fernambouc.	4.153	04
Florence.	2.633	06
Francfort.	2.275	25
Galatz.	4.339	70
Havane (la).	4.696	76
Jaffa.	3.484	»
Jersey.	2.305	08
Jérusalem.	3.485	60
Kobé.	3.200	66
Lima.	3.533	98
Majunga.	2.663	53
Mannheim.	2.529	»
Mexico.	2.876	»
Milan.	3.427	78
Mogador.	2.006	»
Monaco.	2.412	»
Plata (la).	2.812	29
Rome.	4.634	94

Rosario.	2.891	57
Rotterdam.	3.318	39
Saint-Sébastien	3.152	75
Santander.	3.751	71
Santiago (Chili)	3.508	06
Santo-Domingo.	2.145	45
Séville.	2.472	55
Suez.	3.774	80
Sydney.	4.498	46
Syra.	2.808	»
Tamatave.	4.582	85
Tarragone.	3.431	66
Tarsous.	2.752	»
Trébizonde.	4.702	»
Trieste.	2.571	58
Tripoli de Barbarie.	4.533	»
Turin.	4.350	50
Valparaiso.	4.932	82
Vera-Cruz (la).	2.232	»
Yokohama.	3.392	50
<hr/>		
	187.417	38

*De 5,001 à 10,000 fr.*

Aden.	8.483	»
Anvers.	9.687	41
Bahia.	6.734	36
Bangkok.	8.336	10
Batavia.	5.062	69
Berne.	8.455	»
Beyrouth.	5.505	60
Carthagène.	8.322	32
Dardanelles (les).	5.080	50
Fiume.	5.058	»
Gênes.	9.848	70
Hong-Kong.	8.846	09
Liverpool.	8.492	55
Madrid.	7.294	85
Malaga.	5.961	32
Malte.	8.203	30
Newport.	8.745	15
Nouvelle-Orléans.	7.376	69
Odessa.	7.642	03
Philadelphie.	5.877	50
Port-au-Prince.	5.262	34
Port-Louis.	8.382	81
Porto.	5.479	27
Palmas (las).	5.520	55
Saint-Thomas.	6.527	95
Salonique.	5.686	31
San Francisco.	6.304	91
Sierra-Leone.	6.967	29
Singapore.	9.998	32
Varsovie.	5.575	68
Vienne.	8.551	86
Zanzibar.	5.090	73
<hr/>		
	228.060	88

*De 10,001 à 20,000 fr.*

Alicante.	16.296	46
Almeria.	11.190	03
Barcelone.	19.277	98
Bilbao.	17.632	08
Bruxelles.	14.722	80
Genève.	12.435	75
Gibraltar.	11.667	69
Hambourg.	10.002	51
Livourne.	19.453	50
Montevideo.	16.609	45
Moscou.	14.578	66
Naples.	13.142	50
Newcastle.	10.171	58
New-York.	19.409	37
Pirée (le).	10.188	23
Rio-de-Janeiro.	15.861	73
Saint-Pétersbourg.	14.311	30
Shanghai.	15.542	10
Smyrne.	14.167	08
Swansea.	11.483	43
Tanger.	11.926	22
Valence.	10.048	91
	<hr/> <u>307.817</u>	<u>96</u>

*De 20,001 à 30,000 fr.*

Caire (le).	25.372	49
Cardiff.	24.403	70
Lisbonne.	25.742	21
Port-Saïd.	20.018	72
	<hr/> <u>95.537</u>	<u>12</u>

*Au-dessus de 30,000 fr.*

Alexandrie.	32.245	84
Buenos-Ayres.	31.426	72
Constantinople.	43.629	77
Londres.	33.883	96
	<hr/> <u>142.186</u>	<u>29</u>

## RÉCAPITULATION

Néant.		
De 1 à 100 fr.	519	58
De 101 à 500 fr.	8.919	70
De 501 à 1,000 fr.	28.626	82
De 1,001 à 2,000 fr.	52.220	30
De 2,001 à 5,000 fr.	187.417	38
De 5,001 à 10,000 fr.	228.060	88
De 10,001 à 20,000 fr.	307.817	96
De 20,001 à 30,000 fr.	95.537	12
Au-dessus de 30,000 fr.	142.186	29
	<hr/> <u>1.051.006</u>	<u>03</u>

Le total des recettes s'est élevé, pour l'ensemble de nos postes, à 1,051,107 francs 04.

Si l'on rapproche ce tableau de celui qui précède, on voit qu'un grand

nombre des postes les moins occupés sous le rapport de la correspondance figurent au contraire parmi ceux qui ont effectué le plus de recettes. Pour ne citer que quelques exemples, Cardiff, qui n'a que 603 lettres à l'arrivée et 543 au départ, occupe le 7<sup>e</sup> rang pour l'importance des recettes, avec une perception de plus de 24,000 fr. Alicante, Gibraltar, le Pirée, Swansea, qui ont reçu ou expédié moins de 1,000 lettres, ont perçu de 10,000 à 20,000 fr. Aden, les Dardanelles, Fiume, Newport, dont la correspondance n'atteint pas 500 lettres, ont eu des recettes de 5,000 à 10,000 fr.; il en est de même de Saint-Thomas qui pourtant, ainsi qu'on l'a fait observer plus haut, est de tous nos postes celui dont la correspondance est la moins active. On remarquera que Buenos-Ayres, qui a fourni le chiffre de correspondance le plus élevé, vient au 4<sup>e</sup> rang pour celui des recettes effectuées.

Les droits sont perçus principalement à l'occasion des actes proprement dits établis en chancellerie, ou de l'expédition des navires et des opérations diverses qui s'y rattachent. Un examen des cas auxquels ces taxes s'appliquent le plus souvent fournira, en même temps qu'un aperçu des diverses attributions de nos agents, un nouvel aspect de l'activité de leurs postes.

(A suivre).

### Interpellation sur les événements d'Arménie.

*Séance de la Chambre des députés du 3 novembre.*

M. Denys Cochin. — Messieurs, les événements qui viennent de s'accomplir dans l'Asie-Mineure dépassent tellement l'attente et sont arrivés à un tel degré d'horreur que nous n'avons pas le droit de dire qu'ils étaient prévus. Nous pouvons affirmer cependant que, depuis longtemps, le mal était imminent, que le péril suspendu sur la race arménienne avait depuis longtemps excité les préoccupations de l'Europe.

En effet, dès 1878, lorsque le Sultan Abdul-Hamid, après une défaite que la vaillance de ses troupes n'avait pas pu conjurer, fut obligé de signer le traité de San-Stefano, il dut se soumettre à la clause suivante :

« Art. 6. — La Porte s'engage à réaliser sans retard les améliorations et les réformes exigées par les besoins locaux dans les provinces habitées par les Arméniens et à garantir leur sécurité contre les Kurdes et les Circassiens. »

Lorsque, plus tard, les représentants de l'Europe entière, réunis en Congrès à Berlin, reprirent le traité de San-Stefano et en firent le traité de Berlin, bien des clauses furent modifiées; mais la clause que le Sultan avait été obligé d'accepter à San-Stefano ne le fut pas, ou du moins elle fut singulièrement aggravée à son égard. L'article 61 du traité de Berlin était, en effet, ainsi conçu :

« La Sublime-Porte s'engage à réaliser sans plus de retard les améliorations et les réformes qu'exigent les besoins locaux dans les provinces habitées par les Arméniens et à garantir leur sécurité contre les Circassiens et les Kurdes. »

Les termes étaient à peu près les mêmes; mais cette clause nouvelle y était ajoutée :

« Elle donnera connaissance périodiquement des mesures prises à cet effet aux puissances qui en surveilleront l'application. »

La situation paraissait donc assez grave pour que les besoins exigeassent des réformes et non seulement les exigeassent, mais imposassent l'obligation d'en rendre compte périodiquement.

A la suite de cet article 61, apparaît un article 62 qui, en vérité, après les événements récents, semble d'une singulière ironie :

« La Sublime-Porte, dit l'article 62, ayant exprimé la volonté de maintenir le principe de la liberté religieuse, en y donnant l'extension la plus large, les parties contractantes prennent acte de cette déclaration spontanée. Dans aucune partie de l'Empire ottoman, la différence de religion ne pourra être opposée à personne comme un motif d'exclusion ou d'incapacité en ce qui concerne l'usage des droits civils et politiques, l'admission aux emplois publics, aux fonctions et aux honneurs, enfin l'exercice des industries. »

Si, dès cette époque, la situation des Arméniens en Orient attirait ainsi l'attention de l'Europe, c'est que, en effet, elle devenait de plus en plus grave et inquiétante.

Je n'ai pas à rappeler à la Chambre, qui le sait, ce qu'est cette race et quelle est son existence dans l'Asie-Mineure. Les contrées de l'Asie-Mineure les plus voisines de la Grèce, Smyrne, l'Anatolie, sont habitées presque exclusivement par les Turcs. Les montagnes, les hauts plateaux de la vaste région qui s'étend au sud du Caucase sont le berceau des Arméniens. Et au milieu d'eux, autour d'eux, s'agissent des populations pastorales, nomades et pillardes, les Tcherkesses, les Kurdes. Les Arméniens sont d'une race antique, l'une des plus anciennes du monde et l'une des plus extraordinairement vivaces, car lorsqu'on parcourt leur histoire, on est étonné par ces deux considérations : d'une part, une antiquité qui se perd dans les siècles et dans la légende et, d'autre part, une série de malheurs, de persécutions, de crimes subis par cette race, série telle qu'on se demande enfin comment elle a pu se conserver et comment il peut y avoir encore des Arméniens au monde. Oui, les noms de leur histoire nous reportent aux premiers temps, aux plus anciens souvenirs de l'humanité ! Leur montagne, c'est le mont Ararat, où l'arche de Noé s'est arrêtée ; leurs coteaux, d'après leurs légendes, ce sont ceux où la première vigne a été plantée ; leurs fleuves, ce sont l'Euphrate, le Tigre, le Physon, le Géhon, ces fleuves qui, suivant les anciennes traditions, étaient ceux du paradis terrestre et qu'on voit figurer dans les peintures du moyen-âge ; leurs héros, ce sont les héros de l'histoire ancienne : Mithridate, qui résista aux Romains ; puis, au moyen-âge, les Lusignan, qui furent rois d'Arménie ; puis cette longue dynastie arménienne, les Bagratides, les Bagrations, dont le dernier héros fut tué à la bataille de la Moskowa. La série des malheurs et des conquérants fut épouvantable ; c'est Tamerlan qui passe avec ses hordes sur l'Arménie ; au xvii<sup>e</sup> siècle, c'est Schah Abbas, souverain de la Perse, qui brûle, pille tout le pays, qui concorde la pensée d'anéantir toute cette race et entraîne au fond de la Perse ceux qu'il n'a pas massacrés. Enfin, à la fin du xix<sup>e</sup> siècle, siècle de la civilisation, survient une invasion de barbares dignes d'être comparés aux barbares anciens. (*Très bien ! très bien !*)

Oui, les crimes, les infamies dont s'est rendue coupable, l'année dernière, la population kurde et turque, avec la tolérance, avec la complicité et, trop souvent, l'aide des agents du Gouvernement ottoman, supportent la comparaison avec les plus sinistres histoires des conquérants et des destructeurs du passé. Tamerlan et Shah Abbas sont dépassés.

Depuis 1878, qu'ont fait les puissances, justement effrayées de la situation des Arméniens ? Qu'ont-elles fait pour les défendre ? Je le cherche en vain. Ce que je vois, c'est que les souffrances de ces malheureux n'ont fait que s'augmenter, jusqu'à s'exaspérer, d'année en année.

Ils étaient tourmentés dans leur religion, leurs écoles étaient fermées, leurs églises non autorisées ; cette liberté des cultes et des consciences, qui avait été spontanément promise par la Porte en 1878, était moins respectée qu'avant. Parlerai-je des injustices de l'administration turque ? Il n'y a là-bas que des apparences d'ordre, et rien qui ressemble à une administration régulière.

Il y a des gouverneurs, des valis, des corps d'armée et des subdivisions militaires.

Mais, en pratique, les défenseurs de l'ordre établi vivent en pays conquis. Rien ne ressemble à une administration régulière, même rigoureuse. Des persécutions renaissent à tout propos. La perception des impôts, par exemple, s'accomplice toujours à la manière d'une razzia, avec l'aide des cavaliers hamidiés. Et que sont les cavaliers hamidiés? Les Tcherkesses, les Kurdes pillards enrôlés et armés par le Gouvernement. Ils saisissent les troupeaux et les vendent à vil prix. Des villages sont ruinés pour longtemps. Les impôts ainsi percus ne le sont pas pour le Gouvernement seul. Il y a des impôts de fantaisie que se sont attribués les Kurdes.

Tout ce que j'ai pu lire à ce sujet, tous les renseignements que j'ai pu réunir m'ont mené à comparer la vie des Arméniens à celle de certains insectes dont parlent les naturalistes : ils prétendent qu'il y a des espèces de fourmis qui ne sauraient vivre qu'avec des esclaves; il leur faut des fourmis de la même espèce pour les servir. Et le savant entomologiste sir John Lubbock, qui les a étudiées, dit que les fourmis maîtresses meurent quand on les prive de l'aide de celles qui vont chercher leurs provisions, font leur ménage et préparent leurs réserves d'hiver.

Tels sont à peu près les rapports qui existent entre les Arméniens et les Kurdes. Les uns ne vivent qu'à la condition de demeurer à côté des autres et de les piller. Ils donnent un nom à leurs exactions : ce sont des impôts particuliers, le hafir, le hala. Lorsqu'un cultivateur arménien veut rentrer ses récoltes, vendre ses moutons, il est obligé de payer à ses puissants voisins le hafir pour être protégé, c'est-à-dire pour cesser d'être volé.

Il ne faut pas s'étonner qu'une semblable organisation ait donné lieu à quelques plaintes. La race arménienne est fort douce et tout ce qu'elle a subi la montre timide et craintive. Mais elle est laborieuse, propre à l'agriculture comme au commerce; l'instruction et les lumières se répandant, il lui est aisément de comprendre combien d'obstacles s'opposaient à son progrès et rendaient ses efforts inutiles.

Des Comités se formèrent autour du patriarchat, formulant et adressant les réclamations qu'ils croyaient fondées au Gouvernement. Tous ces Comités se sont agités, j'en conviens, pendant les années qui ont précédé les massacres et sont arrivés enfin à rédiger un résumé de leurs désirs. On a résolu une grande manifestation pour aller les présenter un jour au Sultan. Mais avant cette résolution, et pour la rendre définitive, avaient eu lieu des événements graves, vers la fin de 1894, événements dont vous avez eu connaissance et qu'il est bon de vous rappeler, les événements de Sassoun.

Sassoun est un district retiré dans les plus hautes montagnes. Il comprend de nombreux et beaux villages. Les vallées riches et fertiles sont comparables, je suppose, à nos hautes vallées des Pyrénées; dans les villages, les maisons ne sont pas seulement des huttes de bergers, mais des demeures de paysans aisés ayant deux ou trois étages. Il s'y fait un élevage considérable de bétail. Il y a même des exploitations industrielles, et on trouve du minerai de fer à Talory. Les Kurdes, en 1894, réclamaient là comme d'usage le hala et le hafir. Il y eut des discussions à ce sujet, on refusa de les payer. Un arménien nommé Mourad, et qui porte un autre nom que je ne saurais prononcer, — les noms arméniens ne sont pas faciles, — conseilla la résistance à ces exactions. Des collisions se produisirent. Il y eut des blessés, des morts de part et d'autre. Enfin, Zeki Pacha, commandant militaire, fut averti et les troupes régulières parurent. Qu'arriva-t-il ensuite? Une confusion complète existe dans les rapports d'enquête. Comme il est naturel, les uns rejettent la faute sur les Arméniens, les autres la rejettent sur l'autorité militaire turque.

Il n'y a qu'un fait certain, c'est que les troupes étaient là pour rétablir l'ordre, et qu'à leur départ les Kurdes se portaient fort bien, mais que les quatre beaux villages arméniens, Senik, Chemal, Guluguzan, Talory étaient

réduits en ruines et en cendres. Pas une maison ne demeurait debout, pas un habitant n'est resté dans le pays. Les hommes avaient été tués, et les outrages que l'on a fait souffrir aux femmes dépassent et défient toute description. Enfin la ruine et la solitude règnent là où vivaient à peu près 5,000 habitants.

Peu importe donc la question de savoir d'où vient le commencement de la querelle; elle avait de bonnes raisons d'être, en tout cas, l'état de choses étant abominable. L'autorité prévenue, les troupes régulières arrivées, cette querelle a été calmée comme vous l'avez vu.

L'ordre est rétabli, a pu dire le Sultan aux ambassadeurs. En d'autres temps on disait : « L'ordre régne à Varsovie » ; l'ordre régne à Sassoun, mais l'ordre y régne, parce qu'il n'y existe plus une maison debout, parce qu'il n'y a plus un habitant chez lui. (*Applaudissements à droite.*)

Je reviens à la manifestation de Constantinople : le 30 décembre 1895, on se décida à porter une pétition au Sultan. Ici, messieurs, commencent les événements dont j'ai le devoir de vous donner le récit, série d'événements épouvantables, comme vous allez le voir.

Mais je veux encore auparavant vous lire la pétition. Elle est revêtue du cachet du Hant-chak. Ce mot, qui signifie « la Cloche », sert de nom au Comité révolutionnaire. Nous sommes donc en présence d'un document ayant le caractère révolutionnaire le plus décide. J'attache une grande importance à vous le faire connaître, parce que le grand argument employé contre les Arméniens et pour la défense de l'autorité turque consiste à dire : dans tous les pays il y a des révolutionnaires, des nihilistes, des anarchistes ; et ce soit des révolutionnaires, des anarchistes, des nihilistes contre lesquels l'autorité turque a dû sévir.

Je ne suis pas suspect de sympathies pour les anarchistes et les révolutionnaires, mais je pense que les Gouvernements récoltent ce qu'ils sèment (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche et à droite*) et que, quand ils veulent la paix, ils doivent donner aux citoyens le goût de la paix par la confiance et par la liberté. (*Très bien! sur les mêmes bancs.*) Je crois qu'au contraire, quand ils ne savent que faire régner la terreur et la ruine, ils ne doivent pas s'attendre à une longue résignation.

Autrefois, quand M. de Montalembert à la tribune de la Chambre des pairs, dénonça les massacres de Galicie, il prononça à ce sujet, avec une admirable éloquence, des paroles dont j'ai gardé le souvenir : Ce qui m'étonne, conclut-il, c'est qu'après de semblables événements tout Polonais ne soit pas devenu un forcené. (*Très bien! très bien!*)

J'en dirai autant des Arméniens. Cependant, lorsque je jette les yeux sur leur pétition, je constate qu'elle ne semble pas rédigée par des révolutionnaires forcenés. La Chambre veut-elle me permettre de lui en donner connaissance?

*Sur divers bancs.* — Lisez, lisez!

M. Denys Cochin. — « La population arménienne de Constantinople et celle des provinces asiatiques se trouvant dans la capitale, d'un accord unanime, ont organisé cette manifestation afin de protester solennellement contre l'état actuel des choses dans notre pays et de présenter à la Sublime-Porte les réclamations du peuple arménien.

« Nous voulons aujourd'hui, en attirant sur nous une fois de plus son attention, dire au monde civilisé la résolution inébranlable que nous avons prise de ne plus supporter la désastreuse et inique situation qui est faite à notre peuple.

« Nous protestons contre la systématique persécution dont notre peuple est l'objet, surtout dans ces dernières années, persécution, érigée par la Sublime-Porte en principe gouvernemental, ayant pour seul but de faire disparaître les Arméniens de leur propre pays, fait abondamment prouvé d'un côté par les rapports des consuls et des correspondants des journaux

européens et d'un autre par les rapports officiels et les plaintes continues qui affluent au patriarcat national.

« Nous protestons contre l'état de siège que subit notre pays depuis quelques années, état de siège qui est la source même de tout l'arbitraire existant dans l'administration et qui est la cause principale de la pauvreté de notre peuple.

« Nous protestons contre les innombrables arrestations politiques; contre les tortures barbares et inhumaines que l'on fait subir aux détenus; contre les actes de sauvagerie des Kurdes, ainsi que contre les exactions iniques des fonctionnaires et des percepteurs d'impôts.

« Nous protestons contre les massacres de Sassoun, où, c'est un fait aujourd'hui avéré, des milliers de nos frères et sœurs qui avaient osé demander une garantie de sécurité pour leurs corps et biens, ainsi que la sauvegarde de leur honneur et la libre pratique des exercices de leur culte, ont été traités en insurgés, et par cela même passés par les armes et baignés dans leur propre sang.

« Nous protestons également contre les incessantes attaques à main armée commises journallement par les Kurdes et les troupes régulières turques, attaques contre le renouvellement desquelles aucune garantie ne nous a été donnée jusqu'à aujourd'hui, malgré toutes les promesses faites depuis les affaires de Sassoun.

« Notre peuple a besoin de la paix et de la sécurité indispensables à une nation désireuse d'acquérir justement un bien-être relatif, certes légitime, et de se mettre au niveau du progrès et de la civilisation vers lesquels marchent les autres peuples.

« C'est au nom de ces légitimes aspirations que nous réclamons de S. M. I. le Sultan et de l'Europe des droits légaux nous garantissant d'une manière absolue la sécurité de nos corps et biens, la sauvegarde et le respect dus à notre honneur.

« Nous réclamons la liberté de la conscience, de la presse et des assemblées publiques; l'égalité absolue de tous devant la loi.

« Nous réclamons que toute arrestation ait sa justification immédiate devant les Tribunaux, que le port d'armes nous soit autorisé.

« Nous réclamons la diminution du nombre des divisions administratives dans les six provinces (vilayets) arméniennes de Erzeroum, Bitlis, Van, Sivas, Mamouret-ul-Aziz et Diarbékir.

« Cette réduction devra être effectuée de manière à répartir en divisions ethnographiques homogènes les populations desdits vilayets.

« Nous réclamons la création d'un poste de gouverneur général de ces six vilayets, poste qui devra être confié dans tous les cas à un Européen délégué par les puissances, d'accord avec la Porte. Ce fonctionnaire devra gouverner le pays confié à sa garance au nom de S. M. I. le Sultan, avec le concours d'une assemblée locale dont les membres seront élus par le suffrage universel, sans distinction ni de race, ni de religion, ni de position sociale.

« Nous réclamons l'introduction de réformes spéciales correspondant au sens et à l'esprit général de la présente déclaration dans les parties des vilayets d'Adana et d'Alep, où les Arméniens forment une partie importante de la population.

« Nous réclamons des réformes dans l'organisation de la police et de la gendarmerie, des mesures suffisantes pour rendre impossible le retour d'événements pareils à celui de Sassoun.

« Nous réclamons aussi que l'armée n'ait aucune ingérence dans le maintien de l'ordre public.

« Nous réclamons des réformes économiques correspondant aux besoins locaux, telles que la diminution des impôts, la suppression de la corvée des travaux gratuits seigneuriaux (pour les beys et aghas); l'abolition du fermage de la dime; la création d'un système unique d'impôts uniforme pour tout le pays; la suppression des illégales contributions imposées par les

Kurdes (*kiasirlick*, etc.), des réformes spéciales propres à l'expropriation forcée des propriétaires arméniens et à la distribution de leurs terres aux Kurdes, ce qui a lieu surtout dans les districts montagneux; par contre, nous demandons que des parcelles de terrains soient concédées aux paysans qui n'en ont pas.

« Nous réclamons que l'on interdise aux Kurdes nomades leurs pérégrinations périodiques et que, devenus sédentaires, ils soient contraints d'obéir aux lois existantes et de se soumettre aux impôts que payent tous les autres habitants du pays. On devra supprimer également l'organisation des Kurdes en tribus dépendant de chefs de clans (*achirets*). Les troupes irrégulières de cavalerie (*hamidé*) nouvellement créées devront être licenciées et les Kurdes astreints au service militaire à l'instar de tous les autres sujets ottomans.

« Nous réclamons que les revenus du pays soient principalement et en premier lieu consacrés aux besoins locaux.

« Nous réclamons enfin une amnistie générale, sans aucune exception, pour tous les détenus, exiles et émigrés politiques, arméniens.

« Nous sommes fermement convaincus que la réalisation des desiderata formules plus haut est indispensable tant pour la sécurité et le bien-être général des Arméniens que pour ceux des différentes populations habitant notre pays et notre malheureux peuple ainsi que pour tout l'Empire ottoman.

« Depuis les horribles événements de Sassoun, une année s'est écoulée pendant laquelle nous avons attendu patiemment une solution prompte et efficace émanant des puissances signataires du traité de Berlin. Cette attente est la meilleure preuve de nos intentions pacifiques.

« Toutefois, l'hiver arménien accompagné de toutes ses rigueurs et de ses difficultés s'approche, de telle sorte qu'une action immédiate et énergique s'impose d'urgence.

« C'est pourquoi nous sommes décidés à rappeler d'une façon décisive et démonstrative à S. M. I. le Sultan et aux puissances la nécessité absolue d'une solution favorable et imminente de la question arménienne.

« C'est pourquoi nous leur exposons d'une façon générale nos légitimes réclamations de réformes dont l'application peut seule assurer la paix et la sécurité de notre pays depuis si longtemps voué à la persécution inique et aux troubles les plus sanglants.

« Constantinople, le 30 septembre 1895. »

Messieurs, ces réclamations étaient-elles exagérées? Ce langage était-il violent? Nous ne pouvons pas le prétendre. En effet, notre propre ambassade avait pris l'initiative d'un projet de réformes au profit des Arméniens; projet discuté, approuvé par les ambassades des autres grandes puissances et depuis longtemps soumis à l'acceptation du Sultan. Le Sultan avait ajourné, et c'est devant son refus de répondre que les Arméniens décidèrent enfin d'apporter leurs réclamations concues dans le même sens.

Le 30 septembre donc, plusieurs centaines d'entre eux se dirigèrent vers le palais du Gouvernement, apportant la pétition dont je viens de vous rappeler les termes. La police de Constantinople se mit en travers, sommant les pétitionnaires de se disperser; ils résistèrent, quelques coups de revolver furent tirés, quelques personnes furent blessées, et enfin force resta à la police et les pétitionnaires se dispersèrent.

Vous pensez que l'affaire fut ainsi terminée? En aucune façon. La pétition n'était pas déposée; les pétitionnaires avaient été renvoyés par la police; le trouble qu'ils avaient pu causer dans la rue avait cessé; mais rien n'était fini. Pendant deux, trois, quatre jours, la terreur régna dans Constantinople; les Arméniens, en foule, assiégeaient les églises, s'y enfermaient, refusaient en tremblant d'en sortir; et, pendant ce temps, la populace armée de gourdins

et de sabres par la police, la police elle-même, dans tous les quartiers de Constantinople, donnaient la chasse aux Arméniens.

C'est par centaines que l'on compte ceux qui ont été massacrés à Constantinople pendant les jours qui ont suivi le 30 septembre. Cela résulte de tous les rapports de toutes les ambassades, cela ne peut être ignoré de personne. On ne sait le sentiment qui l'emporte, de l'horreur ou de l'étonnement. On vit, par exemple, les ouvriers turcs, soulevés par le fanatisme, armés par la police, se rendre dans leurs ateliers et y massacrer leurs camarades. Le fait arriva à l'usine à gaz de Dolma-Batché : des hommes se ruaien sur ceux avec lesquels ils avaient conversé ou travaillé la veille.

Le calme se rétablit à peu près à Constantinople. Mais aussitôt il semble que de place en place un voile de deuil s'étend à ce moment sur toute l'Arménie. A Erzeroum, à Trébizonde, à Bitlis, dans tous les grands centres, pendant les mois d'octobre et de novembre 1895, sans provocations, sans explications possibles, une partie de la population se jette sur l'autre. Les Kurdes, les Turcs s'élancent sur les Arméniens. On entend ces cris : « Ils viennent ! ils viennent ! » et dans les rues, dans les boutiques, le sang coule. Quels sont ces hommes qui viennent, apportant la terreur et la mort ? Ce sont les compatriotes, les camarades de la veille, les gens qu'on a coudoyés, qu'on a rencontrés, avec lesquels on a travaillé à l'atelier, avec lesquels on a fait le commerce. Ils tuent ; quelques-uns pillent ; quelques-uns, pris d'une fureur de prosélytisme, exigent des conversions à Allah et à Mahomet. La plupart assomment sans raison, pour le plaisir, par aveugle obéissance. J'ai vu des témoins oculaires ; j'ai vu un Arménien d'Orpha, échappé par miracle. Je lui ai demandé comment ces horreurs commençaient, et il m'a répondu :

« J'étais dans les champs avec des ouvriers kurdes que je connaissais depuis longtemps. Ils me dirent : « Nous allons te tuer. Le commandeur des croyants le veut : il le faut. Nous ne pouvons pas faire autrement ; tel est le mot d'ordre ! »

Et l'auteur de ce récit, sauvé, il sait à peine comment, a assisté au meurtre de sa famille, de ses vieux parents, de ses cousins, de ses frères, égorgés, éventrés par ces fanatiques !

Parmi les récits qui ont été publiés, quelques-uns sont particulièrement touchants. Vous avez sans doute tous lu, dans le livre publié par M. Clémenceau, l'histoire de ce qui s'est passé à Trébizonde, dans une école. Les enfants étaient en classe. Le maître d'école s'aperçoit que les meurtriers arrivent. Il entend ces cris sinistres : « Ils viennent ! Ils viennent ! » C'était l'heure où la classe allait être mise en liberté. Il ferme les portes, garde les enfants pendant vingt-quatre heures de suite, tremblant au moindre bruit, entendant les meurtriers hurler dans la rue, sous les fenêtres : les enfants ne comprennent pas pourquoi on les retient, demandent leurs parents, veulent du pain, se mettent à crier, et ce malheureux maître s'efforce de les faire taire, tremblant que la mort ne s'abatte sur son petit troupeau.

Il faut lire aussi la lettre d'un enfant de quatorze ans, après le massacre d'Aragnuir. Elle est naïve et sincère. Elle commence comme la lettre d'un petit collégien que ses parents ont emmené un soir chez des amis. « Tout à coup, dit-il, nous avons entendu les cris : « Ils viennent ! Ils viennent ! »

Au milieu de ces événements qui évoquent le souvenir de temps reculés, de pays barbares, cette lettre nous ramène subitement, et non sans stupeur, à notre temps, à nos pays, à nos mœurs. Mettez M. le préfet au lieu du vali et M. le général commandant la subdivision au lieu du caïmacan, et l'illusion est complète. L'horreur en devient plus profonde.

« Ils viennent ! Ils viennent ! Nous quittons la maison, dit l'enfant, et nous courrons chez nos amis A... Puis nous nous disons : Peut-être faut-il aller dans une maison moins riche ? Nous allons chez les B..., qui demeurent au cinquième. Bien nous en a pris. On n'est pas venu jusque-là ; mais, par la fenêtre, nous avons vu notre propre maison et celle des A... qui brûlaient.

Et nous avons entendu les cris de ceux qu'on égorgéait. Le lendemain, nous avons appris la mort d'un tel et d'un tel. »

La répétition de tous ces crimes est monotone ; à Marache, à Baibourd, à Kharput, à Bitlis, on procède avec le même ordre et les assassinats officiels s'opèrent avec la même régularité.

Le dernier massacre de cette triste année, le plus abominable, le plus extraordinaire, c'est le massacre d'Orfa. Orfa, c'est l'ancienne Edesse ; c'est une ville du sud de l'Arménie, qui dépend du vilayet d'Alep. La terreur a régné là pendant deux mois. Il y a eu au mois d'octobre une première crise. Comment a-t-elle éclaté ?

Un jour, suivant les procès-verbaux d'enquête, un marchand arménien vend à un Turc un certain nombre de vieilles pièces d'or pour faire des ornements de femme à la mode dans ces contrées. Le Turc ne l'ayant pas payé, l'Arménien va le lendemain réclamer son dû. Le Turc le lui refuse et le tue. Les Arméniens présents arrêtent l'assassin, le livrent à la police ; les Turcs viennent livrer leur coreligionnaire. Une bagarre s'engage, il y a des blessés. Mais quel rapport, quelle proportion entre cet incident et ce qui suit ?

Le massacre commence méthodiquement. Le champ de carnage s'étend. La foule se rue sur le quartier arménien et, par centaines, par milliers, les assassinats s'accomplissent. Les Arméniens se barricadent dans leur quartier et, chose extraordinaire, pendant deux mois ils sont soumis à un véritable siège. La conduite d'eau qui alimentait ce quartier est coupée ; les assiégés veulent s'adresser à l'autorité, faire passer des messages : tous les messages sont arrêtés, toutes les correspondances sont interceptées. Pendant deux mois, ils sont restés là en pleine terreur, attendant la mort. Le gouverneur de la ville ne trouve qu'un mot à leur dire : « Vous avez des fusils Martini, rendez vos armes. » Des fusils, ils n'en ont pas. Et puis, ils savent où cet ordre les mène. Avant les massacres, le premier mot des Turcs était : « Vous avez des armes, donnez-les ! »

Les quelques couteaux qu'ils peuvent avoir, ils les abandonnent de guerre las, et alors, le lendemain de Noël, deux mois après les premiers événements, leur quartier est de nouveau envahi. Au lever du soleil, on entend une sonnerie de trompette ; aussitôt la population, la police, l'armée même, se précipitent sur eux, et pendant toute la journée le massacre s'accomplit. A un coup de trompette, le soir, tout rentre dans le calme ; on entend plus que quelques gémissements étouffés. Le lendemain, la trompette résonne encore et le massacre recommence. Puis, le soir de ce second jour, a été commis un forfait presque sans exemple dans les plus horribles annales de l'histoire. Une foule tremblante d'hommes, de femmes, de vieillards, d'enfants, s'était entassée dans la cathédrale d'Orpha. Les uns furent massacrés sur le sol de la nef et du chœur. La cathédrale était entourée de tribunes construites en bois. Là était montée une foule tremblante demandant grâce, pleurant, et dans toute l'agonie de la terreur. Les premiers bourreaux montent sur l'autel et en tuent quelques-uns à coups de revolver. Puis, trouvant que le travail dure trop longtemps, ils barbouillent les piliers de bois de ces tribunes avec du pétrole et on y met le feu. Ils barrent l'entrée, ils barrent la porte par laquelle ces victimes veulent se sauver et pendant deux heures on entendit les cris et les gémissements de cette foule qui était brûlée sous les yeux des Turcs, aux instigations de ces autorités, avec l'infâme complicité du Gouvernement ottoman. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. Jaurès. — Et de l'Europe !

M. Denys Cochin. — Pendant que ces événements se passaient, les ambassadeurs avaient multiplié leurs remontrances. Nous en trouvons des traces dans les documents diplomatiques ; non pas dans ceux qui ont été distribués, car on a omis de le faire ; il y en a d'autres, heureusement. En

même temps, nous trouvons les étranges explications que fournit en balbutiant l'autorité ottomane. Je n'en relève qu'une dans la conversation que l'ambassadeur d'Angleterre eut avec le Sultan.

« De quoi vous plaignez-vous ? dit celui-ci. Il n'est pas un de vos Européens — je cite ses propres paroles — « qui ait même saigné du nez ! » (*Mouvements divers.*)

Eh bien, l'explication est mauvaise, et le fait faux. Mon ami M. le comte de Mun vous dira tout à l'heure le nom et l'histoire des martyrs européens.

Tels sont donc les faits accomplis sous les yeux, avec la complicité et le concours de l'autorité turque. Comment expliquer les excès où des âmes humaines peuvent être jetées par le fanatisme et la peur ? Ne l'essayons pas, ces deux sentiments étant de ceux que, grâce à Dieu, nous ne connaissons guère dans les pays honnêtes et civilisés.

Quel remède apportera-t-on à de tels crimes ? Comment saura-t-on en conjurer le retour ? C'est là ce que je viens demander au Gouvernement.

Ce n'est pas sans me rendre compte et sans être effrayé des conséquences qui peuvent sortir de pareils débats. Abordant pour la première fois, et non sans une vive émotion, à cette tribune, de grandes questions de politique étrangère, je n'ai garde de tomber dans l'erreur de ces politiques ignorants — je ne voudrais pas du moins y tomber — qui pensent que lorsque des questions d'humanité et des questions de bon sens sont en jeu, tout est facile et peut être aisément tranché. J'entends d'ici ces gens de très bonne foi qui, à force de discourir sur l'Europe et les grandes puissances, finissent, dans leur imagination étroite, par se les représenter comme d'assez bonnes personnes auxquelles il suffirait de parler raison et d'exposer quelques bons sentiments pour être sûr de les mettre toutes d'accord. Je sais que les choses sont plus complexes et plus difficiles. Je sais que ces grands êtres collectifs faits de millions et de millions d'êtres, et qu'on désigne d'un seul nom, sont quelquefois impressionnables et sujets à céder aux sautes brusques du vent de l'opinion. Mais je sais aussi que le plus souvent, presque toujours, ils suivent, au contraire, des courants invariables et impérieux. Oui, ces âmes des nations, faites de millions et de millions d'âmes, poursuivent à travers les siècles, à travers même tous les bouleversements intérieurs, un but invariable. Si l'on peut les comparer à quelque chose dans la nature, c'est aux fleuves qui descendent inévitablement leur cours, quelles que soient les tempêtes qui s'élèvent à la surface et les tourbillons qu'on peut y voir de place en place.

Je sais, par conséquent, aussi, que les hommes qui sont chargés des intérêts des nations ne sont pas faciles à faire flétrir dans leur voie. L'intérêt, cet intérêt si vil et qu'il est si aisément de foulé aux pieds lorsqu'il est personnel, devient élevé, devient sacré quand c'est un intérêt national : l'homme qui en est chargé n'a pas le droit d'en faire fi. (*Très bien ! très bien !*)

Mais, d'autre part, je sais aussi que les grandes âmes collectives des nations ne sont pas toujours incapables de comprendre les raisons généreuses et d'humanité pure. Je crois qu'elles y sont, elles aussi, accessibles, et je le crois parce que je parle dans un pays dont il faudrait, si ce que je dis n'était pas vrai, supprimer l'histoire en bien grande partie. (*Applaudissements.*)

Oui, les nations peuvent quelquefois oublier leurs intérêts séculaires pour compatir au sort des faibles et s'accorder le luxe d'une bonne action ; et j'aime à répéter que nous avons droit d'affirmer ceci en France, parce que, si ce n'était pas vrai, la moitié de l'histoire de France ne serait plus qu'un roman. (*Nouveaux applaudissements.*)

Cela étant, je suis convaincu que la situation qui vous est faite, monsieur le ministre des affaires étrangères, est bonne pour parler avec autorité le langage traditionnel français, c'est-à-dire celui de la justice et de l'humanité. Je crois que l'excès des horreurs est tel qu'il vous rend ce langage plus facile.

Je pense aussi que la situation n'est pas présentement ce qu'elle a pu être dans d'autres temps.

En 1846, lorsque des événements analogues s'étaient produits, — lorsque les Druses avaient massacré les Maronites, comme les Turcs aujourd'hui ont massacré les Arméniens, — M. de Montalembert interpellait M. Guizot, et M. Guizot lui répondait : « J'espère, avec l'aide de l'Europe, réparer ces crimes et en empêcher le renouvellement. Je puis annoncer à la Chambre des pairs que je suis, sur ce point, d'accord avec le prince de Metternich »

Et Montalembert répondait : « Vous avez tort de vous occuper du prince de Metternich et de l'Europe, parce qu'il s'agit d'une question purement française : il s'agit de la défense des chrétiens dans l'Orient, qui a toujours été, par une tradition séculaire, l'apanage de notre pays. »

En d'autres temps, les mêmes vues ont été exprimées et mises en pratique. En 1860, lors de l'expédition de Syrie, après ces massacres au cours desquels, vous vous en souvenez, le chevaleresque Abd-el-Kader avait sauvé une foule de gens menacés par les Turcs et recueillis dans sa maison, la France alors et la France seule se mêlait de défendre les chrétiens d'Orient.

Mais est-ce seulement des chrétiens d'Orient qu'il s'agit en ce moment ? Je crois qu'il faut penser à eux, parce que leurs larmes et les crimes commis contre eux doivent avant tout nous émouvoir ; — mais est-ce d'eux seulement qu'il faut nous occuper ? — Je ne le pense pas. Je les plains. Je compatis aux souffrances des Arméniens, des chrétiens ; mais j'ai été ému aussi, et profondément, par d'autres personnes qui sont venues me voir et qui m'ont dit : « Ne pensez pas seulement à eux, pensez aussi à nous ». Ces gens-là, c'étaient des Turcs souhaitant la réforme de leur patrie. Les uns versent des larmes sur leurs parents et amis massacrés. Les autres versent des larmes aussi sur la honte et l'abaissement de leur patrie.

Tout ce peuple est-il coupable ? Ou bien les criminels sont-ils ceux qui ont conçu l'idée monstrueuse de supprimer une race embarrassante, ceux qui ont déchainé les passions et armé les bras ?

Dans l'intérêt des chrétiens, et, en tout cas, dans l'intérêt des idées chrétiennes, il ne faut pas défendre seulement une race et demander pour elle seule des garanties et des priviléges, il faut relever tous les malheureux sujets de cet empire et réformer ce pays tout entier. (*Très bien ! très bien !*)

Il y a aussi — qui en doute ? — dans la population musulmane des gens capables d'instruction, capables de vaillance, — ils l'ont montré dans leurs dernières guerres, — dignes en un mot d'être gouvernés autrement que par un petit nombre de malfaiteurs.

Ils ont souhaité la liberté ; ils ont cru l'obtenir lors des débuts du règne actuel et de la constitution de Midhat Pacha, cette constitution turque dont il est de mode de se moquer, mais qui, en somme, a été proclamée, jurée, pratiquée, et n'est pas abrogée en principe.

A défaut même de cette constitution, leur est-il défendu d'espérer revoir un gouvernement régulier ? La Porte même, la Sublime-Porte n'existe plus que de nom. Tout se fait et se décide au fond d'un palais. Et vous avez vu ce qui s'y fait et s'y décide ! (*Très bien ! très bien !*)

Je vous apporte donc, monsieur le ministre, moi catholique, non seulement les plaintes des chrétiens, mais celles des musulmans honnêtes et libres. Et, à ce point de vue encore, il me semble que votre action, produisant plus d'effet, rencontre moins de difficultés.

S'il s'agissait de défendre les seuls chrétiens, la tradition séculaire de la France lui donnant le protectorat des chrétiens d'Orient, ce sentiment qui animait le comte de Montalembert lorsqu'il disait à M. Guizot : « Vous n'avez pas le droit de convier à une pareille œuvre tous les peuples de l'Europe ; c'est à nous seuls qu'elle appartient », ce sentiment-là, sentiment de légitime jalouse nationale, pourrait vous gêner et vous retenir. Certes, nous n'y renonçons pas. Mais en ce moment, il ne s'agit pas seulement de défendre les chrétiens, il s'agit de donner satisfaction à l'opinion publique du monde

civilise, et c'est là une cause qui intéresse, si je puis ainsi parler, le patriotisme européen. (*Très bien ! très bien !*) Oui, en vérité, il semble qu'en pareil cas le patriotisme a le droit de s'élargir. (*Applaudissements à droite et à l'extrême gauche.*)

Oui, toute la vieille Europe civilisée est intéressée à ce que, sur un coin de son territoire, la barbarie cesse de régner. Pour purger ce crime, pour laver ces traces de sang, pour nettoyer ce coin du territoire européen, vous pouvez, vous en avez le droit, convier nos alliés. Vous pouvez convier ceux mêmes qui ne le sont pas. L'Europe entière devrait pouvoir s'unir pour sauvegarder l'honneur de l'Europe entière. (*Très bien ! très bien !*)

Et enfin, monsieur le ministre, l'œuvre est en partie faite. Je parlais de nos alliés, et j'ai bien le droit d'en parler ! J'ai le droit de parler au moins — et avec fierté et avec une grande joie patriotique — de cette constante amitié qui vient d'être solennellement proclamée. Eh bien ! cette constante amitié, pour la réparation de crimes semblables, c'est le moment, n'en doutez pas, d'y faire appel. Elle ne peut pas être plus heureusement inaugurée.

Ah ! l'amitié de la France, elle est précieuse, elle est fidèle, elle est digne qu'on s'y attache. Oui, mais l'amitié de la France a aussi ses charges. Il ne faut pas qu'on l'oublie. (*Vifs applaudissements à droite et à l'extrême gauche.*)

Et quelles sont les charges de l'amitié de la France ?

La première et la plus sacrée, c'est de comprendre les généreuses chimères de la France, c'est de les accepter et de savoir s'y associer. Il faut savoir avec elle défendre les faibles, prendre le parti des opprimés, faire des sacrifices purement au profit de la justice et de la liberté. Telles sont les charges de l'amitié de la France. Dites-le bien, monsieur le ministre, à nos amis. (*Vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

M. le comte Albert de Mun. — Messieurs, je n'ai pas besoin de dire à la Chambre que je parle dans le même sens que l'honorable M. Cochin. Aussi peut-être aurais-je mieux fait d'attendre, pour monter à la tribune, que M. le ministre des affaires étrangères lui eût répondu. Cependant, puisque M. le ministre préfère entendre d'abord tous les interpellateurs, je me rends à son désir et je demande à la Chambre la permission d'ajouter quelques paroles à celles qu'a prononcées mon honorable ami M. Cochin, d'abord afin de m'y associer, et aussi afin de préciser du mieux que je le pourrai ce que je demande au Gouvernement.

Je ne reviendrai pas sur l'historique des massacres d'Arménie. M. Cochin en a présenté à la Chambre en termes saisissants l'épouvantable tableau. Il y a, à mes yeux, d'ailleurs, quelque chose de plus triste encore que les massacres eux-mêmes ; c'est l'inertie dans laquelle l'Europe y assiste. (*Applaudissements à droite et à l'extrême gauche.*)

Et je me félicite, dans un sentiment patriotique, que M. le ministre des affaires étrangères ait accepté les interpellations d'aujourd'hui, parce que j'espère, je suis sûr que, par quelques paroles fermes, précises et énergiques, il viendra dégager la position de la France et montrer qu'elle est, qu'elle a toujours été, au cours de ces douloureux événements, à la hauteur des devoirs et des traditions que M. Cochin vient de rappeler.

Messieurs, pour bien établir la nature et la raison d'être de mes observations, je demande la permission d'insister un moment, en la précisant, quoique M. Cochin en ait déjà parlé, sur la responsabilité du gouvernement ottoman. Je dis « le gouvernement ottoman », et je ne vais pas plus loin, par un sentiment de réserve que tout le monde comprendra. Je ne sais pas où est, à l'heure actuelle, le gouvernement ottoman ; je ne sais pas quel est le lieu qui l'abrite, et je ne veux pas le savoir.

Quel qu'il soit, ses agents, ses représentants, les journaux qu'il inspire, ont cherché à nier ou à dissimuler sa responsabilité, et les mêmes efforts ont été tentés dans les communications officielles, dans les échanges de

propos qui ont eu lieu entre les ministres du sultan et les ambassadeurs étrangers.

Pour le dire en passant, si je fais allusion à ces entretiens diplomatiques, ce n'est pas que j'aie pu en trouver la trace dans les documents français. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

Je regrette, monsieur le ministre, — et je le dis, je vous prie de le croire, sans aucun sentiment de récrimination, car je m'explique très bien les difficultés qui ont pu y mettre obstacle. — je regrette que dans des questions aussi graves, qui touchent de si près les intérêts de la France, qui ont une si grande importance dans l'orientation de sa politique générale, vous n'ayez cru pouvoir mettre aucun document à notre disposition.

**M. Jaurès.** — Nous n'avons que les documents anglais !

**M. le comte Albert de Mun.** — Nous n'avons aucun Livre jaune sur les affaires d'Orient ; nous n'avons, comme le dit M. Jaurès, que les Livres bleus.

L'Angleterre a publié une grande abondance de documents qui vont jusqu'au mois de février 1896, c'est-à-dire jusqu'au moment où je voudrais pouvoir dire qu'ont pris fin les massacres d'Arménie ; mais je ne puis hélas ! déjà plus le dire, car, sans parler des journées sanglantes de Constantinople, depuis, il y a quelques semaines, l'Arménie a vu se renouveler à Eghin les mêmes horreurs.

Je regrette que le gouvernement français ne nous ait pas offert les mêmes sources d'informations. Mais, sans même recourir aux publications privées, il existe un document officiel qui ne peut être révoqué en doute par aucun gouvernement : c'est le rapport rédigé au nom des ambassadeurs des six grandes Puissances à Constantinople à la suite de l'enquête faite, sur leurs ordres, par les consuls : l'enquête a été conduite dans des conditions d'impartialité les plus grandes ; car on n'a admis ni les témoignages des Arméniens, ni ceux des membres du clergé grégorien, qu'on n'a pas voulu entendre comme témoins dans leur propre cause ; on n'a accepté que les témoignages des témoins oculaires et quelquefois — très rarement — ceux des missionnaires.

Ce rapport a été communiqué aux cabinets européens et à la Porte ; nous le savons de source certaine, par une lettre de sir Philip Currie, ambassadeur d'Angleterre, que les journaux anglais ont publiée. Or, il établit de la manière la plus indéniable la responsabilité, la part que les agents, les fonctionnaires du gouvernement ottoman ont prise aux massacres qui ont ensanglé l'Anatolie.

Partout, comme par l'effet d'un mot d'ordre, les choses se passent de même. M. Cochin l'a rappelé tout à l'heure : le signal de la tuerie est donné pour ainsi dire officiellement : ici, par un coup de canon, comme à Diarbékir et à Orfa ; là, comme dans presque tous les villages, par une sonnerie de clairon, ou, comme hier à Eghin, par une salve de coups de fusil militairement exécutée. Et quand, enfin, après deux, trois, quatre jours de sac, de meurtres et de violences, on se décide à en finir, le même signal, aussitôt obéi, arrête ces exécutions.

Les massacres, il est entendu pour le monde européen, pour l'opinion publique, que ce sont des bandes de barbares sanguinaires et indisciplinés, contre lesquelles le gouvernement est impuissant et désarmé, des Kurdes, des Lazs sauvages et pillards, des Tcherkesses qui vivent de rapines.

Oui, mais parmi ces Kurdes, il y a ceux que le sultan a lui-même organisés en milice régulière, il y a les hamidieh qui portent son nom et, par là, ont reçu une espèce d'investiture officielle. Je ne veux pas mettre en doute l'intention dans laquelle a pu être fait cet effort de discipline ; mais en fait, il paraît bien ressortir de tout ce que j'ai lu qu'on a surtout réussi à transformer les Kurdes en massacreurs organisés. (*Très bien ! très bien !*)

M. Jaurès. — Officiels.

M. le comte Albert de Mun. — Mais, il n'y a pas que les hamidieh ; il y a aussi les rédifs, qu'on trouve partout la main dans les massacres ; ceux-là sont des soldats turcs, ce sont des hommes qui appartiennent à l'armée territoriale ; il y a même très souvent des zaptieh, c'est-à-dire des gendarmes chargés du service de police et du service de place.

Et les gouverneurs, les valis, les mutessarifs, les caimakans, qu'est-ce qu'ils ont fait ! M. Cochin vous l'a dit.

Partout, la même indigne comédie ! Aux premières menaces, aux premières alarmes, un représentant des Arméniens, en général un membre de leur clergé, ou un notable de leur nation, se rend chez le fonctionnaire turc et lui demande aide et protection.

On les lui promet ; on garantit la vie, la propriété de tout le monde. Le vali de Trébizonde déclare qu'on lui passera sur le corps plutôt que de toucher à un Arménien. Puis, pour enlever, dit-on, tout prétexte à l'agression des Kurdes, on désarme la population chrétienne, et quand tout est ainsi bien préparé, le gouverneur assiste, les bras croisés, à l'odieuse boucherie : à Diarbékir, il la regarde du haut d'une terrasse en fumant des cigarettes, jusqu'à ce qu'en ayant assez, il y mette fin d'un signe ; à Orfa, il s'en va non sans avoir persuadé aux chrétiens de se réfugier dans cette église dont on vous a parlé, qui doit leur servir de lieu d'asile et où 3 000 malheureux sont, un moment après, brûlés vifs.

Et on n'a pas le droit de dire qu'il était impossible de maîtriser les brigands, que les fonctionnaires étaient sans force, sans puissance : non, partout où on a voulu le faire, on y a réussi. Il y a eu quelques fonctionnaires honnêtes qui ont résisté, qui ont empêché les massacres. A Akbès, au fond du golfe d'Alexandrette, un monastère de trappistes a été, un jour, cerné, assiégé par les Kurdes. Le vali a traversé au péril de sa vie les rangs des assiégeants : il les a menacés, leur a commandé de se retirer, et ils ont obéi. Il est vrai que cela se passait près de la côte, que peut-être on avait appris qu'il y avait là un aviso français mouillé dans la rade d'Alexandrette et que, sans doute, on a craincé, si on allait trop avant, de se compromettre dans quelque affaire par trop dangereuse.

Quoiqu'il en soit, de ce fait, de quelques autres analogues, malheureusement trop rares, on peut conclure qu'avec de l'énergie et une honnête résolution les fonctionnaires ottomans eussent empêché au moins la plus grande partie des massacres.

Et à Constantinople, dans cette effroyable journée du 26 août, qui a massacré, qui a fusillé huit à dix mille innocents, surpris, traqués dans les rues et dans les maisons ? Il n'y avait pas de Kurdes, pas de Lazes ni de Tcherkesses, ou, s'il y en avait, c'était donc qu'on les avait amenés d'avance pour une besogne prémeditée ? (*Très bien ! très bien !*)

Mais non ! Ceux qui ont commis ces atrocités en pleine Europe, à deux pas des stationnaires, représentants immobiles de l'Europe impuissante, sous les yeux de nos officiers fremissant d'indignation et des passagers de la *Gironde*, dont j'ai lu les lettres partagées entre l'angoisse et la colère, ce sont des soldats réguliers, commandés par des officiers, — les récits de tous les témoins oculaires en font foi, — c'est la population turque transformée en bandes d'assommeurs armés de gourdins tous pareils et distribués d'avance, et si bien préparée à sa besogne que, par une étrange coïncidence, le massacre commençait à Stamboul à l'heure même où, après l'agression de la Banque ottomane, il éclatait à Galata, qui est séparé de Stamboul par une énorme distance !

Ce qui achève de rendre irrécusable la participation, la préméditation de ses autorités ottomanes, c'est la promptitude presque instantanée avec laquelle les massacres ont cessé quand les six ambassadeurs, révoltés de ces scènes épouvantables, se décidèrent enfin à remettre au gouvernement du sultan une note ouverte, exigeant la fin de la tuerie. Je ne connais pas les termes

de cette note ; mais elle parut sans doute singulièrement inquiétante, car aussitôt le massacre s'arrêta, les soldats ayant reçu l'ordre de ne plus tirer, et la police ayant retiré les bâtons des assommeurs. (*Très bien ! très bien !*)

Voilà les faits ! Nul ne peut les contester, tous les documents publics et privés les établissent.

Et la complicité n'est pas seulement dans les massacres ! La répression ! jusqu'ici, où a-t-elle été ? a-t-on appris que ces valis, ces müsseturifs d'Anatolie, qui ont ordonné le brigandage, qui y ont assisté, impassibles et satisfait, aient été châtisés ? que le sang d'un seul d'entre eux ait payé pour celui des milliers de victimes égorgées avec leur connivence ?

Non ! pas un seul n'a été même réprimandé. En revanche, les plus coupables, les plus compromis sont traités avec faveur, récompensés, quelques-uns même appelés à Constantinople et comblés d'honneurs ! En revanche, aussi, ceux qui ont fait à peu près leur devoir, qui ont essayé de résister, ont été blâmés, disgraciés, quelquefois punis plus sévèrement, et le *Temps* de ces jours derniers nous apprenait encore que le maréchal Fuad pacha, dont la courageuse conduite avait sauvé les Arméniens de Kadi-Koui, en face de Constantinople, de l'autre côté du Bosphore, venait d'être arrêté et enfermé en prison !

Ah ! il est vrai, on a fait des enquêtes, des perquisitions, des arrestations ! Mais chez qui a-t-on perquisitionné ? qui a-t-on arrêté, mis en prison ? Les Turcs, les incendiaires, les pillards ? on s'en est bien gardé : on a perquisitionné chez les Arméniens, on les a arrêtés en masse, on les arrête tous les jours, on les jette dans des prisons malsaines, étroites, où ils sont entassés dans le plus affreux dénûment, livrés au froid, à la nudité, soumis à des tortures dont les lettres publiées par les journaux donnent d'effroyables récits. Et pendant qu'on institue de prétendues commissions d'enquête, d'une partialité si publiquement dénoncée d'avance, que les hommes honnables refusent d'y siéger, on embarque par centaines les Arméniens qu'on n'arrête pas, on les transporte de Constantinople en Asie où ils vont retrouver la mort et la misère. Quant aux autres, ceux qui peuvent, ils émigrent et s'en vont par bandes misérables chercher un asile en Grèce, en Bulgarie, en Macédoine, partout où on veut bien les accueillir : c'est l'exode lamentable d'un peuple sans foyers et sans espérance. (*Très bien ! très bien !*)

Voilà la répression !

Et, pour se justifier de toutes ces horreurs, on envoie dans les villes d'Anatolie des fonctionnaires spéciaux qui, par la menace, par la terreur et la torture, arrachent aux malheureux débris de la population massacrée des déclarations écrites où ils reconnaissent que les Arméniens sont les vrais, les seuls coupables, et où, par un comble d'ironie, ils adressent au sultan des remerciements pour la protection dont son gouvernement les a couverts.

Voilà la responsabilité du gouvernement ottoman.

Je ne chercherai pas à savoir quels mobiles peuvent l'inspirer ! Je ne me demande pas si les horreurs d'Anatolie et de Constantinople sont l'effet d'un plan général et préconçu et si, en face de la question arménienne, il s'est trouvé des hommes, des conseillers assez fous ou assez pervers pour concevoir et faire admettre l'odieuse pensée de la résoudre par l'extermination, par la dispersion des Arméniens, en réduisant leur pays à n'être plus, suivant le mot d'un grand-vizir, « qu'une expression géographique ».

Je n'examine pas, je ne discute pas ces accusations ! Je veux même ne pas les admettre !

Au surplus, la question n'est pas là ! Faiblesse ou complicité, plan pré-conçu ou surprise des événements, peu importe en vérité !

La question, la seule, et elle suffit à émouvoir les âmes, c'est que pendant treize mois une population tout entière a été mise en coupe réglée, avec les atrocités que vous savez, les enfants tués ou écrasés avant d'avoir vu le jour, les femmes, les filles exposées aux plus odieux outrages, comme les trois

cents malheureuses de Tamrosa, au vilayet de Kharpout, enfermées et prisonnières dans la ville, aux mains des Turcs ivres de carnage, après que tous les hommes ont été massacrés, réduites à envier, sans doute, le sort des trente-cinq jeunes paysannes de Palou qui se jettent dans le fleuve et y cherchent la mort pour échapper à leurs bourreaux, pareilles à celles de Marasch, qui se précipitent, héroïquement, d'un roc escarpé et se brisent dans l'abîme ! La question, c'est que toutes ces horreurs se sont accomplies avec la connivence d'une grande partie des autorités chargées de les réprimer ou de les prévenir, sous leur regard bienveillant et à leur signal, et que c'est là, de toute évidence, une explosion épouvantable du fanatisme musulman, dans ce qu'il a de plus absolu, de plus rétrograde, de plus violent ! Car, partout, il importe de le dire, on a tué, on a massacré, en criant : Mort aux chiens de chrétiens ! Partout, on a fait de l'abjuration, de la conversion forcée, l'accompagnement des massacres, et, quand ceux à qui l'héroïsme avait manqué pour résister aux tortures ont voulu, le péril passé, protester et reprendre leur liberté religieuse, on les a massacrés à leur tour !

Voilà la vérité. On a lâché la bride au vieil esprit turc, et je dis « le vieil esprit turc » à dessein, parce que je suis persuadé, comme M. Cochin, qu'il faut faire cette distinction, et qu'il y a en Turquie beaucoup d'hommes qui déplorent cette politique de violences, à commencer par quelques-uns des hommes d'Etat formés à l'école de ceux d'autrefois, et dont il semble bien que les conseils soient aujourd'hui dédaignés, l'autorité méconnue et l'influence repoussée.

Vous avez tous pu lire l'histoire caractéristique du cawas de l'ambassade de France : elle a été publiée partout. Une sœur garde-malade, de service chez M. Cambon, sort avec le cawas. En chemin, celui-ci lui dit : « Ah ! ma sœur, on coupe bien là-bas. — Où, là bas ? — Dans l'intérieur, en Anatolie. — Et qu'est-ce qu'on coupe là-bas ? — Des têtes de chrétiens ; je voudrais bien y être et en couper aussi ; il y a là trop de chrétiens à présent. » La sœur effrayée raconte, en rentrant, cette conversation à l'ambassadeur. Un moment après, arrive chez lui l'ambassadeur d'Autriche. « Savez-vous, lui dit celui-ci, ce que mes cawas disent entre eux ? — Oui, ils disent qu'on coupe là-bas et qu'ils voudraient bien y être pour couper aussi. » — Et l'ambassadeur d'Autriche, étonné, de dire : « C'est exactement cela ; on dit donc la même chose chez vous ? — Oui. »

Voilà, pris sur le fait, dans une anecdote caractéristique, le vieil esprit turc auquel, depuis deux ans surtout, on a laissé libre carrière en Anatolie et à Constantinople, auquel on a sacrifié, immolé près de cent mille victimes, qui sont, entendez-le bien, des clients protégés de l'Europe !

Et c'est pourquoi, au-dessus de la responsabilité du gouvernement ottoman, il y en a une autre, plus haute, plus lourde et plus grave encore, c'est la responsabilité de l'Europe, et cette responsabilité elle est dans une incertitude dix-huit ans ! (*Très bien ! très bien ! sur dirers bancs.*)

Ce n'est pas seulement l'humanité qui est en cause ici, ce n'est pas seulement la pitié qui doit parler : il s'agit de l'honneur de l'Europe, engagé envers les peuples d'Arménie, par les traités les plus solennels !

Ah ! je sais bien qu'il y a ce que j'appellerai la thèse de la rébellion arménienne. On dit : Ce sont des révoltés, des insurgés, poussés, organisés par des comités révolutionnaires ; la Turquie n'a fait qu'user du droit de répression qui appartient à tout gouvernement régulier.

Messieurs, je le dis très nettement, je réprouve de toutes mes forces les doctrines et les procédés des comités hintchakistes : j'ai lu dans les documents publiés en Angleterre des détails abominables sur leur organisation, sur leurs statuts, sur la manière dont ils entendent, par la menace, obliger tous les Arméniens à leur obéir et, par des attentats répétés, déterminer l'Europe à l'action ; je suis persuadé qu'ils font le plus grand mal à la cause arménienne, en fournissant par leurs violences un prétexte à des massacres présentés comme une répression nécessaire.

*A l'extrême gauche.* — Ces attentats sont antérieurs à la propagande des comités.

M. le comte Albert de Mun. — Permettez-moi d'aller jusqu'au bout.

Je trouve que les Arméniens n'auraient rien de mieux à faire que de séparer leur cause de celle des révolutionnaires hintchakistes et autres ; car, outre qu'ils les compromettent, ils sont aussi menacants pour eux-mêmes que pour les Turcs : témoin le placard affiché par leurs soins l'année dernière à Trébizonde, où, s'adressant aux Osmanlis, pour les entraîner dans leur parti, ils se vantent d'avoir fait périr surtout des Arméniens !

Et c'était avant les massacres de Constantinople, qui ont été pour les Arméniens une leçon de choses assez cruelle. Ce jour-là, les seuls — et cela mérite d'être signalé — les seuls qui aient reçu une protection efficace sont précisément les envahisseurs de la Banque ottomane. Et j'imagine que lorsque les dix-sept survivants ont été transportés en sécurité à bord de la *Gironde*, ils ont dû faire, en se trouvant sains et saufs, pendant qu'on entassait les victimes dans les rues de la ville, de douloureuses réflexions sur le sort affreux dont leur attentat avait été le prétexte pour leurs compatriotes.

Et ce n'est pas seulement en fournissant un prétexte aux massacres que les comités révolutionnaires font du mal, c'est aussi en compromettant la cause arménienne devant l'opinion publique dont elle a besoin, et devant l'Europe à laquelle on demande de la soutenir.

Mais, messieurs, la folie, le crime même des uns ne justifient pas la barbarie des autres ; et, d'ailleurs, il faut envisager la question dans toute sa sincérité. Les Turcs n'ont pas attendu la formation des comités hintchakistes pour commencer les violences, et on avait le droit, tout à l'heure, en m'interrompant, de faire entendre que l'organisation révolutionnaire a été une riposte plutôt qu'une provocation.

Et puis enfin, messieurs, rébellion, c'est bientôt dit ! Mais les Grecs aussi ont été des rebelles en 1822, au temps où la France se soulevait d'horreur en apprenant les massacres de Chio ! Et combien d'autres après eux ! Est-ce que tous ces peuples successivement détachés de l'empire ottoman, et les Serbes, et les Bulgares, n'ont pas été des rebelles avant de former des Etats indépendants et d'entrer dans la famille européenne ? Trouvez-vous vraiment bien extraordinaire que les Arméniens, exposés à toutes les souffrances, persécutés de toutes manières, soient tentés par tant d'exemples récents et par cet encouragement répété de l'histoire contemporaine ?

Oui, il y a eu des révoltes ! il y en a eu à Talori, dans le Sassoun, qui ont entraîné les premiers massacres ! Il y en a eu à Zeitoun aussi, qui ont été pour les Arméniens un exemple et un encouragement nouveau. Et pourquoi y avait-il des révoltes ? Il y faut une explication autre que la tardive pression des comités. Les Arméniens sont un peuple doux, pacifique, laborieux, qui n'a pas d'habitudes guerrières ; pourquoi essaye-t-il de se révolter ? Mais, vous le savez bien, on vous l'a dit : c'est que la position de ces malheureuses provinces est intolérable ; c'est que, non seulement elles ont affaire à des voisins pillards et barbares, mêlés à leur population, à leur vie de chaque jour, Kurdes, Lazes ou Tcherkesses qui ont reflué sur le sol arménien à mesure que leur territoire était annexé à la Russie et qui, là, vivent de rapt et de brigandage. Les provinces d'Arménie ont à subir les effets de ce terrible voisinage ; elles ont encore à supporter tout le poids d'une administration qui fait peser sur elles toutes les duretés, toutes les vexations, toutes les inégalités : le chrétien y est envisagé comme un paria ; son témoignage est sans valeur contre celui d'un musulman ; il paye au fisc non seulement un impôt foncier établi sur la valeur du sol, dont l'estimation est abandonnée aux fantaisies des traitants chargés de le percevoir, mais, en outre, le huitième de sa récolte, après moisson faite, augmenté de tous les huitièmes supplémentaires qu'il plaît aux agents plus ou moins officiels de s'attribuer ! Et puis, il y a l'impôt d'hospitalité, qui oblige le cultivateur arménien à

recevoir sous son toit tous les voyageurs turcs ou kurdes, et vous savez sans que j'aie besoin de le dire ce qu'est cette hospitalité et jusqu'où elle peut aller. Et je ne parle pas de tous les impôts de vexation que prélève, sans aucun recours possible, la rapacité des kurdes.

Voilà la situation des provinces arméniennes.

Tout cela est public ; ce ne sont pas seulement des écrivains anglais, comme M. Malcolm Mac Coll, qui le rapportent : on pourrait les accuser d'exagération ; ce sont tous ceux qui ont écrit sur l'Arménie après l'avoir visitée et ceux mêmes qui sont portés à juger les Arméniens assez sévèrement et l'administration ottomane avec beaucoup de faveur.

J'ai vu des Arméniens, j'ai causé avec eux, j'ai écouté leurs récits ; ils m'ont paru très calmes et très mesurés. L'un d'eux m'a dit : Monsieur, j'ai voyagé dans les six provinces, il y a quelques années, bien avant les massacres ; j'ai vu, de mes yeux vu, les Turcs installés chez les habitants, les chassant de leur logis et s'y installant en maîtres, et les cultivateurs abandonnant toute leur récolte aux traitans pour acquitter la taxe, et un jour un pauvre paysan, dont la moisson était insuffisante, inondé de pétrole et brûlé vif par les agents du fisc. Il ajoutait : Ce sont des faits courants. Quand on nous tue en masse, on en parle un peu ; mais quand on nous tue individuellement, on n'en parle pas.

Eh bien, que voulez-vous que fassent, que voulez-vous que pensent des hommes soumis à un pareil régime ? Quoi ? qu'ils se défendent ? Mais les Turcs ont pris soin de les désarmer par mesure administrative, en même temps qu'ils ont armé leurs exploiteurs et leurs bourreaux !

Il y a bien l'exemple de Zeitoun : et apparemment, la rébellion n'a point semblé aux gouvernements de l'Europe aussi criminelle que le prétend la Turquie, puisqu'elle est intervenue en faveur des rebelles.

C'est une histoire très frappante, et très instructive aussi, que celle de cette petite population, retranchée, comme dans un nid d'aigle, sur ce rocher perdu dans le Taurus de Cilicie, forceant à se rendre une garnison turque, composée de soldats d'élite, puis maîtresse de la place, tenant tête aux troupes régulières qui viennent l'assiéger, et se défendant avec tant d'énergie qu'à la fin l'Europe, touchée, est intervenue et a obtenu pour les habitants de Zeitoun, avec une honorable capitulation, la faveur d'un statut spécial. Un statut spécial, comme au Liban ! Mais c'est précisément ce que demandent toutes les provinces d'Arménie, qui ne peuvent pas faire comme à Zeitoun, parce qu'elles n'ont pas d'armes et parce qu'il n'y a pas partout des forteresses naturelles, mais qui ont droit au même traitement.

Elles le demandent à l'Europe, et l'Europe a le droit, le devoir de le réclamer, de l'exiger pour elles, parce qu'elle a pris solennellement l'engagement de le faire.

L'article 61 du traité de Berlin est formel : La Porte a promis d'introduire dans l'administration de ses provinces, notamment des provinces d'Arménie, des réformes sérieuses, efficaces et promptement accomplies ; et, de cette promesse, si souvent proclamée, toujours si mal tenue, renouvelée du hatti-chérif de Gulkhané, du hatti-houmâïoun de 1857, l'Europe — et la France était assise dans ses conseils — s'est portée garante en s'engageant à en surveiller l'exécution par ses délégués.

Dix-huit ans ont passé depuis le traité de Berlin ? Qu'a-t-on fait ? où sont les promesses ? où les réformes ? où la surveillance et le contrôle de l'Europe ? Tout s'est évanoui : il ne reste que les abus perpétués et les souffrances accrues par le temps et l'impunité !

Et depuis deux ans, depuis les massacres de Sassoun, depuis les premières échauffourées de Constantinople, qu'a-t-on fait ? On a négocié ; mais, qu'a-t-on obtenu ? On a bien pu, avec beaucoup de peine, faire admettre dans le Bosphore les deuxièmes stationnaires ! On a bien élaboré des projets de réforme ! On a arraché, au mois d'octobre 1893, une nouvelle, une centième promesse au sultan ! Et puis ? Rien ne s'est fait, on emprisonne, on déporte

les Arméniens, ou va peut-être demain reprendre la série des massacres, un moment interrompus ?

Et l'Europe se fait !

Oh ! j'ai été très touché, assurément, très ému par les cris d'humanité qui ont retenti de l'autre côté de la Manche ! Les meetings de Chester et de Londres ont été des manifestations de superbe indignation ! La voix puissante du vieil et illustre homme d'Etat de l'Angleterre libérale n'a jamais retenti avec plus d'éclat !

Je rends à ces grands sentiments l'hommage qu'ils méritent : mais la position des Arméniens, l'amélioration de leur sort, n'ont pas fait un pas de plus. Peut-être ont-elles reculé.

Oui, elles ont reculé, je n'hésite pas à le penser, parce que ces sympathies bruyantes ont été contre leur but, qu'elles ont paru, peut-être à tort, cacher des arrières-pensées inquiétantes et éveiller, par là, d'inévitables, de justes méfiances (*Applaudissements sur divers bancs*), et qu'elles ont ainsi retardé, compromis l'œuvre même d'affranchissement que, très sincèrement, je n'en doute pas, elles voulaient provoquer.

Je regrette que les Arméniens n'aient pas entendu s'élever, en Europe, une voix plus calme et plus mesurée pour leur inspirer la confiance dont ils ont besoin. (*Marques d'assentiment.*)

L'Angleterre, d'ailleurs, a compris le danger d'une agitation trop passionnée : elle a un trop grand souci de la paix européenne, un trop juste sentiment des réalités pour s'être laissé emporter au delà des limites, et le langage de ses hommes d'Etat, de lord Rosebery, de sir Michael Hicks Beach, a été le témoignage de sa sagesse.

Il faut s'en féliciter, car c'est un grand pas vers la solution impatiemment attendue.

Messieurs, je dis la solution, et ce n'est pas le mot propre : ce n'est pas ce que j'attends, ce que je demande au Gouvernement ; je devrais dire l'arrangement.

Car je ne crois pas beaucoup, je l'avoue, à la solution de la question arménienne, parce qu'elle n'est pas une question isolée, mais un élément, un incident de cette vieille et redoutable question d'Orient, toujours présente sur le Bosphore, alors même qu'elle paraît reculer vers les extrémités asiatiques, toujours posée devant l'Europe, tantôt endormie dans un oubli passager, tantôt réveillée par le bruit soudain d'un fragment détaché du vieil édifice, et qui demeure, quoi qu'on fasse, l'énigme de l'avenir, que les hommes d'Etat d'aujourd'hui peuvent bien méditer, mais dont il leur est, je pense, interdit, par l'expérience du passé et les obligations du présent, de hâter, j'ose même dire de rêver la solution. (*Très bien ! très bien !*)

Quoi qu'on pense de l'empire ottoman, de son existence et de sa durée, qu'on l'appelle, suivant des mots célèbres mais qui, après tout, n'ont été que des mots, un péché ou un châtiment, il est là. Et quelque ironie qu'il puisse y avoir à le dire, en face des royaumes et des principautés formés de ses débris, son intégrité reste, aujourd'hui comme il y a cinquante ans, qu'on s'en félicite ou qu'on s'en afflige, la nécessité de l'Europe, plus évidente, plus pressante que jamais, parce qu'elle est la garantie de la paix. Il faut la soutenir loyalement, sincèrement, et la France a trop et de trop graves raisons d'être attaché à cette politique pour ne pas lui rester fidèle en Asie-Mineure, comme à Constantinople, comme sur les bords du Nil. (*Très bien ! très bien !*)

Mais cette intégrité, garantie par les traités, par le respect de la paix universelle, par les intérêts de l'Europe, et si on le veut, par des rivalités qu'on peut bien déplorer, qu'on peut même flétrir en termes éloquents, mais qu'enfin il n'est au pouvoir de personne de faire évanouir, cette intégrité, elle a une conséquence, un corollaire nécessaire, qui est la condition même de son maintien : c'est la sécurité pour les habitants de l'empire, particulièrement pour ceux dont la race, dont la religion, ne sont pas celles de ses

maitres, c'est la justice dans l'administration des provinces où ils sont répandus. (*Applaudissements.*)

Voilà les termes de l'espèce de contrat qui lie l'Europe à l'empire ottoman. Quand il est violé, elle a le droit, elle a le devoir d'intervenir pour en rappeler et en maintenir les clauses ; et nous avons, nous, le droit de nous plaindre quand elle ne le fait pas avec une suffisante énergie. (*Applaudissements.*)

J'ai lu, j'ai entendu des protestations contre ce droit d'intervention ! On a dit : « Mais la Turquie est maîtresse chez elle, comme vous l'êtes chez vous. De quel droit prétendez-vous vous mêler de son gouvernement intérieur ? »

Messieurs, l'objection est vaine : elle tombe d'elle-même devant les faits séculaires, devant les traités vingt fois renouvelés, le vœu des populations, et — tant est grande l'évidence des situations — devant celui du sultan lui-même qui l'a invoquée constamment, qui s'en couvre comme d'une protection toutes les fois que sa souveraineté est menacée par des entreprises inquiétantes, qui l'a réclamée, pour mettre fin à la résistance de Zeitoun, qui l'acceptait, hier, pour l'île de Crète.

Et puisque je parle de l'île de Crète, je voudrais saisir cet exemple, en rendant un très sincère et très patriotique hommage à l'heureuse et énergique initiative prise dans cette affaire par M. le ministre des affaires étrangères, pour y faire de nouveau un confiant appel à l'occasion des événements d'Arménie. (*Très bien ! très bien !*)

Sans doute les situations ne sont pas les mêmes, ni au point de vue géographique, ni au point de vue ethnographique. C'est pourquoi — je l'ai dit à ceux qui sont venus, lorsque j'ai annoncé l'intention de prendre part à ce débat, m'exposer les souffrances des Arméniens et aussi les aspirations de quelques-uns d'entre eux — c'est pourquoi je crois que c'est se placer sur un mauvais terrain, c'est offrir à la population arménienne une dangereuse illusion que de parler d'une Arménie autonome.

Je comprends très bien que l'idée en naîsse dans des coeurs meurtris et tentés par l'exemple ; mais, sans entrer dans les discussions de statistique que soulève le chiffre de la population arménienne, sans parler des obstacles, probablement insurmontables, que rencontrerait le groupement en une seule nation des éléments répandus, en proportions très inégales, entre le Taurus, l'Ararat et la mer Noire, et de la position spéciale de ce plateau d'Arménie, ouvert par les grands fleuves qui en découlent à l'invasion de tous les peuples voisins, sans entrer dans le détail de cette question si complexe, qui ne voit, par un regard sur la carte et un moment de réflexion, les difficultés internationales que soulèverait, sans aucun doute, une telle proposition, ne fût-ce qu'en songeant à ces centres arméniens établis sur le versant septentrional de l'Ararat, parmi lesquels réside le catholicos d'Etchmiadzin, patriarche suprême de la nation, et qui font, aujourd'hui, partie de l'empire moscovite ?

La situation est donc bien différente, je le reconnaiss, de celle de l'île de Crète. Mais là aussi cependant il s'agissait d'une rébellion, et d'une rébellion motivée comment ? toujours par les mêmes causes. On avait violé le pacte d'Halipa conclu en 1878 avec les chefs candiates, consacré, comme toutes les promesses du gouvernement ottoman, par la garantie des puissances. Les Candiates se sont soulevés, des massacres ont eu lieu à la Canée et l'insurrection de Crète est venue troubler l'Orient et inquiéter l'Europe.

Vous êtes intervenu. M. Cambon, notre ambassadeur à Constantinople, et M. Blanc, notre consul à la Canée, vous ont secondé avec une énergie qui mérite l'expression d'une publique reconnaissance, et le concert européen, qui paraissait éteint ou singulièrement assoupi, s'est ranimé pour imposer à la Porte les conditions de la paix.

Or, cette œuvre salutaire, vous l'avez accomplie, d'accord avec la Russie, offrant ainsi au monde atterrifié, sur un point de cet Orient où rien n'est secondaire, où rien n'est sans importance, l'exemple de ce que pouvait, pour

la paix et la justice, l'entente des deux grandes nations qui allaient, deux mois plus tard, sceller ici leur amitié dans une inoubliable rencontre. (*Vifs applaudissements.*)

Eh bien, ce que vous avez fait pour l'île de Crète, je vous demande de le faire pour l'Arménie.

Ne me demandez pas de préciser la forme de l'arrangement que je désire : je n'ai pas les éléments nécessaires pour le faire. Mais les projets, les modèles, les précédents ne manquent pas ! Qu'on prenne le statut du Liban, la convention de Zeitoun, celle de la Crète ; qu'on cherche dans la nomination des gouverneurs, dans l'organisation de la gendarmerie et des tribunaux les garanties indispensables ! Mais, quoi qu'on fasse, qu'on fasse vite et qu'on aboutisse ! Il y a tout un peuple qui souffre et qui attend ! (*Nouveaux applaudissements.*)

La France, messieurs, a, dans cette œuvre de justice, un rôle particulier et des raisons spéciales de parler avec autorité. Je pourrais vous rappeler qu'une partie des épargnes de la nation est engagée dans les affaires financières de la Turquie et que, si la prudence est nécessaire pour ne pas les compromettre, l'énergie est peut-être le meilleur moyen de les sauvegarder. Je pourrais vous dire que la France est de toutes les nations de l'Europe celle qui, par sa position, peut être le moins suspectée de chercher, dans les affaires d'Orient, une occasion d'étendre la main sur des territoires nouveaux, et qu'ainsi elle a plus de facilité qu'aucune autre pour se faire entendre et écouter. (*Applaudissements.*)

Je pourrais, aussi, — et j'avoue que c'est un argument qui me paraît singulièrement pressant, — je pourrais faire appel à notre antique renom de chevaleresque générosité, vous dire que la France a grandi dans le monde en s'offrant au service des nobles idées, à la défense des faibles et des opprimés, et que, si c'est une politique quelquefois accusée de vaine légèreté, c'est elle cependant qui tourne vers nous, par un invincible attrait, les regards et les bras de tous ceux que pressent l'injustice et la persécution. Et, si cela est vrai partout, combien plus sur ce coin de terre prédestiné, confluent de trois parties du monde, dont elle a semé les rivages de souvenirs héroïques et qu'elle a si longtemps rempli du bruit de son nom qu'il était devenu la sauvegarde de toutes les nations chrétiennes ; mais, à ces motifs où vous pourriez, hélas ! accuser le sentiment de tenir une trop grande place, il s'ajoute une raison de droit et de fait qui nous oblige : c'est que, parmi les chrétiens d'Arménie, il y en a qui sont les clients particuliers de la France, ce sont les religieux latins, à quelque nationalité qu'ils appartiennent. La France a, sur eux, un droit exclusif de protectorat, établi par les anciennes capitulations, en particulier par celle de 1740, que les traités postérieurs ont confirmée et qui est toujours en vigueur dans son ensemble,

Or, le 22 novembre 1895, il y a un an, un religieux italien, le Père Salvatore, a été arraché de son couvent de Moudglouk-Derezi, près de Marasch, dans le vilayet d'Alep, emmené par la troupe et tué à peu de distance, à coups de baïonnettes, par ordre d'un colonel turc, en même temps que plusieurs Arméniens.

L'ambassadeur de France a réclamé la mise en jugement du coupable : le Gouvernement ottoman a demandé une enquête. Elle a eu lieu et, si je ne me trompe, c'est notre attaché militaire à Constantinople, M. le lieutenant-colonel de Vialar, qui a été délégué pour y représenter la France. Son rapport est certainement entre les mains du Gouvernement ; j'espère qu'on voudra bien nous le communiquer ; il sera sans doute très instructif, non seulement pour ce qui regarde le cas particulier du P. Salvatore, mais aussi pour l'ensemble de la question arménienne.

Mais je demande davantage. Voilà un an que le meurtre a été commis, cinq ou six mois que l'enquête est terminée. C'est trop, c'est beaucoup trop. La France ne peut pas accepter cette situation. Si, comme je le crois, la cul-

pabilité du colonel a été établie, quelle satisfaction avons-nous reçue, quelle sanction a été donnée à l'enquête?

Je demande à M. le ministre des affaires étrangères de nous le dire, et, si aucune sanction n'est intervenue, j'espére qu'il déclarera ici sa ferme résolution d'obtenir à bref délai un jugement réparateur.

Il y va de notre intérêt national ; car le premier, le plus grand, presque le seul, des intérêts de la France en Orient, c'est son influence (*Très bien! très bien!*), et son influence est liée au maintien de notre protectorat catholique.

S'il était permis de dire qu'un des clients, qu'un des protégés de la France a été massacré sans que justice fût faite, son autorité, sa force et le respect de son nom en recevraient une atteinte cruelle.

Cela ne peut pas être.

Je suis sûr que M. le ministre des affaires étrangères partage mon sentiment sur ce point.

Il n'y a pas ici de question générale et européenne : nous sommes seuls en cause, personne ne conteste nos droits, nous n'avons à prendre conseil de personne. Il faut agir.

Ce sera d'ailleurs — et c'est pourquoi j'ai voulu insister sur ce point en terminant mes observations, ce sera la meilleure manière de maintenir notre autorité dans le concert européen et, par l'énergie que nous mettrons à faire respecter nos propres droits, d'accroître l'influence que nous apporterons au service des intérêts communs pour la défense des autres populations chrétiennes de l'Empire ottoman. (*Applaudissements à droite et sur plusieurs bancs au centre.*)

M. Hubbard. — Messieurs, après les deux orateurs que la Chambre vient d'entendre, je lui demande la permission de me placer à un point de vue différent et de lui soumettre quelques observations sur le débat en cause. Sans doute, nul d'entre nous ne peut manquer d'éprouver une émotion profonde lorsqu'il lit dans les journaux ou lorsqu'il entend à cette tribune l'exposé de ce qu'on a appelé, à juste raison, les atrocités arméniennes, pour faire suite à ces fameuses atrocités bulgares qui ont joué dans la politique de l'Angleterre le rôle important que vous savez.

D'autre part, s'il s'agit de venir signaler à M. le ministre des affaires étrangères le cas spécial de tel ou tel protégé français, ou bien de tel ou tel religieux pouvant invoquer le bénéfice de cette protection de la France, de cette protection qui constitue pour nous un droit reconnu et qui s'est exercée de tout temps en faveur des intérêts catholiques et des intérêts latins en Orient, il est incontestable qu'aucun membre de la Chambre ne peut se séparer des honorables orateurs qui sont montés à cette tribune, lorsqu'ils sont venus demander à la Chambre de parler haut et ferme. C'est avec raison qu'ils ont rappelé au Gouvernement qu'il avait le devoir d'intervenir et de défendre des populations opprimées. Si l'interpellation doit rester dans ces limites, je n'ai, quant à moi, aucune contradiction à opposer aux solutions, d'ailleurs assez vagues et assez modestes, qui ont été proposées.

Mais la Chambre entend bien que la cause qui a été portée à cette tribune n'est pas la défense de quelques intérêts français particuliers qui auraient été lésés ; on ne s'est pas borné à recommander à M. le ministre des affaires étrangères de protéger d'une façon particulière un intérêt français déterminé et précis ; on a évoqué les griefs d'une nationalité tout entière, on est en présence d'un intérêt général extérieur et peut-être un peu différent des intérêts français. Il s'agit d'une race et d'une religion qui se débattent dans une crise terrible à travers des événements sanglants dont la presse a retenti journallement et qui aujourd'hui, enfin, trouvent leur écho à cette tribune.

Peut-être sera-t-il permis de constater avec étonnement que les honorables représentants du parti catholique dans cette Chambre ont attendu bien longtemps pour parler à l'opinion publique française, des excès, des crimes

commis contre les chrétiens en Orient, pour faire appel à cette protection que nous avons le droit et le devoir d'exercer.

M. Jules Delafosse. — J'ai adressé, l'année dernière, à M. Berthelot une demande d'interpellation, et il l'a refusée.

M. Hubbard. — La question n'avait pas ce caractère de gravité générale dans les périodes antérieures. C'est surtout en 1894-1895 que les conflits les plus aigus se sont produits en Asie-Mineure.

La responsabilité de cette aggravation progressive remonte incontestablement à l'Europe tout entière. En effet, par l'article 61 du traité de Berlin, elle a assumé l'engagement, vis-à-vis des populations arménienes, d'une série de réformes et du contrôle de la façon dont ces réformes seraient appliquées.

Mais à côté de cette responsabilité qu'on met si volontiers en cause à cette tribune, il y en a une autre qui la précède : c'est celle de l'Angleterre, sur laquelle je désire insister. Dans la convention faite en juin 1878 à propos de Chypre, elle avait promis de profondes réformes en Asie-Mineure et pris l'engagement de les arracher au Gouvernement turc, qui obéissait alors à son influence. Cet engagement, elle a essayé de le tenir, mais elle ne l'a fait qu'avec une certaine mollesse pendant l'année 1878 ; elle s'est découragée, et, finalement, elle n'a rien fait pendant les années qui ont suivi. Ensuite, elle a reveillé à nouveau les espérances par de plus vives excitations.

Eh bien ! messieurs, à quel spectacle assistez-vous à l'heure actuelle ? Quels sont les intérêts publics qui se sont émus avec le plus de vivacité en ce qui concerne l'Arménie ? Ce ne sont pas uniquement les intérêts catholiques. Il faut avouer que l'intervention catholique ne s'est pas manifestée d'une façon très énergique jusqu'ici. L'intervention la plus énergique qui se soit produite en faveur de la nationalité arménienne est incontestablement celle de l'Angleterre, dont nous venons de rappeler la longue et coupable inertie. Une partie de l'opinion anglaise s'est soulevée ; le Gouvernement anglais a essayé d'agir : il a surtout augmenté sa représentation consulaire en Arménie. Enfin, la question arménienne, rouverte avec éclat, a été exploitée par l'Angleterre et par certains hommes d'Etat anglais. Dans quel intérêt, messieurs ? Voilà, je crois, ce qu'il faut examiner dans une Chambre française ; voilà surtout ce qui nous intéresse au point de vue de la conclusion pratique de ce débat.

Je ne pense pas que les honorables interpellateurs qui posent la question devant la Chambre et qui sollicitent de M. le ministre des affaires étrangères des explications, partagent l'opinion de M. Gladstone ; ils n'ont pas profité de la liberté de notre tribune pour appeler le Sultan « le grand assassin », comme le vieil et illustre libéral anglais n'a pas hésité à le faire dans la presse de son pays.

Il n'est pas sans doute dans leur intention de coopérer à ce mouvement qui tendrait à réclamer la déposition du Sultan, — c'est bien là le but qu'on a assigné au concert européen tout entier. Vous savez avec quelle force cette proposition s'est produite, et qu'on a vite parlé d'un démembrément de la Turquie en Angleterre, dans les manifestations publiques, dans les déclarations des principaux hommes politiques.

Je ne crois pas que l'on veuille entraîner la France dans une telle politique. Je sais bien qu'au nom du sentiment, au nom de la confraternité religieuse, au nom du souvenir des luttes qui ont été soutenues autrefois, on essaye peut-être, dans une partie de l'opinion française, d'amener la France à une intervention en Turquie, qui pourrait aller jusqu'à ces conséquences. Vous savez que des Comités arméniens se sont formés partout. Il y en aussi en France. J'ai là sous les yeux les publications populaires de ces Comités. On ne craint pas d'invoquer le Dieu des batailles chrétiennes, on le prie de se lever et de venir au secours de cette nationalité, de cette religion opprimée ; on reprend le vieux cri des croisades « Dieu le veut » avec une violence, avec une ardeur exactement semblables à celles que nous constatons en Angleterre.

Il est donc certain, messieurs, qu'il n'y a point seulement en cause des martyrs individuels ni même des souffrances collectives d'une nationalité opprimée, dans ce qui se passe en Arménie. Il n'est point douteux que ces Comités anglo-arméniens, dont le rôle dans la politique anglaise est si connu, qui notamment ont avec le parti libéral anglais des rapports étroits, se sont proposés depuis longtemps un but politique, très clair et très certain : ils veulent provoquer pour l'Arménie un mouvement semblable à celui qui s'est produit pour la Bulgarie, ils visent à constituer pour la nationalité arménienne un Etat indépendant, en Asie-Mineure, sur les frontières de cette Arménie russe dont on parlait tout à l'heure.

Vous le savez, messieurs, on est allé jusqu'à proposer ouvertement dans la presse anglaise un projet de partage ; la personne qui a fait cette proposition n'est pas un simple publiciste n'engageant que lui-même, c'est l'ancien secrétaire général du grand patriarcat arménien, le même qui fut délégué à la Conférence de Berlin pour soutenir les intérêts arméniens, le même qui plus tard — je vous signale la transformation — a porté en Angleterre le siège de son secrétariat. Cet Arménien est allié avec les hommes politiques anglais, c'est lui qui mène la campagne politique. Il s'agit donc d'un personnage qualifié pour indiquer quelles sont les visées de sa nation et de son chef le patriarche.

Nous pouvons donc considérer ses propositions comme les aspirations véritables des clients dont on prend aujourd'hui la généreuse défense devant la Chambre.

Qu'a-t-il proposé ? Que l'Arménie, à titre de transaction, bien entendu, fût occupée d'un côté par la Russie dans les six vilayets qui l'avoisinent et, d'un autre côté, par l'Angleterre, dans les deux provinces qui sont en face de l'île de Chypre, et qui constituent l'Arménie cilicienne. C'est ce partage de l'Arménie entre l'Angleterre et la Russie qui est indiqué comme le but pratique à atteindre, à défaut d'un Etat autonome, afin de protéger efficacement la population arménienne, qui vit dans toutes ces régions au milieu d'une forte majorité de musulmans. La Chambre des députés de France ne saurait perdre de vue, quand on l'appelle à prononcer sur ces questions, que telle est l'arrière-pensée et le but final de tant d'agitations politiques.

Quelqu'un peut-il soutenir qu'il est de l'intérêt de la France de prêter la main à la réalisation d'un semblable projet ? Je ne le crois pas et c'est pourquoi je signale à la Chambre le péril qu'il y aurait à favoriser de telles interventions en invoquant nos droits généraux de protection des chrétiens d'Orient, tout en déplorant la situation lamentable des Arméniens et en provoquant la répression des excès certains auxquels ont pu se livrer les autorités turques sur tel ou tel point de l'Asie-Mineure. La Chambre ferait bien, me semble-t-il, l'agir avec une grande circonspection. Il faut bien se rendre compte que l'intérêt anglais est étroitement lié à l'intérêt arménien. L'Angleterre a essayé de transformer le conflit élevé entre le Sultan et l'Arménie et d'en faire un conflit entre le Sultan et l'Europe, avec l'arrière-pensée de retrouver à Constantinople toute l'influence dont elle pouvait jouer autrefois auprès des chefs du Gouvernement ottoman.

Je pense que la question à cet égard est posée d'une manière assez nette devant la Chambre française, et qu'au moment du vote chacun de nous pourra refléchir aux conséquences d'une manifestation excessive. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

Quant aux moyens d'action, j'ajoute que, en ce qui me concerne, je n'ai point trouvé dans les discours des interpellateurs l'indication d'une solution quelconque. Mes honorables collègues se sont bornés à apporter à cette tribune les plaintes très légitimes, les indignations que toute âme française, et par conséquent généreuse, a pu ressentir au triste récit des faits matériels qui se sont passés. Mais comment pensent-ils que le ministre des affaires étrangères puisse donner satisfaction aux réclamations légitimes qui se sont

fait jour en faveur des réformes et de la justice? Voilà ce qu'ils ont complètement laissé de côté.

A cet égard, il est permis de se demander si cet appel constant à l'Europe que nous avons entendu tout à l'heure est le moyen le plus politique, le plus sûr et le plus conforme aux intérêts français.

L'Europe, depuis le traité de Berlin, est demeurée parfaite indifférente, inactive. On a qualifié son attitude tantôt d'odieuse, tantôt de ridicule, — c'est, je crois, le mot de M. Gladstone. — Pourquoi? Il est facile de le comprendre. La cause en est due à l'équilibre des intérêts opposés engagés dans la question.

La Chambre sait à merveille qu'à la suite de la guerre de 1878 entre la Russie et la Turquie, des territoires plus particulièrement composés de populations musulmanes et arméniennes ont été réunis à la Russie. Désormais le centre de gravité, comme le dit Elisée Reclus, de la nation arménienne se trouve placé en territoire russe, au pied même du mont Ararat. A la suite de cette guerre, il s'est produit un mouvement d'émigration réciproque très important: d'une part, les Arméniens en grand nombre se sont réfugiés en Russie; d'autre part, les Musulmans kurdes et lazies quittant la Russie ont gagné le territoire turc; de là une aggravation sérieuse de la situation faite aux Arméniens en Turquie; ils ont diminué en force et ont vu leurs adversaires devenir plus nombreux et plus ardents.

On le voit, la puissance la plus directement intéressée à se préoccuper de l'agitation arménienne est celle-là même à laquelle faisait appel M. Cochin; c'est celle dont l'action parallèle a été invoquée à différentes reprises par M. le ministre des affaires étrangères à cette tribune. Il n'est pas douteux que la France se trouve placée entre les aspirations et les manifestations trop visibles de l'opinion anglaise, et, d'autre part, les intérêts directs et précis de la puissance russe. On nous présente cette dernière comme une alliée certaine et constante. Dans ces conditions, la France ne peut pas s'en remettre au concert européen. Il est trop clair que les intérêts divers se balanceront et finalement se résoudront dans l'inaction. Qu'elle suive donc nettement une politique d'entente étroite, une véritable politique d'alliance! Qu'elle cherche la solution de la question arménienne en mettant à profit l'action commune du nouveau groupement franco-russe dont les louanges retentissent chaque jour dans notre presse; qu'elle donne enfin à cet accord une forme plus précise!

Je crois que la France, en suivant cette politique d'alliance et d'entente, reconquerra une influence efficace dans l'Empire ottoman. Elle affirmera une fois de plus ce qu'on proclamait tout à l'heure encore, c'est que l'intégrité de la Turquie reste aussi un des points fixes de la politique française en Orient. L'action de la France reprendra dans ce pays l'importance qu'elle a eue autrefois et qui a pu à certains moments subir une diminution notable. Il faut bien que l'amitié inalterable dont on a parlé entre la France et la Russie se traduise par une attitude réciproque de confiance, d'entente et d'action, par des résultats tangibles.

Je pense — et j'espère que M. le ministre des affaires étrangères le déclarera — que dans les pourparlers auxquels ont donné lieu les récents événements telle a été l'attitude qui a été prise par le Gouvernement français. Tout le monde a dans le souvenir les négociations qui se sont poursuivies relativement, à l'affaire des stationnaires. Peut-être avait-on donné trop d'importance à l'introduction dans le Bosphore de deux simples avisos, en leur attribuant une pensée de manifestation au nom des intérêts de l'Europe. Quoi qu'il en soit, le Gouvernement turc s'y était refusé constamment, jusqu'au jour où l'ambassadeur de Russie s'est joint à celui de la France pour faire cesser la résistance du Sultan. Il est devenu ainsi très apparent que l'ancienne et permanente tutelle britannique pouvait être remplacée à Constantinople par l'action simultanée de la Russie et de la France.

Messieurs, cette politique de confiance vis-à-vis de la France de la part de la Russie, cette action parallèle, on a indiqué tout à l'heure qu'elle devait avoir pour la France certains avantages, on a dit fort justement que l'amitié de la France devait avoir des charges; il est permis de se demander, au cours de cette interpellation sur les affaires d'Arménie, si véritablement c'est dans l'Asie-Mineure et dans l'Empire d'Orient que doivent se réaliser ces avantages, et si c'est là qu'apparaîtront ses conséquences immédiates.

Il semble que si la France doit protéger les chrétiens opprimés et relever la justice en Orient au moyen de réformes dans l'administration turque, ce n'est pas cependant en Asie-Mineure qu'elle doit placer les charges attachées à son amitié.

Sans parler de la politique continentale, il y a en Afrique, dans une autre partie des possessions du Sultan, des intérêts plus directement français. Le Nil et l'Egypte doivent primer l'Arménie dans nos préoccupations; si des compensations doivent être cherchées au concours que nous prêterons nous-mêmes en Asie-Mineure, c'est de ce côté que la France peut s'efforcer de les obtenir.

Mais, messieurs, n'êtes-vous pas frappés de ce fait que c'est précisément au moment où les réclamations de la France, en ce qui concerne l'exécution des engagements de l'Angleterre pour l'évacuation de l'Egypte deviennent plus foncées et plus pressantes, que se dressent des difficultés aigues sur un autre point de l'Empire ottoman. On voit se multiplier les révoltes et les attentats de toute sorte, on voit éclater l'incendie, le feu qui couvait, je le veux, sous la cendre; ne semble-t-il pas qu'il y ait là une véritable diversion destinée à détourner l'attention et à favoriser par tous les moyens de la violation des engagements pris? (*Très bien! très bien! à l'extrême-gauche.*)

Messieurs, je n'aperçois rien de contradictoire entre cette attitude de la France que j'indiquais tout à l'heure — cette entente, cette alliance, pour défendre au besoin le Gouvernement turc menacé par des personnes intéressées à le voir disparaître — et l'effort de la France pour persuader à ce Gouvernement qu'il faut qu'il se réforme lui-même.

On l'a expliquée avec raison : le Gouvernement turc n'est pas, je crois, voué nécessairement à ce fanatisme abominable qui domine dans l'esprit d'un certain nombre de vieux Turcs; l'influence de la France et de la Russie peut être assez forte à Constantinople pour obtenir, sans recourir même à une Conférence de toutes les puissances, des résultats pratiques en ce qui concerne la réforme des lois, l'organisation et l'administration de ces pays. (*Très bien! très bien!*)

On l'a rappelé : il suffit pour la gendarmerie, pour les Tribunaux, pour la levée des impôts, de faire un certain nombre de réformes et d'améliorations, analogues à celles qui ont été résolues pour la Crète; ces améliorations ont été déjà signalées après 1878 par les puissances et par l'Angleterre, elles réaliseraient en Asie-Mineure une œuvre d'humanité et de justice, cela ne sera pas pour les Arméniens l'indépendance, l'autonomie rêvées; cela ne sera pas la constitution d'un Etat-tampon; cela ne sera pas non plus l'ouverture du partage ou du démembrement de l'Empire turc, et ce ne sera pas seulement une de ces mesures, un de ces remèdes dont parlait M. de Mun, qui consistent à faire durer *l'homme malade* le plus longtemps possible.

Cet objectif restreint ne peut pas nous suffire : nous devrons poursuivre d'autres satisfactions; il conviendra de signaler d'une façon urgente au Sultan lui-même ses droits dans cette vallée du Nil qui, juridiquement, lui appartient toujours. On sait quel état de fait, illégitime et illogique, elle essaie d'y éterniser au mépris de la souveraineté ottomane. On comprend facilement pourquoi elle dénonce et veut détrôner un Sultan qui n'est pas assez docile à ses intentions et à ses vues. Nous avons la possibilité de réveiller contre elle les revendications du souverain légitime de l'Egypte, et ces questions-là, à mon sens, priment les intérêts de second ordre attachés à la question arménienne. (*Très bien! très bien!*)

Je crois que si une question de politique extérieure avait dû être soulevée pour demander à M. le ministre des affaires étrangères des paroles fermes et nettes en faveur d'une intervention plus énergique, elle aurait dû plutôt porter sur le sort de cette autre partie de l'Empire ottoman qui a été abandonnée entre les mains des Anglais et qui, précisément au moment où elle se relève, est engagée une fois de plus dans une aventure comme la conquête du Soudan.

La Chambre, après ces observations, estimera peut-être que dans l'ordre du jour qui doit intervenir, il y a lieu d'indiquer au Gouvernement cette politique d'alliance et d'entente. M. le ministre des affaires étrangères pourrait saisir l'occasion de ce débat pour préciser un peu ce que l'on peut attendre de cette inaltérable amitié, de cette fraternité d'armes trop peu définie encore. Il n'est pas acceptable de faire dans ce pays une politique et une diplomatie mystérieuses en n'indiquant jamais les résultats que l'on se propose. (*Très bien! très bien! à l'extrême-gauche.*) Nous avons entendu à cette tribune le Gouvernement déclarer que les récentes fêtes étaient de nature à augmenter sa force et son autorité. Je pense qu'il voulait parler de sa force et de son autorité au dehors, car lorsqu'il s'agit de la force et de l'autorité d'un Gouvernement au dedans, ce n'est jamais à l'étranger, quel qu'il soit, qu'il faut demander un point d'appui. (*Très bien! très bien! sur les mêmes bancs.*)

Pourquoi le Gouvernement nous laisse-t-il dans l'ignorance absolue de ses actes diplomatiques sur des points aussi importants? C'est dans les documents d'une puissance voisine qu'il faut se résigner à chercher les renseignements pour démêler l'attitude de nos représentants. Le Parlement est laissé sans information. Il a été tenu à l'écart au moment de la visite du Tsar; il a fallu que le président de la Chambre, dans son allocution lors de l'ouverture de la session, rappelât lui-même, devant la représentation nationale tout entière, les paroles qui ont été échangées entre l'Empereur de Russie et le Président de la République française; et, si l'on cherche au *Journal officiel* la trace de ces manifestations presque solennelles, on ne trouve qu'une phrase incidente, entre des présentations de fonctionnaires et un discours ministériel... (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*) La Chambre admettra que tout cela est fâcheux. Il est de meilleur augure pour nos discussions de donner, à cette tribune, quelque place aux préoccupations de politique extérieure et d'avoir pris l'habitude, que les peuples libres doivent conserver avec soin et augmenter s'il est possible, d'exprimer franchement ce qu'ils pensent, avec la plus complète liberté.

Je crois que M. le ministre des affaires étrangères répondrait certainement au sentiment public si, dans le discours qu'il prononcera à cette tribune, il voulait bien compléter les indications si vagues qui ont été données jusqu'à présent.

On l'a dit avec raison, dans la politique extérieure tous les points se touchent, aucun d'eux ne peut être traité tout à fait séparément. Je crois que vouloir ramener une question de politique extérieure sur la question arménienne, au seul fait des excès relevés par les Commissions d'enquête, s'inquiéter de la punition ou de la récompense de tels ou tels fonctionnaires, c'est prendre une lorgnette singulièrement petite pour envisager un panorama aussi vaste; j'estime que vouloir ramener les rapports de la France avec l'Empire ottoman purement et simplement à la question religieuse, à la protection de la chrétienté et rappeler les souvenirs des autres siècles, c'est se placer à un point de vue qui n'est pas le nôtre et négliger la perspective en face de laquelle notre pays se trouve véritablement placé.

Nous n'avons pas, en Afrique, en Orient, dans l'Empire turc, l'unique préoccupation de protéger les catholiques; nous devons avoir également à cœur d'y développer l'influence française; nous ne devons pas songer à lutter systématiquement contre la religion musulmane, mais nous conduire en nation qui compte un nombre considérable de musulmans sur ses terri-

toires. La France n'entend certes pas protéger une religion particulière ; ce qu'elle désire aussi bien chez elle que chez les autres, dans la mesure du possible, c'est un régime d'égalité et de justice pour tous sans distinction de races, sans distinction de religions. (*Très bien! très bien! à gauche.*)

Certainement, dans l'empire turc, dans tous les pays musulmans, la difficulté c'est que la religion et la nationalité sont intimement unies. C'est un exemple qu'on devrait avoir toujours sous les yeux, des périls qu'il y a pour les peuples à confondre les institutions religieuses et les lois civiles. (*Très bien! très bien! à gauche.*)

Oui! c'est là qu'est le péril pour l'Orient : en Orient, il n'y a pas de citoyens du même pays, de la même nation obéissant à une loi commune ; il y a des sectateurs de telles et telles religions, des représentants de telles et telles races, qui vivent, juxtaposés, mais hostiles, sous des législations différentes suivant leurs origines.

Eh bien! la France ne doit pas favoriser un semblable état de choses ; elle doit se prêter à une politique toute différente, faciliter l'évolution complète de cet Empire, s'il est possible. C'est ainsi qu'elle grandira véritablement son influence.

La protection de la France, messieurs, ne doit pas être réservée aux missionnaires, aux couvents, aux églises de l'Orient ; elle doit leur être assurée en vertu de ses devoirs traditionnels, mais elle doit avoir aussi pour objectif de sauvegarder les intérêts pratiques français. Développer à tous les égards le commerce et l'industrie de nos nationaux, tel doit être le résultat, tangible pour le pays, de la politique extérieure.

On a parlé de la politique sentimentale. On a dit que cette politique était heureusement encore possible en France, que c'était le pays où l'on pouvait encore parler d'efforts chevaleresques en faveur d'une idée de justice. Je ne m'y oppose pas, mais je demande que la règle capitale qui domine nos délibérations, et surtout nos décisions en matière diplomatique, ce soit l'intérêt français immédiat, dont le pays tout entier puisse constater l'existence.

C'est la seule manière de justifier les efforts qu'on demande au pays à tous les points de vue, au point de vue militaire comme au point de vue financier.

J'ai l'espérance que la réponse de M. le ministre des affaires étrangères nous fournira tous les éclaircissements demandés. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères. — Que la Chambre me permette, avant d'entrer dans le débat général ouvert par les précédents orateurs, de lui donner les indications qu'elle attend de moi au sujet d'un fait particulier cité par M. le comte de Mun.

Il a parlé de l'assassinat du P. Salvatore, sujet italien, mais relevant de notre protectorat religieux en Orient. L'attentat est certain. Une enquête dirigée par le colonel de Vialar, notre attaché militaire, ne nous a laissé aucun doute à ce sujet. Je me hâte d'ajouter que, sur l'énergique pression de notre ambassadeur, la Sublime-Porte vient de déferer au Conseil de guerre Magha Bey, colonel commandant du détachement où se trouvent certainement les coupables. Une première satisfaction nous est ainsi donnée. Nous tiendrons la main à ce que le chef et les auteurs du crime soient punis comme ils le méritent. (*Très bien! très bien!*)

Et, permettez-moi de le dire ici en passant, messieurs, il serait injuste de ne pas rendre témoignage à l'énergie avec laquelle notre ambassadeur à Constantinople défend nos nationaux et nos ressortissants. Dans un grand nombre de circonstances — et on peut dire chaque fois que les intérêts de nos nationaux ont été en cause — l'intervention de M. Cambon a obtenu les résultats les plus prompts et les plus satisfaisants. J'ai là sous la main tout un dossier qui en témoigne. La Chambre peut compter sur la vigilance et sur l'autorité de notre ambassadeur.

J'aborde maintenant la question générale qui fait l'objet du présent débat. Il est malheureusement incontestable, messieurs, que les faits les plus graves se sont produits, l'hiver dernier, en Arménie. Ces déplorables événements ont justement ému l'opinion dans le monde entier, et, quoiqu'il soit difficile, en raison même de l'étendue du désastre et des difficultés des communications, de connaître l'exacte vérité, la gravité des faits est notoire et tout le monde est d'accord pour penser qu'un mal si profond exige de prompts remèdes.

On vient de vous rappeler, messieurs, la situation des anciennes provinces qui ont composé autrefois le royaume d'Arménie. Placées aux sources du Tigre et de l'Euphrate, entre la mer Caspienne, la mer Noire, le golfe Persique et le golfe d'Alexandrette, elles sont, comme vous le savez, soumises à trois dominations différentes : la Russie, la Perse et la Turquie. — Dans les provinces turques, qui, seules, sont en cause à l'heure présente, d'après les statistiques que nous avons entre les mains, la population arménienne ne représente certainement pas une proportion de plus de 13 p. 100 des habitants.

M. Victor Leydet, ironiquement. — Maintenant surtout! (*Très bien! très bien! à gauche.* — *Mouvements divers.*)

M. le ministre des affaires étrangères. — Pour tout l'Empire ottoman, le chiffre total des Arméniens n'est certainement pas de trois millions. Dans les vilayets d'Asie, leur répartition est, d'ailleurs, faite très inégalement, tantôt plus dense, tantôt plus disséminée. En un mot, on ne discerne pas, dans ces provinces, un point où cette malheureuse population soit véritablement en majorité et où elle puisse former un centre autour duquel s'opéreraient la constitution d'une certaine autonomie.

Aussi le mouvement qui vient de se produire n'aurait-il pas pris probablement une telle intensité si le contact avec l'Europe n'avait mis au cœur de certains d'entre eux l'espoir et le désir de l'indépendance (*Interruptions à gauche*) et si, par-dessus tout, les mauvaises conditions dans lesquelles s'exerce l'administration ottomane ne leur avaient fourni de trop fréquents et trop légitimes griefs. (*Très bien! très bien!*)

En 1878 et en 1881, dans le traité de Berlin et dans la convention de Chypre, l'Europe et surtout l'Angleterre s'occupèrent de la situation des Arméniens. Cependant, ce fut en 1885 seulement qu'on entendit parler pour la première fois d'un mouvement arménien. Ceux qui étaient dispersés en France, en Angleterre, en Autriche, en Amérique, s'organisèrent. Des Comités furent constitués, des journaux furent créés et se livrèrent à une propagande active. On manifesta à Saint-Denis, sur la tombe de Lusignan.

En France, le mouvement fut peu profond. Mais, il eut une grande extension en Angleterre. Les Sociétés bibliques s'en emparèrent. Peu à peu, il passa de la chaire dans les Cercles, puis dans la rue, puis au Parlement, et le Gouvernement lui-même fut bientôt obligé de compter avec lui.

L'objectif poursuivi était celui-ci : attirer l'attention de l'Europe en dénonçant constamment les excès de l'administration ottomane, et développer peu à peu l'esprit d'intervention ou, si l'on veut, *l'esprit de croisade*, qui avait amené tant de fois l'Europe à faire prévaloir sa volonté, par la force, dans les affaires d'Orient.

A partir de 1893, des faits nouveaux se produisirent. Sans qu'on puisse discerner exactement à qui incombaient les premiers torts, des conflits de plus en plus graves éclatèrent entre les populations et les autorités ottomanes. La répression fut rude. Les esprits s'excitèrent de part et d'autre ; les faits allèrent en s'aggravant. Dès les mois de septembre et d'octobre 1894, l'agitation avait gagné presque toute la contrée. Les nouvelles les plus inquiétantes arrivaient de tous les côtés à la fois. A Tokat, à Diarbékir, à Bitlis, à Mouch, à Sassoun, dans les villes et dans les campagnes, la lutte était partout engagée.

M. Camille Pelletan. — Les cadavres ne sont pas agités, monsieur le ministre !

M. le ministre des affaires étrangères. — Laissez-moi achever, je vous prie, monsieur Pelletan.

M. Jaurès. — C'est l'acte d'accusation contre les victimes par les bourreaux. (*Exclamations.*)

M. le ministre des affaires étrangères. — Tel a été, messieurs, le commencement des troubles, qui ont donné lieu, par la suite, à des violences, à des excès dont on vous a présenté l'émouvant tableau. Des causes diverses y ont contribué : état habituel d'une région dont les populations sont exposées, sans défense, aux incursions des Kurdes nomades ; souffrances provoquées par les abus d'une mauvaise administration ; ingérences étrangères et excitations entretenues par des agents non responsables, repandus en grand nombre dans le pays ; désespoir d'une population poussée à bout, frappée dans ses prêtres, dans ses couvents, dans tous les objets de sa foi ; impuissance ou mauvais vouloir des autorités locales, et peut-être même, on l'a beaucoup dit, instructions regrettables laissant trop de latitude à des autorités sans prudence et sans humanité. (*Très bien! très bien!*)

Dès que les nouvelles furent arrivées à Constantinople, les ambassadeurs eurent à s'occuper de la question qui venait de se poser si brusquement. Depuis longtemps, la diplomatie britannique surveille avec attention une contrée qui avoisine de si près le Caucase, la mer Noire, les rives du Bosphore, et dont la situation, aux sources du Tigre et de l'Euphrate, peut être décisive dans les problèmes qui touchent aux destinées de l'Asie. Des missions évangéliques en grand nombre sont répandues dans la région et sont les correspondants naturels des consuls et des diplomates.

Cependant, le Gouvernement anglais comprit, dès le début, à quel danger on s'exposait si on voulait agir isolément. Il s'établit rapidement, à la demande même du Sultan, une sorte de concert entre les ambassades d'Angleterre, de Russie et de France — celle-ci offrant, dans une question où nous n'étions pas directement intéressés, ses bons offices pour des raisons de conciliation et d'humanité ; — et après de longs et minutieux travaux, après des enquêtes approfondies qui révélèrent toute la gravité des faits, un accord se fit entre ces trois ambassades et la Porte, établissant tout un système de réformes applicables aux vilayets d'Arménie. Cette entente intervint, messieurs, dans les derniers jours d'octobre 1895. Si ces clauses fussent entrées immédiatement en application, peut-être les nouveaux désastres qui allaient suivre eussent pu être évités. (*Très bien! très bien!*)

Malheureusement, soit que la bonne volonté fut défaut, soit que les événements qui se précipitaient de nouveau s'y opposassent, ce plan de réformes ne put être appliqué. A partir de novembre 1895, les luttes et les massacres recommencèrent partout. L'hiver de 1895-1896 a été surtout terrible. C'est ici que se placent les faits les plus graves dont vous avez entendu le récit. Leur énumération a quelque chose d'effrayant dans sa monotonie, et si les renseignements relatifs au chiffre des victimes sont difficiles à vérifier et jusqu'à un certain point contradictoires, ce qui n'est que trop certain, c'est qu'une calamité sans exemple s'est abattue sur ces malheureuses régions.

Si l'on veut, d'ailleurs, se rendre compte de la situation morale et matérielle qui a succédé à ces événements, qu'on me permette de citer quelques passages du rapport d'un de nos agents placé mieux que personne pour être exactement renseigné.

Le rapport est daté du mois d'avril.

« Pour compléter le tableau de nos misères, écrit cet agent, j'aurai à vous montrer la population chrétienne de la ville et des villages terrorisée, les musulmans eux-mêmes fatigués de cet état intolérable, la misère s'étendant sur toutes les classes de la société, le commerce nul, l'industrie arrêtée, les travaux des champs interrompus, des milliers de personnes sans travail

errant dans les rues, la faim guettant tout un peuple que les secours ne pourront, si une amélioration ne se produit, arracher à la mort. »

Le correspondant analyse ensuite les causes de ce déplorable état de choses. Il montre, dans les faubourgs du chef-lieu de la province, une bande de fanatiques nommés qatchaks, bandits sans ressources et sans asile, dont le nombre ne dépasse pas quelques centaines, mais qui, par leurs violences, terrorisent la population chrétienne. « En face d'eux, ajoute-t-il, sont les Comités arméniens composés de tout jeunes gens, d'autant plus inexpérimentés. Ils ont la spécialité des fausses nouvelles qui tiennent les esprits dans une inquiétude continue, causent de vaines alarmes, font naître de folles espérances et organisent les attentats politiques dirigés spécialement contre les Arméniens qui ont des relations avec l'autorité et sont considérés comme traires à la nation.

« Il ne faut pas oublier, ajoute-t-il encore, les qatchaks, qui seraient, en Perse, répandus dans les villages de la frontière, au nombre, dit-on, de six à sept cents, toujours prêts à passer chez nous.

« Enfin, à ces éléments de désordre, les musulmans en opposent un autre beaucoup plus formidable ; je veux parler des Kurdes, et spécialement des Hamidiés, dont les exploits sont trop connus pour que je m'y arrête. »

Telles sont les causes du mal, prises sur le vif, et je ne fais que mentionner, en outre, le désordre régnant dans toute l'administration, et pour employer encore une expression du même agent, « l'anarchie d'en haut amenant celle d'en bas », les bonnes volontés mêmes paralysées, et tout laissé au hasard des événements, à l'affolement des paniques ou au choc des passions déchaînées. (*Très bien ! très bien !*)

Vous étonnez-vous, messieurs, si dans de telles circonstances, à la suite de tels événements, vous voyez parmi des hommes qui n'ont connu de mesure ni dans leurs espérances, ni dans leurs misères, un état d'esprit voisin du désespoir, qui les porte aux plus téméraires entreprises ?

C'est ainsi qu'au mois d'août dernier éclate soudain, à Constantinople, cet étrange complot dont le coup de main sur la Banque ottomane est l'épisode le plus connu et qui, par la folie de l'attaque, fournit un prétexte à toutes les violences. La population paisible paya pour les quelques audacieux qui l'avaient compromise et ce qui se passa, pendant plusieurs jours, dans les rues de Constantinople, offrit le spectacle le plus douloureux à l'Europe, irritée d'abord contre les auteurs de l'attentat, mais bientôt tout autrement ému des cruautés et des excès dont la répression fut le prétexte. (*Très bien ! très bien !*)

Ne croyez pas, messieurs, que devant ces faits les puissances soient restées impassibles. Deux sortes de devoirs s'imposaient à elles : arrêter les violences, protéger leurs colonies menacées. Elles n'ont manqué ni à l'un ni à l'autre, et, sans qu'il soit utile d'apporter ici des documents qui seront publiés à leur heure, je puis affirmer que la France a fait entendre à Constantinople et à Paris, par l'organe des ambassades respectives, un langage tel qu'on n'a pu se méprendre ni sur sa force ni sur sa portée.

Et ce langage paraît avoir été entendu, puisque, depuis qu'il a été tenu, aucun événement grave ne s'est produit ni dans la capitale ni dans l'Empire. (*Très bien ! très bien !*) Mais le mal n'en subsistait pas moins.

**M. le comte de Mun.** — Les massacres de Van et d'Eghin sont postérieurs aux événements de Constantinople.

**M. le ministre des affaires étrangères.** — L'Empire turc était, d'ailleurs, dans ces mêmes temps, agité de bien d'autres secousses. Ceux qui incriminent les lenteurs de la diplomatie ne tiennent pas assez compte de ses efforts et des difficultés qu'elle rencontre. En effet, messieurs, les maux qui, par suite d'une mauvaise administration, frappent les populations ne sont pas exclusivement propres à la région arménienne. Chrétiens et musulmans, tout le monde en souffre, tout le monde le déplore, et chaque fois qu'une des

parties de l'Empire est ébranlée, le reste s'émeut. C'est ce qui eut lieu, par une sorte de contre-coup des événements d'Arménie, dans plusieurs provinces européennes de l'Empire. L'année dernière, en Macédoine, cette année en Crète, de graves événements se produisirent, et il fallut la bonne volonté réciproque des diverses puissances, leurs intentions résolument pacifiques pour que ces brandons, bien plus manifestement dangereux parce qu'ils étaient plus proches, n'allumassent pas un redoutable incendie.

En Macédoine et sur les frontières de la Bulgarie et de la Grèce, le péril fut conjuré grâce à une heureuse initiative de l'Autriche-Hongrie, et vous n'ignorez pas, messieurs, que, cette année même, la diplomatie a fini par formuler pour l'île de Crète les conditions d'un régime nouveau et plus libéral, accordé par le sultan à la demande de l'Europe, et qui, s'il est pratiqué comme il doit l'être, avec suite et avec bonne foi, assurera à cette île le repos et la prospérité. (*Très bien ! très bien !*)

Il est vrai que ces solutions particulières n'ont pas atteint le mal à sa source ; mais, du moins, ont-elles permis de dégager quelques-uns des principes qui paraissent devoir guider les puissances dans la solution que réclament ces délicates et périlleuses questions.

Ces principes, que la Chambre me permette de les indiquer devant elle, tels que, peu à peu, et malgré les rivalités des intérêts latents et la poussée des passions souvent imprudentes, ils ont paru se poser devant l'unanimité des puissances.

Tout d'abord, celles-ci semblent convaincues, les unes et les autres, que la première nécessité qui s'impose est une entente solide et loyale entre elles. Les gouvernements unissent leurs efforts pour rechercher les éléments de cette entente, et, pour la consolider, ils s'appliquent, à l'heure même où je parle, à écarter ou à aplatisir ce qui paraît pouvoir les diviser. L'action commune des ambassades à Constantinople a offert, depuis le début de la crise, une suite et une unanimité dont il ne faut louer aucune en particulier, mais toutes ensemble, et cette union, fortifiée sans cesse par l'approbation des cabinets, a obtenu, précisément en Crète et en Macédoine, les résultats que je rappelais tout à l'heure.

De cette première donnée, il en découle immédiatement une autre, à savoir que toute idée d'action isolée doit être écartée. (*Très bien ! très bien !*) Vous avez suivi assurément avec attention, messieurs, les débats publics qui se sont produits à ce sujet en Angleterre, et vous avez remarqué l'énergie avec laquelle celui qui était hier encore le chef du parti libéral a préféré quitter cette situation plutôt que de se mettre, sur ce point, en contradiction avec les déclarations si formelles du chef du cabinet conservateur actuel.

Et alors, messieurs, une autre conséquence suit encore : à savoir que si l'action des puissances pouvait et devait se faire sentir à Constantinople pour obtenir du sultan l'amélioration des conditions de la vie publique et particulière dans son empire, cette action ne devait cependant porter aucune atteinte à l'intégrité de l'empire ottoman et aux situations acquises par les traités. (*Très bien ! très bien !*)

Ce point de vue, messieurs, a toujours été celui de la France. On peut dire que c'est une des traditions les plus respectables de sa politique et de son histoire ; et elle est heureuse de voir d'autres puissances s'y rallier comme à une des bases les plus solides de l'équilibre européen. (*Très bien ! très bien !*)

Contenue et affermie par ce cadre déjà précis, l'action commune des puissances me paraît pouvoir se faire sentir à Constantinople dans le sens même indiqué par les précédents orateurs. Non pas qu'il s'agisse ni d'immixtion directe, ni de quoi que ce soit qui puisse ressembler à un condominium ; ce serait là le plus précaire et le plus dangereux des expédients. (*Très bien ! très bien !*) Mais la diplomatie européenne, consciente de sa tâche, résolue à panser les blessures et à empêcher le retour des malheurs qui viennent de se produire, peut aborder, conjointement avec le gouvernement ottoman,

le problème de l'amélioration de l'empire. Cette tâche est difficile ; elle n'est au-dessus ni de notre bonne volonté, ni de nos moyens d'action. (*Très bien ! très bien !*)

Je ne vois que des avantages à le dire à cette tribune, messieurs : parmi les résultats si seconds du voyage de l'empereur de Russie à Paris, nous pouvons compter celui-ci que, notamment sur le point qui a attiré justement l'attention de la Chambre, des vues précises ont été changées.

**M. Camille Pelletan.** — Lesquelles ? (*Exclamations et rumeurs à gauche et au centre.*)

**M. le ministre des affaires étrangères.** — La communauté des appréciations et des intérêts s'est dégagée entre les deux puissances, et nous avons la ferme confiance que par la modération, l'équité, le haut souci de l'avenir et le ménagement apporté à tous les intérêts en cause, les solutions envisagées répondront aux vues de tous les autres cabinets et aux besoins de la situation en Orient.

L'Europe unie saura, nous l'espérons, se faire comprendre du sultan ; elle le mettra en garde contre les influences néfastes ; elle saura lui prouver qu'il ne s'agit nullement de favoriser telle ou telle partie de l'empire, ni telle ou telle religion au détriment des autres, mais que tous, catholiques, arméniens, orthodoxes, musulmans, souffrent des mêmes maux et demandent les mêmes améliorations (*Très bien ! très bien !*) ; elle lui montrera la source du mal là où elle est, c'est-à-dire dans la mauvaise gestion politique, financière et administrative ; elle lui indiquera les moyens de mettre, dans tout cela, un certain ordre sans lequel les Etats ne peuvent durer ; elle réclamera de lui la réalisation de ses propres promesses ; elle lui demandera de mettre en pratique les réformes déjà accordées, de les étendre là où elles sont nécessaires, de mettre un terme aux répressions violentes, d'ouvrir les prisons, de venir en aide aux plus grandes misères. On lui répétera encore, avec plus d'autorité s'il est nécessaire, que l'existence des colonies européennes lui est confiée, qu'il en est responsable, qu'il doit non seulement à tous ses sujets, mais à tous ceux qui vivent sur le territoire de son empire, la sécurité, la paix publique et l'ordre. On saura lui démontrer enfin que cette politique est la seule loyale, la seule forte, la seule digne, et qu'enfin là, et là seulement, se trouvent, pour lui et les siens, l'honneur et le salut. (*Applaudissements.*)

Mais aussi, messieurs, il faut que ceux qui ont la responsabilité des entreprises parfois si téméraires qui ont été tentées, il faut que ceux-là se rendent compte du mal que de nouvelles imprudences peuvent causer : ils savent maintenant que l'Europe n'est pas insensible aux maux qui les frappent ; mais il convient qu'ils comprennent aussi que l'œuvre qu'il s'agit d'entreprendre est laborieuse, qu'elle peut subir bien des lenteurs apparentes, que la violence n'y peut aider, et que si l'Europe entière, animée des sentiments bienveillants que j'ai essayé d'exposer, a les yeux fixés sur eux et veut leur bien, à l'égal de celui de tous les autres sujets de l'empire, elle ne veut pas que de nouvelles surprises la détournent de sa tâche et découragent d'unanimes bonnes volontés. (*Très bien ! très bien !*)

Messieurs, j'ai essayé de répondre dans la mesure où il m'est permis de le faire, du haut de cette tribune, aux questions qui m'ont été adressées et aux inquiétudes qui ont été manifestées. J'ai essayé de dégager devant vous les éléments d'un problème obscur, ou, pour mieux parler, les données nouvelles que la marche des événements a ajoutées à cette éternelle question d'Orient.

Je crois que la Chambre comprendra et que l'on comprendra aussi hors de cette enceinte quels sont les mobiles qui dirigent la politique de notre pays.

La France, fidèle à toutes ses traditions, désire l'amélioration du sort des

peuples de l'Orient ; elle n'oublie pas les devoirs du protectorat religieux qu'elle exerce ; elle sait que l'ordre et la sécurité sont nécessaires aux grands intérêts de toute nature qu'elle défend ; elle n'oublie pas non plus les liens qui l'unissent depuis si longtemps à l'empire ottoman et les raisons qui lui font désirer le maintien de son intégrité. (*Très bien ! très bien !*) Mais, avertie par le passé, elle répudie l'esprit d'aventure ; elle sait aussi que ses devoirs sont multiples dans le monde (*Très bien ! très bien !*) et qu'elle doit, dans chaque circonstance donnée, proportionner son effort à l'étendue de toutes les tâches qui lui incombent. (*Applaudissements.*)

Telles sont les vues, messieurs, qui ont dirigé et qui dirigeront, si vous les approuvez, la politique de la France au moment où elle s'efforce de résoudre, dans la mesure qui lui appartient, les questions si délicates posées devant l'Europe. Si graves que soient ces problèmes, ils ne sont pas insolubles, si tous y travaillent, comme nous le faisons nous-mêmes, dans un esprit de concorde, de justice et d'humanité. (*Vifs applaudissements.*)

M. le président. — La parole est à M. Jaurès.

M. Jaurès. — Messieurs, je compterais davantage sur l'efficacité de l'amicale remontrance adressée au sultan par M. le ministre des affaires étrangères de la France, si je ne me rappelais que de pareilles admonestations lui ont été adressées à maintes reprises, sans aucun résultat et sans aucun effet.

Après les explications de M. le ministre des affaires étrangères, il me semble que la question reste entière.

Monsieur le ministre, j'ai admiré avec quel courage vous avez essayé, à cette tribune, de renverser les responsabilités ; j'ai entendu contre ceux que vous appelez les agitateurs arméniens au dehors des paroles sévères et un avertissement où il y avait quelque menace.

Vous avez prétendu, comme l'honorable M. de Mun, que c'étaient eux qui, par leur imprudence, par leurs excitations, étaient pour une large part responsables des maux qui s'étaient abattus sur leurs compatriotes. Et vous avez oublié d'ajouter, ou du moins vous n'avez pas ajouté avec la même force qu'y a misé M. de Mun lui-même, qu'à coup sûr et quel que soit le jugement porté sur eux, ils n'avaient pas été les provocateurs ; vous avez oublié de rappeler qu'avant leur responsabilité, s'ils en ont une, — et que peut-être d'ailleurs la responsabilité de quelques hommes ou de quelques comités à côté du martyre et du massacre de tout un peuple ? — vous avez oublié de rappeler qu'au-dessus et bien avant la responsabilité de ces hommes il y avait la responsabilité du sultan lui-même et celle de l'Europe.

Voilà dix-huit ans, messieurs, — et bien avant qu'il se soit fondé en France ou à Londres des comités arméniens, — que l'Europe réunie au congrès de Berlin avait reconnu elle-même la nécessité de protéger les sujets arméniens de la Turquie. Voilà dix-huit ans qu'elle avait inséré dans le traité de Berlin l'engagement solennel de protéger la sécurité, la vie, l'honneur des Arméniens. Et il était entendu, en même temps, que l'Europe devrait demander des comptes annuels, devrait exercer un contrôle annuel sur les réformes et sur les garanties introduites par le sultan dans ses relations avec ses sujets d'Asie Mineure.

Eh bien ! où sont ces rapports ? où sont ces contrôles ? où est la trace de cette intervention solennellement promise par l'Europe elle-même ? Et lorsque devant la faillite de tous ses engagements, lorsque devant l'indifférence de l'Europe qui détourne la tête, qui laisse se perpétuer contre l'Asie Mineure tous les abus antérieurs, qui se contente d'avoir dépecé l'empire turc, de lui avoir pris au profit des uns ou des autres la Bulgarie, la Bosnie, l'Herzégovine et Chypre, et laisse subsister dans ce qui lui reste de provinces les abus qui avaient servi de prétexte à sa première intervention, — peut-être pour se ménager plus tard un prétexte à de nouvelles interventions ou à de nouvelles spoliations, — vous vous étonnez que les Arméniens qui sont les

dupes ou les victimes de cette intrigue européenne, de ce manquement à la parole européenne, aillent dans les capitales, à Paris, à Londres, essayer d'éveiller un peu la pitié, l'attention de l'Europe ? Et c'est contre eux, monsieur le ministre des affaires étrangères de France, qu'au lendemain de ces massacres qui ont fait cent mille victimes, oubliant que c'est l'Europe qui a manqué à sa parole, c'est contre ces victimes que vous avez eu ici les paroles les plus sévères. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

**M. Jules Méline**, président du conseil, ministre de l'agriculture. — Ce n'est pas exact.

**M. Jaurès.** — Nous aussi, nous voulons la paix (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs*); nous aussi, nous ne voulons pas l'esprit d'aventures; mais nous ne pensons pas que ce soient des paroles comme celles qu'a prononcées M. le ministre des affaires étrangères, que ce soit une attitude comme celle qui, depuis trois ans, résulte de tous les documents et de tous les faits, qui puissent assurer pacifiquement le respect des droits, la sécurité et la vie pour les sujets arméniens.

Il est inutile, à l'heure où nous sommes, d'étaler de nouveau devant la Chambre et devant le pays, trop longtemps indifférent ou peu averti, les horreurs qui ont été accumulées en Asie Mineure. L'essentiel, à cette heure, c'est de préciser les responsabilités, et non seulement, comme l'a fait M. de Mun avec sa force souveraine, avec sa sobre et décisive eloquence, la responsabilité du sultan, mais la responsabilité de l'Europe elle-même et la responsabilité précise du Gouvernement de la France, et c'est aussi de chercher avec quelque précision quelle peut être la solution de la question qui est posée à cette heure devant la conscience européenne.

Oui, messieurs, il a été accumulé contre les populations d'Asie Mineure un ensemble de faits dont on a pu dire qu'ils avaient à peine, à ce degré, quelques précédents. Mais si ces faits avaient été spontanés, si tous les viols, tous les vols, tous les meurtres, tous les pillages, tous les incendies qui se sont produits en Asie Mineure n'étaient produits spontanément, il n'y aurait là qu'un élément accoutumé, malgré tout, de l'histoire humaine.

Et, lorsque dans les rapports des délégués et de la commission d'Erzeroum chargés d'examiner les faits qui s'étaient produits à Sassoun; lorsque dans les rapports officiels des consuls de l'Europe sur les faits des six principaux vilayets d'Asie Mineure, j'ai lu le détail des brutalités atroces commises de concert par les Kurdes et par la soldatesque du sultan; lorsque j'y ai vu les premières résistances de cette population arménienne si longtemps moutonnier et passive à l'arbitraire et aux pillages des Kurdes; lorsque j'y ai vu les premières rencontres sanglantes de ces nomades, dans les ravins et les bois, avec les pâtres et les laboureurs de l'Arménie, et la fureur soudaine des Kurdes, et la guerre d'extermination qui a commencé, et l'émigration des familles arméniennes partant de leurs maisons détruites par l'incendie; et les vieillards portés sur les épaules, puis abandonnés en chemin et massacrés; et les femmes et les mères affolées mettant la main sur la bouche de leurs enfants qui crient pour n'être pas trahies par ces cris dans leur fuite sous bois, et les enfants cachés, tapis sous les pierres, dans les racines des arbres, et égorgés par centaines; et les femmes enceintes éventrées, et leurs fœtus embrochés et promenés au bout des baïonnettes; et les filles distribuées entre les soldats turcs et les nomades kurdes et violées jusqu'à ce que les soldats les ayant éprouvées d'outrages les fusillent enfin en un exercice monstrueux de sadisme, avec des balles partant du bas-ventre et passant au crâne, le meurtre s'essayant à la forme du viol; et le soir, auprès des tentes ou les soldats et les nomades se livraient à la même orgie, les grandes fosses creusées pour tous ces cadavres, et les Arméniens fous de douleur qui s'y précipitaient vivants; et les prêtres décapités, et leurs têtes ignominieusement placées entre leurs cuisses; et toute cette population se réfugiant vers

les hauts plateaux. Puis, lorsque tous ces hommes se sont aperçus que l'Europe restait indifférente, qu'aucune parole de pitié ne venait à ceux qu'ils avaient massacrés et violenlés, la guerre d'extermination prenant tout à coup des proportions beaucoup plus vastes. Et ce n'étaient plus de petits groupes qu'on massacrait, mais dans les villes par grandes masses de 3,000 et 4,000 victimes en un jour, au son du clairon, avec la régularité de l'exécution d'une sentence !

Voilà ce qui a été fait, voilà ce qu'a vu l'Europe ; voilà ce dont elle s'est détournée ! Et lorsque, je le répète, j'en ai vu le détail, il m'a semblé que toutes les horreurs de la guerre de Trente ans étaient déchainées dans cet horizon oriental lointain et farouche.

Mais ce qui importe, ce qui est grave, ce n'est pas que la brute humaine se soit déchaînée là-bas ; ce n'est pas qu'elle se soit eueillée. Ce qui est grave, c'est qu'elle ne s'est pas éveillée spontanément ; c'est qu'elle a été excitée, encouragée et nourrie dans ses appétits les plus féroces par un gouvernement régulier avec lequel l'Europe avait échangé plus d'une fois, gravement, sa signature. Car c'est là ce qui domine tout : c'est le sultan qui a voulu, qui a organisé, qui a dirigé les massacres. Il a vu que, depuis quinze ans, partout où il y avait une agglomération chrétienne, cette agglomération chrétienne tendait à l'autonomie, soit par son propre mouvement, soit sous des impulsions étrangères ; il a vu qu'ainsi, dès le début de son règne, la Bulgarie, la Serbie, la Bosnie, l'Herzégovine, avaient échappé à l'empire ottoman, et il s'est dit que les revendications arméniennes se produisant non loin de cette île de Chypre devenue, par un codicille subit du traité de Berlin, une île anglaise, pourraient bien servir de prétexte à de nouveaux démembrements. Et comme il était incapable de retenir à lui ces populations pourtant si douces, par des réformes, par un régime d'équité et de justice ; comme il s'enfonçait de plus en plus, malgré d'hypocrites promesses, dans un absolutisme aigri et haineux, il n'a plus compté bientôt que sur une force qui, celle-là, lui resterait fidèle jusqu'à la fin : la force du vieux sentiment turc dont parlait avec raison M. de Mun. Et c'est cette force qu'il a déchainée contre l'Arménie.

Et il a pensé, messieurs, et pensé avec raison, qu'il n'avait, pour aboutir dans ce dessein, qu'à mettre l'Europe devant le fait accompli, devant le massacre accompli. Il l'a vue hésitante, incertaine, divisée contre elle-même, et, pendant que les ambassadeurs divisés, en effet, et impuissants le harcelaient, en pleine tuerie, de ridicules propos de philanthropie et de réformes, il achevait, lui, l'extermination à plein couteau, pour se débarrasser de la question arménienne, pour se débarrasser aussi de l'hypocrite importunité d'une Europe gignante et complice comme vous l'êtes. (*Applaudissements à l'extrême gauche. Interruptions.*)

En même temps, il se jouait de l'Europe, il se jouait de vous et de l'humanité. Ah ! vous avez décidé qu'il y aurait à Erzeroum une commission d'enquête sur les premiers massacres de Sassoun ; vous avez décidé que des délégués européens seraient adjoints à cette commission d'enquête !

Mais lisez, monsieur le ministre, — vous les avez lus, à coup sûr, — les procès-verbaux de la commission, et vous verrez que la commission turque a toujours refusé aux délégués européens de se transporter sur les points où s'étaient produits les plus abominables massacres, afin de recueillir subitement sur place des témoignages sincères ; vous verrez aussi par le procès de Tamayan en 1894, dont parle le consul d'Angora, à quels procédés sauvages le gouvernement du sultan avait recours pour obtenir en sa faveur des témoignages mensongers. Il s'agissait de faire dire aux Arméniens par force, en leur extorquant dans les tortures leurs signatures, que c'étaient eux qui avaient commencé. Il y avait partout des fonctionnaires qui se sentaient responsables et qui se disaient : L'Europe interviendra peut-être demain et le sultan sera obligé de nous demander des comptes. Et le sultan lui-même voulait pouvoir prouver aux ambassadeurs, qui passaient au palais, sa bonne

foi et la bonne foi de ses bons sujets ; et l'on exigeait des Arméniens, à l'heure même où leurs familles râlaient sous le meurtre, qu'ils attestent que c'étaient eux les coupables, que c'étaient eux qui avaient commencé ; et il y a un de vos consuls qui raconte qu'un des principaux témoins a été torturé comme je vais vous le dire : on lui trépanait doucement la tête, puis on y introduisait une coquille de noix ou de noisette remplie de poix et, dans l'intervalle des évanouissements successifs que provoquait cette atrocité, on lui disait : « Veux tu maintenant signer que ce sont tes frères d'Arménie qui ont commencé ? »

Voilà les témoignages que l'on apportait à l'Europe ! Voilà la vérité sur la responsabilité du Sultan !

Mais il y a — et il n'est pas besoin d'être diplomate pour la démêler — il y a aussi une responsabilité de l'Europe ; et c'est notre devoir à tous, avec ce large patriotisme européen dont je remercie M. Denys Cochin d'avoir parlé avec une pénétrante eloquence, c'est notre devoir à tous, si l'Europe a failli à sa mission, si, divisée contre elle-même par des convoitises, par des jalousies, par des égoïsmes inavouables, elle a laissé égorger là-bas tout un peuple qui avait le droit de compter sur sa parole, uniquement parce qu'elle avait peur de se battre dans le partage des dépouilles ; c'est notre devoir, à nous, de venir confesser ici les fautes et les crimes de l'Europe...

*Un membre à gauche. — L'hypocrisie !*

M. Jaurès. — ... pour qu'elle soit tenue aux réparations nécessaires. (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur plusieurs bancs à gauche.*)

Oui, et dans cette responsabilité générale de l'Europe dite chrétienne et civilisée, il y a trois peuples parmi lesquels j'ai la douleur profonde de compter le nôtre ; il y a trois peuples qui ont assumé une responsabilité particulièrement pesante, et ces trois peuples sont l'Angleterre, la Russie et la France.

Messieurs, j'ai dit l'Angleterre... Ah ! je ne veux m'associer contre ce grand pays à aucune des haines, des manœuvres tendancieuses qu'on essaye de créer à l'heure actuelle dans l'esprit de notre peuple. Je sais qu'on tente à cette heure, par une détestable diversion, de substituer dans la conscience française, à l'impérissable revendication de l'intégrité nationale... (*Vifs applaudissements*)... je ne sais quelle haine systématique contre l'Anglais...

M. de Grand'maison. — Et Liebknecht ?

M. Jaurès. — Et Liebknecht, dites-vous ? Protestez comme lui, et vous aurez fait votre devoir. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Messieurs, je vous en prie, vous n'ajouterez pas une diversion à une autre diversion, et je répète que, quels que soient les mouvements d'opinion qu'on essaye de créer à cette heure, ni mes amis, ni moi, nous nous associerons à la diversion trop habile par laquelle on essaye de substituer, dans la conscience nationale, à la revendication du droit je ne sais quelle haine systématique et aveugle contre d'autres voisins. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs. — Mouvements divers.*)

M. Jules Meline, président du conseil, ministre de l'agriculture. — Qui fait cela ?

M. Marcel Habert. — Restons Français tout simplement : cela suffit.

M. Jaurès. — Mais je ne veux pas pour cela me dissimuler ni dissimuler les responsabilités qu'à mon sens l'Angleterre a encourues dans la question arménienne, et nous n'avons pas besoin de les définir nous-mêmes. Elles ont été définies courageusement par de nobles esprits de l'Angleterre elle-même, et vous n'avez, pour saisir les responsabilités anglaises, qu'à lire le beau livre que le duc d'Argyll, le dernier survivant, avec M. Gladstone, du ministère de Crimée, que le duc d'Argyll a publié, il y a quelques mois, sous ce titre « *Nos responsabilités en Turquie* ». Le duc d'Argyll constatait que, depuis un siècle, — depuis qu'après la grande lutte de Pitt et de Fox

sur la question de la politique anglo-russe, l'Angleterre était entrée décidément dans la lutte contre la Russie, — le duc d'Argyll constatait que depuis cette époque l'Angleterre se faisait trop souvent, dans un intérêt purement égoïste, la gardienne jalouse de la Turquie, et qu'elle y avait perpétré par sa protection même bien des abus, bien des désordres, bien des iniquités qui auraient pu disparaître.

Mais, ce sont là les responsabilités anciennes de l'Angleterre.

Il y en a d'autres qui ont surgi précisément depuis qu'elle a adopté une attitude en apparence contraire.

Oui, nous assistons, depuis quelques années, depuis un an ou deux, et précisément à propos de la question arménienne, à un étrange renversement des rôles, entre l'Angleterre et la Russie.

Jusqu'ici, c'était la Russie — le traité de Berlin en fait assez foi — qui poussait à l'intervention de l'Europe dans les démêlés entre le sultan et ses sujets. Et c'était l'Angleterre qui essayait de restreindre le plus possible cette intervention de l'Europe, de façon à ménager l'intégrité et l'indépendance de la Turquie. Depuis un an, c'est l'Angleterre qui a pris la place de la Russie, et la Russie qui a pris la place de l'Angleterre.

Et on entend des hommes d'Etat, comme le duc d'Argyll, dire explicitement qu'ils aimeraient mieux, pour la Turquie, le protectorat de la Russie elle-même à la prolongation de l'état de choses actuel.

Messieurs, je tiens à le répéter, je ne mets pas en doute la sincérité de ces sentiments ; nous comprenons mal la loi et les effets du grand capitalisme anglais ; il est mêlé à toutes les affaires du monde et des événements qui, pour nous, trop casaniers, sont lointains, émeuvent en quelque sorte de près la sensibilité anglaise : mais l'insatiable besoin d'expansion capitaliste agit toujours, et la noble émotion humaine, si sincère qu'elle soit, est toujours prête à se convertir en protectorat.

Je dis donc qu'au moment où l'Angleterre adoptait une attitude, une tactique aussi neuve, aussi déconcertante, son devoir étroit était de prendre toutes les précautions nécessaires pour que nul ne pût y voir une arrière-pensée d'ambition nationale.

Et comme, à l'heure même où l'Angleterre semblait ouvrir à la Russie l'Orient turc, comme, à l'heure même où elle semble tenter la Russie par la promesse, par l'annonce de la dislocation possible de l'empire ottoman, la même Angleterre hésitait à exécuter en Egypte ses engagements internationaux, on a pu se demander, en effet, en Europe si, dans son attitude en la question égyptienne, il n'y avait pas une arrière-pensée. Et il a suffi de ce soupçon pour paralyser, pour réduire presqu'à rien l'autorité morale des paroles de ce grand vieillard qu'on saluait respectueusement tout à l'heure. Voilà, il me semble, dans la question, la responsabilité anglaise.

Mais il y en a une autre, et vous me permettrez de la définir avec la même liberté. Il le faut d'autant plus que, des paroles, à mon sens bien incomplètes et bien vagues qu'a prononcées M. le ministre des affaires étrangères, il y a un point seulement qui vaut, je crois, d'être retenu : c'est lorsque M. le ministre des affaires étrangères nous a annoncé, comme une des conséquences les plus heureuses du voyage récent à Paris du chef de la nation russe, une sorte d'entente précise franco-russe sur la question d'Arménie. Il nous a laissé entendre, par conséquent, que c'était cette entente précise de la France et de la Russie dans la question arménienne qui allait fournir probablement -- il espérait — au concert européen une base d'action et d'intervention dans la question arménienne.

Nous avons donc d'autant plus le droit et vous me permettrez bien de dire l'obligation stricte de chercher avec une sincérité parfaite quel a été jusqu'ici, depuis trois ans, dans la question arménienne le rôle de la Russie. Il le faut d'autant plus, messieurs, que, comme je le montrerai tout à l'heure, — et ce sera là la responsabilité propre du gouvernement français, — la France n'a eu d'autre politique en Asie-Mineure que la politique de la Russie elle-

même ; et ce n'est pas ma faute si je suis obligé de deviner peniblement la figure de la France à travers la politique de la Russie. (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.*)

Eh bien, messieurs, il n'est point malaisé, malgré son apparente complexité, de démêler et de fixer en quelques mots la politique de la Russie en Orient.

De même que la maison de Savoie a utilisé en Italie, pour son agrandissement, le mouvement révolutionnaire italien, sauf à le réprimer après la victoire ; de même qu'en Allemagne M. de Bismarck, pour assurer l'hégémonie de la Prusse, a caressé un moment la révolution allemande et fondé le suffrage universel, sauf à persécuter ensuite cette révolution allemande, après qu'elle eut servi d'instrument à la maison de Hohenzollern ; de même, messieurs, depuis un siècle la Russie a essayé d'exalter au delà de toutes ses frontières, pour son agrandissement et sa domination, tous les sentiments révolutionnaires slaves, tous les sentiments révolutionnaires et nationalistes des groupes opprimés par la Turquie. C'est ainsi que la Russie favorisait en Pologne le soulèvement des paysans opprimés contre les nobles ; c'est ainsi qu'il y a vingt ans la Russie se faisait dans les Balkans, dans la Bulgarie, dans la Roumanie, la Serbie, la Bosnie et l'Illerzégovine, la protectrice de l'idée slave, du mouvement slave, et qu'en 1876 Alexandre II prêchait à ses maréchaux de cour réunis à Moscou, et à sa fidèle noblesse, la sainte révolte pour la sainte cause des Slaves.

Et en Arménie même, messieurs, M. le ministre des affaires étrangères parlait tout à l'heure de menteurs, d'excitateurs ; mais, qu'il y prenne garde ! il risquait de blesser par ses paroles des personnages singulièrement puissants et singulièrement augustes pour lesquels il professe beaucoup de respect. Il est à la connaissance de tous — et M. le ministre ne le démentira pas — que depuis la guerre russo-turque les agents les plus actifs du mécontentement national ou du mécontentement chrétien en Arménie ont été précisément les amis de la Russie, ont été précisément les soldats arméniens engagés volontaires de l'armée russe au moment de sa lutte contre la Turquie. Mais la Russie s'est aperçue depuis quelques années qu'il devenait dangereux pour elle-même de jouer ainsi le jeu de la révolution et de l'indépendance. Elle s'est aperçue que la Pologne, malgré les prodigieuses saignées périodiques pratiquées sur elle et aussi malgré son système de police qui a été prolongé par notre gouvernement jusque sur la colonie polonoise de France (*Applaudissements à l'extrême gauche. — Reclamations au centre et à droite.*) ; elle s'est aperçue que la Pologne avait gardé toute sa foi et qu'il s'était produit dans les grands faubourgs de ses villes industrielles une fusion de l'idée nationale et de l'idée socialiste qui devenait inquiétante pour l'avenir. (*Nouvelles rumeurs au centre et à droite.*)

Et surtout, elle s'est aperçue, après le traité de Berlin, que la nationalité bulgare, émancipée par elle, ne prétendait pas passer du joug turc sous le joug russe. Et alors voilà le secret de toutes ses préoccupations et de toute son attitude dans la question arménienne. (*Protestations au centre et à droite.*)

Il y a deux périodes dans cette question : la première, qui va des massacres de Sassoun jusqu'aux premiers massacres de Constantinople en novembre 1895, et la seconde qui va de cette époque jusqu'à aujourd'hui. Eh bien ! dans ces deux périodes, la Russie n'a eu et n'a marqué qu'une préoccupation.

Le prince Lobanoff, quand il était pressé par les ambassadeurs des autres puissances de se joindre à eux pour une énergique action commune sur le sultan, lorsqu'il s'agissait, à la veille des plus grands massacres de Constantinople et de l'Asie-Mineure, de prendre des mesures efficaces pour les prévenir ; plus tard, lorsqu'il s'est agi d'envoyer un stationnaire de plus dont la présence aurait peut-être empêché de nouveau le sang d'être versé, le prince Lobanof a toujours répondu deux choses ; il a répondu : « Je ne veux

pas que l'Arménie puisse devenir une nouvelle Bulgarie et que les Arméniens, sujets de la Russie, puissent se prévaloir contre nous des institutions qui auraient été accordées à l'Arménie sous la domination turque. » (*Mouvements divers*).

Puis il a ajouté qu'il y avait dans le mouvement des révolutionnaires arméniens dont, avant tout, il ne fallait pas faire le jeu.

En sorte que la politique de la Russie dans la question arménienne a toujours été une politique d'attente, d'ajournement; elle s'est réservé d'intervenir et d'agir le jour où, l'Arménie ayant été débarrassée par la violence turque de tous ses éléments virils nationalistes et révolutionnaires, elle pourrait, sans péril pour elle et sans inoculer à l'empire russe un virus d'indépendance ou de révolution, mettre la main sur l'Arménie. (*Murmures au centre, à droite et sur plusieurs bancs à gauche. — Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

Non ! il n'y a pas de murmures prétendus patriotiques qui puissent nous empêcher de dire ce qui est la vérité. (*Nouvelles rumeurs sur les mêmes bancs.*) Et c'est parce que c'est la vérité que le ministre des affaires étrangères ne peut pas publier le Livre jaune, car c'est là qu'est la responsabilité de la France.

Messieurs, M. Clémenceau disait, il y a quelques semaines, dans un article éloquent, qu'il y a un siècle, devant de pareils massacres, l'Europe entière n'eût pas hésité à faire appel à la France et que la France eût répondu.

M. Delcassé. — Mais depuis 1870.

M. Jaurès. — Je ne veux prononcer ici aucune parole chauvine ; depuis un siècle, depuis que la Révolution française a contribué précisément à émanciper d'autres peuples, la France ne peut plus, et c'est son honneur, parce que c'est son œuvre, prendre seule l'initiative des grands progrès et de l'idée de justice ; mais ce qu'elle avait le droit de réclamer de ses gouvernants, c'est qu'il fût impossible, dans un pays envers lequel elle était engagée, d'accumuler pendant deux ans, pendant trois ans, d'abominables massacres que les documents officiels chiffrent à 30,000, en avertissant qu'ils ne sont que le tiers de la vérité ; c'est qu'il fût impossible que ces massacres fussent consommés et continues, et que partout dans le monde on puisse, par des documents certains, savoir quelle a été la politique de l'Angleterre, quelle a été la politique de la Russie, mais que personne ne puisse savoir quelle a été la politique de la France. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Quoi ! le silence complet, le silence dans la presse dont une partie, à coup sûr, directement ou indirectement, a été payée pour se taire... (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur plusieurs bancs à gauche.*) Silence dans nos grands journaux, dont les principaux commanditaires sont les bénéficiaires de larges entreprises ottomanes, mais surtout silence du gouvernement de la France !

Quoi, devant tout ce sang versé, devant ces abominations et ces sauvageries, devant cette violation de la parole de la France et du droit humain, pas un cri n'est sorti de vos bouches, pas une parole n'est sortie de vos consciences et vous avez assisté, muets et, par conséquent, complices, à l'extermination complète... (*Rumeurs prolongées et vives réclamations sur un grand nombre de bancs. — Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. le président. — Il n'est pas possible, monsieur Jaurès, que vous adressez au Gouvernement de la République des paroles qui seraient insultantes. Il n'est pas possible de dire qu'il a été complice d'un égorgement. Je vous engage à retirer cette parole. (*Applaudissements au centre et à gauche.*)

M. le ministre des affaires étrangères. — Elle s'adresse d'ailleurs à tous les cabinets successifs.

M. Jaurès. — M. le ministre des affaires étrangères veut bien constater mon impartialité et me dispenser par cela même de retirer les paroles relevées par M. le président, en constatant, ce qui est vrai, qu'elles s'adressent également aux cabinets précédents...

M. le président. — Non ! non ! monsieur Jaurès. Quant à moi, je trouverais vos paroles plus graves si elles s'adressaient à tous nos gouvernements et impliquaient de la part de la France une complicité qu'elle n'a jamais connue ! (*Vifs applaudissements.*)

M. Jaurès. — Si je pouvais, messieurs, aussi aisément retirer de l'histoire de ces trois dernières années les responsabilités encourues par nous tous, qu'il m'est facile, pour déterrer au vœu de M. le président, de retirer la parole qui exprimait ma pensée, il y a longtemps déjà que je l'eusse fait.

Quelle est donc la solution que vous pouvez et que vous devez donner à ce problème poignant ? Il y en a trois, messieurs. Ou bien le *stati quo*, les vaines admonestations se succédant les unes aux autres et le sultan ajournant toujours les réformes, parce qu'il est toujours convaincu que, sous l'apparent accord de l'Europe, se cachent toutes les jalousies et tous les dissensiments.

Il y a une autre solution que vous avez paru indiquer, monsieur le ministre des affaires étrangères. C'est une sorte de concert européen dans lequel la politique russe donnerait et marquerait la direction. J'ai dit, tout à l'heure, pour quelles raisons cette solution me paraissait imprudente et fâcheuse.

Il y en a une autre. Puisque l'Europe a montré son incapacité d'agir dans cette question, puisqu'elle a été paralysée par toutes les jalousies et toutes les convoitises, à ce point qu'elle a laissé s'accomplir à sa porte un meurtre épouvantable sans pouvoir remuer la main pour le prévenir, c'est de constater devant les travailleurs du monde entier cette faillite de la vieille Europe gouvernementale. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche*) Oui ! vous n'êtes même plus, gouvernements divisés de nations antagonistes, capables de remplir la vieille et élémentaire fonction de la civilisation et du christianisme !

M. de Mun, tout à l'heure, parlait éloquemment des obligations qui engagent la France envers les vieilles communautés chrétiennes. Certes, ce n'est pas, il s'en faut de beaucoup, à nos yeux, l'obligation unique ; pas plus — je demande à M. Hubbard la permission de le lui dire — qu'il ne nous suffit que la plupart des Arméniens là-bas soient chrétiens pour que nous considérons qu'il y a des circonstances atténuantes à l'abstention de la France. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*) — *Rumeurs au centre et à droite.*) Mais il y a quelque chose de plus grave et de plus significatif ; c'est que ce soit justement à propos de cet Orient où le christianisme il y a dix-huit siècles avait surgi en annonçant une sorte d'universelle douceur et d'universelle paix, que ce soit précisément à propos de cet Orient et des questions qui s'agitent là-bas de Trébizonde à Jérusalem, qu'éclate la faillite morale de la vieille Europe chrétienne et capitaliste ! (*Applaudissements à l'extrême gauche.* — *Nouvelles rumeurs au centre et à droite.*)

Et alors, puisque les gouvernements, puisque les nations égarées par eux sont devenus incapables d'établir un accord élémentaire pour empêcher des actes de barbarie de se commettre au nom et sous la responsabilité de l'Europe, il faut que partout le prolétariat européen prenne en mains cette cause même. (*Ah ! ah ! au centre et à droite.*) Il faut que partout il manifeste son indignation et sa volonté et qu'il oblige ainsi les puissances misérables, qui, pour ne pas se dévorer entre elles, laissent assassiner tout un peuple, à accomplir leur devoir d'élémentaire humanité avec un ensemble qui supprimera toute possibilité de résistance et de conflit et qui conciliera l'œuvre de paix et l'œuvre de justice.

Tel est le sens de l'ordre du jour que nous avons remis à M. le président et que je prie la Chambre de voter. (*Applaudissements à l'extrême gauche*)

M. le président. — J'ai reçu deux ordres du jour :

Le 1<sup>er</sup>, signé de MM. Jaurès, Gérault-Richard, Deville, Jourde, Rouanet, Millerand, Jules Guesde, Vaillant et Vaux, est ainsi conçu :

« La Chambre française, constatant la responsabilité de l'Europe dans les odieux massacres d'Arménie, déplorant les convoitises, les jalouses, les calculs réactionnaires qui ont empêché l'Europe actuelle d'exercer en Orient une action commune au profit de l'humanité outragée, espère que les travailleurs de tous les pays s'uniront pour créer un état d'opinion désintéressé, et pour obtenir des puissances européennes qu'elles assurent la sécurité des Arméniens et réconcilient en Turquie les populations de toute religion et de toute race par des garanties communes de liberté, de bien-être et de progrès ».

Le 2<sup>e</sup>, signé de MM. Jules Deville et Francis Charmes, est rédigé en ces termes :

« La Chambre approuvant les déclarations du Gouvernement, passe à l'ordre du jour. »

Messieurs, on me remet à l'instant un 3<sup>e</sup> ordre du jour de M. Hubbard, dont je donne lecture :

« La Chambre, résolue à poursuivre en Orient une politique d'alliance et d'entente en vue d'assurer toutes les réformes nécessaires sans distinction de races ni de cultes et de sauvegarder l'intégrité de la Turquie, prend acte des déclarations du Gouvernement, et passe à l'ordre du jour. »

M. Jules Delafosse. — Je demande la parole sur le dernier ordre du jour.

M. le président. — Vous avez la parole sur cet ordre du jour.

M. Jules Delafosse. — Messieurs, je ne prends la parole que pour déposer tout à l'heure un ordre du jour. Mais je vous demande auparavant la permission de vous donner un mot d'explication.

L'interpellation qui vient d'être discutée soulevait deux questions distinctes quoique connexes : une question d'humanité et une question de politique internationale.

Tout ce qu'on pouvait dire pour émouvoir votre pitié et votre indignation sur le sort malheureux des Arméniens et sur les effroyables massacres dont ils ont été victimes, a été dit par M. Denys Cochin, par M. de Mun, un peu par M. Jaurès...

A gauche. — Et par M. Hubbard !

M. Jules Delafosse. ... avec un élan de passion, un éclat d'éloquence, auxquels nous avons unanimement applaudi.

Quant à la seconde question, l'honorable ministre des affaires étrangères a répondu par une déclaration qui nous donne, je n'ose dire, ni une assurance, ni une satisfaction, mais au moins une espérance pour l'avenir. (*Mouvements divers.*)

M. le ministre nous a dit que les grandes puissances européennes étaient d'accord, ou négociaient au moins une entente en vue d'imposer en Arménie les réformes que ce malheureux pays attend depuis si longtemps. On peut assurément regretter que cette déclaration et l'effort qu'elle annonce se produisent à une heure si tardive. En se produisant plus tôt, l'action collective de l'Europe pouvait empêcher les massacres dont on vient de vous faire le désolant tableau.

En tout cas, s'il y a de ce chef un reproche à faire, ce n'est pas à la France toute seule qu'il doit être adressé, car si l'Europe a manqué à son rôle de tutrice de l'humanité en Orient, c'est à la collectivité européenne et non pas à telle ou telle puissance qu'il faut s'en prendre. (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

J'entendais, il y a un instant, mon éloquent ami M. de Mun nous dire : « La France fut-elle seule, doit remplir en Orient son devoir traditionnel, marcher au secours des opprimés ». J'admire ce conseil, mais je n'oserais m'y associer ; je crois, messieurs, que la France affaiblie et entravée par le malheur n'a plus aujourd'hui la liberté d'action qu'elle avait autrefois de se faire le défenseur attitré du droit, de la justice, de la liberté, et comme on disait alors, le soldat de Dieu. (*Mouvements divers. — Parlez ! parlez ! à droite.*)

Je n'entends pas reprocher à M. Jaurès de flétrir, dans son langage enflammé, la criminelle inertie de l'Europe. Il avait raison de la condamner. Mais je demande à M. Jaurès s'il oserait proposer à la France aujourd'hui de faire une expédition en Asie-Mineure : j'affirme que ni lui, ni personne n'oseraient prendre une pareille initiative, parce que nous sentons tous que la France n'a pas le droit de courir isolément une semblable aventure. (*Très bien ! très bien !*)

Quant à moi, messieurs, je ne crois qu'au succès d'une action collective concertée entre les puissances, et j'accepte l'augure que vient d'en faire entendre le Gouvernement. Si le concert qu'il nous annonce n'est pas un leurre ; s'il n'est pas une apparence sous laquelle se jouent des intrigues rivales et des intérêts ennemis ; si l'Europe, étroitement et sincèrement unie pour imposer à la Turquie les réformes promises, reste aussi d'accord pour faire intervenir les mesures de coercition qui seront peut-être nécessaires pour en assurer le succès, je crois que le malheureux peuple arménien en obtiendra, non pas l'autonomie qu'il espérait, mais les satisfactions qui lui sont dues, c'est-à-dire paix, justice et liberté. Et ce cauchemar de sang, qui pèse depuis si longtemps sur la conscience du monde, sera enfin et à jamais dissipé. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. le président. — M. Delafosse dépose un ordre du jour dont il est signataire avec MM. Denys Cochin et de Mun. J'en donne lecture à la Chambre :

« La Chambre, prenant acte des déclarations du Gouvernement et résolue à le soutenir dans toute action qui aura pour objet de défendre en Orient les principes de la civilisation et la cause de l'humanité, passe à l'ordre du jour. »

— L'ordre du jour de M. Jaurès a été rejeté par 444 voix contre 53.

L'ordre du jour de MM. Develle et Charmes, auquel s'étaient ralliés MM. de Mun et Cochin, a été voté par 381 voix contre 86.

Avant le vote, le président du conseil avait fait la déclaration suivante :

Pour qu'il n'y ait pas d'équivoque sur le vote que la Chambre est appelée à émettre, je déclare que le Gouvernement accepte l'ordre du jour de MM. Develle et Francis Charmes qui « approuve ses déclarations ». Le Gouvernement tient à cette formule.

Mais j'ajoute que dans notre pensée cette ordre du jour a absolument la même portée que celui de l'honorable M. Delafosse, puisque nous sommes d'accord avec lui sur le but à atteindre.

#### Relations de l'Italie avec la Tunisie.

Le 18 septembre, ont été signés à Paris par M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, et le comte Tornielli, ambassadeur d'Italie, trois conventions et deux protocoles destinés à régler jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1905 les relations de l'Italie et de la Tunisie.

La première convention règle les questions consulaires et d'établissement ; la seconde est relative à l'extradition des malfaiteurs ; la troisième concerne la navigation dans les ports italiens et français.

*I. — Convention consulaire et d'établissement.*

L'article premier est ainsi libellé :

« Les Tunisiens en Italie et les Italiens en Tunisie seront reçus et traités, relativement à leurs personnes et à leurs biens, sur le même pied et de la même manière que les nationaux et les Français ; ils jouiront des mêmes droits et priviléges en se soumettant aux conditions, aux contributions et aux autres charges qui sont imposées auxdits nationaux et Français. Ils seront toutefois, exempts, dans l'autre pays, du service militaire obligatoire tant dans l'armée que dans la marine, la garde nationale et la milice, comme de toute contribution en argent ou en nature qui viendrait à être imposée pour l'exonération du service militaire. »

L'art. 2 stipule que « les Tunisiens en Italie et les Italiens en Tunisie sont admis, sans conditions ou restrictions autres que celles résultant des lois de leur propre pays, à la jouissance des mêmes droits civils que les nationaux et les français ». »

En conséquence les ressortissants aux deux pays ont la faculté de pouvoir voyager, séjourner, s'établir, acquérir et posséder, commercer ; établir des sociétés commerciales, industrielles et financières, disposer de leurs biens, ester en justice, etc., conformément aux lois du pays, sans être assujettis à des obligations ou à des formalités autres ou plus onéreuses et ne payeront point d'autres droits, taxes ou impôts autres ou plus élevés que les nationaux eux-mêmes ou que les non-nationaux qui jouiraient d'un régime plus favorable encore. »

L'art. 7 règle définitivement la question si controversée de la juridiction :

« Les Italiens en Tunisie ne sont justiciables que de la juridiction française ; toutefois, en matière d'immeubles, à moins que ceux-ci soient immatriculés ou que toutes les parties en cause soient personnellement justiciables des tribunaux français, il sera statué par les tribunaux tunisiens et en dernier ressort par S. A. le bey. »

« Les assignations devant un tribunal tunisien destinées à un Italien seront transmises par l'intermédiaire et par ordonnance du consul italien, lequel sera appelle, à peine de nullité du jugement qui interviendra, à assister aux débats ou à s'y faire représenter. Les jugements rendus en matière immobilière par le tribunal tunisien compétent à l'encontre d'un Italien continueront à être exécutés par les autorités judiciaires françaises. »

Les art. 8 à 12 concernent des détails de procédure ; les deux suivants sont à citer dans leur intégralité.

« Art. 13. — Seront considérés comme sujets tunisiens en Italie et comme sujets italiens en Tunisie ceux qui auront conservé, d'après les lois de leur pays, la nationalité tunisienne ou italienne. »

« Art. 14. — Le gouvernement italien aura la faculté d'établir des consulats généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans les ports, villes et localités de Tunisie où il sera permis à une telle puissance d'en établir. »

« L'*exequatur* nécessaire pour le libre exercice en Tunisie des fonctions consulaires des agents italiens leur sera délivré sans frais, et, sur la proposition dudit *exequatur*, l'autorité supérieure du lieu de leur résidence prendra immédiatement les mesures nécessaires pour qu'ils puissent s'acquitter des devoirs de leur charge et qu'ils soient admis à la jouissance des exemptions, prérogatives, immunités, honneurs et priviléges que les conventions consulaires conclues entre les gouvernements français et italien leur assurent en Italie en vue de la protection des Français et de leurs intérêts. »

Viennent ensuite 29 articles relatifs aux pouvoirs des consuls pour défendre

les intérêts matériels de leurs ressortissants ; les deux derniers ont la teneur suivante :

« Art. 34. — La présente convention restera en vigueur jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1905. Dans le cas où aucune des hautes parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant ladite date, son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncée.

« Art. 35. — La présente convention sera soumise à la ratification de M. le Président de République française et de Sa Majesté le Roi d'Italie et les ratifications en seront échangées à Paris le plus tôt que faire se pourra.

« Elle entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications. »

A cette convention est annexé un protocole ainsi rédigé :

« Au moment de signer la convention consulaire et d'établissement en date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés, à ce dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, sont convenus de ce qui suit :

« I. — Il est entendu que les dispositions de l'art. 13 ne sont pas applicables aux Italiens qui auraient acquis une autre nationalité en Tunisie, en vertu d'un acte de naturalisation, ou hors de Tunisie, soit en vertu d'un acte de naturalisation, soit par l'effet de la loi.

« II. — Les indigènes protégés, actuellement inscrits au consulat général d'Italie à Tunis, auront droit en Tunisie au même traitement que les Italiens eux-mêmes.

« III. — Les associations et établissements italiens existant actuellement en Tunisie seront considérés comme étant déjà en possession de l'autorisation légale. La liste de ces associations et établissements avec leurs actes et les documents constitutifs, sera remise à l'autorité locale dans un délai de six mois, à dater de la ratification de la convention.

« En ce qui concerne les écoles italiennes actuellement ouvertes en Tunisie et l'hôpital de Tunis, le *statu quo* sera maintenu, sans préjudice des droits supérieurs appartenant à l'administration locale en matière d'hygiène et d'ordre public pour l'application des lois de police et de sûreté.

« Fait en double exemplaire, à Paris, le 28 septembre 1896.

« G. HANOTAUX.

« G. TORNIELLI.

### *II. — Convention d'extradition.*

Cette convention signée comme la précédente, le 28 septembre, comprend 19 articles :

« Article premier. — Les deux hautes parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, d'après les règles déterminées par les articles suivants, les individus réfugiés, soit d'Italie ou des colonies et possessions italiennes en Tunisie, soit de Tunisie en Italie ou dans les colonies ou possessions italiennes et poursuivis ou condamnés à raison d'un des crimes ou délits ci-après énumérés commis en Italie et dans les colonies et possessions italiennes ou en Tunisie.

« Lorsque le crime ou délit motivant la demande d'extradition du gouvernement français aura été commis hors de Tunisie, comme lorsque le crime ou délit motivant la demande d'extradition du gouvernement italien aura été commis hors d'Italie ou des colonies et possessions italiennes, il sera donné suite à cette demande si la législation du pays requis autorise la poursuite du crime ou délit commis hors de son territoire. »

L'art. 2 énumère les crimes ou délits comportant l'extradition ; ce sont, entre autres : parricide, infanticide, assassinat, meurtre, empoisonnement ; coups portés ou blessures faites volontairement ; bigamie, enlèvement de mineurs, viol, avortement, attentat à la pudeur avec ou sans violence ; attentat aux

mœurs ; enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'enfant, exposition ou délaissement d'enfants ; incendie.

Association de malfaiteurs ; contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de banque ; fausse monnaie ; faux serment ; corruption de fonctionnaires publics ou d'arbitres ; banqueroute frauduleuse ; vol, escroquerie, détournement, etc.

Les articles 3 à 17 déterminent d'une manière précise les formalités relatives à l'extradition. L'art. 18 fixe au 1<sup>er</sup> octobre 1903 la limite de la durée de la convention. L'art. 19 est relatif à la mise en vigueur de l'arrangement.

« La présente convention sera soumise à la ratification de M. le Président de la République française et de S. M. le roi d'Italie, et l'échange des ratifications aura lieu à Paris le plus tôt que faire se pourra.

« Elle entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par les lois des deux pays. »

Le protocole annexé à cette convention concerne l'application de la peine de mort aux sujets italiens. En voici le texte :

« Au moment de signer la convention d'extradition en date de ce jour, les plénipotentiaires sont convenus que, si la peine capitale était prononcée en Tunisie contre un sujet italien, ou un individu extradé par le gouvernement italien, l'attention du Président de la République serait appelée d'une manière toute spéciale, en vue de l'instance en grâce pour la commutation de cette peine, sur l'état actuel de la législation, en Italie, à l'égard de la peine de mort. »

### *III. — Convention de commerce et de navigation.*

Voici le texte complet de ce document :

« Article premier. — Il y aura réciprocurement pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre la Tunisie et l'Italie.

« Art. 2. — Les navires tunisiens et italiens avec leur cargaison auront respectivement libre accès dans tous les ports, rivières ou lieux quelconques d'Italie et de Tunisie, dont l'entrée est actuellement permise ou pourra l'être à l'avenir aux navires d'une tierce puissance, et ils n'y seront pas assujettis à des droits de tonnage, de phare, de port, de pilotage, sanitaires ou autres quelconques, plus élevés que ceux qui seraient imposés dans les mêmes conditions aux navires nationaux ou français.

« Art. 3. — Les navires tunisiens entrant dans un port d'Italie et réciproquement les navires italiens entrant dans un port de Tunisie et qui n'y voudraient décharger qu'une partie de leur cargaison pourront, en se conformant aux lois et règlements des pays respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter, sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit de douane, ni à payer des droits autres ou plus élevés que ceux qui seraient perçus, en pareil cas, sur les bâtiments nationaux ou français.

« Il est également entendu que les mêmes navires pourront commencer leur chargement dans un port et le continuer dans un ou plusieurs autres ports du même pays, ou l'y achever, sans être astreints à payer des taxes autres que celles auxquelles sont soumis les bâtiments nationaux ou français.

« Art. 4. — Seront complètement exempts des droits de tonnage et d'expédition dans les ports de Tunisie et d'Italie les navires tunisiens et italiens :

« 1<sup>o</sup> Qui, entrés sur lest, en ressortiront sur lest ;

« 2<sup>o</sup> Qui, passant d'un port d'un des deux pays dans un ou plusieurs ports du même pays, soit pour y débarquer le tout ou une partie de leur chargement, soit pour y prendre leur chargement ou l'y compléter, justifieront avoir acquitté déjà ces droits ;

• 3<sup>e</sup> Qui, entrant avec un chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

« En cas de relâche forcée, ne seront pas considérés comme opérations de commerce le débarquement et le rechargeement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire, en cas d'innavigabilité du premier, les achats nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation et que les marchandises ne seront pas destinées à la consommation intérieure.

« Art. 5. — La nationalité des navires sera admise de part et d'autre d'après les lois et règlements particuliers à chaque pays au moyen de titres et patentes délivrés par les autorités compétentes aux capitaines, patrons et bateliers.

« Art. 6. — Les marchandises de toute nature qui seront importées dans les ports d'un des deux pays ou qui en seront exportées par des navires de l'autre ne seront plus assujetties à d'autres droits ni formalités d'entrée ou de sortie que si elles étaient importées ou exportées par des navires nationaux ou français. Elles jouiront, sous l'un ou l'autre pavillon, de toute prime, bonification, restitution des droits ou autres faveurs qui seraient accordées dans les pays respectifs aux mêmes marchandises importées ou exportées sous un pavillon quelconque.

« Art. 7. — Pour l'exercice du cabotage, les Tunisiens et les Italiens seront respectivement traités comme les nationaux en Italie et comme les nationaux et les Français en Tunisie.

« En ce qui concerne la pêche, les Tunisiens jouiront en Italie des droits et avantages accordés aux sujets des puissances étrangères par la législation en vigueur dans le royaume et les Italiens seront traités en Tunisie comme les nationaux et comme les Français.

« Art. 8. — Les marchandises de toute nature, produits de l'industrie ou du sol de la Tunisie ou de l'Italie, qui peuvent ou pourront être légalement importées en Italie ou en Tunisie, ne seront assujetties, à l'importation dans ces deux pays, à aucun droit d'entrée autre ou plus élevé que celui qu'auraient à payer les marchandises similaires, produits de la nation la plus favorisée.

« Les marchandises de toute nature, produits de l'industrie ou du sol de la Tunisie et de l'Italie, qui peuvent ou pourront être légalement exportées, ne seront assujetties, à leur exportation pour l'Italie ou la Tunisie, à aucun droit de sortie autre ou plus élevé que celui qu'auront à payer les marchandises similaires à destination de la nation la plus favorisée.

« D'une manière générale, pour tout ce qui concerne l'importation, l'exportation, la réexportation, le transit, l'emmagasinage, l'entrepôt, les primes d'importation et d'exportation, les remboursements de droits, les admissions temporaires, les droits locaux, le courtage, les tarifs et formalités de douane et les échantillons, la Tunisie jouira en Italie et l'Italie jouira en Tunisie du traitement de la nation la plus favorisée.

« Il est d'ailleurs bien entendu que le traitement de la nation la plus favorisée dont la jouissance est assurée à l'Italie ne lui donne pas droit au régime douanier qui pourrait être institué entre la Tunisie et la France, mais seulement aux avantages de quelque nature que ce soit qui, dans les matières énumérées au paragraphe précédent, seraient concédés à une tierce puissance quelconque.

« Art. 9. — Au cas où le tarif actuel de 10 0/0 à l'entrée sur les vins et de 8 0/0 sur les autres articles viendrait à être supprimé, en Tunisie, le droit nouveau ne pourra être plus élevé que celui inscrit, pour le même article, au tarif minimum français, exception faite pour les produits repris audit tarif minimum sous les numéros 88 et 110.

« Art. 10. — Les prohibitions ou les restrictions d'entrée, de sortie ou de transit, qui seraient jugées nécessaires pour des motifs sanitaires ou de sécurité publique, ou encore pour empêcher la propagation d'épidémie ou la destruc-

tion des récoltes, pourront être prononcées en Tunisie et en Italie à l'égard de toute marchandise en provenance ou à destination de l'un ou de l'autre pays.

« Art. 11. — Les marchandises de toute nature originaires de Tunisie et importées en Italie ne pourront être assujetties à des droits d'accise, de consommation intérieure ou d'octroi autres ou plus élevés que ceux qui grèvent ou grèveront les marchandises similaires d'origine italienne.

« De même, les marchandises de toute nature originaires d'Italie et importées en Tunisie ne pourront être assujetties à des droits d'accise, de consommation intérieure ou d'octroi autres ou plus élevés que ceux qui grèvent ou grèveront les marchandises similaires d'origine tunisienne.

« Art. 12. — La présente convention restera en vigueur jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1905. Dans le cas où aucune des hautes parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant ladite date son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurerait obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre l'aura dénoncée.

« Art. 13. — La présente convention sera soumise à l'approbation du Parlement italien ; elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris dans l'espace de trois mois à dater de sa signature, ou plus tôt si faire se peut. Elle entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications.

## GRANDE-BRETAGNE.

### Discours du marquis de Salisbury au banquet du Lord-Maire (9 novembre).

Lord Salisbury se lève au milieu des applaudissements. Il félicite l'ambassadeur des Etats-Unis du résultat des élections. Il exprime sa conviction que la question entre les Etats-Unis et l'Angleterre au sujet du Venezuela touche à sa fin.

Passant à la question des troubles dans l'empire ottoman, lord Salisbury rappelle que cette question a occupé les chancelleries de l'Europe et a produit un courant d'opinion intense en Angleterre. Des voix influentes se sont prononcées pour l'action isolée de la Grande-Bretagne.

Mais lord Salisbury constate qu'il y a maintenant unanimité contre cette action isolée. L'action isolée était la plus mauvaise attitude qui pût être adoptée.

« S'il s'agissait seulement de punir le gouvernement turc, la Grande-Bretagne ne manque pas de moyens pour cela ; mais si nous avons le désir d'enlever les populations chrétienne et ottomane à un gouvernement atroce, nous devons chercher à amener le plus grand nombre de nations possible à coopérer avec nous. Le public anglais croit que la flotte anglaise peut aller partout et tout faire. Cette croyance peut être encouragée dans de certaines limites ; mais si on veut améliorer le gouvernement et protéger les habitants de la Turquie, on ne peut le faire que par une occupation militaire. Aucune flotte ne peut le faire ; il faudrait de grandes forces militaires.

« On ne peut pas plus accuser l'Angleterre d'impuissance, parce qu'elle n'a pas une armée suffisante, qu'on ne pourrait accuser un homme de ne pouvoir pas ferrer un cheval quand il n'a pas de cheval.

« L'opinion publique de l'Angleterre, justement soulevée par les horreurs effroyables dont le gouvernement turc s'est rendu coupable, a reconnu que l'instrument capable d'introduire une réforme n'est pas l'armée d'un pays éloigné de plusieurs milliers de milles ; mais cette réforme, d'autres moyens peuvent l'accomplir.

« Comme je l'ai dit l'année dernière, il n'y a pas pour l'Angleterre d'autre attitude sage que d'adhérer au concert européen. Si les puissances européennes veulent agir, elles ont des moyens pour cela que nous ne possédons pas.

« Si ces puissances ne veulent pas agir ou si elles font des objections à une

politique d'action isolée, vous courrez le risque, en vous séparant d'elles, non seulement d'un insuccès, mais aussi d'une guerre européenne. Donc le plus sage est d'adhérer au concert européen. Dans le concert européen, les six puissances doivent marcher d'accord. L'une d'elles n'a pas le droit de s'opposer à l'action des autres, car le concert européen serait détruit.

« M. Morley a déclaré que, si l'Angleterre ne pouvait pas forcer le concert européen à restaurer un bon gouvernement en Turquie, ce serait la plus grande humiliation qu'elle ait jamais subie.

« Il n'y a pas plus d'humiliation pour l'Angleterre, si elle ne peut pas persuader les puissances, qu'il n'y en a pour celles-ci, si elles ne peuvent pas persuader l'Angleterre.

« Nous croyons qu'agir ensemble, là où nous le pouvons, nous conduira au but que nous avons en vue, mais nous n'acceptons pas de répondre des puissances sur l'action desquelles nous n'aurons pas de contrôle ; mais nous repoussons l'idée de forcer de puissants empires à toute politique qui nous paraît désirable.

« On a dit que les puissances poursuivaient un but intéressé. Cette accusation ne saurait être acceptée, parce que ces puissances refusaient d'entrer dans une action pouvant conduire à une guerre européenne.

« Les puissances ont la responsabilité des intérêts de leurs vastes populations. L'Angleterre peut montrer sa sympathie pour les souffrances des autres peuples, mais elle doit se souvenir que, si son attitude conduisait à la guerre dans le Levant, cela n'affecterait que quelques-uns de ses intérêts politiques, mais cela n'atteindrait ni les sujets de la reine, ni l'industrie du pays, ni ses possessions. Il en serait tout différemment pour les puissances continentales. De grandes industries seraient arrêtées et peut-être l'existence de ces nations menacée. Nous ne pouvons pas espérer que les puissances puissent envisager ce problème avec le même esprit de philanthropie que l'Angleterre dans son magnifique isolement.

« MM. Courtney et Morley veulent que l'Angleterre cherche à convaincre les puissances de son absolu désintérêt, en abandonnant des territoires que nous occupons actuellement. Nous ne voyons dans le problème actuel aucune raison de modifier la politique que nous avons poursuivie jusqu'à présent, ou d'abandonner un seul acre du territoire que nous avons maintenant. »

Lord Salisbury fait ensuite un grand éloge du général Kitchener et de la campagne de Dongola. Il associe à cet éloge lord Cromer.

« L'année dernière, j'ai dit que, si le gouvernement turc poursuivait le chemin dans lequel il s'était engagé, il serait puni par l'action de la Providence.

« Mais je n'ai jamais engagé le gouvernement anglais à adopter une action isolée ; non pas que je refuse toute action isolée, mais dans la situation actuelle, une action isolée serait une grande imprudence. Je ne puis pas dire quels seront les résultats d'une action commune, mais le concert de l'Europe semble dans une meilleure position qu'il n'a jamais été pour éteindre le mal terrible dont souffre le sud-est de l'Europe. Je crois que l'Europe travaille avec plus d'ensemble, qu'il y a plus d'union dans le but et que la tendance à une inférence réciproque est moindre.

« J'ai lu avec la plus grande satisfaction, continue lord Salisbury, l'éloquent discours de M. Hanotaux. Je suis d'accord avec lui dans ses lignes générales. Il a précisé d'une façon très juste l'action européenne au sujet de l'empire ottoman, et je ne vois rien dans l'attitude de la France qui puisse empêcher le concert européen. Nous avons toujours été d'accord avec la triple-alliance au sujet de la question orientale. Nos doctrines ont été les mêmes que les siennes. Rien ne permet de croire qu'elle ne coopérera pas volontiers dans le même but.

« Je ne ferais pas d'observation particulière au sujet de la Russie, si le plus grand homme d'Etat de la fin de ce siècle n'avait pas laissé échapper des déclarations extraordinaires qui ont été récemment publiées en Allemagne, et qui

laissent croire à un antagonisme permanent et nécessaire entre la Russie et la Grande-Bretagne. Je ne connais rien de cet antagonisme, ni des raisons qui justifient son existence. Les intérêts des deux pays ne semblent pas contenir des divergences aussi graves. Nous avons des discussions avec toutes les puissances ; celles que nous avons avec la Russie ne sont pas des plus considérables ; c'est donc, je crois, à la superstition d'une diplomatie vicine que revient cette idée d'un antagonisme nécessaire.

« Je ne veux désigner aucune puissance avec laquelle nous devions spécialement agir, mais je proteste contre la doctrine qui fait d'une puissance notre adversaire. Je crois que le gouvernement russe possède les mêmes vues et poursuit le même objet sur les terribles événements du Levant.

« Sans doute, il y a des divergences d'opinions sur les moyens à employer. Je ne vois pas de difficultés à prêter notre appui à toute proposition qui tendrait à employer la force, proposition à laquelle les cinq autres puissances pensent participer. Je ne sais pas si elles voudront y participer. C'est seulement par le sultan, et par lui seul, que nous pouvons espérer de donner un bon gouvernement aux chrétiens et aux musulmans de l'empire turc.

« Le gouvernement turc a promis de relâcher tous les prisonniers empêtrés sans que des accusations aient été formulées contre eux et d'empêcher la police de poursuivre de malheureux Arméniens ; mais je ne vois pas que ces mesures pratiques pourraient être employées pour réaliser ces promesses si modestes qu'elles soient ; c'est à la sagesse des six puissances à décider de ces mesures. Nous espérons qu'elles réussiront à arrêter le gouvernement turc avant qu'il arrive à l'abîme. Notre devoir est d'atteindre ce but sans déchaîner la ruine sur des millions d'hommes. Nous avons lieu d'espérer qu'en nous plaçant franchement à côté des puissances européennes, qu'en faisant notre possible pour leur inspirer le désir d'améliorer la situation, et qu'en dirigeant leurs conseils avec sagesse, nous pourrons effacer cette grande honte qui a sali le sud-est de l'Europe, sans mettre en péril l'harmonie des puissances et sans faire courir aucun risque aux biensfaits inappreciables de la paix. »

### SUISSE.

Le gouvernement de la République sud-africaine a fait connaître au Conseil fédéral, le 2 octobre 1896, son adhésion à la convention de Genève du 22 août 1864, pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne (*croix-rouge*).

Par dépêche du 26 octobre dernier, la légation suisse à Buenos-Aires a informé le Conseil fédéral que, dans la nuit du 6 au 7 du même mois à Esperanza (province de Santa-Fé), un jeune Suisse du nom de Joseph Lauter, originaire de Gliss (Valais) et âge d'environ 23 ans, a été tué dans les circonstances suivantes :

Lauber sortait de la maison d'un ami, où il avait passé la soirée. Cette maison est située près d'un poste de police. Lauber n'ayant pas obéi instantanément au commandement de halte du factionnaire, soit qu'il n'ait pas entendu ou pas compris cet appel, il reçut de ce soldat un coup de feu, qui lui traversa la tête et entraîna la mort au bout de quelques instants.

M. Rodé, ministre-résident de Suisse à Buenos-Aires, a immédiatement demandé au gouvernement argentin la punition des coupables et le paiement d'une indemnité aux parents de la victime.

Ensuite de cette démarche, le gouvernement de Santa-Fé a destitué, par mesure provisoire, le chef de la police et fait arrêter le meurtrier, le soldat de garde Funes.

Le Conseil fédéral a chargé son ministre-résident d'insister auprès du gouvernement argentin pour que les coupables n'échappent pas à la juste punition qu'ils ont méritée et pour que les parents de la victime reçoivent une indemnité équitable.

**Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale relatif à la révision de la constitution fédérale en vue d'introduire l'unification du droit.**

(Du 28 novembre 1896.)

Monsieur le président et messieurs,

Aujourd'hui que la dernière loi fédérale prévue par l'article 64 de la constitution fédérale est en vigueur depuis cinq ans, le Conseil fédéral estime le moment venu d'étudier le problème du développement du droit civil et du droit pénal dans notre Etat fédératif. La constitution, dans son article 64, a délimité de façon précise les attributions législatives de la Confédération. Mais il sera permis de rappeler que lors de l'élaboration de cet article 64, ce n'était pas l'opinion prépondérante qu'il dut à jamais limiter la compétence de la Confédération. L'article 64 est venu remplacer l'article 39 du projet de constitution du 8 mars 1872, qui chargeait la Confédération de legislérer en matière de droit civil et de procédure civile, en lui laissant la faculté d'en faire autant dans le domaine du droit pénal et de la procédure pénale. Il résulte clairement de la discussion qui eut lieu en 1873 dans l'Assemblée fédérale que la limitation de la compétence de la Confédération a été concedée dans l'idée seulement qu'une fois les lois prévues en vigueur, la Confédération continuerait à s'occuper du développement de l'unification du droit. Nous nous bornons à rappeler les paroles prononcées le 6 décembre 1873 par M. le conseiller national Alfred Escher, et le 19 décembre 1873, par M. le conseiller aux Etats Blumer. Ce dernier, comme rapporteur de la commission du Conseil des Etats, s'exprimait en ces termes : « C'est un grand sacrifice auquel consentent les partisans de l'unification du droit en acceptant la limitation de la compétence législative de la Confédération qu'on nous propose. En attendant, si, comme nous le pensons, les lois qui doivent être immédiatement promulguées se montrent bonnes et obtiennent l'approbation du peuple suisse, le besoin d'une centralisation plus grande se fera sentir si irresistiblement qu'alors une révision fédérale partielle ne rencontrera pas de trop graves difficultés. » Et plus loin : « Ce que le présent refuse, l'avenir le donne. La marche de l'époque tend irrésistiblement à ce que le droit civil, comme les monnaies, les mesures, les poids, soit le même sur un territoire géographique aussi étendu que possible. L'Allemagne nous montre en ce moment comment on passe de l'unité partielle du droit à l'unité complète : commençons donc une fois avec celle-là : agissons au lieu de discuter seulement : acceptons ce qui nous est offert, au lieu de reclamer ce qui, pour le moment, ne peut pas être atteint ; alors le développement ultérieur de l'unité juridique se fera de lui-même ».

Depuis, la question n'a rien perdu de son importance. Si l'unité dans la législation contribue à la prospérité de la Confédération, il ne faut rien négliger pour se rapprocher de ce but, en développant nos lois de façon méthodique et réfléchie. L'histoire suisse prouve que plus d'une fois des questions ont surgi qui n'ont pas trouvé de génération capable de les résoudre, au grand detriment de la patrie. Nous ne voudrions pas, pour le pays même, que les générations futures pussent adresser semblable reproche à notre époque.

Lors des révisions constitutionnelles de 1871 1872 et 1873 1874, les conseils ont discuté l'unification du droit civil, du droit pénal et de la procédure.

Notre projet vise l'unification du *droit pénal* et du *droit civil*, laissant de côté le domaine de la *procédure*. Outre que les travaux préliminaires indispensables pour se former une opinion sur l'importante question de l'unification de la procédure font défaut, nous ne disposons pas d'un corps de fonctionnaires constitué comme l'est celui auquel l'Empire allemand a pu recourir pour l'application de ses lois sur l'organisation judiciaire et la procédure. Nos institutions démocratiques exercent forcément une influence décisive sur l'organisation des tribunaux et l'administration de la justice. Il ne faut pas d'ailleurs perdre de vue que la loi fédérale sur l'organisation

judiciaire fédérale et les lois sur la procédure fédérale donnent, sur les points essentiels, satisfaction au besoin d'unifier l'organisation judiciaire et la procédure.

Quant au droit pénal et au droit civil, en revanche, le moment nous paraît venu de résoudre la question de l'attribution à la Confédération de la compétence législative. L'état des travaux préliminaires rend possible, réclame cette décision et chaque jour, grâce à notre extension commerciale et industrielle, s'accroît le besoin d'un droit unique pour toute la Confédération.

Pour répondre, dans une certaine mesure, au besoin d'assurer l'état de droit, la constitution de 1874 avait, à son article 46, posé en principe que les personnes établies en Suisse sont, dans la règle, soumises à la législation et à la juridiction du lieu de leur domicile. La loi fédérale sur les rapports de droit civil des Suisses établis et en séjour, destinée à assurer l'exécution de cette règle, a certes mis fin à plus d'une controverse, levé plus d'un doute quant au droit à appliquer. Mais cette tentative a démontré du même coup combien elle était insuffisante pour remédier aux plus graves défectuosités. On vit s'élever des conflits là où le droit cantonal se trouvait en contradiction avec la loi fédérale, où il en contrecarrait l'application ; tel le régime genevois en matière de tutelle. Dans le domaine de la tutelle, les cantons qui appliquent le droit d'origine se virent obligés d'instituer une autorité tutélaire spéciale pour les citoyens d'autres cantons établis sur leur territoire, autorité dont ne sont pas justiciables les ressortissants du canton. A plusieurs points de vue, le système de cette loi n'était pas compatible avec le régime matrimonial quant aux biens. Enfin, et c'est là l'essentiel, cette loi est impuissante à supprimer le grave préjudice que cause aux affaires le fait que chaque canton a son droit spécial.

Nous concluons en faveur de l'unification du droit pénal *et* du droit civil.

Il n'est pas probable, à la vérité, que le code penal et le code civil puissent être ensemble discutés aux Chambres. L'élaboration et la mise en vigueur de chacune de ces législations exigeront le concours de toutes les forces. A lui seul, le droit civil est d'une étendue et d'une importance telles que nous examinons d'ores et déjà la question de savoir si, à l'exemple d'un certain nombre de cantons (Zurich, Berne, Lucerne, Fribourg, Soleure, Neuchâtel), il ne conviendrait pas, cas échéant, de le discuter et le mettre en vigueur par chapitres.

Mais il y a lieu de séparer nettement cette question, qui vise les lois mêmes, de celle de la révision constitutionnelle. Celle-ci ne concerne pas le contenu des lois, mais la compétence législative. Or, au point de vue constitutionnel, l'unification du droit ne saurait être tranchée par chapitres ni morcelée, si l'on veut l'étudier avec toute l'attention qu'elle exige. Aussi, aux yeux du peuple, l'unification du droit civil et du droit pénal est-elle la double phase d'une seule et grande période de développement. Si beaucoup attachent avant tout de l'importance au droit penal, il en est au moins autant qui tiennent l'unification du droit civil pour la plus urgente et il serait, à coup sûr, difficile de dire quelle est l'opinion qui compte le plus de partisans. Toute discussion sur ce point serait, d'ailleurs superflue, puisque nous sommes à même de proposer simultanément une solution pour les deux domaines. La bonne foi, l'importance de la décision qu'il s'agit de prendre, exigent que l'unification du droit civil et du droit pénal fasse l'objet d'une discussion et d'un vote simultanés. Ce n'est qu'ainsi qu'il sera possible de faire valoir tous les motifs qui plaident en faveur de l'unification.

Dans les deux domaines, du reste, les travaux préparatoires, conformément au programme du Conseil fédéral, ont été poussés au point qu'il est possible d'aborder la question constitutionnelle. Un projet complet de code penal, discuté par une commission d'experts, a été publié. Un projet sur le droit des personnes et le droit de famille a été discuté par une commission restreinte. Renvoyer la question constitutionnelle jusqu'au moment où l'ensemble du droit civil aura été arrêté, ne nous paraît pas faisable, pour le

motif déjà indiqué plus haut, que nous voudrions nous réservier de soumettre aux chambres le droit civil, non sous la forme d'un code complet, mais par chapitres.

Mais ce qui prime tout, c'est la conviction que nous avons qu'en matière de droit civil comme de droit penal, il est devenu absolument nécessaire de conférer à la Confédération le droit de légiférer.

Si donc la question de révision constitutionnelle doit être posée pour le droit civil et le droit penal ensemble, cela n'exclut pas la possibilité de scinder les deux matières ; à tous ceux qui les séparent et qui entendent se prononcer en faveur de l'une à l'exclusion de l'autre, il faut donner la faculté de le faire. Le peuple et les cantons auraient donc, à notre avis, à voter en même temps sur les deux matières, mais sur chacune d'elles séparément.

### I.

Il importe de se rendre compte d'abord de tout ce qui a été fait jusqu'ici en vue de l'unification tant du droit penal que du droit civil. Nous rattacherons à cette étude l'indication des travaux préliminaires entrepris dans ce double domaine. Nous traiterons du droit penal indépendamment du droit civil. Mais rappelons d'emblée que presque tous les efforts faits en vue de l'unification avaient les deux matières juridiques pour objectif et qu'en général, le courant dans le peuple allait et va toujours vers un *droit unique*. Il suffit, sur ce point, de renvoyer aux programmes de divers partis politiques.

L'unification du *droit penal*, réalisée sous le régime de l'Helvétique, a été à maintes reprises reclamée et tentée depuis la constitution de notre Etat fédératif. La députation du canton de Soleure proposa en 1818, à la Diète, d'attribuer à la Confédération le droit de légiférer sur les délits et les peines, ainsi que sur l'instruction criminelle. La députation rappelait que plusieurs cantons, Berne, Argovie et Soleure entre autres, s'étaient concertés pour adopter le même code penal ; elle signalait l'état défectueux des législations pénales cantonales. Elle déclarait l'unification du droit penal nécessaire, comme un besoin vivement ressenti par la partie éclairée de la population. A ses yeux, l'unification devait développer dans notre peuple le sentiment du droit. Mais seuls Berne, Fribourg, Soleure et Argovie voterent en faveur de la proposition.

La Société pénitentiaire suisse, fondée le 27 mai 1867, qui est devenue plus tard la Société suisse pour la réforme pénitentiaire, discuta, dans sa première délibération, sur la nécessité d'avoir un droit penal suisse. Le rapporteur, M. Muller, directeur du pénitencier de Lenzbourg, recommanda l'unification du droit penal pour des motifs tirés de son expérience personnelle. Il expliqua que les idées juridiques étaient, de canton à canton, beaucoup plus rapprochées les unes des autres que ne le laissait supposer la diversité des législations. Le sentiment du droit dans le peuple, une saine administration de la justice par les tribunaux, font perdre son importance à cette diversité. Elle rend, selon lui, très difficile, presque impossible la tâche des employés des maisons pénitentiaires qui est de soumettre à un principe dirigeant et d'améliorer progressivement l'exécution des peines ; et cette exécution rationnelle, adaptée au développement nouveau de la vie nationale et sociale, réclamait impérieusement l'unification du droit penal.

La Société suisse des juristes, dans sa réunion annuelle tenue à Saint-Gall en 1869, se prononça également à une grande majorité en faveur de l'unification du droit penal, bien que le rapporteur, le professeur Alois d'Orelli, à cette époque là, ne fut pas encore partisan de l'unification.

Le 26 septembre 1871, la Société suisse pour la réforme pénitentiaire, décida d'adresser à l'Assemblée fédérale la pétition suivante :

« Plaïse à l'Assemblée fédérale, lors de la révision de la constitution fédé-

rale, d'introduire dans le projet un article qui permette de créer un droit pénal unique, une législation pénale basée sur des principes communs et d'apporter de la sorte dans le domaine de l'exécution des peines les améliorations qui sont les plus urgentes. »

La Société exprimait la conviction que « des améliorations durables ne peuvent être réalisées dans ce domaine qu'aux conditions suivantes : Un droit pénal suisse basé sur des règles qui soient les mêmes pour tous les citoyens ; la compétence accordée à la Confédération d'édicter des principes uniformes dans l'ensemble du domaine pénal, depuis le droit pénal jusqu'à l'exécution des peines, par la voie de lois fédérales, pour que notre peuple suisse obtienne enfin le bénéfice d'un état juridique bien réglé en matière de justice pénale aussi ». »

Lors des débats sur la révision constitutionnelle de 1872, l'Assemblée fédérale décida de donner à la Confédération la compétence de légiférer en matière de droit pénal et de procédure pénale. Au sein de la commission du Conseil national, qui prépara le projet de révision, on fit observer qu'une aussi grande variété des législations sur un territoire si restreint, l'inégalité suivant laquelle un acte était apprécié et puni, devaient froisser profondément le sentiment du droit dans le peuple. Dans le Conseil national, on releva surtout que les établissements pour jeunes délinquants faisaient défaut et que la Confédération était toute désignée pour intervenir dans ce domaine ; il s'imposait presque de la charger du traitement des jeunes délinquants.

(A suivre.)

#### BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

##### Revue des deux Mondes.

1<sup>er</sup> octobre. — *Carnets de voyage : le Midi*, par H. Taine. (Ces carnets ont été écrits au cours des tournées que fit Taine, de 1863 à 1866, comme examinateur d'admission à l'Ecole de Saint-Cyr.) — *Le voyage du Tsar*, par An. Leroy-Beaulieu (exposé de la situation politique générale, du caractère et des conséquences de l'entente franco-russe). — *L'Allemagne religieuse. L'évolution du protestantisme contemporain*, par Georges Goyau. — *Paysans et ouvriers depuis sept siècles : I. Les salaires au moyen-dge*, par le vicomte d'Avenel. — *L'Algérie en 1896*, par C. de Varigny. (L'Algérie constitue une des plus légitimes et des plus glorieuses conquêtes de la colonisation et de la civilisation, un facteur important à l'actif de la France et de l'humanité. Placement onéreux encore pour la France, j'en conviens, mais placement d'avenir, et de très grand avenir pour qui sait voir.)

15. — *Le comte de Cavour et le prince de Bismarck* (1<sup>re</sup> partie), par le comte Benedetti. — *La visite du Tsar Pierre le Grand en 1717*, par le comte d'Haussonville (d'après des documents nouveaux). — *Paysans et ouvriers depuis sept siècles : II. Les salaires aux temps modernes*, par le vicomte d'Avenel. — *Les bases de la croyance*, par F. Brunetière (préface de la traduction du livre publié sous ce titre par A.-J. Balfour). — *Chili et Bolivie. Notes de voyage : les salpêtres d'Iquique*, par André Bellessort.

1<sup>er</sup> novembre. — *Psychologie de l'esprit français : Autrefois et aujourd'hui*, par A. Fouilliée. — *Le comte de Cavour et le prince de Bismarck* (dernière partie), par le comte Benedetti. — *Le prince de Metternich et le prince de Bismarck*, par G. Valbert (à propos de la publication récente de la correspondance du comte Prokesch qui présida la Diète de Francfort de 1849 à 1855).

15. — *David. Géricault. Souvenirs du Collège de France (1846)*, par Jules Michelet. — *Évolution monétaire*, par Raphaël Georges Lévy. (L'or est ou va être, dans un laps de temps qui ne dépassera pas deux générations, assez abondant pour tous les besoins. Les peuples qui l'ont déjà le garderont et ceux qui ne l'ont pas encore l'adopteront comme mesure de valeur, en attendant la future évolution qui ne nous mènera ni au bimétallisme, ni au

monométallisme, mais peut-être à l'amétallisme, c'est-à-dire un état dans lequel les hommes auront trouvé, pour évaluer leurs richesses et opérer leurs échanges, une commune mesure plus simple encore que les métaux précieux.) — *Les origines orientales de la mythologie grecque*, par Ph. Berger. — *Chili et Bolivie : antofogasta*, par André Bellessort.

### Le Correspondant.

23 juin. — *L'évolution de la Géographie*, par A. de Lapparent (prédominance de la géographie physique). — *Lettres de M. Guizot à M. et Mme Ch. Lenormant*. (Elles se réfèrent aux années 1833 à 1858 ; elles ont surtout un caractère intime.) — *Une enquête sur le travail des femmes en Autriche*, par M. André. — *Saint Bernard et son temps*, par E. Julien (à propos d'un ouvrage récent).

10 juillet. — *Tunis, Bizerte, Carthage*, par A. d'Avignac. (Détails intéressants qui montrent les heureux résultats du protectorat français). — *Lettres de M. Guizot à Mme Lenormant* (elles s'arrêtent à la mort de M. Lenormant en 1839). — *Li-Hung-Chang*, par Albert Perquer. (Li Hung Chang a voulu connaître l'Occident pour mieux s'en défendre et pour mieux acheminer la Chine à prendre sa revanche, économique demain, politique, sinon militaire, après-demain. Ce ne sont pas les flatteries de l'Allemagne, les politesses de la France, les avances de l'Angleterre qui modifieront son état d'âme ; il ne sera dupe ni des démonstrations courtoises dont il est l'objet, ni des superbes parades qui lui sont données en spectacle ; ni ces manœuvres, ni ces appareils ne lui dissimuleront les divisions intestines de l'Europe, l'état maladif de son corps social.) — *Les archives de Dropmore*, par le marquis de Nadailiac. (Publication faite par le Gouvernement anglais de documents réunis par Lord Grenville, ministre des affaires étrangères de 1791 à 1801, dans son château de Dropmore. Ils contiennent des renseignements très curieux sur la Révolution française, par des agents secrets entretenus à Paris par le Gouvernement britannique). — *L'Encyclique « Satis Cognitum » et l'Angleterre*, par le P. Ragey, mariste.

23. — *Nos colonies du Gabon : l'esclavage de la femme*, par le P. Lejeune (tristes détails). — *Les archives de Dropmore*, par le marquis de Nadailiac (fin de cette analyse des renseignements fournis sur le Comité du Salut public, par des agents restés inconnus et dont le récit ne doit être accepté que sous bénéfice d'inventaire). — *La femme en Chine*, par Marie Dronsart (rôle bienfaisant de nos sœurs de charité). — *La Société romaine au IV<sup>e</sup> siècle : la classe moyenne, le peuple, les esclaves*, par Paul Allart. — *L'ouvrier anglais : sa condition actuelle et son avenir*, par An. Langlois (à propos du remarquable ouvrage de M. René Lavollée).

10 août. — *Le Transvaal et l'Afrique du Sud. Le procès Jameson*, par Paul Bérenger (exposé complet des faits d'après les divers documents officiels). — *Un ami de Napoléon III : le comte Arese*, par le comte J. Grabinski (beaucoup de détails curieux sur les affaires d'Italie). — *Le problème de la population*, par A. Fruges.

23. — *Le problème de la population* (fin), par A. Fruges. — *Le comte Arese* (renseignements et documents sur les événements de 1839, lettres de Napoléon III). — *L'aventure Jameson* (fin), par Paul Bérenger.

10 septembre. — *Le régime fiscal de la France et le projet d'impôt sur les revenus*, par Chesnelong, sénateur. — *La charité sociale en Angleterre*, par le marquis Costa de Beauregard. — *Le comte Arese*, d'après des documents nouveaux, par le comte Grabinski (lettres de Napoléon III de 1861 à sa mort). — *Le mouvement féministe : cause de son développement tardif en France, son extension à l'étranger*, par M. Dronsart.

23. — *La Crète et la France : autrefois et aujourd'hui*, par H. de Lacombe (première partie d'un exposé historique détaillé, elle va jusqu'au commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle). — *Le Congrès des catholiques autrichiens à Salzbourg*,

par Maurice Vanlaer. — *La Turquie d'Asie : ses divisions, ses nationalités*, L. de Contenson. — *Le mouvement féministe : les clubs de femmes en Amériques, le vote municipal et politique pour les femmes, l'éligibilité*, par M. Dronsart.

10 octobre. — *Châlons et Reims en 496 et 1496*, par H. de Lacombe. — *Trois plans de campagne inédits de M. de Moltke*, par Aug. Boucher. (Ces plans qui datent de 1860, 1862, 1866, ont été publiés récemment par le grand état-major allemand. L'auteur de l'article recherche quel est l'intérêt qu'on a cru servir à Berlin par cette publication.) — *Le féminisme en France*, par M. Dronsart. — Fragments des mémoires du général Trochu : *le prince Napoléon, l'Empereur, la Conférence de Châlons, l'Impératrice, le Siège de Paris, la Journée du 31 octobre*.

23. — Fragments des mémoires du général Trochu. Ils se réfèrent à des incidents très divers ; les plus intéressants se rapportent au maréchal Bugeaud et au maréchal Saint-Arnaud. — *Charles Nodier conspirateur*, par P. Vaissière. — *Les Monts-de-Piété en Europe, en Angleterre et en Amérique*, par B. Lequesne.

### La Revue de Paris.

13 juin. — *Ménélik et son empire*, par Maurice Maingron. (Le règne de Ménélik inaugure, dans l'histoire de l'Abyssinie, le régime moderne. Ménélik se révèle comme un grand souverain ; le temps semble venu d'esquisser son histoire et de montrer ce qu'est l'Abyssinie et ce que vaut son souverain.) — *Souvenirs de jeunesse*, par le peintre Munkacsy. — *L'alcool*, par E. Duclaux, de l'Académie des Sciences. — *Constantinople pendant la guerre de Crimée*, par L. Thouvenel (détails empruntés à de nombreuses correspondances inédites ; M. Thouvenel, père de l'auteur de l'article, a été pendant cette période directeur des affaires politiques, puis ambassadeur à Constantinople). — *Un philosophe d'autrefois : Ad. Franck*, par Eug. Manuel.

1<sup>er</sup> juillet. — *Lettres de Barbès à Georges Sand*. (Elles vont de 1848 à 1870, à la veille de la mort de Barbès.) — *Au tombeau de Pétrarque*, par Jusserand. — *Le monde jaune*, par Schrader. (Conséquences de la lutte entre la Chine et le Japon, ainsi que du triomphe de celui-ci.)

13. — *Quirinal, Vatican, République*, par Ernest Lavisse. — *La vie politique en province : Languedoc et Normandie*, par Léopold Mabilieu. — *L'insurrection cubaine et le devoir des gens*, par Arthur Desjardins (article des plus intéressants et instructifs). — *L'émigration à Turin en 1789*, par le comte d'Espinchal (journal).

1<sup>er</sup> août. — *Lettres de Mme Desbordes-Valmore*. (Elles sont adressées à diverses personnes, et vont de 1826 à 1854). — *Li-Hung-Tchang*, par Louis Codre, missionnaire apostolique. — *La jeunesse de Tourgueniev*, par Em. Haumant. — *Une visite à l'Acropole d'Athènes*, par G. Larroumet. — *L'exposition du millénaire hongrois*, par Ed. Sayous.

13. — *Ullima*, par Alphonse Daudet (derniers jours d'Edm. de Goncourt). — *Alfred de Musset et George Sand. Notes et documents inédits*. — *Journal d'un Français à Moscou* (mai-juin 1896), par le comte L. de Turenne. — *La présentation de Mme du Barry*, par Pierre de Nolhac.

13 septembre. — *Pèlerins de Metz*, par Paul et Victor Margueritte. (Notes d'un court voyage fait par les fils du vaillant général en août dernier.) — *Lettres de Voltaire à la comtesse de Bentinck*, publiées par M. Philippe Godet. — *Vers le pôle. Nansen et Andrée*. — *Notes sur la vie privée à la Renaissance*, par Edm. Bonnaffé. — *Le général Gallieni*, par Jean Hess.

---

*Le Gérant : Gaston DUJARRIC.*

---

# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

---

## PREMIÈRE PARTIE

---

### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

---

#### ESPAGNE — MEXIQUE

Convention concernant la propriété intellectuelle.

10 juin 1895 (1).

Article premier. — Les auteurs, traducteurs et éditeurs d'œuvres littéraires, scientifiques ou artistiques, appartenant à une des deux nations, jouiront dans l'autre des droits et garanties que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont à l'avenir aux nationaux, pourvu que, en sollicitant la reconnaissance de ces droits, ils se présentent personnellement ou se fassent représenter légalement, et qu'ils justifient de leur propriété, conformément à la législation de l'Etat qui doit le garantir, par les mêmes voies et sous les mêmes conditions que les nationaux, sans aucune autre exigence ni formalité.

Pour les effets du présent Traité, sont considérés comme auteurs espagnols, ceux de nationalité espagnole ou mexicaine qui habitent le territoire de la monarchie espagnole ou qui y écrivent, exécutent ou publient pour la première fois ou mettent à la scène leurs œuvres, et comme auteurs mexicains ceux de nationalité mexicaine ou espagnole qui habitent la République ou y écrivent, exécutent ou publient pour la première fois ou mettent à la scène leurs œuvres.

Les mandataires légaux ou ayant cause des auteurs, traducteurs, compositeurs ou artistes jouiront, réciproquement et à tous égards, des mêmes droits que ceux que la présente convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs ou artistes.

Les ouvrages publiés par livraisons jouiront des droits de propriété littéraire à partir du jour où on aura commencé la publication,

(1) Les auteurs français peuvent invoquer le bénéfice de cette Convention en vertu de l'art. 2, dern. alin., du traité de commerce franco-mexicain du 27 novembre 1895, d'après lequel « pour ce qui est de la propriété littéraire et artistique, les citoyens de chacune des deux hautes parties contractantes jouiront réciproquement chez l'autre du traitement de la nation la plus favorisée. »

**Art. 2.** — L'expression « œuvres littéraires, scientifiques ou artistiques » comprend les livres, brochures ou autres écrits; les compositions dramatiques ou musicales et les arrangements de musique; les œuvres de dessin, de peinture, de sculpture et d'architecture; les gravures, photographies, photogravures, lithographies, chromolithographies et les illustrations; les cartes géographiques, plans, croquis, et, en général, toute production du domaine littéraire, scientifique ou artistique, pouvant être publiée ou reproduite par un système quelconque déjà connu ou qui sera inventé postérieurement.

**Art. 3.** — Les auteurs d'œuvres écrites en dialectes ou langues anciennes de l'un des deux pays jouiront, dans l'autre pays, du droit exclusif de traduction sur leurs œuvres dans les mêmes conditions que la présente convention accorde aux œuvres originelles écrites en langue espagnole.

Les traducteurs seront, pour leurs traductions, investis du droit de propriété, mais ils ne pourront s'opposer à ce que les mêmes œuvres soient traduites par d'autres écrivains.

**Art. 4.** — Afin d'éviter des doutes et des difficultés en matière des droits de représentation à percevoir, dans le pays autre que celui d'origine, par les auteurs d'œuvres dramatiques, le tarif suivant, applicable aux entrées, est fixé d'un commun accord :

Pour les œuvres en un acte, le 2 pour cent;

Pour les œuvres en deux actes, le 4 pour cent;

Pour les œuvres en trois actes ou davantage, le 6 pour cent.

Quand il s'agit d'une œuvre lyrico-dramatique, ces droits seront répartis par moitié entre l'auteur de la musique et celui du livret.

Pour les œuvres purement musicales, ces droits seront réduits de moitié.

Tes auteurs d'œuvres dramatiques, lyriques ou lyrico dramatiques, ne pourront s'opposer, dans l'autre pays, à la libre représentation de leurs œuvres, pourvu qu'ils perçoivent les droits correspondants.

**Art. 5.** — Sont prohibées dans chacun des deux pays l'impression, la publication, la reproduction, la vente ou l'exposition en vente des œuvres littéraires, scientifiques ou artistiques, effectuées sans le consentement de l'auteur espagnol ou mexicain, que les reproductions non autorisées proviennent de l'un des pays contractants ou d'un pays étranger quelconque.

Toutefois est permise la reproduction d'articles ou d'illustrations parus dans des publications périodiques, à condition d'indiquer l'auteur ou la publication d'où est tirée la reproduction; mais lorsqu'un auteur aura réuni ses articles ou illustrations en une collection, il ne sera plus licite de les imprimer ou de les reproduire, en tout ou en partie, sans son consentement.

De même, il est licite de reproduire des fragments ou des illustrations isolées d'œuvres littéraires, pourvu qu'ils soient spécialement destinés et adaptés à des manuels d'enseignement ou qu'ils aient un caractère scientifique; toutefois le nom de l'auteur ou l'œuvre auxquels sont empruntés ces extraits, morceaux ou fragments, devront toujours être mentionnés.

En aucun cas, il ne sera permis de reproduire des morceaux sans l'autorisation de l'auteur de l'œuvre.

La publication réciproque de chrestomathies, composées de fragments d'ouvrages d'auteurs divers ou d'articles de peu d'étendue, sera également considérée comme licite.

Art. 6. — Aucune des hautes parties contractantes ne sera tenue, d'une manière quelconque, d'accorder aux auteurs de l'autre partie des droits plus étendus que ceux accordés aux nationaux ; elle ne devra pas non plus reconnaître en leur faveur des droits dépassant ceux dont ils jouissent en vertu des lois de leur propre pays.

Art. 7. — En cas de contravention aux dispositions du présent traité, les Tribunaux appliqueront les peines respectives de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'une œuvre ou d'une production d'un auteur national.

Art. 8. — Si l'une des hautes parties contractantes accordait à un Etat quelconque, pour la garantie de la propriété intellectuelle, des avantages plus étendus que ceux stipulés dans la présente convention, ces avantages seraient également concédés, dans les mêmes conditions, à l'autre partie contractante.

Art. 9. — La présente convention n'est pas applicable aux œuvres qui seront tombées déjà dans le domaine public le jour où elle entrera en vigueur. Sont considérés comme étant du domaine public les œuvres qui, à cette date, auront été réimprimées, reproduites ou représentées dans l'autre pays.

Art. 10. — Les dispositions de la présente convention ne pourront porter atteinte au droit appartenant à chacune des hautes parties contractantes et réservé expressément, de permettre, de surveiller ou d'interdire, par des mesures législatives ou administratives, la circulation, la représentation ou l'exposition de toute œuvre ou production à l'égard de laquelle l'un ou l'autre Etat entend exercer ce droit.

Art. 11. — La présente convention sera applicable en Espagne et dans ses provinces et colonies d'outre-mer et dans les Etats-Unis du Mexique ; elle entrera en vigueur deux mois après l'échange des ratifications et durera cinq ans à partir de cette dernière date ; mais elle continuera à déployer ses effets même dans la suite jusqu'à ce qu'elle ait été dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes et encore une année après la dénonciation.

Si celle-ci a lieu dans le délai précité de cinq ans, le présent traité cessera ses effets à l'expiration de ce délai.

Art. 12. — Cette convention sera ratifiée conformément aux lois des deux pays et il sera procédé à Mexico, le plus tôt possible, à l'échange des ratifications.

## RÉPUBLIQUE DOMINICAINE — HAITI

### Convention d'arbitrage.

3 juillet 1895.

Le Président de la République d'Haïti, dans l'exercice de ses attributions constitutionnelles,

Et le Président de la République Dominicaine, spécialement autorisé par le plébiscite des un et deux juin mil huit cent quatre-vingtquinze ;

Vu le Traité en vigueur du neuf novembre mil huit cent soixante-quatorze, en son article quatre, conçu ainsi :

« Art. 4. — Les hautes parties contractantes s'engagent formellement à établir, de la manière la plus conforme à l'équité et aux intérêts réciproques des deux peuples, les lignes frontières qui séparent leurs possessions actuelles. Cette nécessité fera l'objet d'un traité spécial et des Commissaires seront respectivement nommés le plus tôt possible à cet effet. »

Vu l'interprétation opposée donnée audit article quatre par les deux Gouvernements;

D'une part, le Gouvernement haïtien soutenant que l'*uti possidetis* de mil huit cent soixante-quatorze est celui qui a été conventionnellement accepté et consacré pour le tracé de nos lignes frontières; qu'en effet, le terme de possessions actuelles veut dire les possessions occupées à l'époque de la signature du traité;

D'autre part, le Gouvernement dominicain soutenant que l'*uti possidetis* de mil huit cent soixante-quatorze n'est pas conventionnellement accepté ni consacré dans ledit article quatre, parce que, par possessions actuelles, on ne peut entendre que ce qui, en droit, pourrait appartenir à chacun des deux Gouvernements, c'est-à-dire les possessions fixées par le *statu quo post bellum* en mil huit cent cinquante-six, uniques que peut avoir en sa faveur l'*uti possidetis* auquel peut raisonnablement se référer la clause de l'article quatre;

Désireux de donner une solution amiable à la difficulté existant entre leurs Gouvernements respectifs au sujet de l'interprétation contraire susdite,

Ont résolu de soumettre à un arbitrage la difficulté en question et, dans le but de conclure une convention à cet effet, ont institué comme Plénipotentiaires respectifs :

Le Président de la République d'Haïti,

M. Dalbémard, Jean-Joseph, E. Ex. et ministre plénipotentiaire d'Haïti, à Santo-Domingo;

Le Président de la République dominicaine,

M. Enrique Ilénriquez, ministre des Relations Extérieures de la République dominicaine;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les ayant trouvés en bonne et due forme, ont agréé et conclu les articles suivants :

**Article premier.** — La difficulté qui a surgi entre le Gouvernement d'Haïti et le Gouvernement dominicain au sujet de l'interprétation de l'article quatre du Traité de mil huit cent soixante-quatorze sera soumis à l'arbitrage de Sa Sainteté le Pape, à la bonté paternelle et impartiale duquel il sera demandé de décider si ledit article quatre du Traité de mil huit cent soixante-quatorze a le sens et donne le droit que lui suppose le Gouvernement dominicain.

**Art. 2.** — Chacune des hautes parties contractantes désignera l'agent spécial ou les agents qui seront chargés de produire les notes et explications nécessaires à l'examen de la question, telle qu'elle est posée à l'article précédent.

**Art. 3.** — Le mémoire de chacune des deux parties, accompagné des documents qu'il y aura lieu d'y joindre à l'appui, sera soumis, en double, au Souverain Pontife et à l'agent de l'autre partie aussitôt que possible, après que le Saint-Père aura daigné consentir à être juge-arbitre, mais

dans un délai ne dépassant pas deux mois, du jour de l'échange des ratifications du présent Traité.

Art. 4. — Dans le délai d'un mois après la remise réciproque du mémoire, chaque partie pourra, de la même manière, remettre en double au Souverain Pontife et à l'agent de l'autre partie un contre-mémoire et, s'il y a lieu, des documents additionnels en réponse aux contre-mémoires et documents ainsi présentés par l'autre partie.

Art. 5. — La décision rendue par écrit, en double, datée et signée comme le Très Saint-Père sera prié de la faire, une copie sera remise à l'agent d'Haïti pour son Gouvernement et l'autre copie sera remise à l'agent de la République dominicaine pour son Gouvernement.

Art. 6. — Chaque gouvernement paiera son propre agent et pourvoira aux dépenses de préparation et de présentation de son affaire devant le Tribunal arbitral. Toutes les autres dépenses possibles relatives à l'arbitrage seront supportées également par moitié par les deux Gouvernements.

Art. 7. — Les hautes parties contractantes s'engagent à considérer le résultat de l'arbitrage comme la solution complète et définitive de la difficulté sur l'interprétation ci-dessus indiquée de l'article 4 du Traité de 1874.

Art. 8. — Si le point est résolu en faveur de la nation haïtienne, le Gouvernement dominicain s'oblige à tracer la ligne frontière définitive de manière que restent en faveur d'Haïti toutes les possessions occupées par elle dans l'année 1874.

Art. 9. — Si l'arbitre décide la question suivant l'interprétation soutenue par le Gouvernement dominicain, alors que celui-ci, considérant que Haïti a toujours occupé et peuplé le territoire en litige depuis laps de temps et que la République dominicaine serait aujourd'hui dans l'impossibilité d'indemniser les propriétaires haïtiens des biens situés et établis dans ledit territoire, comme aussi elle se trouverait dans l'impossibilité de l'occuper et de le peupler de familles dominicaines, s'oblige à convenir avec le Gouvernement haïtien, usant pour cela de l'autorisation expresse que lui a conférée le peuple souverain, pour laisser Haïti en possession avec droit parfait, du territoire qu'elle occupait en 1874, moyennant juste compensation pécuniaire.

Art. 10. — Le présent Traité sera soumis à l'approbation et sanction des autorités compétentes respectives et les ratifications seront échangées à Santo-Domingo dans le délai de deux mois, à compter de cette date ou plus tôt, si c'est possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires des parties contractantes ont signé la présente convention et ont apposé leurs sceaux respectifs.

Fait en double original, en langue française et espagnole, dans la ville de Santo-Domingo, le trois du mois de juillet mil huit cent quatre-vingtquinze.

*Signé : D. JEAN-JOSEPH.  
Enrique ENRIQUEZ.*

## PAYS-BAS — PORTUGAL

## Convention d'extradition.

19 mai 1894.

Sa Majesté la reine des Pays-Bas et en Son Nom Sa Majesté la reine régente du Royaume, et Sa Majesté le roi de Portugal et des Algarves, ayant résolu d'un commun accord de conclure une nouvelle convention pour l'extradition des malfaiteurs, ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté la reine des Pays-Bas et en Son Nom Sa Majesté la reine régente du Royaume :

Le baron Jacob Dirk Carel de Heeckeren de Kell, son ministre résident près de Sa Majesté Très-Fidèle ;

Sa Majesté le roi de Portugal et des Algarves :

Le sieur Ernesto Rodolpho Hintze Ribeiro, du conseil de Sa Majesté Très-Fidèle, conseiller d'Etat, grand'croix de l'ordre de la Tour et de l'Epée, de l'ordre militaire du Christ, de l'ordre du Lion Néerlandais, etc., etc., président du Conseil et ministre et secrétaire d'Etat aux départements des finances et des affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

**Article premier.** — Le Gouvernement néerlandais et le Gouvernement portugais s'engagent à se livrer réciproquement d'après les règles déterminées par les articles suivants, à l'exception de leurs nationaux, les individus condamnés ou prévenus à raison d'un des faits ci-après énumérés, commis hors du territoire de l'Etat, auquel l'extradition est demandée :

1<sup>o</sup>. a) Attentat contre la vie ou la liberté du Roi et de la Reine régnante, du Régent, ou d'un autre chef d'un Etat ami, ou entreprise dans le dessein de les rendre incapables de régner ;

b) Attentat contre la vie ou la liberté de la Reine non régnante, de l'Héritier Présomptif du Trône ou d'un Membre de la Famille Souveraine ;

2<sup>o</sup> Meurtre ou assassinat, meurtre ou assassinat commis sur un enfant ;

3<sup>o</sup> Menaces, faites par écrit et sous une condition déterminée, dans les cas prévus par la législation des deux pays ;

4<sup>o</sup> Avortement, procuré par la femme enceinte ou par d'autres ;

5<sup>o</sup> Sévices, ayant occasionné une grave lésion corporelle ou la mort, sévices commis avec prémeditation ou sévices graves ;

6<sup>o</sup> Viol; attentat à la pudeur; le fait d'avoir, en dehors du mariage, un commerce charnel avec une fille ou une femme au-dessous de l'âge de seize ans, ou avec une femme au-dessus de cet âge, lorsque le coupable sait qu'elle est évanouie ou sans connaissance; actes d'immoralité, lorsque le coupable sait que la personne avec laquelle il les commet, est évanouie ou sans connaissance, ou lorsque cette personne n'a pas atteint l'âge de seize ans; excitation d'une personne au-dessous de cet âge à commettre ou à subir des actes d'immoralité ou à avoir, en dehors du mariage, un commerce charnel avec un tiers ;

7<sup>o</sup> Excitation de mineurs à la débauche et tout acte ayant pour objet de favoriser la débauche de mineurs, punissable d'après les lois des deux pays ;

8<sup>e</sup> Bigamie;

9<sup>e</sup> Enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'un enfant;

10<sup>e</sup> Enlèvement de mineurs;

11<sup>e</sup> Contrefaçon ou altération de monnaies ou de papier-monnaie, entreprise dans le dessein d'émettre ou de faire émettre ces monnaies ou ce papier-monnaie comme non contrefaçons et non altérés, ou mise en circulation de monnaie ou de papier-monnaie contrefaçons ou altérés, lorsqu'elle a lieu à dessein;

12<sup>e</sup> Contrefaçon ou falsification de timbres et de marques de l'Etat ou de marques d'ouvrier exigées par la loi, dans les cas prévus par la législation des deux pays;

13<sup>e</sup> Faux en écriture et usage fait à dessein de l'écriture fausse ou falsifiée, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef; la détention ou l'introduction de l'étranger de billets d'une banque de circulation fondée en vertu de dispositions légales, dans le dessein de les mettre en circulation comme n'étant ni faux ni falsifiés, lorsque l'auteur savait au moment où il les a reçus, qu'ils étaient faux ou falsifiés;

14<sup>e</sup> Faux serment;

15<sup>e</sup> Corruption de fonctionnaires publics, dans les cas prévus par la législation des deux pays; concussion; détournement commis par des fonctionnaires ou par ceux qui sont considérés comme tels;

16<sup>e</sup> Incendie allumé à dessein, lorsqu'il peut en résulter un danger commun pour les biens ou un danger de mort pour autrui; incendie allumé dans le dessein de se procurer ou de procurer à un tiers un profit illégal au détriment de l'assureur ou du porteur légal d'un contrat à la grosse;

17<sup>e</sup> Destruction illégale commise à dessein d'un édifice appartenant en tout ou en partie à un autre ou d'un édifice ou d'une construction, lorsqu'il peut en résulter un danger commun pour des biens ou un danger de mort pour autrui;

18<sup>e</sup> Actes de violences commis en public, à forces réunies, contre des personnes ou des biens;

19<sup>e</sup> Le fait illégal commis à dessein de faire couler à fond, de faire échouer, de détruire, de rendre impropre à l'usage ou de détériorer un navire, lorsqu'il peut en résulter un danger pour autrui;

20<sup>e</sup> Emeute et insubordination des passagers à bord d'un navire contre le capitaine et des gens de l'équipage contre leurs supérieurs;

21<sup>e</sup> Le fait commis à dessein d'avoir mis en péril un convoi sur un chemin de fer;

22<sup>e</sup> Vol;

23<sup>e</sup> Escroquerie;

24<sup>e</sup> Abus de blanc-seing;

25<sup>e</sup> Détournement;

26<sup>e</sup> Banqueroute frauduleuse;

Sont comprises dans les qualifications précédentes la tentative et la complicité, lorsqu'elles sont punissables d'après la législation du pays auquel l'extradition est demandée.

Art. 2. — L'extradition n'aura pas lieu :

1<sup>o</sup> Lorsque le fait a été commis dans un pays tiers et que le Gouvernement de ce pays requiert l'extradition;

2<sup>o</sup> Lorsque la demande en sera motivée par le même fait, pour lequel l'individu réclamé a été jugé dans le pays auquel l'extradition est demandée et du chef duquel il y a été condamné, absous ou acquitté;

3<sup>o</sup> Si, d'après les lois du pays auquel l'extradition est demandée, la prescription de l'action ou de la peine est acquise avant l'arrestation de l'individu réclamé, ou, l'arrestation n'ayant pas encore eu lieu, avant qu'il n'ait été cité devant le Tribunal pour être entendu.

Art. 3. — L'extradition n'aura pas lieu aussi longtemps que l'individu réclamé est poursuivi pour le même fait dans le pays auquel l'extradition est demandée.

Art. 4. — Si l'individu réclamé est poursuivi ou subit une peine pour une autre infraction que celle qui a donné lieu à la demande d'extradition, son extradition ne sera accordée qu'après la fin de la poursuite dans le pays auquel l'extradition est demandée, et, en cas de condamnation, qu'après qu'il aura subi sa peine ou qu'il aura été gracié. Néanmoins, si d'après les lois du pays qui demande l'extradition, la prescription de la poursuite pouvait résulter de ce délai, son extradition sera accordée, si des considérations spéciales ne s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer l'extradé aussitôt que la poursuite dans ce pays sera finie.

Art. 5. — L'individu extradé ne pourra être ni poursuivi ni puni, dans le pays auquel l'extradition a été accordée, pour un fait punissable quelconque non prévu par la présente convention et antérieur à son extradition, ni extradé à un Etat tiers sans le consentement de celui qui a accordé l'extradition, à moins qu'il n'ait eu la liberté de quitter de nouveau le pays susdit pendant un mois après avoir été jugé, et, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou après avoir été gracié.

Il ne pourra pas non plus être poursuivi ni puni du chef d'un fait punissable prévu par la convention, antérieur à l'extradition, sans le consentement du Gouvernement qui a livré l'extradé et qui pourra, s'il le juge convenable, exiger la production de l'un des documents mentionnés dans l'article 7 de la présente convention. Toutefois, ce consentement ne sera pas nécessaire lorsque l'inculpé aura demandé spontanément à être jugé ou à subir sa peine ou lorsqu'il n'aura pas quitté, dans le délai fixé plus haut, le territoire du pays auquel il a été livré.

Art. 6. — Les dispositions de la présente convention ne sont point applicables aux délits politiques. La personne qui a été extradée à raison de l'un des faits de droit commun mentionnés à l'article 1<sup>er</sup>, ne peut, par conséquent, en aucun cas, être poursuivie et punie dans l'Etat auquel l'extradition a été accordée, à raison d'un délit politique commis par elle avant l'extradition, ni à raison d'un fait connexe à un semblable délit politique, à moins qu'elle n'ait eu la liberté de quitter de nouveau le pays pendant un mois après avoir été jugée et, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou après avoir été graciée.

Art. 7. — L'extradition sera demandée par la voie diplomatique et ne sera accordée que sur la production de l'original ou d'une expédition authentique, soit d'un jugement de condamnation, soit d'une ordonnance de mise en accusation ou de renvoi devant la justice répressive avec mandat d'arrêt, soit d'un mandat d'arrêt, délivré dans les formes

prescrites par la législation de l'Etat qui fait la demande, et indiquant suffisamment le fait dont il s'agit, pour mettre l'Etat requis à même de juger s'il constitue, d'après sa législation, un cas prévu par la présente convention, ainsi que la disposition pénale qui lui est applicable.

Art. 8. — Les objets saisis en la possession de l'individu réclamé seront livrés à l'Etat requérant, si l'autorité compétente de l'Etat requis en a ordonné la remise.

Art. 9. — En attendant la demande d'extradition par la voie diplomatique, l'arrestation provisoire de l'individu, dont l'extradition peut être requise aux termes de la présente convention, pourra être demandée :

Du côté des Pays-Bas, par tout officier de justice ou tout juge d'instruction (juge commissaire) ;

Du côté du Portugal, par tout juge de première instance.

L'arrestation provisoire est soumise aux formes et aux règles prescrites par la législation du pays auquel la demande est faite.

Art. 10. — L'étranger arrêté provisoirement, aux termes de l'article précédent, sera, à moins que son arrestation ne doive être maintenue pour un autre motif, mis en liberté, si, dans le délai de vingt jours après la date du mandat d'arrestation provisoire, la demande d'extradition par la voie diplomatique, avec remise des documents prescrits par la présente convention, n'a pas été faite.

Art. 11. — Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, un des Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins se trouvant dans l'autre Etat, une Commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite, en observant les lois du pays où les témoins seront invités à comparaître. En cas d'urgence toutefois, une Commission rogatoire pourra être directement adressée par l'autorité judiciaire dans l'un des Etats à l'autorité judiciaire dans l'autre Etat.

Toute Commission rogatoire, ayant pour but de demander une audition de témoins, devra être accompagnée d'une traduction française.

Art. 12. — Si, dans une cause pénale non politique, la comparution personnelle d'un témoin dans l'autre pays est nécessaire ou désirée, son Gouvernement l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite, et, en cas de consentement, il lui sera accordé des frais de voyage et de séjour, d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu, sauf le cas où le Gouvernement requérant estimera devoir allouer au témoin une plus forte indemnité.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaîtra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminels antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits objet du procès où il figurera comme témoin.

Art. 13. — Lorsque, dans une cause pénale non politique, la confrontation de criminels, détenus dans l'autre Etat, ou bien la communication de pièces de conviction ou de documents, qui se trouveraient entre les mains des autorités de l'autre pays, sera jugée utile ou nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et l'on y donnera suite à moins de considérations spéciales qui s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les criminels et les pièces.

Art. 14. — Le transit, à travers le territoire de l'un des Etats contractants, d'un individu livré par une tierce puissance à l'autre partie et n'appartenant pas au pays du transit, sera accordé sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés à l'article 7, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans la présente convention et ne rentre pas dans les prévisions des articles 2 et 6, et que le transport ait lieu, quant à l'escorte, avec le concours de fonctionnaires du pays qui a autorisé le transit sur son territoire.

Les frais du transit seront à la charge de l'Etat requérant.

Art. 15. — Les Gouvernements respectifs renoncent de part et d'autre à toute réclamation pour la restitution des frais d'entretien, de transport et autres, qui pourraient résulter, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'extradition des prévenus, accusés ou condamnés, ainsi que de ceux résultant de l'exécution des Commissions rogatoires, du transport et du renvoi des criminels à confronter, et de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction ou des documents.

Au cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extrader sera conduit au port que désignera l'agent diplomatique ou consulaire du Gouvernement requérant, aux frais duquel il sera embarqué.

Art. 16. — Les stipulations de la présente convention seront applicables aux colonies et possessions étrangères des deux hautes parties contractantes, mais, étant basées sur la législation de la mère-patrie, ces stipulations ne seront observées de part et d'autre que pour autant qu'elles seront compatibles avec les lois en vigueur dans ces colonies et possessions.

La demande d'extradition du malfaiteur, qui s'est réfugié dans une colonie ou possession étrangère de l'autre partie, pourra aussi être faite directement au gouverneur ou fonctionnaire principal de cette colonie ou possession par le gouverneur ou fonctionnaire principal de l'autre colonie ou possession, pour autant que les deux colonies ou possessions étrangères sont situées dans l'Asie ou l'Afrique orientale.

Lesdits gouverneurs ou premiers fonctionnaires auront la faculté, soit d'accorder l'extradition, soit d'en référer à leur Gouvernement.

Art. 17. — La présente convention ne sera exécutoire qu'à dater du vingtième jour après sa promulgation dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

A partir de sa mise à exécution, la convention du 3 avril 1878 cessera d'être en vigueur et sera remplacée par la présente convention, laquelle continuera à sortir ses effets jusqu'à six mois après déclaration contraire de la part de l'un des deux Gouvernements.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à La Haye dans le délai de dix mois ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Lisbonne, le dix-neuvième jour du mois de mai de l'an de grâce mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

(L.-S.) Carel Van HEECKEREN.

(L.-S.) Ernesto-Rodolpho HINTZE-RIBEIRO.

## DEUXIEME PARTIE

---

# CORRESPONDANCES, DÉPÈCHES, NOTES.

---

## AFFAIRES DE TURQUIE

---

### Correspondance relative aux Provinces asiatiques de la Turquie.

---

## DEUXIÈME PARTIE

*Commission d'enquête de Mouch : Procès-verbaux et dépositions séparées (suite) (1).*

---

#### Procès-verbal n° 47. — Séance du 20 mars 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les délégués consulaires.

Au début de la séance, le Président fait connaître aux délégués que l'ordre avait été donné par la Commission au Mutessarif de Mouch de rechercher les enfants de la femme Saro de Guéliéguzan, entendue dans la séance du 7 mars. (Procès-verbal n° 36.)

De la réponse du Mutessarif, dont le Président donne lecture, il résulte que le premier n'ayant pas réussi à trouver les enfants, et ayant fait venir la femme Saro elle-même, celle-ci lui aurait déclaré qu'elle n'a jamais prétendu avoir d'enfants. Sur cette réponse, le Mutessarif a fait rechercher un habitant de Guéliéguzan qui puisse connaître les membres dont se composait la famille de la femme en question. Ces deux personnes, ajoute le Président, seront entendues dans la séance du jour.

Est introduit le nommé Stepo, fils de Saak, de Guéliéguzan, âgé de 30 ans, actuellement résidant à Mouch.

De ses déclarations il résulte qu'il connaît la femme Saro ; qu'elle est la fille du nommé Avo ; que son mari, mort depuis deux ans, s'appelait Apro ; qu'elle avait deux fils : Kerko, de 20 ans ; Toro, de 30 ans ; et trois filles : Oskia, de 15 ans ; Rélé, de 10 ans ; et une autre, dont il ne sait pas le nom, de 6 à 7 ans. Le fils Toro avait pour femme une nommée Maïro, et un seul fils, nommé Serkis, de 5 ans. Kerko n'est pas marié. Le témoin sait pour certain que Toro n'est pas vivant ; mais il ignore si ce dernier

(1) V. *Archives*, 1896. III, p. 285 et IV, p. 67.

est mort de mort naturelle ou s'il a été tué pendant les événements de l'année passée.

L'enfant Serkis n'est pas non plus vivant, et le témoin ajoute qu'il ignore s'il a été tué ou non.

Le témoin ne sait pas davantage où peut se trouver à présent la femme de Toro, Maïro, mais il affirme qu'à l'exception de ceux ci-dessus spécifiés, les autres enfants de Saro se trouvent maintenant au village de Havadorik, dans la plaine de Mouch.

La femme Saro avait, d'après le dire du témoin, encore eu deux autres filles (dont l'une s'appelait Temé), et mortes à Guéliéguzan quatre ou cinq ans auparavant.

Pour éclaircir les contradictions existant entre les témoignages respectifs du nommé Stepo et de la femme Saro, cette dernière ayant auparavant déclaré avoir eu une fille nommée Maïro, et un petit-fils nommé Abraham, fils de Toro, lesquels auraient été tués tous les deux au cours des événements, le Président décide la confrontation des deux témoins.

La femme Saro, introduite en présence de Stepo, et interrogée, confirme les déclarations qu'elle a faites dans la séance du 7 mars. (Procès-verbal n° 36.)

Elle nie avoir eu deux filles mortes quatre ou cinq ans auparavant, et, pressée par le Président sur ce point, elle déclare ne pouvoir rien dire ; elle n'a pas la tête à elle, et ne sait pas pourquoi on lui pose ces questions.

Quant à Stepo, il maintient ses affirmations personnelles.

Le Président alors donne l'ordre au commissaire de police de faire comparaître dans la séance du lendemain le nommé Kerko, fils de Saro.

Le témoin Stepo, interrogé par le Président sur les événements de l'Antok-Dagh, donne les explications suivantes :

1. La fuite des habitants de Guéliéguzan à l'Antok-Dagh a eu lieu au mois de juillet dernier, et était le résultat des combats entre eux et les kurdes nomades Bekrənli, Badikauli et Kharikauli.

2. Le témoin déclare d'abord qu'une partie des femmes, des enfants, et des bestiaux avaient été envoyés à l'Antok-Dagh avant le combat, et l'autre partie pendant le combat. Il dit ensuite que les femmes et enfants avaient été tous envoyés au cours du combat, et que personne n'avait été laissé au village, où n'étaient restés qu'une partie des effets et quelques moutons.

3. Le village de Guéliéguzan a été brûlé par les kurdes nomades après le combat ; le témoin déclare l'avoir vu de ses propres yeux de l'endroit où il se trouvait sur l'Antok-Dagh.

4. Là il n'y avait que les habitants des trois villages de Chenik, Semal et Guéliéguzan. Le témoin n'y a pas vu des gens de Talori, mais il a entendu dire que quelques-uns en étaient venus de la part de Mourad.

5. Le témoin déclare n'avoir vu nulle part des troupes Impériales, soit à Guéliéguzan, soit sur l'Antok-Dagh, soit pendant sa fuite. Il ne s'est produit d'autre combat que celui entre les arméniens et les kurdes qui eut lieu sur l'Antok-Dagh, et à la suite duquel il s'enfuit dans la direction de Kharzan.

6. Le témoin s'étant sauvé n'a pas vu s'il y avait eu des femmes et enfants tués, soit sur l'Antok-Dagh, soit ensuite. De sa propre famille personne n'a péri.

7. Il n'a pas entendu dire que des gens de son village se fussent rendus

auprès de Mourad à Talori, mais il a appris que celui-ci venait chez les habitants à Guéliéguzan.

Interrogé sur un kurde nommé Rechid de Guéliéguzan, il répond ne pas le connaître, puis, après avoir réfléchi, déclare le contraire.

Ce kurde, qui demeurait dans son village, était, ainsi que d'autres kurdes, avec les arméniens sur l'Antok-Dagh, mais se trouvait-il près ou loin d'eux, le témoin ne peut le dire, attendu que là étaient beaucoup de gens séparés les uns des autres par d'assez grandes distances.

Le Président lève la séance.

*Signé : M. VILBERT.  
H. S. SHIPLEY.  
M. PRJEVALSKY.*

#### Procès-verbal n° 48. — Séance du 21 mars 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les délégués consulaires.

Les délégués, pour répondre au désir exprimé par la Commission dans sa séance du 19 mars, lui communiquent la liste suivante de témoins, n'ayant pas encore comparu et dont ils jugent l'audition nécessaire :

##### *Noms des témoins proposés et motifs.*

1. Mickail, Kiatib de Chenik, a fait des recherches pour retrouver le corps du prêtre Ohannès de Semal ;

Hatché, fille d'Artin ; ce dernier aurait été tué chez son fils.

2. Mirzo de Guéliéguzau ; Rechid de Karikan.

3. Le Caïnacan de Sassoun, qui aurait rendu visite à Moustapha Effendi au campement de Mergémouzan.

4. Ohan, vieillard de Guéliéguzan, qui aurait donné des détails sur le mouvement révolutionnaire arménien.

5. Le lieutenant Hussein Agha, qui aurait été laissé à Guéliéguzan pour en surveiller les champs.

6. Apré et Tono, dont les enfants restés au village y auraient été brûlés :

Mardo et Erko, fils de Kalo, et Hatcho, fils de Mardo, qui étaient avec Sako pendant sa fuite.

7. Les femmes citées par Tavo comme ayant été au camp de Guéliéguzan.

8. Les délégués font observer qu'aucun des témoins cités par la femme Maké n'a encore été appelé jusqu'à présent devant la Commission quoique, selon elle, plusieurs d'entre eux résident à Alvarindj, non loin de Mouch.

9. Hazzo, domestique de Hichman Agha, cité à l'occasion du meurtre du kurde Selim, père d'Abdullah.

10. Ayedis, fils de Kechich, qui aurait raconté la mort du prêtre Ohannès à Semal.

##### *Indication des sources et références.*

1. Déposition d'Erko de Chenik (Procès-verbal n° 7 du 1<sup>er</sup> février).

2. Déposition de Taleb Effendi (Procès-verbal n° 12 du 7 février).

3. Déposition du capitaine Moustapha Effendi (Procès-verbal n° 9 du 4 février).

4. Déposition de Boudros Effendi (Procès-verbal n° 14 du 9 février).

5. Déposition de Khalil Effendi et Moustapha Agha (Procès-verbal n° 15 du 11 février).

6. Déposition de Sako (Procès-verbal n° 17 du 13 février).

7. Déposition de Tavo (Procès-verbal n° 19 du 15 février).

8. Déposition de Maké (Procès-verbal n° 20 du 16 février).

9. Déposition d'Abdullah ben-Selimi (Procès-verbal n° 20 du 16 février).

10. Déposition de Parsegh Effendi (Procès-verbal n° 11 du 6 février).

11. Youssouf Agha, de Sassoun, chez qui Sako aurait essayé de se réfugier;

Le Mouktar et le prêtre de Hetink qui auraient dit que ce village a été brûlé;

Khatcho Oghlou et Astour, qui selon le témoin, auraient été blessés à Guéliéguzan et sont encore vivants.

12. Goulé, qui racontait l'histoire de la mort de son mari à Avic Han Déré.

13. Son fils Bedros, dont le fils Gababet aurait été tué.

14. Kiragos de Guéliéguzan, entendu dans la séance du 22 février pour le confronter avec Medjdo, au sujet des visites du premier à Talori.

15. Les femmes de Semal citées par Simo comme ayant été au camp de Guéliéguzan.

Certains des kurdes auxquels, d'après Simo, le hafir tribut serait payé par les arméniens.

16. Les femmes citées comme ayant été au camp de Guéliéguzan.

17. Son fils Kerko, les nommés Giro, Egho, Attam et Mardiros.

18. Boghos, se trouvant à Sourp Aghperigh, Stepan se trouvant à Hargourk, tous deux blessés à Talori pendant les événements, mais qui, au dire de Migro, peuvent venir si la Commission les appelle.

19. Les pères des enfants qui, d'après le témoin, auraient été tués.

20. Meho de Guéliéguzan.  
La nommée Mariam de Chenik, qui a présenté une pétition dans la séance du 8 février.

La femme Alié, de Guéliéguzan, qui faisait une communication à la même date.

Le lieutenant Ali Effendi, qui a été cité par Nadir Agha, Tavo de Semal et autres témoins.

Des femmes de Semal, d'une façon générale, et qu'il est possible de trouver.

Plusieurs des habitants de Schatak, des villages de Tapik, Chouchamerg, et Kiagashin, ces derniers endroits étant plus rapprochés du lieu des événements que Khian, dont plusieurs témoins ont été cependant amenés.

Le colonel commandant les troupes à Guéliéguzan.

Le capitaine Moustapha Effendi (déjà entendu) pour fournir des explications relativement aux mouvements des troupes.

Les Mouktars des villages brûlés, sans qu'ils comparaissent par l'intermédiaire des autorités locales.

Ohannès Sirounian, un des nota-

11. Déposition de Serko (Procès-verbal n° 25 du 22 février).

12. Déposition de Kiragos (Procès-verbal n° 25 du 22 février).

13. Déposition d'Artin (Procès-verbal n° 26 du 23 février).

14. Déposition de Medjdo (Procès-verbal n° 27 du 25 février).

15. Déposition de Simo (Procès-verbal n° 31 du 1<sup>er</sup> mars).

16. Déposition d'Egho (Procès-verbal n° 32 du 2 mars).

17. Déposition de la femme Saro (Procès-verbal n° 36 du 7 mars).

18. Déposition de Migro de Hakmann (Procès-verbal n° 41 du 1<sup>er</sup> mars).

19. Déposition de Mariam d'Agpi (Procès-verbal n° 45 du 18 mars).

20. Déposition de Mehemed-ben-Mirzo (Procès-verbal n° 33 du 4 mars).

bles arméniens grégoriens de Mouch. Les délégués font observer que le vicaire de l'évêque catholique de Mouch, Andon Effendi, le prêtre Pare-segh Effendi, les Archimaundrites de Tchauli, Bedros Effendi, employé de la Dette Publique, ont été entendus. Ohannès Sironian devrait être également écouté.

*Signé : M. VILBERT.  
H. S. SHIPLEY.  
M. PRJEVALSKY.*

---

#### Procès-verbal n° 49. — Séance du 23 mars 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les délégués consulaires.

Le premier témoin entendu est le nommé Boghos, fils de Djesso, de Chenik, âgé de 30 ans, marié, actuellement à Sokom, village de la plaine de Mouch. Il a été mandé par la Commission.

Les délégués doivent faire observer que ce témoin paraît évidemment désireux de ne pas fournir de renseignements et qu'il déclare, la plupart du temps, ne rien savoir.

Les seuls faits qui résultent de ses réponses sont les suivants :

Ayant vu arriver des kurdes, qu'il apprit plus tard être des Bekranli, le témoin, dès le commencement du combat, prit ses enfants, ceux de ses frères et, abandonnant ses bestiaux, s'enfuit non pas à l'Autok, mais dans la montagne au-dessus de Hletink. Il y resta un mois et demi. De là il gagna le village de Kiaghachin et ensuite Mouch.

Soit avant, soit après sa fuite, il n'a pas vu de soldats ; il n'a jamais entendu prononcer à Chenik le nom de Mourad.

D'une première déclaration du témoin, il résulte que les kurdes étant venus sur le village et le combat ayant commencé, sa femme, qui était malade, succomba, tandis que d'une seconde déclaration, il semble, au contraire, que sa femme et ses deux frères seraient morts deux ans avant les événements ci-dessus rappelés.

Le deuxième témoin entendu et mandé également par la Commission, se nomme Serkis, fils de Tono de Semal, marié, tout jeune, imberbe, se trouvant maintenant au village d'Avzaghpour, dans la plaine de Mouch.

Ce témoin, dont la déposition a le même caractère que la déposition précédente, déclare ne pas être allé à l'Autok-Dagh. Berger du nommé Avé, de Chauchamerg, il était en train de paitre ses moutons quand le bruit courut qu'on viendrait tuer les arméniens ; il s'enfuit alors dans les montagnes, où il resta jusqu'à l'arrivée de Muchir Pacha.

Le témoin dit que son père a disparu pendant les événements, que sa mère Hutté, ses deux petits frères et ses deux petites sœurs se trouvent maintenant avec lui. Sa mère n'a pu lui expliquer ce qu'est devenu son père ; elle ne lui aurait pas même raconté ce qui lui serait arrivé à elle-même pendant les événements.

Le témoin ne connaît pas le prêtre Ohaunès de Semal, au sujet de la mort duquel il n'a rien entendu dire. Pendant son séjour dans les montagnes, le bruit des coups de fusil est arrivé jusqu'à lui, mais il n'a pas vu de soldats.

Le troisième témoin entendu, également appelé par la Commission, se nomme Bedros, fils de Minas, de Semal, âgé de 30 ans, marié, se trouvant actuellement à Kartsov.

Comme les deux témoins précédents, il explique que les temps étaient très troublés. Le bruit étant venu qu'on allait tuer les arméniens, il s'enfuit à l'Antok-Dagh avant les autres habitants de Semal et y resta deux jours seulement. De là, prenant ses enfants avec lui, il gagna les environs d'Ichkhantzor, dont les habitants, à ce qu'il apprit d'hommes rencontrés au cours de sa fuite, s'étaient également sauvés.

Ayant su la nouvelle de l'arrivée du Muchir Pacha, il revint à Semal, d'où il partit ensuite pour la plaine de Mouch.

Se cachant pendant sa fuite dans les broussailles, il n'a vu ni soldats ni kurdes. Il n'a rien entendu dire d'un combat entre arméniens d'une part et soldats et kurdes de l'autre.

Il ne connaît pas le nom de Mourad ; il ne connaît pas davantage le prêtre Ohannès de Semal et ne sait rien au sujet de sa mort.

Le quatrième témoin entendu se nomme Medjid Effendi, sous-chef de la correspondance du Sandjak de Guendj.

Le Président lui ayant rappelé qu'au mois de mai de l'année dernière, il avait été envoyé par le Mutessarif de Guendj pour faire une enquête sur l'introduction de poudre et de plomb dans les villages de Kavor et de Talori, l'invite à raconter à la Commission le résultat de sa mission.

Le témoin explique alors qu'il se rendit au village de Permez, dans le district de Khiau, à deux heures et demie de distance de Talori. Comme depuis longtemps les employés du Gouvernement ne pouvaient pas pénétrer dans ce dernier district, le témoin lui-même resta à Permez et envoya de là à Talori le nommé Kevo, villageois de Pourb, le Sassounli Khazo, et le zapitié Mahmoud On-Bachi, ces deux derniers déguisés en arméniens, pour faire l'enquête.

A leur retour, ces individus lui racontèrent que, pendant qu'ils étaient à Talori, y étaient arrivés, venant de la direction de Kavar, trente hommes armés. Ils amenaient avec eux deux charges, à dos de porteur, l'une contenant de la poudre, l'autre du plomb.

Ces mêmes individus disaient avoir assisté également à la distribution de ces munitions entre les arméniens et avoir entendu raconter ce qui allait se passer un mois plus tard.

Le témoin ajoute avoir appris des nommés Ali de Sinda, et Youssouf de Poran, qu'ils auraient vu des gens de Kavar et de Talori transportant de la poudre.

Le témoin raconte également que, pendant son séjour à Permez, il a entendu dire que dans les villages musulmans des alentours, il y avait eu un grand nombre de maisons pillées, que du bétail avait été volé, si bien que Ferho-ben-Ako d'Innekan avait eu sa maison pillée par les arméniens de Kavar et de Talori et une centaine de ses moutons emportés.

Il tient ce dernier fait du nommé Sofi Mehemed, Moukhtar d'Innekan, et d'autres habitants de ce même village, mais dont il ne se rappelle pas les noms.

Le témoin mentionne, en outre, l'attaque des arméniens de Kavar et de Talori sur le Caimacan de Koulp, événement qu'il déclare avoir appris et du Caimacan lui-même et des personnes qui l'accompagnaient en cette circonstance.

Le témoin a également entendu dire à beaucoup de gens, soit chrétiens soit musulmans, que, des bandes de trente à quarante arméniens armés ayant fait leur apparition sur la route qui mène de Khian à Mouch par Talori et Guéliéguzan, les musulmans de Khian avaient dû renoncer à cette route et prendre des chemins de détour.

Le témoin ajoute avoir communiqué, par un rapport officiel au Mutes-sarif de Guendj, tout ce qu'il vient de raconter.

En réponse aux questions que lui pose le Président relatives aux rapports qu'il a envoyés au dit Mutessarif et dans lesquels il disait, qu'outre les habitants de Chenik, Semal et Guéliéguzan, ceux des villages de Sassoun, Akguerm, Kop, Spagank, Agpi, Heting, Chouchamerg et Kiagashin, s'étaient livrés à des agissements séditieux, le témoin explique que certains habitants de ces villages escortaient les porteurs de la poudre, introduite à deux reprises à Talori, et que s'étant réunis aux gens de Kavar et de Talori, ils ont pris part aux actes de brigandage, tels que le vol du bétail de Ferho.

Le témoin ajoute que la poudre, dont il a fait mention dans ses rapports, est la même que celle dont ses agents lui avaient révélé l'existence, comme il a été raconté plus haut.

Ces mêmes agents lui dirent aussi avoir vu de leurs propres yeux les gens de Talori préparer avec beaucoup d'empressement du salpêtre. Ils ajoutaient aussi que ces mêmes villageois, en leur présence, avaient tiré de nombreux coups de fusil en l'honneur de Mourad, ce qui avait fait dire au témoin dans son rapport que les gens de Talori s'exerçaient avec leurs fusils.

Interrogé par le Président sur la protection que le témoin affirmait dans son rapport avoir été accordée par les kurdes de Sassoun aux arméniens de Talori, il répond qu'il avait entendu dire par tout le monde que les Talorili s'étaient engagés dans une voie d'oppression et d'injustice à l'égard des musulmans des alentours, qu'ils avaient relevé la tête en face du Gouvernement et qu'ils s'étaient livrés à la haine contre les tribus kurdes. Il avait également appris que les arméniens qui passaient par Sassoun pour se rendre à Alep et Diarbékir étaient sous la sauvegarde des kurdes Sassounlis qui les protégeaient si quelqu'un voulait toucher à eux.

Le témoin a entendu dire par un certain Khazzo de Sassoun, que l'arménien Gaspard de Talori était en train d'ajouter un troisième étage à sa maison, et par ses agents que le frère de Damadian avait été à Talori. Il apprit plus tard que Mourad aussi se promenait dans le pays.

Invité par le Président à raconter ce qu'il sait sur le prêtre Mabriel et ses deux compagnons, le témoin répond que le Gouvernement avait eu connaissance de l'existence de trois pièces contenant certains détails relatifs aux encouragements donnés aux arméniens, soit de Sassoun, soit de Khian, soit d'autres districts encore, de massacer les Bekraouli de ces deux premiers districts et les musulmans de Koulp, pièces auxquelles le prêtre Mabriel donna la publicité dans les villages arméniens. Ayant aussi découvert que les deux compagnons du prêtre étaient mêlés à cette affaire, le Gouvernement saisit ces documents et pièces et accusés furent remis au Tribunal.

Le témoin raconte qu'au moment des événements il alla avec le Mutes-sarif de Guendj à Askart, où ils rejoignirent les troupes déjà arrivées. Le

même jour, il n'y avait avec elles que quelques muletiers et zaptiés, Hichman, Agha de Sassoun, avec son domestique, mais pas de kurdes. A Afskart, où ils passèrent une nuit, il apprit que les arméniens ayant attaqué les soldats à Guéliéguzau et à Guéliésau, ces derniers avaient riposté et que des deux côtés il y avait eu des morts et des blessés.

Partis d'Afskart, le lendemain matin, ils arriverent à midi à Talori, distant de deux heures et demie, sans toucher à aucun village.

A Talori, les troupes campaient à un endroit nommé Mergher. Les quartiers, au nombre de onze à douze, en avaient été abandonnés par les habitants. Les maisons voisines de Hartk et du quartier près du camp étaient déjà brûlées.

Les habitants ayant emporté leurs effets et caché leurs familles du côté de Sassoun, avaient, à ce que le témoin a entendu dire, brûlé leurs villages et gagné l'Antok-Dagh. Ni lui-même ni les soldats n'allèrent dans les autres quartiers, incendiés auparavant, de Talori où, pendant son séjour, il n'y avait pas de kurdes. Il répète le récit de la prise de Mourad et de ses compagnons, déjà fait par Hichman Agha dans la séance du 13 mars (Procès-verbal n° 41).

Interrogé sur quoi il se base pour dire que la route directe de Khian à Mouch était coupée par les arméniens, il dit tenir ce fait d'un certain Réchid de Sinda qu'il avait rencontré se rendant à Courban et qui, interrogé sur la cause d'un si grand détour, lui répondit ne pouvoir prendre la route directe par peur des arméniens.

Le témoin tient le même fait de beaucoup de chrétiens de Khian, entre autres d'un certain Kemé de Herenk.

Le Président lève la séance.

*Signé :* M. VILBERT.  
H. S. SHIPLEY.  
M. PRJEVALSKY.

#### Procès-verbal n° 50. — Séance du 25 mars 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les délégués consulaires.

Le témoin entendu est le nommé Stepan, fils de Serkis, âgé de 31 ans, de Guéliéguzan.

Il résulte de sa déposition que postérieurement au 10 juillet, les arméniens de Chenik, Sémal et Guéliéguzan, en deux jours, gagnèrent l'Antok-Dagh avec famille, troupeaux et effets. La cause de ce départ aurait été la crainte des soldats de Merguémuzan à qui les habitants, après avoir fourni deux fois des provisions, n'en avaient pas donné une troisième. Pour ce motif, les soldats disaient qu'ils viendraient les tuer.

Lors de la fuite de Guéliéguzan, y furent abandonnées deux vieilles femmes :

1. Chemé, fille de Serko, femme de Girbé, et mère de Khazar, qui est maintenant du côté de Diarbekir.

2. Une autre Chemé, femme d'ohan, mère d'un autre Khazar qui a été tué.

3. Un vieillard, Vartan, qui n'avait pas de fils et dont les frères sont morts depuis longtemps.

Le témoin nie qu'il y ait eu combat avec les kurdes pendant les événements.

ments et affirme que tout ce qui a eu lieu, c'est-à-dire le meurtre des gens, l'enlèvement des bestiaux, le pillage, la dispersion des arméniens, est le fait des soldats. Il y eut un combat entre eux et les arméniens à Guéliéguzan et à Guéliésan : après quoi les soldats s'en allèrent à Talori par Agpi et Hetink, ce que le témoin a vu de ses propres yeux.

En tout, la guerre dura vingt jours : y prirent part environ 200 arméniens de Chenik, Sémal et Guéliéguzan, armés de fusils à pierre. Les soldats venus à ce dernier village y placèrent leur campement, après le combat qui eut lieu dans le quartier de Hasso-Mezré.

Les arméniens étaient depuis dix jours à l'Antok-Dagh quand, ayant peur des soldats qui venaient sur eux, ils s'enfuirent, ceux de Guéliéguzan vers Guéliéresh, qui est près de Hetink et Agpi.

Le témoin explique que dans trois endroits : à Guéliéguzan, au camp des troupes, à Hasso-Mezré, dans le ravin de Guéliésan et dans celui de Guéliéresh, beaucoup d'arméniens furent tués.

Eu ce qui concerne le premier de ces endroits, le témoin raconte qu'étant du côté de Guéliésan, il a rencontré beaucoup de femmes de Semal, qui lui racontèrent qu'un certain nombre d'arméniens s'étant rendus aux soldats avaient été tués par eux.

Parmi ces femmes, il cite le nom de Maïré, femme de Chero ; Ivané, femme de Vartan ; Zohilé, femme de Hatcho ; et Reché, femme de Mardiros.

Les maris des trois premières furent tués pendant les événements.

Le témoin, se trouvant à Guéliéresh, y assista lui-même à l'arrivée des soldats, mais entendant le son du clairon et voyant qu'on tuait, il s'enfuit.

Les arméniens, y étant retournés après le départ des soldats, trouvèrent les cadavres des hommes tués, parmi lesquel le témoin donne les noms de : Migro, fils de Farho ; Serkis, fils d'Avo ; Khazar, fils de Vartan ; Khazar, fils d'Ogné ; Mardo, fils d'Erko ; Guiro, fils de Kevo ; Mardo, fils de Bolo ; tous de Guéliéguzan.

Le fils du témoin, Serkis, qui avait à peine des moustaches, a été tué près de Hetink par les soldats : il l'apprit de quelques femmes sur les indications desquelles quarante jours après il retrouva les ossements de son fils. Serkis n'avait pas d'armes sur lui. Le témoin a aussi entendu dire que beaucoup d'habitants d'Agpi, qui s'étaient sauvés également dans le ravin de Guéliéresh, que quelques-unes de leurs femmes et enfants avaient été tués là. Le témoin ajoute que lui-même n'a pas vu d'individus être tués sous ses propres yeux. Il raconte aussi que pendant la fuite, un nommé Hicho, fils d'Aré, et Hebo, fils d'un autre Aré, du village de Kop, vinrent aux arméniens et leur proposèrent d'aller trouver le Cheik Mehemet de Zeilan, pour le prier de s'interposer entre eux et les soldats. Les arméniens pensèrent que ces derniers écouteraient les paroles de ce Cheik, mais en se rendant auprès de lui, ils apprirent qu'il était déjà parti et ils retournèrent à Guéliéresh, où ils restèrent jusqu'à la fin de septembre, époque à laquelle les soldats les recueillirent et les ramenèrent dans leurs villages. Le témoin ajoute que, pendant leur séjour à Guéliéresh, leurs enfants allaient près des soldats qui leur donnaient du pain et du sel en échange de noix.

Le témoin nie connaître le nom de Mourad ou savoir s'il y avait des relations entre les arméniens de Guéliéguzan et Talori.

Il dit que Guéliéguzan compte quatre maisons kurdes : Ali, Rizgo,

Rechid et Mehö, mais il ignore s'ils ont fait à l'Antek-Dagh ou autre part.  
Le Président lève la séance.

*Signt* : M. VILBERT.  
H. S. SHIPLEY.  
M. PRJEWALSKY.

**Procès-verbal n° 51. — Séance du 26 mars 1895.**

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les délégués consulaires.

Les délégués proposent l'audition :

1. Du nomme Hebo, frère de Kerko, Khiabia de Chenik.
2. De la nommée Anna, fille de Boghos, femme de l'onc de Chenik.

Tous deux se trouvent actuellement à Gavendik près Khans.

La proposition est agréée par la Commission, qui prend les mesures nécessaires pour la comparution de ces deux personnes.

Le premier témoin entendu se nomme Kelech-ben-Pourte, kurde de la tribu des Bekranli, de la Kabile fraction Ismikan, Mekhtar, au village de Rabat, district de Koulp, âgé de 30 ans.

Il raconte que l'été dernier, au mois de juillet, en compagnie des kurdes de son village, il arriva dans les montagnes de Monch à un endroit nommé Gulakulungan, près du village d'Aygherm, à quatre heures de la ville et où se trouvent leurs pâturages habituels.

En route, ils avaient, de la montagne de Tsovasar, remarqué des feux sur l'Antok-Dagh ; à leurs pâturages ils apprirent que ces feux étaient allumés par les arméniens de Khavar et de Taleri qui, s'étant révoltés, avaient gagné la montagne et se livraient à des actes de brigandage. Le témoin a, de plus, entendu dire qu'un kurde de Khan et un kurde Badikanli avaient été tués par les arméniens qui avaient enlevé aussi le bétail des nommés Simonen Oglou, Amo Ahme et Hassan Chaouki, dont le fils et deux hommes avaient été blessés.

Effrayé par ces nouvelles, le Bekranli Omer, qui était avec le témoin, se rendit avec quelques hommes à Merguenouzan pour se plaindre aux troupes qui y étaient campées. En chemin, près de la montagne de Tchat, le dit Omer et ses compagnons furent attaqués par 300 arméniens armés qui commencèrent à tirer sur eux.

La nouvelle de ce combat s'étant répandue, du secours arriva aux kurdes et le combat se prolongea jusqu'à la nuit pendant laquelle les deux partis restèrent sur leurs positions.

Le lendemain matin, les arméniens renouvelèrent leur attaque aux cris de : « Votre place est à Damas, pourquoi restez-vous ici ? » et en tirant des coups de fusil.

Ce second jour, le nombre des arméniens s'était augmenté de 300 hommes, descendus de l'Antok-Dagh. Les kurdes, ne pouvant résister davantage, s'enfuirent, rassemblèrent leurs effets et retournèrent avec leurs familles à leurs villages.

Pendant ce combat, douze kurdes furent tués, dont deux le premier jour et six blessés : trois femmes et cinq enfants qui leur portaient de la nourriture tombèrent aussi sous les balles.

Les gens tués se nommaient : Hadjo, Chemo Bekho, Abdo, Hamid, Hussein, Ali, Khiz, Hassan, Haïdar, Hassau et Alo.

Répondant aux questions qui lui sont posées, le témoin explique :

1. Que leur route ordinaire aux pâturages d'été passe par Khian ; mais l'année dernière, de peur des arméniens, ils avaient pris la route de Tsovasar et se trouvaient aux pâturages au nombre de trente à quarante-cinq tentes.

2. Que, dans les combats ci-dessus racontés, les kurdes comptaient environ 120 hommes. S'y trouvaient les Kabilés de Bekranli, dont chacune comptait de trois à cinq tentes et dont les noms suivent : Isinaïkhan, Tchilikhan, Mahmoudkan, Chevlikan et Cheïkhdodo.

Des Badikaulis, venus au secours, prirent également part au combat.

Les kurdes n'avaient pas de chefs pendant la lutte, chacun combattant pour soi.

Les kurdes au cours du combat n'en donnèrent pas avis aux troupes de Merguémouzan. Étant blessé lui-même, le témoin ignore si l'on a informé les autorités.

4. Si les kurdes ne se sont pas retirés le premier jour, c'était de peur que les arméniens pussent tuer leurs femmes et leurs enfants.

5. Le témoin n'a aucune connaissance d'un combat entre les kurdes et les arméniens à Guéliéguzan.

6. Les' Bekranli n'ont pas de Cheik.

Le Cheik de Zeilan, habitant dans le district de Becheri, le témoin n'a pas connaissance qu'il soit venu aux districts, théâtres des événements.

Le deuxième témoin entendu se nomme Ibrahim-ben-Amé, âgé de 40 à 45 ans, du même village que le témoin précédent et appartenant comme lui à la tribu des Bekranli, à la Kabilé Chevlikan.

Il répète dans les mêmes termes le même récit. Il ajoute seulement que les Bekranli ne venaient pas tous ensemble à leurs pâturages, mais séparément par groupes de trois à cinq tentes.

D'après lui, les arméniens tiraient comme des troupes régulières et le combat se borna à un échange de coups de fusil des deux côtés.

Le troisième témoin entendu se nomme Temo, fils de Kiragos, âgé de 60 ans, du village d'Akhung de Khian.

Les délégués doivent faire remarquer à l'égard de ce témoin que ce n'est qu'après de longues recherches que la Commission peut s'expliquer la cause de sa comparution et finit par trouver que le nom du témoin a été mentionné dans la déposition de Medjid Effendi, entendu dans la séance du 23 mars (Procès-verbal n° 49).

Interrogé sur les causes pour lesquelles la route de Khian à Mouch par Talori était fermée aux musulmans, le témoin explique que les arméniens de Talori ayant commencé à se livrer au brigandage, les musulmans étaient obligés, par peur, de choisir une autre route.

Que la raison de cette conduite des arméniens était qu'on leur « avait monté la tête », il ne sait pas qui. Son village à lui-même, étant éloigné, il n'en peut dire davantage.

Le témoin ajoute, cependant, qu'à la fin de juin dernier, allant à Aktchesser par Mezré et Aniker, il rencontra près de ce dernier village, sur la route, vingt à trente arméniens armés ; étant lui-même arménien, ils ne lui ont rien fait.

*La crainte lui fit néanmoins regagner son village.*

Invité à spécifier quelques actes de brigandage commis par les arméniens

de Talori, il esté, d'après ce qu'il dit, l'enlèvement de deux bœufs par les armés du village d'Innickin, des montons du nommé Hassan Charki, du village de Dilkarian.

Le témoin connaît Mecja Eflendi ci-dessus nommé. Il l'a vu un mois de juillet, l'année passée, dans son village, où le dévouement n'est pas en question des impôts, mais il ne lui a pas parlé.

Le Président lève la séance.

*Signd : M. VILBERT,  
H. S. SHIPLEY,  
M. PESEVALSKY.*

### Procès-verbal n° 52. — Séance du 29 mars 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les délégués consulaires.

Le premier témoin entendu est Rakim Eflendi. Ce marchand a été arrêté à Sassoun.

Il raconte qu'à la fin du mois de juillet de l'année dernière il avait été envoyé par le Moutessarif de Mouchar à Çatik et Semal pour chercher l'ordre du campement et pourvoir à l'approvisionnement et le transport des troupes de troupes qui devaient y venir le Kedjy. Le septième jour de l'ordre à Semal, soit le 4<sup>e</sup> juillet, les troupes arrivèrent et campèrent à Merguemonzan, où le témoin lui-même se rendit le lendemain.

Rentré le même jour à Semal, il vit alors la partie le village, où diverses dispositions suspectes, telles que la présence de leurs femmes et enfants, de leurs familles avec des provisions à l'Antek-Dagh, les grecs arrivés sans restant au village.

En raison de cet état de choses, le témoin rencontra deux autres amis à Merguemonzan auprès du commandant des troupes, le Roi Agass, capitaine Hadji Moustapha Eflendi, de concert avec qui il revint à son rapport, restant au camp pour attendre la reprise. Après avoir reçu l'ordre de faire entendre les deux officiers nécessaires aux bureaux de Çatik et Semal, le témoin, le Secrétaire de Correspondance (Tchiraz Rakim A. Eflendi), le capitaine Moustapha Eflendi, le lieutenant Ali Eflendi, le notaire et notaire se rendirent ensemble à Çatik. N'y ayant trouvé personne dans le village, mais ayant aperçu un berger, ils l'interrogèrent à la veilleuse du Moncktar et des membres du Conseil des Anciens du village.

Dix minutes après, le Moukar Kerkoo, accompagné du notaire Eflendi et d'un autre arménien, dont le témoin ignore le nom, vint se trouver. Sa question : « Pourquoi, à ce moment des vacances, les villages se desserrent-ils pour aller ici et là ? » n'eut pas de réponse. Après avoir donné les avertissements convenables, mais quelques heures plus tard, une paix fut accordée, le témoin, avec Ali Eflendi, se rendit à Kiaghachin, où il resta pour surveiller ce qui se passait dans les montagnes, car il vit que Moustapha Eflendi avec ses compagnons rentraient à Merguemonzan.

Pendant son séjour à Kiaghachin, le témoin, en personne, a vu les hommes qui l'avaient tiré jusqu'au matin, soit sur l'Antek-Dagh ou bien à Kiaghachin même, soit aux environs d'Aktoz, assez près de Girogog, ou, dans la direction d'Agpi, soit enfin dans le voisinage d'Ani, en route encore. On lui raconta alors les bruits courant que dans quelques parties de l'Antek-Dagh, les arméniens se promenaient et montaient des gardes de cinquante à soixante hommes.

Le témoin apprit plus tard d'un sergent de zaptiés de sa suite nommé Kharzi, qu'une bande de trente arméniens armés était venue pendant la nuit au village, dans le but de le tuer lui-même, mais que les habitants n'y ayant pas consenti, la bande s'était éloignée.

Le sergent Kharzi Tchaouch tenait cette nouvelle d'une femme nommée Ayvan, qui l'avait donnée secrètement en présence du Misktar du village de Kiaghachin nommé Avé et du nomme Sekis, propriétaire de la maison où était hébergé le témoin.

Il sait également, par un rapport du sergent Kharzi, que les arméniens de Guéliéguzan, Talori, Akchasser et Spagank, en tout environ 1.200 personnes, armés de fusils à pierre, s'étaient mis en route pour détruire les deux compagnies de troupes à Merguenecuzan. Mais comme les révoltes n'étaient pas terminées, les habitants de Chenik et Semal refusèrent de s'associer à cette attaque, et les 1.200 arméniens repartirent sans avoir pu exécuter leur dessein.

Outre Ali Effendi, Secrétaire de la Correspondance, et le sergent Kharzi, le témoin avait avec lui sept zaptiés : Moustapha, Bechir, Mahmoud, Suleyman, Yousseuf, Abdoullah et Suleyman.

Dans son district de Sassoun, trois villages seulement : Spagank, à une demi-heure de Talori, Agpi et Hetink, qui sont voisins de Guéliéguzan, ont pris part à la révolte de 1894.

En 1893, comme les années précédentes, les habitants d'Agpi et de Hetink avaient payé régulièrement leurs impôts : mais en 1894, à deux reprises différentes, la première fois au mois de juin, et la seconde au mois de juillet, ils chassèrent trois zaptiés venus pour les leur réclamer en déclarant que, sans avoir entendu le son du clairon, ils ne donneraient pas d'argent. Ces deux faits furent portés à la connaissance du Mutesarrif par le témoin, qui ne reçut aucune réponse à ce sujet. Ce refus de payer les impôts fut la preuve pour le témoin que les esprits des gens de ces deux villages étaient pervertis.

Les habitants de Spakang, Agpi et Hetink s'étant réunis à ceux de Talori, Akchasser ou Iekhantzor, Chenik, Semal et Guéliéguzan se rendirent avec leurs familles à l'Antek-Dagh, puis se trouvèrent ensuite à Guéliéguzan. N'étant pas dans le voisinage d'Agpi, Hetink et Spagank, le témoin ignore quand les habitants en sont allés à l'Antek-Dagh, et il ne sait pas davantage si ils s'y étaient mêlés aux autres arméniens ou si ils restèrent dans un endroit séparé. Un quartier de Spagank et quelques maisons de Hetink et Agpi avaient été brûlées par les villageois eux-mêmes. À présent, les habitants y sont revenus et ont réparé leurs maisons. Ceux d'Agpi ont même conservé leurs troupeaux, mais il ignore encore si les habitants de Spagank et Hetink ont les leurs ou non.

Interrogé au sujet des événements survenus après le rassemblement des arméniens sur l'Antek-Dagh, ce n'est qu'avec la plus grande difficulté qu'on réussit à obtenir du témoin les renseignements suivants :

1. Etant à Tapik et voyant de la fumée du côté de Chenik, Semal, il a appris des habitants que c'était l'incendie de ces deux villages.

2. Les habitants de Chenik et de Semal après avoir brûlé eux-mêmes leurs maisons se retirèrent sur l'Antek-Dagh et pendant deux jours firent entre Semal et Guéliéguzan la guerre aux kurdes Khianli et Bekrami.

3. Le témoin a appris que les troupes étaient venues, mais lui-même

ne se trouvait pas avec elles. Restant à Tapik à 3 heures de distance, il n'a rien entendu de ce qui s'était passé après leur arrivée.

Cependant, pressé sur ce point, il déclare savoir seulement que les troupes sont allées à Chenik, Semal, Guéliéguzan et Talori, puis sont revenues. Il ne sait rien d'un combat entre les troupes et les arméniens.

Néanmoins à la question directe du Président, « n'avez-vous rien entendu dire même après les événements à propos d'un combat entre les troupes et les arméniens ? » le témoin répond affirmativement mais sans rien ajouter.

D'après ce qu'on lui a raconté, les habitants de Chenik et Semal avaient volé les moutons d'un kurde (marchand de bestiaux de la tribu de Chaouki), blessé un individu et tué deux autres. Leurs cadavres furent apportés à Mouch, et les arméniens, après cet événement, se retirèrent à la montagne où ils se réunirent à ceux qui s'y trouvaient déjà.

A cette époque, le témoin se trouvait à Tapik à 3 ou 4 heures de distance d'Agpi et Hetink, et il n'a connu, en conséquence, que par la rumeur publique la fuite des habitants de ces deux villages à l'Antok-Dagh. Ils ne se sont jamais plaints à lui officiellement ou non d'actes d'oppression ou d'agression de la part des kurdes.

Le deuxième témoin entendu est le nommé Youssouf, fils de Malmoud, du village de Kelbastik, actuellement gendarme à Hazo dans le district de Sassoun. Sa comparution devant la Commission est motivée par la déposition du nommé Serko de Guéliéguzan (entendu dans la séance du 22 février, procès-verbal n° 25) qui avait déclaré avoir remis des moutons à un certain Youssouf Agha, kurde Sassounli.

Sur la proposition des délégués, la Commission décide la confrontation subséquente du témoin Youssouf avec le dit Serko, attendu que ce dernier n'a donné aucune indication précise sur la personnalité du Youssouf Agha dont il a parlé.

Il résulte des déclarations du témoin qu'il connaît le nommé Serko de Guéliéguzan qui venait quelquefois à l'église de Hozevan.

Interrogé quand il a vu Serko pour la dernière fois, le témoin explique qu'un peu avant le départ des arméniens pour l'Antok-Dagh, Serko était venu à son village, avec un garçon de 13 à 14 ans, et avait remis au témoin 43 moutons pour les nourrir. Serko n'a fourni à cette occasion aucune explication et si le témoin a accepté les moutons, il l'a fait par pure amitié. 50 jours après, Serko revint, reprit 40 moutons en laissant 3 comme récompense.

Cette seconde fois Serko était également accompagné d'un jeune garçon. A la première rencontre du témoin avec Serko, assistait un nommé Silé, fils de Kalo, plus, les deux fois, d'autres personnes dont il ne se rappelle pas les noms.

Le Président lui ayant alors communiqué le récit fait à cet égard par Serko, le témoin en nie la véracité.

D'après lui Kelbastik est assez loin de Hetink. Il dit qu'il n'y a pas d'autres Youssouf Agha que lui dans son village, et qu'il n'était pas zaplié au moment où Serko lui confia ses moutons.

La déposition du troisième témoin nommé Bedros de Chenik n'étant pas terminée sera incluse dans le procès-verbal de la séance où elle prendra fin.

Le Moukhtar du village de Pertak nommé Bedros vient confirmer le certificat signé par lui et déclarant qu'il n'y a pas et qu'il n'y a jamais eu dans son village un nommé Ohan de Guéliéguzan, dont le récit a été reproduit devant la Commission par Bedros Effendi, séance du 9 février (procès-verbal n° 14) et dont la comparution a été demandée par les délégués (séance du 21 mars, procès-verbal n° 48).

Le Président lève la séance.

*Signé : M. VILBERT.  
H. S. SHIPLEY.  
M. PRJEVALSKY.*

**Procès-verbal n° 53. — Séance du 30 mars 1895.**

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les délégués consulaires.

Le Moukhtar du village de Havadorik, nommé Mourad, vient certifier que le nommé Kirkko, témoin proposé par les délégués dans la séance du 22 mars (procès-verbal n° 47), fils d'Apré, et de la nommée Saro, de Guéliéguzan, ne s'est jamais trouvé et ne se trouve pas dans son village, où il ne l'a jamais vu, pas plus que les sœurs du dit Kirkko, et la femme du frère ainé de celui-ci, avec ses enfants.

Il y a à Havadorik deux jeunes filles venues de Guéliéguzan ou de Chenik, et qui y sont mariées.

Le Moukhtar déclarant ne pas savoir si ces femmes appartiennent à la famille de Kirkko, ordre lui est donné par le Président de s'en enquérir et d'en informer la Commission.

Interrogé sur le nommé Kevo, fils de Gaspard de Talori, entendu dans la séance du 12 mars (procès-verbal n° 40), il explique, contrairement à la déposition du dit Kevo, que ce dernier est venu à Havadorik l'année passée, il y a neuf mois.

Le premier témoin entendu se nomme Kevork, fils de Bedros, du village d'Arduchin, district de Guendj, qui, d'après la déposition de Medjid Effendi, séance du 23 mars (procès-verbal n° 49) avait été envoyé faire l'enquête sur l'introduction de poudre à Talori.

Le témoin raconte être allé vers le 15 mai 1894 (v. s.) à Koulp.

Medjid Effendi l'envoya à Talori avec un Onbachi de zaptiés déguisé.

Puis il déclare ensuite que c'est de Permez qu'ils ont été envoyés à Talori par Medjid Effendi. Parvenus à Hartk ils se donnèrent pour des arméniens allant à Alep gagner leur pain, et s'assirent vis-à-vis d'une maison à trois étages, appartenant à Gaspard. Un peu de temps s'était écoulé quand 30 à 40 hommes armés et avec deux charges arrivèrent dans le village près de la dite maison. Un d'eux, que le témoin apprit plus tard à Hartk même être le nommé Kerko de Chenik, s'adressant à lui et à l'Onbachi, leur conseilla de ne pas se rendre à Alep. Dans deux mois le pays serait pris des mains du gouvernement, et alors, n'ayant plus à payer d'impôts, ils trouveraient facilement de quoi vivre.

Le témoin n'accepta pas ces conseils. Il assista ensuite à la distribution de la poudre et du plomb qui avaient été apportés par Kerko et ses compagnons. C'étaient ce même Kerko, Gaspard et Hamza, de Hartk, qui y procédaient.

Le témoin, s'étant promené dans le village avec son compagnon, déclare

avoir vu qu'on y préparait de la poudre devant les portes des maisons. Ayant entendu quelques coups de fusil, et en demandant la cause, on lui apprit qu'ils étaient tirés en l'honneur du frère de Damadian, venu de Chenik.

Partis du village le jour même, le témoin et son compagnon firent leur rapport à Medjid Effendi. Ayant déclaré spontanément qu'il a entendu dire beaucoup de choses sur les événements qui se sont passés postérieurement et invité, en conséquence, par le Président à les raconter, le témoin dit que les arméniens de Kavar et de Talori, après avoir brûlé leurs maisons, se rendirent sur l'Antok-Dagh ; ensuite ils coupèrent les routes et devinrent des rebelles.

Pendant une journée ils se battirent avec les bekrauli et les badikanli. Ils attaquèrent les troupes qui allèrent à Talori, et qui y prirent Mourad, instigateur et organisateur de toute la révolte.

Le deuxième témoin proposé par les délégués dans la séance du 21 mars (procès-verbal n° 48), fils d'Artin, entendu dans la séance du 23 février (procès-verbal n° 28), se nomme Bedros de Chenik.

Achevant sa déposition qu'il avait commencée la veille, il déclare qu'avec les autres habitants du village et les membres de sa famille, il s'enfuit à l'Antok-Dagh. Quand les soldats vinrent sur eux à l'Antok-Dagh même, ils étaient séparés d'eux par un ravin de la largeur d'une portée de fusil. Voyant que les soldats commençaient à tirer sur eux et comprenant de cela que les soldats voulaient les tuer, les arméniens se mirent à se sauver.

Le témoin lui-même partit seul, avant les autres, du côté de Khian. Comme il l'a su ensuite, les autres membres de sa famille s'étant dirigés vers Koulp y arrivèrent après un mois de séjour dans les montagnes et furent ensuite envoyés de là par les autorités à Chenik, où il les trouva à son retour.

Le témoin ignore où son père Artin et sa mère Seilo se trouvent actuellement, mais au moment de son départ de Chenik ils y étaient encore.

Des autres membres de sa famille, sa femme Gulé, avec son fils Girbo, ses trois frères, Merké, Gaspard et Boghos et les femmes des deux premiers, Gulé et Oghdé, sont avec le témoin à Alvarindj.

Son fils Migro, âgé de 2 ans, la fille de son frère Merké, nommée Nouré, de 3 ans, ont été abandonnés par leurs parents sur l'Antok-Dagh au moment de l'arrivée des soldats et de la fuite des arméniens.

Le témoin, s'étant enfui avant les autres, ne peut pas déterminer si ces deux enfants ont été tués ou emportés ensuite ou sont restés sur la montagne. Jusqu'à présent ils n'ont pas été retrouvés.

Le témoin a vu de ses propres yeux l'arrivée des soldats à l'Antok-Dagh. Il a entendu les coups de fusil ; mais ayant pris la fuite dès le commencement il n'a pas vu s'il y avait eu des gens tués.

D'après le témoin, Chenik a été brûlé le jour même où les habitants se sont sauvés. Ils restèrent ce jour-là dans le ravin d'Alian, d'où ils gagnèrent l'Antok, où ils passèrent un jour.

Les bekrauli étaient allés à Merguémouzan, d'où ils revinrent sur Chenik avec les soldats, mais le témoin s'étant enfui ne peut pas déterminer qui a brûlé son village.

Il nie s'être rendu soit à Guéliéguzan, soit à Guéliésan. Il ne sait rien

de Mourad. Il n'a pas vu d'arméniens armés sur les flancs de l'Antok-Dagh avant les événements.

Il ne connaît pas Hassan Chaouki et n'a pas d'information sur une rencontre qui aurait eu lieu entre les gens de son village et les velikanli.

D'après le témoin il n'y avait sur l'Antok-Dagh pendant les événements que des gens de Chenik qui n'avaient pas d'armes.

Il n'a pas vu que des arméniens tirassent sur les soldats.

Après sa fuite du village, le témoin n'a plus revu le nommé Erko de Chenik.

Interrogé par le Président sur les personnes qui pourraient savoir que son fils Migro et la fille de son frère Nouré se trouvaient avec eux sur l'Antok-Dagh, le témoin répond que les habitants de son village étant dispersés chacun de son côté, personne ne peut le savoir.

Le Président lève la séance.

*Signé : M. VILBERT.  
H. S. SHIPLEY.  
M. PRJEVALSKY.*

---

#### Procès-verbal n° 54. — Séance du 1<sup>e</sup> avril 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les délégués consulaires.

Le Moukhtar d'Avzahkpour confirme son certificat, disant qu'un nommé Erko, fils de Girbo, de Semal, ne se trouve pas dans son village, que les 34 arméniens qui y sont réfugiés, sont de Guéliéguzan, fait qu'il ne saurait certifier, attendu qu'il résulte seulement de leur propre déclaration et qu'ils changent peut-être leurs noms. La Commission l'invite à faire à leur égard une enquête sérieuse dont il devra rendre un compte exact dans 3 ou 4 jours.

Le Moukhtar ne peut dire davantage de qui se composent ces 34 réfugiés.

Le nommé Agop, fils de Khourchid, membre du Conseil des anciens d'Avrau, certifie que le nommé Girbo de Semal, n'est pas parmi la cinquante de réfugiés, hommes, femmes et enfants de Guéliéguzan et de Chenik, à ce qu'il croit, et qui se trouvent dans son propre village ; il ne peut même pas dire combien ce nombre comprend d'hommes adultes.

La Commission lui donne les mêmes ordres qu'au Moukhtar précédent.

Le nommé Aghadjan, fils de Bedros de Rayaachtam, dit qu'il n'y a pas dans son village d'arméniens de Chenik, Semal, et parmi 8 personnes de Guéliéguzan, que ne se trouve pas le nommé Asatour (séance du 22 février, procès-verbal n° 25).

Ces huit personnes, dont les noms suivent appartiennent à une seule famille : une femme Khamé, mère de 6 enfants qui sont : une fille, Mariam ; un fils, Khatcho, âgé de 20 ans ; un fils, Vahan ; un fils, Aram ; un fils, Kiragos ; un fils, Oskian.

Parmi ces garçons, deux sont muets, une autre femme muette, Rehan.

Le nommé Garabet, fils d'Ohannès, moukhtar d'Ardegonk, déclare que Serko, fils de Katcho de Guéliéguzan, ne se trouve pas parmi les 25 ou 30 arméniens de Kavar réfugiés dans son village. Ils appartiennent, qui par

un, qui par deux, à des familles différentes. Le nombre des hommes ayant atteint plus de 20 ans est de 6 à 7.

Le moukhtar, ignorant de quel village sont les dits réfugiés, reçoit l'ordre de s'en enquérir et d'en rendre compte à la Commission dans 3 ou 4 jours.

Le Président donne lecture d'un certificat du moukhtar d'Alvarindj, aux termes duquel son village ne renfermerait pas de réfugiés de Spagank, et ordonne la comparution du dit moukhtar pour qu'il confirme ce certificat.

Le nommé Sako, fils de Tato, membre du Conseil des anciens de ce même village, interrogé si le certificat précité est vérifique, répond qu'il n'en a pas connaissance, qu'il ne l'a pas signé, que dans son village se trouve un grand nombre de kavarli, dont la liste est entre les mains de l'autorité ; mais il n'en sait ni le nom ni le nombre exact.

La Commission s'aperçoit alors qu'il y a erreur dans la comparution de cet homme, qui explique, en effet, que venu en ville pour ses propres affaires il a été pris au bazar et amené à la Commission.

Le premier témoin entendu se nomme Aly-ben-Rechid, ancien secrétaire de la Correspondance à Sassoun, actuellement soldat à Mouch. Il confirme la déposition de Rakem Effendi, caïmacam de Sassoun (entendu dans la séance du 29 mars, procès-verbal n° 52), en ce qui concerne le séjour du dit caïmacam à Semal, l'arrivée des troupes de Merguémouzan, les rapports entre ce fonctionnaire et le Kol-Agassi (capitaine) Moustapha Effendi, les conseils donnés par tous deux aux habitants de Chenik, le transport du caïmacam et du témoin à Kiaghashin d'où, après y être restés deux jours, ils gagnèrent Tapik pour les motifs expliqués par Rakem Effendi.

Le témoin, soit de Kiaghashin, soit surtout de Tapik, a vu, certaines nuits, sur les montagnes d'Aktchesser et d'Agpi, des feux brûler jusqu'au matin.

Invité à dire ce qu'il sait des événements postérieurs, il mentionne uniquement le meurtre à Guéliéguzan d'un kurde khianli apportant à Mouch deux charges de blé.

Interrogé sur la venue des troupes régulières et leurs combats avec les arméniens, il sait seulement que ces derniers attaquèrent, à deux reprises différentes et au moment de leur marche sur Talori, les soldats qui eurent des tués.

Le témoin termine ses déclarations en disant que, lors de son séjour à Semal avec le caïmacam, ils n'y ont vu aucun habitant ; mais à Ghatak les arméniens de Kiaghashin et Chouchamerg disaient que si les gens de Kavar leur prêtaient secours, ils pourraient s'emparer des agitateurs et les remettre à l'autorité.

Le deuxième témoin entendu se nomme Petto, fils de Tako, de Kouh Islam, dépendant de Koulp, âgé de 40 à 45 ans. Il explique, sur la question du Président, que dans les premiers jours de mai 1894, revenant de Mouch avec les nommés Ousso et Mehemet, musulmans de son village, ils furent près de Guéliéguzan arrêtés par une vingtaine d'arméniens armés, qui leur volèrent leur pain et s'opposèrent à leur passage. Mais Kerko, moukhtar de Chenik et que le témoin connaissait, fit qu'on les laissât passer en disant qu'il n'y avait rien à prendre d'eux. A ce même moment, les arméniens chargeaient des effets sur les bêtes de somme, deux ou trois

chevaux et autant de mulets. Ils emportèrent même la porte de la maison dite de Nouré, sise à Guéliéguénim.

Le témoin explique que leurs armes consistaient en fusils et en sabres, mais ignore la provenance des effets emportés par eux ; à cette époque là on ne parlait de rien. La route de Koulpa à Mouch, autre que celle de Khian à Mouch, était libre. Il n'a pas rencontré d'autres arméiens armés.

Le troisième témoin entendu se nomme Youssouf-ben-Aly, de Kouh Islam, compagnon de route du témoin précédent, il confirme la déposition et ajoute que le nombre total des arméiens armés était de 40 dont la moitié sur la route et l'autre à Guéliéguénim même, près de la maison où étaient rangés des fusils en faisceaux. A la porte se trouvaient 5 à 6 bœufs et autant de chevaux, tous chargés. A leur arrivée à Guéliémansour, le témoin et ses compagnons apprirent que ces dits arméiens étaient de Kavar et de Talori, qu'ils avaient pris des effets et du blé, se trouvant dans la maison de Girbo de Chenik et appartenant au nommé Meho et Temo, kurde badikanli.

A Guéliémausour, le témoin était dans une autre maison que Petto.

Il a su plus tard que les arméiens s'étaient battus avec les bekrauli et les badikanli, puis avec les troupes allant à Talori où elles s'emparèrent de Mourad.

Le nommé Petto, réintroduit et interrogé sur les divergences qui existent entre ses propres déclarations et celles du nommé Aly, reconnaît la véracité de ces dernières.

Le quatrième témoin entendu se nomme Mardo, fils de Kalo de Chenik, âgé de 35 à 40 ans. Il a été demandé par les délégués (séance du 21 mars, procès-verbal n° 48) pour vérifier le témoignage du nommé Sako de Chenik (séance du 13 février, procès-verbal n° 17), et il compare avec son fils Khatcho, âgé de 8 à 9 ans.

Il explique s'être sauvé à l'Antok-Dagh de son village où restèrent ses bestiaux et sa fille au berceau, nommée Manouchké ou Mauté.

Les gens de Chenik gagnèrent la montagne séparément.

Pendant sa fuite, il se sépara à Guéliéguzan de sa famille et y laissa également son fils Kerko, plus petit que Khatcho présent.

Les siens s'enfuirent de leur côté et se réunirent seulement à lui à Passour, où les gens dispersés dans les montagnes étaient rassemblés par les soldats.

Le témoin dit être resté deux jours dans le Kegran-Dagh, huit jours à Koulpa, où les hommes habitaient dans les cavernes et leurs familles dans d'autres endroits et d'où en quatre jours ils regagnèrent Chenik.

Le témoin explique ensuite que son fils Kerko fut tué par les soldats. Entendant le son du clairon, il avait pris la fuite et l'enfant resta en arrière. Quant à son fils Khatcho, il s'était auparavant sauvé tout seul, comme sa fille Chouchan ; un autre fils Korké fut emporté par la mère nommée Khizan qui se réunit avec ses enfants au cours de leur fuite.

D'après le témoin, la cause de la fuite des gens de Chenik à Guéliéguzan sans passer par Semal est l'arrivée des soldats ; et c'est également devant eux que les arméiens se sauvèrent de Guéliéguzan à l'Autok, puis de l'Antok même.

Quand les villageois quittèrent Chenik, ceux de Semal étaient encore dans leur village.

Etant en suite, le témoin ignore par qui les villages ont été brûlés. Il nie être parent de Sako et déclare avoir trois frères : Erko, marié, sans enfants, Artin, Kalo.

Le témoin n'est pas le seul à Chenik portant le nom de Mardo, fils de Kalo.

Au cours de la séance, un prêtre arménien, se disant vicaire arménien grégorien à Guendj, remet à la Commission une requête ayant trait à la situation générale des arméniens et en particulier aux événements de Talori.

Le Président lève la séance.

*Signé :* M. VILBERT.  
H. S. SHIPLEY.  
M. PRJEVALSKY.

#### Procès-verbal n° 55. — Séance du 2 avril 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les délégués consulaires.

Le premier témoin entendu se nomme Mehemet-ben-Heyder, du village de Kouh Islam, compagnon des nommés Petto et Youssouf, entendus dans la séance précédente.

Il confirme les dépositions de ces derniers relatives à leur rencontre avec une bande d'arméniens armés près de Guéliégénim. Il ajoute que les arméniens avaient des armes et des fusils comme ceux dont se servent les kurdes. Après être rentré à son village, le témoin se plaignit au moukhtar et il fut interrogé quelques jours après à ce sujet, mais il ignore si aucune suite a été donnée à l'affaire.

Est alors introduit le moukhtar du village d'Alvarindj, nommé Vahan qui, contrairement à la teneur du certificat, lu dans la séance précédente, explique que dans son village se trouvent quatre filles et quatre garçons du village de Spagank ; le plus âgé de ces derniers est un nommé Thomas, ayant de 15 à 18 ans.

Sur cette déclaration, la Commission ordonne au moukhtar de dresser une liste de ces réfugies et d'amener le nommé Thomas directement à la Commission dans 3 ou 4 jours.

Six femmes de Chenik, nommées Maïmo, Mariam, Rehan, Haté, Aïvan, Hazzo, étaient venues déposer leur plainte, le Président décide de les écouter.

De la déposition de la première de ces femmes, la nommée Maïmo, fille de Kirké, veuve de Khazar, fils de Serko, et se trouvant actuellement à Hasskeui, il résulte que, sans mari, chargée d'enfants, et sans aucune ressource, elle est venue devant la Commission exposer ses griefs.

De son témoignage, d'ailleurs assez confus, il est néanmoins possible de comprendre qu'à l'arrivée des soldats qui vinrent les attaquer, les habitants de Chenik s'ensuivirent à Gueliéguzan où s'étaient réunis les arméniens des trois villages de Kavar.

D'après le témoin, les soldats qui étaient venus un jour auparavant, avaient placé leur camp près de Chenik. Les arméniens pensèrent d'abord que ces troupes devaient les protéger contre les kurdes nomades, mais quand les soldats commencèrent à les frapper et à les piller, les vil-

lageois se sauverent ne sachant pas que l'ordre avait été donné de tuer les habitants de Semal, Chenik et Guéliéguzan.

Les fuyards étaient depuis 6 jours environ à Guéliéguzan quand les soldats y arrivèrent et tuèrent une partie des arméniens qui s'y trouvaient ; le reste se sauva à l'Antok-Dagh. Là ils furent attaqués de nouveau et beaucoup de personnes, hommes, femmes et enfants furent massacrés.

Invitée à nommer quelques-uns des gens tués appartenant à son village de Chenik, le témoin donne les noms suivants :

*Hommes.*

1. Khazar, fils de Serké, son mari tué par les soldats dans un terrain dépendant de Guéliéguzan.
2. Garabet, son fils à elle, âgé de 11 ans.
3. Migro, fils d'Aghop, son beau-frère.
4. Merké, fils de Ghiro.
5. Ohannès, fils de Loucik.
6. Artin, fils de Bedo.
7. Girbo, fils d'Artin.
8. Artin, fils d'Aram.
9. Serkis, fils d'Ogna.
10. Khatcho, fils de Serkis.
11. Artin, fils de Hasso.
12. Mardiros, fils d'Agop.
13. Mardo, fils de Sahak.
14. Mighro, fils d'Ové.
15. Simo, fils d'Artin.
16. Mighro, fils d'Ové (2<sup>e</sup>).
17. Ohannès, fils de Mossé.
18. Kerko, fils de Mossé.
19. Ohan, fils d'Osman.
20. Ohan, fils de Boghos.
21. Nazar, fils d'Artin.
22. Vartan, fils de Mardo.
23. Manouk, fils d'Artin.
24. Khazar, fils de Gourdjо.
25. Kerko, fils de Nigo.
26. Mardiros, fils de Nigo.
27. Boghos, fils d'Artin.
28. Ghiro, fils de Mardé.
29. Djevé, fils de Hasso.
30. Stepo, fils de Djevé.
31. Ossé, fils de Kechich (prêtre).
32. Toné, fils de Migro.
33. Vahan, fils de Toné.
34. Khazar, fils de Kechich (prêtre).
35. Serkis, fils d'Aro.
36. Kirko, fils de Pollo.
37. Artin, fils de Mardiros.
38. Khazar, fils de Recho.
39. Miko, fils de Mardiros.

40. Ghiro, fils de Boghos.
41. Garabet, fils d'Ohannès.
42. Erko, fils de Kalé.
43. Migro, fils de Miko.
44. Bedo, fils de Kalo.
45. Attam, fils d'Ové.

*Femmes.*

1. Djoré, fille de Hebo, femme de Gourdjo.
2. Mariam, fille de Mighrò, femme de Serkis.
3. Hatché, femme de Mardé.
4. Chaké, fille de Sako, femme de Mardo.
5. Mariam, fille de Merké, femme de Girbo.
6. Aïvan, fille de Bolé, femme de Recho.
7. Hatché, femme d'ohan.
8. Hazzé, fille de Recho, femme de Mighro.
9. Hatché, fille de Stepo, femme de Mardo.
10. Saro, femme d'Ohannès.
11. Rebo, femme d'Artin.
12. Hazo, fille de Giragos, femme de Gourdjo.
13. Odgé, fille de Serké, femme d'Erko.  
(Actuellement en prison).
14. Bulbul, fille de Mardo, femme de Manouk.
15. Rendé, fille de Kourko, femme d'Artin.

*Enfants.*

1. Simo, { fils d'Artin.
2. Vartan, {
3. Hamé, { filles de Serkis.
4. Chouchan, {
5. Hamé, fille de Mardo.
6. Chemé, fille d'ohan,

N'étant pas la mère de ces enfants, le témoin ne peut préciser leur âge, mais explique qu'ils avaient de 1 à 4 ans ; elle ajoute qu'il y eut encore beaucoup de gens tués, mais elle-même s'étant enfuie vers Diarbékir ne sait pas lesquels.

Le témoin dit, en outre, avoir entendu raconter par une nommée Chouchan, fille d'Ohannès et de Rendé, qu'on avait ouvert le ventre de la femme d'un nommé Kirko, tué lui-même, la nommée Maïram, qui était enceinte, et qu'on lui avait arraché l'enfant.

Plusieurs femmes et enfants avaient été emportés par les soldats ; mais une partie d'entre eux a réussi à s'échapper plus tard.

Le témoin, cependant, à la fin de sa déposition dit avoir entendu raconter ce dernier fait par les enfants, et elle le considère, en conséquence, comme une histoire circulant parmi les enfants.

Son propre fils, Girbo, a été coupé en morceaux.

Interrogée, le témoin explique avoir vu de ses propres yeux les soldats tuer des hommes à la baïonnette, et en remplir des fosses. S'étant enfuie avec son mari, son beau-frère et deux enfants, elle s'était cachée derrière les pierres. Les soldats étant survenus tuèrent son mari ; elle-même se sauva. « Si vous ne me croyez pas », dit le témoin, « venez avec moi et je vous montrerai leurs os. »

Les femmes qu'elle a nommées ont été tuées par les soldats à coups de baïonnette ou à coups de fusil ; les enfants qui ne pouvaient pas suivre, et qui tombaient dans les mains des soldats étaient tués. Trois femmes et beaucoup d'hommes ont péri à Guéliéguzau, les autres s'enfuirent à l'Antok Daghi, et se cachèrent derrière les rochers où ils étaient tués. Les arméniens ne résistaient pas, car ils n'avaient pas devant eux des kurdes nomades, avec lesquels ils auraient pu se battre, mais des soldats du gouvernement. Avec les premiers les arméniens avaient vécu auparavant comme des frères « de terre et d'eau ». Ils se dépoillèrent réciproquement, mais pour se réconcilier ensuite. L'anée dernière, les soldats soutenaient les kurdes, et de peur les arméniens n'osèrent pas entrer en lutte avec ceux-ci.

Interrogée sur les motifs pour lesquels, si les arméniens étaient poursuivis par les soldats, ils seraient restés six jours à Guéliéguzan, le témoin répond que ces derniers n'avaient poursuivi que jusqu'à Guéliéguzan. Arrivés là ils y campèrent et y restèrent tranquilles pendant six jours. Les soldats disaient aux arméniens qui venaient à eux qu'ils étaient là pour les protéger contre les kurdes, et qu'ils ne leur feraient pas de mal. Mais en disant cela ils voulaient tromper les arméniens, et quand plusieurs de ceux-ci se trouvaient réunis ensemble, ils tombaient sur eux et massacraient ceux qui ne pouvaient pas s'échapper.

Le témoin, donnant des détails sur sa propre fuite, raconte que se trouvant à Guéliéguzan, dans la maison de son père, et ayant appris que les habitants de Chenik s'étaient sauvés à Guéliéguzan, elle s'enfuit, elle aussi, trois jours après et les y rejoignit. Arrivée là, elle vit que les fosses avaient été remplies de corps d'hommes, et qu'on était en train d'en tuer d'autres, qu'on jetait également dans les fosses. Les tentes des soldats à ce moment là se trouvaient à Husséindzik. C'est la nommée Maké de Chenik, fille de Khazar, et femme de Toné, fils d'Agop, et son mari, qui dirent au témoin qu'un certain nombre des gens avait été tué, et qu'on les avait jetés dans des fosses. Après cela le témoin se rendit à un endroit en face de Husséindzik, et séparé de celui-ci par un petit ravin. Cachée à cet endroit nommé Houtchik, et restée là tout au plus une demi-heure, elle a vu qu'on tuait les autres et qu'on remplissait les fosses de leurs corps. A ce spectacle, elle s'enfuit avec les autres femmes et les enfants. La femme Maké, ci-dessus mentionnée, devint malade de peur et mourut. Quand le témoin assista aux massacres de Husséindzik, elle était en compagnie de son mari, de ses deux filles et de ses deux fils. C'est pendant qu'ils fuyaient qu'un de ses fils fut tué et c'est sur l'Antok-Daghi que furent tués son mari et un autre fils. Elle-même se sauva avec les enfants qu'elle prit dans ses bras.

Le témoin dit que tous ceux qui ont survécu savent qu'à Guéliéguzan les soldats ont tué les gens et les ont mis dans des fosses. Si la Commission s'y rend, elle verra elle-même. « Si la Commission ne va pas là », demande le témoin, « à quoi sert mon récit ? » Elle ajoute que là dans les montagnes de Kavar il y a beaucoup de gens qui tomberont aux pieds des commissaires et leur montreront tout ; mais elle refuse de donner leurs noms.

En réponse aux questions qui lui sont posées, le témoin dit que les habitants de Chenik, Semal et Guéliéguzan s'étaient réunis à Husséindzik,

un des quartiers de ce dernier village, que les soldats en quittant Guélié-guzan partirent dans la direction de Mouch, mais que, s'étant enfuie, elle ne les a pas vus elle-même partir.

Le Président lève la séance.

*Signé:* M. VILBERT.  
H. S. SHIPLEY.  
M. PRJEVALSKY.

#### Procès-verbal n° 56. — Séance du 3 avril 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les délégués consulaires.

Ne sont pas interrogés, comme n'étant pas les personnes recherchées par elle, les nommés Tono, fils de Sefer et Mariam, fille de Gopé, tous deux de Chenik, amenés devant la Commission.

Le moukhtar du village de Darsikom, nommé Tchato, fils de Manouk et Melko, membre du Conseil des anciens, ensuite introduits, affirment que le uommé Stepan, fils de Chéro de Semal, ne se trouve pas dans leur village.

Questionné s'il y a d'autres Semali, le moukhtar explique qu'il y a 3 ou 4 filles et autant de femmes parmi lesquelles la nommée Heros, avec ses deux filles, Hunaf et Chahbaz et aussi quelques petits enfants. Invité par le Président à amener devant la Commission une de ces femmes de Semal, il répond qu'elle est en guenilles et qu'avant de l'amener il faudrait lui faire donner des habits.

Le premier témoin entendu est le nommé Erko, fils de Kalo de Chenik, âgé de 25 à 30 ans, marié, appelé à la suite de la déposition du nommé Sako de Chenik, dans la séance du 13 février (procès-verbal n° 17), et sur la proposition des délégués.

Le témoin déclare être resté à l'Antok-Dagh pendant 10 jours avec les autres habitants de Cheuk, s'étant enfuis du village devant les soldats qui commençaient à les tuer. De l'Antok-Dagh il se sauva dans la direction de Koulp et resta 10 à 12 jours dans les montagnes aux environs du village de Keghervan. Puis il passa à peu près le même laps de temps sur la montagne de Kourtik, d'où il regagna son village. Au cours de sa fuite, il était en compagnie d'environ 10 hommes parmi lesquels son frère Mardo et le fils de ce dernier Hatcho ; mais aucun d'entre eux n'était accompagné de sa famille.

Le témoin explique en outre que les arméniens avaient avec eux leurs femmes et leurs enfants sur l'Antok-Dagh. Les soldats viurent les attaquer et commencèrent à tuer hommes, femmes et enfants à coup de baionnette. Ceci, le témoin l'a vu lui-même en fuyant. Les habitants des différents villages étant réunis les uns aux autres sur la montagne, le témoin, quoiqu'il ait vu beaucoup de gens être massacrés, ne peut en donner les noms ; mais il a entendu dire que de son village étaient tués : Djoré, femme de Gourdjio ; Chaké, femme de Mardo ; deux garçons de 4 à 5 ans, Manouk, fils d'Artin, Meghreditch, fils d'Ohannès et le nommé Djove, au meurtre duquel le témoin lui-même a assisté.

Il raconte que son oncle Sako était avec lui quand ils commencèrent à fuir ; mais qu'ayant été blessé il fut pris près du village de Missintsor et amené à Passour (Koulp) : après quoi le témoin lui-même s'enfuit à Keghervan.

D'après lui, son oncle Sako n'aurait jamais eu d'enfants : le nommé Mardo, fils de Kalo, entendu dans la séance du 1<sup>er</sup> avril (Procès-verbal n° 54) est son propre frère. Ce Mardo a maintenant deux filles, Chouchan et Eghassab, et deux fils, Kourké et Hatcho. Mardo avait eu encore une fille, Manochiké; mais elle est morte depuis un an et demi. Le témoin affirme qu'en dehors de ceux-ci son frère Mardo n'a pas eu d'autres enfants.

Questionné si lui-même est marié ou non, le témoin répond que non. Le Président lui fait alors connaître la déposition de son frère Mardo de laquelle il résulte le contraire. Le témoin reconnaît la véracité du fait et avoue être marié en ajoutant que sa femme nommée Chouchan, fille d'Ohannes de Daderskom, se trouve maintenant chez son frère.

Interrogé pour quel motif il niait d'être marié, le témoin donne tour à tour les explications suivantes :

D'abord il affirme qu'on lui a recommandé de répondre ainsi si on le lui demandait. Invité à désigner l'auteur de cette recommandation, il évite de donner une réponse directe et explique qu'en venant à Mouch avec un nommé Toné, les gendarmes ayant demandé à celui-ci si le témoin était marié, et Toné ayant répondu non, le témoin aussi a dit la même chose. Se trouvant chez le Moudir du village avec Toné ce dernier avait déjà fait la même déclaration à son égard. Le témoin ayant été amené aujourd'hui en présence du Mutessarif a dit de lui-même ne pas être marié. Voilà les motifs pour lesquels le témoin a fait la même réponse devant la Commission.

Le deuxième témoin entendu est le nommé Toné, fils de Miko de Chenik.

Il nie avoir dit soit chez le Moudir, soit en route aux zaptiés, que le témoin précédent Erko n'était pas marié. Arrivés à Mouch, on les a interrogés séparément sur leurs noms, après quoi ils ont été amenés devant la Commission.

Le témoin ignore si c'est le Mutessarif ou une autre personne qui les a interrogés.

Le témoin affirme qu'Erko n'a jamais eu d'enfants, mais que le frère de celui-ci, Mardo, parent du témoin, avait un fils en bas âge, qui fut tué par un soldat à coups de baïonnette à ce qu'il a entendu dire par la mère de cet enfant.

Le même Mardo avait aussi un fils nommé Hatcho, mais il n'a pas et n'a jamais eu d'autres enfants que ceux-là.

D'après le témoin, le nommé Sako, fils de Kourké de Chenik, n'a jamais eu d'enfants.

Le témoin alors ayant été confronté avec Erko, précédemment entendu, reconnaît que questionné par le Moudir, si Erko était marié, il a répondu que non, mais il ajoute que leurs femmes à eux tous étaient perdues, comment pouvait-il savoir où se trouve celle d'Erko ?

De son côté ce dernier rétracte sa première affirmation au sujet de la conversation qu'il aurait tenue en route avec les zaptiés.

Des confrontations ont eu lieu ensuite entre les nommés Mighro, fils de Miko, Toné, fils de Miko, et Erko, fils de Kalo. Et cinq femmes venues pendant la séance du jour précédent, il résulte que la première de ces

femmes se nomme Hazzo, fille de Gelcho, femme de Erko, lequel est mort trois ans auparavant. Elle habite Chenik.

2. Que la deuxième est la nommée Haté, de Chenik, fille de Girbo, femme de Madiros, mort quelques années auparavant.

3. Que la troisième est la nommée Maïram de Chenik, fille de Bedo, femme de Kiragos, fils de Recho, et encore vivant.

Les nommés Erko, Mighro, et Toné disent au contraire que la dite Maïram est la femme de Khazar, fils de Recho, et qui a été tué.

4. Que la quatrième est Rehan de Chenik, fille d'Ohannès, femme de Khazo, fils d'Aro. Elle est originaire de Guéliéguzan et se trouve maintenant à Hasskeü.

5. Que la cinquième est Aïvan de Chenik, fille de Mardo, femme d'Artiu, fils de Ohannès, et mort depuis longtemps.

La nommée Aïvan affirme d'abord que son mari a été tué pendant les événements, mais elle rétracte ensuite cette affirmation qu'elle déclare avoir faite par peur et parce qu'elle n'avait pas compris la demande qui lui a été faite. Ces cinq femmes répondent à une question que la nommée Maïmo, qui était venue avec elles, a été prise par deux gendarmes et qu'elles ignorent où cette femme se trouve maintenant.

Le Président lève la séance.

*Signé : M. VILBERT.  
H. S. SHIPLEY.  
M. PRJEVALSKY.*

---

#### Procès-verbal n° 57. — Séance du 4 avril.

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les Délégués consulaires.

Au début de la séance le Président, à une question des Délégués, répond que le nommé Toné, fils de Miko, a été appelé par la Commission, et que Mighro, son frère, est venu de son propre gré.

Le Président donne ensuite lecture d'une requête, portant la date du 20 mars (v. s.), 1895, signée par la nommée Maïram, de Guéliéguzau, fille de Bedo et femme de Kiragos, ayant paru devant la Commission dans la séance précédente.

La signataire de cette plainte se plaint que les arméniens aient été tués, dispersés, que les femmes sans maris en aient été réduites à mendier à Mouch. A présent, cependant, les autorités, le commissaire de police et les gendarmes les chassent de la ville. Elle expose, en outre, que les employés de Mouch, en faisant le dénombrement des gens de Kavar, inscrivent dans les registres des femmes et des filles au lieu et place des hommes; ces employés forcent les Moukhtars à signer les registres, ce à quoi ces derniers consentent par crainte.

Interrogée, la dite Maïram explique que son fils Haïro, âgé d'un an et demi, a été arraché de ses mains par un zaptié et jeté par terre, ce qui a causé la mort de l'enfant. Quant au frère de son mari, Khazar, fils de Recho, il a été tué près de Guéliéguzan à coups de baïonnette.

Les habitants de Kavar, dit en outre le témoin, se trouvaient depuis la fin de l'automne dernier à Mouch, mais ils en ont été chassés par les soldats. Le témoin lui-même voulait se présenter devant la Commission, mais on ne lui a pas permis, un soldat de la cavalerie l'ayant prise au moment où elle venait de Chenik et ramenée jusqu'à Alvarindj.

En ce qui concerne le registre visé dans sa requête, le témoin affirme que des employés sont venus à Hasskeuï, où elle habite actuellement et voulaient y inscrire les gens de Kavar, en disant, pour les tromper, qu'on leur donnerait des vivres. Ces mêmes employés leur recommandaient de dire si on le leur demandait, que c'était les kurdes qui les avaient tués, et que les soldats ne leur avaient fait aucun mal.

Le témoin déclare, cependant, que les arméniens ne se sont pas laissé tromper, et ne sont pas allés s'inscrire. C'est alors que les Moukhtars et les membres du Conseil des Anciens allèrent de maison à maison et inscrivèrent les femmes et les enfants au lieu des hommes.

Le témoin dit, en outre, que les employés en question, au nombre de deux, et appartenant aux gendarmes, après avoir terminé ce registre, ont quitté le village il y a cinq ou six jours.

Le témoin ajoute que les zaptiés qui se trouvent dans le local même de la Commission écoutent à la porte de la Chambre d'audience ce qui s'y dit, et qu'hier même à elle et à ses quatre autres compagnes on leur a donné des conseils et fait des menaces en leur recommandant de dire que c'étaient des kurdes qui avaient maltraité les arméniens, et non pas les soldats.

Dans le but de vérifier cette dernière affirmation du témoin, les quatre autres femmes venues en sa compagnie sont appelées, l'une après l'autre, en présence de la Commission et questionnées séparément par le Président si les zaptiés leur ont parlé, et s'ils leur ont dit quelque chose.

La première de ces femmes, nommée Hazzo, confirme la déposition du témoin ; les trois autres, cependant, répondent de façon négative ; mais confrontées avec le témoin, et l'affirmation de celle-ci, à l'égard des zaptiés, leur étant lue et expliquée par le Président, toutes les trois en confirment la véracité. Les zaptiés, en effet, leur ont tenu ces propos, et si elles ont répondu de la sorte, c'est qu'elles n'avaient pas compris ce dont le Président avait voulu leur parler la première fois.

Le témoin, en réponse au Président, s'étant déclarée prête à montrer la personne qui lui a tenu le langage en question, et les zaptiés présents dans le local de la Commission ayant été introduits, le témoin désigne le lieutenant des gendarmes Halil Agha. Celui-ci rejette l'accusation de Maïram en disant qu'il ne sait ni le kurde ni l'arménien.

Le témoin alors, maintenant sous serment solennel sa première déclaration, répète en kurde les paroles mêmes de Halil Agha qu'elle avait dit auparavant lui avoir été adressées en cette langue.

Le deuxième témoin entendu est la femme Haté, fille de Girbo, femme de Mardiros, de Chenik. Elle raconte que de sa famille son fils Bedros, qui était berger, a été tué par les soldats, et que quatre autres enfants ont été abandonnés dans la maison, qui a été brûlée ensuite. De ces quatre enfants, deux, Aïyan et Abghar, étaient ceux du frère de son mari, nommé Artin, fils de Serké, et les deux autres, la nommée Eghassab et le nommé Archak, étaient ceux de Manouk, fils d'Artin. Manouk est actuellement vivant.

Le témoin déclare que c'est elle-même qui a laissé les enfants dans la maison, que tout le monde connaît leur existence, mais elle ne peut préciser aucun nom.

Elle ajoute que les nommés Mardo et Artin, qui étaient venus pour sauver les enfants, ont été tués dans le village par les soldats. Quant à son propre fils Bedros, qui se trouvait auprès de ses moutons, elle l'a vu lors

de l'attaque, et au moment où il venait chercher sa nourriture à la maison, être tué par les soldats.

Le témoin déclare que c'est leur arrivée qui a provoqué la fuite hors du village. C'était au temps de la moisson ; elle-même, étant seule à la maison, s'est sauvée dans les montagnes, avec son fils Khazar, âgé de 7 à 8 ans.

Le troisième témoin entendu est la femme Rehan, fille d'Ohannès et femme de Hazo, fils d'Aro de Guéliéguzan.

Elle déclare que son fils Artin, âgé de 6 ans, et sa fille Chouchan, âgée de 8 ans, ont été tués, et ce d'abord, dit-elle, par des soldats ; elle dit ensuite « par des hommes du Gouvernement », et enfin par les soldats. Elle ne peut donner les noms de ceux qui lui connaissaient de tels enfants, attendu qu'ils ont été tués. Elle ajoute que des parents de son mari, les nommés Mighro et Toné, fils de Farho ; Serkis, fils d'Avo ; Nazé, femme de Pollo, fils de Mardo ; et Hafzé, fille de Ramé et femme d'Avo, ont été tués par les soldats. Au retour de sa fuite le témoin a vu leurs cadavres et leurs os dans une forêt à côté de Harzan. Ces cadavres furent ensuite enterrés par le nommé Bedros, fils de Mossé, de Guéliéguzan.

L'interrogatoire de la femme Hazzo, commencé dans cette séance, sera inclus dans le procès-verbal de la séance où il sera achevé.

Au cours de celle du jour, treize femmes de Semal pénètrent avec quelque difficulté jusqu'à la Commission et remettent une requête. Ces femmes se plaignent que leurs maris ont été tués, qu'elles-mêmes ont été déshonorées, que des agents du Gouvernement sont venus à Semal et ont tâché de persuader aux villageois de dire que ce sont des kurdes qui ont causé tout le mal, et non pas les soldats.

De ces treize femmes, trois, les nommées Bezo, Hané et Hané sont choisies par elles-mêmes pour exposer devant la Commission les griefs contenus dans leur commune requête.

Le Président lève la séance.

*Signé : M. VILBERT.  
H. S. SHIPLEY.  
M. PRJEVALSKY.*

#### Procès-verbal n° 58. — Séance du 5 avril.

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les délégués consulaires.

Au début de la séance, le Président donne l'ordre au Chef de la gendarmerie de Mouch de remplacer le lieutenant Halil Agha, qui était jusqu'à présent à la disposition de la Commission, et de ne plus employer cet officier pour les affaires concernant l'enquête.

Le premier témoin entendu est la nommée Hazza, fille de Hetcho de Chenik, qui rétracte sa première affirmation au sujet de son mari et qu'il ne s'appelait pas Erko mais bien Tono, fils de Loussik, et qu'il est mort depuis quatre ans. Elle dit ensuite que son beau-frère Ohannès et les deux fils de ce dernier, Artin et Mucho, ont été tués par les soldats, et que sa propre fille Varté a été abandonnée dans le village. C'est de ses parents qu'elle a appris la mort d'Ohannès et de ses deux fils, que depuis on n'a plus revus.

Le témoin en outre déclare que tout le monde dit qu'Ohannès a été tué à coups de baïonnette et jeté dans les fosses au moment où cinquante hommes sont allés se rendre aux troupes. Elle tient le fait en particulier de Manouk, fils de Stepan, de Semal.

Interrogée comment il se fait que si son mari est mort il y a quatre ans, sa fille n'aït que deux ans, le témoin explique que ne sachant pas écrire, elle ne peut tenir un compte exact de l'âge que peuvent avoir ses enfants. Elle ne peut nommer personne qui lui ait connu une fille nommée Varté. Pendant sa fuite elle était seule, attendu que chacun tâchait de se cacher de son côté; elle est restée endurant la faim et la soif pendant environ deux mois avant de regagner son village.

Le deuxième témoin entendu est la nommée Aïvan, fille de Mardo, femme d'Artin, de Chenik. Elle déclare que pendant la fuite, quand les soldats les poursuivaient, son fils Serkis, qui était berger, a disparu. Elle n'a pas retrouvé le cadavre et personne ne sait ce qu'il est devenu.

Elle raconte, en outre, que sur l'Antok-Dagh où elle s'était réfugiée, voyant les soldats devant eux, elle s'ensuit de nouveau avec deux ou trois femmes et deux enfants, ces deux autres fils, Ossé et Merké, et la femme du premier, nommée Rehan, se trouvent avec le témoin à Hasskeui.

Le fils de Rehan, nommé Vahan, est mort au village après le retour.

Le témoin déclare que tous les villageois savent quelle avait un fils nommé Serkis.

Après l'audition de ce témoin, cinq kurdes : Hussein-ben-Mehmet, Hussein-ben-Sori, Beker-ben-Abbas, Ahmet-ben-Husséin, Abbas-ben-Moustapha, remettent à la Commission une requête relative à une attaque dont ils auraient été victimes de la part des arméniens au mois de mai 1894, près du village Guéliéguénim, et deux d'entre eux sont immédiatement interrogés.

Le premier, Husséin-ben-Mehmet, du village de Tiakho, district de Koulp, âgé de 25 ans, raconte qu'au mois de mai de l'année dernière, en se rendant à Mouch avec des charges de blé, lui et ses compagnons s'arrêtèrent à Guéliéguénim, où se trouve une seule maison appartenant au nommé Nouré, et abandonnée par son propriétaire, parti pour Chenik. Cette maison n'avait pas même de portes. La nuit venue, ils se couchèrent. Quelque temps s'était écoulé quand ils entendirent le bruit des armes et ils furent attaqués. Leurs autres compagnons prirent la fuite et eux-mêmes restèrent au nombre de cinq.

Les arméniens, parmi lesquels le témoin a reconnu Mighro et Kourké, de Chenik et Nouré, avec ses deux fils, de Guéliéguénim, s'emparèrent des quarante charges de blé et blessèrent le témoin lui-même et le nommé Abbas, fils de Moustapha. Venus à Mouch le lendemain tous deux portèrent plainte; mais aucune suite ne lui ayant été donnée pendant huit jours ils regagnèrent leur village. Ayant appris l'arrivée de la Commission, ils sont venus exposer leurs griefs. Le témoin donne les noms suivants de quelques-uns des porteurs de blé qui étaient avec eux : Osman-ben-Ismail, Omer-ben-Hadji, Hassan-ben-Mirzo, Moustapha-ben-Ibrahim, Salih-ben-Omer, Husséin-ben-Saleh, et deux chrétiens, dont l'un s'appelait Sakké, du village Eskar. Le témoin ajoute que lui-même a été blessé à la tête d'un coup de sabre et à la main par un coup de bâton, et qu'Abbas-ben-Moustapha a été blessé par un coup de pierre pendant sa fuite. Un des

porteurs dont le témoin ne connaît pas le nom a été également blessé. Il explique que quoique dans la requête on parle de quatre blessés, il ignore leurs noms, car ils ne sont pas de son village, et la requête a été dressée par ses camarades. Il sait seulement qu'un de ces blessés qui resta à Guéliégénim et qui mourut ensuite était du village de Djakhs. Selon leur habitude, le témoin et ses compagnons étaient sans armes, car tout était tranquille et personne ne pouvait s'attendre à un tel incident.

Interrogé sur le motif pour lequel dans cette requête il accusa les gens de Chenik, Simal, et Guéliéguzan, il répond que c'est eux, tout le monde le sait ; qu'il y avait là aussi des muletiers qui ont connaissance de cette affaire.

Le deuxième signataire de la requête, Bekir-ben-Abbas, répète le même récit, ajoutant que lui-même a été blessé d'un coup de sabre à la main, que Suleyman-ben-Hussein, de Sjakhs, a été blessé d'une balle à l'abdomen et qu'il est mort huit jours après dans son village ; que sur le lieu des événements, outre les cinq signataires de la requête, se trouvaient quarante porteurs des villages de Djakhs, Tiaks, Kenkistam, et Arkatin, et deux arméniens.

Parmi les porteurs, il cita les noms de Ibrahim-ben-Hassan, Hasso-ben-Saf, Resso-ben-Saleki. Comme la lune brillait au moment de l'attaque, il a pu distinguer leurs agresseurs, qui étaient une trentaine environ et qu'on disait être des gens de Chenik ; mais le témoin ne sait pas s'ils étaient de Chenik ou de Simal.

Le troisième signataire, Ahmel-ben-Husso, dit tour à tour se nommer de différentes façons, et ses camarades appelés lui donnent également des noms différents.

La Commission décide l'examen médical des kurdes blessés.

Le dernier témoin entendu est la nommée Mariam, fille de Gopé, femme d'Artin, fils de Giro, de Chenik ; elle se trouve actuellement à Derik.

Cette femme, qui dit ne plus être celle ayant remis une requête dans la séance du 8 février (Procès-verbal n° 13), et demandée par les Délégués (séance du 21 mars, Procès-verbal n° 48), est néanmoins interrogée sur l'état de sa famille.

Elle répond que son mari Artin, avec trois fils, Nazar, Girbo, déjà grands, Avedis, plus petit, ont été tués pendant les événements et qu'elle reste maintenant avec un fils, Mardiros, de 5 ans, Zalo, de 2 ans.

Le témoin elle-même, au moment des événements, se trouvait malade à Petah, où elle était venue avant la fuite à l'Antok-Dagh. Ce sont les gens de Petah qui lui ramenèrent ses enfants restés vivants et c'est de ceux-ci qu'elle tient la mort de leur père et de leurs frères.

Elle ne peut désigner personne qui lui ait connu de tels enfants, en disant que ceux-là ont été tués aussi, comme le prêtre de Simal, qui venait dans leur village ; la nouvelle de la mort de ce dernier lui a été donnée par son fils Mardiros.

Le témoin reste maintenant seul et sans parents avec ses deux enfants.

Au cours de cette séance, deux membres du Conseil des arméniens de Kizil-Aghadj, nommés Arakel et Mevork, affirment que dans leur village il n'y a pas une nommée Khatché, femme d'Artin, frère d'Erko, de Chenik, entendu dans la séance du 1<sup>er</sup> février (Procès-verbal n° 7).

Ils expliquent avoir parmi eux trois habitants de Chenik : Toné, fils

d'Aghop, et deux Artin avec leurs femmes. Il y a en outre de Chenik dix enfants; mais ignorent s'ils appartiennent aux gens précités ou non.

Ils donnent le nom de Rebbé, comme femme d'un des Artin et de Khazzé comme sa fille.

Le Président lève la séance.

*Signé :* M. VILBERT.

H. S. SHIPLEY.

M. PRJEVALSKY.

(*A suivre*).

---



## TROISIÈME PARTIE

---

### LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

---

#### FRANCE

##### Décret appliquant à la Guyane le décret de 1888 et la loi de 1893 sur le séjour des étrangers en France.

28 novembre 1896 (1).

Le Président de la République française,  
Vu les articles 8 et 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;  
Vu le décret du 2 octobre 1888;  
Vu la loi du 8 août 1893,  
Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice,

#### Décret :

Article premier. — Le décret du 2 octobre 1888, relatif aux étrangers résidant en France, et la loi du 8 août 1893, relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national (2), sont déclarés applicables à la Guyane.

Art. 2. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel*, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* des colonies.

Fait à Paris, le 28 novembre 1896.

Félix FAURE.

(1) *Journal officiel* du 1<sup>er</sup> décembre. — Le décret est ainsi motivé par le Rapport suivant adressé par le ministre des colonies au Président de la République :

En vertu de la loi du 29 mai 1874, portant application aux colonies des lois des 3 décembre 1849 et 29 juin 1867 sur la naturalisation et le séjour des étrangers, le Gouvernement local de la Guyane peut expulser, par mesure de police, tout étranger voyageant ou résidant dans la colonie. Cette mesure rigoureuse, qui ne doit être appliquée que dans des circonstances graves, aurait pour résultat, s'il en était fait un trop fréquent usage, d'entraver le développement de l'immigration et du commerce de la Guyane.

Le décret du 2 octobre 1888 et la loi du 8 août 1893, relatifs aux étrangers résidant en France, ont, en imposant aux étrangers résidant dans la métropole certaines formalités, rendu leur surveillance plus facile et les expulsions plus rares.

Le présent projet de décret a pour objet de promulguer à la Guyane les deux textes susvisés. Son utilité est d'autant plus grande que la découverte des placers aurifères du Contesté a attiré dans la colonie de nombreux étrangers qui, sous prétexte de commerce ou d'industrie, peuvent entretenir avec la population pénale des relations dangereuses pour l'ordre public.

Le projet que j'ai l'honneur, d'accord avec le garde des sceaux, ministre de la justice, de soumettre à votre haute sanction, en promulguant à la Guyane le décret du 2 octobre 1888 et la loi du 8 août 1893, permettra d'exercer sur les actes de ces étrangers une surveillance plus active et plus efficace.

(2) V. cette loi, *Archives*, 1893. IV, p. 317.

## ITALIE

**Décret constituant une Commission des prises.**

16 août 1896 (!).

Humbert I<sup>r</sup>, par la grâce de Dieu et la volonté de la nation, roi d'Italie,

Vu l'article 225 du Code pour la marine marchande (2);

Attendu que, l'état de guerre avec l'Abyssinie n'ayant pas cessé, le besoin de constituer la Commission des prises s'est fait sentir;

Le Conseil des ministres entendu;

Le Conseil d'Etat entendu;

Sur la proposition de nos ministres des affaires étrangères, de la marine, de grâce et de justice;

Avons décrété et décrétions :

**Article premier.** — La Commission des prises prévue par l'art. 225 du Code pour la marine marchande résidera à Rome.

**Art. 2.** — La Commission des prises connaît de la légitimité et de la confiscation des prises maritimes ainsi que des autres questions attribuées à sa juridiction par le Code précité, conformément aux règles établies par le même Code.

**Art. 3.** — La Commission sera composée :

a) D'un premier président de Cour d'appel en activité ou en retraite ou d'un président de section du Conseil d'Etat ou de la Cour de cassation;

b) De deux amiraux, dont un sera membre du Conseil supérieur de la marine;

c) D'un membre du Contentieux diplomatique ;

d) De deux conseillers de Cour d'appel;

e) D'un capitaine de port;

f) D'un commissaire du Gouvernement choisi parmi les fonctionnaires du ministère public, d'un rang non inférieur à celui de procureur du Roi.

Le commissaire du Gouvernement n'a pas voix délibérative et est chargé de poursuivre l'instance au nom du Gouvernement et de donner ses conclusions. Il ne pourra intervenir à la votation.

La Commission sera assistée d'un secrétaire qui n'aura pas droit de vote.

Le président et les membres sont nommés par décret royal rendu sur la proposition des ministres de la marine, des affaires étrangères, de grâce et de justice. S'il est besoin de membres supplémentaires, il sera procédé de la même façon à leur nomination.

Le secrétaire, choisi parmi les fonctionnaires du ministère des affaires étrangères ou de la marine, sera nommé par décret des ministres des affaires étrangères, de la marine, de grâce et de justice.

**Art. 4.** — Dans des réunions préliminaires, la Commission des prises

(1) *Gazzetta ufficiale del regno d'Italia*, 17 août 1896.

(2) Voici la traduction de cet article : « Il sera statué sur la légitimité des prises et la confiscation par une commission spéciale qui sera nommée par décret royal, conformément aux règles que le règlement déterminera ».

arrêtera un règlement intérieur pour l'accomplissement de la mission qui lui est confiée, lequel règlement sera publié dans la *Gazette officielle*.

Art. 5. — Les délibérations de la Commission sont valables quand cinq membres au moins sont présents. En cas de partage, la voix du Président ou de celui qui en fait fonctions est prépondérante.

Art. 6. — Les parties auront la faculté de présenter des mémoires écrits qu'elles adresseront au Président de la Commission.

Art. 7. — Les agents des puissances étrangères, accrédités près du Gouvernement du Roi, pourront adresser au commissaire du Gouvernement les observations qu'ils jugeront convenables dans l'intérêt de leurs nationaux.

Art. 8. — Les sentences de la Commission des prises seront motivées. Elles ne sont pas sujettes à appel, opposition ou révocation, sauf le recours à la Cour suprême de cassation dans les termes et suivant les règles établis par l'art. 3 de la loi du 31 mars 1877, n° 3761 (2<sup>e</sup> série).

Art. 9. — Les décisions de la Commission des prises seront communiquées à nos ministres des affaires étrangères et de la marine dans les huit jours de la date à laquelle elles auront été rendues.

Art. 10. — Les dépenses de secrétariat et autres accessoires pour le service de la Commission seront payées sur le chap. 14 du budget de la marine (dépenses diverses pour la marine marchande).

Art. 11. — Le présent décret aura effet tant que l'état de guerre avec l'Abyssinie n'aura pas cessé.

Fait le 16 août 1896.

HUMBERT.

VISCONTI-VENOSTA.  
B. BRIN.  
G. COSTA.

Par décret du même jour, le sénateur *Canonico*, président de section à la Cour de cassation de Rome, est nommé président de la Commission des prises. Sont nommés membres de cette Commission MM. :

*Artom*, sénateur, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, membre du Comité du Contentieux diplomatique;

*Serra*, contre-amiral, membre du Conseil supérieur de la marine;

*Palumbo*, contre-amiral;

*Tivaroni*, conseiller à la Cour d'appel de Rome;

*La Terza*, conseiller à la Cour d'appel de Rome;

*Witting*, capitaine de port de première classe.

M. *Garofolo*, procureur du Roi, est nommé commissaire du Gouvernement.

— Conformément à l'art. 4 du décret qui précède, la Commission des prises a, le 24 août 1896, adopté le RÈGLEMENT dont la teneur suit (1) :

Article premier. — La Commission est convoquée par le Président.

Art. 2. — En cas d'absence du Président, la Commission nommera celui de ses membres qui devra en remplir temporairement les fonctions.

Art. 3. — Seront déposés au secrétariat pour la durée de 30 jours les

(1) *Gazette officielle* du 5 septembre 1896.

actes et documents qui peuvent intéresser les parties. Le terme pourra être prorogé par le Président, soit d'office, soit à la demande du commissaire du Gouvernement, au cas où un délai serait nécessaire pour compléter l'instruction.

Art. 4. — Dans le terme indiqué par l'article précédent, les intéressés qui désireront faire valoir leurs raisons doivent, personnellement ou par des personnes munies de mandat spécial, faire connaître leur qualité et élire domicile dans la capitale du royaume.

Art. 5. — Les intéressés, déterminés conformément à l'article précédent, ont la faculté d'examiner les actes déposés au secrétariat. Ils ne pourront exposer leurs raisons que par des mémoires adressés au Président et écrits en langue italienne, française ou anglaise, mémoires qui doivent être présentés dans le délai indiqué par ledit article et qui seront déposés au secrétariat avec les actes susdits.

Art. 6. — Le commissaire du Gouvernement communiquera à la Commission les observations qui, par l'intermédiaire du ministère des affaires étrangères, lui auraient été adressées, dans le délai susdit, par les agents des puissances étrangères accrédités près le Gouvernement du Roi, dans l'intérêt de leurs nationaux.

Art. 7. — Le commissaire présentera, dans le terme susdit, ses propositions par écrit, lesquelles seront déposées au secrétariat.

Art. 8. — Il sera publié dans la *Gazette officielle* du Royaume un avis qui rappellera les dispositions des articles 3, 4 et 5 du présent règlement, avec l'indication de la date que, dans chaque cas spécial, la Commission aura arrêtée pour l'échéance du terme.

Cet avis sera communiqué par l'entremise du ministère des affaires étrangères aux agents diplomatiques accrédités dans les pays auxquels appartiennent ou dans lesquels on pourra supposer que résident les intéressés afin qu'il soit publié dans le *Journal officiel* de ce pays, et afin, en outre, qu'il soit directement, si c'est possible, communiqué aux intéressés connus.

Si le terme est prorogé, le secrétaire en donnera avis aux intéressés au domicile par eux choisi.

Art. 9. — Quand le terme sera échu, la Commission, si elle le juge nécessaire, pourra, avant de décider, demander à l'autorité compétente d'autres éclaircissements ou informations ou la communication de documents ou ordonner de nouvelles vérifications. Elle pourra aussi inviter les intéressés à produire d'autres actes ou documents.

Art. 10. — Quand la Commission estimera que les actes sont complets, elle arrêtera un délai non inférieur à 15 jours, durant lequel le commissaire du Gouvernement et les intéressés devront présenter leurs conclusions définitives.

Cette délibération sera notifiée aux intéressés par le secrétaire, et le délai courra du jour de cette notification.

Art. 11. — Les conclusions définitives seront remises au Président et ne seront pas montrées au secrétariat (*ostensibili*).

Art. 12. — Le Président fixera alors la séance pour prononcer le jugement, et il en avisera le commissaire du Gouvernement.

Dans cette séance, le Président ou l'un des membres de la Commission par lui désigné exposera le résultat des actes. On lira les mémoires et les conclusions des intéressés.

Lé commissaire du Gouvernement assistera à la séance et se retirera avant le vote.

**Art. 13.** — La sentence devra être approuvée par tous les membres de la Commission qui auront pris part à la délibération.

**Art. 14.** — Dans le cas prévu par l'art. 241 du Code de la marine marchande, le Président convoquera de nouveau la Commission et on observera les dispositions des articles 1, 2, 12 et 13 de ce règlement et les autres règles que la Commission croira devoir établir.

Rome, 24 août 1896.

(Suivent les signatures du Président et des membres de la Commission).

### COMMISSION DES PRISES

#### Notification.

La Commission des prises siégeant à Rome au ministère de la marine, aux termes de l'art. 8 de son règlement, fait savoir à quiconque pourrait y être intéressé :

1<sup>o</sup> Que les actes et les documents relatifs à la capture du « Dœlwyk », qui peuvent intéresser les parties, seront déposés, pendant 30 jours, au secrétariat de la Commission. Les intéressés pourront, pendant ce temps, les examiner, après avoir justifié de leur qualité, soit personnellement, soit par des personnes munies de mandat spécial, et après avoir élu domicile à Rome ;

2<sup>o</sup> Que les intéressés pourront, durant le même temps, adresser des mémoires au Président, en langue italienne, française ou anglaise, mémoires qui seront déposés au secrétariat de la Commission avec les autres actes ;

3<sup>o</sup> Que ce terme de trente jours commencera à courir le quinzième jour après la publication du présent avis par la *Gazette officielle* du Royaume d'Italie.

Rome, le 24 août 1896.

(Suivent les signatures du Président et des membres de la Commission).

(La Commission des prises a rendu sa sentence le 8 décembre. La prochaine livraison en contiendra la traduction complète.)





## QUATRIÈME PARTIE

---

### CHRONIQUE

---

#### ALLEMAGNE

*Séance du Reichstag du 16 novembre. — M. le comte Hompesch développe l'interpellation concernant le traité secret russo-allemand.*

Le prince de Hohenlohe, chancelier de l'empire, répond au député du centre.

« Il a été convenu, dit-il, que les négociations qui ont eu lieu de 1887 à 1890 entre la Russie et l'empire allemand resteraient absolument secrètes. Le moment où l'engagement pris à ce sujet cessera d'exister ne peut donc être fixé par nous seulement. Je ne suis donc pas encore en état de fournir des renseignements officiels concernant le résultat de ces négociations.

« Quant à l'attitude observée par le gouvernement allemand vis-à-vis de la Russie depuis le printemps de 1890, je ne puis pas non plus donner sur ce point une réponse qui épouse le sujet, tant que subsistera l'engagement que je viens de mentionner.

« Je laisse au secrétaire d'Etat à l'office des affaires étrangères, qui a pris part aux délibérations qui ont eu lieu à l'époque dont il s'agit, le soin d'exposer ce qui peut être dit à cet égard. Après avoir examiné avec soin les documents existants, je ne puis m'empêcher de reconnaître absolument valables les motifs qui ont guidé alors le gouvernement allemand.

« Je puis exprimer à ce sujet la conviction qu'aucun changement défavorable ne s'est fait sentir dans nos relations avec la Russie.

« On a affirmé que des influences anglaises ou, du moins, des influences étrangères avaient agi alors ou actuellement ; je suis obligé de repousser cette assertion comme dénuée de tout fondement.

« Quant à l'effet que les récentes révélations ont produit sur la situation de l'Allemagne dans la triple alliance ou sur ses rapports avec les autres puissances européennes, je me réjouis de pouvoir déclarer que le nuage de méfiance qui s'est montré au premier moment dans quelques couches de la population de ces pays a disparu et que nos relations avec nos alliés sont, après comme avant, basées sur une confiance réciproque absolue.

« De même, nos relations avec la Russie n'ont pas cessé un seul instant d'être bonnes et amicales. »

Après le chancelier de l'empire, prince de Hohenlohe, le baron de Marschall, secrétaire d'Etat à l'office des affaires étrangères, fait les déclarations suivantes :

« En entrant dans la question de la politique de l'Allemagne vis-à-vis de la Russie, j'ai parfaitement conscience des grandes difficultés de ma tâche ; je vous prie de n'attendre de moi aucune révélation ; je n'ai pas autorité pour cela. Des révélations d'ailleurs ne feraient probablement qu'envenimer le différend, et nous avons déjà assez de différends dans le pays. Ma tâche consiste à porter la lumière sur certaines attaques, en tant que l'intérêt général, à l'extérieur comme à l'intérieur, le commande.

« Dans le récent différend, il s'est produit deux plaintes qui ont des direc-

tions diamétralement opposées : l'une est que la politique allemande après 1890 a commis de lourdes fautes, a abandonné une importante assurance des garanties de la paix ; l'autre attaque, on l'adresse à la politique allemande avant 1890, en maintenant qu'on a conclu alors avec un autre Etat une convention qui était en contradiction avec les traités existants. De ces deux attaques, la dernière est la plus grave, car elle nous frappe à un endroit où, nous pouvons l'avouer avec une certaine fierte, nous sommes le plus sensibles.

« C'est pourquoi je vais répondre d'abord à cette attaque : Je repousse de la façon la plus énergique la supposition que, de la part de l'Allemagne, il y ait jamais eu une convention conclue avec un Etat quelconque, laquelle fût incompatible avec les traités existants. Cela n'a pas eu lieu, ni dans le fait ni dans l'esprit. Car ce que nous avons conclu devait servir à la paix. N'importe de quel côté vienne une telle accusation, tous les Allemands doivent s'unir pour la repousser ; car si elle pouvait prendre pied, elle nous porterait préjudice, en même temps qu'elle causerait joie et satisfaction à nos ennemis.

« Il est bien plus difficile de répondre à l'autre attaque. Mes déclarations à ce sujet seront forcément très restreintes. Je ne puis guère que d'une façon académique exposer les raisons pour lesquelles la politique allemande en 1890 a suivi la voie qu'on sait. Je me reporte aux plus récentes révélations et au principe qui y est posé que, dans les relations par traités existant entre certains pays, une contre-assurance garantit plus fortement la paix. On peut se demander si le nombre plus grand des alliances et des traités accroît aussi la valeur de chaque alliance et de chaque traité en particulier, ou si au contraire cette complexité d'assurances ne fait pas courir le danger qu'au moment décisif aucune assurance n'existe plus.

« Les guerres qui, de l'aveu même de ceux qui les ont faites, étaient des guerres d'agression, appartiennent à l'histoire du passé. Même les nations qui croient avoir des motifs d'être mécontentes de leur sort éprouvent un besoin si profond de la paix, besoin qui se trouve accru encore par le service militaire général et par la crainte des conséquences d'une guerre moderne, que tout gouvernement qui se décide à une guerre fait son possible, ne serait-ce qu'à cause de ses propres sujets, pour ne pas paraître prendre sur lui le rôle odieux d'agresseur.

« La question de savoir lequel des deux adversaires a été attaqué est, de notre temps, plus malaisée à décider qu'autrefois. Il s'ensuit qu'un traité d'alliance qui prévoit l'agression d'un tiers n'a de valeur que si l'on peut compter sur ce que l'allié, à n'importe quel moment, sera porté à considérer l'Etat avec lequel il s'est lié comme luttant pour une cause juste et non pas comme son agresseur.

« C'est là une manière de penser que l'on ne saurait formuler en paragraphes. Il faut qu'elle soit acquise, contenue, nourrie. Elle ne naît pas par un traité et il n'est pas nécessaire qu'elle cesse d'exister dès que ce dernier vient à échéance. Elle repose, en dernière instance, sur le fait que les gouvernements aussi bien que les sujets ont conscience que la conservation de la situation extérieure des deux Etats constitue un intérêt commun.

« C'est la confiance mutuelle qui engendre la conviction que ce que l'un des deux alliés demande à l'autre, il le ferait également lui-même, le cas échéant et sans hésiter. Ce sont là les facteurs qui déterminent la véritable valeur des alliances. Le raisonnement abstrait d'après lequel la réassurance fortifie l'assurance ne saurait prévaloir contre ces considérations. Ce sera toujours une question de circonstance, et la question qui se posera finalement sera celle de savoir de quelle manière l'existence du second traité agit sur le premier, et *vice versa*.

« Je puise les faits sur lesquels roulent ces considérations dans de récentes révélations.

« On a affirmé que, jusqu'en 1890, une entente complète avait existé entre

'Allemagne et la Russie et que d'après les dispositions de cette entente, si l'un des deux pays avait été attaqué, l'autre devait observer une neutralité bienveillante. Je ne puis affirmer si cela est exact, mais ce que je sais, c'est que, dans l'article 1<sup>er</sup> de notre traité avec l'Autriche, il est dit que nous sommes obligés, dans le cas où celle-ci serait attaquée par la Russie, d'aller à son secours avec notre armée tout entière.

« Mais si ce qui est dit dans les révélations est exact, il pourrait se faire que, dans le cas où une guerre éclaterait entre nos deux alliés à l'Est, on nous demandât d'un côté une neutralité bienveillante et, de l'autre, l'appui de notre armée tout entière. Nous serions alors forcés de décider la question de savoir qui est l'agresseur et qui est l'attaqué. On dira que ce sont là des considérations théoriques et qu'en réalité les choses ne marcheront pas ainsi. Je l'admetts absolument. Les considérations que je viens d'exposer n'ont pour moi que la valeur d'un exemple.

« Quand, en 1879, le traité de l'Allemagne avec l'Autriche-Hongrie fut conclu, on y inséra une disposition spéciale portant qu'en dépit du secret qui devait être observé au sujet du traité, il pourrait en être fait communication confidentiellement à l'empereur de Russie. Cette communication a été faite, parce qu'on a été d'avis qu'un secret absolu au sujet d'un traité peut entraîner pour les deux parties contractantes des difficultés et des malentendus. Il est vrai qu'un homme d'Etat comme le prince de Bismarck a pu avoir la ferme confiance qu'il réussirait à vaincre toutes ces difficultés. Mais il me sera permis de dire franchement que l'habileté politique du prince de Bismarck est tellement reconnue par le monde entier qu'elle n'a pas besoin d'être démontrée par des explications sur tel ou tel fait particulier, et que la reconnaissance que nous lui devons ne doit pas forcément entraîner de graves attaques contre ses successeurs.

« Après ce que je viens de dire, tous les esprits impartiaux admettront, je pense, que la question dont il s'agit peut être jugée de plusieurs manières. Si le successeur du prince de Bismarck a été d'un avis différent du sien au sujet de la réassurance ; s'il a cru que l'observation d'un secret absolu entraînerait certains dangers, et s'il s'est même demandé si cela ne diminuerait pas les garanties de paix, on peut critiquer et combattre cette manière de voir ; mais il me semble que les convictions de cet homme consciencieux et plein de mérite sont au-dessus des attaques qu'on a dirigées contre lui.

« Le terme « influences anglaises » manque totalement de précision. On ne conçoit pas les motifs qui auraient pu amener le comte Caprivi à ne pas renouveler le traité avec la Russie pour obéir à ces influences. Ce qui s'est passé depuis a démontré que le fait qu'on n'a pas renouvelé le traité à ce moment n'a pas amené une diminution des garanties de paix dont jouit l'Allemagne. Y a-t-il jamais eu dans ces années le danger imminent d'une guerre ? Non. On nous dit que cette politique a fait empirer nos relations avec la Russie. Je résiste à la tentation d'établir un parallèle entre nos rapports avec la Russie avant 1890 et ceux après cette date. Une comparaison de ce genre ne serait pas utile et ne donnerait aucun résultat positif.

« Ce sera toujours un grand mérite du prince de Bismarck que d'avoir su, dans des temps difficiles, maintenir nos rapports avec la Russie sur un pied de bonne amitié, d'avoir su les utiliser pour le cas d'une guerre et, indirectement, pour conserver la paix. L'histoire mettra en lumière ce mérite, plus encore que je ne l'ai fait aujourd'hui.

« Toutefois, j'estime que c'est amoindrir le mérite du prince de Bismarck que d'affirmer qu'avant 1890 ces rapports n'avaient pas d'autre base que le piédestal fragile d'arrangements qui doivent être renouvelés de temps en temps. Tel n'était pas le cas. Nos relations avec la Russie reposent sur une base plus ferme et notamment sur l'amitié des familles régnantes, sur l'amour de la paix des souverains et des gouvernements, sur le respect des traités et sur le désir commun de les faire prévaloir partout.

« Un jour, quand nos archives seront ouvertes, on verra qu'après 1890 les

hommes d'Etat allemands ont cherché, avec succès, à maintenir sur cette base des rapports avec la Russie. Il ne s'est produit depuis ce moment aucun différend politique sérieux. L'affirmation de certains journaux, d'après laquelle nous aurions coupé en 1890 le fil qui nous reliait à la Russie, demandera par conséquent à être étayée par des preuves plus solides que l'indication de certaines influences anglaises au sujet desquelles je doute qu'elles prennent jamais place dans l'histoire.

« On a dit que nous avions eu alors un boulevard solide à l'ouest, mais je vous rappelle qu'en 1889 le boulangisme a levé la tête et qu'il y a eu alors des dangers qui se sont reproduits depuis. La croyance que la Russie n'ap-  
puiera jamais une atteinte à la paix faite sans provocation est aussi ferme en ce moment qu'elle l'était alors.

« De même, on n'est pas fondé à reprocher à la direction suivie par la politique allemande depuis 1890 les rapports entre la Russie et la France.

« L'idée que le traité, tel qu'il a été révélé, pourrait agir comme un coin enfoncé entre deux grandes nations qui ont de multiples relations communes en Europe et en dehors de l'Europe, dépasse grandement la portée des faits. Il ne serait pas difficile de démontrer qu'on attribuait autrefois une valeur bien moindre à des arrangements de ce genre. Ce reproche contient également une contradiction *sui generis*. On vante l'adresse politique qui a su conclure, à côté de nos traités avec les puissances de la triple alliance, un traité avec une autre puissance. Mais on vante également le fait que, par là, la tierce puissance a été mise hors d'état de conclure aucun autre traité en dehors de celui dont il est question. Or, si la triple alliance ne nous a pas empêchés de conclure un arrangement avec une tierce puissance, pourquoi celle-ci serait-elle empêchée de chercher à son tour à se rapprocher d'une autre puissance et à se procurer une « réassurance » de cette manière.

« Si maintenant la troisième puissance a conclu comme nous un traité avec une autre, il ne faut pas s'en étonner. Les rapports de la Russie avec la France ne datent pas de 1890 ; leur origine remonte à la période d'après 1870. Ils se sont développés depuis, au fur et à mesure de la consolidation du régime établi en France, et même avant 1890 ils n'ont pas subi un instant d'arrêt. Et certes, ils ont alors retenu l'attention du monde politique et même du monde militaire dans une mesure plus grande qu'aujourd'hui.

« Jamais il n'a été dans les intentions de la politique allemande de séparer deux grandes nations. Cela exigerait des sacrifices que nous ne pouvons faire. Ces accusations et ces reproches ont aussi un côté grave ; ils prétendent aux rapports franco-russes une importance que, seuls jusqu'ici, nos ennemis à l'étranger ont essayé vainement de leur donner.

« C'est là un avertissement ; il faut revenir à une attitude d'expectative plus conforme à la situation et à notre dignité. Ce sont précisément les questions qui, aujourd'hui, sont les plus intéressantes à l'horizon politique et dont la solution demandera probablement encore des années, ce sont ces questions qui rendent improbable l'éventualité que l'une des puissances continentales veuille créer un conflit dont la conséquence immédiate serait de paralyser ses forces en cherchant à résoudre la question. C'est surtout dans les affaires extracontinentales que nous aurons, nous encore, l'occasion de marcher d'accord avec les mêmes puissances. J'ai fini.

« J'ai essayé de ne rien apporter dans le débat qui soit de nature à l'envenimer — un débat qui ne sert à personne et dont je m'efforce en vain de trouver l'utilité pratique.

« La politique allemande sera, malgré tout et sans détours, fidèle à l'alliance avec l'Autriche et l'Italie. Elle entretiendra des relations amicales avec la Russie sur la base précitée, et avec les autres puissances aussi, en respectant leurs droits dans la même mesure qu'elles respecteront les nôtres ; nous serons toujours prêts à mettre au service de la paix notre influence dans la balance.

« Basés sur cette politique, confiants dans la puissance de notre défense nationale, nous sommes décidés, en tout temps, à sauvegarder vis-à-vis de l'étranger cette unité que nous devons à notre grand empereur Guillaume et à son grand chancelier.

« Nous pouvons nous occuper tranquillement de nos intérêts matériels et moraux, et regarder avec calme l'avenir en face. »

M. Richter estime que le traité avec la Russie aurait dû être communiqué au moins aux puissances de la triple alliance. Après avoir constaté que les rapports de l'Allemagne avec l'Angleterre se sont constamment améliorés depuis 1890, l'orateur demande comment le prince de Bismarck peut savoir que des influences anglaises sont en jeu. M. Richter espère que le comte Herbert de Bismarck tiendra à défendre son père contre le reproche d'avoir représenté, en se basant uniquement sur des suppositions, le souverain comme une marionnette mue directement par des influences anglaises.

De toutes manières, les révélations constituent un grave abus de confiance.

Le comte Mirbach est heureux de ce que le baron de Marschall ait reconnu les mérites du prince de Bismarck. Par contre, l'orateur n'est pas d'accord avec le secrétaire d'Etat en ce qui concerne la valeur des traités de réassurance. Il serait content de voir le gouvernement conclure de nouveaux traités de ce genre. On ne saurait mettre en doute que le prince de Bismarck, par ses révélations, a voulu rendre un grand service au peuple allemand. Quant à l'affirmation d'après laquelle ses révélations seraient dirigées contre le souverain, elle constitue, ajoute le comte Mirbach, le comble de l'imprudence et de l'infamie.

M. Liebknecht dit qu'on ignore le but que le prince de Bismarck a poursuivi avec ses révélations, de même qu'on l'ignore souvent quand il s'agit d'actes qui ont pour auteurs des criminels exercés.

Après avoir parlé longtemps de la politique du prince de Bismarck, l'orateur termine en déclarant qu'il faut rompre avec les habitudes de l'ancienne diplomatie, qui s'est montrée particulièrement néfaste entre les mains du prince de Bismarck.

M. de Kardoff exprime sa confiance dans le prince de Bismarck, qui, dit-il, a habitué le peuple à attendre de lui des paroles et des actes qui engendrent l'étonnement. L'orateur, parlant au nom de son parti, exprime la conviction que le prince de Bismarck ne s'est jamais laissé guider que par des considérations relatives au bien ou au mal de la patrie.

Le prince de Bismarck avait sûrement reconnu la nécessité des révélations en question. C'est ce que ses adversaires se refusent à voir, mais ses adhérents se comptent encore par millions.

M. Paasche estime que l'accusation d'après laquelle le prince de Bismarck aurait été暮 par un désir de vengeance retombe sur les auteurs de cette insinuation. L'orateur est d'avis que ces révélations ont grandement refroidi l'enthousiasme en France.

M. Liebermann, de Honneburg, estime que les révélations ont rendu plus forte la situation de l'Allemagne. Le prince de Bismarck, dit l'orateur, restera jusqu'à son dernier soupir responsable du sort de l'Allemagne, et il restera toujours à ce point de vue le premier chancelier inamovible de l'empire allemand.

M. Haussmann estime que les révélations étaient dirigées contre un personnage très haut placé. L'orateur constate que le comte Herbert de Bis-

marck garde le silence ; c'est apparemment que les attaques contre le souverain ne peuvent être défendues que par des articles anonymes. M. Haussmann est d'avis que les liens multiples créés par le traité de commerce valent mieux qu'un traité secret.

M. Rickert désapprouve les attaques de la presse bismarckienne contre le comte Caprivi.

L'orateur déclare qu'étant données les déclarations du gouvernement, le parti progressiste considère le but de l'interpellation comme atteint.

Le comte Herbert de Bismarck, prenant la parole pour une remarque personnelle, déclare qu'il n'avait aucun motif de parler, la déclaration du chancelier ayant enlevé à la discussion tout fondement objectif. C'est pour obéir à des considérations de tact que l'orateur s'est abstenu de demander la parole.

— Dans sa séance du 16 décembre, le Reichstag a approuvé la déclaration franco-allemande réglant les relations commerciales de l'Allemagne avec la Tunisie.

Le *Reichsanzeiger* du 16 décembre publie la nouvelle de la dénonciation par le gouvernement de Costa-Rica du traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu, le 18 mai 1875, entre l'Allemagne et Costa-Rica.

## BELGIQUE

*Séance de la Chambre des représentants du 4 décembre.* — M. Van der Velde, socialiste, interpelle le ministre de la justice sur l'expulsion de Tom Mann, Wilson, Sexton, Ben Tillett, venus à Anvers pour faire des meetings au moment de la grève des dockers. M. Ben Tillett a pris la parole dans des réunions privées, ce qui n'empêcha pas la police de l'arrêter et de le conduire à la frontière après une incarcération de trente-six heures qui le rendit malade. L'orateur demande au ministre en vertu de quelle loi il a expulsé ces sujets anglais qui ne nuisaient en rien à la sécurité publique, et pourquoi il les a emprisonnés.

Le ministre de la justice dit qu'il a suivi la même ligne de conduite que ses prédécesseurs. Les étrangers qui ne se soumettent pas à la loi du pays doivent être conduits sur l'heure à la frontière. Ces étrangers n'étaient venus en Belgique que dans le but de provoquer la grève et d'organiser l'agitation ouvrière ; un journal socialiste belge a avoué que Wilson, un de ceux qui ont été expulsés, disait aux dockers qu'ils avaient affaire à des révolutionnaires.

Tom Mann, au congrès socialiste de Londres, avait préconisé la propagande anarchiste. Fallait-il le laisser prêcher ici des doctrines funestes ?

Les individus expulsés se sont plaints au Foreign-Office et des pourparlers ont été engagés entre les deux gouvernements ; ils ne sont pas encore terminés. Il m'est donc interdit d'entrer dans les détails, mais je puis dire à la Chambre que je ne pouvais permettre que des étrangers vinssent troubler la paix dans notre pays.

M. Van der Velde conteste que ces étrangers soient venus en Belgique pour organiser la grève. Pourquoi ne pas expulser aussi le duc d'Orléans qui conspirait contre la République française ?

L'orateur dépose un ordre du jour protestant contre l'expulsion des personnes ci-dessus nommées.

Le ministre de la justice insiste et blâme de nouveau la conduite de ces étrangers ; je défère volontiers, dit-il, ma conduite à la Chambre.

M. Delemecke, député, dépose un ordre du jour approuvant la conduite du gouvernement et exprimant la confiance de la Chambre en sa vigilance.

L'ordre du jour de M. Van der Velde est repoussé par 36 voix contre 27.  
L'ordre du jour de M. Delemecke est adopté.

### BRÉSIL

Un ancien député de l'Etat de Sao-Paulo, M. Herculano de Freitas, directeur du journal le *Correio paulistano*, a eu l'idée de demander les appréciations des consuls étrangers résidant à Sao-Paulo, au sujet de la situation qui était faite à leurs nationaux respectifs établis dans le pays.

Voici les réponses qu'il a reçues :

Rappelons que le président de l'Etat de Sao-Paulo est M. Campos Salles, homme politique éminent, ancien ministre de la justice et ancien sénateur.

#### CONSULAT DE FRANCE

Saint-Paul, le 28 septembre 1896.

A M. H. de Freitas, directeur du *Correio paulistano*,

Par une lettre en date de ce jour se rapportant à un article du *Correio paulistano* du 25 du courant, sur les garanties dont jouissent les étrangers à Saint-Paul, vous me témoignez du désir d'avoir mon opinion à ce sujet.

Je n'hésite pas à vous confirmer, comme consul, ce que je vous ai déjà exprimé personnellement.

Autant que je puis le juger, l'Etat de Saint-Paul me semble offrir aux étrangers une hospitalité dont le caractère hautement libéral ne peut pas être contesté.

J'ai maintes fois signalé à mon gouvernement, dans des rapports officiels, qu'il existe peu de contrées où un étranger actif et intelligent puisse aussi facilement qu'à Saint-Paul, parvenir à une situation enviable.

Telle est l'impression qu'a emportée de Saint-Paul l'honorable M. Wiener, qui, de son côté, travaille activement à Paris, dans le but de faire lever le plus tôt possible l'interdiction (aujourd'hui sans raison d'être) faite à l'émigration française au Brésil.

Une telle attitude est le plus haut témoignage que nous puissions rendre à l'ospitalité de Saint-Paul et aux garanties qui y sont offertes aux étrangers par des institutions inspirées de l'esprit démocratique français.

Veuillez agréer, etc.

Georges RITT.

#### CONSULAT DE BELGIQUE

Saint-Paul, le 29 septembre 1896.

... J'habite le Brésil depuis 1884. Je n'ai jamais trouvé ailleurs une aussi grande hospitalité et n'ai jamais joui de plus de liberté qu'en ce pays.

Depuis 1889 que je remplis ici les fonctions de consul de Belgique, je n'ai jamais eu de réclamations à faire de la part de mes compatriotes, si ce n'est de quelques vagabonds, et celles-ci même ont toujours reçu une solution immédiate.

Je reconnaiss donc comme parfaitement vrai, tout ce que vous avez affirmé à ce sujet dans votre numéro du 25 du courant.

Vous pouvez faire de cette lettre l'usage que vous entendrez.

Agréez, etc.

J.-D. NEAVE,  
Consul de Belgique.

## CONSULAT D'ALLEMAGNE

A monsieur le directeur du *Coreio paulistano*,  
En réponse à votre lettre du 25 dernier, j'ai la satisfaction de porter à votre connaissance que les sujets de l'empire allemand ont toujours été traités à Saint-Paul avec la plus grande loyauté et que j'ai toujours obtenu des autorités compétentes les meilleures solutions aux très rares réclamations que j'ai eu à leur adresser.

Agréez, etc.

Le consul allemand,  
TROST.

## VICE-CONSULAT DE PORTUGAL

Saint-Paul, le 1<sup>er</sup> octobre 1896.

A M. H. de Freitas,

En réponse à votre lettre du 28 septembre, j'ai la satisfaction de porter à votre connaissance que depuis que j'exerce les fonctions de consul de Sa Majesté très fidèle en cette ville, les Portugais ont été toujours très bien reçus et, même pendant les graves événements qui se sont déroulés dernièrement au Brésil, les agents de l'autorité m'ont toujours efficacement secondé dans l'accomplissement de ma tâche.

Agréez, etc.

B.-M. DE ABREU,  
Vice-consul de Portugal.

## AGENCE CONSULAIRE D'ANGLETERRE

Saint-Paul, le 3 octobre 1896.

Je m'empresse de répondre à votre lettre du 25 dernier.

Les réclamations que j'ai eu à faire aux autorités brésiliennes ont toujours reçu satisfaction et la bonne harmonie n'a jamais cessé d'exister entre les sujets de Sa Majesté et les citoyens brésiliens.

Veuillez agréer, etc.

P. Lupton,  
Agent consulaire d'Angleterre.

## CONSULAT D'AUTRICHE-HONGRIE

Saint-Paul, le 3 octobre 1896.

J'ai le plaisir de vous faire savoir que ce consulat général n'a que des louanges à adresser aux autorités de cet Etat pour la façon dont les agents publics ont toujours cherché à maintenir la plus parfaite harmonie entre mes nationaux et les citoyens brésiliens.

Agréez, etc.

Le chargé du consulat,  
MANDERBACH.

## VICE-CONSULAT DE SUÈDE ET NORVÈGE

Saint-Paul, le 3 octobre 1896.

Ayant reçu votre lettre du 23 du courant, je m'empresse d'y répondre.

Je n'ai que de très vifs remerciements à adresser aux autorités de l'Etat de Saint-Paul pour les solutions dignes et impartiales qu'ils ont toujours apportées aux réclamations que j'ai eu à leur faire. Néanmoins ces réclamations n'ont jamais regardé la liberté de mes compatriotes, lesquels, en leur grande majorité, ont accepté la naturalisation dont la loi leur a donné la faculté.

Agréez, monsieur, etc.

LOFGREEN,  
Vice-consul de Suède et Norvège.

## BULGARIE

La Sobranié a été ouverte le 13 décembre.

Voici les principaux passages du discours du Prince :

« Après les événements accomplis cette année, la patrie s'est trouvée dans une situation telle, qu'il a fallu demander au peuple de se prononcer sur la direction à donner aux affaires de l'Etat. Les élections ont prouvé le grand progrès que le peuple a fait dans son éducation politique. La liberté qui a présidé à ces élections rehausse la valeur des institutions libres dont jouit le pays.

« L'Assemblée nationale que vous remplacez, a ajouté le Prince, appelée à délibérer à une époque où la Bulgarie traversait une crise internationale, a hautement mérité de la Bulgarie et a attaché son nom aux événements historiques qui ont terminé cette crise. Il vous appartient de faire tous vos efforts pour que la Bulgarie puisse tirer des conditions favorables créées par la reconnaissance de la dynastie par les grandes puissances, ainsi que de la consolidation de la situation internationale, tout le profit possible. La meilleure manière de prouver que nous méritons la bienveillance des puissances européennes est de faire en sorte qu'elles puissent se convaincre que, par nos aspirations, nous sommes fermement résolus à devenir en Orient un élément de garantie de l'ordre et du progrès.

« J'ai constaté avec joie et fierté la preuve de la bienveillance dont jouit notre patrie dans l'accueil cordial que j'ai trouvé tant auprès de la Cour suzeraine qu'auprès des autres chefs d'Etat que j'ai visités à l'occasion de la reconnaissance. Partout, auprès des Gouvernements et des nations, j'ai trouvé des manifestations de bienveillance envers notre pays et de confiance dans les efforts qu'il fait pour assurer son progrès. Nous avons eu un témoignage touchant de ces sentiments particuliers d'amour et de bienveillance envers notre pays dans la gracieuse attention que LL. MM. II. l'empereur Nicolas II de Russie et l'impératrice Alexandra-Feodorowna ont eue pour moi en m'invitant à prendre part aux fêtes de leur sacre. Ce grand honneur qui m'a été fait affermit davantage les liens précieux et indestructibles qui unissent la Russie et la Bulgarie.

« Lors de ma visite dans la capitale de la Serbie, j'ai pu me convaincre des sentiments amicaux que S. M. Alexandre et son peuple nourrissent à l'égard de ma dynastie et de la Bulgarie. La manière dont j'ai été accueilli raffermit en moi la conviction que la nécessité d'un rapprochement dicté par la communauté des intérêts est profondément entrée dans la conscience des peuples frères et voisins. »

Le message annonce qu'en dehors du projet de budget parfaitemment équilibré, le Cabinet présentera une suite de projets de lois sur différentes branches de l'administration, parmi lesquels la loi électorale, une loi sur le commerce, sur la procédure criminelle, sur l'étalement d'or, sur l'instruction publique.

Le discours a été très applaudi.

— La *Feuille fédérale* suisse du 25 novembre contient la note suivante :

*Loi d'impôt bulgare.* En janvier 1893, le Gouvernement bulgare avait édicté une nouvelle loi sur l'imposition du commerce, de l'industrie et des métiers, disposant entre autres que les étrangers domiciliés en Bulgarie et jusqu'à présent affranchis de certains impôts en vertu des « capitulations » avec la Porte seraient soumis à la nouvelle loi et qu'en outre le commerce de produits étrangers serait frappé de droits plus élevés.

Le Gouvernement autrichien, que ces dispositions intéressaient en première ligne, éleva des protestations, en invoquant l'article 8 du traité de paix de Berlin de juillet 1878, suivant lequel toutes les conventions passées entre la Porte et les puissances étrangères seraient maintenues dans la prin-

cipauté de Bulgarie et aucune modification ne pourrait y être apportée sans leur consentement.

Le Gouvernement bulgare a dès lors élaboré un nouveau projet de loi qui, pour des considérations d'ordre financier, maintient d'un côté l'impôt sur les étrangers, mais d'un autre côté renonce complètement à l'établissement de droits différenciels sur le commerce des produits étrangers.

Les Etats contractants, y compris la Suisse, ont adhéré au nouveau projet dans sa forme ainsi modifiée. Par contre, le Gouvernement bulgare a fait, sur l'application de la nouvelle loi d'impôt, des déclarations de principe dans le sens ci-après :

1<sup>o</sup> Le principe touchant l'égalité de traitement des marchandises du commerce étranger et celles du commerce indigène, ainsi que le traitement de la nation la plus favorisée seront strictement observés. Il est entendu qu'en aucun cas et sous aucun prétexte il ne pourra être fait, dans l'application de la loi, aucune différence entre les Suisses et les Bulgares.

2<sup>o</sup> Les négociants étrangers et bulgares faisant trafic de marchandises étrangères et de marchandises similaires indigènes seront taxés d'une manière identique, sans qu'une différence quelconque puisse être faite en raison de la provenance des marchandises.

3<sup>o</sup> Les Sociétés de navigation seront exemptes du paiement de la taxe de patente aussi longtemps qu'elles n'ont pas leur siège principal en Bulgarie.

4<sup>o</sup> La loi sur les patentés ne pourra avoir d'effet rétroactif, ni être appliquée à l'égard des entrepreneurs suisses possédant des contrats qui étaient en vigueur avant l'adhésion des puissances à l'application de cette loi.

5<sup>o</sup> La faculté est réservée aux autorités consulaires d'intervenir en cas de réclamations de leurs ressortissants au sujet de la loi dont il s'agit, sans préjudice de l'action qu'elles ont le droit d'exercer, en vertu de cette même loi, par le moyen de délégués étrangers dans les séances de la Commission de surveillance, toutes les fois qu'il s'agira des intérêts de leurs ressortissants.

6<sup>o</sup> Le Gouvernement suisse donne son adhésion à l'application de ladite loi à titre provisoire et sous bénéfice d'examen ultérieur au cas où il viendrait à constater que, dans la pratique, l'application de cette loi porte préjudice à ses ressortissants.

7<sup>o</sup> La loi sur l'impôt sera appliquée aux ressortissants suisses à partir du jour où tous les Gouvernements intéressés auront notifié au Gouvernement bulgare leur adhésion à la mise à exécution de la loi dans le sens de la présente note-circulaire.

## EGYPTE

### Le Procès de la Commission de la Dette (1).

La Cour d'appel mixte d'Alexandrie a rendu, le 2 décembre, l'arrêt suivant :

Attendu que les divers appels relevés contre le jugement du Tribunal du Caire du 8 juin dernier sont connexes, qu'il y a lieu d'en ordonner la jonction pour être statué par un seul et même arrêt.

Sur la compétence : — Attendu que les appellants, sans contester en principe la compétence des Tribunaux mixtes, soutiennent que les décisions prises par le Gouvernement, d'accord avec la Commission de la Dette, de prélever pour un usage déterminé une partie du Fonds de Réserve, constituent un acte de Gouvernement, ou, en d'autres termes, un acte de souveraineté échappant, par sa nature même et en vertu des principes généraux du droit public, à l'examen et à l'appréciation de l'autorité judiciaire;

(1) Pour le jugement rendu le 8 juin par le Tribunal mixte du Caire, voir *Archives*, 1896. II, p. 332.

Qu'ils reconnaissent cependant, qu'en publant, avec l'assentiment des Puissances et après accord avec elles, la loi de liquidation du 17 juillet 1880, destinée à régler le passé et à fixer pour l'avenir la situation financière du pays, le Gouvernement égyptien a imprimé aux divers décrets qui ont établi et organisé la Caisse de la Dette un véritable caractère contractuel;

Attendu, dès lors, que lorsque les commissaires de la Dette sont sortis des limites du mandat que leur ont confié les Puissances et qu'ils ont agi en dehors des cas prévus par le contrat, le consentement qu'ils ont pu donner est entaché d'excès de pouvoir et radicalement nul; de telle sorte que, même en admettant la théorie des appellants, il n'y aurait plus un acte de souveraineté, mais un acte illégal, tombant par cela même sous la juridiction des Tribunaux mixtes.

#### **Sur la recevabilité des demandes dirigées contre les appellants et des interventions :**

Attendu qu'aux termes de l'art. 4 du décret du 2 mai 1876, dont les articles 38 de la loi de liquidation, 6 du décret du 27 juillet 1885 et 2 du décret du 6 juillet 1890 n'ont modifié ni le sens ni la portée, « les actions qu'au nom « et dans l'intérêt des créanciers en grande partie étrangers, la Caisse et pour « elle ses directeurs croiront avoir à exercer contre l'administration finan- « cière, représentée par le ministre des finances, pour ce qui concerne la « tutelle des garanties de la dette confiée à sa direction, seront portées dans « les termes de leur juridiction devant les nouveaux Tribunaux qui, suivant « l'accord établi avec les Puissances, ont été institués en Egypte »;

Attendu qu'il suit de cette disposition que la représentation légale des droits collectifs des étrangers a été exclusivement confiée aux commissaires de la Dette et que les simples porteurs de titres ne peuvent agir que pour la défense de leurs droits individuels, tels que le paiement des coupons, ou le remboursement de la valeur de leurs titres en cas d'amortissement, ou de toute autre cause analogue;

Attendu que les actions des deux groupes créanciers Herbault et consorts d'un côté, Zervudachi et consorts de l'autre, également sans qualités pour défendre les droits collectifs de la masse, sont donc irrecevables;

Attendu qu'il en est de même et pour les mêmes motifs des actions de M. Bouteron ès-qualités et des deux autres administrateurs des Domaines;

Attendu, en ce qui concerne MM. Louis et Yonine, commissaires de la Dette, que leur situation n'est pas la même; qu'il convient de remarquer tout d'abord que l'art. 38 de la loi de liquidation a modifié les termes de l'art. 4 du décret du 2 mai 1876, en accordant aux commissaires de la Dette le droit d'action que ce décret n'avait semblé accorder qu'à la Caisse et pour elle et ses directeurs, que les appellants soutiennent que cette modification est sans portée et n'a pas eu pour objet de changer la nature des droits des commissaires; que le Gouvernement reconnaît toutefois « que l'art. 38 de la loi de liquidation, en reproduisant, sous une forme plus juridique, les dispositions de l'art. 4 du décret du 2 mai 1876 a voulu enlever tout doute sur l'interprétation de ce décret »; qu'on ne saurait comprendre, d'ailleurs, dans quel but les auteurs de la loi de 1880 auraient modifié les termes de l'art. 4 du décret de 1876, s'ils n'avaient entendu expliquer par cette modification que chaque commissaire pris individuellement avait la faculté d'agir pour la défense des intérêts qui lui étaient confiés;

Attendu que les commissaires, en effet, ont été investis du mandat de défendre les droits de l'ensemble collectif et international des créanciers, que soit dans l'intérêt de ceux-ci, en cas d'erreur ou de négligence de ses collègues, soit pour mettre sa responsabilité à couvert de tout recours éventuel, chacun d'eux, investi d'un pouvoir personnel, a donc le droit d'agir individuellement;

Attendu qu'il y a lieu de constater qu'en 1884, dans le procès de la Caisse contre le Gouvernement égyptien, MM. Baravelli et Vetsera, alors commis-

saires de la Dette auxquels on opposait, comme dans le procès actuel, leur défaut de qualité, soutenaient dans leurs conclusions que lorsque plusieurs personnes avaient reçu un même mandat légal, chacune avait, même isolément, le devoir et par conséquent le droit d'agir pour la défense des intérêts dont la garde leur avait été solidairement confiée (Voir compte-rendu de la Caisse, 9<sup>e</sup> année, page 111);

Attendu qu'en refusant à la minorité des commissaires le droit d'agir, en cas d'erreur ou d'excès de pouvoirs, contre le Gouvernement ou la majorité de leurs collègues, on mettrait les décisions et les actes de cette majorité en dehors de tout contrôle et à l'abri de toute critique, ce qui n'a certainement jamais été dans la pensée des Puissances; qu'on objecte vainement qu'en ce cas, ce serait aux Puissances elles-mêmes à statuer, ce qui serait manifestement contraire à la délégation qu'elles ont donnée aux Tribunaux mixtes et rendre toute solution parfois impossible;

Attendu que l'action de MM. Louis et Yonine est donc recevable.

#### Au fond :

Attendu que MM. Louis et Yonine soutiennent que le Gouvernement ne pouvait pas demander et les commissaires accorder, sur le Fonds de Réserve, les sommes nécessaires pour l'expédition du Soudan, ces sortes de dépenses n'étant pas comprises parmi les dépenses extraordinaires prévues par le § 3 de l'art. 3 du décret du 12 juillet 1888;

Attendu que cet article porte que le Fonds de Réserve est destiné :

1<sup>o</sup> En cas d'insuffisance des revenus affectés, à parfaire les sommes nécessaires au service des dettes dont la Caisse est chargée;

2<sup>o</sup> A combler l'insuffisance des revenus non affectés pour pourvoir aux dépenses prévues par l'art. 18 du décret du 27 juillet 1885 et autres consenties ou à consentir par les Puissances;

3<sup>o</sup> A des dépenses extraordinaires engagées conformément à l'avis préalable de la Commission de la Dette ;

Attendu que les appellants prétendent que les termes généraux du § 3 démontrent que les Fonds de Réserve peuvent servir à payer toute dépense imprévue ne figurant pas au budget ordinaire, les dépenses de guerre comme toute autre dépense;

Attendu qu'on doit, dans les conventions, rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes, plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes; que toutes les clauses des conventions s'interprètent les unes par les autres; qu'ensuite quelque généraux que soient les termes dans lesquels une convention est concue, elle ne comprend que les choses sur lesquelles il paraît que les parties se sont proposé de contracter;

Attendu que ces règles sont applicables à l'interprétation du décret du 12 juillet 1888, qui constitue entre le Gouvernement égyptien et les Puissances un véritable contrat;

Attendu que si l'on consulte les correspondances échangées entre le Gouvernement égyptien et les Puissances au moment de la publication de ce décret, on peut se convaincre qu'il n'y est fait aucune allusion à une expédition militaire, et spécialement à la réoccupation du Soudan; qu'il importe peu que le Gouvernement prétende que, dans sa pensée intime, c'était surtout dans ce but qu'il avait consenti à créer un Fonds de Réserve, si rien dans ses actes ou dans ses communications n'a été de nature à faire connaître aux autres parties contractantes le but qu'il poursuivait; qu'il était d'autant plus difficile aux Puissances de prévoir les intentions du Gouvernement sur ce point, que peu de temps auparavant M. Gladstone autorisait M. Waddington à faire savoir à M. de Freycinet que son Gouvernement avait renoncé définitivement à toute tentative de reprendre Dongola (voir n° 24 des documents diplomatiques sur les affaires d'Egypte, 1884 à 1893) et qu'on ne pouvait pas supposer que le Gouvernement égyptien pût avoir des projets contraires;

Attendu que si l'on rapproche les dispositions des § 2 et 3 de l'art. 3, on

est amené à se demander comment les Puissances qui s'étaient réservé, dans le § 2, le droit de statuer elles-mêmes sur toutes les dépenses nouvelles, quelque minimes qu'elles soient, pouvant surcharger le budget ordinaire, auraient pu, dans le § 3, donner à la Commission de la Dette le droit exorbitant de consentir seule des dépenses de guerre pouvant absorber d'un seul coup tout le Fonds de Réserve, au grand détriment du bon fonctionnement de la Caisse;

Attendu que la disposition du § 3 portant que la dépense extraordinaire ne pourra être engagée qu'après avis préalable de la Commission de la Dette, suppose nécessairement que cet avis ne peut porter que sur des matières purement administratives; qu'il est, en effet, certain que le mandat de la Commission de la Dette n'est qu'administratif et financier et n'a aucun caractère politique, d'où la conséquence que les Puissances n'ont pu autoriser le Gouvernement égyptien à engager avec le Fonds de Réserve des dépenses de guerre, c'est-à-dire des dépenses essentiellement politiques, sur le simple avis préalable de cette Commission;

Attendu qu'il faut en conclure que, malgré les termes généraux du § 3, les Puissances n'ont voulu entendre par dépenses extraordinaires que les dépenses administratives non prévues au budget ordinaire et nécessitées soit par un événement de force majeure, tel que la rupture des digues du Nil, l'incendie ou la destruction d'un édifice public, une épidémie, ou tout autre cas de ce genre, soit par des travaux nécessaires destinés à augmenter le bien-être du pays dans un intérêt général, tel que l'ouverture de voies nouvelles, la création d'un Musée, le dessèchement d'un marais malsain ou tous autres besoins analogues;

Attendu qu'en accordant au Gouvernement une somme de 500,000 l. à prendre sur le Fonds de Réserve pour l'expédition de Dongola, la majorité de la Commission de la Dette est donc sortie des limites de ses attributions, d'où la conséquence forcée que le Gouvernement doit restituer à ce Fonds les sommes qu'il en a retirées avec les intérêts de droit à partir du jour du retrait;

Attendu que MM. Louis et Yonine n'ayant pas relevé appel incident du jugement attaqué, il n'y a pas lieu d'examiner si MM. Money, Morana, baron de Richtoffen et comte Zaluski auraient dû être condamnés conjointement avec le Gouvernement à la restitution de ces sommes;

Attendu que la disposition du jugement attaqué, confiant à MM. Louis et Yonine l'exécution de la sentence, à l'exclusion de MM. Herbault et consorts et de M. Bouteron, est désormais sans objet; qu'il n'appartenait pas d'ailleurs au Tribunal, pas plus qu'il n'appartient à la Cour, de régler le mode d'exécution à suivre, les intimés demeurant investis par la loi, du droit d'exécuter le jugement par toutes les voies de droit ainsi qu'ils l'entendent;

Attendu que le Gouvernement et MM. Money, Morana, baron de Richtoffen et comte Zaluski ès-qualités, succombant dans leurs appels, doivent être condamnés aux dépens envers MM. Louis et Yonine.

Par ces motifs :

Après en avoir délibéré;

Le Ministère Public entendu;

Joint les appels relevés contre le Jugement du Tribunal civil du Caire du 8 juin dernier;

Et statuant par un seul arrêt;

Confirme le jugement attaqué dans celles de ses dispositions par lesquelles le Tribunal a retenu sa compétence et déclaré l'action de MM. Louis et Yonine recevable, tant à l'égard du Gouvernement, qu'à l'égard de MM. Money, Morana, baron de Richtoffen et comte Zaluski, commissaires de la Dette;

Disant droit, au contraire, aux appels du Gouvernement et de MM. Money

et consorts, commissaires de la Dette, et réformant quant à ce le jugement attaqué :

Déclare les demandes et les interventions de MM. Herbault et consorts, Zervudachi et consorts, Bouteron, Gibson et Chekib Pacha irrecevables et les rejette;

Dit qu'il n'y a plus lieu dès lors de charger MM. Louis et Yonine de l'exécution de la sentence qui leur appartient de droit, pas plus que d'ordonner le mode suivant lequel elle serait exécutée ;

Emendant pour le surplus :

Dit que MM. Money, Morana, baron de Richtoffen et comte Zaluski, commissaires de la Dette, n'avaient ni pouvoir ni qualité pour autoriser le Gouvernement à prélever sur le Fonds de Réserve une somme de 500,000 L. E. pour pourvoir aux dépenses de l'expédition de Dongola;

Condamne en conséquence le Gouvernement égyptien à restituer au Fonds de Réserve de la Caisse de la Dette la dite somme de 500,000 L. E. avec les intérêts de droit depuis le jour des retraits.

Condamne le Gouvernement envers MM. Louis et Yonine : aux dépens de première instance, et conjointement avec MM. Money, Morana, baron de Richtoffen et comte Zaluski, ès-qualités, aux dépens d'appel ;

Laisse à la charge des autres parties tous les frais par elles exposés en première instance et en appel.

Prononcé le 2 décembre 1896.

*Le Président,*

Signé : Maurice BELLET.

*Le Greffier,*  
Signé : R. LEVI.

## ETATS-UNIS

Le message du président Cleveland a été communiqué au Congrès, le 8 décembre. Il débute par une allusion aux désordres d'Arménie. Le Gouvernement ottoman, déclare M. Cleveland, n'a pas encore reconnu la validité des justes réclamations des Etats-Unis relativement au pillage et à la destruction des biens des missionnaires américains à Kharpout et à Marash, mais le Gouvernement américain ne négligera rien pour obtenir une prompte satisfaction.

On ne permettra pas à la Turquie, ajoute M. Cleveland, d'affliger plus longtemps la chrétienté et il n'est guère possible que les réclamations présentées au Sultan par le monde chrétien restent sans réponse.

Le Président déplore l'effet désastreux de la guerre de Cuba pour le commerce des Etats-Unis, mais il constate que les insurgés sont dans une situation qui ne permet pas de les reconnaître comme belligérants.

Il signale les difficultés avec lesquelles les troupes espagnoles ont à lutter, combattues par un ennemi qui se dérobe à toute bataille et n'attaque que lorsque tous les avantages sont tous de son côté. M. Cleveland fait remarquer, en outre, que beaucoup de Cubains habitant les Etats-Unis soutiennent l'insurrection par des moyens que la législation pénale américaine est souvent impuissante à réprimer.

Les insurgés sont de plus encouragés par les sympathies non équivoques du peuple américain.

Ces tendances sympathiques, entre autres cas, conduisent les éléments inquiets et aventurieux de la population américaine à une participation active à l'insurrection et imposent aux Etats-Unis une surveillance onéreuse.

Le message déclare que la proposition d'accorder aux insurgés le droit de belligérants et le droit d'insurrection est inopportun. L'achat de Cuba par les Etats-Unis serait peut-être digne d'être pris en considération si l'on pouvait espérer le consentement de l'Espagne. Si l'Espagne accordait à Cuba une

autonomic véritable, tout porte à croire que la pacification de l'ile s'ensuirait. Ce serait, dit M. Cleveland, une solution qui laisserait intacte la position de l'Espagne sans toucher à son honneur. Le Gouvernement américain, il y a quelques mois, a informé l'Espagne que si, comme mesure de satisfaction, un projet de *home rule* était offert aux insurgés ainsi qu'une garantie pour le présent, le Gouvernement des Etats-Unis tenterait de fournir cette garantie par des moyens acceptables pour l'Espagne. Aucune réponse définitive à ces propositions n'a encore été reçue. Comme il n'y a pas de raison de croire qu'elles aient été malvenues, M. Cleveland estime que des tentatives de réconciliation entre l'Espagne et les cubains pourraient parfaitement aboutir; il ajoute, toutefois, que, quelles que soient les circonstances, la politique oblige la République à s'opposer à l'acquisition de l'ile ou à l'ingérence de toute autre puissance dans les affaires de Cuba. M. Cleveland fait remarquer cependant que l'attitude des Américains ne doit pas rester éternellement la même, quels que soient leurs désirs de respecter la souveraineté de l'Espagne; il faut compter avec l'imprévu, et les Etats-Unis peuvent se trouver dans une situation insolite et sans précédent. Le Président estime, en conséquence, qu'il serait nécessaire de fixer une limite à l'attente patiente de la République; l'Espagne terminerait alors la lutte seule ou avec la coopération des Etats-Unis. Quand l'impuissance de l'Espagne deviendra manifeste, déclare M. Cleveland, quand il sera démontré que la souveraineté espagnole à Cuba est condamnée, que la lutte et les sacrifices inutiles de vies humaines se prolongent sans résultat, le moment arrivera où les obligations des Etats-Unis envers la souveraineté espagnole seront remplacées par des considérations plus élevées, auxquelles les Etats-Unis sauront obéir.

Le président Cleveland parle ensuite du Vénézuela; il constate qu'on a accueilli avec confiance l'assentiment de ce dernier pays à l'accord conclu entre l'Angleterre et les Etats-Unis et que les négociations entamées pour tenter un arbitrage général entre l'Angleterre et les Etats-Unis sont très avancées et semblent devoir aboutir prochainement à une solution favorable.

M. Cleveland appelle l'attention du Congrès sur la nécessité immédiate d'une action pour protéger les intérêts du Gouvernement dans l'affaire du chemin de fer du Pacifique; sans faire aucune nouvelle recommandation au sujet des tarifs douaniers, le Président se prononce contre le système par lequel l'Etat fait des affaires de ventes. Il déclare que l'action de l'Etat devrait se borner à encaisser l'argent fourni par le peuple.

Le message est suivi d'un rapport de M. Holmes, qui explique les raisons pour lesquelles les Etats-Unis ne peuvent accorder aux insurgés cubains le droit de belligérants; les insurgés n'ont pas organisé un Gouvernement local efficace; ils n'ont même pas ce qu'il faut pour exercer les droits et les obligations de la souveraineté et de plus, ils ont détruit des plantations américaines et insulté des américains.

Un rapport financier complémentaire est joint au message; il donne, pour l'année terminée au 30 juin 1896, les chiffres suivants :

Recettes.....	409.475.408 dollars.
Dépenses.....	403.678.654 —

160,021,751 dollars du chapitre des recettes ont été tirés des douanes et 146,830,643 ont été tirés des contributions intérieures.

Le secrétaire d'Etat, M. Olney, constate dans un rapport que, dans les villes et ports de Cuba en relations avec les Etats-Unis, les espagnols conservent l'autorité suprême bien que leur attitude en ces rapports soit souvent vexatoire.

M. Olney estime que l'insurrection cubaine actuelle est la plus formidable qui se soit produite et estime que de la façon dont les insurgés la conduisent, elle peut se prolonger indéfiniment.

## FRANCE

## Les relations franco-russes.

*Discussion du budget des Affaires étrangères à la Chambre des Députés (séance du 22 novembre). — M. Millerand a la parole.*

Il demande au ministre des affaires étrangères s'il existe un accord entre la France et la Russie, et quelle est la nature et l'étendue de cet accord.

L'existence d'une alliance franco-russe n'aurait rien de bien surprenant, et ce ne serait pas la première fois qu'on verrait un pays démocratique s'allier avec un empire autocratique.

Depuis 1873, époque où le prince Gortschakof s'opposa aux desseins nourris contre la France par le chancelier de fer, un rapprochement a paru se faire peu à peu entre les deux pays.

Aussi importe-t-il de savoir aujourd'hui les conditions et le caractère de cet accord, car, si cet accord existe, il doit être tenu en dehors de toute préoccupation de politique intérieure.

Les ministères qui se succèdent n'ont pas le droit de vouloir en garder pour eux l'avantage exclusif : il faut que la France tout entière connaisse ce qu'on a fait en son nom et ce à quoi on l'a engagée. (Très bien ! à l'extrême gauche.)

Il faut savoir si cet accord ne nous entraînera pas un jour à des aventures que le Parlement, qui, seul, a le droit de paix ou de guerre, n'aurait jamais ratifiées ; il faut savoir encore si la dignité de la France a été sauvegardée et si on ne lui a pas fait, malgré elle, courber la tête devant le fait accompli. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Aussi le ministre des affaires étrangères doit-il parler net et ferme. Le pays le lui demande, pour qu'un jour il n'y ait pas la plus cruelle et la plus détestable de toutes les déceptions. (Applaudissements.)

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, répond.

Il lit sa déclaration, dont voici le texte :

Les différents ministres qui se sont succédé depuis plusieurs années déjà sont restés tous fidèles dans nos relations avec la Russie à une ligne de conduite politique qui non seulement a été arrêtée par la conception réfléchie des hommes d'Etat, mais au-devant de laquelle s'était porté spontanément le sentiment populaire.

Récemment, au cours du voyage où de jeunes souverains visitaient les chefs des principaux Etats de l'Europe, ils sont venus en France saluer le gouvernement d'une nation amie.

Non seulement la France a pratiqué envers ses illustres hôtes les lois les plus naturelles de l'hospitalité, mais elle a mis dans son accueil quelque chose de si cordial à la fois et de si digne qu'on a senti dans le monde entier qu'un acte solennel venait de s'accomplir par la rencontre d'un grand souverain et d'un grand peuple.

Depuis le président de la République et les élus de la nation jusqu'au plus humble des citoyens, tout le monde a concouru à l'éclat de ces fêtes, et l'on a vu réunis dans un même sentiment de joie et de confiance tout ce qui se rattache au passé, tout ce qui regarde l'avenir.

On nous interroge aujourd'hui et on nous demande sur la ligne politique que nous suivons des explications qui n'ont pas été demandées à nos pré-décesseurs.

Je n'ai qu'un mot à répondre à M. Millerand.

Ce qui peut être et doit être exprimé en public l'a été en termes mesurés, corrects et précis, par Sa Majesté l'Empereur de Russie et par M. le président de la République à Cherbourg devant les officiers de l'armée de mer, à Paris devant les représentants du gouvernement et de la nation, à Châlons devant les chefs et les officiers des armées de terre.

Le ministre des affaires étrangères s'en tient à ces déclarations.

La fonction qu'il remplit, un intérêt supérieur que la Chambre comprendra, lui font un devoir de ne rien ajouter au sujet d'une entente que personne ne songe plus à nier ou à mettre en doute aujourd'hui. (Applaudissements au centre et à gauche. — Exclamations à l'extrême gauche.)

#### **Les extraditions en 1894.**

141 extraditions ont été accordées à la France, et 203 ont été autorisées par la France. Ces chiffres sont en augmentation sur l'année précédente, après une longue série de diminutions numériques.

(Rapport du garde des sceaux sur l'administration de la justice criminelle pour 1894, publié dans le *Journal officiel* du 22 décembre. — On remarquera que le rapport est de plus en plus bref sur ce sujet qui est cependant assez intéressant pour que l'administration daigne entrer dans quelques détails.)

#### **Rapport sur l'activité des postes diplomatiques et consulaires en 1894 (Suite) (1).**

##### **III. — ACTES DE CHANCELLERIE.**

Les actes de chancellerie gratuits ou possibles de droits, que nos agents sont appelés à établir ou à délivrer, se divisent en :

- Actes de l'état civil;
- Actes de la juridiction civile, commerciale et criminelle;
- Actes notariés;
- Actes de la navigation;
- Actes administratifs;
- Actes divers.

Les actes de la navigation et ceux de la juridiction seront l'objet d'un examen spécial aux chapitres IV et V.

L'exercice des fonctions d'officier de l'état civil donne lieu le plus souvent aux actes suivants :

- Minute des actes de naissance, de mariage, de décès;

Transcription ou mention sur les registres de l'état civil des actes de reconnaissance ou de légitimation des enfants naturels, des jugements rectificatifs de l'état civil et des jugements prononçant l'adoption;

Transcription des actes de l'état civil dressés par les autorités étrangères et de ceux dressés en mer et déposés au consulat en exécution des articles 59, 60, 86 et 87 du Code civil;

- Expédition de ces divers actes.

Tous les actes de l'état civil, rédigés en minute ou transcrits au consulat, sont faits en double sur deux registres spéciaux, dont l'un est transmis à la fin de chaque année au département des affaires étrangères et dont l'autre reste aux archives du poste. En outre, une expédition de l'acte est immédiatement adressée au département, et une autre expédition est remise aux intéressés s'ils la demandent, ce qui arrive presque toujours. Toute déclaration d'état civil donne lieu par conséquent à quatre copies du même acte;

- Légalisation et traduction des actes dressés par l'autorité étrangère;

- Publications de mariage;

- Certificat de non-opposition et de publication.

Lorsqu'ils instrumentent en qualité de notaires, nos agents sont le plus souvent appelés à établir les actes suivants :

- Consentement à mariage;

(1) V. *Archives*, 1896, IV, p. 174.

ARCM. DIPL. 1896. — 2<sup>e</sup> SÉRIE, T. LX (122)

Actes de notoriété;  
 Décharge et révocation de mandat;  
 Procurations spéciales et générales;  
 Avérations d'actes sous seings privé;  
 Protéts faute d'acceptation ou de payement;  
 Baux;  
 Actes de Société;  
 Comptes de gestion et de mandat;  
 Comptes de tutelle;  
 Délivrance de legs;  
 Contrats de vente, d'échange;  
 Certificats de propriété;  
 Contrats de mariage;  
 Ventes aux enchères publiques de meubles, d'immeubles, de créances, de marchandises avariées ou délaissées, etc., etc.;

Grosse expédition ou extrait de ces divers actes :

Testaments et codicilles;  
 Inventaires et liquidations de successions françaises;  
 Actes respectueux;  
 Procès-verbaux divers.

Les actes notariés sont, comme ceux de l'état civil, transcrits, soit *in extenso*, soit sommairement, suivant la nature de l'acte, sur deux registres spéciaux dont l'un est transmis en fin d'année au département des affaires étrangères et dont l'autre reste aux archives du poste.

Il est à peine besoin d'ajouter que la plupart de ces actes sont d'une rédaction délicate, exigeant des connaissances de droit et de procédure, et que tous occasionnent un travail matériel considérable (transcription sur les deux registres précités, expédition pour le requérant).

Les actes que nos agents délivrent en leur qualité d'administrateurs sont :  
 Les passeports aux Français et aux étrangers;  
 Les certificats d'immatriculation;  
 Les certificats de nationalité aux Algériens et aux protégés étrangers;  
 Les patentés de protection;  
 Les certificats d'origine;  
 Les certificats de vie;  
 Les certificats de destination et de débarquement de marchandises;  
 Les légalisations de signatures;  
 Les patentés de santé pour navires étrangers;  
 Les visas de manifeste des navires étrangers.

Enfin, sous la dénomination d'actes divers, nos agents font encore les opérations suivantes : Ils reçoivent des dépôts d'argent, de titres, de valeurs, de marchandises, d'effets et d'objets mobiliers et rendent compte au département de l'administration de ces dépôts jusqu'au moment de leur retrait par les intéressés ou de leur transmission d'office en France; ils opèrent des recouvrements de créances, ils assistent à des dépôts de marques de fabrique, etc.

Les actes de toute nature dont l'énumération précède se sont élevés en 1894, pour les 184 postes qui figurent dans le tableau suivant, au nombre de 87,568.

TABLEAU III. — *Etat des actes établis dans les chancelleries diplomatiques et consulaires en 1894.*

*De 4 à 50.*

Bagdad. . . . .	46
Bakou. . . . .	11

Belfast . . . . .	12
Belgrade. . . . .	36
Benghazi. . . . .	6
Bosna-Serai. . . . .	39
Brousse. . . . .	20
Canée (la). . . . .	50
Canton . . . . .	14
Cap (le). . . . .	36
Constantza. . . . .	32
Diarbekir. . . . .	2
Douvres. . . . .	50
Durban. . . . .	25
Fez. . . . .	2
Hangkeou. . . . .	4
Haye (la). . . . .	3
Helsingfors. . . . .	33
Janina. . . . .	26
Longcheou. . . . .	2
Mongtze. . . . .	32
Newport. . . . .	4
Palma. . . . .	6
Roustchouck. . . . .	29
Sassari . . . . .	8
Scutari d'Albanie. . . . .	9
Seoul . . . . .	4
Spezzia (la). . . . .	25
Saint-Jean de Terre-Neuve. . . . .	3
Saint-Paul. . . . .	27
San-Jose de Costa-Rica. . . . .	46
Wellington. . . . .	3
Quito. . . . .	20
	665

*De 50 à 100.*

Assomption. . . . .	68
Bari. . . . .	52
Bourgas. . . . .	69
Breslau . . . . .	72
Christiania. . . . .	64
Copenhague . . . . .	84
Dantzig . . . . .	54
Djeddah. . . . .	51
Dublin. . . . .	67
Edimbourg. . . . .	54
Foutcheou. . . . .	56
Galveston. . . . .	77
Jassy. . . . .	63
Larnaca. . . . .	82
Messine. . . . .	90
Mogador. . . . .	89
Nagasaki. . . . .	96
Panama. . . . .	52
Patras. . . . .	57
Philippopolis. . . . .	64
Pretoria. . . . .	89
Rangoon. . . . .	86
Rhodes. . . . .	65
Savone. . . . .	65

Southampton.	63
Tampico.	38
Téhéran.	63
Varna.	60
	1.870

*De 100 à 200*

Andrinople.	137
Brême.	133
Cagliari.	146
Caiffa.	135
Colon.	183
Galatz.	180
Glascow.	149
Guatemala.	142
Jaffa.	111
Lattakieh.	123
Manille.	157
Melbourne.	143
Port-Bou.	117
Santander.	173
Santiago de Cuba.	196
Stockholm.	111
Stuttgart.	194
Tientsin.	110
Tripoli de Syrie.	133
Valparaiso.	147
Venise.	125
Vintimille.	139
Vigo.	161
	3.399

*De 200 à 300.*

Alexandrette.	208
Athènes.	240
Batoum.	259
Calcutta.	299
Casablanca.	283
Charleroi.	264
Comi.	233
Cordoba.	285
Damas.	268
Kobè.	285
Leipzig.	234
Lima.	209
Mersina.	230
Mons.	274
Munich.	207
Nuremberg.	210
Palerme.	213
Séville.	206
Sofia.	206
Suez.	283
Sydney.	265
Trébizonde.	297
Tripoli de Barbarie.	280
Valence.	218

Yokohama.	228
Zurich.	285
	<u>6.471</u>

*De 300 à 500*

Alep.	335
Batavia.	397
Bombay.	324
Bruxelles.	329
Cardiff.	372
Dardanelles (les).	380
Falmouth.	490
Florence.	319
Jersey.	458
Jérusalem.	347
Liège.	355
Malaga.	491
Mannheim.	429
Mexico.	325
Milan.	469
Pakhoi.	336
Plata (la).	492
Porto.	405
Rosario.	439
San-Francisco.	420
Swansea.	494
Trieste.	435
	<u>8.858</u>

*De 500 à 700.*

Aden.	684
Berlin.	651
Bilbao.	614
Bucharest.	605
Buda-Pesth.	599
Dusseldorf.	548
Fiume.	524
Hongkong.	576
Londres.	590
Newcastle.	613
Nouvelle-Orléans.	683
Philadelphie.	538
Port-Louis.	606
Rotterdam.	572
Shanghai.	541
Sierra-Leone.	606
Syra.	554
Tarragone.	531
Varsovie.	521
	<u>11.356</u>

*De 700 à 1,000.*

Beyrouth.	711
Caire (le).	888
Francfort.	823
Gênes.	796
Gibraltar.	892

Hambourg.	881
Monaco.	876
Montevideo.	885
Moscou.	725
Odessa.	725
Pirée (le).	716
Singapour.	717
Turin.	743
	<u>10.370</u>

*De 1,000 à 5,000.*

Alexandrie.	4.214
Alicante.	3.691
Amsterdam.	1.024
Anvers.	2.224
Barcelone.	2.815
Buenos-Ayres.	4.198
Carthagène.	1.793
Constantinople.	1.485
Genève.	4.705
Havane (la).	1.000
Lisbonne.	2.193
Liverpool.	1.061
Livourne.	2.670
Manchester.	1.485
Naples.	1.623
New-York.	1.324
Ostende.	1.334
Rio-de-Janeiro.	1.476
Salonique.	2.161
Smyrne.	2.303
	<u>44.779</u>

## RÉCAPITULATION

	NOMBRE de postes.	NOMBRE d'actes.
De 4 à 50.	33	665
De 50 à 100.	28	4.870
De 100 à 200.	23	3.399
De 200 à 300.	26	6.471
De 300 à 500.	22	8.858
De 500 à 700.	19	11.156
De 700 à 1,000.	13	10.370
De 1,000 à 5,000.	20	44.779
Totaux.	<u>184</u>	<u>87.568</u>

## IV. — ACTES DE LA NAVIGATION

Lorsqu'ils résident dans des ports, nos agents sont administrateurs de la marine.

A ce titre ils exercent un droit de police et d'inspection sur les gens de mer; président le Tribunal maritime commercial; font arrêter et réclamer les déserteurs; peuvent faire séquestrer les bâtiments; dirigent les sauvetages; rapatrient les marins naufragés ou délaissés; passent les marchés pour fournitures à notre marine de guerre; enfin, mettent à exécution les décisions du Conseil des prises.

Les actes auxquels l'exercice de ces fonctions donne lieu le plus souvent sont les suivants :

- Expédition des bâtiments à voile ou à vapeur;
- Réception des rapports de mer avec ou sans audition de l'équipage;
- Mouvements et mentions sur le rôle d'équipage;
- Visite d'un bâtiment;
- Remplacement, en cas de perte, d'un rôle d'équipage, d'un congé, d'un livre de bord, d'un passavant, d'une patente de santé;
- Visa des pièces du bord;
- Certificat tenant lieu d'acte de francisation;
- Armement, désarmement, réarmement;
- Ordonnances du consul en matière maritime;
- Prestation de serment des experts;
- Dépôt de rapports d'experts;
- Règlement d'avaries;
- Décret d'innavigabilité avec autorisation de vendre;
- Procès-verbaux d'adjudication de prêts à la grosse, de réparation des navires, etc.;
- Contrats d'affrètement;
- Contrats à la grosse ou de prêt sur marchandises;
- Vente de marchandises, d'un bâtiment ou d'une portion de bâtiment, d'embarcations, d'agrès, apparaux, etc.;
- Dépôt en cas de prise, bris et naufrage;
- Transcription, copie, expédition, extrait d'actes de la navigation.

Le tableau suivant indique le nombre de bâtiments battant pavillon français expédiés par 104 de nos postes consulaires maritimes :

TABLEAU IV. — *Mouvement de la navigation sous pavillon français.*

POSTES	NAVIRES	
		expédiés.
Cardiff . . . . .		502
Lisbonne. . . . .		327
Bilbao. . . . .		296
Swansea. . . . .		295
Constantinople. . . . .		281
Newport. . . . .		250
Gibraltar. . . . .		192
Smyrne. . . . .		162
Les Dardanelles. . . . .		161
Livourne. . . . .		153
Newcastle. . . . .		153
Monaco. . . . .		152
Le Pirée . . . . .		148
Alexandrie. . . . .		143
Jersey. . . . .		141
Singapore. . . . .		128
Anvers. . . . .		125
Aden. . . . .		124
Gènes. . . . .		122
Londres. . . . .		120
Valence. . . . .		112
Tanger. . . . .		110
Rotterdam. . . . .		108
Malaga. . . . .		106
Barcelone. . . . .		106
Naples. . . . .		106
Suez. . . . .		102

Trébizonde.	102
Alicante.	101
New-York.	100
Sierra-Leone.	99
Salonique.	99
Buenos-Ayres.	96
Port-Louis.	86
Beyrouth.	85
Hambourg.	83
Batoum.	79
Tripoli de Barbarie.	74
Falmouth.	72
Santander.	70
Jaffa.	70
Liverpool.	69
Tarragone.	67
Galatz.	63
Alexandrette.	61
Mersina.	60
Syra.	59
Kobé.	53
Casablanca.	53
Lattakieh.	53
Shanghai.	52
Sassari.	52
Tripoli de Syrie.	52
Carthagène.	51
Sydney.	48
Colon.	44
Boston.	41
Valparaiso.	36
Porto.	36
Douvres.	32
Mogador.	32
Caïffa.	30
Odessa.	28
Larnaca.	27
Yokohama.	26
Melbourne.	25
La Havane.	24
Nagasaki.	20
Philadelphie.	18
Calcutta.	17
Brême.	16
La Plata.	14
Nouvelle-Orléans.	14
Bombay.	14
Ostende.	13
Palerme.	11
Rosario.	9
Batavia.	9
Edimbourg.	8
Bari.	8
Constantza.	8
Glascow.	7
Fiume.	6
Séville.	6
Riga.	5

Stockholm . . . . .	5
Amsterdam. . . . .	5
Savone. . . . .	4
Christiania. . . . .	4
Palma. . . . .	3
Le Cap. . . . .	3
Copenhague. . . . .	3
Bourgas. . . . .	3
Patras. . . . .	3
Dublin. . . . .	2
Cagliari. . . . .	2
La Canée. . . . .	2
Dantzig. . . . .	1
Trieste. . . . .	1
San-Francisco. . . . .	1
Belfast. . . . .	1
Manchester. . . . .	1
Rangoon. . . . .	1
Helsingfors. . . . .	1
Rhodes. . . . .	1

Pour donner une idée exacte de la somme de travail que ce seul service représente, il convient de rappeler que l'expédition d'un navire français comprend l'ensemble des formalités et des actes qui peuvent être requis du consulat — et qui le sont le plus souvent — à l'arrivée, pendant le séjour et au départ du bâtiment expédié, savoir :

Réception du rapport du capitaine;

Certificat d'arrivée et de départ;

Visa du registre du bord, du congé, du livre de punitions, du rôle d'équipage, des manifestes d'entrée et de sortie;

Dépôt et procès-verbaux de dépôt de tout acte dressé par le capitaine pour cause de désertion, à l'occasion d'un crime ou d'un délit, d'une naissance ou d'un décès;

Dépôt de testaments, d'inventaires faits en mer, ainsi que les objets inventoriés;

Visa ou délivrance d'une patente de santé;

Dépôts de sommes destinées aux frais de rapatriement, de maladie, de sépulture de marins laissés à terre;

Certificats de toute nature requis par l'autorité locale et relatifs au navire ou à l'expédition;

Mentions sur le rôle d'avances ou d'acomptes à l'équipage;

Décompte et envoi en France de salaires de marins débarqués;

Procédure et jugements en exécution du décret-loi du 24 mars 1852 (peines infligées aux gens de mer);

Liquidation et envoi en France de successions maritimes;

Mentions apposées sur les registres de traversée, par application de la loi sur la marine marchande.

On voit combien les postes dont les noms figurent en tête du tableau précédent sont occupés. Mais l'expédition des navires n'est qu'un des détails du service de la navigation. Un grand nombre d'autres travaux, qu'il est difficile de faire figurer dans un relevé statistique, prennent à nos chancelleries un temps considérable; quelques-uns de nos agents seulement en ont fait mention dans leurs rapports. « Outre 94 procédures d'ouverture de panneaux, écrit notre ministre à Lisbonne, qui ont donné lieu en moyenne à 3 actes chacune (soit 282 actes), sans toutefois présenter de difficultés sérieuses, la chancellerie a suivi une douzaine de procédures d'avaries dont la plupart ont donné lieu à plus de 20 actes.... On ne cite que pour mémoire les désar-

mements et réarmements de bateaux au long cours pour Saint-Pierre et Miquelon; la surveillance du pesage du sel embarqué par ces navires; 50 rapatriements opérés pour le compte de la marine; les transmissions de sommes à la caisse des invalides, etc. Enfin, les rapports de mer des capitaines de la marine marchande, transcrits au registre et affirmés, n'occupent pas moins de 162 feuillets représentant à peu près chacun un rôle ordinaire. »

A Livourne, notre consul a dû être représenté à « 310 visites pour assister la police locale à l'arrivée et au départ de nos paquebots; à 48 contre-visites de la douane italienne; à 424 vacations sur le port pour la vérification du débarquement de morues de pêche française ». — (*Livourne, 14 mai 1895.*)

A Anvers, notre consul général a procédé à l'embarquement ou au débarquement de 137 marins; transcrit les rôles de 127 navires comprenant 2,704 noms; enregistré 267 patentnes de santé; rapatrié les équipages de 2 navires naufragés; fait 5 désarmements et 5 réarmements de navires.

Il n'est pas inutile à ce propos de rappeler que, d'une part :

L'armement sous pavillon français d'un navire étranger comprend les formalités suivantes :

1<sup>e</sup> Déclaration d'armement accompagnée de l'acte d'achat original traduit en français s'il est rédigé en langue étrangère, et d'un certificat du consul de la nation du navire vendu déclarant que la vente est régulière;

2<sup>e</sup> Affirmation que l'acquéreur est seul propriétaire, ou pour quelle part, s'il a un copropriétaire;

3<sup>e</sup> Versement des droits d'importation, avec soumission d'en payer le complément si l'administration des douanes juge que la perception a été insuffisante;

4<sup>e</sup> Transmission au receveur principal des douanes à Paris du montant du droit d'importation perçu;

5<sup>e</sup> Délivrance et enregistrement d'un rôle d'équipage, d'un congé provisoire, d'un passivant, d'un registre de bord coté et paraphé.

D'autre part, le désarmement comprend les formalités dont l'énumération suit :

1<sup>e</sup> Déclaration de désarmement;

2<sup>e</sup> Rôle de désarmement;

3<sup>e</sup> Décompte des salaires de l'équipage et versement de ces salaires et des frais de rapatriement pour être transmis au ministère de la marine;

4<sup>e</sup> Délivrance de feuilles de route aux gens de l'équipage;

5<sup>e</sup> Acte de dépôt et visa de l'acte de francisation, du congé, du rôle d'équipage;

6<sup>e</sup> Apostilles et visa du journal de navigation et de l'acte de propriété;

7<sup>e</sup> Expédition des actes ci-dessus qui doivent être remis au capitaine.

Les postes les plus occupés de ce chef ont été ceux de :

Glasgow. — 5 francisations et armements, 1 désarmement, 1 réarmement, soit 63 actes.

Liverpool. — 4 armements (32 pièces).

Newcastle. — 5 francisations (31 pièces); 6 désarmements, 6 réarmements (42 pièces).

Gênes. — 2 armements, 1 désarmement, 1 réarmement (32 pièces).

Notre vice-consulat à Ostende n'a eu à expédier que 13 vapeurs; ce poste a cependant une grande importance au point de vue de nos intérêts maritimes : « En effet, dit notre consul, depuis qu'en 1875 une colonie de pêcheurs de Trouville est venue s'installer à Ostende à cause des facilités de pêche et de vente qu'offre ce port, les intérêts n'ont cessé de grandir. Au début, trois seulement de nos bateaux de pêche avaient choisi Ostende comme centre de leurs opérations... En 1894, notre vice-consulat en inscrit 154... Le travail

administratif occasionné par ces bateaux et leurs équipages (1,163 pièces relatives à l'embarquement ou au débarquement de marins; 27 pièces relatives à des avaries; 19 enquêtes; 11 règlements de litiges entre pêcheurs; 14 règlements de salaires, etc.), correspond à celui d'un commissaire de l'inscription maritime d'un de nos ports de pêche d'importance moyenne, auquel deux employés sont adjoints; il ne s'agit plus, en effet, de ce service simplifié que nos bateaux de commerce exigent pour leur expédition de chancellerie, mais bien de l'administration compliquée à laquelle nos inscrits maritimes sont soumis. » — (*Ostende, 14 février 1895.*)

Au consulat général de France à New-York il y a eu :

- 14 affirmations de rapports de mer avec audition de l'équipage;
- 95 mouvements sur les rôles d'équipages;
- 3 visites de bâtiments;
- 13 ordonnances consulaires en matière maritime;
- 218 visas de patentés de santé;
- 6 certificats de destination, etc. — (*New-York, 22 mars 1895.*)

Cardiff est de tous nos consulats le plus occupé par les affaires maritimes; sur une recette totale de 24,396 fr. 90, le montant des droits perçus sur les actes relatifs à la navigation s'est élevé à 22,831 fr. Ce poste a expédié sous pavillon français :

- 250 vapeurs ayant un équipage de 4,744 hommes;
- 252 voiliers ayant un équipage de 1,449 hommes.

Il a été délivré des patentés de santé à 253 navires étrangers à destination de France. Il est facile, d'après les explications données en tête de ce chapitre, de se représenter la somme de travail occasionnée par ce mouvement de navigation en ce qui concerne non seulement l'expédition proprement dite des navires, mais encore les visas de registres de traversées, les désarmements et réarmements, les francisations provisoires, les emprunts à la grosse, les avaries, et spécialement les naufrages.

« La circonscription consulaire de ce poste comprend une longue étendue de côtes sur lesquelles les naufrages sont fréquents. La direction des opérations de sauvetage et leur liquidation présentant parfois des difficultés que les agents consulaires ne veulent affronter qu'en dégageant leur responsabilité, il en résulte que le chef de ce poste est obligé de leur faire parvenir des instructions minutieuses.

« ... Le seul dossier de l'échouement suivi du renflouement du trois-mâts *A. C. L.*, près de Bideford, comprend cinquante lettres dont quelques-unes fort longues... »

« Les liquidations des naufrages établies par les agents consulaires doivent toujours être recommandées dans ce poste; je ne puis, en effet, demander à ces délégués, presque tous Anglais, dont l'assistance est gratuite, de négliger leurs affaires personnelles pour un travail qui exige de l'attention et une grande perte de temps. » — (*Cardiff, 15 janvier 1895.*)

Les procédures d'avaries suivies par nos chancelleries ont donné lieu :

- A Buenos-Ayres, à 162 actes;
- A Barcelone, à 219 actes;
- A Gibraltar, à 113 actes;
- A Liverpool, à 172 actes;
- A Newcastle, à 43 actes.

Constantinople a délivré 412 patentés de santé à des navires étrangers. Alexandrie a dressé 1,977 actes de toute nature relatifs à la navigation.

Enfin un grand nombre de nos postes consulaires maritimes, parmi lesquels ceux de New-York, le Pirée, Salonique, Alexandrie, Smyrne,

Shanghai, Yokohama, etc., ont eu à passer des marchés pour les fournitures de vivres et de charbon aux bâtiments de notre marine de guerre.

Les indications qui précèdent suffisent à montrer la part que les affaires maritimes prennent dans le travail d'une chancellerie.

#### V. — ACTES DE LA JURIDICTION CIVILE, COMMERCIALE ET CRIMINELLE.

En Orient et en Extrême-Orient, nos consuls siègent en qualité de juges.

Dans les postes pourvus d'un personnel suffisant, la présidence du Tribunal consulaire est déléguée au consul suppléant; le chancelier exerce les fonctions de greffier; en dehors de l'audience, il remplit tous les actes du ministère de l'huissier; enfin le drogman ou l'interprète assiste, en qualité de délégué du consul, aux audiences des Tribunaux mixtes.

Nous allons d'abord énumérer sommairement les divers actes auxquels l'administration de la justice donne lieu le plus fréquemment dans un consulat.

##### *Juridiction civile et commerciale.*

Emancipation de mineurs.

Nomination de tuteur, de conseil à la mère tutrice.

Actes de notoriété.

Inventaire de mobilier après décès.

Apposition et levée de scellés.

Délibération de Conseil de famille.

Requêtes et signification de requêtes.

Assignation, ajournement.

Signification de jugement.

Sommation, commandement, saisie-arrêt, opposition.

Dépôt de conclusions.

Remises de causes à l'audience.

Ordonnances consulaires à fin de : ajournement, signification, sommation, commandement, offres réelles, saisie, appel, remise ou transmission, et autres actes du ministère de l'huissier.

Procès-verbaux de toute nature.

Vente de meubles sur saisie.

Avertissement à comparaître en conciliation.

Convocation de créanciers en matière de faillite.

Procès-verbal de conciliation ou de non-conciliation.

Communication de pièces.

Ordonnances consulaires à fin de nomination d'experts.

Prestation de serment des experts.

Dépôt de rapport d'experts.

Acceptation ou répudiation de succession.

Renonciation à communauté.

Jugement préparatoire ou interlocutoire.

Jugement en matière de faillite, concordat, etc.

Ouverture, constatation, description de testaments et codicilles.

Jugements définitifs.

Sentences arbitrales rendues par le consul et ordonnances du consul rendant exécutoires des sentences arbitrales prononcées par des tiers.

Rédaction des qualités des jugements.

Grosse, expédition, copie, extrait des actes ci-dessus.

##### *Juridiction criminelle.*

Dépôt de plainte ou de requête en matière criminelle.

Citation aux parties, aux prévenus, aux témoins, à fin d'instruction, d'enquête, de confrontation, de récolement, de comparution à l'audience.

Signification, opposition, sommation, déclaration d'appel.

Procès-verbal de constatation de flagrant délit.

**Procès-verbal d'auditions de témoins à l'audience.**

**Jugements préparatoires ou interlocutoires.**

**Jugements définitifs.**

**Quittance et décharge du montant de condamnations.**

**Acte de cautionnement.**

**Procès-verbaux de transport, visite, constatation de lieux, expertises, enquêtes, interrogatoires auxquels il est procédé hors de l'audience.**

**Grosse, expédition, copie, extrait des actes de la juridiction criminelle.**

Il faut ajouter à cette énumération l'envoi au département des affaires étrangères de rapports indiquant la procédure suivie pour chaque affaire, et la copie de tous les jugements rendus, ainsi que du montant des amendes et condamnations.

Les appels des jugements rendus par nos Tribunaux consulaires d'Extrême-Orient sont portés devant la Cour de Saigon; ceux des jugements prononcés par nos corsuls dans les Echelles du Levant sont portés devant la Cour d'Aix.

Nous allons, à titre d'exemple, donner quelques extraits des rapports de nos agents dans les ports où les affaires de juridiction sont le plus nombreuses.

*Shanghai (6 juin 1893).* — « Des procès, dit notre consul général, sont fréquemment pendans devant le Tribunal; en outre, la Cour mixte siège trois fois par semaine et impose à l'interprète une assiduité constante. »

Le Tribunal consulaire de Shanghai a rendu :

1 jugement d'envoi en possession de succession;

1 jugement déclaratif de décès;

1 jugement correctionnel;

3 jugements avant dire droit;

2 jugements définitifs;

1 jugement établissant des actes de naissance.

Soit en tout 9 jugements.

*Casablanca, 13 juin 1893.* — « Le Maroc diffère sensiblement des autres pays de juridiction, soit par son organisation, soit par la nature même des affaires qui surgissent et dont le consul doit s'occuper en raison de la protection que nous accordons, ainsi que toutes les puissances d'ailleurs, à un grand nombre de sujets marocains. Il n'y a ici ni Tribunaux, ni organisation judiciaire. Le caïd décide seul les réclamations qui lui sont portées par les consuls... Ces affaires sont nombreuses et très absorbantes: elles sont pour ainsi dire permanentes, car il est bien rare que la plus simple et la plus claire d'entre elles ne nécessite pas plusieurs séances. La loi Chraa est hérisseée de textes contradictoires que les parties ne se font pas faute d'invoquer; il faut en outre compter avec la vénalité du magistrat marocain, sa force d'inertie, et la répugnance qu'il a à donner gain de cause non seulement à des chrétiens, mais même à ceux de ses coreligionnaires qui vivent sous le régime de la protection. Ces affaires se traitant toutes verbalement ne laissent pas de trace dans les archives du poste. »

Le consulat de Mogador (18 mars 1893) s'est occupé de :

1 faillite ayant donné lieu à un concordat;

1 inventaire de succession;

1 liquidation de succession;

1 prise d'hypothèques sur immeubles;

4 règlements de créances.

Celui d'Alep (2 février 1893) :

D'une liquidation d'une faillite dont l'actif est d'environ 200,000 fr. et le

passif de 360,000 francs. — Plusieurs procès en cours devant le tribunal consulaire.

A Beyrouth (12 avril 1895) il y a eu :

- 3 règlements de succession ;
- 1 reconnaissance en validité de mariage ;
- 2 procès commerciaux ;
- 3 affaires correctionnelles ;
- 4 affaires traitées avec les autorités locales.

« ... A aucun moment, écrit de son côté notre consul à Damas, depuis la fondation du poste, le tribunal consulaire n'a eu autant d'occupation. Six procès ont été jugés, un nombre double d'affaires ont été arrangées à l'amiable ou soumises à des arbitres, grâce à l'intervention du consulat. Les affaires judiciaires entre Français et étrangers ou entre Français et indigènes ont été naturellement beaucoup plus nombreuses : leur chiffre s'élève à 80, partagées entre tous les ordres de juridiction, civile, commerciale, administrative, criminelle, correctionnelle et de simple police. Bon nombre de ces procès ont dû être suivis devant des tribunaux d'arrondissements situés à plusieurs heures à cheval ou en voiture de ma résidence... » — (31 janvier 1895).

« ... L'exercice de la juridiction dans ce pays, écrit notre consul général à Smyrne (31 mai 1895), constitue une branche essentielle et importante du service consulaire... L'état suivant indique les travaux de juridiction du tribunal consulaire en 1894... »

Affaires au rôle.....	26
Audiences .....	20
Jugements rendus.....	14

#### *Objet.*

Demande d'une pension alimentaire.

Remplacement de syndic.

Demande en remboursement de créance.

Homologation de délibération de conseil de famille.

Demande en restitution d'une somme d'argent.

Résiliation de bail.

Demande en paiement de sommes d'argent.

Délit de presse (diffamation).

Affaires venues en conciliation ..... 14

Affaires suivies par le drogmanat devant les tribunaux ottomans :

Jugements rendus par le tribunal mixte de commerce ottoman.....	64
Jugements rendus par le tribunal civil ottoman de première instance.	16
Jugements rendus par la cour d'appel civile ottomane.....	2
Jugements rendus par le tribunal correctionnel .....	23
Jugements rendus par la cour d'appel correctionnelle.....	4

*Alexandrie (1<sup>er</sup> août 1895).* — « Les attributions de juridiction ayant à Alexandrie une importance toute particulière, il m'a semblé nécessaire de dresser un tableau spécial qui contient les statistiques des juridictions civile, commerciale et pénale. Votre Excellence pourra ainsi se rendre compte du nombre des affaires relativement considérable dont le tribunal consulaire est saisi, ainsi que de la quantité d'actes que le greffe est appelé à dresser et à signifier à l'occasion de ces différentes instances... Le nombre de ces actes s'est élevé en 1894 à 1,004 :

#### *Juridiction civile.*

Affaires commencées en 1894 .....	37
Affaires terminées en 1894.....	29
Affaires antérieures à 1894 et terminées en 1894.....	1

Nombre des pièces et actes de procédure.....	595
Nombre de jugements rendus.....	24

*Juridiction commerciale.*

Affaires commencées en 1894.....	7
Affaires terminées en 1894.....	7
Affaires antérieures à 1894 et terminées en 1894.....	2
Nombre des pièces et actes de procédure .....	149
Nombre des jugement rendus.....	7

*Juridiction pénale.*

Nombre des dossiers établis.....	28
Affaires classées après information .....	11
Affaires mises au rôle .....	8
Affaires transmises au parquet d'Aix .....	4
Affaires rayées du rôle.....	4
Affaires non terminées en 1894.....	1
Nombre des actes et pièces de procédure....	260
Nombre des jugements rendus .....	10

*Successions.*

Nombre de successions ouvertes .....	14
Nombre de successions closes.....	7
Nombre de successions en cours .....	7
Nombre d'inventaires.....	8

*Conseils de famille.*

Nomination de conseils en 1894 .....	3
Nombre de réunions en 1894.....	7

« ... Le règlement des successions, ajoute notre consul, exige toujours un très grand nombre d'actes et une correspondance considérable lorsque les héritiers ne sont pas tous présents. De même les conseils de famille sont souvent d'une constitution difficile par suite de l'insuffisance de parents sur les lieux. Dans ces conditions, le consulat a des devoirs de plus stricte surveillance. Le règlement à l'amiable des affaires contentieuses et les tentatives de conciliation, avant que les tribunaux ne soient saisis, sont plus spécialement confiés au chancelier. Ces fonctions, qui sont souvent fort délicates, absorbent une grande partie de son temps. »

Notre consul au Caire a, d'autre part, adressé au département le résumé suivant des affaires de juridiction traitées par son poste (22 juin 1895) :

*Juridiction civile et commerciale.*

Procès verbaux de délibération de famille...	13
Appositions et levées de scellés .....	40
Requêtes déposées en chancellerie.....	111
Ordonnances à la suite .....	67
Assignations .....	153
Procès-verbaux de conciliation.....	3
Prestations de serment .....	12
Jugements.....	18
Significations et commandements .....	19
Saisies .....	3

*Juridiction criminelle.*

Plaintes déposées .....	18
-------------------------	----

Ordonnances.....	12
Citations.....	43
Prestations de serment .....	6
Procès-verbaux de visite, d'interrogatoire.....	16
Jugements .....	6
Signification.....	1

*Constantinople.* — Enfin, notre consul général à Constantinople rend compte de la manière suivante des affaires de juridiction traitées par son tribunal (23 juillet 1895) :

Conciliations, en moyenne, par jour.....	5 à 6
Affaires au rôle au 31 décembre 1893 .....	8
Affaires portées au rôle pendant l'année 1894.	46
Affaires terminées.....	39
Affaires restant au rôle de 1895 .....	15
Jugements rendus.....	39
Jugements contradictoires .....	36
Jugements par défaut .....	3
Jugements préparatoires.....	6
Jugements définitifs.....	33
Jugements en premier ressort.....	35
Jugements en dernier ressort.....	4
Jugements correctionnels .....	2
Ordonnances apposées sur requêtes .....	92
Ordonnances à fin de nomination d'experts..	10
Ordonnances dans les cas non spécifiés.....	57
Conseils de famille.....	7

« Une seule décision, ajoute notre consul général, a été frappée d'appel en cour d'Aix. Le jugement du tribunal consulaire a été confirmé par arrêt du 19 juin 1895. »

A cette énumération des affaires connues par le tribunal consulaire proprement dit, il convient d'ajouter le tableau de celles qui ont été suivies par le drogmanat du consulat devant les tribunaux ottomans :

#### *Tribunaux et cour d'appel civils.*

Procès .....	14
Jugements exécutés contre des Français ..	20
Significations d'actes judiciaires.....	92

#### *Tribunaux mixtes de commerce et maritimes.*

	Affaires.
Français contre Ottomans .....	52
Ottomans contre Français.....	42
Affaires exigeant un recours au ministre de la justice.....	8
Exécution de jugements en faveur de Français .....	34
Signification de jugements émanant de tribunaux français et tunisiens contre Ottomans et Tunisiens .....	70

#### *Tribunal correctionnel de Pera.*

Jugements.....	12
Prévenus français.....	11
Condamnations de Français ou protégés.....	4
Condamnations d'Ottomans.....	1

#### *Tribunaux correctionnels de Stamboul.*

Nombre des affaires.....	3
Acquittements de Français .....	3

*Tribunal correctionnel de Scutari.*

Jugement condamnant un Français.....

*Cour des appels correctionnels.*

Renvoi d'un Français devant la cour criminelle, 1 arrêt.

*Cour criminelle de Stamboul.*

Condamnation d'un Français, 1 arrêt.

« ... Le tribunal consulaire de Constantinople, conclut notre consul général, est aussi chargé qu'un tribunal de province, et le tribunal de province, si modeste qu'il soit, compte toujours trois magistrats assis, deux magistrats debout et un greffier... » Le personnel du consulat de Constantinople se compose de : un consul, un consul suppléant, un drogman, un chancelier, un secrétaire archiviste et quatre auxiliaires.

« ... Or, la comptabilité, que nous devons expédier en double original, occupe à elle seule un employé... » (La chancellerie de Constantinople est celle qui perçoit le plus de recettes. Voir tableau n° 1.) D'autre part « ... la correspondance, les affaires militaires, les actes administratifs, les expéditions des actes de l'état civil, les affaires de navigation (Constantinople vient au 5<sup>e</sup> rang pour l'expédition des navires sous pavillon français. Voir tableau n° IV) absorbent et au delà le temps que nos modestes collaborateurs doivent consacrer à l'Etat, et les travaux augmentent chaque année... »

Il a paru intéressant de comparer, tant au point de vue du personnel que du nombre des affaires traitées, la situation de quelques-uns de nos tribunaux consulaires avec celle de certains tribunaux de province. A cet effet, le département des affaires étrangères a demandé au ministère de la justice un relevé statistique des travaux et du personnel de six tribunaux de France qui ont été les moins occupés pendant l'année 1894.

Voici la réponse de M. le garde des sceaux :

Paris, le 18 décembre 1893.

« Monsieur le ministre et cher collègue,

« J'ai l'honneur de vous adresser l'état statistique ci-joint qui renferme la plupart des renseignements demandés par votre dépêche du 11 décembre courant. Il ne m'a pas été possible d'y indiquer le nombre des greffiers et employés de greffes qui ont concouru aux travaux des six tribunaux dont il s'agit. Je n'ai pu acquérir la certitude absolue que ces six tribunaux ont été les moins occupés pendant l'année 1894 : le compte général, civil ou criminel, relatif à cette année, n'est pas encore commencé, et le rang des tribunaux suivant le nombre de leurs occupations ne sera connu qu'après son achèvement. Mais j'ai cru devoir utiliser un travail récemment fait pour la commission du budget et qui a révélé que, pendant la période quinquennale de 1889 à 1893, les six tribunaux les moins chargés d'affaires ont été ceux de Nyons, de Florac, de Briançon, de Gex, de Castellane et de Barcelonnette. Il est infiniment probable que ce sont toujours les mêmes qui en 1894 ont figuré au dernier rang à ce point de vue. Considérant ce point comme acquis, j'ai fait dresser le dénombrement des affaires, des jugements, des appels, etc., relativement à ces tribunaux pour l'année 1894.

« Il est à remarquer que la moyenne annuelle des affaires portées devant les tribunaux en question, pour les cinq années 1889-1893, avait été calculée en comptant trois affaires commerciales ou trois affaires correctionnelles pour une seule affaire civile. Le résultat avait été le suivant :

« Nyons, 135 affaires au total.

« Florac, 133.

« Briançon, 131.

« Gex, 117.

« Castellane, 70.

« Barcelonnette, 69.

« Dans le tableau ci-annexé, les éléments de ce calcul sont présentés séparément, puis synthétisés en totaux qui peuvent être rapprochés de ceux qui précédent.

« Agréez, etc. ».

TABLEAU V. — Tableau annexé à la lettre ci-dessus de M. le garde des sceaux.

DÉSIGNATION DES TRIBUNAUX	Affaires civiles nouvelles inscrites au rôle	Jugements rendus contradictoirement ou par défaut	Jugements portés en appel	Arrêts réformés sur jugements portés en appel, soit dans l'ame, soit antérieurement	PERSONNEL	Autres courrielles jugées	Réduction au tiers	Autres communiales nouvelles	Réduction au tiers	Totaux les affaires civiles, commerciales courrielles (deux dernières colonnes)
Barcelonnette....	54	71	2				117	39	7	100
Castellane....	39	67	5	1			57	19	6	64
Gex.....	67	107	4	2	President et Juges	135	45	31	10	122
Briançon....	61	100	7	n	Juges suppliants	123	11	27	9	111
Nyons....	86	119	7	n		76	25	17	16	127
Florac....	90	119	6	n		150	53	12	4	147

Il y a lieu de remarquer que dans ce tableau, à la colonne « Personnel », il n'est pas fait mention des greffiers et commis-greffiers ; si l'on admet que chacun de ces tribunaux a seulement un greffier, le nombre de personnes ayant concouru à ces travaux se trouve porté à dix ; et dans ce chiffre ne sont pas compris les magistrats debout.

Le tableau suivant a été établi d'après les renseignements contenus dans les rapports de nos consuls à Constantinople, Alexandrie, le Caire et Smyrne. Ces postes ayant, comme on l'a vu, de nombreuses affaires à suivre devant les tribunaux locaux, on a fait figurer celles-ci dans une colonne spéciale, de manière à les distinguer de celles qui ont été jugées par le tribunal consulaire proprement dit ; la réunion de ces deux éléments de calcul donne le total des affaires judiciaires de toute nature dont chacun de ces postes a eu à s'occuper.

TABLEAU VI

DÉSIGNATION DES POSTES	1	2 portées devant le tribunal consulaire	3 JUGEMENTS rendus contradictoirement ou par défaut	4 JUGEMENTS portés en appel	5 ARRETS réformés sur jugements portés en appel	6 suivies par les drogmanns devant les tribunaux locaux	AFFAIRES	PERSONNEL DU POSTE tenant part à ces travaux	7 TOTAUX des affaires de juridiction traitées par la poste (colonnes 2 et 6)
Smyrne....	26	14	n	n	109				135
Le Caire (1)....	72	24	n	n	n				72
Alexandrie (1)....	92	41	n	n	n				92
Constantinople....	54	41	1	n	132				186

(1) Les indications relatives aux affaires suivies par le drogmanat de ces deux postes manquent.

En rapprochant les résultats du tableau n° VI de ceux du tableau n° V, on voit que la moyenne des affaires traitées a été, par personne :

- Pour Barcelonnette, de 16.66.
- Pour Castellane, de 10.66.
- Pour Gex, de 20.33.
- Pour Briançon, de 18.6
- Pour Nyons, de 21.16.
- Pour Florac, de 24.5.
- Pour Smyrne, de 33.75.
- Pour le Caire, de 24.
- Pour Alexandrie, de 30.66.
- Pour Constantinople, de 37.2.

Par conséquent, au seul point de vue des affaires de juridiction, ces quatre postes consulaires sont plus occupés que les six tribunaux de province visés dans la lettre de M. le garde des sceaux ; et on a déjà vu d'autre part quelle est leur activité au point de vue de la correspondance, de la perception des recettes, de la délivrance des actes de chancellerie, et — sauf, bien entendu, pour le Caire — des affaires de navigation.

L'examen du travail auquel les affaires relatives au service militaire donnent lieu dans nos chancelleries diplomatiques et consulaires, fait l'objet du chapitre suivant.

#### VI. — SERVICE MILITAIRE.

L'application de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée occasionne à ceux de nos postes qui comptent une colonie française un peu importante de nombreux travaux dont les principaux sont :

1<sup>o</sup> Formation, chaque année, de la liste de recensement des jeunes gens appelés par leur âge à prendre part aux opérations du tirage au sort ; cette liste doit contenir tous les renseignements exigés par les règlements relativement à l'état civil du conscrit, la situation de sa famille, sa profession, sa taille, son dernier domicile en France, les cas de dispense qu'il se propose de faire valoir, etc. ;

2<sup>o</sup> Envoi de cette liste au département des affaires étrangères ;

3<sup>o</sup> Envoi d'extraits de cette liste aux préfets des départements où chaque inscrit doit tirer au sort ;

4<sup>o</sup> Procès-verbaux des visites médicales subies par les jeunes gens qui ont été autorisés par leurs préfets à se faire examiner au consulat, et renvoi de ces dossiers aux préfets compétents ;

5<sup>o</sup> Envoi à Paris des certificats établissant les droits des inscrits à telle ou telle dispense ; ces certificats sont quelquefois difficiles à établir en raison des conditions particulières dans lesquelles doivent se trouver les témoins. Celui de ces certificats que nos consuls sont le plus souvent appelés à délivrer est le certificat dit « du modèle Z », destiné à établir les droits d'un conscrit à la dispense prévue par l'article 50 de la loi sur le recrutement (Dispense du service en temps de paix en faveur des jeunes gens établis, à l'âge de dix-neuf ans, à l'étranger et y ayant une occupation régulière). Nous aurons plus loin à revenir sur ce détail du service ;

6<sup>o</sup> Visa des livrets militaires ;

7<sup>o</sup> Réception et envoi au ministère de la guerre des déclarations de voyage et de changements de résidence ;

8<sup>o</sup> Remise de pièces militaires de toute nature (Ordres de route, certificats de passage dans la réserve, dans l'armée territoriale, bulletins de taxe militaire, etc.), et renvoi en France des récépissés de ces pièces ;

9<sup>o</sup> Communication de circulaires, renseignements de toute nature à donner par écrit ou verbalement aux intéressés ;

10<sup>o</sup> Rapatriement des hommes munis d'un ordre de route.

Nos chancelleries centralisent donc, comme on le voit, les diverses opérations qui, à Paris, par exemple, sont réparties entre les bureaux militaires des mairies, ceux de la gendarmerie et celui du recrutement.

Le tableau qui suit indique pour chacun de nos postes :

1<sup>o</sup> Le nombre de jeunes gens inscrits sur les listes de recrutement de la classe de 1894 ;

2<sup>o</sup> Le nombre de conscrits autorisés à subir la visite médicale au consulat.

TABLEAU VII. — *Service militaire. — Recrutement*

POSTES	CONSCRITS portés sur les listes de recrutement	CONSCRITS ayant subi la visite à la chancellerie	POSTES	CONSCRITS portés sur les listes de recrutement	CONSCRITS ayant subi la visite à la chancellerie	POSTES	CONSCRITS portés sur les listes de recrutement	CONSCRITS ayant subi la visite à la chancellerie
Genève . . . . .	438	23	Bruxelles . . . . .	10	15	Angers . . . . .	3	2
Buenos-Ayres . . .	149	179	Mons . . . . .	10	7	Carthagène . . . . .	3	1
Plata (la) . . . .	108	2	Leipzig . . . . .	8	7	Séville . . . . .	3	1
Rosario . . . . .	85	7	Calcutta . . . . .	8	4	Florence . . . . .	3	1
Barcelone . . . .	70	36	Lisbonne . . . . .	7	4	Suez . . . . .	3	1
Constantinople . .	68	32	Livourne . . . . .	7	3	Bilbao . . . . .	2	2
New-York . . . . .	65	49	Lima . . . . .	7	3	Manchester . . . . .	2	2
Mexico . . . . .	49	20	Sanghai . . . . .	7	7	Yokohama . . . . .	2	2
Zurich . . . . .	34	12	Valence . . . . .	6	5	Brousse . . . . .	2	2
Odessa . . . . .	33	6	Malaga . . . . .	6	3	Salonique . . . . .	2	2
Cordoba . . . . .	32	38	Bucharest . . . . .	6	2	Wellington . . . . .	2	1
Moscou . . . . .	31	10	Panama . . . . .	6	1	Jaffa . . . . .	2	1
Beyrouth . . . . .	24	16	Palerme . . . . .	5	4	Mannheim . . . . .	2	1
Monaco . . . . .	24	3	Santander . . . . .	5	3	Sofia . . . . .	2	1
Londres . . . . .	15	"	Brême . . . . .	5	2	Tarragone . . . . .	2	1
Naples . . . . .	14	3	Turin . . . . .	5	2	Larnaca . . . . .	2	1
Boston . . . . .	13	11	Nagasaki . . . . .	5	2	Rangoon . . . . .	2	1
Smyrne . . . . .	13	8	Alep . . . . .	5	2	Athènes . . . . .	2	1
Caire (le) . . . .	12	24	Hambourg . . . . .	5	4	Cagliari . . . . .	2	1
Alexandrie . . . .	12	15	Nouvelle-Orléans . .	3	15	Gênes . . . . .	2	1
San-Francisco . . .	12	10	Alicante . . . . .	3	5	Damas . . . . .	2	1
Santiago de Cuba .	12	1	Milan . . . . .	3	3	Tripoli de Syrie . .	2	1
Jerusalem . . . . .	11	11	Caiffa . . . . .	3	3	Quito . . . . .	3	1
Liège . . . . .	11	7	Port-Louis . . . . .	3	2	Francfort . . . . .	1	6
Philadelphie . . .	11	3	Varsovie . . . . .	3	2			

N.-B. — Les postes de Stuttgart, Fiume, Ostende, la Havane, Manille, Port-Bou, Dublin, Falmouth, Melbourne, Newcastle, Venise, Amsterdam, Batavia, Porto, Galatz, Jassy, Alexandre, Andrinople, Bourgas, la Canée et Tripoli de Barbarie ont eu chacun un conscrit porté sur la liste de recrutement et ont procédé à au moins une visite.

Les postes suivants n'ont pas eu de jeunes gens à inscrire sur les listes de recrutement, mais ont eu à faire subir des visites. Le nombre de ces visites est inscrit entre parenthèses à la suite de chaque poste : Munich (3), Charleroi (5), Liverpool (9), Sydney (1), Bari (1), La Haye (1), Batoum (1), Belgrade (1), Rotterdam (4), Dusseldorf (3).

Les postes dont les noms ne figurent pas au présent tableau n'ont pas concouru au service du recrutement pendant l'année 1894.

De même qu'on a fait au chapitre précédent un rapprochement entre l'activité de nos tribunaux consulaires et celle de certains tribunaux de province, il a paru qu'il ne serait pas sans intérêt d'établir une comparaison entre les occupations de nos chancelleries au point de vue des affaires de recrutement et celles des bureaux militaires des mairies du département de la Seine.

Il résulte d'une communication de M. le préfet de la Seine que la formation de la liste de recrutement de la classe 1894 a donné, pour les 20 arrondissements de Paris et les 21 cantons du département de la Seine, les résultats suivants :

TABLEAU VIII. — *Nombre des inscrits de la classe de 1894 dans le département de la Seine*

ARRON- DISSEMENTS DE PARIS	NOMBRE DES INSCRITS		ARRON- DISSEMENTS DE PARIS	NOMBRE DES INSCRITS		ARRON- DISSEMENTS DE PARIS	NOMBRE DES INSCRITS		ARRON- DISSEMENTS DE PARIS	NOMBRE DES INSCRITS	
	1 <sup>er</sup>	2 <sup>e</sup>		3 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>		5 <sup>e</sup>	6 <sup>e</sup>		7 <sup>e</sup>	8 <sup>e</sup>
1 <sup>er</sup>	383	6 <sup>e</sup>		637	11 <sup>e</sup>		1.833	16 <sup>e</sup>			561
2 <sup>e</sup>	453	7 <sup>e</sup>		530	12 <sup>e</sup>		797	17 <sup>e</sup>			1.230
3 <sup>e</sup>	686	8 <sup>e</sup>		529	13 <sup>e</sup>		958	18 <sup>e</sup>			1.127
4 <sup>e</sup>	786	9 <sup>e</sup>		720	14 <sup>e</sup>		851	19 <sup>e</sup>			1.143
5 <sup>e</sup>	821	10 <sup>e</sup>		1.123	15 <sup>e</sup>		983	20 <sup>e</sup>			1.265

  

CANTONS DE LA SEINE	NOMBRE DES INSCRITS		TOTAL DES INSCRITS par canton	CANTONS DE LA SEINE	NOMBRE DES INSCRITS		TOTAL DES INSCRITS par canton
	par commune				par commune		
Asnières . . . . .	Asnières . . . . .	173	223	Choisy-le-Roi . . . . .	78		
	Gennecuilliers . . . . .	50		Ivry . . . . .	188		
Aubervilliers . . . . .	Aubervilliers . . . . .	260		Orly . . . . .	4	352	
	Courneuve (la) . . . . .	15		Thiais . . . . .	22		
Dugny (la) . . . . .	Dugny (la) . . . . .	3		Vitry . . . . .	60		
Pierrefitte . . . . .	Pierrefitte . . . . .	17		Montreuil . . . . .	200	200	
	Stains . . . . .	25		Bry-sur-Marne . . . . .	7		
Boulogne . . . . .	Villetaneuse . . . . .	9		Nogent . . . . .	37	140	
Clichy . . . . .	Boulogne . . . . .	262	262	Chamigny . . . . .	51		
Courbevoie . . . . .	Clichy . . . . .	219	219	Perreux (le) . . . . .	45		
Levallois . . . . .	Courbevoie . . . . .	139	290	Bonneuil . . . . .	1		
Neuilly . . . . .	Colombes . . . . .	151		Créteil . . . . .	40	203	
Noisy-le-Sec . . . . .	Levallois . . . . .	296	296	Saint-Maur . . . . .	12		
	Neuilly . . . . .	197	197	Joinville . . . . .	12		
	Bobigny . . . . .	13		Saint-Maur . . . . .	120		
	Bondy . . . . .	42		Antony . . . . .	8		
	Bourget (le) . . . . .	12		Bagnieux . . . . .	14		
	Drancy . . . . .	6		Bourg-la-Reine . . . . .	29		
Noisy-le-Sec . . . . .	Noisy-le-Sec . . . . .	38	173	Chatenay . . . . .	11		
	Romainville . . . . .	19		Seineaux . . . . .	Clamart . . . . .	274	
	Rosny-sous-Bois . . . . .	17		Fontenay-a-Roses . . . . .	25		
	Villemomble . . . . .	26		Montrouge . . . . .	110		
Pantin . . . . .	Bagnolet . . . . .	60		Plessis-Piquet . . . . .	4		
	Lilas (les) . . . . .	58		Sceaux . . . . .	29		
Pantin . . . . .	Pantin . . . . .	218	417	Châtillon . . . . .	11		
	Pré-Saint-Gervais . . . . .	81		Issy . . . . .	83	237	
Puteaux . . . . .	Nanterre . . . . .	76		Maisakoff . . . . .	82		
Saint-Denis . . . . .	Puteaux . . . . .	173	298	Vanves . . . . .	61		
	Suresnes . . . . .	49		Arcueil . . . . .	47		
Saint-Ouen . . . . .	Saint-Denis . . . . .	437	437	Chevilly . . . . .	1		
	Epinay . . . . .	18		Fresnes . . . . .	1		
Charenton . . . . .	Ile-Saint-Denis . . . . .	24	298	Villejuif . . . . .	114	211	
	Saint-Ouen . . . . .	256		Hay (l') . . . . .	6		
	Alfortville . . . . .	92		Rungis . . . . .	6		
	Charenton . . . . .	113	317	Villejuif . . . . .	36		
	Maisons-Alfort . . . . .	67		Fontenay-sous-Bois . . . . .	50	298	
	Saint-Maurice . . . . .	45		Saint-Mandé . . . . .	75		
				Vincennes . . . . .	138		

De la comparaison des tableaux VII et VIII, il résulte que le nombre des inscrits a été plus élevé à Genève que dans un arrondissement de Paris, le 1<sup>er</sup>, et dans tous les cantons du département de la Seine ; on voit de plus que sur les 74 communes du département de la Seine,

13 seulement dépassent Buenos-Ayres.

19 seulement dépassent la Plata.

- 20 seulement dépassent Rosario.
- 26 seulement dépassent Barcelone et Constantinople.
- 27 seulement dépassent New-York.
- 34 seulement dépassent Mexico.
- 45 seulement dépassent Zurich, Odessa, Cordoba, Moscou, etc.

Un grand nombre de nos postes soutiennent donc, à ce seul point de vue, la comparaison avec les plus importantes communes du département de la Seine.

Presque tous nos consulats ont en outre à procéder à des visites médicales, ce que les mairies de la métropole ne font pas, et tous ont soit à recevoir des déclarations de voyage ou de changement de résidence, soit à délivrer des pièces militaires de toute nature. Le travail matériel occasionné par cette dernière partie du service suffirait dans certains postes à occuper un employé et exige presque partout beaucoup de temps, comme on peut juger par les exemples suivants, pris au hasard dans les différents pays :

Au consulat général de Genève, il y a eu :

- 577 déclarations de voyage et de changement de résidence (!).
- 957 visas de livrets militaires.
- 357 pièces remises à des réservistes ou territoriaux.
- 116 pièces militaires renvoyées en France.
- 450 pièces militaires dressées en chancellerie.

A la légation de Buenos-Ayres :

- 332 déclarations de voyage ou de changement de résidence.
- 332 visas de livrets militaires.
- 250 pièces remises à des réservistes ou territoriaux.
- 238 ordres de route.
- 532 certificats du modèle Z (2).
- 147 réquisitions de passage pour jeunes militaires.
- 667 pièces militaires reçues de France.
- 344 pièces militaires remises.
- 1,192 pièces militaires envoyées en France.
- 1,339 pièces militaires dressées en chancellerie.

Au consulat de la Plata :

- 47 déclarations de voyage.
- 40 visas de livrets militaires.
- 44 pièces remises à des réservistes.
- 106 certificats du modèle Z.
- 347 pièces militaires dressées en chancellerie.

A la légation de Bruxelles :

- 324 déclarations de voyage.
- 324 visas de livrets militaires.
- 97 pièces remises à des réservistes.
- 41 pièces renvoyées en France.
- 337 pièces dressées en chancellerie.

Au consulat général d'Anvers :

(1) Les certificats constatant les déclarations de voyage ou de changement de résidence sont établis en double exemplaire, dont l'un reste aux archives du poste et l'autre est transmis au ministère de la guerre.

(2) Les certificats du modèle Z sont établis en double exemplaire, dont l'un reste aux archives du poste et l'autre est transmis au préfet compétent.

155 déclarations de voyage.  
 163 visas de livrets militaires.  
 26 pièces remises à des réservistes.  
 13 pièces renvoyées en France.  
 157 pièces dressées en chancellerie.

**Au consulat général de New-York :**

278 déclarations de voyage.  
 209 visas de livrets militaires.  
 146 pièces remises à des réservistes.  
 163 pièces militaires reçues de France.  
 37 pièces militaires remises aux intéressés.  
 61 pièces militaires renvoyées.  
 386 pièces militaires dressées en chancellerie.

**Au consulat de San Francisco :**

330 déclarations de voyage.  
 236 visas de livrets militaires.  
 59 pièces remises à des réservistes.  
 586 pièces militaires dressées en chancellerie.

**Au consulat général de Londres :**

493 déclarations de voyage.  
 957 visas de livrets militaires.  
 205 pièces remises à des réservistes.  
 508 pièces militaires dressées en chancellerie.

Les postes de Mexico, Monaco, Alexandrie, le Caire, Constantinople, Monte-video, Hambourg, Mons, Liège, Panama, la Havane, Liverpool, Livourne, Bucharest, Odessa, sont à peu de chose près aussi occupés.

Les travaux relatifs au service militaire tendent chaque année à augmenter ; plusieurs de nos consuls nous signalent notamment les occupations de plus en plus nombreuses qu'occasionne la présence, dans leurs circonscriptions, de jeunes gens ayant bénéficié de la dispense prévu à l'article 50 de la loi sur le recrutement.

Ces jeunes gens doivent d'abord faire constater leurs droits à cette dispense par un certificat du modèle Z qui est établi, comme on l'a vu, en double exemplaire.

Ils sont en outre tenus, sous peine de déchéance, de faire constater chaque année par le consul : 1<sup>e</sup> qu'ils résident toujours dans sa circonscription ; 2<sup>e</sup> qu'ils y ont une occupation régulière. Cette formalité doit être remplie par les jeunes gens jusqu'à l'âge de trente ans, c'est-à-dire pendant dix années consécutives. De plus ils doivent, pour jouir pendant cette période de la faculté de faire en France un séjour de deux ou trois mois, obtenir du consul une autorisation spéciale. En admettant que, dans le ressort d'un consulat, il y ait chaque année seulement dix jeunes gens bénéficiant de la dispense dont il s'agit, le consul aura donc, pour dix classes, à exercer une surveillance spéciale sur cent individus, soit pour s'assurer de leur résidence dans sa circonscription, soit pour constater qu'ils y ont une occupation régulière, soit pour les autoriser à faire en France un séjour temporaire. On juge l'importance que peut avoir ce service spécial dans les postes comme Buenos-Ayres, la Plata, New-York, San-Francisco, etc.

**VII. — TRAVAUX DIVERS.**

On vient de voir en quoi consiste le fonctionnement des différents services d'une chancellerie diplomatique ou consulaire. En dehors de ces travaux, pour ainsi dire habituels, il en est d'autres qui, pour n'être pas susceptibles

d'une évaluation statistique, n'en sont pas moins importants en raison de leur nombre, de leur variété, de leur utilité pour les intérêts de nos nationaux, et enfin du temps qu'ils absorbent.

Telles sont notamment les occupations qu'entraînent, en Orient, la protection des missions religieuses ou la surveillance des écoles et des établissements hospitaliers ; à New-York et à San-Francisco, le mouvement des officiers de la marine et des fonctionnaires des colonies se rendant à leur poste ; en Extrême-Orient, l'administration municipale des concessions françaises ; partout enfin, le grand nombre des démarches qui sont sollicitées de nos agents en faveur d'intérêts privés.

Il suffira, à titre d'exemples, de citer quelques passages des rapports consulaires relatifs à ces différents sujets.

La protection des missionnaires et des chrétiens, qui est l'un des priviléges des représentants de la France en Orient et en Extrême-Orient, est pour eux une source constante de travaux ; il n'est pas de mouvement populaire en Chine qui ne se traduise par des attaques dirigées contre la propriété ou la personne de nos protégés ; de là des réclamations incessantes dont la mauvaise foi et la lenteur des mandarins chinois font attendre la solution pendant des années. Seoul, Shangai, Mongtze, Pakhoi, Canton, Han-Keou ont de nombreux établissements de missionnaires dans leurs circonscriptions.

« Le chiffre des chrétiens dans le Fokien, écrit notre agent à Foutcheou, est de 52,000, répandus dans 36 localités. Il ne se passe pas de quinzaine sans que le poste ne reçoive des réclamations concernant des acquisitions que les mandarins locaux refusent d'enregistrer ou des taxes que les municipalités veulent imposer aux chrétiens, comme à leurs concitoyens, pour la réparation des pagodes païennes de leur localité. »

Il en est de même en Orient : à Beyrouth, à Tripoli de Syrie, à Trébizonde, à Mossoul, à Brousse, à Bourgas, le protectorat de nos agents s'exerce sur un grand nombre d'établissements religieux, scolaires et hospitaliers, dont plusieurs sont subventionnés ; à Jérusalem et dans les lieux saints ; à Suez, 4 écoles et un hôpital ; à Rhodes, 2 écoles ; aux Dardanelles, 3 écoles ; à Smyrne, 12 établissements religieux, 18 écoles congréganistes ; à Caïffa, 16 écoles fréquentées par 1,100 enfants ; à Damas, 15 établissements religieux et 87 écoles subventionnées fréquentées par 6,800 élèves ;

« ... J'ai dans ma circonscription, écrit notre consul au Caire, tant au Caire qu'à Zagazig et dans la haute Egypte :

- « 2 paroisses ;
- « 1 séminaire ;
- « 7 écoles religieuses de garçons ;
- « 7 écoles religieuses de filles ;
- « 1 asile de vieillards tenu par des sœurs ;
- « 1 dispensaire tenu par des sœurs.

« Je ne parle pas des communautés de rites orientaux catholiques, qui sont également sous le protectorat français pour toutes les questions se rattachant à l'exercice du culte et qui chacune dans l'année invitent les autorités françaises à une cérémonie pontificale. Mais ces quelques solennités ne sont rien auprès des visites que j'ai à faire périodiquement dans les établissements charitables comme dans les écoles dont j'inspecte les classes de temps à autre, dont je suis les examens, et dont les distributions de prix se font alternativement sous la présidence de l'agent et consul général et du consul. D'ailleurs, notre protection sur ces maisons ne se manifeste pas seulement par ces démonstrations extérieures qui sont, aux yeux des populations de ce pays, le signe évident et nécessaire des liens qui rattachent à la France sa clientèle religieuse. Les chefs de ces différentes communautés viennent chercher auprès du consul appui et conseil pour la solution de toutes leurs difficultés, et j'ai pu arriver jusqu'à présent à leur prêter utilement les bons offices qu'ils attendaient de l'autorité protectrice. »

Dans les ports ouverts de l'Extrême-Orient où la France possède des con-

cessions comme à Canton, Tientsin, Shanghai, etc., nos agents, indépendamment des occupations habituelles d'un consulat, ont à examiner et approuver les travaux du conseil municipal dont ils sont les présidents de droit, mais aux délibérations duquel ils n'assistent généralement pas ; ils ont, en outre, à diriger la police tant française qu'indigène destinée au maintien de l'ordre sur la concession. Les attributions municipales ne prennent pas seulement au consul beaucoup de son temps, elles exigent de sa part de la vigilance, du tact et de la mesure ; il doit, en effet, tout en laissant au conseil sa liberté d'action, veiller à ce que cette action ne s'exerce que dans les limites qui lui ont été assignées par les règlements. Un poste comme celui de Shanghai peut donc être considéré comme le type le plus complet de nos consulats ; en effet, à l'exception du service postal dont nos agents à Panama, Téhéran, Fez, Casablanca, etc., sont également chargés, il réunit les attributions de toute nature dont on ne trouve que quelques-unes dans la plupart des autres postes.

Dans un grand nombre de postes, certaines affaires, toujours de même nature, se représentent assez fréquemment pour constituer en quelque sorte un service permanent et distinct des services ordinaires d'une chancellerie.

C'est ainsi qu'à Port-Louis la transmission des télégrammes expédiés par ou destinés à la résidence générale de Tananarive a occasionné à notre consul, en 1894, des avances s'élevant à 50,390 roupies et pour lesquelles il a dû tenir une comptabilité spéciale.

Notre consul à Hongkong est en rapports constants avec les autorités de l'Indo-Chine, et la correspondance qu'il entretient avec elles est très chargée.

« Cinq départs par mois, écrit-il dans son rapport du 10 janvier 1895, ont lieu de Hongkong pour Haiphong, et cette navigation qui se fait sous le pavillon français donne des occupations multiples à la chancellerie. Le consulat est en outre chargé par le gouvernement de l'Indo-Chine de régler toutes les dépenses qu'effectue le protectorat de l'Annam et du Tonkin sur cette place. Il est également chargé de payer aux fonctionnaires de l'ordre civil et aux militaires les indemnités de route, de débarquement et de séjour auxquelles ils ont droit lorsqu'ils se rendent, soit en congé de convalescence au Japon, soit en congé régulier, via Hongkong, en France.

« Les questions du cours du change sont un facteur important de la correspondance du poste avec la Trésorerie (contrôle général) à Hanoi. Tous les cinq jours, le consulat adresse à ladite administration un télégramme indiquant le cours du papier de banque à vue sur Paris et il tient en outre le gouvernement général au courant des variations brusques dans le cours du dollar mexicain, ainsi que des tendances de la place. Un compte spécial d'avances est ouvert au consulat sous la rubrique : « Comptes du protectorat de l'Annam et du Tonkin », et une comptabilité régulière est adressée trimestriellement à la Résidence supérieure... Le service des renseignements relatifs à l'état sanitaire de Victoria a pris cette année, à raison de l'épidémie de peste, une grande importance. Des télégrammes fréquents ont été adressés au gouvernement général à Hanoi, ainsi qu'au lieutenant-gouverneur de la Cochinchine, à Saigon. La plupart des lettres adressées à ce sujet à Hanoi ont été également envoyées en copie à Saigon et à Haiphong. Il a été de plus nécessaire d'apporter le plus grand soin à la rédaction des patentés de santé délivrées aux bateaux touchant dans les ports de l'Indo-Chine. Le gouverneur général et les autorités de nos ports de Cochinchine et du Tonkin ont bien voulu, après la disparition du fleau, rendre hommage aux efforts faits par le consulat de France à Hongkong pour les mettre à même de prendre toutes les mesures que comportait la gravité de la situation. »

De même qu'à Hongkong, le mouvement des officiers ou fonctionnaires relevant des ministères de la marine et des colonies, et se rendant soit à leurs postes, soit en congé, occasionne au consulat général de New-York et

au consulat de San-Francisco un service compliqué dans le détail duquel il n'est pas sans intérêt d'entrer.

Les officiers et marins rejoignant nos stations navales de Terre-Neuve ou du Pacifique, ainsi que les fonctionnaires de tout grade de l'administration des colonies se rendant, soit à notre colonie de Saint-Pierre et Miquelon, soit à nos établissements d'Océanie, sont tous dirigés sur New-York par les paquebots de la compagnie transatlantique. Beaucoup de ces fonctionnaires sont accompagnés de leurs femmes, de leurs enfants et de nombreux bagages. Lorsque le consul général est prévenu à temps de leur arrivée par les ministères compétents, il envoie au devant d'eux un employé qui facilite leur débarquement, les dirige sur un hôtel et les conduit à la chancellerie. Mais le plus souvent les fonctionnaires arrivent sans avoir été annoncés et se présentent au consulat général le jour même de leur débarquement, c'est-à-dire lorsque le personnel de la chancellerie est déjà fort occupé par les formalités qui accompagnent presque toujours l'arrivée d'un de nos paquebots-poste : le commandant vient rendre visite au consul général, le commissaire apporte les papiers du bord, en échange desquels on lui remet un certificat spécial sans lequel le paquebot ne pourrait faire son entrée en douane ; s'il y a eu pendant la traversée des incidents de nature à engager la responsabilité du commandant ou de la compagnie, il faut prendre sans retard connaissance du rapport de mer, à l'affirmation duquel il peut y avoir lieu de procéder avec audition d'une partie de l'équipage ; s'il y a eu des avaries, il faut prévenir les experts, prendre jour pour leurs prestations de serment, leur visite à bord, etc. ; il faut encore examiner les requêtes du commandant sollicitant des punitions pour les hommes de l'équipage et convenir du jour où ces hommes seront entendus ; recevoir les valises du département des affaires étrangères destinées à notre ambassade et veiller à ce qu'elles soient expédiées sans délai à Washington par chemin de fer. D'autre part, un grand nombre de passagers se présentent pour obtenir le visa de leurs livrets militaires et faire leurs déclarations de voyage, solliciter des renseignements de toute nature, réclamer les lettres qui leur auraient été adressées aux soins du consulat général ou présenter celles dont ils peuvent être porteurs. Il n'est pas rare qu'un jour d'arrivée de paquebot le consulat général de France à New-York reçoive de 50 à 75 visiteurs.

Surviennent les militaires ou fonctionnaires civils du ministère de la marine ou de celui des colonies. Ce sont ou bien des gouverneurs, des officiers, des magistrats qui, en raison de leur grade ou du rang qu'ils occupent dans l'administration, demandent à être reçus par le consul ; ou bien des employés subalternes, des gendarmes coloniaux, des magasiniers, etc. Ces derniers, moins habitués à voyager et ne parlant pas la langue du pays, ont amené leurs femmes et leurs enfants dont ils n'ont pas osé se séparer dans une ville étrangère ; tous demandent à la fois ce qu'ils ont à faire pour prendre leurs billets, expédier leurs bagages ou même pour se loger en attendant qu'ils puissent continuer leur route. Pour qui n'a pas assisté à ces arrivées, il est difficile de se rendre compte de l'aspect que cette chancellerie présente un jour comme celui-là, ainsi que de la patience, de l'urbanité, de l'activité dont le personnel doit faire preuve pour s'acquitter de tant d'obligations simultanées et répondre à chacun sans désobliger personne.

Voici de quelle manière s'effectue l'acheminement de ces voyageurs sur leur destination respective. Il est rare que leur arrivée à New-York soit calculée de manière qu'ils puissent continuer immédiatement leur route soit sur Boston pour y prendre le vapeur français qui fait un voyage bimensuel entre le port et Saint-Pierre et Miquelon, soit sur San-Francisco d'où part tous les mois un voilier se rendant à Tahiti. Ils sont par suite gardés en subsistance à New-York pendant un nombre de jours qui varie suivant la date du départ de leur bateau.

Leurs livrets déposés à la chancellerie, un employé les conduit dans un hôtel modeste qui a l'habitude de cette clientèle spéciale. Il ne s'agit ici, bien

entendu, que des fonctionnaires subalternes. Puis le chancelier s'entend avec une agence de chemins de fer pour l'achat des billets, l'expédition des bagages, la conduite au jour dit des voyageurs à leurs trains respectifs. Ceux qui vont à Saint-Pierre et Miquelon sont dirigés sur Boston, où l'agent du vapeur français, prévenu d'avance, assure leur conduite à bord. Pour ceux qui se rendent à Tahiti, *via* San-Francisco, les mesures à prendre sont plus compliquées ; ils sont accompagnés de leur hôtel au train de Chicago et munis d'un billet de chemin de fer renfermé dans une enveloppe sur laquelle se trouve le portrait d'un agent qui les attendra à leur arrivée à Chicago, sera reconnu par eux grâce à ce portrait, leur fera traverser la ville, et ne les quittera qu'au train de San-Francisco.

Le passage à New-York de ces voyageurs donne lieu aux opérations suivantes :

1<sup>o</sup> Visa du livret ou de la feuille de route ;

2<sup>o</sup> Décompte, sur le livret, des avances faites par le consulat général ;

3<sup>o</sup> Rédaction en double exemplaire d'un reçu détaillé indiquant les sommes déboursées par le consulat général, pour chaque voyageur et pour chacun des membres de sa famille :

a) Pour l'achat du billet de chemin de fer ;

b) L'expédition des bagages ;

c) Les indemnités de séjour ;

d) Les frais de route.

Ces sommes varient suivant la catégorie à laquelle le fonctionnaire appartient par son grade, et leur calcul nécessite une connaissance exacte des règlements du ministère de la marine et de celui des colonies sur la matière.

4<sup>o</sup> Rédaction en double exemplaire d'un bordereau résumant toutes ces avances ;

5<sup>o</sup> Emission des traites destinées à rembourser au consulat général les avances parfois considérables qu'il a dû faire pendant plusieurs jours, les traites ne pouvant être expédiées que lorsque toutes les opérations ci-dessus sont définitivement closes ;

6<sup>o</sup> Envoi avec la traite d'un certificat de change ;

7<sup>o</sup> Envoi de lettres d'avis annonçant au département tiré l'émission de la traite.

En 1894, il a passé de la sorte à New-York :

16 passagers de la marine ayant occasionné une dépense de.....	2.603 04
111 passagers des colonies.....	32.929 18
73 colis pour Saint-Pierre et Miquelon.....	779 58

Soit une somme totale de..... 36.311 80

dont le consulat général a dû faire momentanément l'avance. Ce mouvement a donné lieu en outre à l'envoi de plus de 800 pièces comptables.

On retrouve à San-Francisco le même travail ; en 1894, pour le ministère des colonies, 37 passagers, la plupart accompagnés de famille, ont nécessité une répartition de fonds de 46.500 fr., ce qui représente la confection en double exemplaire de 446 pièces comptables.

« Il y a là, dit très justement notre consul à San-Francisco, au bénéfice du ministère des colonies et à la charge de cette chancellerie, un travail long, délicat, rétribué par le ministre des affaires étrangères, et qui oblige ses agents à des démarches, avis, directions pour les billets et bagages, etc., à donner sans perdre un instant à des voyageurs dont l'administration n'a pas, la plupart du temps, annoncé l'arrivée. »

Dans un autre ordre d'idées, citois encore ce que disent nos agents à Damas et à Smyrne à propos des occupations qui ne rentrent pas dans l'un des services réguliers étudiés ci-dessus.

« J'ai déjà dit, écrit notre consul à Damas, combien les affaires judiciaires

déférées aux tribunaux indigènes absorbaient le temps du personnel consulaire chargé d'assister nos nationaux et de veiller à l'application équitable de la loi. Dans le nombre de ces affaires ne sont pas comprises les difficultés journalières qui naissent entre nos administrés et les diverses administrations ottomanes : bureau des passe-ports, police, bureau de l'enregistrement, municipalités, contributions indirectes, etc. ; le plus souvent le Français vient au consulat et expose son cas verbalement ; la réclamation est traitée de la même façon avec les fonctionnaires ottomans et il ne reste pas trace dans les archives de ces démarches multiples qui occasionnent un travail sérieux... Je pourrais citer plusieurs affaires qui ont nécessité chacune plus de trente vacations du drogman, chaque vacation occupant une après-midi entier. — (Damas, 31 janvier 1895.)

De son côté, notre consul général à Smyrne s'exprime ainsi dans son rapport du 31 mai 1895 :

“ ... En ce qui concerne la protection de nos nationaux, l'action consulaire s'exerce, selon la nature des questions, tantôt par des échanges de correspondances, lettres ou notes verbales, avec le vali représentant le gouvernement impérial, tantôt par des démarches faites, soit directement auprès de ce fonctionnaire, soit auprès des autorités administratives, judiciaires ou de police... La correspondance avec le vali comprend 243 lettres reçues et 79 envoyées, et les démarches dont le service du drogmanat a, sur mes instructions, pris exactement note, dépassent le chiffre de 2.500. ”

Voici le détail de ces démarches :

Au près du gouverneur général.....	69
Du directeur des affaires étrangères du vilayet.....	292
Du chef de la police et des commissaires de police de Smyrne et de la banlieue.....	345
De l'administration de la douane.....	263
De l'administration de la dette publique .....	88
De l'administration de l'instruction publique chargée de la censure.....	87
De la municipalité.....	212
Du colonel de la gendarmerie chargé du recouvrement des taxes immobilières.....	154
Du conseil administratif du vilayet.....	26
Du chef des services financiers du vilayet (Defterdar)...	32
Du chef de la correspondance du vilayet (Mektendbjî)...	49
Du chef du bureau du cadastre du vilayet.	71
Du chef du bureau des archives (chargé de la délivrance des titres de propriété) .....	42
Du procureur général .....	58
Du substitut du procureur général .....	142
Des trois juges d'instruction .....	107
Du président du tribunal religieux (Chéri).....	18
De l'ingénieur en chef des mines du vilayet.....	14
De l'ingénieur en chef des travaux publics.....	36
Du directeur du bureau de l'agriculture .....	19
Du directeur des dimes.....	8
Du directeur des fondations pieuses (Evkaf).....	11
Du chef du bureau des passeports.....	167
Du capitaine du port.....	82
Du directeur du service sanitaire .....	36
De la direction des postes et télégraphes .....	63

#### VIII. — RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX.

Il reste à examiner la mesure dans laquelle notre corps consulaire prête son concours au développement économique de la France à l'étranger.

On a montré, dans les chapitres précédents, la diversité des intérêts que nos consuls ont à protéger suivant qu'ils remplissent les fonctions d'informateurs politiques, de perceuteurs des recettes effectuées au profit du Trésor, d'officiers de l'état civil, de notaires, de juges, d'administrateurs de la marine, de correspondants du ministère de la guerre et des préfectures pour les affaires de recrutement, de protecteurs des missions religieuses, de receveurs des postes, de conseils officieux de nos nationaux, etc. A ces attributions déjà si nombreuses et qui font d'un consul de France un fonctionnaire d'un ordre tout spécial, sans équivalent dans aucune autre branche de nos administrations publiques, il faut en ajouter une dernière, celle d'agents de renseignements commerciaux.

La protection de notre commerce extérieur doit être au premier rang des préoccupations de nos consuls ; le nier serait méconnaître le but même de leur institution, tel qu'il a été défini par l'ordonnance du 3 mars 1781 citée au début de cette étude.

Il ne nous appartient pas de discuter si les critiques formulées par les chambres de commerce contre notre représentation consulaire ont eu, à un moment donné, des apparences de bien-fondé. Les chambres de commerce connaissent aujourd'hui d'une façon plus précise les attributions nombreuses qui absorbent une grande partie du temps de nos agents, et les réformes introduites dans notre organisation consulaire, et les instructions répétées du Gouvernement en vue de stimuler l'envoi de renseignements commerciaux, et enfin la valeur de la contribution que notre corps consulaire tout entier apporte aujourd'hui à l'étude des marchés étrangers et des questions économiques.

Si on accueillait sans réserve les vœux émis par certains esprits, on ferait de nos consuls non plus des agents aux attributions multiples dont des arrangements internationaux garantissent les prérogatives, mais en quelque sorte des commis-voyageurs et des placiers officiels.

Or, dit très justement à ce propos notre agent à Terre-Neuve... « d'un consul on ne saurait faire un négociant militant ; s'il le devenait, il cesserait d'être la source du renseignement impartial, le guide désintéressé de tous les nationaux, le représentant non suspect de tous les intérêts de son pays ; il ne serait plus consul. » — (*Terre-Neuve, 7 mars 1895.*)

Dans les rapports qu'ils ont adressés au département des affaires étrangères sur l'activité de leurs postes en 1894, nos consuls avaient notamment à répondre à la question suivante : « Quelles branches de notre commerce seraient susceptibles de développement ? » — Tous, presque sans exception, ont saisi cette occasion de faire connaître les raisons de la stagnation ou même du déclin de notre commerce d'exportation dans le pays de leur résidence, et d'indiquer les moyens propres à y remédier.

On lira plus loin de nombreux extraits de ces rapports ; ils constituent en quelque sorte une contre-enquête dont il n'est pas sans intérêt de rapprocher les résultats de ceux de l'enquête faite auprès de nos chambres de commerce.

Quelques-unes de celles-ci n'avaient pas hésité à attribuer dans une certaine mesure la crise de nos exportations à l'organisation défectueuse du corps consulaire, à l'incompétence commerciale de nos agents, à leur manque d'empressement à fournir les renseignements qui leur étaient demandés.

Il ressort des rapports de nos consuls que ces reproches ne sont pas fondés. Nos agents ne cessent pas de donner au commerce, tantôt sous forme de critiques, tantôt sous forme de conseils, de nombreuses et utiles indications. Le caractère pratique de ces indications témoigne assez de la compétence commerciale de nos représentants ; leur uniformité, quel que soit le pays d'où elles sont envoyées, prouve que les habitudes défectueuses de notre commerce sont générales, comme l'est aussi la crise qui en est en partie la conséquence.

*§ 1. — Insuffisance de la navigation sous pavillon français.*

Plusieurs de nos agents mettent au rang des diverses causes de la décroissance de notre commerce extérieur l'insuffisance du pavillon français dans le mouvement général de la navigation.

Notre consul général à Anvers écrit à ce sujet :

« Nous pourrions aussi prendre une part plus active dans le commerce des transports du port d'Anvers. Ce port reçoit et expédie annuellement de 4,000 à 4,600 navires d'une capacité totale de 4,200,000 à 4,900,000 tonneaux. Notre pavillon n'entre dans ce mouvement que pour 120 à 130 navires de 110,000 à 120,000 tonneaux, tandis que le pavillon anglais y figure pour plus de moitié et le pavillon allemand pour le cinquième. » — (*Anvers, 28 janvier 1895.*)

Notre consul à Fiume fait, de son côté, une observation analogue :

« Malgré les avis pressants et réitérés adressés à nos commerçants et à nos armateurs pour venir chercher en Hongrie des débouchés possibles et pour faire profiter notre pavillon du mouvement des échanges entre les deux pays, ces appels n'ont pas porté de fruits. Si la France est au deuxième rang pour les exportations qu'elle reçoit de ce port, elle est au neuvième rang seulement pour les importations à Fiume, avec une modeste somme de 800,000 fr. sur un total de 117 millions. — (*Fiume, 8 février 1895.*)

Même constatation de la part du vice-consul de Southampton :

« Il est regrettable que nos compatriotes ne soient pas en mesure de détourner à leur profit une partie du fret considérable (je l'estime à 600,000 tonnes pour 1893) de France à Southampton et qu'ils le laissent presque complètement aux lignes anglaises. Cela est d'autant plus déplorable que nos bateaux trouveraient généralement, s'ils venaient ici, un fret de retour... » — (*Southampton, 30 janvier 1895.*)

A Messine, « il n'y a plus eu un bateau français depuis 1890 ; la disparition de notre pavillon a profité à l'Italie et à l'Autriche-Hongrie. » — (*Messine, 7 novembre 1895.*)

Notre agent à Brousse insiste sur les conséquences de l'absence totale de navires français dans le port de sa résidence :

« Si nos lignes de navigation faisaient relâche à Mondania, port de Brousse, nous pourrions importer des tuiles, du ciment, du charbon de terre, des pointes de Paris, des cuirs et veaux cirés, des chaux hydrauliques et maints autres produits dont le placement dépend surtout de la facilité de se les procurer. Il est clair qu'en supprimant les intermédiaires de Constantinople ainsi que les dépenses et les ennuis du transbordement, d'un premier dédouanement, etc., nos compagnies de navigation augmenteraient le chiffre de notre clientèle et finiraient, grâce à ce contact direct avec l'acheteur, par faire accepter à celui-ci bien des objets de première nécessité dont il ne se pourvoit à Constantinople que par routine... Il a été constaté d'autre part que d'Anvers à Mondania les transports sont meilleur marché que de Marseille à Constantinople. » — (*Brousse, 8 avril 1895.*)

Enfin, le consul de Foutcheou signale une situation identique et particulièrement fâcheuse pour le développement commercial de nos possessions de l'Indo-Chine :

« Le commerce avec la France augmenterait si une ligne régulière de vapeurs reliait bimensuellement Saïgon et Haïphong avec Pakhoi, Hongkong, Swatow, Amoy, Foutchou, Shanghai et Tientsin. Le service de la côte est actuellement fait par des vapeurs anglais et allemands qui tous réalisent des bénéfices. Pourquoi les Messageries maritimes n'auraient-elles pas une annexe qui y montrerait le pavillon français ? » — (*Foutcheou, 15 mars 1895.*)

§ 2. — *Des intermédiaires.*

La facilité toujours croissante des communications et, par suite, l'augmentation des échanges de pays à pays ont amené de profondes modifications dans les anciennes méthodes commerciales. On s'efforce, chez nos concurrents anglais, allemands, autrichiens, italiens, de s'affranchir de plus en plus des intermédiaires. Nos commerçants ne semblent pas encore être entrés suffisamment dans cette voie.

Les uns confient des marchandises à des agents sur la situation commerciale desquels ils ne sont pas renseignés :

« Je suis toujours frappé de la facilité avec laquelle nos concitoyens ouvrent des crédits en marchandises sans exiger de leurs correspondants de sérieuses garanties d'honorabilité et de solvabilité. » — (*Naples, 30 mars 1895.*)

D'autres ne tiennent pas assez compte des conseils de prudence que le consul leur a donnés en leur désignant des agents :

« Le nombre des affaires litigieuses a sensiblement augmenté par suite des efforts malheureux de nos négociants pour étendre le chiffre de leurs affaires au moyen des agents commerciaux du pays. Le consulat, auquel journellement des agents sont demandés par nos compatriotes, les informe qu'il n'en existe aucun de nationalité française et a soin de les mettre en garde contre ceux qui exercent peu loyalement cette profession ; mais il ne peut pas toujours les dissuader de s'engager imprudemment et il ne lui reste plus qu'à surveiller les litiges, qui aboutissent rarement à un résultat satisfaisant. » — (*Buda-Pesth, 22 janvier 1895.*)

D'autres enfin s'adressent au consulat trop tard et lorsqu'ils sont déjà engagés :

« ... L'intervention consulaire devrait être demandée en temps utile par nos négociants, c'est-à-dire avant qu'ils ne soient victimes d'agents sans scrupules. Le consulat doit être consulté avant que le mal soit irréparable et alors qu'il peut encore mettre les intéressés en garde contre les procédés d'une bande noire qui abuse de leur confiance excessive. — (*Alexandrie, 1<sup>er</sup> août 1895.*)

En principe, il est toujours délicat pour un consul de désigner un représentant de commerce ; l'enquête nécessaire pour se renseigner sur sa solvabilité, son crédit, sa situation commerciale, présente le plus souvent de réelles difficultés ; cette situation peut en effet se modifier du tout au tout d'un jour à l'autre ; pour la connaître exactement, le consul devrait être mis au courant du détail de ses affaires, et on comprend que les négociants étrangers ne se prêtent pas volontiers à ce genre d'inquisition. D'autre part, les négociants susceptibles d'être désignés comme représentants et dont la situation est notoirement satisfaisante sont évidemment en petit nombre ; en les désignant toujours aux commerçants de la métropole, le consul s'expose à être accusé soit de les favoriser, soit de ne pas vouloir se donner la peine d'en chercher d'autres ; en outre, ces mêmes négociants peuvent bien accepter la représentation de deux ou trois maisons françaises, mais ils ne sauraient, sans nuire aux intérêts qui leur sont déjà confiés, consentir indéfiniment à en représenter de nouvelles. Enfin, si des maisons françaises se trouvent déjà établies dans sa résidence, le consul semble manquer au devoir qu'il a de protéger les membres de sa colonie, lorsqu'il favorise la concurrence des négociations de la métropole. Serait-il, en effet, très équitable que ceux qui ont fait les sacrifices qu'entraîne la création d'un comptoir à l'étranger se voient disputer le marché qu'ils sont allés chercher par des concurrents qui se seront contentés de faire une simple démarche auprès du consulat ? Le consul, en résumé, se trouve sollicité par des intérêts divers, ceux du compatriote installé dans sa résidence, auquel il doit faciliter la lutte contre le concurrent étranger, et ceux du compatriote de France, ou plutôt de « la marchandise française », qui a besoin, pour s'introduire sur le marché extérieur et s'y asseoir, d'un représentant dont la nationalité importe moins que le crédit et l'habileté commerciale. Ces considérations suffisent à expli-

quer les réserves que les consuls sont tenus d'apporter dans la désignation des représentants de commerce. Nous n'en estimons pas moins qu'ils ne peuvent s'y soustraire. Les indications qu'ils fournissent, soit sur les représentants qu'ils désignent, soit sur ceux qui font l'objet d'une demande de renseignements, ne sauraient engager leur responsabilité. Il n'y faut d'ailleurs attribuer qu'une valeur « temporaire ». Notre commerce éviterait de graves mécomptes en rajeunissant les renseignements qu'il possède. La liquidation heureuse d'une première ouverture de crédit est trop souvent l'amorce d'une ouverture plus importante, liquidée, celle-là, par une faillite où l'exportateur français perd, avec son argent, le goût de nouvelles tentatives et la confiance dans le consul qui l'a renseigné.

« ... Il a toujours, écrit à ce sujet le consul de Panama, été répondu avec empressement aux demandes du commerce. Mais quand on nous prie de procurer un représentant, ce qui est le cas neuf fois sur dix, nous sommes obligés d'indiquer invariablement les mêmes personnes à des maisons concurrentes. Cette remarque s'applique surtout au commerce des vins, eaux-de-vie et liqueurs. Si, d'ailleurs, nous connaissons un agent plus apte que d'autres, nous sortirions peut-être de notre rôle en le désignant de préférence à tel ou tel négociant, puisque tous ont droit à la même aide impartiale et désintéressée de notre part. Enfin, les Français établis dans le pays, ayant déjà des maisons à représenter, ou étant eux-mêmes importateurs, comprendraient difficilement que leur protecteur naturel leur susciterait des concurrences pour être agréable aux exportateurs de la mère patrie. » — (*Panama, 5 janvier 1893.*)

La plupart de nos agents ont été frappés des inconvénients que l'on vient de signaler et conseillent formellement à nos négociants l'abandon d'une méthode à laquelle leurs concurrents étrangers ont d'ailleurs presque universellement renoncé :

« Le commerce des sardines, fruits confits, conserves, huiles d'olive, pourrait augmenter considérablement si notre commerce se décidait à visiter la clientèle et à s'occuper par lui-même, ou par de bons agents, des relations commerciales entre les deux pays. On préfère, en France, vendre, même dans de mauvaises conditions, aux commissionnaires, plutôt que de chercher à écouter directement des produits qui se placeront avec facilité si la vente était traitée entre le producteur et l'acheteur en évitant les intermédiaires. » — (*Danzig, 6 février 1893.*)

« ... Abolir le vieux système qui consiste à se servir pour les pays scandinaves des commissionnaires de Hambourg et de Lubeck ; faire ses affaires soi-même, sans intermédiaires étrangers... » — (*Helsingfors, 10 mars 1893.*)

### § 3. — *Des commis voyageurs.*

La nécessité de supprimer les intermédiaires implique celle de traiter directement avec les acheteurs, soit en visitant soi-même les marchés étrangers, soit en envoyant des commis voyageurs, soit enfin en s'y faisant représenter d'une manière permanente par des associés ou intéressés.

En général, le négociant français ne se déplace pas, ou, s'il le fait, c'est plutôt pour surveiller des intérêts déjà engagés que pour se mettre en quête d'affaires nouvelles. Envoie-t-il du moins à sa clientèle étrangère des commis voyageurs expérimentés, parlant la langue du pays qu'ils visitent, munis d'instructions larges leur permettant de faire des concessions sur les prix ou sur les délais de paiement ? Sur ce point nos consuls sont unanimes à répondre négativement et à déplorer le manque d'initiative de notre commerce.

« ... Les produits de la fabrication parisienne et lyonnaise, écrit notre consul à Fiume, ainsi que les articles de parfumerie, mercerie, bijouterie, pourraient être introduits en plus grandes quantités si nos voyageurs de commerce venaient personnellement se créer une clientèle... Ces voyageurs

devraient connaître l'allemand à défaut du hongrois et des idiomes slaves. » — (*Fiume, 8 février 1895.*)

Le consul de Venise montre combien est superficielle la manière dont nos quelques voyageurs visitent cette place :

« ... Malgré les conseils incessants des consuls, bien peu de fabricants consentent, comme leurs concurrents, à sortir de chez eux et à se mettre en relations personnelles avec les marchands du pays. Le temps n'est plus où le consommateur allait solliciter le producteur; pour se convaincre de cette vérité, il suffit de voir comment nos rivaux procèdent... Les voyageurs de commerce français semblent pour la plupart ne pas avoir le temps d'étudier un marché... On les voit quelquefois repartir le jour même de leur arrivée, satisfaits quand le hasard leur a permis de conclure une affaire. Ceux-là — il y a des exceptions — n'ont naturellement rien vu, rien remarqué, rien appris dans leur court arrêt. Au moins s'ils venaient demander à l'agent français de les faire profiter de son expérience du pays; mais le plus souvent ils s'abstiennent de cette démarche qui semblerait pourtant tout indiquée... » — (*Venise, 12 mars 1895.*)

La situation que signale notre représentant en Bosnie-Herzégovine est plus caractéristique encore :

« J'ai le regret de constater que nos commerçants s'aident fort peu et que depuis trois ans je n'ai vu qu'un seul commis voyageur français entrer en Bosnie-Herzégovine. » — (*Bosna-Seraï, 27 février 1895.*)

Elle n'est pas meilleure en Roumanie, d'après notre ministre à Bucarest :

« ... Nous pourrions faire une concurrence sérieuse à l'Allemagne et à l'Angleterre sur le chapitre des tissus grossiers de laine et de coton. Mais il est à déplorer que les maisons d'exportation françaises ne veuillent pas se résoudre, comme le font les maisons étrangères, soit à s'assurer sur place des correspondants sérieux, soit à envoyer dans ce pays des représentants actifs et capables. C'est le seul moyen efficace de développer notre exportation en Roumanie, où on est très disposé d'ailleurs à accorder la préférence à nos produits. » — (*Bucarest, 7 février 1895.*)

De son côté, notre agent en Bulgarie insiste pour que nos commerçants envoient régulièrement des voyageurs expérimentés, comme le font leurs concurrents étrangers.

« ... Les maisons autrichiennes, hongroises, suisses, allemandes, anglaises, sont en grand nombre représentées à Sofia et dans les autres villes de la Bulgarie. Leurs représentants sont en rapports permanents avec les négociants du pays, s'enquièrent de leurs goûts, de leurs préférences, sollicitent les commandes, et, dès que les marchandises commandées sont arrivées à destination et conformes aux demandes, se font remettre en échange des traites payables à 3, 4 ou 9 mois... A deux reprises chaque année, au mois de septembre en prévision de la saison d'hiver, au mois de mars en prévision de la saison d'été, les maisons étrangères adjoignent à leurs représentants en Bulgarie un de leurs employés. Ces deux agents se complètent l'un l'autre, voyagent en tous sens dans la principauté et s'appliquent à cimenter et à étendre leurs relations, à défendre leurs produits, à exercer leurs séductions sur les acheteurs qu'ils n'ont pas encore convaincus. Voilà comment les Autrichiens ont les premiers conquis la clientèle bulgare. Les Allemands, reconnaissant l'excellence de cette manière, n'ont pas manqué de la copier, et grâce à la supériorité de leur fabrication, ils ont rapidement fait reculer le commerce autrichien et acquis en Bulgarie, dans le court espace de sept à huit ans, une situation commerciale des plus respectables... On est en droit de se demander pourquoi les négociants français, à leur tour, ne réussiraient pas, grâce aux mêmes procédés, à faire prévaloir la fabrication française. » — (*Sofia, 6 mars 1895.*)

Après avoir constaté l'absence de commis voyageurs français, le consul de Roustchouk ajoute :

« ... De toutes les puissances européennes, il n'y a guère que la France qui semble pour ainsi dire ignorer jusqu'à l'existence de ce pays... » — (*Rousschouk, 13 avril 1895.*)

Citons encore ce que dit le vice-consul de Janina :

« ... Il est très rare qu'un commis voyageur français visite ce pays. Il ne se passe pas de saison que des représentants de maisons allemandes et surtout autrichiennes ne viennent avec une masse d'échantillons, ce qui permet aux indigènes de faire leur choix, tandis que le vendeur, de son côté, se rend compte des besoins de la place, de la solvabilité et de l'honorabilité de l'acheteur. Toute l'activité des agents diplomatiques et consulaires ne saurait suppléer à l'esprit d'initiative de nos négociants. »

Mêmes observations de la part des consuls de Galatz, Constantza, Jassy.

Il résulte des extraits qui précèdent qu'une grande partie de l'Europe orientale est absolument désertée par nos représentants de commerce et que nos produits sont à peu près inconnus sur ces marchés d'un voisinage relatif.

A ces observations répétées de nos consuls, nos industriels objectent trop souvent que l'envoi de commis voyageur à l'étranger entraîne des frais que ne compensent pas toujours les affaires nouvelles qu'ils peuvent engager au cours de leurs déplacements : pourquoi risquer des dépenses certaines pour des bénéfices douteux ?

Cette excuse peut-elle être invoquée lorsqu'il s'agit d'un pays comme la Belgique, qui est à nos portes, et où cependant nos commis voyageurs sont rares :

« Nos concurrents font les plus grands efforts pour conquérir le marché de la Belgique ; au lieu de se borner à demander par écrit des renseignements à leurs consuls, ils se donnent la peine de venir eux-mêmes sur les lieux examiner les chances de succès qu'ils peuvent y avoir ; quand ils adressent une offre à une maison, ils indiquent le prix de l'article rendu à domicile, ce que ne font généralement pas nos négociants qui donnent le prix de vente chez eux. Placé entre deux sollicitations, le commerçant belge accorde la préférence à la plus claire, à celle qui n'exige de lui aucune recherche, et il envoie son ordre à notre concurrent. » — (*Anvers, 28 janvier 1895.*)

On se demande vainement pour quels motifs les maisons françaises ne trouveraient pas intérêt à adopter une méthode qui, partout, est pratiquée avec succès par nos concurrents anglais, belges, italiens même, et surtout allemands, ainsi que le témoignent les extraits suivants :

« L'Allemagne, la Belgique, l'Angleterre détiennent entre leurs mains le commerce de ce pays qu'ils font parcourir en tous sens par de nombreux commis voyageurs. Ces derniers, qui connaissent les mœurs, les habitudes, les goûts des Danois, étalement aux yeux des clients qu'ils vont chercher jusque dans les plus petites localités, des échantillons de toutes sortes bien présentés et étiquetés, avec indication des prix... Nos industriels, au contraire, auxquels on donnerait certainement ici la préférence à prix égal, ont fréquemment le tort d'attendre tranquillement les commandes sans se donner la peine d'aller provoquer les acheteurs. » — (*Copenhague, 28 février 1895.*)

« Le nombre des commis voyageurs allemands qui passent par Beyrouth ne cesse d'augmenter ; les facilités de paiement qu'ils consentent et leur souci constant d'approprier au goût du pays les produits qu'ils importent, accroissent journellement leur clientèle. — (*Beyrouth, 12 avril 1895.*)

« ... Je ne pense pas que cette concurrence puisse intimider nos producteurs, mais il faudrait que nos grandes maisons fassent les mêmes sacrifices que les maisons allemandes, c'est-à-dire qu'elles envoient des voyageurs intelligents, persévérateurs, et munis de forts stocks d'échantillons des articles les mieux appropriés aux besoins locaux... » — (*Batavia, 14 mars 1895.*)

« ... Les fabricants français font toutes leurs affaires par l'intermédiaire de commissionnaires qui prélèvent sur l'acheteur une commission de 3 à 5 p.

100 et obtiennent des fabricants des remises de 5 à 20 p. 100, ce qui forcément charge les prix... Les fabricants étrangers consentent à traiter directement avec les commerçants et leur envoient des voyageurs..... Ceux-ci ne touchent aucune commission de l'acheteur. Généralement associés ou intéressés dans la fabrique, ils se renseignent sur la solvabilité des commerçants et leur donnent, s'il y a lieu, des facilités pour les payements. Ils se montrent pour les crédits à accorder moins timides que les consuls consultés par les exportateurs français. Il est naturel, lorsqu'il y a doute, de ne pas vouloir engager l'argent d'autrui là où l'on se hasarderait peut-être à exposer le sien propre. Si le voyageur allemand rencontre des difficultés pour le placement des produits de sa maison, il achète au commerçant des échantillons des articles qui leur sont préférés et les expédie à sa fabrique pour les faire reproduire, soit identiquement avec diminution du prix si possible, soit avec les modifications demandées. » — (*Rosario, 2 avril 1895.*)

On pourrait multiplier ces citations d'où il ressort que, sur tous les marchés du monde, nos concurrents l'emportent par le nombre, l'activité et le savoir-faire de leurs commis voyageurs, par le soin qu'ils prennent de ne négliger aucun détail de nature à séduire le client ; leurs échantillons, par exemple, porteront l'indication des dimensions et des prix en mesures et en monnaie du pays visité ; leurs prospectus seront rédigés en autant de langues étrangères qu'il est nécessaire.

Ces procédés sont élémentaires et pourtant rien ne semble plus difficile que de les faire adopter par nos négociants.

Les remarques qui précèdent se trouvent en quelque sorte résumées dans l'extrait suivant du rapport de notre ministre à Mexico, qui établit une comparaison entre les méthodes commerciales allemandes et françaises :

« Ces recommandations deviennent banales à force d'avoir été redites, mais elles sont toujours vraies, et on ne saurait trop les répéter, puisque nos industriels s'obstinent à ne pas les suivre. Persuadés de la supériorité de leurs produits (supériorité incontestable, il est vrai, dans la plupart des cas), ils préfèrent attendre chez eux l'acheteur plutôt que d'aller au devant de lui, de crainte de se déprécier. Dans certaines occasions, d'une prudence exagérée, ils ne veulent pas traiter directement avec le détaillant ou le consommateur ; il leur faut la garantie de commissaires établis à Paris ou d'agents au du-croire. Ce sont autant d'intermédiaires et de frais inutiles. Tout autre est le procédé du fabricant allemand : par ses représentants établis à demeure fixe ou par ses voyageurs qu'il envoie dans tous les sens, il cherche à se mettre le plus près possible du consommateur en s'adressant directement au vendeur en détail ; il s'enquiert des goûts de sa clientèle, se soumet à ses habitudes ; il n'hésite pas à modifier ses modèles selon les indications qu'il reçoit, sans se préoccuper si ses produits ont gagné ou perdu en qualité. Les produits français sont estimés, mais trop chers : le fabricant allemand s'empresse aussitôt de les contrefaire de façon à leur conserver un certain cachet et à les mettre à la portée des petites bourses. » — (*Mexico, 20 mars 1895.*)

#### *§ 4. — Nécessité de fabriquer des articles meilleur marché et plus conformes aux goûts de la clientèle.*

Il est une autre cause de l'infériorité de notre exportation vis-à-vis de la concurrence étrangère : nos produits ne sont ni assez bon marché ni assez appropriés aux goûts, aux besoins, aux ressources de l'acheteur.

Nos agents en Orient sont à cet égard unanimes, comme on le verra par les extraits suivants :

« Les articles manufacturés français sont de qualité et par suite de prix supérieurs à ceux des produits similaires de nos concurrents ; nos industries devraient tendre à fabriquer dans des conditions analogues à ces derniers, et à supprimer les intermédiaires... En pays de soleil et de poussière, une saison suffit à défraîchir un article, et en conséquence la pratique du renou-

vellement à bon marché devient naturelle quand il s'agit surtout de costumes de couleur claire en usage pendant les trois quarts de l'année. » — (*Le Pirée, 6 octobre 1893.*)

« Notre infériorité est due à la rareté de nos commis voyageurs et à l'obstination de notre industrie à ne point fabriquer des produits de qualité inférieure conformes aux goûts et aux ressources du pays. » — (*Jérusalem, 12 février 1893.*)

« Nos négociants devraient s'efforcer de fournir des articles conformes au goût oriental et remplissant les conditions de prix exigées par des populations pauvres vivant au jour le jour... » — (*Caiffa, 25 janvier 1893.*)

« L'Orient se laisse séduire par ce qui brille, non par ce qui dure. Nos concurrents ont dû se pénétrer de cette vérité avant nous et il en est résulté pour leur commerce un essor considérable au détriment des intérêts français soutenus par des maisons honnêtes, sérieuses, mais qui malheureusement manquent d'initiative. » — (*Alexandrette, 16 février 1893.*)

« Notre commerce en Syrie est, d'une façon générale, en déclin depuis plusieurs années et cette situation est due autant à l'arrivée sur le marché de produits belges, autrichiens, italiens, allemands, qui autrefois n'entraient pas en concurrence avec les nôtres, qu'au manque d'initiative et d'esprit d'entreprise de nos négociants. Le commerce d'exportation est une matière qui n'est pas soumise à un traitement uniforme, mais qui doit varier suivant les lieux et les circonstances, et le tort de nos compatriotes est de ne pas chercher à accommoder leurs produits aux besoins du pays dont ils recherchent la clientèle et de croire que le même article pourra satisfaire les peuples de l'Orient et les habitants de l'Amérique du Nord... » — (*Beyrouth, 12 avril 1893.*)

« ... Nos articles sont de bonne qualité mais de prix élevé et ne peuvent lutter contre les articles similaires anglais et allemands, de qualité inférieure mais moins coûteux... Les Anglais et les Allemands fabriquent spécialement pour le marché chinois ; ils savent que les indigènes veulent des tissus ayant telle couleur, telle dimension, tel dessin ; depuis longtemps ils ont modifié leur outillage afin de se plier au goût des Chinois ; ils trouvent ainsi des débouchés certains pour ces articles spécialement fabriqués en vue du marché chinois. Nos négociants, au contraire, bien qu'avertis mille fois par nos agents, ne sont pas disposés à changer leur manière de faire ; les articles qu'ils fabriquent ne sont pas destinés à tel ou tel marché ; ils doivent être achetés par les indigènes tels qu'ils sont faits... » — (*Canton, 2 avril 1893.*)

Mêmes observations de Trébizonde, Tripoli de Syrie, Tripoli de Barbarie, Diarbekir, Djeddah, Philippopolis, Salonique, Mogador.

« Il est inutile, dit encore le consul de Singapore, de chercher à vendre ici des objets de luxe, les indigènes ne les apprécient pas. Nos concurrents ont eu le soin d'étudier le goût de l'acheteur ; ils s'attachent à varier la couleur de leurs tissus, par exemple, et à présenter à vil prix toujours quelque chose de nouveau. Ce procédé a fait le succès des articles allemands ; il nous serait facile de le suivre au lieu de vouloir imposer nos couleurs et nos dimensions qui ne sauraient convenir aux habitants de ce pays. » — (*Singapore, 11 juin 1893.*)

Des avertissements analogues sont donnés par nos agents de l'Amérique du Sud, qui signalent la préférence accordée aux articles bon marché allemands sur les produits similaires français, de meilleure qualité, mais plus chers.

« Il est de plus en plus difficile pour notre commerce et notre industrie de lutter avec les prix invraisemblables de bon marché auxquels, au détriment de la qualité, c'est vrai (mais cela importe peu à des gens qui tiennent avant tout à paraître), l'Allemagne offre maintenant tous les articles que nous exportions autrefois. » — (*Valparaiso, 15 janvier 1893.*)

« L'importation de la quincaillerie, des tissus et des articles de Paris est susceptible de développement à la condition que nos industriels se décident à modifier leur manière de procéder et à imiter leurs concurrents étrangers.

Nous vendons trop cher ; et si l'article allemand, par exemple, est préféré à l'article similaire français, c'est parce qu'il coûte meilleur marché. » — (*Buenos-Ayres, 2 août 1895.*)

« ... Il nous est difficile de lutter avec nos rivaux (anglais et allemands), soit parce que les prix de nos produits ne sont pas susceptibles de réduction, soit parce que nos industriels persévèrent dans la conviction que l'acheteur doit se plier à leur goût et à leurs tarifs... Nos compatriotes ne font rien, en comparaison de leurs adversaires, pour étendre le cercle de leurs opérations. Ils se contentent souvent de rejeter la faute sur le corps consulaire, en prétendant que les autres nations d'Europe doivent leur expansion commerciale à leurs agents à l'extérieur. — (*Cordoba, 20 mars 1895.*)

Aux Philippines, où notre commerce indique pour 1894 une reprise notable, nos produits ne sont pas appropriés aux besoins du pays :

« ... L'industrie française devrait se mettre hardiment à la fabrication de tous les articles bon marché, dont l'industrie étrangère profite avec tant de succès et aux dépens de notre commerce d'exportation ; elle parviendrait ainsi en toute certitude à accroître le chiffre des ventes de nos produits dans des proportions considérables, car, il faut se le rappeler, les articles communs sont vendus aux Philippines à une population de 9 millions d'habitants. » — (*Manille, 22 août 1895.*)

Enfin, même en Europe, nos industriels ne tiennent pas assez compte des goûts et des ressources de leur clientèle :

« Si les produits manufacturés français sont plus parfaits, plus soignés, ils sont aussi plus chers, et le Hollandais est économique ; il se contente de produits à bon marché, vulgaires copies des nôtres, dont l'Allemagne particulièrement a le monopole.... » — (*La Haye, 31 mars 1895.*)

« On ne saurait trop le répéter, dit encore notre agent à Mons, nos fabricants ne pourront voir leur commerce s'étendre que s'ils s'ingénieront à produire bon marché. Il faut qu'ils se pénètrent de cette idée : ici, comme dans tous les pays où nous cherchons des débouchés, l'acheteur ira toujours à l'objet dont l'apparence sera flatteuse et le prix modéré... On a souvent dit que la mise en vente de marchandises françaises d'un goût douteux serait de nature à porter atteinte au beau renom dont nos produits jouissent à l'étranger. Cette assertion n'est nullement concluante, car il n'a pas encore été démontré que les draps ordinaires anglais, par exemple, aient entamé le prestige qui entoure la draperie fine de ce pays?... » — (*Mons, 15 février 1895.*)

### § 5. — Nécessité d'accorder de plus longs crédits.

Une dernière réforme, et qui coûtera peut-être plus encore aux habitudes rigides de notre commerce, consisterait à consentir, au moins pour de premières affaires, de plus grandes facilités de payement et à suivre à cet égard aussi l'exemple de nos concurrents étrangers.

« Les étrangers, écrit notre ministre à Buenos-Ayres, et particulièrement les Allemands, accordent des crédits qui ne sont pas dans les usages du commerce français ; dans un pays où le cours de l'or varie parfois de 100 points en quelques semaines, les négociants importateurs apprécieront surtout la latitude qui leur est laissée souvent de ne payer qu'à six mois. » — (*Buenos-Ayres, 2 août 1895.*)

Le consul général de Beyrouth constate de son côté que « nos nationaux ne cherchent pas à attirer les clients par des facilités de payement auxquelles les indigènes sont extrêmement sensibles. » — (*Beyrouth, 12 avril 1895.*)

Mêmes observations de la Canée, de Mersina, d'Alep, de Casablanca :

« Nos industriels n'ont pas la complaisance, la souplesse, l'activité, l'esprit d'entreprise de leurs concurrents. Les industriels étrangers ne sont pas mieux renseignés que les nôtres ; seulement ils mettent à profit les renseignements qu'ils possèdent, ils ne craignent pas de modifier leur outillage et de faire toutes les concessions qu'on leur demande. Je vois comment

procèdent les Anglais et les Allemands ; je ne m'étonne pas de leurs succès... » (*Casablanca, 15 juin 1893.*)

D'Allemagne, de Russie enfin viennent des conseils analogues :

« Notre commerce d'exportation serait encore susceptible de développement à la condition d'envoyer des voyageurs parlant bien l'allemand, de faire dès le début quelques concessions sur les prix et surtout d'accorder des délais de payement un peu longs. » — (*Brême, 31 mars 1893.*)

« ... Nous n'arriverons à augmenter nos exportations qu'en multipliant l'envoi de bons agents, connaissant la langue, munis d'instructions larges, faciles aux questions de crédit et surveillant la concurrence. » — (*Hambourg, 14 février 1893.*)

« L'Allemagne nous précède de très loin sur le marché russe ; il est peu de branches où les produits allemands ne l'emportent sur les articles français, peu de villes où les voyageurs ne devancent pas les nôtres et n'obtiennent des commandes par leur manière plus souple de traiter les affaires. » (*Credits de six à neuf mois, escomptes de 5, 8, 10 p. 100.*) ... Il ne suffit pas de savoir fabriquer, il faut savoir vendre. » — (*Moscou, 15 mars 1893.*)

### § 6. — Des syndicats, bazaars, musées commerciaux, etc.

On a exposé, dans les cinq paragraphes qui précédent, les principales causes de l'infériorité de notre commerce d'exportation, et par suite les moyens de remédier à cet état de choses :

- 1<sup>e</sup> Développer notre navigation ;
- 2<sup>e</sup> Supprimer les intermédiaires ;
- 3<sup>e</sup> Voyager, ou au moins faire voyager ;
- 4<sup>e</sup> Fabriquer bon marché ;
- 5<sup>e</sup> Accorder des facilités de payement.

A ces conseils d'ordre général, nos agents ajoutent quelques recommandations particulières qu'il n'est pas sans intérêt de signaler ici.

Quelques-uns d'entre eux, comme celui de Saint-Jean de Terre-Neuve, conseillent l'envoi, par des négociants syndiqués à cet effet, de voyageurs régionaux, qui opéreraient dans une zone déterminée et s'y spécialiseraient :

« Terre-Neuve pourrait utilement faire partie d'une zone exploitée par des voyageurs régionaux du commerce relevant d'un syndicat des chambres de commerce de France... Ce voyageur pourrait être accrédité auprès des postes consulaires français, de sa région ; y trouver sa correspondance au cours de ses excursions, la recevoir même par leur entremise au cours de ses déplacements ; y déposer les échantillons qu'il n'emporterait pas avec lui. Ce voyageur, rétribué par une prime sur les affaires qu'il ferait, serait, au bout de très peu de temps, édifié sur les goûts, les besoins, les caprices de sa région, et deviendrait pour notre commerce l'auxiliaire spécialiste qu'on semble en France vouloir faire surgir de l'institution consulaire. » — (*Saint-Jean de Terre-Neuve, 7 mars 1893.*)

Le consul d'Helsingfors préconise la même innovation et ajoute, à l'usage de ces voyageurs, quelques indications pratiques :

« Plusieurs maisons françaises devraient se syndiquer entre elles dans le but de faire voyager chaque année dans cette région à frais communs. C'est en février et mars qu'elles doivent y envoyer leurs représentants avec des collections complètes d'échantillons.

« ... Ces voyageurs devront avoir quelques idées précises sur la Finlande, qui a une autonomie très développée et ne doit pas être confondue avec une simple province russe... Ils devront savoir qu'on parle ici le suédois et le finnois, et non pas le russe, sauf dans le gouvernement de Wiborg.... que le système monétaire de la Finlande est le français et que le rouble n'a pas cours à Helsingfors... que le tarif douanier russe ne doit pas être confondu avec le tarif douanier finlandais qui est tout différent... »

D'autres expriment le désir de voir les jeunes gens qui vont compléter leurs études commerciales à l'étranger s'y établir en plus grand nombre :

« Nos principales représentations sont aux mains des maisons allemandes. Il est à désirer que, parmi les nombreux jeunes Français qui viennent ici étudier la langue allemande, les plus intelligents s'attachent mieux que par le passé à prendre pied sur la place... » — (*Hambourg, 14 février 1895.*)

« Beaucoup de jeunes gens appartenant à de bonnes familles d'Allemagne, ayant quelquefois fait leurs études dans les universités, viennent travailler comme commis, la plupart du temps sans appointements au début, dans de grandes maisons de la place. Ils y apprennent à connaître les usages et les besoins du marché, ainsi que sa clientèle ordinaire. Quand ils sont au courant de la branche de commerce qui les intéresse, ils s'établissent pour leur compte et arrivent souvent à créer des établissements très prospères. Rien n'empêche nos nationaux d'imiter cette conduite. » — (*Anvers, 28 janvier 1895.*)

Tels sont les critiques et les conseils que nos représentants à l'étranger adressent au commerce.

En sera-t-il tenu compte ? Nos négociants et nos industriels adopteront-ils résolument les méthodes nouvelles qui leur sont proposées et qui ont assuré sur tous les points du globe le succès de leurs concurrents ? S'il faut conclure du passé à l'avenir, il est malheureusement à craindre que la crise de nos exportations ne se prolonge encore longtemps ; jusqu'à présent, en effet, notre commerce n'a pas appris à tirer parti, pour se créer de nouveaux débouchés, des éléments d'information que le département des affaires étrangères lui fournit si abondamment depuis quelques années. Les renseignements commerciaux donnés par nos consuls directement aux intéressés se chiffrent par milliers chaque année ; les résultats de cet énorme échange de correspondances sont presque nuls : le consul réussira quelquefois à empêcher l'exécution imprudente d'une commande de marchandises, rarement à faire engager une nouvelle affaire ; presque toujours le commerçant de la métropole reculera au dernier moment en prétextant que l'envoi d'un agent ou d'une collection d'échantillons, la concession des crédits demandés ou la modification de tel ou tel modèle de sa fabrication, lui imposeraient des sacrifices hors de proportion avec les bénéfices à réaliser. Le *Moniteur officiel du commerce* ne suffit pas à publier les rapports généraux, périodiques ou spéciaux, que les consuls adressent au département. La plupart de ces rapports restent inédits et sont classés dans les archives du ministère du commerce, faute de fonds pour les publier. Le budget français n'alloue, en effet, pour la publication des rapports consulaires qu'une somme de 13,500 fr. contre 50,000 en Angleterre et 100,000 fr. aux Etats-Unis.

Quoi qu'il en soit, toutes les chambres de commerce de France reçoivent le *Moniteur officiel du commerce* et tiennent la collection de ce journal à la disposition de leurs ressortissants. Ceux-ci la consultent-ils ? on pourrait presque croire que la plupart d'entre eux ou ignorent son existence ou ne se doutent pas de la somme d'informations qu'elle contient. Enfin, plusieurs de nos agents ont fait des conférences dans nos principaux centres industriels ; un plus grand nombre encore se sont tenus, au quai d'Orsay, à la disposition des négociants désireux de les interroger. Il est à souhaiter qu'en prenant ainsi contact avec le corps consulaire notre commerce reconnaîsse sa sincérité, son désintéressement, sa bonne volonté, sa compétence et se décide enfin à utiliser sa collaboration et à suivre ses conseils qui pourraient se résumer ainsi : se servir des consuls pour se renseigner, puis faire ses affaires soi-même.

Paris, le 23 mars 1896.

THIÉBAUT,  
Consul de France.

## GRÈCE

Dans la séance de la Chambre du 23 novembre, M. Delyannis dépose le budget de 1897.

Les recettes s'élèvent à 93,343,939 drachmes; les dépenses à 93,752,569 drachmes.

Les crédits supplémentaires seront probablement supérieurs à 650,000 drachmes.

Le ministre espère toutefois éviter le déficit.

Les crédits de la guerre sont augmentés de 342,725 drachmes; ceux de la marine de 1,360,010 drachmes, et ceux de l'intérieur de 1,036,195 drachmes.

Par contre, les crédits de l'instruction publique et des affaires étrangères sont diminués.

Le service du contrôle de la dette publique, qui a rendu des services incontestables pour la gestion des emprunts, sera amélioré.

M. Delyannis, à cet égard, ajoute que les contre-propositions des comités diffèrent des propositions du gouvernement.

Le ministre est opposé au dépôt des documents ayant trait à la deuxième période des négociations.

Il fera connaître, cependant, les instructions données par le gouvernement au ministre de Grèce à Paris et le texte des contre-propositions des comités.

L'orateur expose les résultats de la retenue effectuée sur les raisins secs pendant la période de 1895. Il explique la nécessité de la fondation d'une caisse agricole.

Le ministre termine par une péroration éloquente et émue en faveur de la Crète, où les événements excitent toujours la sympathie des Hellènes. Après avoir indiqué les causes de l'insurrection, il déclare que le devoir du gouvernement est de faire concorder ses vœux avec la politique des grandes puissances, à laquelle il se conforme d'une façon générale, et qui tend au maintien de la paix dans le monde entier.

M. Delyannis ajoute qu'il connaît les aspirations du peuple crétois. Si le moment de les réaliser n'est pas encore venu, cette réalisation finira cependant par s'imposer.

Enfin, l'orateur exprime le souhait de voir les efforts des puissances couronnés de succès; toutefois, il veillera constamment sur le sort des Crétois, afin de ne pas manquer aux devoirs du pays.

M. Carapanos demande le dépôt des documents relatifs à la question crétoise.

M. Skouzès et M. Delyannis déclarent que ce dépôt est impossible, attendu que cette question n'a pas reçu de solution définitive.

M. Ralli s'élève vivement contre la politique du gouvernement dans la question crétoise et contre le refus de déposer les documents demandés.

M. Delyannis répond en défendant sa propre politique.

M. Deligeorgis déclare que le principe de l'intégrité de la Turquie est inacceptable pour les peuples d'Orient asservis sous le joug ottoman.

Dans la séance de la Chambre du 1<sup>er</sup> décembre, M. Kairio développe son interpellation sur la politique du gouvernement en Crète. Il accuse le gouvernement d'avoir manqué à ses obligations morales et la Grèce d'avoir abandonné la Crète.

M. Romanos reproche au gouvernement de n'avoir pas voulu déposer les documents diplomatiques et de refuser ainsi au Parlement les moyens de contrôler la politique extérieure.

M. Skouzès, ministre des affaires étrangères, déclare que le dépôt des documents nuirait aux intérêts de l'Etat; le gouvernement s'y refusera toujours.

M. Theotokis critique l'attitude du gouvernement, qui, lors des massacres en Crète, n'a pas envoyé de flotte se joindre aux navires des puissances.

« Les affaires d'Orient, depuis que l'Angleterre a désavoué le dogme de l'intégrité de la Turquie, donnent l'illusion d'un mirage. Mais le gouvernement hellénique avait les yeux tournés vers les puissances intéressées à maintenir l'intégrité de l'empire ottoman. La Grèce doit donc se préparer aux événements en vue de garantir la liberté de millions d'Hellènes. Le moment des grands sacrifices est arrivé. La marine et surtout l'armée ont besoin d'être réorganisées. Pour trouver les ressources nécessaires à cet effet, il faudra arriver à une entente avec les créanciers de la Grèce et ne pas différer l'examen d'une question qui menace de gangrener la solution des affaires crétoises, survenues non sans que la Grèce ait donné de hautes leçons dont seul le gouvernement ne profite pas. »

M. Ralli attaque avec véhémence la politique du gouvernement. Il parle des influences qui agissent sur la politique grecque. Il cite le discours de M. Curzon, qui a représenté la Grèce comme mal disposée et impuissante à accepter l'administration de la Crète. Cette politique du gouvernement a été néfaste. Les ministres ont raison de ne pas déposer des documents qui constituent les preuves de cette politique.

M. Delyanis, président du conseil, réfute les orateurs de l'opposition. Il proteste contre cette accusation absurde qu'il travaille à transformer la Grèce en une province russe. La Grèce reste indépendante, mais elle n'est pas indifférente aux conseils des puissances. Elle est obligée, d'ailleurs, de régler son attitude sur les circonstances qu'elle traverse.

L'orateur raille les idées belliqueuses des membres de l'opposition, idées qu'ils abandonneraient aussitôt qu'ils seraient devenus ministres; car lorsqu'on est ministre, on acquiert le sentiment des lourdes responsabilités qui vous incombeut.

Le gouvernement hellénique a la conviction qu'il ne peut pas agir à la légère d'après les instigations de gens irresponsables.

Le premier ministre considère qu'une œuvre utile a été accomplie en Crète, que cette œuvre sera favorable aux intérêts de cette île qui, tant qu'elle existera, aspirera à s'unir à la Grèce comme la Grèce aspire à s'unir à elle.

L'hellénisme continue à peser sur l'île et sur les Balkans, et les 7 millions d'Hellènes qui y vivent sont prêts à se lever pour affirmer leur nationalité.

— Le 4 décembre, le roi a adressé au premier ministre un message dans lequel il dit que les manœuvres du printemps dernier ont démontré la nécessité de faire exécuter des manœuvres par des unités plus fortes.

Le roi exprime le désir de voir l'armée devenir digne de sa mission et déclare qu'il juge nécessaire d'établir un camp permanent où l'armée, délaissant les services ordinaires, se consacrera entièrement à l'instruction militaire. Il estime qu'il est indispensable d'appeler des réserves sous les drapeaux, de façon à constituer une force de dix à douze mille hommes. Il faudra aussi pourvoir aux besoins de la cavalerie.

Le roi juge également nécessaire de constituer une commission composée d'officiers supérieurs et chargée de décider le modèle de fusil qui devra être adopté pour l'armée.

« Je crois, ajoute le roi dans ce message, que grâce aux mesures indiquées nous réussirons à atteindre le but poursuivi depuis de si longues années que l'armée hellénique est détournée de son but principal. Je ressens le besoin de la rappeler à la seule occupation qui soit digne de sa mission.

« La réalisation de mon désir le plus vif, qui est la constitution d'une armée digne de sa mission, sera inaugurée par l'établissement d'un camp permanent que je confie aux soins de mon gouvernement. »

Le 6 décembre, après une vive discussion, la Chambre a adopté, par 415 voix contre 29, les ministres ne prenant pas part au vote, une motion déclarant que la Chambre approuve la politique du gouvernement dans la question crétoise.

### HONGRIE

Dans la séance de la Chambre des députés du 10 décembre, le Président du Conseil, baron Banffy, répondant à une interpellation qui lui était adressée au sujet de l'absence d'un passage relatif à la politique extérieure dans le discours du trône hongrois, fait ressortir que depuis le discours du trône qui a clos la précédente session de la Chambre, il n'est survenu aucun changement politique qui ait rendu nécessaire que le discours du trône prononce à l'ouverture de cette session s'occupât de la situation extérieure.

Le ministre ne se dissimule pas l'importance de la question d'Orient; mais, même dans cette question, rien n'est venu, au cours de ces derniers mois, modifier la situation. Le Président du Conseil partage l'opinion de l'interpellant, à savoir que les parties contractantes de la triple alliance doivent être animées d'une conception loyale de leurs obligations.

Les déclarations des sphères compétentes et les manifestations de l'opinion publique en Allemagne, prise en son entier, démontrent que l'Allemagne est animée de cette conception loyale de ses obligations. L'absence d'un passage relatif aux relations extérieures dans le discours du trône ne doit aucunement être interprétée d'une façon tendancieuse.

Le Président du Conseil, en parfait accord avec le Ministre des affaires étrangères de la monarchie, peut affirmer hautement que la situation extérieure est pacifique.

En ce qui regarde les « révélations de Hambourg », l'orateur s'en rapporte à ses déclarations au moment de sa réponse provisoire à l'interpellation, à savoir que ces révélations n'ont absolument qu'une valeur historique; il rappelle les déclarations faites par le chancelier, prince de Hohenlohe, et le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, baron Marschall, au Reichstag allemand (1), et ajoute que cette affaire est si épineuse que l'on ne peut entrer dans les détails.

Le Président du Conseil déclare que le traité auquel se réfèrent les révélations n'existe plus aujourd'hui entre l'Allemagne et la Russie; nos rapports avec l'Allemagne, dit-il, sont des meilleurs et des plus intimes; la triple alliance constitue actuellement, comme par le passé, la base solide et inébranlable de notre politique et un des supports les plus forts et les plus éprouvés de la paix européenne.

### ITALIE

#### La paix avec l'Ethiopie.

Elle a été signée, le 26 octobre, par le major Nerazzini; voici le télégramme adressé par celui-ci :

Addis-Ababa, 26 octobre.

J'ai signé aujourd'hui le traité de paix et une convention pour la libération des prisonniers.

La cérémonie a été solennelle.

Le traité de paix commence par la formule générale exprimant le désir de rétablir l'ancienne amitié.

Suivent les articles :

(1) V. plus haut, p. 289.

Article 1<sup>er</sup>. — Cessation de l'état de guerre. Il existera entre les deux pays une amitié et une paix perpétuelles.

Art. 2. — Le traité d'Ucciali est aboli.

Art. 3. — L'indépendance absolue de l'Ethiopie est reconnue.

Art. 4. — Les parties contractantes n'étant pas d'accord sur la délimitation définitive des frontières, et étant désireuses de ne pas interrompre pour cette divergence les négociations de la paix, il reste convenu que, dans le délai d'un an depuis la date du traité, des délégués spéciaux des deux gouvernements fixeront la frontière d'un commun accord. En attendant, le *statu quo ante* sera respecté et la frontière sera Mareb-Belesa-Muna.

Art. 5. — Jusqu'à la délimitation définitive de la frontière, le gouvernement italien s'engage à ne pas céder de territoire à une autre puissance, et, s'il voulait abandonner spontanément une portion quelconque du territoire, celle-ci rentrerait sous la domination de l'Ethiopie.

Art. 6. — Pour favoriser les rapports commerciaux et industriels, un accord ultérieur pourra être conclu.

Art. 7. — Le présent traité sera communiqué aux puissances par les parties contractantes.

Art. 8. — Le traité sera ratifié dans le délai d'un mois depuis la date de la convention.

Pour la libération des prisonniers, le traité stipule :

Les prisonniers sont déclarés libres. Ménélik les renverra tous du Harrar pour les faire partir pour Zéila aussitôt la ratification du traité reçue par télégramme.

La Croix-Rouge italienne pourra envoyer sa section jusqu'à Gildessa (Djaldessa), pour aller à la rencontre des prisonniers.

Le plénipotentiaire italien ayant spontanément reconnu les fortes dépendances faites par le gouvernement éthiopien pour l'entretien et la concentration des prisonniers, il est convenu que le remboursement en est dû au gouvernement abyssin.

L'empereur déclare qu'il n'en établit pas la somme, s'en remettant entièrement à l'équité du gouvernement italien.

Ménélik, après avoir signé ces préliminaires de paix, a envoyé le même jour au roi Humbert le télégramme que voici :

Je suis heureux de faire connaître à Votre Majesté que le traité de paix a été signé aujourd'hui.

Dieu nous maintienne toujours amis.

Sachant que le 20 novembre est une grande fête pour votre auguste famille, je suis content qu'avec le royal bon vouloir de Votre Majesté et grâce aux sérieuses qualités d'intelligence du major Nerazzini, votre envoyé et plénipotentiaire, nous puissions faire, de cette date mémorable, un jour de joie pour les pères et les mères des prisonniers italiens.

Dieu conserve longue vie à Votre Majesté.

#### Les rapports de l'Italie avec le Brésil.

A la séance de la Chambre du 7 décembre, M. Visconti-Venosta, ministre des affaires étrangères, répond à trois questions sur les incidents du Brésil.

Après avoir fait l'historique de la question, le ministre dit que l'accord intervenu satisfait les réclamations du gouvernement italien. L'enquête a permis de constater que le drapeau italien insulté à Saint-Paul n'était pas un drapeau officiel hissé sur un édifice diplomatique, mais un drapeau particulier.

Le gouvernement brésilien, après avoir ouvert une procédure contre les coupables, vient d'exprimer par une note officielle ses vifs regrets pour l'incident.

« Relativement aux réclamations anciennes et nouvelles, dit M. Visconti-Venosta, nous aurions accepté un arbitrage présentant des garanties, mais la difficulté de faire concorder les détails a fait préférer une solution immédiate qui est le payement par le gouvernement du Brésil de 4 millions de francs, distribués par les mains du gouvernement italien.

« Le gouvernement brésilien aurait désiré le rappel immédiat du consul d'Italie à Saint-Paul, mais nous avons décliné cette demande, car l'enquête a expliqué que la conduite du consul était motivée par des circonstances exceptionnelles. Mais le gouvernement italien, considérant que le maintien du consul ne pouvait plus répondre aux intérêts diplomatiques actuels et ayant l'intention d'élever le consulat d'Italie à Saint-Paul à un rang supérieur, il est devenu nécessaire de nommer à Saint-Paul un consul d'un rang plus élevé. Notification de cette décision a été faite au gouvernement brésilien, lorsqu'un arrangement satisfaisant fut intervenu. L'accord italo-brésilien a obtenu l'approbation du Congrès brésilien.

« Par conséquent, dit en terminant le ministre des affaires étrangères, nous pouvons considérer comme close la longue série des différends surveus entre les deux gouvernements. »

Les députés qui ont posé les questions au ministre, répondent en faisant un très vif éloge du consul Brichanteau.

Le traité de commerce italo-tunisien a été discuté dans la séance de la Chambre des députés du 15 décembre.

M. Sciacco dit qu'il n'examinera pas le traité italo-tunisien au point de vue politique, mais il veut exposer des considérations tendant à prouver que le traité agrave la condition des Italiens en Tunisie.

M. Ottavi votera sans condition en faveur du traité, parce qu'il représente la solution la plus satisfaisante que l'on pût attendre dans l'état actuel des choses et parce qu'il n'a confiance que dans les négociations futures, qu'il souhaite prochaines.

La France sera plus accommodante envers nous, dit-il ; elle a dû, en effet, s'apercevoir que son attitude a fini par nous profiter au lieu de nous nuire, car elle a stimulé l'Italie à améliorer sa production.

M. Guerci reconnaît que, au point de vue économique, le traité soulève de raisonnables critiques, mais il voudrait que la Chambre considérât le traité au point de vue du profit moral. L'Italie est un pays disposé à toute abnégation lorsqu'il s'agit de causes hautes et nobles.

D'équivoques malentendus de toutes sortes, dit M. Guerci, alimentés par les intéressés, nous ont séparés et nous séparent de la France. Le traité italo-tunisien peut donner au Parlement le moyen de les détruire.

En terminant, l'orateur dit qu'il espère que la Chambre voudra l'approuver en donnant au traité cette haute signification morale.

M. Salandra déclare qu'il entend se borner à souhaiter que tous se persuadent que ce traité ne peut être considéré comme un règlement définitif des questions du nord de l'Afrique.

Les peuples, dit-il, doivent savoir attendre. La France doit nous apprendre comment, en respectant les traités et les rapports internationaux, un peuple peut, non seulement ne pas renoncer à l'avenir, mais encore s'y préparer.

M. Salandra demande si des négociations sont entamées avec la France en vue de l'accord commercial.

M. Muratori déclare qu'il est absolument persuadé que ce traité ne garantit pas les intérêts économiques italiens ni ceux de la colonie italienne de Tunis.

Il examine le traité et son protocole et reproche au gouvernement d'avoir toujours cédé, et sur tout.

Il exhorte le gouvernement à veiller afin que le peu de droits que le traité laisse à l'Italie soit jalousement sauvegardé.

M. Saporito combat le traité. Il trouve vainque l'espérance de conclure un traité de commerce avec la France, parce que, dit-il, alors même que la France nous accorderait l'application du tarif minimum, l'Italie n'aurait pas de suffisantes garanties.

Il ajoute qu'un traité de commerce avec la France ne profiterait pas non plus à l'Italie, parce que ses produits agricoles des provinces méridionales ont trouvé d'autres débouchés et que les industries italiennes seraient, au moyen de ce traité, ruinées par la concurrence française.

Il conclut en regrettant que la politique de l'Italie semble vouloir réduire cette nation au rang de puissance de second ordre.

M. Visconti-Venosta, ministre des affaires étrangères, répond en examinant dans quelles conditions a été négocié et conclu avec la France le traité italo-tunisien; il dit que le gouvernement français dénonça le traité avec l'Italie dans le but principal d'acquérir la liberté d'action nécessaire pour régler les rapports économiques entre l'Etat protecteur et l'Etat protégé. Sur le terrain des questions juridiques, tout accord aurait été impossible.

Nous devons considérer, continue le ministre des affaires étrangères, les dommages qui seraient résultés de la situation succédant à l'échéance du traité, si cette situation était restée dépourvue de garanties dérivant de stipulations formelles réciproquement consenties. Voulant négocier, la seule voie ouverte était de substituer aux controverses théoriques des solutions pratiques acceptables et utiles pour les deux parties. Il ne nous parut pas impossible de protéger par d'autres pactes, et suivant les règles du droit public européen, les intérêts légitimes de l'Italie auxquels pourvoyaient d'abord le traité de 1868 et le régime préexistant.

M. Visconti-Venosta, parlant du cabotage, de la pêche, du droit de nationalité, des instituts, des écoles italiennes à Tunis, démontre que ces intérêts pouvaient être garantis seulement par le titre positif et incontesté d'un traité.

Le ministre examine la question douanière et reconnaît qu'à la suite du nouveau tarif et du système privilégié français, le commerce italien subira une perte; mais ce n'était pas une raison suffisante pour renoncer au traité réclamé par d'autres intérêts économiques et politiques prépondérants. Il ajoute que l'accord par lequel l'Italie et la France ont pu s'entendre sur la question paraissant plus apte à les diviser qu'à les rapprocher créée dans leurs rapports un état de choses meilleur, qui leur permettra un jour ou l'autre de considérer, dans leur ensemble, leurs relations économiques avec le dessein de faire cesser ce qu'elles ont d'anormal.

M. Visconti-Venosta conclut en disant que l'échéance du traité de 1868 mettait le gouvernement italien en présence de l'alternative de deux politiques différentes. L'une nous aurait, dit-il, conduits à des complications, à des conflits destinés à s'envenimer davantage. Nous crûmes au contraire faire acte de raison et de sagesse politique en préférant la voie de la conciliation honorable, en stipulant l'accord qui pourra être, grâce aux bonnes dispositions dont sont animés les deux gouvernements, le premier pas fait en vue d'autres accords pour le bien commun des deux pays, et en recherchant dans l'œuvre de pacification économique un gage des bons rapports politiques qui sont conformes aux intérêts des deux nations.

La discussion a été reprise dans la séance du 16 décembre.

Le ministre du commerce défend le traité au point de vue commercial.

La clôture de la discussion générale est prononcée.

La parole est donnée au rapporteur, M. Randaccio, qui réfute les objections des orateurs de la veille.

M. Nasi, sur l'article 1<sup>er</sup>, dit que le gouvernement a abandonné la position

de droit que l'Italie avait en Tunisie, sans avoir obtenu de compensation. L'Italie a sacrifié tout intérêt à l'espérance de dispositions bienveillantes de la France à son égard, dispositions que l'on peut désirer, mais pour lesquelles il eût été bon de posséder quelques gages dans cette terre où nous étumes, dit M. Nasi, beaucoup de douleurs et de déceptions.

On parle aussi de l'espérance de la conclusion d'un accord commercial avec la France, mais l'orateur doute que cette espérance se réalise.

Il ajoute que, même si l'on réussissait à obtenir de la France l'application du tarif minimum, cela constituerait pour l'Italie un nouveau et très grave dommage.

La discussion des articles est close.

La Chambre a approuvé le traité italo-tunisien, au scrutin secret, par 232 voix contre 64.

### PAYS-BAS

Le 14 novembre, a été signée, dans la salle historique des Trèves, une des conventions relatives au droit international privé qui ont été préparées dans les Conférences tenues à La Haye en 1893 et 1894. Cette convention règle la transmission des commissions rogatoires et des actes judiciaires, la dispense de la caution *judicatum solvi*, l'assistance judiciaire, la suppression de la contrainte par corps. Les parties contractantes sont la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et la Suisse. Mais le protocole reste ouvert pour les Etats qui ont été représentés aux Conférences de 1893 et 1894.

### SUISSE

L'Assemblée fédérale a procédé, le 17 décembre, à l'élection du Conseil fédéral pour la nouvelle période de trois ans.

Tous les conseillers actuels, MM. Deucher, chef du département du commerce, de l'industrie et de l'agriculture; Hauser, chef du département des finances; Frey, chef du département des affaires militaires; Zemp, chef du département des postes et des chemins de fer; Lachenal, chef du département des affaires étrangères; Ruffy, chef du département de l'intérieur, et Muller, chef du département de la justice, ont été réélus sans opposition.

Tous appartiennent au parti radical, sauf M. Zemp, qui est de la droite catholique.

M. Deucher, nommé président de la Confédération suisse, prend le département des affaires étrangères.

M. Ruffy est nommé vice-président du Conseil fédéral.

M. Lachenal prend le département du commerce, de l'industrie et de l'agriculture.

Les autres membres conservent leur département.

Il résulte d'un rapport du consul général suisse à Valparaiso, du 12 septembre écoulé, que, le 6 du même mois, le ministre des affaires étrangères du Chili et M. von Treskow, ministre de l'Empire allemand à Santiago, ont signé un protocole d'après lequel le Chili alloue une indemnité de 1,500 livres sterling aux négociants suisses à Valparaiso auxquels la guerre civile de 1891 a causé des dommages. Cette somme sera payée quinze jours après la ratification de l'arrangement par le Congrès chilien.

## BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

## Revue des deux Mondes.

1<sup>er</sup> novembre. — *Psychologie de l'esprit français : autrefois et aujourd'hui*, par Alfred Fouillée. — *Le comte de Cavour et le prince de Bismarck*, par le comte Benedetti (dernière partie d'une intéressante étude). — *Une nuit des morts en Basse-Bretagne*, par A. Le Braz. — *Le prince de Metternich et le prince de Bismarck*, par G. Valbert (à propos de publications allemandes récentes).

15. — *David, Géricault : Souvenirs du Collège de France*, par Jules Michelet. — *l'Evolution monétaire*, par Raphaël-Georges Lévy. — *Les origines orientales de la mythologie grecque*, par Philippe Berger. — *Chili et Bolivie, notes de voyage*, par André Bellessort.

1<sup>er</sup> décembre. — *De l'organisation du suffrage universel : Conclusions*, par Charles Benoist. — *Auguste Comte et l'Ecole polytechnique*, par Joseph Bertrand. — *Impressions de Russie : Souvenirs du couronnement*, par Art Roë. — *Quelques Allemands d'autrefois*, par G. Valbert (piquants portraits).

15. — *Le mécanisme de la vie moderne : la soie*, par le vicomte d'Avenel. — *Le prince Louis-Napoléon : l'essai constitutionnel*, par Emile Ollivier. — *L'organisation des troupes de première ligne*, par le comte de Villebois-Marcuil.

## Le Correspondant.

10 novembre. — *Les mémoires du général Trochu* (le Conseil de l'impératrice, la République). — *La Russie agricole et industrielle*, par Norbert Lallié. — *L'affaire du Prosper-Corin et la piraterie dans la Méditerranée*, par A. Redier (à propos d'un navire français attaqué sur les côtes marocaines au commencement d'octobre dernier, l'auteur rappelle les faits des pirates barbaresques auxquels on croyait quela prise d'Alger avait mis fin. Il y a encore un coin de l'Afrique du Nord où tous les ans des actes de brigandage sont commis et restent impunis, c'est la côte marocaine. Spécialement entre Melilla et la frontière de l'Algérie, il y a un morceau de terre particulièrement terrible qu'on appelle le Rif et qui est inconnu des Européens). — *Les Lamoignon : Malesherbes, d'après les papiers de famille et des documents inédits*, par H. Delorme (à propos d'un livre qui doit paraître prochainement).

23. — *Jules Simon à l'Ecole normale (1833-1834)*. Lettres intimes de la vingtième année. — *Les massacres arméniens*, par Jules Delafosse, député. — *Le grand Condé à Chantilly*, d'après le duc d'Aumale, par Th. Froment. — *La chasse et l'exploration dans l'Afrique du Sud*, par Paul Bérenger. — *Mme Craven*, par M. Dronsart (d'après une biographie anglaise).

## La Revue de Paris.

1<sup>er</sup> octobre. — *Carnets de voyage, l'Ouest*, par H. Taine. — *Pierre le Grand en France*, par Waliszewski. — *Lettres à l'étrangère*, de H. de Balzac. — *France et Russie en 1817*, par le comte Pozzo di Borgo (correspondance de l'ambassadeur de Russie à Paris avec le comte de Nesselrode).

15. — *Mission à Berlin* (mars 1848), par le comte A. de Circourt (l'auteur du récit avait été chargé par Lamartine d'aller rassurer la Prusse sur les intentions pacifiques de la jeune République). — *A propos du traité franco-italien*, par L. Franchetti, député au Parlement italien. — *Colbert avant le Ministère*, par Ernest Lavisse.

1<sup>er</sup> novembre. — *Lettres de George Sand à Alfred de Musset*. — *Observation de M. Emile Zola*, par le docteur Toulouse. — *Testament politique*,

par Fuad Pacha. (Lettre adressée en février 1869 au Sultan par Fuad Pacha, le dernier des grands ministres réformateurs de l'empire ottoman. Il l'a faite très peu de temps avant de mourir à Nice où l'état de sa santé l'avait obligé de se retirer. Elle est fort belle, animée d'un souffle patriotique.) — *Les cahiers d'Ingres au musée de Montauban*, par Léopold Mabilleau.

15. — *Lettres de George Sand à Sainte-Beuve*. — *Les Syndicats ouvriers en Angleterre*, par Paul de Rousiers. — *Berlin avant les barricades* (mars 1848), par le comte de Circourt. — *La jeune Egypte*, par Abel Chevalley. (Depuis l'établissement de la domination anglaise, l'idée de patrie, nourrie par les livres, les idées, et l'exemple même de l'Europe, n'a fait que grandir parmi les jeunes Egyptiens qui, recevant en Egypte une éducation quasi-européenne, fourniront demain le personnel politique et administratif de leur pays. Que peut-on attendre d'elle ? C'est l'intéressante question qu'essaie de résoudre l'auteur de l'article.)

---

### **Annales de l'Ecole des Sciences politiques.**

15 septembre. — *Le Socialisme agraire et la prétendue concentration de la propriété rurale en France*, par R. Henry. (Conclusion : en un temps où l'attaque socialiste contre les vieilles sociétés est commencée et victorieuse sur quelques points, il est consolant et rassurant de penser qu'en face de l'Europe de jour en jour plus industrielle, la France est et restera une nation essentiellement rurale où les paysans propriétaires sont foule.) — *Les colonies anglaises de la côte occidentale d'Afrique*, par Ch. Noufflard (fin d'un travail très précis avec une conclusion tirée de la comparaison des colonies anglaises et des nôtres). — *Chronique internationale* (1893), par Ch. Dupuis. (On ne saurait trop approuver le projet qu'a M. Dupuis de résumer dans une revue d'ensemble les principaux traités et les principaux faits concernant les questions de droit international ; cette revue annuelle sera un excellent moyen d'information pour ceux qui s'intéressent à ces questions et pas seulement pour les anciens élèves de l'Ecole des Sciences politiques.)

15 novembre. — *Les unions de dockers*, par O. Festy. (Les dockers sont les ouvriers employés dans les ports anglais au chargement et au déchargement des cargaisons. L'article est un fragment d'un ouvrage consacré au *Trade-Unionisme en Angleterre*, et qui est dû aux travaux d'une mission envoyée l'année dernière en Angleterre par le Musée social.) — *Politique française dans l'Indo-Chine : Annam*, par J. Silvestre (événements depuis 1870 jusqu'à la mort de Francis Garnier). — *M. Léon Say, ministre des finances*, par Aug. Arnauné. — *Chronique politique et parlementaire : Espagne* (depuis l'avènement du ministère Canovas); *France* (octobre 1893 à octobre 1896).

---

### **Revue d'histoire diplomatique.**

1896.-IV. — *Les annexions de collections d'art ou de bibliothèques*, principalement pendant la Révolution française, par Eug. Muntz (fin d'un travail extrêmement intéressant). — *Ludovic Sforza et le contingent napolitain* (juillet-août 1499), correspondance de l'ambassadeur milanais auprès du roi de Naples.

---

### **Revue générale de droit international public.**

1896.-V. — *Une phase de la question bulgare : Causes de la rupture des relations diplomatiques entre la Russie et la Bulgarie*, par J. Coulbault. — *Le procès de la Caisse de la dette égyptienne devant la Cour mixte d'Alexandrie : le jugement et les actes d'appel*, par Babled, professeur à l'Ecole française de droit du Caire (explication et défense du jugement dont l'auteur fait ressortir la grande importance). — *Quelques observations sur un projet*

*d'entente internationale dans les affaires d'Orient* (il s'agit du projet présenté dans un numéro précédent de la *Revue* par le comte Kamarowsky). — *Le plébiscite d'annexion de 1860 en Savoie et dans le comté de Nice*, par F. Grivaz. (Fin d'un travail dont nous avons signalé tout l'intérêt. L'auteur, par de nombreux documents, établit de la manière la plus nette ce qu'a été le plébiscite d'avril 1860. Il est amené à formuler son opinion sur le rôle des plébiscites dans les questions territoriales.) — *Chronique des faits internationaux : Projet d'Union pour la publication des Traité*s (initiative de la Belgique) ; *Le procès du Dr Jameson*, la sentence, appréciations critiques ; *Honduras et Nicaragua*, traités établissant des liens intimes entre les deux pays ; *Honduras et Guatemala*, traités analogues.

### Revue de droit international et de législation comparée.

1896.-V. — *La France à Madagascar* (1<sup>er</sup> article), par Joseph Dubois (historique allant jusqu'au moment où la dernière expédition a été décidée). — *La doctrine de Monroe et le Vénézuela*, par Th. Barclay. (Grande admiration de l'auteur, le jurisconsulte anglais bien connu, pour la politique étrangère des Etats-Unis qui est digne de toute sympathie. Il trouve cependant que l'intervention des Etats-Unis dans la contestation de frontières entre l'Angleterre et le Vénézuela ne se justifie pas.) — *La proxénie au Moyen-Age*, par Adolf Schaeube (savant travail).

### Journal du droit international privé.

1896. VII-X. — *Ventes volontaires de navires nationaux à des étrangers*, par Levillain. — *Protection légale des marques étrangères en Turquie*, par Salem, avocat à Salonique. — *Du droit de refuge à bord d'un navire étranger*, par Fréd. Coudert, avocat à New-York. — *De l'application dans les rapports internationaux de la loi du 9 mars 1891 sur les droits du conjoint survivant*, particulièrement au regard des femmes originaires d'Alsace-Lorraine, par Leon Milhaud. — *Le régime des loteries étrangères en Prusse*, par Trigant-Geneste. — *De la vente, par les gouverneurs hovas, pendant la guerre de 1894-95, de biens appartenant à des Français*, par Le Garrec, avocat à Tamatave. — *Jurisprudence de divers pays*.

### Revue politique et parlementaire.

10 septembre. — *La démocratie, les systèmes électoraux et la représentation proportionnelle*, par Ernest Naville. — *Les conditions du travail et le collectivisme*, par A. Bouge, député. — *Les titres étrangers devant le Parlement*, par M. Juignac (situation faite par la dernière loi de finances aux titres étrangers de toute nature). — *La question de la prospérité finlandaise et ses causes extérieures*, par Al. Baschmakoff. — *Les sciences sociales et politiques dans les Universités allemandes*, par Th. Ruyssen (critiques et éloges également excessifs). — *Revue des questions coloniales : Madagascar, Traité de commerce italo-tunisien, Politique saharienne, Afrique occidentale française*. — *La vie politique et parlementaire à l'étranger : Allemagne*, avec indication des lois votées de mars à juillet pour l'Empire et pour la Prusse ; *Espagne ; Portugal*.

10 octobre. — Lettre de M. Paul Deschanel, député, à M. A. Bouge, député, sur *les conditions du travail et le collectivisme*. — *La question de la population en France*, par E. Cheysson (à propos des résultats du dernier dénombrement qui sont affligeants). — *Nos institutions judiciaires. Exposé d'une nouvelle réforme. Les associations et l'Etat dans la lutte contre le crime*, par

H. Joly. — *Réorganisation des services techniques et des troupes spéciales de l'armée*, par Boudenoot, député. — *La législation nouvelle sur la nationalité. Ses premiers résultats. Ses rapports avec la population de la France*, A. Vacherot, maître des requêtes au Conseil d'Etat. — *Les sciences sociales et politiques dans les Universités allemandes*, par Ruyssen. — *Le Code civil allemand* (simple note sur les circonstances dans lesquelles il a été voté). — Revue du mouvement socialiste, par J. Bourdeau. — *La vie politique et parlementaire en Hongrie, en Suède et Norvège. — La politique extérieure du mois*, par F. de Pressensé.

10 novembre. — *L'alcool et l'alcoolisme : les réformes et l'hygiène*, par Charles Dupuy. (La conclusion de l'ancien président du Conseil est que si le fisc peut se contenter de la surtaxe avec la suppression du privilège des bouilleurs de cru, l'hygiène appelle et conseille le monopole de la rectification.) — *Le nouveau classement des partis*, par Etienne Dejean, député. — *Politique et Gouvernement : la lutte des partis*, par Eug. Pierre (observations philosophiques d'un homme qui voit de près les luttes politiques qu'il juge de haut). — *La réforme des cours d'assises en Algérie*, par Maurice Colin (à propos d'un projet de loi). — *Notes sur la décentralisation*, par Cayla. — *Une enquête sur le régime de l'alcool à l'étranger* (notes sur le monopole en Suisse, le régime de l'alcool en Allemagne et en Norvège). — *Les sciences sociales et politiques dans les Universités allemandes*, par Th. Ruyssen (fin d'une importante étude). — Revue des questions coloniales, par H. Pensa et Rouire (Afrique occidentale française, question de la boucle du Niger, situation de Madagascar, arrangements italo-tunisiens, vive critique de l'arrangement anglo-français relatif au Siam). — *La vie politique et parlementaire à l'étranger : Etats-Unis, Russie*.

#### **Revue algérienne, tunisienne et coloniale.**

Août-septembre. — *Principes du droit musulman* : Attributions du qadhi, procédure suivie devant lui (grande simplicité).

Octobre-novembre. — *Principes du droit musulman* : De la guerre (on distingue la guerre contre les infidèles, les guerres pour le maintien de la tranquillité intérieure) ; des fonctionnaires et des administrations publiques.

#### **Bulletin de la Société de législation comparée.**

Août-septembre. — Projet de traité entre la France et la Belgique sur la compétence des tribunaux dans les litiges internationaux et sur l'exécution réciproque des jugements en matière civile et commerciale ; révision du traité franco-suisse du 15 juin 1869, par Ch. Lachau (travail fort important qui mérite d'attirer l'attention des spécialistes, théoriciens et hommes d'affaires).

Octobre-décembre. — *Etude sur le projet de code pénal russe*, par R. de la Grasserie. — *Etude sur les tribunaux populaires de Russie*, par Kandinsky.

#### **Annales de droit commercial français et étranger.**

Août. — Chronique néerlandaise de législation, de doctrine et de jurisprudence en matière de droit commercial et industriel, par Jitta (nouvelle loi sur les faillites). — Projet de révision du code de commerce italien dans la partie relative aux sociétés. — Nouvelle loi allemande sur la concurrence déloyale. — Avant-projet de loi belge sur les obligations des sociétés. — Statistique allemande des sociétés par actions.

#### **Bulletin de statistique et de législation comparée.**

Août. — *France* : Organisation du ministère des finances ; émission et

négociation en France des valeurs étrangères (déc. du 10 août 1896) ; liquidations judiciaires et faillites en 1893. — *Allemagne* : Le régime des bourses (loi du 22 juin 1896). — *Belgique* : Le régime des alcools (loi du 15 avril 1896, avec un extrait de l'exposé des motifs). — *Italie* : L'administration des gabelles en 1894-95. — *Russie* : Le crédit industriel et agricole, d'après un rapport consulaire. — *Egypte* : Les budgets de 1892 à 1896. — *Maroc* : Le commerce extérieur. — *Japon* : Le commerce extérieur en 1894 (les Etats-Unis viennent en première ligne, la France en seconde ligne).

Septembre. — *France* : Les caisses d'épargne privées en 1894 ; la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ; la situation des sociétés françaises de secours mutuels, depuis 1871 ; la réforme des droits de timbre et d'enregistrement en Tunisie. — *Le rendement des principaux impôts dans les différents Etats* (d'après un exposé du ministre des finances d'Espagne). — *Allemagne* : Les budgets de l'Empire depuis 1872. — *Autriche-Hongrie* : Le commerce extérieur de 1878 à 1895. — *Belgique* : Le régime des alcools (loi du 17 juin 1896 et arrêtés complémentaires, exposé des motifs). — *Espagne* : Le projet de budget pour 1896-97. — *Suisse* : Le monopole de l'alcool. — *Chine* : Le commerce extérieur en 1895 (augmentation des échanges par rapport à 1894). — *Japon* : La dette publique depuis 1883 (elle a fort peu augmenté).

Octobre. — *France* : Les salaires du personnel ouvrier des manufactures de l'Etat ; les cours de l'or et de l'argent à Paris depuis 1821 ; tarif général des douanes de la Tunisie. — *Les stocks monétaires des différents pays* (évaluation faite par la direction des monnaies des Etats-Unis de la quantité de monnaie, or, argent, papier, dont disposent les différents Etats). — *La production des métaux précieux (1492-1893)*. — *Angleterre* : Les résultats de l'exercice 1895-1896 (excédent de recettes de plus de 4 millions de livres) ; le prix de l'argent en lingots à Londres (le métal blanc en est venu à perdre, en 1894 et 1895, plus de la moitié de la valeur relative qui lui est attribuée, comparativement à l'or, par la loi monétaire française et par les conventions constitutives de l'Union latine). — *Autriche-Hongrie* : Le projet de budget hongrois pour 1897. — *Espagne* : La réforme des droits de transmission (loi du 30 août 1896) ; les conventions avec les Compagnies de Chemins de fer ; les recettes et les dépenses budgétaires de 1895-96. — *Russie* : Le commerce extérieur en 1895 ; le monnayage en 1894 et 1895. — *Etats-Unis* : Le monnayage depuis 1793 ; la production des métaux précieux dans la même période ; le commerce extérieur.

Novembre. — *France* : Institution d'une commission chargée d'étudier la question du monopole de l'alcool ; production des vins en 1896 ; produits de l'enregistrement, des domaines et du timbre en 1895. — *Allemagne* : Projet du budget de l'empire pour 1897-98. — *Italie* : Le commerce extérieur de 1866 à 1893. — *Japon* : Les budgets de l'Empire.

---

**Code de l'Algérie annoté, par Robert Estoublon et Adolphe Lefébure, 1 vol. in-8°. Alger, 1896, Librairie Adolphe Jourdan.**

On a tout dit sur les difficultés que présentent l'étude et la pratique d'une législation aussi complexe et surtout aussi changeante que la législation d'origine française édictée spécialement pour l'Algérie. Une codification qui dégageât où, tout au moins, distinguât les lois existantes de celles abolies ou devenues sans objet a, de tout temps, répondu à un réel besoin.

Depuis les plus récentes des diverses publications, la législation a subi de nombreux remaniements. Des dispositions ont été prises qui statuent en vue de besoins ou d'intérêts nouveaux, abrogent les dispositions antérieures, les modifient, les interprètent, en réglementent l'exécution. De nouvelles questions ont surgi. MM. Estoublon et Lefébure ont fait œuvre utile en publiant un nouveau recueil. Ils y étaient spécialement préparés par leurs études antérieures.

Pour ce travail, une première question se posait : celle du classement des textes. Les auteurs ont adopté le classement par ordre de dates. Cet ordre est le moins arbitraire et le plus naturel ; il n'oblige pas à morceler les textes qui se rapportent à des objets distincts ; il permet de trouver de suite ceux dont on connaît la date ; il se prête mieux que tout autre à des suppléments périodiques destinés à tenir l'ouvrage au courant.

Comme l'indique son titre, le *Code de l'Algérie amolé* ne contient que les textes dont l'ensemble constitue la législation spéciale actuellement en vigueur dans ce pays.

Un grand nombre de lois, ordonnances ou décrets de la Métropole ont été purement et simplement promulgués ou déclarés exécutoires en Algérie. En ce cas, le Code ne reproduit que l'ordonnance ou le décret promulgatifs, ou le visa pour promulgation, où la disposition de l'acte législatif lui-même qui déclare celui-ci applicable ou exécutoire dans la colonie.

D'autres textes, à côté de dispositions communes aux deux pays, en renferment qui ne concernent que l'Algérie. De ceux-là le Code ne donne que les dispositions exclusivement algériennes.

D'autres, enfin, dont aucune disposition ne vise particulièrement l'Algérie, sont simplement insérés au *Bulletin officiel des actes du gouvernement* ; et la question s'est posée de savoir quel était l'effet légal de cette insertion, si elle équivaudrait à promulgation. Ici encore, ce qui est à considérer, au point de vue algérien, c'est, non pas le texte inséré, mais uniquement le fait de son insertion au *Bulletin officiel*. C'est donc cette insertion seule qui est indiquée à sa date, c'est-à-dire à la date du numéro du *Bulletin* dans lequel le texte a été publié.

En ce qui concerne les textes abrogés, les auteurs n'ont éliminé que ceux dont l'abrogation ou le remplacement ne sauraient faire question.

Cependant, il en est d'incontestablement abrogés que l'on trouvera dans le recueil. Tels sont les ordonnances et les décrets antérieurs à l'état de choses actuel, qui ont successivement réglementé la *justice musulmane* et la *propriété*. Le législateur n'a pas dit son dernier mot sur ces importantes matières. Les plus anciens des textes qui les régissent sont encore utilement consultés. A ce titre, il a paru préférable d'en donner la série entière, avec les mentions d'abrogation.

Quelques modifications qu'ils aient subies par la suite, les lois, ordonnances, décrets et arrêtés reproduits le sont exactement dans leur teneur originale, sans retranchements ni additions d'aucune sorte. Ce sont des notes, placées au bas des pages, qui indiquent les dispositions abrogées, remplacées ou modifiées et renvoient aux textes d'où résultent l'abrogation, le remplacement ou la modification.

En note également se trouvent les travaux préparatoires et les divers documents, circulaires, instructions, décisions administratives, etc., dont beaucoup d'inédites, qui ont pu trouver place sous les textes auxquels ils se réfèrent. Ici, l'insertion *in extenso* n'était pas de rigueur ; un grand nombre de ces documents sont reproduits sous forme de sommaires ou de résumés. De cette façon, si considérable que fût la quantité des matières, on a pu réunir le tout en un seul volume, que ne grossiront pas autre mesure les premiers suppléments annuels à venir.

Une large part a été faite aux annotations de jurisprudence : arrêts, jugements ou décisions des diverses juridictions de l'Algérie et de la Métropole sont analysés sous les dispositions qu'ils visent, appliquent ou interprètent. Les uns et les autres sont extraits de la *Jurisprudence Algérienne*, du *Bulletin judiciaire de l'Algérie* et de la *Revue Algérienne et Tunisienne de législation et de jurisprudence* : avec renvois à chacun de ces recueils.

Le plus grand soin a été apporté à la confection de la table de concordance. Des mots indicateurs, empruntés à la terminologie administrative et judiciaire usitée en Algérie, et de nombreux renvois ont pour but d'y rendre les recherches faciles et sûres.

# TABLE DES MATIÈRES

## PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

---

	Pages
	1886
Avril . . . . 25 <i>Chine — France.</i> Convention commerciale. . . . .	5
	1887
Juin . . . . 26 <i>Chine — France.</i> Convention additionnelle de commerce et de délimitation. . . . . . . . . . .	43
	1894
Mai . . . . 19 <i>Pays-Bas — Portugal.</i> Convention d'extradition. . . . .	246
	1895
Février . . . . 9. <i>Commission d'enquête de Mouch.</i> Procès-verbal n° 14. . . . .	67
— 11 Procès-verbal n° 15 . . . . .	69
— 12 Procès-verbal n° 16 . . . . .	71
— 13 Procès-verbal n° 17 . . . . .	73
— 14 Procès-verbal n° 18 . . . . .	75
— 15 Procès-verbal n° 19 . . . . .	75
— 16 Procès-verbal n° 20 . . . . .	81
— 18 Procès-verbal n° 21 . . . . .	84
— 19 Procès-verbal n° 22 . . . . .	86
— 20 Procès-verbal n° 23 . . . . .	88
— 21 Procès-verbal n° 24 . . . . .	91
— 22 Procès-verbal n° 25 . . . . .	92
— 23 Procès-verbal n° 26 . . . . .	97
— 25 Procès-verbal n° 27 . . . . .	100
— 26 Procès-verbal n° 28 . . . . .	102
— 27 Procès-verbal n° 29 . . . . .	104
— 28 Procès-verbal n° 30 . . . . .	105
Mars . . . . 1 <sup>er</sup> Procès-verbal n° 31 . . . . .	108
— 2 Procès-verbal n° 32 . . . . .	111
— 4 Procès-verbal n° 33 . . . . .	114
— 5 Procès-verbal n° 34 . . . . .	117
— 6 Procès-verbal n° 35 . . . . .	120
— 7 Procès-verbal n° 36 . . . . .	122
— 8 Procès-verbal n° 37 . . . . .	125
— 9 Procès-verbal n° 38 . . . . .	127
— 11 Procès-verbal n° 39 . . . . .	130
— 12 Procès-verbal n° 40 . . . . .	133
— 13 Procès-verbal n° 41 . . . . .	134
— 14 Procès-verbal n° 42 . . . . .	139
— 16 Procès-verbal n° 43 . . . . .	141
— 17 Procès-verbal n° 44 . . . . .	143
— 18 Procès-verbal n° 45 . . . . .	144

## TABLE CHRONOLOGIQUE

	19	Procès-verbal n° 46 . . . . .	145
	20	Procès-verbal n° 47 . . . . .	251
	21	Procès-verbal n° 48 . . . . .	253
	23	Procès-verbal n° 49 . . . . .	255
	25	Procès-verbal n° 50 . . . . .	258
	26	Procès-verbal n° 51 . . . . .	260
	29	Procès-verbal n° 52 . . . . .	262
	30	Procès-verbal n° 53 . . . . .	265
Avril . . . .	1 <sup>er</sup>	Procès-verbal n° 54 . . . . .	267
	2	Procès-verbal n° 55 . . . . .	270
	3	Procès-verbal n° 56 . . . . .	274
	4	Procès-verbal n° 57 . . . . .	276
	5	Procès-verbal n° 58 . . . . .	278
Juin . . . .	10	<i>Espagne — Mexique.</i> Convention concernant la propriété intellectuelle . . . . .	241
	20	<i>Chine — France.</i> Convention complémentaire de délimitation . . . . .	61
Juillet . . . .	3	<i>République Dominicaine — Haïti.</i> Convention d'arbitrage . . . . .	243
1896			
Avril . . . .	25	<i>France.</i> Rapport sur l'expédition de Madagascar . . . . .	237
Août . . . .	16	<i>Italie.</i> Décret instituant une Commission des prises . . . . .	284
	24	Règlement arrêté par la Commission . . . . .	285
Novembre .	28	<i>France.</i> Décret sur le séjour des étrangers à la Guyane . . . . .	283
	30	Loi sur les monnaies de billon étrangères . . . . .	147
Décembre .	2	<i>Egypte.</i> Arrêt de la Cour mixte dans le procès de la Commission de la dette . . . . .	298

# TABLE ANALYTIQUE

## Des Matières contenues dans les quatre Volumes de l'année 1896

**ALLEMAGNE.** — Projet du Code civil soumis au Reichstag (janvier), I, 73 ; — Vote du Code civil (1<sup>er</sup> juill.), III, 163 ; — Dépêche de l'Empereur au Président Krüger (3 janv.), I, 123 ; — La question monétaire devant le Reichstag (février), I, 193 ; — Discussion sur le Transvaal (13 févr.), I, 196 ; — Déclaration sur l'augmentation de la marine, I, 323 ; — Convention avec la Suisse au sujet d'une commune badoise (21 sept. 1895), I, 137 ; — Arrangement additionnel sur les transports par chemins de fer (16 juill. 1895), I, 257 ; — Conclusion d'un traité de commerce avec le Japon, II, 45 et 233 ; — Réception de Li-Hung-Chang (14 juin), II, 321 ; — Inauguration d'un monument à Guillaume I<sup>r</sup> (18 juin), II, 322 ; — Canal de la Baltique, résultats de l'exploitation, III, 315 ; — Interpellation sur le traité secret russe-allemand (16 novembre), IV, 289.

**ANNALES de Droit commercial** — Sommaires : I, 233 ; II, 127 ; IV, 354.

**ANNAM-TONKIN.** — Décret réglant la compétence des Tribunaux (15 sept.), III, 309.

**ARBITRAGE INTERNATIONAL.** — Convention entre la France et le Chili (19 oct. 1894), I, 5 ; — Règlement de procédure du Tribunal arbitral franco-chilien, 9 ; — Vœu émis à la Chambre bavaroise, I, 75 ; — Arrangement italo-brésilien, I, 197 ; — Convention d'arbitrage entre la Grande-Bretagne et les Pays-Bas (16 mai 1895), II, 8 ; — Contre-mémoire des Etats-Unis au Tribunal arbi-

tral de Behring, II, 13 et 141 ; — Convention entre Haïti et Saint-Domingue (3 juill. 1895), IV, 243.

**ARGENTINE** (République). — Convention consulaire avec l'Italie (28 déc. 1885), III, 15.

**ARMÉNIE.** — Discours de lord Salisbury (janvier), I, 117 ; — Interpellation à la Chambre des députés de France (3 nov.), IV, 186-227. — *V. Turquie (affaires de).*

**ARMES.** — Décret français prohibant l'exportation (9 janv. 1896), I, 193 ; — Décret interdisant l'exportation des armes à Madagascar (6 juin), II, 318.

**ASSISTANCE MÉDICALE.** — Négociations franco-suisses, II, 213.

**AUTRICHE-HONGRIE.** — Arrangement additionnel sur les transports par chemins de fer (16 juill. 1895), I, 257 ; — Arrangement avec la Russie pour la police sanitaire des districts-frontière (25 janv. 1896), II, 129 ; — Session des délégations, II, 323.

**BELGIQUE.** — Arrangement additionnel sur les transports par chemins de fer (16 juill. 1895), I, 257 ; — Traité d'amitié, d'établissement et de commerce avec l'Etat d'Orange (27 décembre 1894), II, 261 ; — Convention avec la Compagnie du chemin de fer du Congo (29 mars 1896), II, 268 ; — Conférence sur le jaugeage des bateaux d'intérieur (mai), II, 326 ; — Traité de commerce avec le Mexique (17 juin 1895), III, 261 ; — Déclaration avec la France au sujet de la frontière (30 juin 1896), III, 246.

**BERRYER** sous la seconde République et le second Empire (Bibliographie), III, 366.

**BIBLIOGRAPHIE.** — Projet d'une Union internationale, II, 120.

**BIBLIOTHÈQUE Universelle et Revue Suisse.** — Sommaires : I, 128, 250 ; II, 125, 239.

**BONAPARTE ET HOCHÉ en 1797** (Bibl.), III, 365.

**BOURGEOIS** (Léon), président du Conseil.—Discours politique à Lyon (12 janvier), I, 115 ; — Ouverture de la Conférence de l'Union de la propriété littéraire (15 avril), II, 117.

**BRÉSIL.** — Décret sur les successions des Suisses (21 nov. 1895), I, 191 ; — Ouverture du Congrès (14 mai), II, 326 ; — Restitution de l'île de la Trinité, III, 163 ; — Situation des étrangers, lettres de Consuls, IV, 295 ; — Rapports avec l'Italie, débat au Parlement italien (7 déc.), IV, 347.

**BREVETS D'INVENTION.** — Statistique en Suisse, II, 189.

**BULGARIE.** — Confirmation du prince Boris (14 fév.), I, 198 ; — Réception de l'agent diplomatique de France (10 août), III, 163 ; — Ouverture de la Sobranie (13 décembre), IV, 297 ; — Note sur une loi d'impôt appliquée aux étrangers, IV, 297.

**BULLETIN de la Société de Législation comparée.** — Sommaires : I, 251 ; II, 126 ; IV, 354.

**BULLETIN de Statistique et de Législation comparée.** — Sommaires : I, 254 ; II, 127 ; IV, 354.

**CAP** (Colonie du). — Ouverture du Parlement (1<sup>er</sup> mai), II, 233.

**CARTE DU CIEL.** — Congrès international, III, 231.

**CHEMINS DE FER.** — Arrangement additionnel à la Convention de 1890 (16 juillet 1895), I, 257 ; Protocole, 274 ; Procès-verbal de signature, 275.

**CHILI.** — Convention d'arbitrage avec la France (19 octobre 1894), I, 5 ; — Arrangement pour le règlement de réclamations (2 février 1896), III, 247.

**CHINE.** — Convention de commerce et de délimitation avec la France (20 juin 1893), rapports parlementaires, I, 108, et III, 195 ; — Création d'un service général des postes, II, 328 ; — Rapport consulaire sur l'avenir du commerce extérieur, III, 164 ; — Convention commerciale avec la France (25 avril 1886), IV, 5 ; — Convention additionnelle (26 juin 1887), IV, 43 ; — Rapports parlementaires sur ces deux Conventions, 18 et 56 ; — Convention de délimitation (20 juin 1893), IV, 61.

**COLONIES FRANÇAISES.** — Situation économique, rapport parlementaire, I, 76 ; — Situation commerciale, statistique des importations et des exportations, 77 ; — La douane aux colonies, 98.

**COLIS POSTAUX.** — Convention anglo-française (9 juill. 1895), II, 5.

**COMMERCE.** — Situation commerciale des colonies françaises, I, 77 ; — Convention de commerce franco-chinoise (20 août 1895), rapport parlementaire, I, 108 ; — Relations commerciales de la Suisse, II, 20 ; — Traité de commerce russo-japonais (27 mai 1895), III, 5 ; — Avenir du commerce extérieur de la Chine (rapport consulaire), III, 164 ; — Situation commerciale de l'Equateur en 1894, III, 189 ; — Conclusion d'un traité de commerce entre la France et le Japon, III, 193 ; — Traité de commerce entre la Belgique et le Mexique (17 juin 1895), III, 241 ; — Convention de commerce franco-chinoise (25 avril 1886), IV, 5 ; — Convention additionnelle (26 juin 1887), 43 ; — Rapports parlementaires sur ces Conventions, 18 et 61 ; — Convention italo-tunisienne (28 sept.), IV, 230.

**COMMISSIONS ROGATOIRES.** — Statistique suisse pour 1895, II, 219.

**CONGO** (État indépendant). — Décret réprimant le vagabondage et la mendicité (23 mai 1896), II, 229 ; — Affaire Lothaire devant le Conseil supérieur (août), III, 166.

**CONSEIL Fédéral Suisse.** — Son organisation, I, 124 ; — Compte de gestion pour 1895 : *Affaires étrangères*, I, 307 ; — Division du commerce, II, 21 ; — Bureau de la propriété intellectuelle, II, 189 ; Département de justice et police, législation, II, 194 ; — Droit international privé, 197 ; — Garantie à des Constitutions cantonales, 198 ; — Etat civil et mariage, 199 ; Négociations en vue de conventions d'extradition, II, 212 ; — Extraditions en 1895, statistique et questions spéciales, II, 214 ; — Commissions rogatoires, 219 ; — Rapatriements, 221.

**CONSULS.** — Primes de séjour, en France, I, 302 ; — Frais de premier établissement, 304 ; — Consulats suisses à l'étranger, I, 314 ; — Convention consulaire entre l'Italie et la République Argentine (28 déc. 1885), III, 15 ; — Convention consulaire italo-tunisienne (28 sept.), IV, 228. — V. *Postes diplomatiques et consulaires*.

**CORRESPONDANT (Le).** — Sommaires : I, 127, 249, 381 ; II, 123, 258, 386 ; IV, 239 et 351.

**CRÈTE.** — Règlement (septembre), III, 358 ; — Débat parlementaire en Grèce (novembre), IV, 344.

**CROIX-ROUGE FRANÇAISE.** — Conférence de M. Brunetiére (3 juin), III, 234.

**CUBA.** — Discussion au Congrès des Etats-Unis, I, 200, 327 ; *La question cubaine et le conflit hispano-américain* (Bibl.), III, 365.

**DANEMARK.** — Convention additionnelle d'extradition avec les Pays-Bas (2 juillet 1895), III, 21.

**DÉLIMITATION.** — Convention franco-chinoise de délimitation (26 juin 1887), IV, 43 ; — Convention complémentaire du 20 juin

1895, 61 ; — Rapport parlementaire sur cette dernière convention, I, 108.

**DÉSERTEURS.** — Pratique austro-allemande, II, 225.

**DESSINS et Modèles.** — Statistique en Suisse, II, 191.

**DOMINICAINE (République).** — Conv. d'arbitrage avec Haïti (3 juillet 1895), IV, 243..

**DOUANES.** — Régime des colonies françaises, I, 98 ; — Application du tarif douanier à Madagascar, I, 331.

**DOUDART DE LAGRÉE.** — Inauguration d'un monument, III, 204.

**DROIT D'AUTEUR (Le).** — Sommaires : I, 253 ; II, 127.

**DROIT MARITIME.** — Déclaration à la Chambre des communes sur les corsaires et la règle que le pavillon couvre la marchandise (42 mars), II, 96 ; — Institution d'une Commission des prises en Italie (16 août), IV, 284.

**DUFFERIN (lord).** — Discours d'adieu à la colonie britannique de Paris (3 juin), II, 382.

**ÉGYPTE.** — Lettres de Mustapha Kamel et de M. Gladstone (janv.), II, 418 ; *Choses politiques d'Egypte* (Bibl.), I, 255 ; — Prélèvement sur le fonds de réserve, décision de la majorité de la Caisse de la Dette, I, 324 ; — Assignation signifiée au Gouvernement (26 mars), II, 328 ; — Jugement du Tribunal mixte du Caire (8 juin), II, 332 ; — Appel par le Gouvernement (11 juin), 342 ; aj. III, 185 ; — Arrêt de la Cour d'Alexandrie (2 déc.), IV, 298 ; — Discussion parlementaire en France (19 mars), I, 371, (31 mars), II, 47, 53, 57 ; — Débat à la Chambre des communes (mars), II, 98.

**ÉMIGRATION.** — Par les ports allemands, I, 323 ; — Statistique de la Suisse en 1895, II, 27 ; — Opérations des agences d'émigra-

tion, 29 ; — Plaintes contre les Sociétés de navigation, 35 ; — Destination des émigrants, 37 ; — Dispositions votées en Autriche (juin), II, 323 ; — Nombre des immigrants aux Etats-Unis, III, 193.

**ÉQUATEUR.** — Situation commerciale en 1894, III, 189.

**ESCLAVAGE.** — Discussion sur l'esclavage à Madagascar, II, 376.

**ESPAGNE.** — Ouverture des Chambres (11 mai), II, 234 ; — Convention avec le Mexique sur la propriété intellectuelle (10 juin 1895), IV, 241.

**ÉTAT CIVIL.** — Questions soulevées en Suisse, II, 199.

**ÉTATS-UNIS.** — Correspondance avec l'Angleterre sur la question de délimitation entre la Guyane anglaise et le Vénézuela, I, 169-190, 277-291 ; — Contremémoire au Tribunal de Behring, II, 13 et 141 ; — Résolutions relatives aux affaires cubaines (fév.), I, 200, (mars), 327 ; — Message du président Cleveland (8 déc.), IV, 302 ; — Situation des immigrants aux Etats-Unis, II, 37 ; — Rejet du système métrique, II, 235 ; — Rapport sur les immigrants, III, 193.

**ÉTHIOPIE.** — Lettres du Pape et du Négus, IV, 153 ; — La paix avec l'Italie, IV, 346.

**ÉTRANGERS.** — Réclamations de Suisses établis dans l'Amérique du Sud, I, 311 ; — Assistance des étrangers indigents, Congrès à Genève, II, 222 ; — Discussion parlementaire en France sur les médecins et les étudiants (9 juin), II, 343 ; — Séjour des étrangers à la Guyane, lois applicables, IV, 283 ; — Expulsion de socialistes étrangers en Belgique, débat parlementaire (4 déc.), IV, 294 ; — Situation des étrangers au Brésil, lettres de Consuls, IV, 295 ; — Loi d'impôt appliquée aux étrangers en Bulgarie, IV, 297.

**ÉTRURIE (Le Royaume d').** — (Bibl.), I, 254.

**ÉTUDIANTS ÉTRANGERS.** — Discussion parlementaire en France (9 juin), II, 345 ; — Circulaire du Ministre de l'Instruction publique (21 juill.), III, 193.

**EXTRADITION.** — Convention entre les Pays-Bas et la Roumanie (9 oct. 1894), I, 132 ; — Convention modifiant le traité d'extradition anglo-français (13 fév. 1896), II, 7 ; — Négociations de la Suisse en vue de conventions, II, 212 ; — Statistique pour 1895, II, 214 ; — Questions particulières, 215 ; — Extractions en France pour 1893, II, 237, pour 1894, IV, 305 ; — Convention additionnelle entre le Danemark et les Pays-Bas, (2 juill. 1895), III, 21 ; — Convention italo-tunisienne (28 sept.), IV, 229 ; — Convention entre l'Espagne et le Portugal (19 mai 1894), IV, 246.

**FERRY (Jules).** — Sa politique extérieure, III, 203.

**FRANCE.** — I. Convention d'arbitrage avec le Chili (19 octobre 1894), I, 5 ; — Arrangement avec la Roumanie pour la répression des fausses indications de provenance (11 mars 1895), I, 11 ; — Convention avec la Perse pour le privilège des fouilles (12 mai 1895), I, 13 ; — Convention de délimitation et de commerce avec la Chine (20 juin 1895), rapport parlementaire, I, 108 ; — Arrangement additionnel sur les transports par chemins de fer (16 juillet 1895), I, 257 ; — Convention avec l'Angleterre sur les colis postaux (9 juillet 1895), II, 5 ; — Stipulation modificative du traité d'extradition avec l'Angleterre (13 fév. 1896), II, 71 ; — Conclusion d'un traité de commerce avec le Japon, III, 193 ; — Arrangement avec le Chili au sujet de certaines réclamations (2 fév. 1896), III, 247 ; — Convention commerciale avec la Chine (25 avril 1886), IV, 5 ; — Convention additionnelle (26 juin 1887), 13 ; — Convention complémentaire (20 juin 1895), 61 ; — II. Règlement de police sanitaire maritime (4 janv. 1896), I, 51 ; — Décret prohibant l'exportation des armes (9 janv. 1896),

I, 193 ; — Application de la loi sur la nationalité en 1894, I, 293 ; — Décrets accordant des primes de séjour aux Consuls (8 février 1896), I, 302 ; réglant les frais de premier établissement, 304 ; — Décret instituant un Conseil supérieur de la marine marchande (21 av. 1896), II, 230 ; — Décret sur les mesures électriques (25 avril 1896), II, 249 ; — Décret sur la juridiction à Madagascar (9 juin), II, 311 ; — Décret interdisant l'exportation des armes à Madagascar (6 juin), II, 318 ; — Décret réglant la compétence des Tribunaux de l'Annam-Tonkin (15 sept. 1896), III, 309 ; — Loi sur les monnaies de bilion étrangères (30 nov. 1896), IV, 447 ; — III. Correspondance diplomatique relative aux affaires de Madagascar (1885-1895), I, 15-50 ; — Débats sur la politique extérieure au Sénat (31 mars), II, 45 ; à la Chambre (2 avril), 57 ; au Sénat (3 avril), 60 ; — Constitution d'un nouveau ministère, 63 ; — Déclaration ministérielle, 64 ; — Débat sur les affaires d'Arménie (3 nov.), IV, 186-227 ; — Débat sur les relations franco-russes (22 nov.), IV, 304 ; — IV. Situation économique des colonies, rapport parlementaire, I, 76 ; — Statistique de la population pour 1894, I, 114 ; — Séjour en France des Souverains russes (octobre), IV, 154. — V. Madagascar, Postes diplomatiques et consulaires, Tunisie.

**FRONTIÈRES.** — Incidents concernant la Suisse, I, 312 ; — Délimitation franco-chinoise, Conventions de 1887 et 1893, IV, 13 et 61.

**GRANDE-BRETAGNE.** — I. Déclaration avec la France pour les affaires de Siam, la délimitation à l'ouest du Bas-Niger et les relations commerciales avec la Tunisie (15 janv. 1896), I, 129 ; — Correspondance à ce sujet, 130 ; — Correspondance avec les Etats-Unis sur la question de délimitation entre la Guyane anglaise et le Vénézuéla, I, 169-190, 277-291 ; — Convention avec la France sur les colis postaux (9 juill. 1895), II, 5 ; — Convention modifiant le traité

d'extradition avec la France (13 février 1896), II, 7 ; — Convention d'arbitrage avec les Pays-Bas (16 mai 1895), II, 8 ; — Correspondance diplomatique sur les affaires de Turquie (juill.-nov. 1894), II, 273 ; — II. Discours sur la politique extérieure (janvier), I, 116 ; — Ouverture du Parlement (11 févr.), I, 243 ; — Discussion de l'adresse, I, 374 ; — Discussion sur la marine (mars), II, 92 ; — Débat sur l'Egypte, II, 98 ; — Explications sur la situation de Madagascar, II, 105 et 107, sur les affaires du Transvaal, 110 ; — Discussion sur diverses questions (juin), II, 379, (juillet), III, 207 ; — Correspondance relative au conflit anglo-vénézuélien, III, 209 ; — Clôture du Parlement (14 août), III, 211 ; — Discours de lord Salisbury au banquet du lord-maire (9 nov.), IV, 232.

**GRÈCE.** — Arrangement avec la Suisse pour les marques de fabrique (3 déc. 1895), I, 123 ; — Reprise des relations diplomatiques avec la Roumanie (juillet), III, 217 ; — Débat parlementaire sur les affaires de Crète (nov.), IV, 344.

**HAITI.** — Convention d'arbitrage avec la République dominicaine (3 juill. 1895), IV, 243.

**HONGRIE.** — Exposition du militaire, II, 237 ; — Clôture du Parlement (5 oct.), IV, 153 ; — Débat sur la politique extérieure (10 déc.), IV, 346.

**ITALIE.** — I. Arrangement additionnel sur les transports par chemins de fer (16 juill. 1895), I, 257 ; — Concession du Sultan de Zanzibar sur la côte de Bénadir (12 août 1892), II, 133 ; — Convention additionnelle (15 mai 1893), II, 137 ; — Explications fournies aux Chambres italiennes sur ces deux Conventions, II, 138 ; — Convention consulaire avec la République Argentine (28 décembre 1885), III, 13 ; — Relations avec la Tunisie, Conventions (28 septembre), IV, 227 ; — Institution d'une Commission des prises (16

août), IV, 284 ; — II. Déclaration du nouveau Cabinet (17 mars), II, 111 ; — Discussion des crédits pour l'Afrique, II, 115 ; — Débats sur la politique extérieure (mai), II, 238, (juin), 384 ; — Discussion du budget des Affaires étrangères, III, 212 ; — La paix avec l'Ethiopie, IV, 346 ; — Rapports avec le Brésil, IV, 347 ; — Débat sur la Convention de commerce avec la Tunisie (15 déc.), IV, 348. L'Unité italienne (Bibl.), I, 255.

**JAPON.** — Traité de commerce et de navigation avec la Russie (27 mai 1895), III, 5 ; — Conclusion d'un traité avec l'Allemagne, II, 45 et 233 ; — Traité avec la France, III, 193.

**JAUGEAGE.** — Bateaux d'intérieur, conférence internationale (mai), II, 326.

**JOURNAL du Droit international privé.** — Sommaires : I, 252 ; II, 259 ; III, 364 ; IV, 353.

**LEBON** (André), Ministre des colonies. — Eloge de Doudart de Lagrée, III, 204.

**LI-HUNG-CHANG.** — Réception en Allemagne (14 juin), II, 321.

**LUXEMBOURG.** — Arrangement additionnel sur les transports par chemins de fer (16 juillet 1895), I, 257.

**MADAGASCAR.** — Correspondance diplomatique (1885-1895), I, 15-50, 141-168 ; — Projet de loi appliquant le tarif des douanes, I, 331 ; — Projet pour la conversion d'un emprunt, I, 332 ; — Interpellation à la Chambre (19 mars), I, 334 ; — Proposition relative à l'administration intérieure, II, 65 ; — Projet de loi pour les dépenses de Madagascar, II, 81 ; — Projet de recensement, instructions du nouveau résident général, II, 83 ; — Lois sur les coucessions de terres et le régime de la propriété foncière, II, 84 ; — Ouvrage anglais sur l'expédition de Madagascar, II, 87 ; — Explications au Parlement anglais, II, 105 et 107 ; — Projet de loi déclarant Madagascar

colonie française, II, 235 ; — Décret sur les juridictions (9 juin), II, 311 ; — Décret interdisant l'exportation des armes à Madagascar (6 juin), II, 318 ; rapport à la Chambre, 362 ; discussion, 367 ; — L'esclavage à Madagascar, 376 ; — Rapport d'ensemble sur l'expédition par le général Duchesne (25 avril 1896), III, 315, et IV, 157.

**MARIAGE.** — Questions soulevées en Suisse, II, 199.

**MARINE MARCHANDE.** — Ses progrès, II, 122 ; — Institution, en France, d'un Conseil supérieur (21 avril 1896), II, 230.

**MARQUES de fabrique.** — Arrangement gréco-suisse (3 décembre 1895), I, 123 ; — Statistique suisse, II, 192.

**MÉDECINS ÉTRANGERS.** — Discussion parlementaire en France (9 juin), II, 345.

**MÉMORIAL diplomatique (L<sup>e</sup>).** — Sommaires : I, 253 ; II, 259 ; III, 240.

**MEXIQUE.** — Traité de commerce avec la Belgique (7 juin 1895), III, 241 ; — Convention avec l'Espagne sur la propriété intellectuelle (10 juin 1895), IV, 241.

**MONNAIES.** — Débat au Reichstag allemand (février), I, 195 ; — débat en Belgique (mars), I, 324 ; — Proposition Méline en France (mars), I, 329 ; — Déclaration à la Chambre des communes (févr.), I, 380 ; — Loi française sur les monnaies de billon étrangères (30 nov. 1896), IV, 147.

**NAPOLEON III avant l'Empire** (Bibl.), I, 253.

**NATIONALITÉ.** — Rapport français sur la loi relative à la nationalité, I, 293 ; — Options de nationalité dans les rapports franco-suisses, I, 321.

**NATURALISATIONS.** — Nombre en France pour 1894, I, 293 ; — Nombre en Suisse pour 1895, I, 318.

**NAVIGATION.** — Traité entre le Japon et la Russie (27 mai 1895),

**III**, 5 ; — Convention italo-tunisienne (28 sept.), IV, 230.

**NICE**. — Centenaire de la réunion à la France, II, 88.

**ORANGE** (État d'). — Traité d'amitié, d'établissement et de commerce (27 déc. 1894), II, 261.

**PAYS-BAS**. — Convention d'extradition avec la Roumanie (9 octobre 1894), I, 132 ; — Arrangement additionnel sur les transports par chemins de fer (16 juillet 1895), I, 257 ; — Convention d'arbitrage avec la Grande-Bretagne (16 mai 1895), II, 8 ; — Convention additionnelle d'extradition (2 juill. 1895), III, 21 ; — Convention d'extradition avec le Portugal (19 mai 1894), IV, 246 ; — Conclusion d'une Convention avec divers Etats sur les Commissions rogatoires, la procédure (14 nov.), IV, 350.

**PÉCHERIES DE BEHRING**. — Contre-mémoire des Etats-Unis, II, 13, 141.

**PERSE**. — Convention avec la France pour le privilège des fouilles (12 mai 1895), I, 13.

**PERSIGNY** (Duc de). — Mémoires (Bibl.), II, 260.

**POLICE sanitaire**. — Arrangement austro-russe pour le régime prophylactique en temps d'épidémie (25 janv. 1896), II, 129.

**POLICE sanitaire maritime**. — Règlement français (4 janv. 1896), I, 51.

**POPULATION**. — Statistique française pour 1894, I, 114.

**PORTUGAL**. — Convention commerciale avec la Russie (9 juillet 1895), II, 266 ; — Convention d'extradition avec les Pays-Bas (19 mai 1894), IV, 246.

**POSTES**. — Convention anglo-française sur les colis postaux (9 juill. 1895), II, 5 ; — Création d'un service général en Chine, II, 328.

**POSTES diplomatiques et consulaires de la France**. — Activité en 1894, IV, 174 ; Mouve-

ment de la correspondance, 175 ; recettes budgétaires, 180 ; actes de chancellerie, 305 ; actes de la navigation, 310 ; actes de la juridiction civile, commerciale et criminelle, 316 ; service militaire, 323 ; travaux divers, 327 ; renseignements commerciaux, 332.

**PROPRIÉTÉ industrielle**. — Arrangement franco-roumain pour la répression des fausses indications de provenance (11 mars 1895), I, 11 ; — Arrangement gréco-suisse pour les marques de fabrique (3 déc. 1895), I, 123.

**PROPRIÉTÉ industrielle** (La). — Sommaires : I, 233 ; II, 127.

**PROPRIÉTÉ littéraire et artistique**. — Conférence de Paris, séance d'ouverture (15 avril), II, 117 ; — Actes adoptés, II, 243 ; — Résolutions du Congrès de l'Association littéraire internationale (août), III, 360 ; — Convention entre l'Espagne et le Mexique (10 juin 1865), IV, 241.

**RAPATRIEMENTS**. — Statistique suisse pour 1895, II, 221.

**REVUE de Droit international et de législation comparée**. — Sommaires : I, 242 ; II, 125 ; IV, 332.

**REVUE de Paris**. — Sommaires : I, 127, 249, 384 ; II, 123, 238, 387 ; IV, 240 et 351.

**REVUE générale de Droit international public**. — Sommaires : I, 251 ; II, 126 ; III, 239, 384 ; IV, 332.

**REVUE des Deux-Mondes**. — Sommaires : I, 127, 249, 381 ; II, 123, 237, 386 ; III, 237, 363 ; IV, 238 et 351.

**REVUE d'Histoire diplomatique**. — Sommaires : III, 239 ; IV, 332.

**REVUE politique et littéraire**. — Sommaires : I, 128, 250, 382 ; II, 124, 258, 387 ; III, 239.

**REVUE politique et parlementaire**. — Sommaires : I, 251, 381 ; II, 124 ; III, 239 ; IV, 353.

**ROUMANIE.** — Arrangement avec la France pour la répression des fausses indications de provenance (11 mars 1895), I, 11 ; — Convention d'extradition avec les Pays-Bas (9 oct. 1894), I, 132 ; — Discours de M. Stoudza, I, 119 ; — Discussion sur les rapports avec la Hongrie (mai), II, 242 ; — Reprise des relations diplomatiques avec la Grèce (juillet), III, 217.

**RUSSIE.** — Arrangement avec l'Autriche-Hongrie pour la police sanitaire des districts frontière (25 janv. 1896), II, 129 ; — Proclamation pour le couronnement (mai), II, 244 ; — Convention commerciale avec le Portugal (9 juillet 1895), II, 266 ; — Traité de commerce et de navigation avec le Japon (27 mai 1895), III, 5 ; — Annonce de la visite des Souverains russes en France, III, 194 ; — Séjour en France (octobre), IV, 134 ; — Question du système métrique, III, 217.

**SAINT-SIÈGE.** — Encyclique sur l'unité de l'Eglise (29 juin 1896), III, 139.

**SIAM.** — Déclaration anglo-française (15 janv. 1896), I, 129 ; — Débat parlementaire en France, I, 202 ; — Adhésion à la Conv. de Genève, I, 309.

**SIMPLON.** — Question du percement, I, 309 ; — Rapport du Conseil fédéral, III, 218.

**SUCCESSIONS.** — Règlement des successions des Suisses au Brésil, I, 191.

**SUISSE.** — Arrangement avec la Grèce pour les marques de fabrique (3 déc. 1895), I, 123 ; — Convention avec l'Allemagne au sujet d'une commune badoise (21 sept. 1895), I, 137 ; — Règlement des successions des Suisses au Brésil, I, 191 ; — Organisation du Conseil fédéral, I, 124 ; — Arrangement additionnel sur les transports par chemins de fer (16 juillet 1895), I, 237 ; — Compte de gestion du Conseil fédéral pour 1895, V. *Conseil fédéral Suisse.* — Projet de révision de la Constitution

fédérale en vue de l'unification du droit, IV, 235. — Renouvellement du Conseil fédéral, IV, 330 ; — Règlement d'indemnité avec le Chili, IV, 330.

**SYSTÈME MÉTRIQUE.** — Rejet aux Etats-Unis, II, 235 ; — Discussion en Russie, III, 217.

**TRAITÉS.** — Projet d'une union pour leur publication, I, 309.

**TRANSVAAL.** — Discours en Angleterre (janvier), I, 116 ; — Invasion du pays par Jameson, télégrammes échangés, I, 121 ; — Discussion à la Chambre des communes (février), I, 377, (avril), II, 110 ; — Discours du président Krüger (4 mai), II, 245 ; — Situation commerciale, industrielle et financière en 1895, rapport consulaire, II, 230 ; — Adhésion à la Conv. de Genève, IV, 234.

**TROISIÈME RÉPUBLIQUE**  
(Histoire de la), par Edg. Zevort (Bibl.), III, 366.

**TUNISIE.** — Relations avec l'Italie, Conventions (28 sept.), IV, 227.

**TURQUIE** (Affaires de). — Correspondance diplomatique anglaise (juill.-nov. 1894), II, 273 ; (novembre 1894-août 1895), III, 23 et 249 ; — Procès-verbaux de la Commission d'enquête à Mouch (1895), III, 285 ; IV, 67 et 251 ; — Règlement de la question crétoise, III, 358.

**UNIONS INTERNATIONALES.** — Conférence de Paris pour la propriété littéraire, II, 117 ; — Projet pour la publication des traités, I, 309 ; — La Bibliographie, II, 120.

**UNITÉS ÉLECTRIQUES.** — Règlement uniforme, II, 249.

**VAGABONDAGE.** — Répression, décret congolais (23 mai 1896), II, 229.

**VÉNÉZUELA.** — Différend avec l'Angleterre (Bibl.), I, 123 ; — Correspondance anglo-américaine au sujet de ce différend, I, 169-

180, 207-291 ; — Lettre au Pape au sujet d'un arbitrage, I, 248 ; — Correspondance relative au conflit anglo-vénézuélien, III, 209.

**ZANZIBAR.** — Concession au

Gouvernement italien sur la côte de Bénadir (12 août 1892), II, 133 ; — Convention additionnelle (15 mai 1893), II, 137 ; — Mort du Sultan, incidents (août), III, 339.

---

---

*Le Gérant : Gaston DUJARRIC.*

---

---

Arcis-sur-Aube. — Imp. LÉON FRÉMONT.

